



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



HISTOIRE GÉNÉRALE

DU IV^e SIÈCLE A NOS JOURS

COULOMMIERS
Imprimerie PAUL BRODARD.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DU IV^E SIÈCLE A NOS JOURS

Ouvrage publié sous la direction de MM.

Ernest LAVISSE
de l'Académie française,
Professeur à l'Université de Paris.

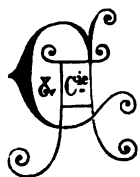
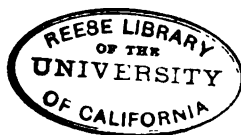
Alfred RAMBAUD
Membre de l'Institut,
Professeur à l'Université de Paris.

TOME XI

• • • • •

Révolutions et Guerres nationales

1848-1870



Armand Colin & C^{ie}, Éditeurs

Paris, 5, rue de Mézières

1899

Tous droits réservés.

D102
L4
v.11

805-90

RÉVOLUTIONS ET GUERRES NATIONALES

1848-1870

19. 5. 12. 17. 4. 2.



CHAPITRE I

LA RÉVOLUTION DE 1848 ET LA RÉACTION EN FRANCE

1848-1852

I. — La Révolution de février.

Manifestation du 22 février. — La campagne des banquets en faveur de la réforme électorale ¹ avait produit en France et surtout à Paris une agitation politique qui brusquement amena une révolution. A toutes les demandes de réforme le roi et le ministère avaient opposé un refus systématique; à la campagne des banquets ils répondirent par une phrase du discours du trône où le roi dénonçait au pays l'agitation « que fomentent les passions ennemies ou aveugles » (28 décembre 1847). La majorité ministérielle de la Chambre prit parti contre la réforme, par un projet d'adresse en réponse au discours du trône rédigé dans le même esprit. La discussion du projet fut longue et vive; l'opposition, formée de la gauche et du centre gauche, proposait un amendement. La majorité le repoussa et vota l'adresse (12 février 1848).

Un banquet avait été organisé à Paris par le comité du

1. Voir ci-dessus, t. X, p. 404.

XII^e arrondissement (faubourg Saint-Marceau); d'abord fixé en janvier, puis retardé, il fut interdit par le ministère. L'opposition, au nom de la liberté de réunion, contestait au gouvernement le droit d'interdire un banquet privé; 87 députés promirent d'assister à ce banquet. La commission du banquet donna rendez-vous pour le 22 février, à midi, à la Madeleine; elle convoquait les gardes nationaux à venir en uniforme, sans armes, recevoir les députés qui se formeraient en cortège pour aller à la salle du banquet; ce serait une manifestation contre l'interdiction de réunion.

Dans la nuit du 21 au 22 février le gouvernement fit afficher une proclamation qui interdisait la marche projetée et défendait tous les rassemblements; les députés, tout en protestant, déclarèrent renoncer à assister au banquet. Mais le public qui attendait la manifestation se rassembla autour de la Madeleine; il tombait une pluie fine et le temps était sombre. Les étudiants arrivèrent d'abord, venant de la rive gauche; puis les ouvriers occupèrent la place de la Concorde. On se poussait, on chantait la *Marseillaise* et le *Chant des Girondins*; on criait : Vive la Réforme ! Les dragons et les municipaux firent plusieurs charges pour débayer la place, mais sans violence; au crépuscule, la foule commença à dresser quelques barricades, elle pillait une boutique d'armurier et le soir fit, dans le jardin des Tuileries, un feu de joie avec des chaises et des arbres.

Ce n'était pas encore une insurrection ni même une émeute, c'était une foule venue pour manifester, qui s'agitait sans chefs et sans but. L'ancien état-major républicain qui avait dirigé les insurrections pendant les premières années du règne était resté désorganisé depuis l'échec de Barbès et de Blanqui en 1839. Il n'y avait plus que de petites sociétés secrètes déshabituées de combattre; la principale, les *Saisons*, n'avait pas plus de 600 membres. Le journal du parti, la *Réforme*, dirigé par Flocon et Ledru-Rollin, végétait avec moins de 2000 abonnés. Le 21 février au soir, les chefs du parti, réunis aux bureaux de la *Réforme*, avaient décidé de s'abstenir de la manifestation pour ne pas donner au gouvernement l'occasion de les écraser. Le 22 au soir, après la manifestation incohérente du premier

jour, ils tombaient d'accord que l'affaire n'était pas de nature à tenter une révolution.

Chute de Guizot (23 février). — L'émeute commença dans la nuit du 22 au 23; ce furent les ouvriers des vieux quartiers républicains de l'Est (Saint-Martin, Saint-Denis, Saint-Marceau) qui firent des barricades et s'armèrent. On commença à tirer des coups de fusil.

Le gouvernement ne voulut pas d'abord employer l'armée, il fit battre le rappel de la garde nationale. On vit alors que depuis 1840 la bourgeoisie de Paris s'était détachée du roi. Les gardes nationaux se réunirent, mais, sauf la première légion, ils refusèrent de marcher contre les insurgés et crièrent : Vive la Réforme ! Quelques-uns même crièrent : A bas Guizot ! et empêchèrent les troupes de marcher ; d'autres allèrent au Palais-Bourbon demander aux députés de réclamer la réforme.

Louis-Philippe prit peur ; il fit venir le ministre de l'Intérieur Duchâtel, puis Guizot. Le résultat de la discussion fut qu'il fallait ou dissoudre la garde nationale ou accorder la réforme. Le roi ne voulut pas du premier moyen, Guizot ne pouvait accepter le second. Louis-Philippe se décida à se séparer de Guizot et fit appeler son ami personnel, Molé, pour former un ministère. Molé demanda son concours à Thiers, qui déclara « ne vouloir plus siéger dans un cabinet dont il ne serait pas le chef ». Après plusieurs heures de tentatives inutiles, dans la soirée du 23, Molé revint dire au roi qu'il n'avait pu constituer un ministère.

La démission de Guizot, annoncée dès l'après-midi à la Chambre, avait été accueillie avec acclamations par la foule et la garde nationale ; le soir, on illumina ; la révolte semblait terminée. Le préfet de police disait : « C'est une émeute qu'il faut laisser mourir d'elle-même. »

Insurrection républicaine (24 février). — Jusque-là il n'y avait eu lutte qu'entre deux partis royalistes : le ministère Guizot, et l'opposition dynastique soutenue par la garde nationale ; la chute de Guizot n'était que la victoire du parti de la réforme. Mais les barricades étaient encore debout et les insurgés en armes. Le parti républicain profita de l'excitation pour la tourner contre Louis-Philippe et la monarchie.

Dans la soirée du 23 février, une bande venue des quartiers de l'Est descendit les grands boulevards en chantant : « Des lampions ! » Elle ramassa en route un groupe qui manifestait devant le *National* avec des torches. Arrivée rue des Capucines, devant l'hôtel du ministère des Affaires étrangères, où demeurait Guizot, elle cria : A bas Guizot ! L'hôtel était gardé par une rangée de soldats ; un inconnu qui marchait dans la bande des manifestants tira sur la troupe ; les soldats répondirent par une décharge sur la foule compacte ; une cinquantaine de personnes tombèrent : il y avait plus de vingt morts.

Les républicains, probablement les gens du *National*, employèrent aussitôt ces cadavres pour organiser une manifestation. On en chargea cinq dans un tombereau attelé d'un cheval ; un jeune garçon était posté en avant sur le brancard avec une torche pour éclairer la scène, un ouvrier se tenait dans le tombereau ; de temps à autre il soulevait le cadavre d'une jeune femme pour montrer à la foule son cou et sa poitrine couverts de sang, et criait : « Vengeance ! on égorge le peuple ». Le cortège suivait les boulevards, ameutant le public sur son passage. Les assistants se répandirent partout, disant que le gouvernement avait trahi le peuple pour le massacrer.

Dans la nuit du 23 au 24, tous les quartiers Est de Paris s'étaient hérissés de barricades ; dès six heures du matin il était impossible de circuler dans les rues. Cette fois, les républicains se montraient ouvertement ; ils ne criaient plus comme la veille : « Vive la réforme ! » mais déjà « Vive la république ! »

Louis-Philippe inquiet avait envoyé chercher Thiers avant deux heures du matin. Thiers, après avoir traversé les barricades, arriva aux Tuileries dans la nuit¹. — « Eh bien ! dit le roi, m'avez-vous fait un ministère ? — Fait un ministère, Sire ! je viens seulement de recevoir les ordres de Votre Majesté. — Ah ! vous ne voulez pas servir dans le règne ? — Non, sire, je ne veux pas servir dans votre règne. — C'est bien, parlons raison. Qui pouvez-vous avoir pour collègues ? — Odilon Barrot. — Bon, répondit le roi ; c'est un niais, mais il est bon homme.

1. Le dialogue qui suit a été publié par un Anglais, Nassau Senior ; il le tenait de Thiers et lui avait fait revoir sa rédaction.

— M. de Rémusat. — Passe pour lui. — Duvergier de Hauranne. — Je ne veux pas en entendre parler. — Lamoricière. — A la bonne heure ! Maintenant, allons aux choses. — Il nous faut une réforme parlementaire. — C'est absurde, vous aurez une Chambre qui nous donnera de mauvaises lois et peut-être la guerre. — Je ne demande pas plus de 50 à 100 000 électeurs nouveaux, et (ce n'est pas une grande concession) il faut dissoudre la Chambre actuelle. — Impossible ! je ne puis me séparer de ma majorité. — Mais si vous refusez à la fois les mesures que je propose et les instruments avec lesquels je dois opérer, comment puis-je vous servir ? — Vous aurez Bugeaud pour commandant en chef. Il réprimera l'émeute ; et après ça nous verrons. — Bugeaud ajoutera à l'irritation. — Non, il inspirera la terreur, et c'est de terreur que nous avons besoin. — La terreur n'est utile que soutenue par une force suffisante. L'avons-nous ? — Allez, mon cher, trouver Bugeaud, parlez-lui, réunissez vos ministres, revenez me voir à huit heures du matin, et nous verrons. — Nous ne sommes pas encore ministres. — Non, vous n'êtes engagés à rien, ni moi. Mais quel que soit l'arrangement, vous devez être le chef... Maintenant, il nous faut insérer dans le *Moniteur* que vous et Barrot êtes nos ministres. — Mais nous ne le sommes pas, nous ne le serons peut-être jamais. — Cela ne fait rien, il me faut vos noms. — Le mien est au service de Votre Majesté, mais je ne peux disposer de celui de Barrot. — Nous ne dirons pas que vous avez accepté, mais qu'on vous a chargé de la mission de former un cabinet. » Le roi écrivit de sa main une note disant que MM. Thiers et Odilon Barrot étaient chargés par le roi de former un nouveau cabinet.

Bugeaud, nommé dans la nuit commandant en chef de l'armée et de la garde nationale de Paris, arriva vers quatre heures du matin à son quartier général, place du Carrousel (cette place était alors en grande partie couverte de rues tortueuses). Sur le chiffre des troupes disponibles les rapports diffèrent ; le ministère croyait en avoir 40 000, Thiers dit qu'il n'y en avait pas 20 000. Les soldats, dit Bugeaud, « étaient démoralisés, ayant été tenus depuis soixante heures sac au dos, les pieds dans la boue froide, avec seulement trois rations de biscuit,

à regarder sans intervenir les émeutiers attaquer les municipaux, couper les arbres, briser les réverbères et brûler les guérites. La plupart n'avaient que dix cartouches... Les chevaux étaient fourbus, ils n'avaient pas d'avoine, et les hommes étaient restés plus de deux jours sur leur dos. » Bugeaud ajoutait : « J'aurai le plaisir de tuer beaucoup de cette canaille, c'est toujours quelque chose ». Il envoya trois colonnes occuper le Panthéon, l'Hôtel de ville, la Bastille; la troisième fut arrêtée par la foule au boulevard Montmartre.

Thiers fit sa tournée pour réunir ses ministres, Barrot accepta, mais en protestant contre la nomination de Bugeaud. « Si nous devons concilier le peuple, ne nous encombrons pas de l'homme le plus impopulaire de Paris. » A quoi Thiers répondit : « Nous aurons probablement une bataille furieuse; ne nous privons pas des services du premier soldat de l'Europe ». Thiers et Barrot se mirent en route à travers les rues; à chaque barricade, ils disaient que le ministère était changé, qu'on allait faire droit au peuple. Mais la fusillade du boulevard des Capucines avait laissé une défiance invincible; la foule répondait : « Le roi nous trompe! on va nous mitrailler. — Non, disait Thiers, nous sommes ministres, nous ne sommes pas des égorgeurs. — Mais Bugeaud? » criait-on. A la fin, Odilon Barrot fut ébranlé. « Bugeaud, disait-il à Thiers, va bien avec Guizot, mais pas avec nous. »

Aux Tuileries, Thiers trouva le roi qui venait de se lever et déclara accepter tous les ministres. « Il nous faut une dissolution, dit Thiers. — Impossible, je ne puis me séparer de ma majorité qui comprend si bien ma politique. — Il nous faut une réforme. — Nous verrons, quand cette crise sera passée. Ce n'est pas de ces éventualités que j'ai besoin de vous parler. Que faut-il faire aujourd'hui? — Nous ne sommes pas vos ministres, Sire, et si nous l'étions nous ne sommes pas des ministres de répression. M. Guizot est encore ministre. Lui et Bugeaud sont gens à réprimer l'émeute, je n'ai pas le droit de vous donner un avis. — Ne parlons pas des bêtises constitutionnelles. Vous savez bien que Guizot est hors de la question. Que dois-je faire? — Tout d'abord, je pense que Lamoricière serait un com-

mandant de la garde nationale plus populaire que Bugeaud. »

Lamoricière, présent à l'entretien, accepta le commandement de la garde nationale sous les ordres de Bugeaud, qui gardait le commandement en chef. Le roi envoya à Bugeaud l'ordre de concentrer les soldats sur les Tuileries. On espérait décider les gardes nationaux et on craignait d'employer la ligne, devenue trop impopulaire. Bugeaud, mécontent, transmet l'ordre aux troupes postées sur le boulevard. Mais, en revenant par les boulevards, la troupe, qui marchait sur une ligne mince avec ses canons à l'arrière, fut coupée par les émeutiers, séparée de ses canons, et démoralisée ; plusieurs bataillons mirent la crosse en l'air et passèrent au peuple.

Lamoricière partit alors en tournée avec Odilon Barrot, sur les boulevards, pour essayer de calmer les gardes nationaux. Thiers retourna trouver le roi ; il était dix heures. « La marée monte, monte, dit-il, dans deux heures nous serons tous engloutis. » Et il proposa au roi de sortir de Paris, de se retirer à Saint-Cloud, de faire venir l'armée et de reconquérir Paris (c'est le plan qu'il devait plus tard exécuter contre la Commune). Louis-Philippe rentra dans sa chambre pour aller consulter la reine et Guizot. Au lieu d'accepter la proposition de Thiers, il décida d'aller se montrer aux troupes.

Abdication de Louis-Philippe. — Louis-Philippe sortit à cheval ; mais, sur la place du Carrousel, il trouva des gardes nationaux qui l'accueillirent par les cris de : Vive la Réforme ! et croisèrent leurs baïonnettes au-dessus de son cheval. Il répondit : « Elle est accordée. » Mais cet accueil l'avait visiblement démoralisé ; il s'arrêta brusquement et rentra au château. La fusillade commençait des fenêtres des maisons de la place du Carrousel.

Pendant que le roi hésitait, les républicains avaient pris l'offensive. En vain O. Barrot annonçait que le roi avait cédé, qu'on avait un ministère centre-gauche, la dissolution, l'ordre de cesser le feu. La foule refusait de le croire. Un placard affiché par les gens de *la Réforme* disait : « Louis-Philippe nous fait massacrer, comme Charles X ; qu'il aille rejoindre Charles X. » Vers dix heures, les insurgés, sortant des quartiers

de l'Est, occupèrent le Palais-Royal, défendu par deux compagnies de soldats; le poste du Château-d'Eau (aujourd'hui disparu) leur barrait le passage pour arriver aux Tuileries. Entre ce poste et les insurgés, par-dessus la place du Palais-Royal, la fusillade dura longtemps; ce fut le seul combat de toute cette révolution; il arrêta la marche sur les Tuileries et donna au roi le temps de délibérer, puis de s'enfuir.

Revenu aux Tuileries avec Thiers, le roi y avait trouvé plusieurs députés de l'opposition. Tout d'un coup, Crémieux entra : « Je viens de traverser une grande partie de Paris. Tout n'est pas perdu. Le peuple n'acceptera pas Bugeaud ou Thiers, mais un ministère Barrot, avec des collègues tous pris dans la gauche, et Gérard commandant en chef, sera reçu avec acclamation. — Au nom du ciel, Sire, dit Thiers, faites-en l'expérience. » Louis-Philippe céda, il signa la nomination de Barrot et du maréchal Gérard. Mais on n'eut pas le temps de la faire connaître. Un messenger venu pour apporter à Thiers des nouvelles de sa famille déclara que la foule allait arriver, qu'il ne restait plus qu'une ressource, l'abdication de Louis-Philippe; à ce prix on sauverait peut-être le trône du comte de Paris. Le duc de Nemours s'approcha du roi. « On vous dit, Sire, qu'un terrible sacrifice est nécessaire. — Mon abdication? Je suis prêt à vous remettre le gouvernement. — Je crains, répondit Nemours, que ce sacrifice soit insuffisant. Je suis plus impopulaire que Votre Majesté. C'est la duchesse d'Orléans qui doit être régente. » Louis-Philippe discuta un moment avec ses deux fils, puis passa dans le salon de la reine, où étaient réunis la reine, les duchesses d'Orléans, de Nemours, de Montpensier, leurs enfants, les dames d'honneur, Guizot et Broglie. Il y eut une scène de pleurs et de soupirs qui dura dix minutes. Louis-Philippe revint avec les dames de la famille royale et s'assit. La duchesse d'Orléans s'écria : « Sire, n'abdiquez pas! La couronne est trop lourde pour nous, vous seul pouvez la porter. » Dans l'antichambre on entendait crier : « L'abdication! l'abdication! » La reine, se penchant sur Louis-Philippe, l'embrassa : « Vous ne méritez pas un si bon roi. »

A la fin, cédant aux instances des assistants et du duc de Montpensier, Louis-Philippe se décida; il écrivit son abdication,

malgré la reine et Bugeaud. Le comte de Paris, son petit-fils, devenait roi sous le nom de Louis-Philippe II; la mère du jeune prince, la duchesse d'Orléans, serait régente. Mais on n'eut pas le temps de publier l'abdication. Les insurgés avaient mis le feu au poste du Château-d'Eau et arrivaient enfin devant les Tuileries. Louis-Philippe et sa famille montèrent dans deux carrosses couverts et s'en allèrent par les quais, sous une escorte de cuirassiers. Les troupes se dispersèrent. La foule pénétra dans le château sans résistance, démolit le trône et jeta par les fenêtres les meubles du roi, mais sans rien voler.

Création du Gouvernement provisoire. — La duchesse d'Orléans, suivant le conseil de son secrétaire, se retira avec son fils au Palais-Bourbon. Elle entra dans la Chambre des députés; la majorité l'accueillit avec des acclamations et la proclama régente au nom du comte de Paris.

Mais bientôt la foule en armes envahit la salle en criant : La déchéance ! Le président se couvre et déclare la séance suspendue. Ledru-Rollin, l'unique député du parti socialiste, s'adressant à la foule, dit : « Au nom du peuple que vous représentez, je vous demande le silence ». Il proteste contre la régence, puis il propose un gouvernement provisoire nommé non par la Chambre, mais par le peuple. Lamartine monte à la tribune, fait l'éloge du « peuple glorieux qui combat depuis trois jours pour redresser un gouvernement perfide », et demande un gouvernement provisoire qui « aura pour mission de préparer à l'instant les mesures nécessaires pour convoquer le pays tout entier et pour le consulter ».

Une nouvelle bande armée entre dans la salle en criant : « A bas la Chambre ! Pas de députés ! » Le président déclare la séance levée. Mais une partie des députés de gauche reste dans la salle. Lamartine lit une liste de noms; la foule répond à chacun tantôt par des acclamations, tantôt par des protestations. Ainsi fut adoptée par le peuple la liste des membres du gouvernement provisoire, préparée par les républicains du *National* : Dupont (de l'Eure), Arago, Lamartine, Ledru-Rollin, Crémieux, Marie, Garnier-Pagès, tous députés.

Pendant que le gouvernement se constituait à la Chambre,

les républicains socialistes, réunis aux bureaux de *la Réforme*, avaient dressé une liste; c'était la liste du *National*, augmentée de quelques-uns des leurs : Flocon, secrétaire de *la Réforme*, Louis Blanc, auteur de *l'Organisation du travail*, Albert, ouvrier mécanicien, chef de la société secrète des *Saisons*. Puis, suivant la tradition du parti, ils venaient s'installer à l'Hôtel de Ville et y proclamaient la République; Caussidière prenait la préfecture de police, Arago les postes.

Il y eut alors, comme en 1830, deux gouvernements insurrectionnels dans Paris; comme en 1830, le gouvernement proclamé au Palais-Bourbon traversa les rues insurgées et vint s'établir à l'Hôtel de Ville; c'est là qu'il se constitua en se partageant les ministères. Mais il n'osa pas comme en 1830 se débarrasser du gouvernement de l'Hôtel de Ville par de bonnes paroles; il se résigna à accepter les hommes de *la Réforme*. Comme les ministères étaient distribués, on les ajouta sur la liste avec le titre de *secrétaires*. Et tous ensemble restèrent à l'Hôtel de Ville sous la surveillance des ouvriers.

II. — Le Gouvernement provisoire.

Premières mesures du Gouvernement provisoire. —

Les deux groupes du *National* et de *la Réforme*, qui avaient opéré ensemble pour renverser Louis-Philippe, se trouvaient coalisés dans le gouvernement provisoire. Tous deux étaient républicains. Ils furent d'accord pour prendre le titre de *Gouvernement provisoire de la République française*, qui devint officiel dès le 25 février. — Par une application de leurs principes communs, ils décrétèrent — outre l'abolition des titres de noblesse — la liberté de la presse avec l'abolition du timbre, la liberté de réunion politique, le droit pour tous les citoyens d'entrer dans la garde nationale. Ces trois mesures bouleversèrent les conditions de la vie politique dans Paris. — Il se fonda aussitôt plus d'une centaine de journaux politiques à bon marché, vendus au numéro, qui se répandirent parmi les ouvriers et créèrent une

opinion favorable aux socialistes. — Il se fonda dans presque tous les quartiers des clubs où les ouvriers vinrent chaque soir assister aux discussions politiques; le plus actif, les *Droits de l'homme*, fut dirigé par les chefs des anciennes sociétés secrètes, Sobrier et Blanqui, sorti de prison. — Les ouvriers entrèrent en masse dans la garde nationale; le chiffre des gardes nationaux de Paris, qui était de 56 751 au 1^{er} février, était au 18 mars de 190 000. — Ainsi par les journaux populaires, les clubs et la garde nationale, en quelques jours, s'organisa une force nouvelle suffisante pour dominer Paris.

Dans le Gouvernement provisoire la division persista entre les deux groupes disparates qui avaient fait ensemble la révolution. — Les hommes du *National*, républicains parlementaires, voulaient s'en tenir à une révolution politique; ils désiraient le plus tôt possible une assemblée qui organiserait la république : c'était le parti de la République démocratique, avec le drapeau tricolore. — Les hommes de *la Réforme* ne voyaient dans la révolution politique qu'un moyen d'arriver à une révolution sociale; ils voulaient employer leur pouvoir à améliorer la condition des ouvriers, et, pour avoir le temps de faire leurs réformes, retarder le plus possible la convocation de l'Assemblée : c'était le parti de la « République démocratique et sociale », familièrement appelée *démoc-soc*; il adoptait le drapeau des sociétés secrètes, le drapeau rouge. Ledru-Rollin appartenait à la fois aux deux partis et hésitait.

Pendant les premiers jours il n'y avait encore entre les deux groupes qu'une opposition sourde. Chacun des deux faisait prendre les mesures conformes à sa politique, le parti de *la Réforme* pour satisfaire les ouvriers de Paris, le parti du *National* pour rassurer le reste de la France.

La révolution avait été accueillie dans les départements avec stupeur, mais sans résistance; les villes avaient reçu sans protestation la proclamation de la République; l'armée n'avait pas bougé et les officiers les plus connus, Bugeaud, Changarnier, avaient envoyé au gouvernement l'assurance de leur dévouement. Les bourgeois et les fonctionnaires s'effrayaient du nom de République, qui, dans les imaginations, restait associé à la

Terreur; mais ils faisaient étalage de sentiments républicains, précisément pour détourner la persécution qu'ils croyaient imminente. Pour les rassurer le gouvernement décréta l'abolition de la peine de mort en matière politique. Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, révoqua les préfets et envoya à leur place des commissaires du gouvernement chargés d'installer la république, mais dans les autres services les fonctionnaires restèrent en place. — Une bande d'ouvriers venus à l'Hôtel de Ville, le 25 février, pour faire remplacer le drapeau tricolore par le drapeau rouge, symbole de la République sociale, fut reçue par Lamartine qui sauva le drapeau tricolore en prononçant un discours célèbre. « ... Le drapeau rouge que vous nous apportez n'a jamais fait que le tour du Champ de Mars, traîné dans le sang du peuple en 91 et en 93, et le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec le nom, la gloire et la liberté de la patrie. »

Pour rassurer l'Europe, Lamartine, ministre des Affaires étrangères, envoya aux agents de la France à l'étranger la circulaire du 2 mars. « La guerre n'est pas le principe de la République française, comme elle en devint la fatale et glorieuse nécessité en 1792. La République française n'intentera la guerre à personne. Elle ne fera point de propagande sourde et incendiaire chez ses voisins. »

Le parti de la République sociale, de son côté, obligeait le gouvernement à prendre les mesures réclamées par les ouvriers.

Dès le 25 février une bande armée entrant dans la salle où délibérait le gouvernement, déclarait qu'il fallait au peuple des réformes, et Louis Blanc, avec l'assentiment de ses collègues, rédigeait sur-le-champ un décret conforme à sa propre doctrine : « Le gouvernement de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail. Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens. Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail. Il rend aux ouvriers auxquels il appartient le million de la liste civile qui va échoir. » — Le lendemain, le décret du 26 février mettait en action ce principe : « Le gouvernement décrète l'établissement immédiat d'*ateliers nationaux*. » C'était la formule même de Louis Blanc.

Le 28 février, une grande manifestation d'ouvriers arrivait à l'Hôtel de Ville avec des drapeaux portant la devise *Organisation du travail* (c'était le titre de l'ouvrage qui avait fait la popularité de L. Blanc), et réclamait la création immédiate d'un ministère du Progrès. Louis Blanc soutint la demande, ses collègues refusèrent; il hésita à se servir de la force que lui donnait en cet instant la foule de ses partisans, et accepta un compromis. Le décret du 28 février reconnut en principe les revendications des ouvriers. « Considérant que la Révolution faite par le peuple doit être faite pour lui, qu'il est temps de mettre un terme aux longues et iniques souffrances des travailleurs, que la question du travail est d'une importance suprême, qu'il n'en est pas de plus haute, de plus digne des préoccupations d'un gouvernement républicain; qu'il appartient à la France d'étudier ardemment et de résoudre un problème posé aujourd'hui chez toutes les nations industrielles de l'Europe... » Mais, en pratique, au lieu du ministère demandé, on n'accorda qu'une « *Commission du gouvernement pour les travailleurs...* avec mission expresse et spéciale de s'occuper de leur sort ». Louis Blanc et Albert, nommés membres de cette commission, allèrent s'installer au Luxembourg; la conséquence fut de les tenir éloignés de l'Hôtel de Ville, ce qui ruina le pouvoir du parti socialiste dans le gouvernement.

Puis on régla la question capitale, la convocation des électeurs chargés d'élire l'assemblée souveraine qui aurait à organiser la France. Les deux partis étaient d'accord sur le principe; Lamartine avait dit, le 24 février, à la Chambre : « Le gouvernement provisoire aura pour mission... de convoquer le pays tout entier, tout ce qui porte dans son titre d'homme les droits de citoyen. » Sans discussion, on admit le *suffrage universel*, qui faisait d'un seul coup passer le pouvoir politique d'un corps de 250 000 privilégiés à une masse de 9 395 000 électeurs. Le décret du 4 mars convoqua tous les citoyens majeurs à élire les 900 représentants du peuple, au scrutin de liste par département et à la majorité relative, sans ballottage. L'élection fut fixée au 9 avril, malgré le désir du parti socialiste.

Les manifestations. — La bourgeoisie de Paris, d'abord

déconcertée par la révolution, reprit peu à peu courage et travailla à secouer la domination des ouvriers. La lutte prit la forme de manifestations devant l'Hôtel de Ville, destinées à agir sur le gouvernement.

En réorganisant la garde nationale on avait supprimé les compagnies d'élite, voltigeurs et grenadiers, formées de bourgeois. Les membres de ces compagnies vinrent en masse à l'Hôtel de Ville (16 mars) demander le droit de garder leur ancien uniforme. (De là le surnom de *manifestation des bonnets à poil*.) Le lendemain, les ouvriers, croyant le gouvernement menacé par les bourgeois, se réunirent au Champ de Mars, et, sous la conduite des clubs, marchèrent en masse sur l'Hôtel de Ville, où leurs chefs présentèrent au gouvernement leurs réclamations : ils trouvaient le terme des élections trop rapproché, et demandaient l'ajournement indéfini, pour donner aux socialistes le temps de convertir le peuple. Le gouvernement céda, il ajourna la convocation au 23 avril. La manifestation du 17 mars fut une victoire des ouvriers.

Mais le parti socialiste n'était qu'une petite minorité, toute parisienne ; et même il avait contre lui la moitié de Paris. Le Gouvernement provisoire lui devenait de plus en plus hostile, à mesure que la résistance augmentait dans les départements. Contre les gardes nationaux ouvriers il s'appuya sur les gardes nationaux bourgeois et sur les 24 bataillons de la *garde mobile*, formée de tout jeunes gens engagés à 30 sous par jour.

La manifestation du 16 avril fut la journée décisive. Les clubs et les délégués du Luxembourg avaient convoqué au Champ de Mars les ouvriers pour aller en masse porter à l'Hôtel de Ville une pétition au Gouvernement provisoire : « Le peuple veut la République démocratique, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'organisation du travail par l'association. » Il s'agissait d'obtenir encore l'ajournement des élections. 40 000 manifestants, marchant en rangs derrière les bannières des clubs, traversèrent Paris, se dirigeant sur l'Hôtel de Ville. Mais Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, jusque-là resté hésitant entre les deux partis, venait de se décider pour la

bourgeoisie; il avait fait battre le rappel dans Paris; les gardes nationaux hostiles aux socialistes étaient accourus en armes. Les manifestants trouvèrent devant l'Hôtel de Ville les gardes nationaux armés qui les reçurent aux cris de : « A bas les communistes ! » Le gouvernement les reçut très mal, et les obligea à se retirer en défilant entre deux rangs de gardes nationaux. De ce jour le parti de la révolution sociale perdit toute action sur le Gouvernement provisoire.

Les actes du Gouvernement provisoire. — Pendant ces luttes intérieures et jusqu'à la réunion de l'Assemblée, le gouvernement provisoire appliqua les principes communs du parti républicain sous forme de décrets. Il abolit l'esclavage des nègres dans les colonies françaises. Il supprima l'impôt du timbre sur les écrits périodiques. Il éleva à 5 p. 100 le taux de l'intérêt des caisses d'épargne, « considérant que la justice commande impérieusement de rétablir l'égalité entre le produit des capitaux du riche et celui des capitaux du pauvre ». Il abolit l'impôt du sel en France (15 avril), l'octroi sur la boucherie et les vins dans Paris (19 mars).

La Révolution avait produit une crise brusque qui arrêta les affaires. Le trésor était vide. Le gouvernement essaya d'un emprunt, il ne put le faire couvrir; il fit appel aux dons patriotiques : ce ne fut qu'une occasion de manifestations patriotiques. Enfin, suivant le principe de l'économie politique libérale qui réprouvait les impôts indirects, il décréta un impôt extraordinaire (de 45 centimes par franc) additionnel aux contributions directes. Ce furent les fameux *45 centimes* qui brouillèrent la République avec les paysans.

Commission du Luxembourg et ateliers nationaux. — Les promesses faites aux ouvriers par le gouvernement avaient abouti à deux institutions, la commission du Luxembourg et les ateliers nationaux. Toutes deux, organisées à contre-cœur, furent privées des moyens de fonctionner et déformées de façon à compromettre le parti qui les avait réclamées.

La « Commission du gouvernement pour les travailleurs » siégea au Luxembourg, dans le local de la Chambre des pairs, sous la présidence de Louis Blanc. Il commença par convoquer

les délégués des ouvriers des différents métiers, pour entendre les requêtes urgentes et « préparer la solution des questions du travail ». Il en vint 200. Ils demandèrent d'abord les réformes qui les touchaient le plus directement; la Commission recommanda leurs demandes au gouvernement provisoire qui aussitôt les convertit en décrets (2 mars). « Considérant qu'un travail manuel trop prolongé non seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme; que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs dits marchandeurs ou tâcherons est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité », le gouvernement réduisit la journée de travail de une heure (10 heures à Paris au lieu de 11, 11 heures en province au lieu de 12) et abolit le marchandage. — Ce décret ne fut qu'une manifestation de bienveillance; il ne fut pas appliqué.

La commission, privée de moyens pratiques d'action, devint une société de discussion. Louis Blanc y convoqua des économistes de différentes écoles, quelques-uns vinrent (J. Reynaud, Vidal, Pecqueur, Dupont-White, Wolowski, Considérant).

Il y eut une réunion générale de délégués des ouvriers (10 mars, 242 élus) et une réunion de délégués des patrons (17 mars, 231 élus) où furent tenus des discours conciliants. Puis on créa (20 mars) une commission mixte de 10 ouvriers et 10 patrons auxquels on adjoignit les économistes; elle publia « l'Exposé général de la Commission », plan de réformes sociales rédigé par Vidal et Pecqueur. — On essaya d'organiser un arbitrage entre patrons et ouvriers. — On voulut même fonder des associations de production entre ouvriers; mais tout se réduisit à réunir les tailleurs sans travail dans la prison pour dettes de Clichy, devenue vacante, pour faire les uniformes de gardes nationaux commandés aux frais de l'État. De la commission du Luxembourg il ne resta qu'un comité d'ouvriers créé par Louis Blanc le 28 mars pour préparer les élections; ce fut le « Comité central des délégués du Luxembourg », qui allait devenir un des organes de direction des ouvriers mécontents.

Les *ateliers nationaux* avaient été créés par le ministre du

Commerce, Marie, adversaire de Louis Blanc. Il s'agissait d'occuper les ouvriers sans travail, très nombreux à Paris où la révolution avait fait fermer la plupart des usines (il en arrivait aussi beaucoup de province). Louis Blanc aurait voulu les employer chacun suivant son métier dans de véritables ateliers de production, subventionnés par l'État. Le gouvernement adopta le nom, mais non la chose. Aux ouvriers sans travail réunis en *ateliers nationaux* on fit faire des travaux de terrassement dans Paris. Un élève de l'École centrale, Thomas, fut chargé de les diriger; il organisa les ouvriers militairement en *escouades* de 10 hommes, *brigades* de 5 escouades, *lieutenances* de 4 brigades, *compagnies* de 16 brigades. Le salaire fut fixé à 2 fr. par ouvrier (2 fr. 50 pour le chef d'escouade, 3 fr. pour le brigadier).

Mais bientôt il ne resta plus de travail utile à faire et le nombre des ouvriers s'accrut : de 25 000 le 16 mars, à 66 000 le 16 avril, 100 000 en mai. On réduisit chacun à deux journées de travail par semaine à 2 fr., avec un salaire d'inactivité de 1 franc (8 fr. par semaine en tout); et on les envoya au Champ de Mars remuer de la terre¹. Ainsi se forma une masse de mécontents réduits presque à l'indigence, qui passaient leurs journées ensemble à discuter et à écouter la propagande socialiste.

Les deux institutions, la commission du Luxembourg et les ateliers nationaux, paralysées systématiquement par le gouvernement, ne produisirent aucune réforme sociale; mais en groupant les ouvriers elles leur donnèrent des chefs qui en firent une force de combat. Ce fut le comité du Luxembourg qui organisa la manifestation du 16 avril et c'est des ateliers nationaux du Champ de Mars qu'elle partit.

1. E. Thomas raconte qu'il avait demandé à Marie d'employer l'argent à subventionner les industriels pour leur permettre de conserver leurs ouvriers chacun dans son métier, et que Marie refusa en ajoutant « que l'intention bien arrêtée du gouvernement avait été de laisser s'accomplir cette expérience, qu'en elle-même elle ne pouvait avoir que de bons résultats, parce qu'elle démontrerait aux ouvriers eux-mêmes tout le vide et toute la fausseté de ces théories inapplicables et leur ferait apercevoir les conséquences désastreuses qu'elles entraîneraient pour eux-mêmes; qu'alors désabusés pour l'avenir, leur idolâtrie pour M. Louis Blanc s'écroulerait toute seule, et que désormais il perdrait ainsi tout son prestige, toute sa force et cesserait d'être jamais un danger ».

III. — *L'Assemblée Constituante.*

Réunion de la Constituante. — L'*Assemblée nationale*, élue au suffrage universel le 23 avril et réunie le 4 mai, fut républicaine démocratique. On avait rétabli la pratique révolutionnaire de l'indemnité parlementaire, soigneusement évitée par la monarchie censitaire; les *représentants du peuple* recevaient 25 francs par jour. Un personnel presque entièrement nouveau arrivait au pouvoir; sur 900 représentants près de 800 républicains. Mais une assez forte minorité de propriétaires, élus sous l'influence du clergé, sans se déclarer ouvertement contre la République, voulait une politique de *réaction* (le mot n'était pas encore employé avec une nuance défavorable) contre les tentatives des démocrates socialistes.

La grande majorité était hostile aux ouvriers de Paris, elle voulait la république démocratique et pas de révolution sociale. Elle le manifesta en déclarant que le Gouvernement provisoire avait bien mérité de la patrie; en élisant (9 mai) une commission exécutive de cinq membres chargée du pouvoir exécutif (Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine, Ledru-Rollin), anciens membres du Gouvernement provisoire et hostiles à Louis Blanc; en refusant de créer un ministère du Travail.

Le 15 mai et les journées de juin. — Les ouvriers de Paris, très mécontents des élections et de l'Assemblée, refusèrent de prendre part à la fête de la Concorde. Les clubs décidèrent d'aller en masse à l'Assemblée présenter une pétition pour l'intervention de la France en faveur de la Pologne opprimée.

Le 15 mai, une foule énorme d'ouvriers et de gardes nationaux armés se porta sur l'Assemblée. Il semble que les chefs de la manifestation n'avaient pas tous les mêmes intentions : le Comité du Luxembourg, Louis Blanc et Albert ne pensaient qu'à une démonstration pacifique. Mais les chefs des clubs, les vieux révolutionnaires (Blanqui, Barbès) voulurent profiter de l'occasion pour faire une révolution. Le Palais-Bourbon étant

mal gardé, la foule y entra et envahit la salle des séances en criant : Vive la Pologne ! Un des chefs, Huber, dit : « Au nom du peuple l'Assemblée nationale est dissoute » ; puis on proclama un gouvernement provisoire où L. Blanc et Albert, malgré leurs protestations, figuraient à côté de Barbès et Blanqui. Une autre bande s'était emparée de l'Hôtel de Ville. Mais la révolution fut courte. On battit la générale. La garde nationale et la garde mobile accoururent et délivrèrent l'Assemblée. Albert et Barbès furent arrêtés (et condamnés plus tard par une Haute Cour à Bourges) ; Louis Blanc, menacé, s'exila.

L'Assemblée irritée décida de détruire les ateliers nationaux, et nomma une commission qui prit pour rapporteur Falloux, légitimiste catholique. Les ouvriers, menacés de perdre leur unique moyen d'existence, étaient organisés pour résister ; le 15 mai leur avait enlevé leurs chefs politiques ; mais ils avaient encore le comité du Luxembourg et les délégations des ateliers nationaux ; ils étaient encadrés par leurs chefs d'escouade des ateliers nationaux et, comme gardes nationaux, ils étaient armés. Aussi l'Assemblée hésita-t-elle quelque temps à engager la lutte.

Enfin le rapport de la commission conclut à la suppression des ateliers nationaux. Le 21 juin, le ministre des Travaux publics, par un arrêté, déclarait les ateliers nationaux dissous et invitait les ouvriers à s'enrôler dans l'armée comme soldats ou à se tenir prêts pour aller faire des terrassements en province.

Une délégation de 12 à 1500 membres avec leurs bannières, envoyée par le comité du Luxembourg et les ateliers nationaux, vint réclamer auprès du gouvernement. Le ministre Marie répondit : « Si les ouvriers ne veulent pas partir, nous les y contraindrons par la force » (23 juin).

Le soir même, à 6 heures, une grande assemblée d'ouvriers se réunissait au Panthéon ; un ouvrier, Pujol, prononçait un discours. — Le lendemain, à 6 heures du matin, Pujol réunissait une foule de 7000 ouvriers devant la colonne de la Bastille, les assistants s'agenouillaient et criaient : « La liberté ou la mort ! » Une jeune fille apportait un bouquet à Pujol qui l'attachait à la hampe d'un drapeau, et la guerre civile commençait.

Les ouvriers retirés dans leurs quartiers s'y barricadèrent et envoyèrent demander au gouvernement le rétablissement des ateliers nationaux et la dissolution de l'Assemblée. L'Assemblée proclama l'état de siège, puis donna pleins pouvoirs au général Cavaignac, ministre de la guerre. La Commission exécutive démissionna, Cavaignac resta seul maître. Il avait 20 000 soldats, la garde mobile et la garde nationale des quartiers de l'Ouest. Puis arrivèrent les gardes nationaux de la banlieue et des départements.

La bataille dura quatre jours (du 23 au 26 juin). Les insurgés se maintinrent sur la défensive; il fallut les forcer dans leurs quartiers sous une fusillade meurtrière. Le 24 on leur prit les faubourgs du Nord (Poissonnière, Saint-Denis) et le quartier du Panthéon; le 25 le faubourg Saint-Marceau; on les cerna alors dans leur principal quartier, le faubourg Saint-Antoine¹, où, le 26, les derniers combattants furent pris. Des deux côtés la lutte avait été acharnée; on s'accusa mutuellement d'avoir massacré des prisonniers ou des blessés. Les insurgés prisonniers (11 000 environ) furent entassés et maltraités, puis l'Assemblée décréta la transportation en masse. Les journées de juin laissèrent un long souvenir de haine entre les ouvriers et la bourgeoisie et achevèrent la ruine de l'organisation socialiste. Le gouvernement supprima 32 journaux.

La Constitution de 1848. — L'Assemblée conserva l'état de siège jusqu'au 29 octobre. Cavaignac, maître du pouvoir exécutif, constitua un ministère de républicains anti-socialistes et prit pour commandant en chef de la garde nationale de Paris un officier royaliste, Changarnier.

Puis l'Assemblée fit la Constitution. Elle commença par voter une déclaration des droits. « En présence de Dieu et au nom du peuple français, l'Assemblée proclame : La France s'est constituée en République ».... « La République française est démocratique. » Un légitimiste, La Rochejacquelin, dit : « Je désire que ce mot soit entendu de telle façon qu'il ne soit pas

1. C'est le 25 qu'au faubourg Saint-Marceau fut massacré le général Bréa, et qu'au faubourg Saint-Antoine l'archevêque de Paris, Affre, en allant parler aux insurgés, reçut une balle qui le tua.

un prétexte à coups de fusil. » Et Dupin expliqua : « Ce qui interprète le mot, c'est le suffrage direct et universel. »

« La République a pour principes : Liberté, Égalité, Fraternité, pour bases la famille, le travail, la propriété, l'ordre public. » La Déclaration reconnaît le droit de « s'associer, s'assembler, pétitionner, manifester ses pensées par la voie de la presse ou autrement » ; il ne doit y avoir « ni arrestation arbitraire, ni visite domiciliaire, ni tribunaux extraordinaires, ni peine de mort, ni esclavage, ni censure ». On promet même des réformes sociales, enseignement primaire gratuit, éducation professionnelle, égalité de rapports entre patrons et ouvriers, institutions de prévoyance, de crédit, d'assistance (aucune de ces réformes ne fut faite).

La principale discussion porta sur l'article 8, relatif au travail. Le premier projet rédigé par la commission avant l'insurrection (20 juin) reconnaissait « le droit de tous les citoyens au travail et à l'assistance ». On le remplaça (en août) par une formule vague qui fut votée à une grande majorité¹. Ainsi disparut le « droit au travail » proclamé par le Gouvernement provisoire.

La Constitution de 1848 organisait le gouvernement sur deux principes théoriques : 1° « Tous les pouvoirs publics émanent du peuple, ils ne peuvent être délégués héréditairement ; 2° La séparation des pouvoirs est la première condition d'un gouvernement libre. » En conséquence on créait deux pouvoirs, délégués tous deux par le peuple français. Il déléguait le *pouvoir législatif* à une Assemblée unique de 750 représentants élus au suffrage universel ; le *pouvoir exécutif* à un citoyen élu pour quatre ans *Président de la République* et non rééligible. Un Conseil d'État élu par l'Assemblée devait préparer les lois. Grévy avait proposé de ne créer qu'un président du conseil des ministres élu par l'Assemblée ; son amendement fut rejeté.

Avec le gouvernement centralisé de la France pourvu d'une

1. « La République doit protéger le citoyen dans sa personne, sa famille, sa religion, sa propriété, son travail et mettre à la portée de chacun l'instruction indispensable à tous les hommes. Elle doit, *par une assistance fraternelle*, assurer l'existence des citoyens nécessiteux soit en leur procurant du travail dans les limites de ses ressources, soit en donnant des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler. »

armée irrésistible et d'un corps nombreux de fonctionnaires habitués à dominer les particuliers, le Président recevait seul la force réelle qui le rendait maître du pays; en face de lui, l'Assemblée, avec son pouvoir législatif tout théorique, était impuissante et sans défense. Le sort de la République dépendait donc d'une question pratique : comment serait élu le Président? Une partie des républicains voulaient le faire élire par l'Assemblée; la Constituante eût élu Cavaignac, ce qui assurait l'avenir de la République. Mais la majorité trouvait plus conforme au principe démocratique de faire élire le Président par le suffrage universel. Lamartine, qui s'imaginait être assez populaire pour se faire élire par le peuple, prononça un discours célèbre : « *Alea jacta est!* Que Dieu et le peuple prononcent! Il faut laisser quelque chose à la Providence. » L'Assemblée, par 602 voix contre 244, vota l'élection au suffrage universel. Après quoi, pour retenir le Président dans le devoir, elle décida qu'il jurerait d'observer la Constitution et régla la procédure à suivre par la Haute Cour au cas où il violerait son serment.

Élection de Louis-Napoléon. — Le chef de la famille Bonaparte, Louis-Napoléon, réfugié en Angleterre, avait profité de la révolution pour revenir en France. Arrivé dès le 25 février à Paris, et renvoyé aussitôt par le Gouvernement provisoire, il avait laissé ses amis faire de l'agitation sur son nom. Il n'y avait pas encore de parti impérialiste. Aux élections d'avril pour la Constituante, on ne vota pas pour Louis-Napoléon, personne ne prit au sérieux une bande qui parcourut les rues de Paris en criant sur l'air des Lampions : « Poléon, Poléon, nous l'aurons! » Mais le nom de Napoléon était resté populaire. Aux élections complémentaires de juin, Louis-Napoléon fut élu par 84 000 voix dans la Seine et passa dans trois autres départements. On commença alors à crier : Vive l'Empereur! et il se fonda des journaux napoléoniens.

L'élection du Président de la République était fixée au 10 décembre; les candidats étaient Cavaignac, Louis-Napoléon, Ledru-Rollin, candidat des socialistes, Lamartine, Raspail. Cavaignac était l'homme du parti républicain non socialiste. Le parti royaliste catholique, surnommé le « parti de l'Ordre »,

venait de s'organiser sous la direction du « Comité de la rue de Poitiers », dominé par les chefs des trois fractions : Thiers orléaniste, Berryer légitimiste, Montalembert catholique. Il offrit à Cavaignac de le soutenir, à quatre conditions : il ferait voter une loi pour interdire les clubs (ils n'étaient fermés que provisoirement), il maintiendrait 50 000 soldats à Paris, il refuserait de reconnaître l'Assemblée de Francfort (Thiers était l'ennemi violent de l'unité allemande), il soutiendrait le roi de Sardaigne contre les républicains. Cavaignac refusa de s'engager. Le Comité décida d'accepter pour candidat du parti de l'Ordre Louis-Napoléon, qui promit tout ce qu'on voulut.

Louis-Napoléon eut pour lui les royalistes et les catholiques ; il eut aussi la masse des électeurs paysans et ouvriers qui, n'ayant jamais reçu d'instruction politique, ne connaissaient d'autre nom que celui de Napoléon. Il fut élu par 5 434 226 voix, avec une énorme majorité, même dans les départements les plus républicains (Saône-et-Loire, Isère, Drôme). Cavaignac n'en eut que 1 498 000, Ledru-Rollin 370 000 et Lamartine 7940.

Fin de la Constituante. — Louis-Napoléon, installé à l'Élysée, forma un ministère pris dans la droite de l'Assemblée, présidé par O. Barrot ¹, avec le catholique Falloux à l'Instruction publique. Il nomma préfet de police Carlier, un bonapartiste militant, et dans les départements des préfets qui commencèrent à faire la guerre aux emblèmes républicains, arbres de liberté et bonnets phrygiens.

La Constituante, en grande majorité républicaine, assistait impuissante aux actes du pouvoir exécutif, et la minorité royaliste lui déclarait qu'ayant terminé sa mission, elle devait faire place à la Législative. C'était le sens de la proposition Râteau, qui, malgré les comités, fut prise en considération à 3 voix de majorité (8 janvier).

Puis il fut question « d'en finir avec l'Assemblée » par la force. Changarnier, le général de confiance du parti royaliste,

1. D'après un récit de Thiers (à Nassau Senior), il aurait refusé le ministère et c'est lui qui aurait désigné à Louis-Napoléon ses ministres : il lui aurait conseillé de s'habiller en civil, de s'entourer de maîtres des requêtes et d'affecter la simplicité américaine ; mais le président prit une attitude opposée.

commandant des gardes nationales de la Seine et des troupes de Paris, disposait de toutes les forces militaires de la capitale. Le 29 janvier au matin, il faisait battre le rappel et remplissait de soldats les rues de Paris. Le bureau de l'Assemblée, inquiet, manda Changarnier qui, deux heures plus tard, fit répondre qu'il était retenu auprès du Président de la République et que les troupes étaient réunies pour combattre une insurrection. L'incident ne fut jamais expliqué. O. Barrot prétendit qu'il s'agissait d'une émeute de la garde mobile. Il est probable que c'étaient les préparatifs d'un coup d'État. Le soir, à l'Élysée, Louis-Napoléon tint une réunion secrète avec Changarnier, Thiers, Molé, de Broglie. Changarnier voulait en finir avec l'Assemblée par un coup de force; Thiers déclara l'idée absurde : « Laissez crier l'Assemblée, Barrot est aussi criard qu'elle; il est fait pour ça; c'est son métier et il le fait bien ». Et il conseilla de « réserver l'opération, héroïque mais pénible, d'un coup d'État, jusqu'à ce que le mal fût assez invétéré et dangereux pour justifier le remède ». Louis-Napoléon, silencieux suivant son usage, approuva l'ajournement du coup de force. Et Changarnier, en s'en allant, dit à Thiers : « Avez-vous vu la mine qu'a fait le Président? Après tout, c'est un j... f... »

Le conflit entre la Constituante et le Président éclata sur une question de politique italienne. La majorité républicaine voulait soutenir le royaume de Sardaigne menacé par les Autrichiens; Louis-Napoléon, pour plaire à la droite catholique, voulait rétablir le Pape et détruire la République romaine. L'Assemblée intervint par un ordre du jour (30 mars) : « Si pour mieux garantir l'intégrité du territoire piémontais et pour mieux sauvegarder les intérêts et l'honneur de la France, le pouvoir exécutif croit devoir prêter à ses négociations l'appui d'une occupation partielle et temporaire en Italie, il trouvera dans l'Assemblée le plus entier concours. » Le Président, sur le conseil de Thiers, accepta l'intervention en Italie, mais la détourna contre la République romaine. Il fit voter à l'Assemblée un crédit extraordinaire pour une expédition de trois mois; Barrot promit qu'il s'agissait seulement de « maintenir l'influence française et défendre la civilisation ». Mais le corps d'armée envoyé

sous Oudinot à Civita-Vecchia, marcha sur Rome et fut repoussé. La majorité républicaine vota aussitôt la résolution : « L'Assemblée invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne soit pas plus longtemps détournée du but qui lui était assigné. » Au lieu d'obéir, le Président écrivit (8 mai) à Oudinot : « Nos soldats ont été reçus en ennemis, votre honneur militaire est engagé. »

L'Assemblée refusa pourtant la mise en accusation des ministres et même une déclaration de défiance (par 329 voix sur 620); mais le ministre de l'Intérieur ayant annoncé ce vote officiellement aux départements, l'Assemblée vota un ordre du jour qui le força à se retirer. La Constituante aurait pu prolonger sa durée en attendant d'avoir voté les lois organiques complémentaires de la Constitution; mais elle s'était laissé entraîner par la droite à accepter un amendement qui équivalait à la proposition Rateau; elle se sépara le 26 mai.

IV. — *L'Assemblée Législative.*

Élection et réunion de la Législative. — L'Assemblée législative de 750 membres, élue le 13 mai 1849, à la majorité relative et au scrutin de liste par département, et réunie le 28 mai, représentait une proportion des partis toute différente de la Constituante. — L'ancienne majorité républicaine, le parti de Cavaignac, était tombée à 70 membres. — L'extrême gauche, qui prenait le nom traditionnel de *la Montagne*, s'était organisée pour les élections sous la direction de comités électoraux, la *Solidarité républicaine*, les *Amis de la Constitution*, qui avaient fait appel au sentiment démocratique dans la lutte contre les ennemis de la République. Le manifeste des 55 représentants de la Montagne (rédigé par Félix Pyat) contenait même quelques promesses de réforme sociale : réforme du service militaire (pour abolir l'inégalité), abolition des impôts sur les objets de première nécessité, impôt progressif sur le revenu net, exploitation par l'État des chemins de fer, mines, canaux, assu-

rances, crédit d'État¹. La Montagne eut 180 représentants, élus surtout par l'Est, le Midi et Paris. — Contre les 250 républicains, la coalition monarchiste et catholique de la rue de Poitiers avait fait élire environ 500 représentants du « parti de l'Ordre », orléanistes, légitimistes, partisans de la fusion; les bonapartistes n'étaient qu'en petit nombre.

Le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif étaient d'accord contre le parti républicain; ils allaient travailler à l'écraser en détruisant ses moyens de propagande et d'action, les journaux républicains, les sociétés politiques, les écoles laïques et le suffrage universel.

Le 13 juin et la défaite de la Montagne. — A la nouvelle des combats devant Rome, le parti de la Montagne prit l'offensive. Les comités organisés pour les élections rédigèrent des protestations contre le gouvernement qui venait de violer l'article 5 de la Constitution : « La République française respecte les nationalités étrangères... et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple ». Ledru-Rollin demanda à l'Assemblée de mettre en accusation le Président de la République et ses ministres; aux explications d'O. Barrot, puis aux cris de la droite, il répondit par cette déclaration qu'il répéta : « La Constitution a été violée, nous la défendrons même les armes à la main » (11 juin). L'Assemblée rejeta la proposition. Le lendemain, Ledru-Rollin et quelques représentants organisés en commissions lançaient une proclamation qui dénonçait la conspiration monarchique contre la République, et convoquaient les gardes nationaux à la mairie du 5^e arrondissement pour se rendre en masse, sans armes, à l'Assemblée.

Il ne vint que quelques centaines de gardes nationaux et des ouvriers; le 13 juin, à onze heures du matin, ils partirent du Château-d'Eau en criant : « Vive la Constitution! Vive l'Italie! » et arrivèrent jusqu'à la rue de la Paix. Changarnier avait massé des troupes qui chargèrent les manifestants et les dispersèrent.

1. « Nous voulons reconnaître à tous le droit à la propriété par le droit au travail. Qu'est-ce que le droit au travail? C'est le droit au crédit. Qu'est-ce que le droit au crédit? C'est le droit au capital, c'est-à-dire aux instruments de travail... Il faut que l'État prête au lieu d'emprunter, qu'il prête sur immeubles comme sur meubles. »

Les organisateurs de la manifestation furent cernés dans le Conservatoire des Arts et Métiers ; les soldats allaient les fusiller, quand l'ordre vint de les faire prisonniers. Ledru-Rollin s'échappa et se réfugia à Londres.

L'Assemblée profita de l'occasion pour désorganiser le parti de la Montagne. Elle mit 33 représentants en accusation. Le gouvernement, par décret, avait supprimé les journaux du parti. L'Assemblée vota une loi contre la presse qui rétablissait un cautionnement de 24 000 francs et donnait pouvoir à l'administration d'interdire la vente sur la voie publique. Elle vota une loi qui interdisait les réunions publiques politiques pendant un an. Elle vota l'état de siège à Paris par une loi qui donnait aux conseils de guerre le jugement de tous les crimes et délits « contre la sûreté de la République, la Constitution, la paix et l'ordre ». Grévy dit : « C'est la dictature militaire ». Dufaure répondit : « C'est la dictature parlementaire ».

Formation d'un parti bonapartiste. — Après avoir écrasé leur ennemi commun, le Président et la majorité commencèrent à se diviser. Les anciens parlementaires qui dominaient l'Assemblée méprisaient Louis-Napoléon ; ils lui reprochaient son passé de conspirateur, ses amis aventuriers, ses dettes, sa vie privée. Lui ne se contentait plus d'être l'instrument de la majorité, il cherchait à se former un parti personnel. Il devint moins docile à Thiers, s'entoura d'hommes nouveaux, s'attacha beaucoup d'officiers. Il voulut avoir une politique étrangère personnelle. Après le retour du Pape à Rome, il écrivit une lettre publique à son ami Ney pour se plaindre de la réaction et dire que la restauration du Pape devrait être accompagnée d'une amnistie et d'une réforme laïque du gouvernement. La majorité catholique, en votant les crédits pour l'expédition de Rome, lui reprocha cette ingérence dans les affaires du Saint-Père.

Le ministère O. Barrot, composé d'orléanistes, refusa de prendre parti contre l'Assemblée. Le conflit resta d'abord latent. Mais tout d'un coup Louis-Napoléon, agissant, suivant sa coutume, sans avoir prévenu, publia le message du 31 octobre. C'était une déclaration de rupture avec le régime parlementaire

et un manifeste de gouvernement personnel. « La France inquiète, parce qu'elle ne voit pas de direction, cherche la main, la volonté de l'élu du 10 décembre. Or cette volonté ne peut être sentie que s'il y a communauté entière de vues, d'idées, de convictions entre le Président et ses ministres et si l'Assemblée s'associe elle-même à la pensée nationale dont l'élection du pouvoir exécutif a été l'expression. » — En conséquence le Président renvoya ses ministres et les remplaça par des partisans personnels, encore presque inconnus, Rouher à la Justice, Fould aux Finances, Parieu à l'Instruction publique.

Le préfet de police Carlier créait la Société du 10 décembre, qui se donnait pour but de protéger la religion, le travail, la famille, la propriété, et de combattre « le socialisme, l'immoralité, le désordre, les mauvaises publications, l'endurcissement des factieux ». Elle se recruta de bonapartistes militants qui allaient, armés de bâtons, attaquer les réunions démocratiques.

Loi sur l'enseignement et loi du 31 mai (1850). — L'Assemblée et le Président se remirent d'accord pour lutter contre les républicains. La Constitution promettait l'instruction gratuite; il fallait donc faire une loi organique de l'enseignement; le Conseil d'État la préparait lentement. Le ministre Parieu présenta une loi provisoire et, dans la discussion, appela les instituteurs « officiers généraux de la République démocratique et sociale », les accusant de « vulgariser au fond des campagnes les principes de subversion ».

L'Assemblée vota (16 mars 1850) une loi générale sur l'enseignement préparée par Falloux, qui mettait l'instituteur sous la surveillance du curé et l'obligeait à enseigner le catéchisme. Il n'était plus question d'instruction gratuite. L'enseignement secondaire, qui depuis Napoléon I^{er} était resté le monopole de l'Université d'État laïque, devenait libre; les particuliers avaient le droit d'ouvrir des écoles privées, secondaires ou primaires. En fait, les congrégations profitèrent presque seules de la *liberté d'enseignement* en fondant des collèges et des écoles primaires. Les municipalités eurent le droit de choisir des congréganistes pour leurs écoles, et les congrégations de femmes eurent le pri-

vilège de remplacer l'examen d'institutrice (exigé pour ouvrir une école) par une *lettre d'obédience* émanée de l'évêque.

L'Université et l'Église commencèrent à se disputer l'éducation de la jeunesse, préparant le partage de la bourgeoisie française en deux sociétés hostiles élevées suivant des principes opposés. Montalembert avait indiqué le sens de la loi : « La majorité a été envoyée pour combattre le socialisme... Il faut choisir entre le catholicisme et le socialisme. » Il faut, disait-il, « faire une *expédition de Rome à l'intérieur* ». Ce fut le surnom qui resta à la campagne catholique contre la démocratie.

Aux élections complémentaires d'avril, où il s'agissait de remplacer surtout les républicains proscrits en 1849, la plupart des candidats de la Montagne furent élus (27 sur 37). L'Assemblée prit peur et décida « d'épurer le suffrage » ; le Président laissa faire ou même approuva ¹.

Ainsi fut votée d'urgence en quelques jours la loi du 31 mai (rédigée par Broglie). Sans abolir ouvertement le principe du suffrage universel, elle exigeait pour être électeur *trois ans* de domicile constatés par l'inscription à la taxe personnelle et enlevait le suffrage aux hommes condamnés pour délit politique (rébellion, outrage à l'autorité, participation à un club ou une société secrète). C'était une diminution de 3 millions d'électeurs, qui portait surtout sur les ouvriers des villes, électeurs du parti républicain (64 0/0 à Paris).

L'Assemblée acheva la répression par la loi sur la presse (16 juillet 1850) qui élevait le cautionnement à 50 000 francs et imposait l'obligation de signer les articles. Puis elle partit en vacances (8 août), laissant une commission de permanence de 25 membres, tous monarchistes.

Conflit entre le Président et l'Assemblée. — Le Président profita des vacances pour faire une tournée dans les départements, se donnant pour le défenseur de l'ordre. Il com-

1. Thiers raconte que le Président le pria de sauver la nation des rouges et des socialistes ; puis il réunit à l'Élysée les chefs monarchistes, Thiers, Molé, Broglie, Berryer, Montalembert et Saint-Priest, et on arrêta le plan de campagne. Thiers se vante d'avoir accepté la charge de faire voter la suppression du suffrage universel et d'avoir annoncé qu'il emploierait dans la discussion l'expression insultante, *la vile multitude*, calculée exprès pour exaspérer la Montagne et lui faire commettre une faute de tactique.

mençait à faire crier : Vive l'Empereur ! et demandait la revision de la Constitution. — Pendant ce temps les orléanistes et les légitimistes essayaient de se fondre en un seul parti ; le comte de Chambord (Henri V) aurait été roi constitutionnel avec le comte de Paris pour successeur. La *fusion* avorta, Henri V ne voulut pas accepter de conditions. Mais la crainte de voir rétablir la monarchie affaiblit la résistance des républicains contre le Président.

Entre le Président et l'Assemblée le conflit s'engagea à propos de l'armée. A la revue de Satory (10 oct.) passée par Louis-Napoléon, la cavalerie, en défilant devant lui, cria : Vive l'Empereur ! L'infanterie ne cria rien, le général Neumayer lui avait rappelé que les règlements militaires interdisent de crier sous les armes. Le gouvernement disgracia Neumayer (31 oct.) ; Changarnier prit parti pour lui. A la rentrée de l'Assemblée (12 nov.), le Président parut reculer ; il envoya un message conciliant et changea le ministre de la guerre.

Mais le conflit reprit bientôt et ne cessa plus. Le Président voulait avoir à sa disposition l'armée de Paris ; il y avait introduit peu à peu des officiers dévoués à sa personne, ennemis du gouvernement civil, prêts à un coup de force (Fleury, Saint-Arnaud, Espinasse, etc.). Le commandant en chef Changarnier était l'homme de l'Assemblée ; le Président lui retira son commandement (5 janv. 1851). L'Assemblée répondit par un ordre du jour de défiance contre le ministère, qui passa par 417 voix contre 286, mais avec les voix des républicains ; la majorité monarchiste s'était divisée. L'Assemblée était coupée en trois tronçons presque égaux, le parti républicain, les monarchistes ralliés au Président, les monarchistes ennemis déclarés du Président. Désormais il n'y eut plus que des majorités de coalition et l'Assemblée ne put s'entendre sur aucune mesure positive.

Louis-Napoléon, alléguant l'absence de majorité, prit « un ministère de transition » formé de ses partisans personnels (24 janv.). Il demanda une augmentation de traitement de 1 800 000 francs. Montalembert, au nom des catholiques, l'acceptait. Elle fut rejetée par une coalition des républicains et des

légitimistes, par 396 voix contre 294. — Puis les orléanistes demandèrent l'abrogation de la loi qui exilait les membres des anciennes familles régnantes. Elle fut rejetée par la même coalition, les légitimistes refusant de voter une loi dont leur prétendant ne voulait pas faire usage.

La lutte décisive s'engagea sur la revision. La Constitution de 1848 interdisait de réélire le président sortant. Louis Napoléon, pour être réélu, demandait de reviser la Constitution. Il avait fait organiser par les préfets un pétitionnement et fait présenter un vœu (d'ailleurs illégal) par les conseils généraux (51 en 1850, 80 en 1851). Mais avec la procédure établie par la Constituante, la revision était presque impossible : elle devait être votée par les trois quarts de l'Assemblée, trois fois de suite, et être faite par une assemblée élue exprès. Les légitimistes et la plupart des orléanistes voulaient la revision. Mais un groupe orléaniste s'unit aux républicains. Il y eut 446 voix pour, 278 contre, ce n'était pas la majorité des trois quarts : la revision fut rejetée (26 juillet). On commença, dans l'entourage du Président, à parler de se débarrasser de l'Assemblée par un coup d'État; mais ses hommes de confiance, les généraux Saint-Arnaud et Magnan, conseillèrent d'attendre ¹. Le Président changea de ministère et prit pour ministre de la guerre Saint-Arnaud. Pendant les vacances de l'Assemblée les partis se préparèrent.

Les pouvoirs de l'Assemblée allaient expirer en mai 1852, ceux du Président en décembre 1852. Les républicains comptaient sur les élections pour revenir au pouvoir. Les sociétés politiques étant interdites, les démocrates avaient organisé des sociétés secrètes, surtout dans le Sud-Est et le centre. Quelques-unes avaient des cérémonies secrètes d'initiation à la mode des francs-maçons (serment sur un poignard), des emblèmes (le niveau, l'équerre, le bonnet phrygien, la hache) et un mot de passe (« Connaissez-vous la mère Marianne? ») ². Elles

1. Magnan se borna à avertir les officiers généraux de Paris dans une allocution : « Il peut se faire que d'ici à peu de temps votre général en chef juge à propos de s'associer à une détermination de la plus haute importance. Vous obéirez passivement à ses ordres. »

2. Il restait aussi des débris du groupe socialiste de Karl Marx, scindé en deux

étaient en relations avec les réfugiés français à Londres et en Suisse et les révolutionnaires étrangers. Le gouvernement les accusait d'avoir des dépôts d'armes, des listes de suspects, et de préparer pour les élections de 1852 des coups de force sur les préfectures et la création de tribunaux révolutionnaires. Il cherchait à effrayer l'opinion ¹. Le Président lui-même, dans le message de rentrée, déclara à l'Assemblée : « Une vaste conspiration démagogique s'organise en France et en Europe. »

A la rentrée, pour compromettre la majorité royaliste, le Président lui proposa d'abroger la loi du 31 mai et de rétablir le suffrage universel. La coalition monarchique rejeta.

Les orléanistes sentaient l'Assemblée à la merci d'un coup de force. Ils soutinrent la *proposition des questeurs* de faire afficher dans les casernes l'article du décret de 1848 qui donnait au président de l'Assemblée le droit de requérir directement la force armée. (Le ministre de la guerre Saint-Arnaud l'avait fait arracher.)

Les républicains eurent peur d'un coup d'État royaliste et, coalisés avec les bonapartistes, firent rejeter la proposition ² par 408 voix contre 300 (17 nov.). L'Assemblée était impuissante même à se défendre.

V. — Établissement de l'Empire.

Le coup d'État du 2 décembre. — Louis-Napoléon se décida enfin au coup d'État militaire préparé depuis longtemps, et choisit le 2 décembre, anniversaire d'Austerlitz. Le 1^{er} décembre il donna une soirée à l'Élysée. Dans la nuit, le ministre de l'Intérieur Maupas réunit les commissaires de police; avant le jour les représentants chefs des partis, républicains ou royalistes,

sociétés : l'*Union des communes* et l'*Alliance communiste*; des débris du parti blanquiste (*Amis de l'Égalité*) et du parti de L. Blanc, sans importance électorale.

1. C'est dans cet esprit que fut écrit le fameux *Spectre rouge* de Romieu. « Entre le règne de la torche et le règne du sabre, vous n'avez plus que le choix. »

2. Dans la discussion, Michel (de Bourges) prononça le mot célèbre : « Il n'y a point de danger et je me permets d'ajouter que s'il y avait un danger, il y a aussi une *sentinelle invisible* qui nous garde; cette sentinelle, c'est le peuple. »

étaient arrêtés dans leur lit et les soldats occupaient la salle des séances. Une proclamation du Président au peuple annonçait que le Président avait dissous l'Assemblée et « rendait le peuple entier juge entre elle et lui ». Une proclamation aux soldats leur disait qu'il comptait sur eux pour faire respecter la première loi du pays, la souveraineté nationale, et les appelait à « voter librement comme citoyens ». Théoriquement le coup d'État était fait au nom de la République et du droit souverain du peuple. En fait, c'était une révolte du pouvoir exécutif et de la force armée contre les représentants réguliers de la nation.

L'Assemblée, désorganisée par l'arrestation de ses chefs, essaya pourtant de résister. Plusieurs groupes de représentants se formèrent; le principal, composé de 217 représentants, la plupart monarchistes, se réunit à la mairie du X^e arrondissement ¹. L'Assemblée s'y constitua, vota la déchéance du Président, suivant la procédure de la Constitution (car on avait prévu le cas) et nomma un commandant de l'armée. Puis les soldats arrivèrent et arrêtaient les représentants. La Haute Cour créée par la Constitution pour juger le Président se réunit aussi au Palais et commença une procédure. Elle fut dispersée. Le 3 décembre, une réunion des représentants républicains décréta aussi la déchéance.

La résistance au coup d'État ne s'organisa que les jours suivants; les ouvriers de Paris ne s'intéressaient pas à l'Assemblée ². Le gouvernement avait besoin d'une émeute à réprimer. Le 3 décembre, il fit charger la foule par les lanciers. Le 4 décembre, il distribua de l'argent aux soldats et les envoya sur les boulevards où ils tirèrent sur les maisons et sur la foule sans armes. Enfin les ouvriers des quartiers de l'Est ayant fait quelques barricades, il y eut des combats, on fusilla des insurgés, on arrêta les suspects et on les entassa dans les casemates des forts, où on les laissa plusieurs jours avant de trier ceux qu'on déporta.

1. Rue de Grenelle, près de la Croix-Rouge. Le général Lauriston, colonel de la légion de garde nationale de ce quartier, représentant du peuple, y avait convoqué ses collègues.

2. C'est en essayant de décider les ouvriers à défendre une barricade au faubourg Saint-Antoine (le 3 déc.), que le représentant Baudin fut tué.

En province, les républicains seuls résistèrent; ils affichèrent la déchéance du Président et, au nom de la Constitution, marchèrent sur les chefs-lieux. L'insurrection se réduisit à une douzaine de départements du Sud-Est et du centre; il y eut des agitations dans une vingtaine d'autres. Les insurgés étaient surtout des paysans dirigés par les membres des sociétés secrètes. Le gouvernement en profita pour se poser en défenseur de la société contre la *jacquerie* et les *communistes*. Il mit en état de siège 32 départements et fit près de 100 000 arrestations.

La répression fut organisée de façon à détruire le parti républicain. 80 représentants, la plupart républicains, furent exilés. Le Président s'attribua par décret (8 décembre) le droit de déporter tous les membres des sociétés secrètes. Il créa des *commissions mixtes* de 3 membres, un préfet, un général, un procureur général, qui jugeaient sans appel; ils pouvaient renvoyer au conseil de guerre ou décider l'internement, l'expulsion, la déportation. D'après un document signé de Maupas (trouvé aux Tuileries en 1870), le « nombre total des individus arrêtés ou poursuivis à l'occasion de l'insurrection de décembre 1851 » aurait été de 26 642; « mis en liberté 6 501, soumis à la simple surveillance 5 108, condamnés 15 033, dont 915 pour délits de droit commun ». Il y aurait eu : déportés à Cayenne 239, en Algérie 9 530, expulsés 1 545, internés 2 804.

Le plébiscite. — Pour ratifier son coup d'État, le Président avait convoqué (3 déc.) les citoyens et les soldats à voter par *oui* ou *non* sur cette question : « Le peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour établir une Constitution sur les bases proposées dans sa proclamation du 2 décembre ». Ces « bases d'une Constitution que les Assemblées développeront plus tard » étaient : 1° un chef responsable nommé pour dix ans; 2° des ministres dépendant du pouvoir exécutif seul; 3° un conseil d'État fourni par les hommes les plus distingués, préparant les lois et en soutenant la discussion devant le Corps législatif; 4° un Corps législatif discutant et votant des lois, nommé par le suffrage universel sans scrutin de liste, qui fausse l'élection; 5° une seconde assemblée... gardien du pacte fondamental et des libertés

publiques. » On devait voter en inscrivant son nom sur un registre à la mairie. Mais un nouveau décret rétablit le vote secret.

Le scrutin, ouvert sous la terreur, donna 7481280 *oui* et 647292 *non* (dont 39359 dans l'armée). Le chef du parti catholique, Montalembert, avait approuvé le coup d'État.

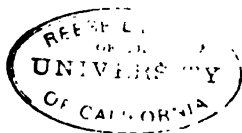
Constitution de 1852. — La Constitution de 1852 (14 janv.) organisa le gouvernement sur le modèle donné par Napoléon I^{er}. La proclamation du 2 décembre disait : « Ce système créé par le Premier Consul a déjà donné à la France le repos et la prospérité. »

Le Président, élu pour dix ans, a seul le pouvoir exécutif. Il nomme à tous les emplois. Il a une part du pouvoir législatif; il fait *seul* les traités, déclare la guerre, proclame l'état de siège, a seul l'initiative des lois.

Il est assisté de trois corps. Le Conseil d'État, nommé par le Président, prépare les lois. Le Corps législatif, de 251 députés, élu au suffrage universel, sous la direction du Président qui désigne les candidats officiels, vote les lois qu'on lui présente. Le Sénat, de 150 membres viagers, nommé par le Président, est gardien de la Constitution; il peut rejeter les lois inconstitutionnelles et modifier la Constitution, d'accord avec le Président. — Les ministres sont choisis par le Président, révoqués par lui, et ne sont plus responsables.

Il ne reste qu'un seul pouvoir responsable, c'est le Président; mais il n'est responsable devant aucun corps réel, il n'est responsable que devant le peuple, qui n'a aucun moyen d'exercer son droit. — Il ne reste qu'un seul pouvoir effectif, c'est le Président, qui exerce tous les pouvoirs, l'exécutif directement, le législatif par le moyen des corps composés de ses créatures. — Cependant, de la Révolution de 48 il se conserve une institution, le suffrage universel direct, qui s'exerce par les élections de la Chambre et le plébiscite. C'est un gouvernement personnel déguisé sous la forme d'un régime représentatif démocratique.

Proclamation de l'Empire. — Le coup d'État supprima en France toute vie politique. Le *Prince-Président* conserva la dictature jusqu'en mars et acheva de faire le silence. Il établit



pour la presse¹ le régime de l'autorisation et des avertissements (17 févr.); il soumit les cafés, les débits de boissons et toutes les réunions publiques à l'autorisation préalable, toujours révocable, de façon à tenir tous les moyens de propagande à la merci de l'administration. Il confisqua les domaines de la famille d'Orléans et lui interdit de garder des propriétés en France. Il réorganisa la garde nationale de façon à l'annuler. Il vint s'établir dans la résidence royale des Tuileries.

L'année 1852 se passa en installations et en cérémonies. Le Corps législatif élu en mars ne se composa guère que de députés officiels. Les républicains élus à Paris ne voulurent pas prêter le serment de fidélité au Président, imposé par la Constitution. Les fonctionnaires de tout genre et les officiers furent astreints au même serment; ceux qui refusèrent furent destitués.

Puis le Prince-Président fit un voyage triomphal à travers la France. On le reçut aux cris de : Vive l'Empereur! Lui-même à Bordeaux parla du rétablissement de l'Empire, en disant : « L'Empire, c'est la paix. » Au retour, il convoqua le Sénat qui par un sénatus-consulte décida de faire voter le peuple français sur le « rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte ». Le plébiscite (20 nov.) donna 7 839 000 *oui*, 253 000 *non*. Le Prince-Président fut proclamé Empereur sous le nom de Napoléon III.

BIBLIOGRAPHIE

Documents. — Les documents législatifs et parlementaires sont dans des recueils officiels : *Le Moniteur universel* (séances des assemblées), la *Collection des lois et décrets* (actes législatifs). Publiés à part : *Recueil des décrets et actes financiers du Gouvernement provisoire*, 1848; *Rapport de la Commission d'enquête sur l'insurrection... du 23 juin et du... 15 mai 1848*, 3 vol., 1848.

Pour les événements les principales sources sont les journaux, très nombreux dans cette période; la bibliographie en est donnée dans le *Catalogue de l'Histoire de France* de la Bibliothèque nationale, t. IV. — On trouvera un sommaire chronologique des faits dans l'*Annuaire historique*,

1. Voir ci-dessous, chap. v.

1848-52 (très conservateur). Une source importante est **Nassau Senior**, *Conversations with Thiers, Guizot, etc.*, 2 vol., 1878 (recueil d'interviews avec Thiers et d'autres hommes d'État français de 1852 à 1860). — On ne peut que glaner quelques renseignements — et encore avec beaucoup de précautions critiques — dans les histoires de la Révolution publiées par des contemporains, dans les écrits de circonstance et dans les mémoires. Les principaux sont **Caussidière**, *Mémoires*, 2 vol., 1849 (détails sur la police du Gouvernement provisoire). — **De la Hodde**, *La naissance de la République*, 1850 (l'auteur était un espion introduit dans les sociétés secrètes). — **L. Blanc**, *La Révolution de février au Luxembourg*, 1849; *Histoire de la Révolution de 1848*, 2 vol., 1870. — **E. Thomas**, *Histoire des ateliers nationaux*, 1848. — **O. Barrot**, *Mémoires posthumes*, 4 vol., 1875-76. — **Tocqueville**, *Souvenirs*, 1893. — **Lamartine**, *Hist. de la Révolution de 1848*, 2 vol., 1849. — **Garnier-Pagès**, *Hist. de la Révolution de 1848*, 10 vol., 1861-72. — **A. Delvaux**, *Hist. de la révolution de février*, t. I, 1850 (l'auteur était secrétaire de Ledru-Rollin). — **L.-H. Carnot**, *Le ministère de l'instruction publique et des cultes... en 1848*, 1849. — **A. Lucas**, *Les clubs et les clubistes...*, 1851. — *Enquête sur le 2 décembre 1852* (anon. attribué au colonel Charras). — **Pascal Duprat**, *Les tables de proscription de L. Bonaparte*, 3 vol., 1852. — **Belouino**, *Hist. d'un coup d'État*, 1852. — *Histoire des conseils de guerre de 1852* (anon.), 1869.

Travaux d'ensemble. — Il n'existe encore aucune histoire scientifique de cette période. L'histoire de la Révolution et du Gouvernement provisoire est la seule qui soit à peu près faite.

Pour la Révolution le meilleur récit est **K. Hillebrand**, *Geschichte Frankreichs...*, t. II, 1879 (voir aussi **Thureau-Dangin**, *Histoire de la monarchie de juillet*). — Pour le gouvernement provisoire, **Daniel Stern** (pseudon. de la comtesse d'Agout), *Histoire de la Révolution de 1848*, 3 vol., 1850, et **L. Stein**, *Geschichte der sozialen Bewegung in Frankreich*, 1850, n'ont pas encore été remplacés. On peut se servir de **V. Pierre**, *Histoire de la République de 1848*, 2 vol., 1873-78 (conservateur).

Sur la République de 1848 à 1852 il n'existe que des histoires insuffisamment critiques : **V. Pierre** (voir plus haut). — **P. de la Gorce**, *Histoire de la 2^e république française*, 2 vol., 1887; *Histoire du second Empire*, t. I, 1894 (très conservateur, très prolix). — **E. Spuller**, *Histoire parlementaire de la 2^e République*, 1891 (républicain, vulgarisation). — **Taxile Delord**, *Hist. du 2^e Empire*, 5^e éd., t. I, 1869 (républicain, remonte jusqu'à 1848). — **Thirria**, *Napoléon III avant l'Empire*, t. II, 1895 (impérialiste).

Monographies. — **E. Tenot**, *la Province en décembre 1851*, 1865; *Paris en décembre 1851*, 1868 (républicain, assez critique). — **A. Debidour**, *Hist. des rapports de l'Eglise et de l'État en France*, 1898 (républicain, bon chapitre sur l'Expédition de Rome et la loi Falloux). — **G. du Puynode**, *L'administration des finances en 1848-49*, 1849.

CHAPITRE II

RÉVOLUTION ET RÉACTION EN ITALIE

(1848-1849)

I. — Les réformes libérales et les manifestations nationales (1846-1848).

Caractère général de cette période. — Pendant les années 1848 et 1849, l'Italie devint successivement le théâtre de révolutions intérieures entreprises par les peuples pour obtenir la liberté, d'une guerre nationale conduite par les princes pour conquérir l'indépendance, d'une réaction à main armée opérée par les puissances voisines pour rétablir l'ancien régime; mais si elle passa par les mêmes crises que les autres États européens, elle traversa auparavant une période de tranquillité et d'espérance qui semblait devoir les rendre impossibles. Il se rencontra en effet trois souverains pour comprendre à quels dangers le maintien des systèmes absolutistes exposait leurs couronnes et pour essayer de prévenir les violences d'une révolution par l'accomplissement de réformes : pour la première fois depuis 1815 on vit des princes italiens répondre aux demandes de leurs sujets par des concessions et non par des rigueurs. Aussi ce changement d'attitude suffit-il pour exciter parmi les peuples un enthousiasme universel, et pour provo-

quer une agitation pacifique qui se traduisit par des manifestations extérieures, des fêtes en plein air, des banquets et des discours. Ce mouvement des esprits présenta un double caractère : libéral, il eut pour représentant le pape Pie IX et aboutit à l'accomplissement de réformes politiques et administratives ; national, il fut dirigé par le roi de Piémont, Charles-Albert, qui poursuivit comme but l'expulsion des Autrichiens de l'Italie.

Le mouvement libéral. — Rome. — Le mouvement libéral commença du jour où un nouveau pape fut monté sur le trône pontifical. A la mort de Grégoire XVI (juin 1846), le conclave réuni pour désigner son successeur écarta le cardinal Lambruschini, candidat de l'Autriche, pour choisir Jean Mastai Ferretti, évêque d'Imola, qui était soutenu par l'ambassadeur de France Rossi, passait pour libéral, et avait laissé à Spolète, à Imola, la réputation d'un prêtre sans tache, d'un politique sans passion, d'un esprit sans parti pris. Saurait-il rompre avec les errements de ses prédécesseurs, et serait-il le pape idéal rêvé par Gioberti ? Telle était la question que soulevait sa nomination et à laquelle ses premiers actes devaient apporter une réponse. Ils ne trompèrent pas l'attente des libéraux. C'étaient : le licenciement des gardes suisses réunis par Grégoire XVI pour contenir la population (1^{er} juillet) ; une amnistie générale aux condamnés politiques (15 juillet) ; enfin la désignation du cardinal Gizzi, connu pour ses tendances libérales, comme secrétaire d'État (8 août). Ces mesures présentaient un tel contraste avec la politique suivie jusqu'alors par les papes, qu'elles produisirent, à Rome, en Italie, et en Europe une impression profonde. A Rome, Pie IX ne pouvait plus sortir sans voir sa voiture entourée d'une foule qui l'acclamait et lui demandait sa bénédiction ; dans le reste de l'Italie son nom devint le cri de ralliement de tous ceux qu'avait séduits le néoguelfisme de Gioberti ; en Europe enfin il excitait le même intérêt et, tandis qu'il recevait des encouragements de France, d'Allemagne, d'Irlande et même d'Amérique, le vieux prince de Metternich déclarait, dans une lettre à l'ambassadeur d'Autriche auprès du pape, que les derniers événements de Rome marquaient le commencement d'une ère nouvelle. — Toutefois,

les premiers actes de Pie IX n'étaient guère que des indications, et on attendait de lui des réformes; les demandes qui se mêlèrent bientôt aux acclamations dont il était l'objet le décidèrent à en opérer. Il fut successivement amené à accorder à son peuple : la liberté de la presse, au moins relative, par l'édit du 14 mars 1847, qui adoucissait la sévérité de la censure; l'établissement d'un système représentatif par la formation d'une *consulte* d'État composée de laïques nommés par le gouvernement et chargée de présider à l'élaboration des lois (14 avril); l'autonomie communale par l'institution d'un *sénat* à qui il remettait l'administration de Rome. Enfin il donnait à ces réformes une sanction effective en organisant un ministère chargé de les compléter (14 juin), en autorisant la formation d'une garde civique propre à les défendre (5 juillet), en désignant enfin un nouveau secrétaire d'État plus disposé que le précédent à les appliquer (8 août).

La politique de Pie IX répondait donc aux espérances qu'avaient éveillées ses premiers actes, et l'année 1847 s'achevait sans qu'il eût cessé de rechercher et d'obtenir la confiance de son peuple. Certains indices pourtant semblaient de nature à montrer que cet accord n'était qu'éphémère. Pie IX, en effet, était placé entre les résistances des absolutistes, qui retardaient les concessions dans le but de les empêcher, et les exigences des révolutionnaires qui les obtenaient sans s'y arrêter. Les uns essayaient de les rendre inutiles en opposant à la politique pontificale une insurmontable force d'inertie; ils faisaient appel à l'Autriche, qui occupait la ville de Ferrare (janvier 1847), afin de trouver un prétexte à conflit diplomatique et à intervention armée. Les autres, ne se servant de ce qu'accordait Pie IX que pour réclamer ce qu'il refusait, mesuraient leurs prétentions à sa condescendance, et mêlaient aux manifestations faites en son honneur des démonstrations contre les jésuites ou contre les vaincus du Sonderbund. Pour pouvoir résister à ces deux partis extrêmes, il eût fallu opérer les réformes nécessaires avec décision, les circonscrire avec fermeté et former un parti moyen qui, satisfait de ses nouveaux droits, se ralliât à un gouvernement modéré et juste; mais cette tâche exigeait une décision d'esprit et une vigueur de résolution

dont Pie IX était dépourvu. « On veut faire de moi, disait-il, un Napoléon, et je ne suis qu'un pauvre curé de campagne. »

La Toscane. — Si la popularité de Pie IX tendait à diminuer à Rome, son prestige demeurait intact en Italie et son exemple devenait communicatif. Le premier à le suivre fut le grand-duc de Toscane, qui attendit d'ailleurs près de dix mois avant de décréter les réformes déjà effectuées dans les États pontificaux. Tandis que Metternich le menaçait d'une intervention militaire, il assistait au développement et aux progrès d'une opposition libérale qui restait constitutionnelle à Pise avec Montanelli, mais qui prenait une allure révolutionnaire à Livourne, où elle était dirigée par le romancier Guerrazzi. Une démonstration tumultueuse qui eut lieu dans cette dernière ville le détermina à céder : le 8 mai 1847 paraissait une loi qui permettait « de discuter respectueusement les actes du gouvernement ». Malgré sa timidité, cette réforme fut accueillie avec enthousiasme par les libéraux, qui ne la regardaient que comme le prélude de concessions plus importantes. « La tactique, dit Montanelli, était de prendre ces réformes comme des acomptes, de les louer plus qu'elles ne le méritaient, de tenir pour virtuellement accordé ce qui n'était pas dans les intentions du pouvoir, de s'ingénier en somme à lui arracher le plus de liberté qu'on pourrait. » A la suite de la loi du 8 mai, plus de vingt journaux furent fondés qui réclamèrent l'institution d'une garde civique propre à défendre l'indépendance nationale contre l'Autriche. Le grand-duc, à qui répugnait cette idée, essaya d'abord de tromper l'attente de ses sujets en décrétant la formation d'un corps consultatif analogue à celui qu'avait créé Pie IX ; l'agitation qui se déclara dans ses États et le soulèvement qui éclata à Livourne à la nouvelle de l'occupation de Ferrare le forcèrent à céder (3 septembre 1847).

La Toscane était désormais dotée des mêmes institutions que les États de l'Église ; elle possédait la liberté de la presse, un gouvernement consultatif et une force nationale. Presque en même temps l'abdication du duc de Lucques en faveur de Léopold II étendit aux États de ce prince le bénéfice des mêmes bienfaits.

Le Piémont. — De tous les souverains italiens, le roi de Piémont Charles-Albert devait être le dernier à entrer dans la voie des réformes. Il avait semblé ignorer jusqu'en septembre 1847 le mouvement qui remuait l'Italie centrale et gagnait peu à peu ses États. A ce moment, des démonstrations répétées à Turin en l'honneur du nonce, et une agitation dangereuse dans la turbulente et démocratique Gènes vinrent lui montrer quels dangers son obstination faisait courir à son trône. Il se résigna donc à accorder d'un seul bloc à ses sujets tous les droits qui avaient été successivement conquis par les peuples voisins : le 30 octobre paraissait un édit qui décrétait la réorganisation du conseil d'État, augmenté à l'avenir de députés de provinces, l'adoucissement de la loi sur la censure, et la formation d'une garde civique ; ces concessions opportunes ramenèrent à Charles-Albert l'affection de ses sujets.

Le mouvement réformiste devait s'arrêter aux frontières du Piémont : dans les duchés de Parme et de Modène il fut facilement annulé par les souverains, grâce à l'appui de l'Autriche ; dans les Deux-Siciles, il se manifesta par des troubles qui éclatèrent à Reggio et à Messine, et que Ferdinand II réprima facilement. Dans trois grands États italiens, il n'en avait pas moins abouti à un résultat qui, trois ans auparavant, était imprévu et eût semblé inespéré : si le peuple n'avait pas conquis sa souveraineté, l'opinion publique avait une existence légale et elle disposait d'une presse libre pour la faire connaître, de corps élus pour la faire agréer, d'une force nationale pour la faire triompher.

Le mouvement national. — Dans le même espace de temps, se posait la question de l'indépendance. Elle fut soulevée par un souverain qui jusque-là ne s'était distingué que par une déférence aussi aveugle qu'intéressée aux volontés de l'Autriche : c'était Charles-Albert. Pendant toute sa vie, ce prince avait été hanté par l'idée de devenir le libérateur de l'Italie du Nord, mais il n'avait jamais osé rompre avec la puissance qui avait oublié son passé de révolutionnaire et permis son avènement. Il s'y décida pourtant dans le courant de 1846. A propos d'un conflit économique, il engagea avec l'Autriche une

guerre de tarifs qui attira sur lui l'attention de tous les patriotes. A dater de ce moment le mouvement national, né, comme le mouvement libéral, de l'initiative d'un prince italien, provoqua chaque jour de nouvelles et bruyantes manifestations : ce fut, en décembre 1846, le congrès des savants italiens à Gênes, qui se termina par des fêtes solennelles destinées à célébrer le centenaire de l'expulsion des étrangers de cette ville : ce fut, en septembre 1847, le banquet de la Société agraire de Casale, à la fin duquel le roi fit lire par son secrétaire Castagneto une lettre qui souleva les acclamations unanimes des assistants. Elle se terminait par ces mots : « Si Dieu me fait un jour la grâce de pouvoir entreprendre la guerre pour l'indépendance, je commanderai seul l'armée et je ferai pour la cause guelfe ce que Schamyl a fait contre l'immense empire russe. Heureux sera le jour où nous pourrons pousser le cri de l'indépendance nationale ! » Enfin les sujets italiens de l'Autriche semblaient supporter avec une répugnance chaque jour plus visible tous les inconvénients qu'entraînait sa domination : la lourdeur des charges financières et militaires, la disproportion entre les sacrifices exigés et les services reçus, les lenteurs d'une administration tracassière, l'incompatibilité de caractère et d'esprit entre les fonctionnaires et les administrés. Les Milanais manifestèrent d'abord leur mécontentement par des démonstrations pacifiques, destinées à affirmer leurs sentiments de nationalité : telles furent les fêtes qui célébrèrent le retour des cendres de Confalonieri, mort en exil, ou l'installation d'un nouvel archevêque, Romilli, qui remplaçait un Allemand sur le siège de Milan (septembre 1847). Après l'occupation de Ferrare par les troupes impériales, l'agitation augmenta et les rapports entre gouvernants et gouvernés prirent un caractère marqué d'hostilité ; tandis qu'à Milan et à Venise les congrégations centrales donnaient le signal de l'opposition légale en présentant au vice-roi un exposé de leurs griefs et de leurs vœux, la population milanaise semblait décidée à recourir à la violence pour faire écouter ses demandes : ayant résolu de ne plus fumer à partir du 1^{er} janvier 1848, pour faire un vide dans le trésor autrichien, elle voulut imposer la même abstention aux soldats et aux fonc-

tionnaires, assaillit à main armée ceux qui sortaient avec le cigare à la bouche, et provoqua des représailles qui coûtèrent la vie à un grand nombre d'Italiens (3 janvier 1848); la rupture était désormais complète entre le cabinet de Vienne et ses sujets transalpins.

Au début de l'année 1848, toutes les grandes questions dont dépendait le sort de la Péninsule avaient donc été nettement posées. Elles pouvaient être formulées ainsi : dans le Piémont, la Toscane et les États pontificaux, où des réformes avaient été opérées, les peuples s'en contenteraient-ils ou réclameraient-ils l'établissement d'un gouvernement constitutionnel? Dans le royaume de Naples, où l'ancien régime était resté intact, pourrait-il être maintenu? Enfin dans le royaume Lombard-Vénitien, où la domination étrangère était devenue intolérable, les populations se résigneraient-elles à la subir ou chercheraient-elles à la faire disparaître, même au prix d'une guerre? Dans l'espace de six mois, toutes ces questions allaient recevoir une solution.

II. — Les insurrections et les constitutions.

Le double mouvement d'émancipation politique et nationale qui agitait l'Italie depuis l'avènement de Pie IX devait, en effet, changer de caractère pendant les premières semaines de l'année 1848. Il était resté pacifique, il devint violent; il n'avait poursuivi que des réformes partielles, il aboutit à des révolutions intérieures et à une guerre nationale. Il suffit pour amener cette transformation de deux insurrections qui éclatèrent aux extrémités de la Péninsule : la première eut lieu à Palerme et provoqua l'établissement du régime représentatif dans tous les États italiens; la seconde ensanglanta Milan et eut pour conséquence l'union des peuples et des princes dans une croisade contre l'Autriche.

Insurrection de Palerme et constitution de Naples.

— De tous les États italiens, le royaume de Naples était le seul

dont le souverain n'eût pas cédé au mouvement réformiste. Les Napolitains, habitués au despotisme, semblaient résignés aux maux qu'il entraîne; les Siciliens le supportaient plus impatiemment parce qu'il heurtait chez eux, non seulement les aspirations libérales de la bourgeoisie, mais encore le vigoureux esprit d'indépendance locale dont étaient animées toutes les classes de la société. Le signal de la révolution partit de Palerme, où elle fut préparée de longue main et presque annoncée. Dans la première semaine de janvier 1848, un placard anonyme est affiché sur les murs de la ville qui menace le gouvernement d'une insurrection si, le 12 du mois, il n'a pas accordé des réformes. Au jour dit, un jeune homme, nommé La Masa, parcourt les rues, un drapeau tricolore à la main, réunit un groupe de libéraux et engage quelques escarmouches avec les troupes royales, qui ripostent mollement. Le lendemain, la bataille continue, les habitants des campagnes s'y mêlent, et un comité d'insurrection se forme sous la présidence du vieil amiral Ruggiero Settimo; le 27 enfin, la ville, après avoir été vainement bombardée par la flotte napolitaine, est définitivement évacuée, le mouvement s'étend à l'île tout entière, et les Siciliens déclarent qu'ils ne poseront pas les armes avant qu'un parlement sicilien, réuni à Palerme, rétablisse, en la modifiant, la constitution de 1812.

Il était difficile que les événements de Sicile, en montrant la faiblesse réelle du gouvernement absolutiste, n'eussent pas un contre-coup à Naples. Dans le cours de l'année précédente, des manifestations y avaient eu lieu en l'honneur de Pie IX, et l'une d'elles s'était terminée par une collision sanglante (14 décembre 1847). A la nouvelle du soulèvement de Palerme, l'attitude des libéraux devint presque menaçante et la concession de quelques réformes de détail ne put les désarmer. Enfin, le 27 janvier 1848, eut lieu dans les rues de Naples une grande manifestation qui effraya le roi et le décida, sur les conseils de ses généraux, à se rendre aux vœux de ses sujets. Il leur donna une première satisfaction en leur sacrifiant son ministre de la Police, l'odieux Delcaretto, et en formant un nouveau ministère sous la direction des chefs libéraux Bozzelli et Polrio; puis, se

rappelant avec quelle facilité son aïeul avait endormi les défiances de son peuple par l'octroi d'une constitution, il en promit une, le 29 janvier, et la promulgua le 10 février. Cette constitution, modelée sur le type qui avait prévalu en France et en Europe depuis 1815, confiait le pouvoir législatif à un parlement composé de deux Chambres, l'une viagère, l'autre élective, consacrait la liberté de la presse, l'égalité devant la loi, l'amnistie pour les délits politiques et remplaçait, en vue de prévenir une réaction absolutiste, les troupes étrangères par une garde nationale.

Les constitutions piémontaise, toscane et romaine.

— En se décidant à des concessions dont l'étendue était si peu en rapport avec ses idées absolutistes, Ferdinand II n'avait pas seulement cédé à la crainte d'être débordé par le mouvement libéral, il désirait se venger des souverains réformateurs dont on lui avait opposé l'exemple, en les forçant à suivre le sien. Les événements montrèrent la justesse de ses prévisions. — A Turin, un groupe de libéraux, à la tête desquels se trouvait le jeune comte de Cavour, avait déjà fondé un journal appelé le *Risorgimento* et destiné à demander l'établissement d'un régime représentatif. Quand on sut qu'une constitution avait été proclamée à Naples, leurs instances devinrent plus pressantes, et les magistrats municipaux allèrent, sur le conseil de Cavour, prier le roi d'imiter Ferdinand II. Charles-Albert, qui n'était monté sur le trône qu'en promettant à l'Autriche de maintenir le régime absolutiste, hésitait à violer son serment et ne s'y décida qu'après avoir consulté son confesseur et demandé conseil à ses ministres réunis en séance extraordinaire; il publia la fameuse proclamation du 8 février, dans laquelle il jetait les bases d'un statut constitutionnel analogue dans ses dispositions principales à la constitution napolitaine. Ce statut parut un mois après (4 mars 1848) et régit encore l'Italie actuelle. — Quelques jours avant sa promulgation, le régime représentatif avait été étendu à la Toscane, où Léopold II, effrayé par les troubles de Livourne, accorda à ses sujets une constitution semblable à celle de la France (17 février).

Un seul État italien restait, à ce moment, privé des formes

constitutionnelles : celui d'où était autrefois parti le signal des réformes. Pie IX, partagé entre ses scrupules religieux et ses intérêts politiques, répugnait à opérer dans le gouvernement de ses États un changement qui devait enlever au pouvoir spirituel une partie de sa souveraineté ; quand les demandes impérieuses des libéraux le forcèrent à accorder une constitution, il s'efforça du moins d'en rendre la préparation insuffisante, l'octroi tardif, les dispositions illusoires. Élaboré par une commission d'ecclésiastiques peu familiers avec la science de l'État, le *Statut fondamental pour le gouvernement temporel des États du Saint-Siège* ne fut publié que le 14 mars 1848. Il instituait, comme dans les autres statuts italiens, deux Chambres, l'une viagère, l'autre élective pour voter les lois, un conseil d'État pour les préparer, un ministère pour répondre de leur exécution ; mais il interdisait aux Chambres toute proposition relative aux questions spirituelles, ou simplement mixtes, et soumettait leurs décisions au veto du Sacré Collège, érigé ainsi en cour suprême. Quelqu'incomplètes qu'elles fussent, ces concessions paraissaient extrêmes à Pie IX, qui déclarait ne pouvoir accorder davantage.

La promulgation du statut pontifical terminait en Italie la période des constitutions, comme l'édit piémontais du 30 octobre 1847 avait terminé la période des réformes. Le mouvement d'opinion qu'avait suscité l'avènement de Pie IX était arrivé désormais à son terme logique : l'absolutisme avait fait place au régime représentatif et la souveraineté était passée des princes aux peuples.

Les insurrections de Milan et de Venise. — Dans la Lombardo-Vénétie, les sujets de l'Autriche, convaincus par son attitude que le maintien de sa domination était incompatible avec l'établissement des libertés nécessaires, étaient également persuadés que toute tentative d'insurrection ne pouvait qu'aboutir à un désastre. Du jour où ce sentiment de crainte et d'impuissance disparut de leurs cœurs, ils se levèrent pour conquérir leur indépendance.

Ce moment arriva lorsqu'on connut à Milan la révolution de Vienne. A cette nouvelle, le vice-roi, épouvanté, s'enfuit à Vérone et les Milanais, résolus à profiter du désarroi gouverne-

mental, se formèrent en cortège pour aller demander à son remplaçant, O'Donnell, la création d'une garde civique. Un coup de fusil tiré sur eux par une sentinelle transforma cette manifestation pacifique en démonstration violente; le palais royal est envahi, O'Donnell fait prisonnier, et la ville se hérissa de barricades où flotte le drapeau tricolore italien et où retentit le cri de « Vive Pie IX! » La lutte s'engagea entre le peuple et les troupes de Radetzki, concentrées autour du château. Elle dura cinq jours (18-22 mars 1848), fut dirigée par quelques jeunes gens intrépides, Cattaneo, Cernuschi et Correnti, marquée par l'assaut des principaux établissements publics et la conquête de l'une des portes, et terminée par la retraite de Radetzki. Manquant de vivres, et craignant d'être bloqué dans Milan par le soulèvement des villes et des campagnes lombardes, le vieux maréchal regagna avec son armée les places du quadrilatère.

Il y arriva pour apprendre le soulèvement de la Vénétie. Les nouvelles de Vienne avaient produit à Venise le même effet qu'à Milan, et provoqué une révolution moins sanglante, mais aussi complète. Les principaux épisodes en furent : le 13 mars, la délivrance de Manin, jeune avocat qui prit la direction du mouvement; le 18 et le 19, la formation d'une garde civique, malgré la résistance du gouverneur; le 22, l'occupation de l'arsenal, que Manin réussit à faire évacuer sans effusion de sang par les troupes autrichiennes, et la signature d'une capitulation qui les éloignait définitivement de la ville; le 23, enfin, l'institution d'un gouvernement provisoire, et la proclamation de la République vénitienne, à laquelle se rallièrent peu à peu toutes les villes de la Terre-Ferme. Les ducs de Parme et de Modène ayant au même moment pris la fuite, les possessions, directes ou indirectes, de l'Autriche en Italie se trouvèrent réduites au territoire qu'occupait son armée, concentrée autour de Vérone et de Mantoue.

L'intervention piémontaise. — Elle allait y subir l'assaut de l'Italie tout entière coalisée sous la conduite du roi de Piémont. Charles-Albert hésitait à intervenir dans la lutte engagée en Lombardie, quand de pressantes sollicitations vinrent lui rendre l'abstention impossible; c'étaient les Milanais qui, aus-

sitôt après leur victoire, lui envoyaient une députation pour le conjurer de passer la frontière avec son armée; c'étaient les étudiants de Turin, les habitants de Gênes, les « mazzinistes » de tout le royaume qui demandaient la guerre à grands cris; c'étaient enfin les modérés qui, trouvant l'occasion unique d'agrandir ses États et de remplir la mission historique de sa maison, le suppliaient d'en profiter. L'un d'eux, Cavour, résumait la situation lorsqu'il écrivait dans le *Risorgimento* : « L'heure suprême a sonné pour la monarchie sarde... En présence des événements de Lombardie et de Vienne, l'hésitation n'est plus possible... Nous, gens de froide raison habitués à écouter plutôt les commandements de la raison que les mouvements du cœur, nous le disons hautement, il n'y a qu'une voie ouverte pour le gouvernement, la nation, le roi : la guerre immédiate. » Charles-Albert le comprit, et, le 26 mars 1848, il partait pour l'armée. L'ère des insurrections était close, la guerre nationale commençait.

III. — La guerre royale.

La lutte que Charles-Albert engageait ainsi contre l'Autriche allait durer jusqu'au mois d'août. Toute l'Italie devait y prendre part; mais elle fut jusqu'au bout conduite par le roi de Piémont, soutenu par le parti monarchique constitutionnel; elle se divisa en trois phases : heureuse au début (avril), elle devint indécise en mai et se termina en juillet par un désastre.

Première phase de la guerre (24 mars-6 mai 1848).
Succès politiques. — Au début de la guerre, Charles-Albert fut récompensé de son initiative par une série de succès politiques et militaires plus rapides et plus complets qu'il n'avait osé l'espérer. A Rome, Pie IX, intimidé par de tumultueuses démonstrations populaires, dut envoyer sur la frontière du Pô une division de 17 000 hommes commandée par Durando. A Florence, le grand-duc Léopold, malgré ses attaches autrichiennes, appelait ses sujets à prendre les armes pour la cause

italienne. A Naples enfin, le roi, après avoir vainement tenté de résister au mouvement national, était forcé de céder, d'appeler au ministère l'historien Carlo Troja, et de publier une proclamation où il disait : « Chaque prince et chaque peuple sont tenus de s'associer à une lutte qui doit assurer l'indépendance, la liberté, la gloire. Nous entendons y concourir avec toutes nos forces de terre et de mer... » ; et il promettait d'envoyer contre l'Autriche un corps de 40 000 hommes sous le commandement de Pepe, un des vétérans du premier Empire. Dans toutes les grandes villes se formaient des bataillons de volontaires, recrutés parmi les étudiants et dans la classe moyenne, et qui apportaient à la cause nationale, sinon leur expérience, au moins leur enthousiasme. Il semblait que Charles-Albert fût destiné à mener l'Italie tout entière à l'assaut de la puissance autrichienne.

Succès militaires. — Il montra au début de la campagne qu'il était à lui seul capable au moins de l'ébranler. Bien qu'il ne disposât d'abord que de 25 000 hommes, il remporta une série d'avantages partiels qui semblèrent lui présager pour l'avenir un triomphe complet. Après avoir suivi, avec plus de prudence peut-être qu'il n'était nécessaire, l'armée autrichienne dans sa retraite, il arrivait devant le quadrilatère et forçait le passage du Mincio à Goito, dans une brillante affaire d'avant-garde (8 avril). Puis il s'établissait entre Peschiera et Mantoue et envoyait des détachements reconnaître ces deux places (13 et 19 avril). Résolu à aborder la ligne de l'Adige, il s'élançait, le 30, à l'assaut de la position de Pastrengo, qui, située au nord de Vérone, commandait la route du Tyrol; il s'en emparait après une lutte acharnée, qui eût pu être décisive s'il eût osé la prolonger pendant la nuit. Le 6 mai enfin, il emportait Santa Lucia, une des positions avancées de Vérone, mais ne pouvait forcer le corps de la place. A cette date, il jugea prudent de s'arrêter et de faire à l'ennemi une guerre de position, Radetzki lui paraissant trop fortement retranché dans le quadrilatère pour qu'on pût l'en déloger avant de s'être emparé des places sur lesquelles il s'appuyait.

Il arrêta donc le mouvement offensif et en profita pour réor-

ganiser les troupes dont il avait le commandement suprême. Elles occupaient à ce moment les positions suivantes : au nord, 5 000 volontaires lombards, sous les ordres d'Allemandi, bloquaient les passages du Tyrol, du Tonale au Stelvio, et menaçaient la haute vallée de l'Adige ; au centre, l'armée piémontaise, qui avait été portée à 55 000 hommes, faisait le siège de Peschiera et de Mantoue ; elle était renforcée sur sa droite par une division toscane de 5 000 hommes, campée devant Mantoue ; Durando, avec 7 000 pontificaux, avait franchi la frontière sans ordre et était venu prendre position au sud du quadrilatère, entre le Pô et le bas Adige ; 15 000 volontaires vénitiens occupaient les défilés du Frioul et les principales villes de la Terre-Ferme ; enfin 14 000 Napolitains étaient parvenus sur le bas Pô. La position de Radetzki, bloqué dans le quadrilatère, semblait désespérée, et le prince Eugène de Savoie, régent du Piémont, se faisait l'écho des espérances italiennes quand il inaugurait les séances du premier Parlement (8 mai) en disant : « Nous avons le ferme espoir qu'un commun accord liera bientôt des peuples destinés par la nature à former une seule nation. »

Seconde phase de la guerre (6 mai-30 mai). Défection de Pie IX. — Les événements qui se déroulèrent en Italie pendant le mois de mai allaient donner un démenti à ces prévisions optimistes : ils marquèrent pour Charles-Albert, sinon le terme de sa gloire, au moins l'arrêt de sa fortune ; pour la cause italienne, sinon la fin des succès, au moins le début de l'ère des difficultés. Elle fut en effet compromise par une série d'échecs qui changeait à son désavantage les forces respectives des belligérants ; ce furent la défection de Pie IX, la révolution de Naples et la perte de la Vénétie.

La guerre contre l'Autriche avait rendu fort délicate la position de Pie IX, placé entre ses intérêts de prince italien et ses devoirs de pontife. Le prince italien avait cédé aux vœux de ses peuples en envoyant une armée sur la frontière ; le pontife, alarmé des menaces de l'ambassadeur d'Autriche, qui lui faisait craindre un schisme dans l'empire, lui avait défendu de la franchir. Le moment vint de choisir entre les adversaires et les défenseurs de l'Italie, sous peine de s'aliéner les uns et les

autres; et les ministres de Pie IX le lui firent comprendre dans une note qu'ils lui remirent le 25 avril. La réponse ne se fit pas attendre : c'était une allocution prononcée le 29 dans un consistoire secret, et presque aussitôt rendue publique; elle contenait ces mots : « Nous n'avons confié à nos soldats d'autre mission que de défendre l'intégrité des États pontificaux... Nous déclarons clairement et ouvertement que la guerre contre l'Autriche est tout à fait éloignée de notre pensée, étant, quoique indigne, le vicaire de Celui qui est auteur de toute paix et principe d'amour. » Aussitôt un mouvement éclata à Rome, où la garde nationale bloqua le château Saint-Ange. Pie IX, effrayé, dut céder, constituer un nouveau ministère, dont il confia la direction à un patriote éprouvé, Mamiani, et écrire à l'empereur d'Autriche pour le supplier de renoncer à ses provinces italiennes (3 mai). Il ne put ni effacer l'impression produite par sa déclaration, ni retrouver la popularité que lui avaient valu ses premiers actes.

Révolution de Naples (15 mai 1848). — Au moment même où la cause italienne perdait ainsi le prestige moral qu'elle devait aux sympathies de Pie IX, la défection de Ferdinand II lui enlevait la supériorité matérielle qui seule eût pu la rendre triomphante. La réunion du Parlement napolitain devint, en effet, le signal d'une révolution absolutiste. Le roi, qui avait juré d'observer la constitution, voulait imposer la même obligation aux députés; ceux-ci s'y refusaient, afin de pouvoir la changer, une fois réunis, et voyaient dans la formalité qu'on exigeait d'eux une limitation à leur toute-puissance législative. Ce conflit constitutionnel dégénéra en lutte armée le jour de la convocation des Chambres (15 mai). Dans la nuit, les chefs libéraux élevèrent des barricades dans les principales rues, et le roi répondit à ces menaces en faisant occuper par ses troupes les points stratégiques. Bien qu'il leur eût ordonné de ne tirer qu'à la dernière extrémité, elles perdirent patience en face des provocations dont elles étaient l'objet, marchèrent à l'assaut des barricades, et s'en emparèrent après un combat sanglant auquel succédèrent des scènes de pillage. La Chambre fut dissoute, la garde nationale licenciée et le roi acclamé par les

lazzaroni, restés absolutistes. Ferdinand II usa d'ailleurs de sa victoire avec modération : il conserva la constitution et décréta de nouvelles élections pour le 15 juin. Mais il jugea indispensable la présence à Naples de toutes les forces militaires dont il pouvait disposer. 20 000 hommes étaient prêts à partir pour la Lombardie : ils restèrent dans la capitale. L'escadre napolitaine était allée opérer de concert avec l'escadre sarde le blocus de Trieste : elle fut rappelée, et le blocus dut être levé (27 mai). Enfin une division de 13 000 hommes, sous les généraux Pepe et Statella, était parvenue à Ferrare; elle reçut, le 22 mai, l'ordre de revenir. Pepe, qui aimait mieux désobéir que trahir la cause nationale, ne parvint à en conduire à Venise qu'une faible partie.

Perte de la Vénétie. — La détermination du roi de Naples permit à Radetzki de dégager ses derrières, de recouvrer la Vénétie et de rétablir ses communications directes avec Vienne. A la nouvelle de ses désastres, une armée de secours de 20 000 hommes s'était en effet formée en Istrie pour aller le délivrer. Nugent, qui en avait le commandement, franchit l'Isonzo le 16 avril, envahit le Frioul, entra dans Udine le 23, après un violent bombardement, enleva la forteresse de Palmanova, défendue par Zucchi, laissa Trévise et Venise à sa gauche, essaya de tourner par le nord la ligne de la Piave et la força, le 9 mai, à la Cornuda, malgré la résistance des volontaires romains de Ferrari. Le 20 mai, il apparaissait devant Vicence, qu'il ne pouvait enlever, mais il contournait la place, et, le 23 mai, il réussissait à opérer sa jonction avec Radetzki, auquel il amenait 15 000 hommes, 30 canons et un énorme convoi de vivres. Cette courte campagne avait été conduite avec une vigueur et une rapidité qui contrastaient avec la lenteur des opérations italiennes.

Les dernières victoires. Goito. — Deux succès importants, l'un d'ordre militaire, l'autre d'ordre politique, vinrent heureusement rendre confiance à Charles-Albert et retarder le désastre qu'il commençait à prévoir. Il dut le premier à une tentative prématurée de son adversaire pour reprendre l'offensive. Le 28 mai, Radetzki sortait de Vérone et se portait à

Mantoue avec 15 000 hommes, afin de tourner par sa gauche l'armée italienne. Le 29, il surprenait les 6 000 Toscans et Napolitains campés devant cette place, à Curtatone et à Montanara, et les écrasait à la suite d'une lutte acharnée, puis il marchait le 30 sur Goïto, où il se heurtait au gros des troupes piémontaises accourues pour le repousser. Le soir venu, elles le contraignaient à la retraite, apprenaient la prise de Peschiera et saluaient Charles-Albert roi d'Italie sur le champ de bataille.

Les annexions. — Presque en même temps une heureuse nouvelle parvenait à ce dernier : celle du vote d'annexion de la Lombardie au Piémont. Une importante question s'était en effet posée le jour où il avait pris les armes. Les populations qu'il allait secourir se constitueraient-elles en États indépendants ou préféreraient-elles s'adjoindre aux siens ? Serait-il pour elles un chef militaire ou un chef politique, un libérateur ou un souverain ? Il sembla tout d'abord ne poursuivre d'autre but que l'expulsion de l'Autriche. Mais bientôt l'arrivée et la propagande républicaine de Mazzini à Milan, le danger de laisser derrière lui un dangereux foyer d'agitation, la nécessité de pouvoir disposer en maître de toutes les ressources militaires que présentait la Lombardie, enfin l'ambition de devenir le souverain d'un grand royaume de la Haute Italie, le déterminèrent à adopter une politique moins désintéressée et à provoquer un mouvement annexionniste dans les provinces affranchies de la domination autrichienne. Les habitants des duchés, trop faibles pour constituer un État indépendant, déférèrent les premiers à ses désirs, et, dès le début de mai, Plaisance, Parme, Modène et Reggio votèrent leur réunion sans conditions au Piémont. La Lombardie, où le parti républicain était plus nombreux et l'esprit fédéraliste plus vivace, montra d'abord une certaine répugnance à se laisser absorber dans la monarchie sarde ; il fallut pour l'y déterminer lui promettre qu'à la paix elle nommerait de concert avec le Piémont une constituante chargée d'établir un régime nouveau commun aux deux provinces ; à cette condition seulement elle consentit à abdiquer entre les mains de Charles-Albert l'indépendance qu'elle avait conquise,

et vota, à la presque unanimité des voix, sinon l'annexion, du moins la fusion avec le Piémont (29 mai).

A la suite de ce vote, le mouvement annexionniste se communiqua à la Vénétie. Il gagna d'abord les villes de la Terre-Ferme. Padoue, Trévise, Vicence, Rovigo menacèrent la métropole d'une sécession si elle ne suivait pas l'exemple donné par Milan. Après de longues hésitations, Manin finit par comprendre qu'en persistant à vouloir conserver à sa patrie une existence indépendante il lui enlèverait les sympathies de l'Italie et perdrait lui-même sa popularité. Il laissa donc l'Assemblée constituante de la République vénitienne voter dès sa première séance, par 127 voix sur 133, l'annexion au Piémont (4 juillet).

Toutes les provinces de l'Italie du Nord avaient ainsi successivement fixé la forme de leur existence future et décrété leur fusion en un seul royaume sous le sceptre de la maison de Savoie. Mais si elles avaient résolu la question politique qui les divisait, la question militaire restait indécise et le sort de l'Italie dépendait de la lutte suprême que Charles-Albert allait soutenir contre l'armée autrichienne.

Troisième phase de la guerre (30 mai-9 août 1848).

— La bataille de Goïto devait être la dernière victoire des armes italiennes. La première phase de la guerre avait été pour elle celle des succès, la seconde celle des difficultés, la troisième devait être celle des erreurs et des désastres. Charles-Albert, après avoir marché en avril de triomphe en triomphe, après avoir cessé en mai, sinon de vaincre, au moins d'avancer, fut forcé en août de reculer jusqu'à la frontière de ses États. Il commit en effet pendant les mois de juin et de juillet quelques fautes assez graves pour rendre une catastrophe inévitable.

La première fut de ne pas tirer parti de sa victoire de Goïto. Au lieu de poursuivre hardiment Radetzki avec ce qu'il avait de troupes sous la main, il perdit quatre jours à les rassembler toutes, et se mit en mouvement trop tard pour joindre son adversaire (4 juin) et occuper à son extrême gauche la position redoutable, mais excentrique, de Rivoli, qui commandait le cours de l'Adige (10 juin); au lieu de rester en observation devant l'armée autrichienne pour l'immobiliser dans Vérone, il la laissa

s'éloigner pour aller s'emparer de Vicence. Cette place, dont Nugent n'avait pu s'emparer, pouvait être considérée comme la clef de la Vénétie ; Radetzki, sorti de Vérone avec 25 000 hommes et 60 canons, vint surprendre la division romaine de Durando qui la défendait, et après l'avoir écrasée sous les feux de son artillerie, la contraignit à capituler (11 juin). Désormais la Vénétie était privée de ses meilleurs défenseurs et Radetzki n'avait plus aucun danger à redouter sur ses derrières ; il revint avec la même rapidité réoccuper ses positions primitives (13 juin). Charles-Albert n'avait donc su ni remporter de nouveaux avantages, ni mettre obstacle aux entreprises de son adversaire, et les manœuvres stériles qu'il venait d'ordonner n'avaient eu d'autre résultat que de briser l'élan et d'épuiser les forces de ses troupes.

A cette première faute il en ajouta une seconde. Passant d'un extrême à l'autre, il fit succéder à cette activité désordonnée un mois de funeste inaction. Trente jours se passèrent (14 juin-13 juillet) sans qu'il entreprit aucune opération importante. Il les employa à se demander s'il ferait une guerre défensive en se fortifiant sur le Mincio, ou une guerre offensive en attaquant la ligne de l'Adige. Il adopta un moyen terme en mettant le siège devant Mantoue (13 juillet).

Cette brusque immobilité lui devint aussi funeste qu'une bataille perdue. Elle mit en lumière toutes les causes de désorganisation et tous les éléments de faiblesse qui devaient empêcher la cause italienne de triompher. Ces faiblesses étaient nombreuses : elles tenaient surtout au caractère du roi et à la composition de son armée.

Charles-Albert était, au témoignage de l'un de ses admirateurs, aussi incertain dans le conseil que brave dans le combat : portant dans la conduite de la guerre les mêmes tendances spéculatives et le même esprit d'indécision que dans le gouvernement de ses États, il se perdait en d'interminables considérations quand il eût fallu prendre rapidement un parti, ne voyait que le mauvais côté des combinaisons qui lui étaient proposées, même quand il les adoptait, et, après les avoir acceptées sans confiance, les mettait à exécution sans vigueur : sa lenteur à

se décider l'empêchait de profiter des occasions favorables, sa timidité à agir de transformer en victoires complètes les avantages qu'il remportait. — Les qualités de l'armée pouvaient-elles au moins suppléer aux défaillances du chef? On pouvait y distinguer deux éléments : les troupes piémontaises et les volontaires. Dans les troupes piémontaises, les soldats étaient braves, solides, obéissants, résistants aux fatigues, les officiers valeureux et énergiques ; mais les généraux, affaiblis par l'âge, ignorants en stratégie, manquaient d'activité et de résolution. Quant aux volontaires qui s'étaient levés au début de la guerre pour chasser l'Autriche du sol de l'Italie, ils étaient également insuffisants par leur nombre et par leurs qualités militaires ; d'une part, ils n'avaient pas dépassé le chiffre de 20 000, alors qu'il en aurait fallu 100 000 pour décider du sort de la guerre ; d'autre part, s'ils possédaient des qualités d'enthousiasme et d'élan, précieuses dans une insurrection, ils étaient dépourvus de l'expérience militaire et de la force de résistance nécessaires dans une longue campagne.

Le désastre (juillet-août 1848). — L'armée autrichienne au contraire ne pouvait que gagner à la prolongation de la guerre ; des renforts successifs la portèrent à 120 000 hommes et, en juillet, son chef jugea le moment venu de justifier les espérances qui reposaient sur lui. Profitant de l'état de dissémination où se trouvaient les Piémontais, échelonnés de Mantoue jusqu'à Rivoli, il attira leur attention vers leur droite par une démonstration vers Ferrare (14 juillet), les força sur leur gauche d'évacuer le plateau de Rivoli, et se mit en marche avec le gros de ses forces pour tourner leur centre et gagner avant eux le Mincio. Il y réussit le 23, mais dut s'arrêter le 24 et repousser l'attaque de Charles-Albert accouru de Mantoue pour lui couper la retraite. La lutte suprême se livra autour de Custozza et de Somma-Campagna et dura deux jours (24-25 juillet) ; elle se termina par la défaite de Charles-Albert, qui dut battre en retraite en toute hâte, abandonner sans combattre les lignes de l'Oglio et de l'Adda et gagner Milan à la tête de 25 000 hommes de troupes démoralisées. Il espérait d'abord défendre cette ville : il y trouva des ressources et des fortifications insuffisantes, des

milices indisciplinées et put se convaincre, dans un combat d'arrière-garde, que toute tentative de résistance n'aurait d'autre résultat que de l'exposer au bombardement et au pillage. Il signa donc le soir même (4 août) une capitulation qui lui permettait de l'évacuer pacifiquement. Le lendemain (5 août) il eut à se défendre contre les menaces et les violences d'une partie de la population milanaise, indignée de ce qu'elle considérait comme une trahison, et dut recourir à la force pour recouvrer sa liberté. Le 6 août enfin, il abandonnait définitivement la ville et reculait jusqu'au Tessin, limite de ses États. A ce moment, jugeant que la guerre était désormais sans objet, il fit signer par son aide de camp, Salasco, un armistice dont les conditions étaient aussi favorables qu'il pouvait l'espérer : il stipulait l'évacuation par les troupes piémontaises des places qu'elles occupaient encore en Lombardie et le rétablissement du *statu quo ante bellum* (9 août).

Ainsi se terminait la première guerre de l'indépendance italienne : par une déception proportionnée à l'ardeur des espérances qu'elle avait éveillées. La Lombardo-Vénétie, un instant délivrée, retombait sous le joug de l'Autriche ; les anciennes frontières étaient relevées et l'ancien régime était rétabli. Mais si la guerre nationale avait cessé, les passions politiques qu'elle avait soulevées n'étaient pas éteintes et allaient prolonger pendant huit mois encore l'ère de troubles et d'agitations ouverte en Italie par le soulèvement de Palerme.

IV. — *Les révolutions.*

Nouvelle orientation de la politique italienne. — L'armistice du 9 août 1848 ouvre une nouvelle période dans l'histoire des révolutions italiennes. Il marque le moment où le parti modéré perd la direction du mouvement national et où le parti avancé cherche à s'en emparer. Le premier, monarchique et fédéraliste, avait jusqu'alors fait prévaloir son influence et poursuivi d'abord l'expulsion de l'Autriche, puis la formation d'une union italienne sous l'égide du roi de Piémont.

et du Pape; il avait failli à toutes ses promesses, Charles-Albert s'étant montré incapable, Pie IX hésitant, les autres princes réfractaires à l'union, et l'Autriche invincible. Le parti républicain et unitaire, qui était resté dans l'ombre pendant les derniers événements, et n'en acceptait pas la responsabilité, devait naturellement profiter du discrédit qu'ils avaient jeté sur les programmes et sur les chefs des modérés. Il entra alors en scène, en proclamant que l'indépendance serait obtenue, non par des demi-mesures que l'expérience avait démontrées insuffisantes mais par des moyens radicaux. Il fallait, suivant lui, résoudre la question politique avant la question nationale, et ne marcher contre l'Autriche qu'après avoir renversé les princes, abattu les frontières, et fait de tous les États italiens une république unitaire. A la fin de l'année 1848 une évolution s'accomplit donc dans l'histoire intérieure de l'Italie, que tous les contemporains prévirent et annoncèrent. « Quiconque, s'écriait Mazzini, se livrerait encore aux illusions dynastiques, n'aurait ni intelligence, ni cœur, ni amour véritable de l'Italie, ni aucune espérance d'avenir. » « Le parti libéral, écrivait à son gouvernement lord Napier, ministre d'Angleterre à Naples, qui comprend la plus grande partie des personnes honnêtes et éclairées des haute et moyenne classes, semble n'avoir plus tout l'appui, tout l'espoir qui le soutenait encore pour prendre part à la conduite des affaires publiques. » D'Azeglio enfin résumait les changements qui allaient s'opérer en Italie lorsqu'il disait : « La guerre des princes est finie, celle du peuple commence. »

Les premières conséquences de la défaite du Piémont. — Cette évolution se dessina au lendemain même de Custoza. La nouvelle de la défaite avait, dans toute l'Italie, surexcité des esprits mal préparés à la recevoir et provoqué les explosions d'un patriotisme que les meneurs mazziniens cherchèrent à égarer. Ils ne purent y réussir à Venise et à Turin, mais furent plus heureux à Florence et à Rome. Venise, qui avait été abandonnée par Charles-Albert, se borna à rétablir la république, sous le pouvoir dictatorial de Manin (13 août), à demander le secours de la France et à faire des préparatifs de

défense contre l'armée autrichienne. A Turin, le Parlement, agité par les mêmes passions que la population, restait fidèle au principe monarchique, mais ne pouvait se résigner à la paix; il renversa successivement les cabinets Casati et Revel, qu'il ne trouvait pas assez belliqueux. En Toscane, la situation était plus grave encore; une révolte, fomentée par le romancier Guerrazzi, éclata à Livourne et prit en quelques jours de telles proportions que le grand-duc dut recourir pour l'apaiser à l'homme même qui la dirigeait (29-30 août); bientôt après, Léopold II se voyait forcé par de nouvelles manifestations d'appeler au ministère les deux chefs du parti radical, Guerrazzi et Montanelli, qui réclamaient la réunion d'une constituante.

Les mêmes idées commençaient à se faire jour à Rome. Les rapports du Pape avec son gouvernement et avec la population y étaient devenus plus tendus à mesure que les événements se précipitaient. La nouvelle de Custozza amena la démission de Mamiani (2 août). Quelques jours après, on apprit que le général Welden avait passé la frontière pontificale et attaqué inutilement la ville de Bologne, défendue par le courage de ses habitants. Le Pape, pressé de répondre à cette provocation par une déclaration de guerre, se contenta de protester contre la violation de son territoire. Cette attitude pacifique n'ayant eu d'autre résultat que d'augmenter encore l'irritation des esprits et l'impopularité de son nom, il chercha à satisfaire l'opinion en appelant au ministère l'homme qu'il jugeait le plus propre à le réconcilier avec ses sujets; c'était le comte Rossi, ancien ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, administrateur de talent et libéral convaincu (6 septembre).

Dans le royaume de Naples. Ferdinand II profita de la défaite du Piémont pour proroger deux fois le parlement et pour revenir au gouvernement personnel. Puis il tourna ses forces contre la Sicile, qui avait maintenu son indépendance et élu comme roi le duc de Gênes, second fils de Charles-Albert. Par ses ordres, une armée sous le commandement de Filangieri débarqua devant Messine, écrasa la ville sous une pluie de bombes et l'emporta d'assaut (8 septembre). Mais les hostilités furent arrêtées par la médiation du gouvernement français, qui

fit conclure un armistice entre le roi et ses sujets (16 septembre). Les Deux-Siciles n'en étaient pas moins soustraites au mouvement qui entraînait le reste de l'Italie.

La République romaine et la République toscane. —

Ce mouvement démocratique, que les princes avaient cru pouvoir arrêter ou ralentir par leurs concessions, allait au contraire être précipité, à Rome, par un événement tragique : ce fut le meurtre de Rossi. A peine arrivé au pouvoir, le nouveau ministre de Pie IX l'avait exercé en administrateur habile et en politique prudent. Comme administrateur, il travailla à la réorganisation civile de l'État romain, en réformant les principaux abus, en restaurant les finances, en obtenant du clergé un prêt de 4 millions d'écus. Comme politique, il annonça et négocia à Turin, à Florence et à Naples, la formation d'une confédération qui unissait les États italiens, fixait leurs rapports en temps de paix et déterminait leurs contingents militaires en temps de guerre ; il espérait ainsi prouver qu'il n'était besoin ni de la république pour établir un régime libéral dans les États pontificaux, ni de l'unité pour rendre à l'Italie son indépendance. Tandis qu'il déplaisait aux modérés par sa raideur doctrinaire et ses manières hautaines, il s'attirait par là la haine des exaltés ; ils se débarrassèrent de lui par un crime. Le 15 novembre 1848, il devait exposer ses projets à la Chambre des députés romaine. Malgré les lettres de menaces qu'il avait reçues, il se rendit sans escorte au palais du Capitole, dans lequel elle se réunissait, et fut frappé par le poignard d'un inconnu au moment où il en franchissait le seuil. Ce crime, auquel la garde civique assista sans l'empêcher, et que les députés apprirent sans s'émouvoir, devint le signal de désordres plus graves encore. Le lendemain, une démonstration tumultueuse parcourt les rues de Rome, puis va assiéger le Pape dans le Quirinal, en lui demandant un ministère démocratique, la convocation d'une constituante italienne, et la guerre contre l'Autriche. Sur son refus, un combat sanglant s'engage entre les Suisses de garde et le peuple ; vers le soir Pie IX céda, en prenant à témoin les ambassadeurs étrangers de la violence qu'il subissait, consentit à appeler au pouvoir les

agitateurs Galetti et Sterbini. Mais à partir de ce jour, il ne chercha plus qu'à s'échapper d'une ville où il jugeait sa liberté compromise et sa position intenable ; il y réussit le 24 novembre et se réfugia à Gaëte.

La rupture était désormais complète entre le Pape et ses sujets ; elle devint bientôt irréparable. De Gaëte, il écrivit qu'il ne renonçait pas à ses droits, nomma par deux fois une commission exécutive qui refusa d'entrer en fonctions, et ne consentit pas à recevoir une délégation venue pour lui demander de rentrer dans sa capitale. La Chambre des députés lui répondit en nommant une junte d'État chargée provisoirement du pouvoir exécutif : un bref pontifical traita aussitôt d'attentat sacrilège la création de cette junte. Cette attitude intransigeante, en rendant inutile toute tentative d'arrangement, enleva aux modérés l'autorité morale qu'ils avaient jusqu'alors possédée et permit aux républicains avancés, dont l'influence était désormais prépondérante, de réclamer la convocation d'une assemblée nommée par le suffrage universel. Le parlement romain, déférant à leurs vœux, se déclara dissous et fixa les élections pour une constituante au 21 janvier 1849. Le 8 février, la nouvelle assemblée se réunit : composée presque uniquement de mazziniens, elle comptait même dans son sein les principaux chefs du parti démocratique étrangers à l'État romain. Son premier acte fut de voter après une longue discussion, et par 143 voix contre 41, la déchéance temporelle du Pape, avec garantie de son indépendance spirituelle, et de proclamer la République romaine (9 février). La première partie du programme de Mazzini était désormais réalisée à Rome : le régime théocratique avait fait place à la République.

Après la république, restait à fonder l'unité. Ce furent les démocrates toscans qui en comprirent les premiers la nécessité. Ils reconnaissaient en effet pour chef l'auteur même du projet de constituante italienne ; depuis la malheureuse issue de la guerre royale, Montanelli ne cessait de répéter que le seul moyen de sauver la cause nationale était de réunir à Rome une assemblée unique élue au suffrage universel par tous les habitants de la Péninsule. Il ne se servit du pouvoir que

pour faire triompher son idée favorite : de nouvelles élections lui permirent de compter sur une majorité complaisante, des manifestations populaires intimidèrent le grand-duc, et, le 10 janvier 1849, le parlement décidait que la Toscane nommerait 39 députés chargés de la représenter à la constituante italienne qui se réunirait à Rome. Le grand-duc, comprenant quels dangers une pareille décision pouvait faire courir à sa couronne, s'enfuit à Sienne. Aussitôt Mazzini accourt à Florence, où il est reçu en triomphe ; un gouvernement provisoire est formé, proclame la république et convoque une constituante (18 février). Deux républiques étroitement unies par la communauté des principes et des espérances étaient donc nées au centre de l'Italie, entre l'armée autrichienne et l'armée napolitaine.

La seconde guerre d'indépendance. — Les événements de Rome et de Florence avaient eu dans toute l'Italie un retentissement trop profond pour qu'on n'en ressentit pas le contre-coup à Turin. Mais les passions qu'ils soulevèrent en Piémont prirent une forme nationale et y provoquèrent, au lieu d'une révolution politique, une guerre contre l'Autriche.

Cette guerre, les chefs du parti avancé et les réfugiés lombards n'avaient cessé de la réclamer depuis la conclusion de l'armistice. Ils obtinrent une première satisfaction (15 décembre 1848) en portant au ministère Gioberti, dont le nom signifiait à la fois la reprise des hostilités contre l'Autriche et l'établissement d'un pacte fédératif entre tous les États italiens. A la nouvelle de la déchéance du Pape et de l'intervention probable de l'Autriche, leurs demandes devinrent tellement pressantes que Charles-Albert craignit de perdre sa popularité et sa couronne s'il résistait plus longtemps à leurs vœux. Le 12 mars 1849, il dénonça l'armistice ; le 20, il franchit la frontière à la tête de 65 000 hommes dont il avait confié le commandement au général Chrzanowski, renommé comme stratège. Chrzanowski passa le Tessin à Buffalora et se dirigea sur Milan. Il dut dès le lendemain arrêter sa marche en avant, opérer un changement de front et faire face à Radetzki, qui avait forcé le passage du Tessin à Pavie, grâce à la négligence de Ramorino, et remontait la rive droite du fleuve pour couper la retraite à l'armée. La lutte

suprême se livra en avant de Novare, le 23 mars; elle sembla d'abord tourner à l'avantage des Piémontais; mais, à quatre heures du soir, un furieux assaut leur enleva le hameau de la Bicocca, qui était la clef de leurs positions et, à la nuit, ils se repliaient en désordre sur Novare, après avoir perdu 5 000 hommes. La démoralisation de l'armée ne permettant plus à Charles-Albert de continuer la guerre, et les conditions que Radetzki mettait à la conclusion de la paix lui paraissant inacceptables, il pensa que sa personne était un obstacle au salut du Piémont, abdiqua le soir de la bataille en faveur de son fils, et partit pour Oporto, où il comptait terminer ses jours. Le nouveau roi Victor-Emmanuel II signa, le 26 mars, un armistice avec Radetzki.

La seconde guerre d'indépendance avait duré cinq jours. Elle eut un épilogue sanglant à Brescia et à Gênes. A Brescia, la population se souleva en apprenant la reprise des hostilités, et résista pendant dix jours aux troupes de Haynau envoyées pour reprendre la ville (23 mars-2 avril). A Gênes éclata, à la nouvelle de Novare, une insurrection républicaine qui dut être réprimée par la force (11 avril). La paix était désormais rétablie dans le nord de l'Italie.

V. — Les Restaurations.

La bataille de Novare marqua le terme extrême du mouvement ascendant révolutionnaire et le commencement de la réaction. Les événements de Rome et de Florence avaient en effet transformé la question italienne en question européenne. D'une part, les États monarchiques regardaient l'apparition de deux nouvelles républiques comme un danger pour les trônes; d'autre part, les puissances et les personnes catholiques, qui considéraient le pouvoir et l'exercice du pouvoir temporel comme des conditions nécessaires de l'indépendance du Souverain Pontife, se croyaient lésées par la déchéance de Pie IX. La cause démocratique, déjà affaiblie par les fautes et les divi-

sions de ses défenseurs, succomba, dans tous les pays où elle avait triomphé, à l'intervention ou à l'hostilité de l'étranger : et la période des restaurations succéda à celle des révolutions.

La réaction en Sicile. — La première et la plus facile s'accomplit en Sicile, où les troupes napolitaines n'occupaient encore que Messine. Encouragé par la nouvelle de la victoire de l'Autriche dans le nord, Ferdinand II rompit l'armistice conclu en septembre 1848 : Filangieri marcha contre les volontaires siciliens commandés par le Polonais Mierolawski, s'empara de Taormina le 4 avril 1849, de Catane le 6, et parut le 8 devant Palerme : la ville dut capituler le 15 mai, après une résistance acharnée. La Sicile était désormais soumise, et le régime absolutiste rétabli dans le sud de l'Italie.

La réaction en Toscane. — Restaient les trois républiques de Venise, de Rome et de Florence. Celle de Florence n'eut, grâce aux fautes de ses chefs, qu'une existence éphémère. Le premier acte de l'Assemblée constituante toscane, réunie le 25 mars, avait été de mettre fin aux pouvoirs du triumvirat, et de confier la dictature à Guerazzi : ce dernier ne s'en servit que pour essayer de la conserver, s'entoura de volontaires livournais qui se rendirent odieux au peuple par leur indiscipline, et provoqua par ses maladresses, à Florence et dans les campagnes, une double insurrection monarchique (11-12 avril). La municipalité florentine, composée de libéraux constitutionnels, s'empara alors du pouvoir au nom du grand-duc, qu'elle pria de revenir. Léopold II se fit précéder d'une armée de 18 000 Autrichiens qui occupa Florence et Livourne (15-22 mai) et lui permit de suspendre le statut, contrairement à ses promesses, et d'emprisonner les principaux chefs du parti démocratique. La restauration s'était donc accomplie en Toscane, grâce à une perfidie, mais sans effusion de sang.

La réaction à Rome. — Il n'en fut pas de même à Rome. Tout contribuait en effet à rendre longue et sanglante la lutte qu'allaient livrer les défenseurs et les adversaires de la jeune république. D'une part c'était à Rome que s'étaient réfugiés les chefs ou les défenseurs du parti démocratique italien, chassés de leur patrie par la réaction. On avait vu successivement y

accourir Mazzini, qui n'avait joué qu'un rôle restreint dans les événements de 1848 et qui trouvait pour la première fois un champ d'action favorable à ses idées; Garibaldi, jeune général génois que de brillants combats contre l'Autriche avaient rendu populaire; enfin une foule de volontaires, toscans, génois ou siciliens qui venaient défendre à Rome le dernier boulevard de l'indépendance. Les proscrits entretenaient l'enthousiasme du peuple et stimulaient le zèle de la Constituante, qui sur leurs instances, ordonnait de sérieux préparatifs de défense et délégua le pouvoir exécutif à un triumvirat composé de Mazzini, Saffi et Armellini.

D'autre part, Pie IX ne restait pas inactif et trouvait sans peine des alliés. Dès le 18 février il s'était adressé aux puissances catholiques pour leur demander leur concours contre la république. La France, l'Autriche, l'Espagne et le royaume de Naples répondirent à son appel, mais ne purent s'entendre, à la conférence de Gaëte (mars-avril 1849), sur les conditions de l'intervention. Comme l'Autriche semblait décidée à agir seule, Louis-Napoléon, Président de la République française depuis décembre 1848, résolut de brusquer les choses et de la devancer à Rome, afin de ne pas lui permettre d'acquérir une influence prépondérante dans le centre de l'Italie. Après avoir obtenu un vote favorable de l'Assemblée constituante, il envoya un corps de 7 000 hommes, sous Oudinot, débarquer à Cività-Vecchia (25 avril). Cette petite armée avait une mission assez mal définie : elle devait « se trouver présente aux événements dans le double intérêt de l'influence française et de la liberté qui pourrait courir des dangers ». Quand elle se présenta devant les murs de Rome, où elle comptait être reçue en libératrice, elle fut attaquée et battue (30 avril) et dut conclure une suspension d'armes.

La république romaine avait marqué nettement son intention de repousser par la force toute tentative d'intervention. Elle vit aussitôt ses frontières envahies : au nord par les Autrichiens, qui s'emparèrent de Bologne (8 mai); au sud par les Napolitains, que Garibaldi put arrêter et battre à Velletri (19 mai); à l'ouest par les Espagnols, qui débarquèrent à Terracine. Enfin le général Oudinot, sur l'ordre de Louis-Napoléon soutenu par la

nouvelle Assemblée législative, reprit les hostilités (3 juin) et se disposa à investir Rome, à la tête de 30 000 hommes. Il commença les travaux de siège le 4, le bombardement le 13 et s'empara le 30 d'une partie des murs. La défense était désormais impossible, et Garibaldi, qui commandait l'armée, sortit de Rome avec 5 000 volontaires pour continuer la lutte dans les Apennins (2 juillet). L'Assemblée constituante, reculant devant une guerre des rues, reçut la démission de Mazzini, laissa à la municipalité le soin de traiter avec l'ennemi et se sépara lors de l'entrée des troupes françaises, en promulguant, comme suprême protestation, la constitution républicaine qu'elle avait élaborée pendant le siège. Le 14 juillet, le général Oudinot proclamait la restauration de la souveraineté temporelle du pape. Garibaldi, traqué de tous côtés par les troupes autrichiennes, réussissait à leur échapper et à s'embarquer pour Gênes.

Chute de Venise. — Le drapeau de l'indépendance italienne ne flottait plus que sur les murs de Venise. Les habitants de cette ville, bloqués depuis le mois de septembre 1848, allaient donner à l'Italie un admirable exemple d'héroïsme, de concorde et d'union. Quand la nouvelle de Novare leur eut enlevé tout espoir d'être secourus, l'Assemblée nationale publia ce simple décret : « Venise résistera à tout prix; Manin est investi de pouvoirs illimités ». Elle fit un emprunt forcé, et confia le commandement de ses volontaires au Napolitain Ulloa; à l'investissement succéda le bombardement, quand les Autrichiens se furent emparés du fort de Malghera sur la Terre-Ferme (26 mars); au bombardement s'ajoutèrent bientôt la famine et le choléra. Quand la ville n'eut plus que pour dix-huit jours de vivres, Manin comprit que l'heure était venue, laissa la municipalité négocier la capitulation avec le général Gorzkowski, déposa le pouvoir et s'embarqua pour la France le jour même de l'entrée des Autrichiens à Venise (27 août 1849).

L'Italie républicaine succombait donc comme avait succombé l'Italie monarchique, et les deux partis qui avaient pris successivement la direction des événements s'étaient montrés impuissants à réaliser leur programme : l'un avait trop compté sur les princes, réfractaires à l'idée italienne, l'autre sur le peuple,

inapte encore à se gouverner lui-même; tous deux avaient cru trop facilement que l'Italie pourrait triompher toute seule d'un adversaire aussi redoutable que l'Autriche. De l'expérience tentée ressortaient pourtant des motifs d'espérance en même temps que des leçons. Si le Pape avait trompé l'attente des Giobertistes, un prince s'était rencontré qui s'était fait le soldat et était devenu le martyr de l'indépendance. Si le peuple avait paru dépourvu des qualités politiques que lui attribuaient les Mazziniens, il avait prouvé par son héroïsme, à Milan et à Venise, à Rome et à Palerme, qu'il était accessible au sentiment national, et il avait pour la première fois pris part au mouvement patriotique autrement qu'en spectateur. L'immense effort qu'avait tenté l'Italie en 1848 et en 1849 n'était donc pas resté complètement infructueux; il lui avait donné conscience d'elle-même en prouvant que la cause nationale avait désormais une dynastie pour la représenter et un peuple pour la défendre.

BIBLIOGRAPHIE

Sur l'histoire générale de l'Italie en 1848-1849, consulter outre les ouvrages cités ci-dessus, t. X, p. 590 : *Archivio triennale delle cose d'Italia dall'avvenimento di Pio IX all'abbandono di Venezia*, Capolago, 1850 (important recueil de documents). — **D'Azeglio**, *L'Italie de 1847 à 1865* (lettres publiées par M. E. Rendu), Paris, 1867. — **G. Pepe**, *Les Révolutions et les guerres d'Italie en 1847-48-49*. — **Perrens**, *Deux ans de révolution en Italie*, Paris, 1857. — **Vimercati**, *Histoire de l'Italie en 1848 et en 1849*, Paris, 1852. — **J. Zeller**, *Pie IX et Victor-Emmanuel*, Paris, 1879.

Sur le Piémont. — **Balleydier**, *Turin et Charles-Albert*. — **Costa de Beauregard**, *Les dernières années du roi Charles-Albert*, Paris, 1890. — **Le Masson**, *Custoza, Novare*, 2 vol., Turin, 1853. — **Della Rocca**, *Autobiografia di un veterano*, 2 vol., Turin, 1867. — **Ulloa**, *Histoire de la guerre de l'indépendance italienne*, Paris, 1859.

Sur la Lombardie. — **Bonfadini**, *Vita di Francesco Arese*, Milan, 1894. — **Massarani**, *Cesare Correnti nella vita e nelle opere*, Rome, 1890. — **Ottolini**, *La rivoluzione lombarda del 1848 e 1849*, Milan, 1887.

Sur Venise. — **Le Masson**, *Venise en 1848 et en 1849*, Turin, 1850. — **Manin**, *Lettere*, 1859.

Sur la Toscane. — **Montanelli**, *Memorie sull'Italia e specialmente sulla Toscana*, 2 vol., Turin, 1853 (trad. fr. par Arnaud, Paris, 1857).

Sur Rome. — **Balleydier**, *Histoire de la Révolution de Rome*, Paris, 2 vol., 1850. — **Garibaldi**, *Autobiography* (en anglais), 3 vol., 1887.

Sur les Deux-Siciles. — **Massari**, *I casi di Napoli dal 29 gennaio 1848 in poi*. — **Le Masson**, *Naples en 1848 et en 1849*.

CHAPITRE III

REVOLUTION ET RÉACTION EN ALLEMAGNE

(1848-1852)

SINKING

Effondrement de l'ancien régime. — A la nouvelle des événements de Paris, les journaux officieux en Allemagne essayèrent tout d'abord de réveiller le chauvinisme germanique et de détourner contre la France l'agitation qu'ils prévoyaient. « Dans le cas, écrivait la *Gazette universelle* de Prusse, où nos frontières seraient menacées par de nouvelles convoitises, peut-être dissimulées sous le prétexte d'assurer le bonheur des autres peuples en leur imposant les théories françaises, que l'Allemagne soit debout, prête à repousser toutes les attaques, même par les armes si c'est nécessaire! » Ces exhortations firent long feu; avant même les circulaires de Lamartine, personne ne soupçonnait le Gouvernement provisoire de vouloir reprendre la politique belliqueuse de la Convention : comme les diverses classes sociales, les nations semblaient vouloir se confondre dans un enthousiasme bruyant et un optimisme tumultueux. La conviction que l'ancien ordre de choses ne pouvait se maintenir était d'ailleurs si générale que les plus intéressés à sa durée renoncèrent à le défendre, et la révolution s'étendit sans effort, presque sans lutte.

Le 27 février 1848, les libéraux réunis à Offenbourg et à Mannheim résolurent de présenter à la Diète de Carlsruhe une

pétition qui résumait leurs griefs et leurs désirs : liberté religieuse, abolition du régime féodal et réforme financière, jury, responsabilité ministérielle, garde nationale, suppression des lois d'exception, liberté de la presse, établissement d'un parlement populaire à Francfort. Le grand-duc Léopold s'était compromis en soutenant le ministre Blittersdorf, et, bien que la politique modérée du nouveau ministre Beck eût quelque peu apaisé les colères, l'opinion publique était peu favorable au gouvernement; dans les districts les plus voisins de la France ou de la Suisse, les radicaux étaient nombreux; l'armée était médiocre et peu sûre, l'administration divisée et déconcertée. Quelques discours véhéments appuyés par les cris d'une poignée de manifestants entraînèrent la Chambre; le grand-duc appela aux affaires les chefs de la gauche et se déclara prêt à donner satisfaction aux désirs populaires. Dans la Hesse-Darmstadt, Louis II nomma président du ministère Henri de Gagern, que le parti constitutionnel allemand considérait volontiers comme son chef. En Bavière, où les esprits étaient encore fort excités à la suite des épisodes provoqués par la chute du ministère catholique et l'influence de Lola Montez, Louis I^{er} essaya d'apaiser l'agitation en appelant au pouvoir les chefs de l'opposition; puis, désespéré de voir l'autorité glisser peu à peu de ses mains, il abdiqua en faveur de son fils Maximilien II (19 mars).

Dans la Hesse-Électorale, le Nassau, le Wurtemberg, la Saxe, à Hambourg, à Brême, les gouvernements, après quelques timides velléités de résistance, cédèrent à la pression populaire. Le courant parut irrésistible, parce qu'il ne rencontra nulle part d'obstacle sérieux : les fonctionnaires pactisaient ou conspiraient avec l'émeute, « les souverains attristaient jusqu'à leurs ennemis par leurs défaillances » ; en quelques semaines, le pouvoir se trouva partout aux mains des chefs de la gauche, Pfitzer, Römer, Hergenbahn, Wippermann, Stüve, Pfordten; et tel était le découragement de leurs adversaires qu'ils semblèrent libres d'exécuter tout leur programme. Une ivresse idyllique gagna les cerveaux les plus solides. Il n'était pas de pays et de bourgade qui n'eût ses griefs et ses désordres, ses manifestations dramatiques ou grotesques : « On nous a déjà demandé

impérieusement tout ce qu'on peut demander, écrivait le 15 mars le duc Ernest de Saxe-Cobourg, jusqu'à la santé et au don de longue vie ». Trop longtemps comprimés, les instincts d'indépendance se déchaînaient avec une exubérance en général plus bruyante que redoutable, mais qui, en se prolongeant, risquait de dégénérer en guerre civile et de provoquer un retour offensif de la réaction, bientôt remise de sa panique. Pour empêcher que l'« année folle » ne devint l'année sanglante, quelques chefs prirent la direction du mouvement : ils tentèrent de donner à tout cet enthousiasme sans emploi un objet, et une discipline à ces bandes de volontaires.

Le mouvement unitaire. — Pour assurer leurs conquêtes, les vainqueurs sentirent la nécessité de se rapprocher ; l'unité de l'Allemagne leur parut la condition de sa liberté. Metternich avait fait de la Diète de Francfort l'instrument de la réaction ; depuis un quart de siècle, c'est à elle qu'allaient les rancunes et les rancœurs ; il fallait qu'elle disparût ; le moment était venu de déblayer le sol de ce débris du passé qui arrêlait le progrès social, économique, politique et moral. Les classes pauvres, aigries par les misères des dernières années, avaient surtout salué dans la révolution l'espoir d'une vie moins dure ; dès le lendemain du combat, elles se divisèrent. Les souverains et les nobles, très émus de l'agitation rurale, se hâtèrent de désarmer leurs paysans par des concessions dont ceux-ci furent en général satisfaits. Les ouvriers des villes étaient encore relativement fort peu nombreux, la plupart soumis à l'influence des patrons ; la grande industrie naissait à peine ; le parti socialiste n'avait ni chefs ni programme. La direction revint ainsi tout naturellement à la classe moyenne et surtout aux professeurs, aux écrivains, aux étudiants, qui lui imprimèrent son caractère particulier. Depuis la crise de 1840, les désirs d'unité, un moment oubliés, avaient pris une vigueur nouvelle ; la liberté essentielle, primordiale, que réclamait l'Allemagne, c'était le droit de régler ses destinées, de disposer de ses forces ; de toutes les servitudes, celle qu'elle ressentait avec le plus d'amertume, c'était l'anarchie gouvernementale qui paralysait son action en face de l'étranger. Sur ce terrain aussi,

le mouvement fut servi par les hésitations et la faiblesse des pouvoirs constitués, et le premier élan fut si universel et si puissant qu'il faillit emporter toutes les résistances.

Le 5 mars, cinquante et un représentants du parti libéral se réunirent à Heidelberg et chargèrent une commission de sept membres de convoquer à Francfort un « parlement préparatoire » (*Vorparlament*). La Diète, brusquement tirée de sa torpeur, reconnaissait la légitimité de ces revendications en invitant les gouvernements à déléguer auprès d'elle des représentants qui prépareraient une nouvelle constitution ; le roi de Prusse acceptait la pensée d'une réforme fédérale et envoyait à Vienne un de ses confidents les plus aimés, Radowitz, pour en fixer les bases ; Gagern et les libéraux modérés essayaient de s'entendre avec lui. Leurs projets furent déjoués par les événements de Berlin.

Le 18 et le 19 mars à Berlin. — Les fantaisies politiques de Frédéric-Guillaume IV et ses concessions incomplètes et lentes avaient peu à peu affaibli le pouvoir et mécontenté la population ; les incidents de Paris et de l'Allemagne méridionale eurent presque aussitôt leur contre-coup dans les provinces rhénanes, en Silésie et en Saxe ; à Berlin, dans les premiers jours de mars, quelques réunions publiques s'organisèrent ; on pérorait sous les Tilleuls et au *Thiergarten* ; l'émotion, très superficielle, aurait été facilement calmée ou maintenue. Mais le pouvoir était désorganisé par des divisions intestines ; le ministre Bodelschwingh demandait des réformes rapides ; le roi hésitait, partagé entre sa haine pour la révolution et le désir de s'attirer les sympathies de l'Allemagne. Pendant qu'on discutait, les meneurs prenaient confiance ; la crise économique jetait sur le pavé des milliers d'ouvriers, les manifestations devenaient plus tumultueuses ; la police était débordée ; l'armée, à qui on avait eu recours, s'énervait ; quelques victimes tombèrent. Le roi, plein de confiance dans sa popularité, conçut à peine quelque alarme quand il apprit que Metternich avait abandonné le pouvoir (13 mars) et que la révolution était maîtresse de Vienne. Même alors, pourtant, il ajourna ses résolutions. Le 18 mars seulement, il se décida à

promettre la convocation immédiate de la Diète, l'établissement d'un régime constitutionnel, et annonça l'intention de prendre en mains la réforme fédérale.

La foule, rassemblée devant le château, accueillit par des acclamations la proclamation royale; mais, peu à peu, de nouveaux manifestants apparurent, sombres, hostiles; les applaudissements se changèrent en huées; au milieu du désordre, deux coups de feu partirent des rangs des soldats. Il y a une mode pour les révolutions : la foule se dispersa dans les rues en criant vengeance, pilla les boutiques d'armuriers, éleva des barricades; un combat sanglant s'engagea.

Malgré la résistance acharnée des insurgés, les troupes gagnaient peu à peu du terrain et, si le combat avait repris le lendemain, leur victoire n'était guère douteuse. Mais la conscience du roi était inquiète et ses nerfs troublés; autour de lui, la confusion était extrême; il adressa un « appel à ses chers Berlinoises », s'engagea à faire retirer les troupes dès que les barricades auraient été évacuées; puis il consentit à ce que les soldats abandonnassent les premiers leurs postes de combat. Soit que l'ordre du roi eût été mal compris, soit qu'il ait paru impossible de maintenir en face du peuple les régiments ébranlés par le combat et la retraite, le général de Prittwitz les ramena d'abord dans leurs casernes, puis évacua la ville. Berlin était aux mains de la révolution. Le représentant de la République française, M. de Circourt, s'est vanté depuis d'avoir sauvé à ce moment la dynastie des Hohenzollern en refusant tout encouragement aux radicaux. Un mouvement républicain n'aurait eu en réalité aucune chance de succès. L'insurrection, quoi qu'en ait pensé le roi lui-même, était née beaucoup moins d'un complot longuement médité que de l'échauffement progressif des esprits; les vainqueurs ne songèrent pas un instant à renverser la monarchie; ils se contentèrent de l'humilier. Les cadavres des victimes furent portés dans la cour du château, puis la foule appela le roi avec des cris furieux; il parut au balcon, blême, ayant à son bras la reine Élisabeth, malade, livide, et salua les corps.

Le nouveau ministère déclara que le roi allait se mettre à la

tête du mouvement allemand. Le 21 mars, le roi, entouré de princes, de généraux, de ministres, parcourut la ville, portant le brassard tricolore (noir, rouge et or) : « Je prends à l'heure du danger la direction suprême, dit-il dans une proclamation célèbre. Mon peuple ne m'abandonnera pas et l'Allemagne s'unira à moi avec confiance ; à partir d'aujourd'hui la Prusse se confond avec l'Allemagne. » L'effet de cette manifestation ne fut pas heureux. L'Autriche, qui, malgré les difficultés où elle se débattait, n'abandonnait aucune de ses traditions, vit dans les déclarations du roi une menace d'usurpation et se hâta de réserver ses droits. Dans l'Allemagne de l'Ouest et du Sud, l'antipathie très vive des populations contre la Prusse avait été réveillée par la catastrophe de mars ; la presse radicale, très habilement inspirée par la diplomatie autrichienne, se déclina contre le « roi mitraille ». Tout l'effort de Gagern et des unitaires libéraux allait se briser contre ces résistances : ils avaient raison sur le fond des choses, et l'unité allemande ne pouvait se faire que par une union étroite avec la Prusse ; seulement, ni le roi n'était disposé à accepter la couronne qu'ils lui réservaient, ni les peuples ne voulaient du chef qu'ils lui indiquaient. Pour le moment, ils ajournèrent les solutions décisives, et leurs lenteurs, qu'ils n'étaient pas libres d'éviter, laissèrent à l'Autriche le temps de se relever, en même temps que la force de la révolution s'usait rapidement.

Le parlement de Francfort. — Le parlement préparatoire s'était réuni à Francfort le 31 mars, au milieu des acclamations d'une foule enthousiaste. Ses pouvoirs réguliers étaient nuls, sa composition bizarre : l'Autriche n'y était pas représentée, les Allemands du Sud, Badois et Hessois surtout, y avaient la majorité ; en réalité, ce n'était qu'une réunion publique de qualité supérieure. Ses résolutions n'en furent pas moins acceptées sans protestation. Elle ordonna la convocation d'une Assemblée constituante, élue au suffrage universel par toutes les provinces qui avaient fait partie de l'ancienne Confédération, et de plus par le Schleswig, la Prusse royale et la partie allemande de Posen. Les radicaux avaient demandé à l'Assemblée de se déclarer permanente et de saisir l'autorité : battus,

ils en appelèrent aux armes. Struve et Hecker essayèrent de soulever le grand-duché de Bade; aussitôt les troupes bavaïses et hessoises accoururent au secours de Léopold; dans le combat qui s'engagea à Kandern, le général badois Gagern fut tué, mais les insurgés furent facilement dispersés (20 avril); Fribourg, qu'ils avaient occupé, fut enlevé; le poète Herwegh, qui amenait quelques centaines de combattants italiens, polonais, français, hongrois, se heurta, à Dossenbach, aux Wurtembergeois et perdit la moitié de ses volontaires; en dix jours, l'ordre fut rétabli dans tout le pays. L'insurrection qui, vers la même époque, avait éclaté dans le grand-duché de Posen avait eu pour cause les haines qui ont si souvent mis aux prises dans ces marches orientales les Slaves et les Germains; malgré leur héroïsme, les bandes de Mieroslawski ne résistèrent pas longtemps aux forces trop supérieures de Pfuël (29 avril-13 mai). Ces échauffourées eurent des conséquences graves : elles rendirent à la réaction quelque confiance, accrurent les inquiétudes de la partie la plus modérée de la bourgeoisie, atteinte déjà dans ses intérêts et effrayée des revendications ouvrières; elles révélèrent et aigrirent les divisions qui minaient le parti libéral.

Ces résultats n'apparurent pas sur-le-champ. Sauf en Bohême, où Palatsky dans une lettre admirable protesta contre les projets d'usurpation des pangermanistes qui prétendaient rattacher à l'Allemagne un royaume séparé d'elle par son histoire et la volonté de sa population, et où les districts tchèques refusèrent d'envoyer des représentants au parlement de Francfort, les élections se firent sans opposition : le 18 mai, l'Assemblée tint sa première séance dans l'église Saint-Paul. Pendant plusieurs mois, la confusion y fut extrême; pas de partis organisés, de chefs reconnus, de programme précis; les professeurs, extrêmement nombreux, apportaient volontiers à la tribune leurs habitudes de discussion doctrinale et pédantesque et ne résistaient pas facilement à la tentation de placer un discours. Ils formaient le noyau du groupe le plus important, le centre droit, que l'on appelait, du lieu de ses réunions, le parti du Casino; leur libéralisme sincère avait des exigences assez modestes et ils étaient prêts à bien des sacrifices pour s'assurer

le concours de la Prusse; comme pourtant ils ne disposaient pas à eux seuls de la majorité, en face des Autrichiens, des ultramontains et de l'extrême-gauche, qu'unissaient des haines communes, ils étaient obligés d'acheter l'appui du centre gauche par des concessions qui leur aliénèrent vite les sympathies flottantes de Frédéric-Guillaume IV.

Gagern, le chef des unitaires constitutionnels et le président du parlement, revendiqua nettement pour l'Assemblée une autorité souveraine : « Nous avons à faire une constitution pour l'Allemagne, pour l'empire entier : nos titres, nos pleins pouvoirs, nous les trouvons dans la volonté du peuple ». Hautaines déclarations qui ne répondaient ni aux sentiments intimes de l'orateur ni à la réalité des choses. En attendant le vote d'une constitution définitive, on organisa un gouvernement exécutif provisoire et, sur la proposition de Gagern, on élut Vicaire impérial, administrateur de l'empire, le frère du dernier empereur d'Autriche François I^{er}, l'archiduc Jean (29 juin). Le nouveau Vicaire était un homme heureux; désigné à l'Assemblée par un de ces phénomènes étranges de popularité spontanée qui ne reposent sur aucune raison sérieuse, il cachait sous une rondeur bonhomme beaucoup de finesse et de calcul; il s'appliqua à tirer pour lui-même ou sa maison le meilleur parti possible de la situation où l'avait poussé une fortune imprévue; très bien servi par son ministre, Schmerling, il regardait comme sa principale mission de déjouer les complots de la Prusse, et il n'était pas aisé de le déloger d'un poste où l'avait appelé l'inexplicable imprudence des partisans de Frédéric-Guillaume.

Comme d'ailleurs la majorité, pour le moment, n'aurait pas accepté les projets du centre droit, on ajourna les questions sérieuses et on se mit à discuter les *droits fondamentaux*, qui devaient former comme la préface de la constitution. Le thème était vaste, les orateurs passèrent en revue toutes les questions politiques, religieuses, sociales, économiques; il n'y avait pas de raison pour que cela ne durât pas plusieurs années. Pendant que les orateurs de Francfort s'abandonnaient à leur faconde, l'enthousiasme révolutionnaire autour d'eux commençait à tomber; les journées de juin avaient provoqué une sorte de

terreur chez tous les capitalistes, et l'écrasement des socialistes français relevait le courage des réactionnaires; les princes, revenus de leur surprise, cherchaient un appui dans les préjugés particularistes. Le parlement de Francfort ne représentait qu'un pouvoir d'opinion, et sa puissance s'effondrait à mesure que le peuple s'éloignait de lui ou qu'une raison plus froide succédait à l'ivresse des premiers jours. Il ne disposait d'aucune force matérielle, n'avait ni finances ni armée : quand il ordonna aux régiments des divers États de prêter serment au Vicaire impérial et d'arborer la cocarde tricolore, ni l'Autriche ni la Prusse ne lui obéirent. Son impuissance apparut nettement dans la question des Duchés.

L'agitation provoquée dans le Schleswig et le Holstein par les lettres patentes de Christian VIII s'était encore accrue quand le roi de Danemark avait appelé au ministère le parti de l'Eider, qui voulait rattacher plus étroitement le Schleswig à la couronne. Les unitaires allemands, convaincus dès lors en majorité qu'ils devraient se séparer de l'Autriche, cherchaient une compensation sur la Baltique; impuissants à absorber le Danemark, ils entendaient au moins le démembrer en resserrant les liens qui rattachaient entre eux les deux Duchés. Aussi, quand, sur le refus de Frédéric VII d'accorder au Schleswig et au Holstein une constitution commune, un gouvernement provisoire se fut constitué à Rendsbourg, l'opinion publique allemande se prononça avec passion en faveur des insurgés. Le parlement de Francfort accueillit les députés élus dans le Schleswig, et le ministère prussien décida Frédéric-Guillaume à faire entrer une armée dans les Duchés. Wrangel repoussa devant lui les Danois et occupa le Jutland méridional. Ses succès furent bientôt arrêtés par l'attitude de la Suède et l'intervention de l'Angleterre et surtout de la Russie. Nicolas I^{er} ne pouvait abandonner la Baltique à la Prusse, et Frédéric-Guillaume IV avait trop besoin de sa bienveillance pour ne pas tenir compte de ses observations; il n'avait lui-même que des sympathies mitigées pour les rebelles, dans lesquels il voyait surtout des révolutionnaires; il prêta une oreille favorable aux doléances des négociants prussiens à qui la guerre maritime infligeait des pertes graves, et accepta la

trêve de Malmö qui suspendait pour sept mois les hostilités (26 août 1848).

Les conditions de l'armistice, qui semblaient annoncer l'abandon des insurgés et la perte définitive du Schleswig pour l'Allemagne, provoquèrent dans le parlement de Francfort une indignation générale. Aux rancunes nationales se joignait le sentiment que l'existence même de l'Assemblée était en jeu. La Prusse avait dépassé ses pouvoirs, signé sans l'aveu du parlement un traité qui intéressait l'Allemagne entière. Dahlmann, qui avait fait de la défense de la nationalité germanique dans les Duchés le but de sa vie, demanda à l'Assemblée de ne pas ratifier l'armistice. Il fut abandonné par ses amis du centre qui redoutaient une rupture avec la Prusse, mais soutenu par la gauche, qui défendait le principe de la souveraineté populaire; le Vicaire impérial voyait sans tristesse un conflit qui diminuait l'influence de Frédéric-Guillaume IV. Dix-sept voix de majorité acceptèrent la proposition de Dahlmann, et il fut chargé de former un ministère. La coalition, qui avait emporté le vote, était composée d'éléments trop hétérogènes pour constituer un gouvernement; après trois jours de négociations inutiles, Dahlmann renonça à sa mission; Schmerling reprit le pouvoir et obtint de l'Assemblée la ratification de l'armistice (16 septembre). C'était un échec grave pour le parlement, sa faiblesse réelle avait éclaté à tous les yeux; les républicains essayèrent de profiter de son discrédit pour saisir le pouvoir et coururent aux armes.

Le ministère avait pris ses précautions : les émeutiers se heurtèrent à des troupes prussiennes et autrichiennes, accourues des garnisons voisines, et, après un combat de quelques heures, ils furent obligés de faire leur soumission (18 septembre). Les républicains badois, qui se préparaient à soutenir le mouvement, furent déconcertés par cette prompte défaite; ils réussirent à enlever Lörrach et s'avancèrent par la Forêt-Noire vers la vallée du Rhin; mais ils furent rapidement dispersés par le général Hoffmann à Staufen. Les troubles qui se produisirent dans quelques villes du centre ou de l'ouest furent réprimés plus facilement encore. Il était manifeste que le parti révolutionnaire perdait du terrain; les réactionnaires, qui pendant les derniers

mois avaient commencé à s'organiser, prirent l'offensive. Négli-geant pour le moment le parlement de Francfort, qui poursuivait avec une lassitude mélancolique ses discussions académiques, ils s'attachèrent d'abord à restaurer le pouvoir en Autriche et en Prusse; dès qu'ils seraient les maîtres de Berlin et de Vienne, Francfort serait à leur merci.

La révolution en Prusse. — L'Assemblée constituante qui s'était réunie en Prusse au mois de mai était en grande majorité modérée, et elle eût volontiers suivi la direction du gouvernement s'il avait montré quelque sincérité et quelque vigueur : mais le roi se repentait de ses concessions; il n'avait renoncé à aucune de ses préventions et il était fortifié dans ses haines par le groupe vieux-prussien, « le petit parti, mais puissant », que dirigeait le général de Gerlach et qu'appuyait énergiquement la reine Élisabeth. A la fin de juillet, une réunion de grands propriétaires s'était assemblée à Berlin sous la direction de Bulow-Cummerow pour défendre les droits de la noblesse; ce « parlement des hobereaux » eut son organe dans la *Nouvelle Gazette prussienne*, si célèbre depuis sous le nom de *Gazette de la Croix*; le pays se couvrit de *cercles prussiens*, qui devinrent le centre des rancunes réactionnaires. Stahl était le théoricien du parti; Bismarck, Senft de Pilsach, Kleist-Retzow, le président Louis Gerlach, Stolberg, Wagener, Massow, Niebuhr en furent les membres les plus actifs ou les plus influents. Il s'appuyait sur l'église orthodoxe et sur la Russie. Il se fût volontiers arrangé d'institutions constitutionnelles, à condition que la noblesse occupât une situation prépondérante. Camphausen, Hansemann, Pfuel, qui dirigèrent successivement les affaires, n'avaient pas l'oreille du souverain; ils ne purent présenter à la Chambre aucune des lois qu'elle désirait; leur impuissance fut taxée de trahison, et, devant l'attitude du roi, la majorité chercha un appui dans la démocratie. La bourgeoisie, trompée dans ses espérances, n'opposa de son côté qu'une résistance indécise au parti radical qui, trop faible pour conquérir le pouvoir, était assez fort pour entretenir dans les rues une agitation bruyante.

Le mois de mai et les premières semaines de juin avaient été

marqués par diverses manifestations tumultueuses. Dans la nuit du 15 au 16 juin, quelques milliers d'ouvriers se jetèrent sur l'arsenal dont ils commencèrent le pillage. Les provinces n'étaient pas beaucoup plus calmes. A Schweidnitz, la maladresse et l'insolence du gouverneur provoquèrent des troubles qui aboutirent à un massacre. La Chambre vota un ordre du jour où elle invitait le ministère à rappeler aux officiers qu'ils avaient le devoir de respecter l'ordre constitutionnel nouveau et que, si leur conscience le leur défendait, ils devaient donner leur démission. Le roi fut très vivement froissé de ce qu'il regardait comme une usurpation et une offense, et il admit dès lors la nécessité d'un coup d'État.

La Chambre réclamait le pouvoir constituant, rayait la formule : « Par la grâce de Dieu », appelait à la présidence les chefs de la gauche, von Unruh et Waldeck. L'émotion grandissait dans les rues. Les nouvelles de Vienne, qu'une intrigue venait de livrer à la révolution (octobre) et qu'assiégeaient les armées de Jellacic et de Windischgrätz, portèrent l'agitation à son paroxysme : l'avenir de l'Allemagne entière dépendait du combat engagé en Autriche. Rodbertus et Waldeck invitèrent le gouvernement à défendre par tous les moyens la liberté menacée à Vienne, et la foule se rua sur le théâtre où siégeait la Chambre, pour appuyer leur proposition (31 octobre). Le lendemain, les journaux annonçaient la capitulation de Vienne; la *camarilla* obtint alors de Frédéric-Guillaume qu'il confiât le pouvoir à son oncle le comte de Brandebourg, fils de Frédéric-Guillaume II et de la comtesse Dönhoff. Brandebourg accepta par obéissance : comme son expérience politique était faible, on lui donna Manteuffel pour « cornac ». Manteuffel représentait la tradition bureaucratique; il n'avait aucun goût pour la violence et il réussit à comprimer la révolution sans effusion de sang. La Chambre avait protesté contre la formation du nouveau ministère (2 novembre). Le ministère l'ajourna et la convoqua pour le 27 novembre dans la ville de Brandebourg. La majorité refusa d'obéir, sans oser aller jusqu'à l'insurrection. La *résistance passive* ne pouvait être que ridicule; le peuple, qui avait d'abord fait mine de défendre l'assemblée, se détourna bientôt d'elle.

Wrangel, qui était rentré à Berlin avec les troupes, désarma la garde bourgeoise. Les classes moyennes étaient partagées entre des sentiments contradictoires, le regret de la liberté et la joie d'échapper à l'anarchie. La gauche de la Diète fit mine de reprendre à Brandebourg son petit jeu d'obstruction : elle avait lassé tout le monde. Quand Manteuffel lança le décret de dissolution (5 déc.), il ne surprit et n'indigna personne. Très habilement, il publia une constitution libérale, promulgua une série de lois qui supprimaient les tribunaux d'exception, abolissaient le régime féodal, établissaient le jury; les nobles se croyaient joués, le roi lui-même avait longtemps hésité à signer la charte. Manteuffel les calma : à chaque jour suffit sa peine. En effet, quand la nouvelle Chambre montra quelque velléité d'indépendance, on se débarrassa d'elle (27 avril 1849), et l'on édicta une nouvelle loi électorale, la fameuse « loi des trois classes », qui est encore en vigueur. Dans chaque district, les électeurs primaires étaient distribués en trois groupes dont chacun représentait la même somme d'impôts et élisait le même nombre d'électeurs secondaires; les classes riches étaient ainsi maîtresses de l'élection; comme, de plus, « rien n'est si nécessaire à un peuple libre que le courage d'exprimer publiquement sa conviction », le scrutin était public et oral. La Diète, élue suivant cette loi, fut l'instrument docile du ministère, et la réaction se donna libre carrière. Fatiguée par de longs désordres, l'opinion publique n'était pas exigeante et elle trouvait une consolation dans le maintien apparent des formes parlementaires. Plus perspicace que les féodaux de Vienne, le ministère prussien avait su, sans rien abandonner des droits de la royauté, ménager les scrupules libéraux de l'Allemagne.

Grande et Petite Allemagne. — Sur ces entrefaites le parlement de Francfort avait voté dans ses lignes générales une constitution qui réduisait singulièrement le pouvoir des divers princes et créait un État fédéral assez étroitement centralisé; il se trouvait maintenant en présence des questions capitales qu'il avait jusqu'alors ajournées : à qui remettrait-on le pouvoir central? quelles seraient les provinces comprises dans la nouvelle Allemagne? Le centre droit avoua alors ses desseins : il

voulait confier la direction à la Prusse et, comme il était évident que les Habsbourgs ne se résigneraient pas à subir l'hégémonie de leurs rivaux, il acceptait la nécessité d'exclure l'Autriche du nouvel État fédéral, sauf à rattacher les deux pays par une alliance internationale perpétuelle. Ce plan, parfaitement raisonnable en principe, présentait de frappantes analogies avec celui qui a été exécuté par M. de Bismarck ; il en différait cependant parce qu'il attribuait en fait plus encore qu'en droit l'hégémonie morale à l'Allemagne de l'Ouest et du Sud et imposait ainsi à la Prusse des sacrifices que ni son roi ni son peuple n'étaient disposés à subir. Le centre droit, de son côté, n'était pas libre de réduire ses exigences parce qu'il eût été abandonné par les groupes libéraux dont l'appoint lui était indispensable à Francfort. Sans se dissimuler les difficultés de la situation, il comprit qu'il ne lui était plus possible de reculer davantage, sous peine de sombrer dans le ridicule ; d'ailleurs l'attitude nouvelle de l'Autriche ne lui permettait pas de nouveaux délais.

Pendant tout l'été de 1848, la cour de Vienne avait été détournée des affaires d'Allemagne par les guerres qui avaient mis aux prises les races réunies, mais non fondues, sous le sceptre des Habsbourgs. L'armée cependant était demeurée solide et lui avait ramené la fortune. A la fin de l'année, les difficultés n'avaient certes pas disparu, mais les plus redoutables dangers étaient conjurés : l'Italie était vaincue, l'insurrection hongroise faiblissait et on espérait qu'elle ne résisterait pas longtemps aux forces combinées de Jellacic et de Windischgrätz ; la révolution avait été écrasée à Vienne ; le parlement, transféré à Kremsier, était docile ; enfin, le 2 décembre, l'empereur Ferdinand I^{er} avait abdiqué en faveur de son neveu François-Joseph, libre de tout engagement, jeune, et qui avait dans le prince de Schwarzenberg un guide énergique et audacieux. Schwarzenberg, qui apportait dans la diplomatie les allures d'un officier de cavalerie, n'admettait d'autre réforme fédérale que celle qui transformerait en dictature perpétuelle et incontestée l'influence morale qu'avait peu à peu conquise la politique discrète de Metternich. Ses projets, qu'il ne dissimulait pas, for-

cèrent le centre droit à révéler plus nettement ses intentions : Gagern prit la présidence du ministère à la place de Schmerling et pria l'assemblée de l'autoriser à ouvrir des *négociations diplomatiques* avec l'Autriche pour régler avec elle ses rapports internationaux avec l'Allemagne. La question était ainsi nettement posée : en face du parti prussien ou de la Petite Allemagne se forma le parti de la Grande Allemagne; malgré l'échec définitif du centre droit, il n'en est pas moins évident que les unitaires-prussiens représentaient déjà la grande majorité de l'opinion publique, puisque, à eux seuls, ils suffirent à balancer la coalition des Autrichiens, des particularistes, des ultramontains et des radicaux.

Les premiers votes du parlement de Francfort furent indécis, mais l'attitude de Schwarzenberg, dont les plans se dévoilaient plus clairement à mesure que les nouvelles de Hongrie et d'Italie devenaient plus favorables, ramenèrent au parti de Gagern quelques hésitants. Une fraction de la gauche, satisfaite des résolutions qui, en établissant le suffrage universel et en n'accordant au futur chef de la Confédération que le veto suspensif, donnaient à la constitution un caractère démocratique, se rallia au centre droit. Le 27 mars 1849, l'assemblée par 267 voix contre 263 décida que la direction de l'Allemagne confédérée appartiendrait à un empereur héréditaire, et, le lendemain, 290 voix élurent empereur Frédéric-Guillaume IV. La majorité était faible; mais, pour en apprécier justement l'importance, il faut tenir compte des quelque cent députés autrichiens qui avaient grossi la minorité.

Ruine du parti démocratique. — Le président du parlement, Édouard Simson, partit aussitôt pour Berlin à la tête d'une députation, afin de demander au roi de Prusse d'accepter la couronne et la constitution. Auprès du roi, un parti peu nombreux, assez influent, Bunsen, Radowitz, le pressait d'accueillir favorablement les délégués; le prince de Prusse, le futur empereur Guillaume I^{er}, s'il ne goûtait guère les doctrines démocratiques, était fort sensible aux vastes perspectives qui s'ouvraient pour les Hohenzollern; Manteuffel lui-même aurait désiré un compromis : il s'agissait de mettre la main sur la

couronne impériale, on trouverait bien ensuite quelque moyen pour amener les libéraux à composition. Le roi fut intraitable; il désirait une réforme fédérale, mais il voulait l'accomplir avec le concours de l'Autriche et des souverains : « Je n'ai à dire ni oui ni non, écrivait-il à Bunsen, car vous n'avez rien à m'offrir; c'est une chose à régler avec mes égaux; contre les démocrates, il n'y a de recours que dans les soldats! » Il répondit le 3 avril à Simson que le vote de l'assemblée lui créait un titre dont il savait apprécier la valeur, mais qu'il trahirait la confiance qu'on lui montrait s'il prenait la couronne sans le libre aveu des princes; c'était à ceux-ci d'examiner ensemble la valeur de la constitution et les modifications qu'il était nécessaire d'y apporter. — Le roi n'abandonnait pas l'espoir de réunir l'Allemagne sous la haute direction de la Prusse, mais il repoussait le présent qui l'eût lié aux libéraux.

L'attitude du roi mettait le parlement de Francfort dans la plus fausse des situations, et son autorité, depuis fort longtemps très ébranlée, ne survécut pas à cet échec. Vingt-huit États avaient accepté ses décisions, mais le Hanovre, le Wurtemberg, la Saxe et la Bavière prirent une position nettement hostile. Pour vaincre leurs résistances il n'y avait d'autre espoir que dans l'intervention populaire : le centre refusa de recourir à la révolution; ses membres les plus influents quittèrent l'assemblée, qui ne compta plus bientôt qu'une centaine de députés de l'extrême-gauche. Ils avaient combattu la constitution; maintenant qu'elle était rejetée par les gouvernements, ils en prirent la défense : ce qui était en jeu désormais, c'était le principe de la souveraineté du peuple; victorieux, ils eussent fatalement abouti à la république; leur tort fut de ne pas oser le reconnaître sur-le-champ. Il était déjà bien tard pour engager avec succès la lutte contre la réaction : cependant les forces dont disposait le parti avancé étaient sérieuses.

Ses divers échecs lui avaient prouvé la nécessité de s'organiser. A côté des *communistes* dont le *Nouveau Journal du Rhin* de Karl Marx était l'organe le plus important, et que l'on rencontrait surtout en Saxe, en Silésie, dans la Westphalie et la Prusse rhénane, les démocrates étaient puissants dans le grand-

duché de Bade, le Wurtemberg et la Bavière rhénane : les *cercles de mars* couvraient de leur réseau toute l'Allemagne centrale. Les libéraux modérés, fort irrités contre les gouvernements, n'étaient nulle part disposés à prêter aux souverains un appui bien efficace; dans les petits États, l'armée était peu nombreuse, travaillée par les sociétés secrètes. Avec quelque décision, la gauche de Francfort aurait peut-être rallié à elle la plus grande partie de l'Allemagne en dehors de la Prusse et de l'Autriche. Déjà le roi de Wurtemberg, Guillaume I^{er}, très jaloux de ses prérogatives, pliait devant l'émeute et reconnaissait la constitution; à Munich, Nuremberg, Wurzburg, Mannheim, Heidelberg, Mayence, Darmstadt, etc., l'émeute grondait sourdement; en Prusse même, les démocrates causaient au gouvernement de très sérieuses inquiétudes. Les républicains du parlement hésitèrent, perdirent du temps. Ils transportèrent à Stuttgart le lieu de leurs séances, se laissèrent jouer par le ministre Römer qui dispersa les débris de l'assemblée (18 juin 1849). La révolution, sans chef, se réduisit dès lors à une série d'épisodes isolés.

En Prusse, où des troubles avaient éclaté dans plusieurs endroits, le ministère rétablit aisément l'ordre, et, rassuré sur le danger intérieur, mit ses troupes à la disposition des autres princes. La lutte ne fut sérieuse qu'en Saxe, dans le grand-duché de Bade et la Bavière rhénane. A Dresde, les ministres réactionnaires Beust et Rabenhorst avaient dissous la Diète qui leur avait demandé de reconnaître la constitution; la ville se couvrit de barricades, le roi s'enfuit à Königstein, un comité provisoire prit la direction de la défense : le Russe Bakounine était l'âme de l'insurrection. Il fallut deux jours de combat à la garde prussienne pour reprendre la ville (9 mai); les soldats, excités par leurs officiers, se montrèrent sans pitié.

Dans le grand-duché de Bade, la garnison de Rastatt se souleva (9 mai); son exemple entraîna la plus grande partie de l'armée, et un comité révolutionnaire, dont les principaux membres étaient Brentano, Struve et Fickler, saisit le pouvoir. Au lieu de pousser vivement en avant, il attendit paisiblement l'attaque des Prussiens qui accouraient. Le prince Guillaume,

qui les commandait, soumit d'abord le Palatinat bavarois, puis franchit le Rhin à Germersheim et marcha sur les révoltés que menaçait d'autre part le général Peucker à la tête de régiments venus de la Hesse, du Mecklembourg, du Wurtemberg et du Nassau. Les insurgés, qui disposaient de 25 à 30 000 hommes, de valeur fort inégale, avaient confié le commandement au Polonais Mieroslawski. Battu à Waghäusel et sur les bords de la Murg, les débris de ses troupes se réfugièrent en Suisse; Rastatt capitula (23 juillet). La répression fut terrible et, depuis lors, la dynastie, inquiète des sourdes rancunes qu'elle sentait dans le peuple, chercha son appui au dehors. Le parti démocratique allemand ne s'est pas relevé de son désastre.

L'union prussienne et le parti de Gotha. — Les victoires de l'armée prussienne, sans ajouter beaucoup de gloire à ses drapeaux, avaient grandi la situation de Frédéric-Guillaume IV. Il était apparu comme le restaurateur de l'ordre, le sauveur de la société, et il avait le droit de compter sur la reconnaissance de ceux qu'il avait secourus. Dans une note du 28 avril, il avait invité les princes à une conférence où l'on s'entendrait sur les modifications qu'exigeait la constitution de Francfort; les négociations s'ouvrirent à Berlin le 17 mai : les représentants de l'Autriche, de la Bavière, du Hanovre et de la Saxe y assistaient seuls. L'envoyé autrichien déclara dès la première séance que l'Autriche n'avait rien à faire dans l'union que projetait la Prusse, et se retira; l'ambassadeur bavarois protesta contre la nomination d'un chef fédéral unique. La Saxe et le Hanovre n'avaient pas accueilli avec plus de chaleur les ouvertures de Frédéric-Guillaume; ils étaient moins libres de leurs mouvements, ils firent à mauvais jeu bonne figure, s'appliquèrent seulement à se ménager une porte de retraite; le 26 mai, ils signèrent avec la Prusse une alliance d'un an et invitèrent les autres souverains allemands à adhérer à la nouvelle confédération, dont ils fixèrent les bases : la Prusse aurait avec la présidence la direction exclusive des affaires diplomatiques et militaires; elle serait assistée par un collège de six princes; les propositions du gouvernement seraient présentées à deux Chambres, la Chambre des États formée de 160 délégués

des gouvernements, et la Chambre des députés; le chef fédéral pourrait opposer son veto à toutes les résolutions du parlement. En attendant l'entrée en vigueur de la constitution définitive, l'expédition des affaires communes était remise à un conseil d'administration dont la Prusse avait la présidence; un tribunal arbitral était chargé de régler les conflits qui s'élèveraient entre les confédérés.

Dès le premier jour, il était permis, sans pessimisme, de n'avoir qu'une médiocre confiance dans la réalisation de ces projets compliqués. Le ministre saxon, M. de Beust, qui n'avait aucun goût pour les sacrifices volontaires, s'était réservé le droit de dénoncer l'alliance si la Bavière persistait dans son opposition, et les sentiments de Maximilien II ne laissaient aucun doute sur ce point; la Prusse était trahie d'avance par les alliés qu'elle traînait à sa remorque. L'Autriche ne dissimulait pas son hostilité. M. de Radowitz avait présenté à Schwarzenberg une convention pour régler à l'avenir les rapports entre l'Autriche et les États réunis sous la présidence de la Prusse. Le prince se borna à lui répondre qu'il lui était impossible de signer un traité avec un État fédéral « qui n'existait pas encore, et sur la nature de la constitution duquel on ne pouvait porter par conséquent aucun jugement »; il refusa nettement de déclarer que l'empereur ne ferait aucune opposition au développement de cet État et laisserait les mains libres à la Prusse; il insista sur la nécessité de créer en Allemagne un pouvoir central intérimaire. Le cabinet autrichien avait sur son adversaire une incontestable supériorité : il savait nettement ce qu'il voulait et il ne reculait pas devant les conséquences naturelles de ses actes; il n'entendait pas se laisser bénévolement expulser de l'Allemagne et, pour défendre ses droits, il était prêt à accepter la guerre; maintenant que la démocratie était vaincue, les rois allemands n'hésiteraient pas à le soutenir, et leurs rancunes contre la Prusse, plus fortes que leur prudence, les livreraient aux Habsbourgs.

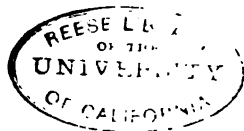
Radowitz, à qui Frédéric-Guillaume venait de confier la direction des affaires allemandes, ne s'alarma pas de ces difficultés. Il avait beaucoup d'imagination et, comme le roi lui-

même, un fonds d'optimisme ; beau parleur, il se grisait de ses arguments et ne désespérait jamais de convaincre ses adversaires ; c'était un esprit faux, qui dissimulait sous des apparences de rigueur mathématique le vague de ses conceptions fumeuses et fuyantes. Il avait pour lui les embarras de l'Autriche. Schwarzenberg, qui faisait volontiers blanc de son épée, eût été quelque peu embarrassé si on eût relevé ses rodomontades. La monarchie avait été fort éprouvée par la récente crise ; le Piémont restait menaçant ; l'insurrection hongroise défiait toutes les attaques et François-Joseph en était réduit à faire appel contre elle aux régiments russes. La fortune qui, pendant ces années, ne se Jassait pas d'offrir ses faveurs à la Prusse, lui fournissait une dernière occasion de mettre la main sur l'Allemagne, lui accordait au moins un dernier répit pour sortir avec honneur et profit de la situation fausse où l'avait engagée l'ambition timorée de son roi.

Les unitaires allemands ne discutaient plus ses conditions. Ils avaient espéré fonder l'unité sur la liberté ; une expérience cruelle avait borné leurs désirs et rabattu leurs prétentions ; pourvu qu'un gouvernement fort assurât à la patrie une situation respectée et redoutée au dehors, ils ne chicanaien pas sur les détails. Chez ces professeurs et ces fonctionnaires, l'idée de l'État était plus forte que celle de la liberté. Les principaux chefs de l'ancien centre droit, Gagern, Dahlmann, Mathy, Hergenhahn, convoquèrent leurs amis à Gotha pour délibérer sur l'attitude à adopter en face des propositions de la Prusse. 150 députés répondirent à leur appel. Quelques-uns relevèrent avec amertume les imperfections de la constitution que Frédéric-Guillaume offrait à l'Allemagne, le peu de confiance que méritaient les hommes qui prétendaient constituer l'unité nationale, après avoir tout fait pour entraver dans son œuvre le parlement populaire. — Ces raisons étaient difficiles à réfuter, et Gagern, Beckerath ou Jacques Grimm ne l'essayèrent pas ; ils se bornèrent à plaider les circonstances atténuantes : la situation était grave ; il était fort à craindre que l'on ne retombât purement et simplement dans la même misère politique qu'avant la révolution ; il fallait se hâter, tant que l'Autriche avait encore

les mains liées ; les ministres prussiens, si même leur foi était hésitante, seraient entraînés par les adhésions et prisonniers de leurs conquêtes ; ne pas vouloir accepter l'unité de la main des princes serait commettre la même faute que les princes qui avaient refusé de l'accepter de la main du peuple. — Après des débats passionnés, 130 députés déclarèrent que « convaincus comme auparavant que l'assemblée nationale, quand elle avait voté la constitution du 28 mars, avait agi conformément à la situation que lui créait l'ordre des choses en Allemagne, ils reconnaissaient cependant l'impossibilité de la mettre en vigueur » et ne marchanderaient pas leur concours aux souverains qui essaieraient de réaliser l'unité par d'autres moyens (28 juin). On a depuis lors désigné sous le nom de *parti de Gotha* les unitaires allemands : sans rancune pour la désinvolture avec laquelle la Prusse avait dédaigné leurs offres, ils se livraient à elle pieds et poings liés.

Sans vouloir exagérer l'effet de cette déclaration, il faut reconnaître qu'elle pesa de quelque poids sur la décision des petits princes ; plusieurs d'entre eux avaient depuis longtemps l'habitude de chercher leur inspiration à Berlin, d'autres étaient trop faibles pour résister à l'opinion publique ; quelques-uns enfin ne tenaient guère au pouvoir si fragile et si médiocre qu'ils exerçaient ; les vingt-huit États qui avaient accepté la constitution de Francfort adhérèrent à l'alliance prussienne, qui comprit dès lors l'Allemagne entière moins l'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg, le Luxembourg, la Hesse-Hombourg et le Lichtenstein. Le roi de Prusse ne sut tirer aucun avantage de ce retour de fortune, et l'événement montra bientôt combien la minorité de Gotha avait été clairvoyante quand elle avait refusé de croire à l'énergie et à la sincérité des hommes qui avaient pris en mains la direction de l'Allemagne. L'Autriche ne reconnaissait pas à tous ces souverains le droit de se donner ainsi à la Prusse ; pour la contraindre à renoncer à ses anciens titres, une guerre était nécessaire, et Frédéric-Guillaume reculait avec effroi devant cette perspective, moins encore par timidité et médiocrité d'âme, que parce qu'il y voyait une sorte de fratricide. Il ne tenait guère à son œuvre ; à côté de lui, Gerlach



et les Vieux-Prussiens insistaient sur les embarras et peut-être les dangers qui en résulteraient. N'avait-on pas assez à faire avec la Diète prussienne et convenait-il de se mettre encore sous la surveillance d'une assemblée hétéroclite qui gênerait la politique royale? La médiocre augmentation de forces que l'on tirerait de ces alliances serait plus que compensée par la complication des pouvoirs, les rivalités intestines, les discussions interminables. Leurs arguments répondaient aux secrètes préoccupations du roi qui ne se résignait pourtant pas à renoncer à ses mystiques projets. Il attendait une sorte de miracle qui lui amènerait ses rivaux repentants et soumis; malheureusement l'âme de Schwarzenberg était moins pitoyable et moins tendre que celle des libéraux de Francfort, et la Prusse allait peu à peu être acculée à une impasse d'où elle ne pourrait s'échapper que par une guerre redoutable ou une retraite humiliante.

Dissolution de l'Union. — Tout l'été de 1849 s'écoula sans que le roi secouât son inertie, et ses indécisions achevèrent de ruiner son influence. L'opinion publique avait accueilli avec plus de résignation que d'enthousiasme le pis aller qu'on lui offrait; l'attitude de Frédéric-Guillaume navra les plus optimistes : depuis deux ans, on avait passé par de trop brusques alternatives; maintenant on n'attendait plus rien; puisque aussi bien il fallait en revenir à l'ancien régime, mieux valait encore en finir le plus tôt possible; on n'aspirait plus qu'au repos. Les souverains avaient désormais leurs coudées franches et tous ceux qui n'avaient adhéré à l'alliance que par peur des radicaux ou de la Prusse, s'aperçurent qu'ils avaient tremblé devant des fantômes et s'apprêtèrent à rejeter leurs chaînes.

Frédéric-Guillaume semblait les y inviter. Sa femme était la sœur de l'archiduchesse Sophie, la mère de François-Joseph; elle avait pour son neveu une affection maternelle. Ces liens de famille avaient toujours eu une grande action sur l'âme sensible du roi; dans une entrevue à Pillnitz (sept. 1849), on l'amena facilement à signer un *interim* par lequel la Prusse et l'Autriche prenaient jusqu'au 1^{er} mai 1850 la direction des affaires communes de l'Allemagne. Il n'y avait vu que le moyen de préparer tranquillement une réforme fédérale; l'Autriche, au con-

traire, amorçait ainsi le rétablissement de l'ancienne Diète de Francfort. Les peuples et les princes ne s'y trompèrent pas : le gouvernement de Vienne rompait avec la révolution, ne reconnaissait d'autre base légale que les traités de 1815; les résistances particularistes, qui avaient un moment faibli, devinrent plus acerbes, parce que le succès leur parut plus probable. Quand le conseil d'administration de « l'alliance prussienne » proposa de convoquer les électeurs pour ouvrir enfin le parlement, le Hanovre et la Saxe protestèrent bruyamment, et, comme le conseil passa outre, les deux rois rappelèrent leurs ambassadeurs; ils furent énergiquement soutenus par l'Autriche. Le 27 février 1850, la Saxe signa avec la Bavière et le Wurtemberg le *traité des quatre rois*; le Hanovre n'avait pas adhéré officiellement, mais ses intentions n'étaient pas douteuses : d'après ce traité, la Confédération germanique serait gouvernée par un directoire de sept membres (la Prusse, l'Autriche, les quatre royaumes et les deux Hesses) assisté d'un parlement de 300 députés répartis également entre l'Autriche, la Prusse et le reste de l'Allemagne. L'Autriche accepta aussitôt les propositions de la Bavière et de la Saxe, demanda seulement que toutes ses provinces fussent comprises dans l'Allemagne réorganisée. C'était la ruine définitive des espérances prussiennes. Livrée à la coalition de ses adversaires, elle eût cessé en quelque sorte d'exister comme puissance indépendante; on lui proposait d'user ses forces à soutenir sa rivale.

Le prince Louis-Napoléon, qui cherchait des alliés, avait envoyé à Berlin son confident Persigny pour étudier le terrain et nouer des relations. A demi Allemand, très bien disposé pour un pays où il avait passé une partie de sa jeunesse, il ne voyait aucun inconvénient à ce que la Prusse arrondît son territoire; il lui offrait d'appuyer ses projets moyennant un léger « pourboire », Landau par exemple. Persigny, diplomate improvisé et plus ardent que perspicace, mit dans ses offres quelque indiscretion; elles indignèrent Frédéric-Guillaume. Les souvenirs de la Sainte-Alliance étaient très vifs chez lui, la France était restée à ses yeux l'ennemie héréditaire; la pensée qu'une rupture avec l'Autriche le condamnerait peut-être

à accepter la main que lui tendait le Prince-Président le disposa encore plus à la conciliation. Cependant les provocations de la Bavière et de la Saxe fouettèrent son amour-propre, et Radowitz obtint de lui deux mesures devant lesquelles il avait reculé jusqu'alors.

Depuis plusieurs mois, il marchandait à la Diète prussienne la confirmation définitive de la constitution qu'il avait octroyée au royaume et qu'il trouvait trop entachée de radicalisme. La minorité libérale luttait avec plus de courage que de succès pour sauver quelques-unes des conquêtes de mars; elle avait abandonné successivement la liberté de la presse, le serment des soldats à la Charte, le droit de refuser les impôts déjà existants; le gouvernement avait été autorisé à publier des ordonnances avec force de loi; toutes ces concessions n'avaient pas suffi; le roi exigea la revision de quinze articles; la Diète se soumit encore. Il n'est pas sûr malgré tout qu'elle eût obtenu la récompense de son humilité, sans les événements extérieurs : il était sage, si un conflit s'ouvrait, de ne pas s'aliéner les sympathies populaires au dehors. Frédéric-Guillaume se décida non sans angoisse à prêter serment à la constitution : après tout, la Chambre n'était plus guère autre chose qu'une assemblée consultative, et l'autorité du monarque n'avait rien à craindre de sa vague et lointaine surveillance. La conscience du roi n'en restait pas moins tourmentée et les agitations de son âme se manifestèrent clairement dans son discours : « Moi et ma maison, dit-il, nous voulons servir le Seigneur! Aujourd'hui pour la première et la dernière fois, je me présente devant les députés du pays, non pas couvert par la responsabilité de mes conseillers, mais seul, en personne, comme un homme d'honneur qui veut donner ce qu'il a de plus précieux, sa parole, prononcer un « oui » énergique et réfléchi. La constitution est née dans une année que la fidélité des générations futures voudra effacer de l'histoire de la Prusse à force de larmes, et partout encore elle porte le stigmate de son origine. Amendée comme elle l'est, cependant, je puis la jurer; je le puis, dans l'espoir qu'on me rendra possible de gouverner avec elle, que la fidélité du peuple me soutiendra contre les méchants qui voudraient abriter leur

perversité derrière la liberté accordée par le roi et voir dans cette charte la suppression de la divine providence » (6 février 1850). — C'était un des traits les plus marquants du caractère de Frédéric-Guillaume qu'avec lui rien n'était jamais acquis; ni les conseils ni les événements n'avaient prise sur lui; s'il ajournait quelquefois ses desseins, il ne les abandonnait jamais. Au moment même où il jurait ainsi fidélité à la constitution, il songeait à la modifier encore, et il comptait avec raison sur la docilité lasse de ses sujets et leur complaisance presque inépuisable. Du moins, il avait renoncé à la pensée d'en revenir à l'absolutisme pur et, dans l'état d'affaissement et de désespoir où étaient réduits les libéraux en Allemagne, il leur suffisait que l'avenir ne leur fût pas absolument fermé pour que la Prusse conservât leurs préférences.

En même temps avaient lieu, dans les États groupés sous l'hégémonie prussienne, les élections si longtemps ajournées. Le parlement se réunit à Erfurt le 20 mars. C'est un spectacle à la fois touchant et comique que l'abnégation de ces députés qui, pour décider le souverain de leur choix à les accepter parmi ses sujets, s'efforçaient de prévenir toutes ses fantaisies; la majorité appartenait au parti de Gotha; ils étaient plus royalistes que le roi, et il faut ici prendre le mot à la lettre. On leur avait présenté avec la constitution du 26 mai 1849 certaines modifications rendues nécessaires par la défection de la Saxe et du Hanovre; on substituait le mot d'« Union » à celui de « Confédération »; on réduisait le collège des princes à cinq membres; sur aucun point, ils ne soulevèrent d'objections. Ils s'aperçurent bientôt que leur empressement déplaisait et que leur docilité était taxée de maladresse; le roi désirait qu'ils modifiassent la charte fondamentale : dans quel sens? sur quel point? On leur laissa le soin de le deviner. Radowitz les avertit : trop de zèle risquait de compromettre le succès de l'œuvre, puis se renferma dans un silence d'oracle. La majorité essaya d'un biais, résolut d'accepter d'abord en bloc la constitution — afin de créer un fait accompli, de lier définitivement Frédéric-Guillaume à l'Union, — puis de recommander aux gouvernements l'adoption d'une série d'amendements qui avaient été proposés. Malgré tout, elle ne réussit

pas à satisfaire le roi; elle se sépara tristement, avec le sentiment qu'elle avait été dupe d'une comédie que personne ne prenait au sérieux, le regret d'avoir sacrifié ses convictions à un souverain qui, sans se douter de l'amertume de ces renoncements, avait déjà résolu de s'entendre avec l'Autriche.

Quelques enragés n'abandonnaient pas la partie : le prince Ernest de Saxe-Cobourg, en particulier; il jouait un peu la mouche du coche, très suspect à Élisabeth et au parti de la Croix qui connaissait les faiblesses du roi et sa facilité à se laisser surprendre par son imagination. Pour l'arracher aux « Vieux-Prussiens » qui le chambaient, il lui proposa de réunir autour de lui les princes de l'Union dans un congrès à Gotha. Il y avait là de quoi flatter la fantaisie romantique de Frédéric-Guillaume : au milieu de ce cortège de souverains, il croirait voir revivre l'ère des Hohenstaufen, et on obtiendrait peut-être de lui quelque déclaration irréparable. La reine et la camarilla parèrent le coup; le Congrès eut lieu, mais à Berlin (mai 1850), et perdit dès lors toute son importance. Sous des prétextes plus ou moins spécieux, on ajourna encore la constitution de l'Union; personne ne se faisait plus illusion sur l'avenir qui l'attendait, et la plupart de ses membres ne guettaient plus qu'un prétexte pour reprendre leur place dans la clientèle de l'Autriche. Schwarzenberg avait maintenant ses coudées franches : le 13 août 1849, Görgey avait rendu les armes à Vilagos, et le 27 septembre, la capitulation de Klapka à Komorn avait marqué la fin de l'insurrection hongroise. Venise avait fait sa soumission (août), le parlement de Turin avait ratifié la paix conclue par Victor-Emmanuel (décembre), l'Italie gisait aux pieds de Radetzky. Ces succès rapides avaient quelque peu grisé les hommes d'État de Vienne, et ils entendaient traiter la Prusse comme le Piémont.

La crise. — Avant de donner l'assaut à l'Union, Schwarzenberg s'était occupé de la démanteler : il sollicitait l'abdication du grand-duc de Bade, trop engagé vis-à-vis de la Prusse; appuyait la chevalerie du Mecklembourg contre son souverain, offrait son appui à l'Électeur de Hesse qui n'avait accueilli qu'à son corps défendant les avances de Frédéric-Guillaume et,

depuis longtemps, préparait sa défection ; Guillaume I^{er} de Wurtemberg, sûr d'être soutenu par la Hofburg, dénonçait dans l'unité allemande la plus dangereuse des chimères et dans l'alliance du 26 mai 1849 une tentative de Sonderbund et un suicide de l'Allemagne. Quand les esprits furent préparés, Schwarzenberg démasqua ses batteries, et, le 26 avril 1850, il invita les gouvernements allemands à envoyer leurs ambassadeurs à Francfort pour remplacer la commission intérimaire austro-prussienne dont les pouvoirs expiraient ; en rétablissant ainsi de sa propre autorité l'ancienne Diète fédérale, il adressait à Frédéric-Guillaume un ultimatum menaçant ; si elle ne voulait pas accepter un conflit redoutable, la Prusse n'avait plus d'autre moyen que de reprendre modestement sa place au milieu des confédérés, aigris par ses projets et qui triompheraient insolemment de sa reculade. L'Allemagne se divisa en deux camps : d'un côté les partisans de la Prusse, de l'autre tous ceux qui refusaient de se courber sous son hégémonie.

Le 10 mai 1850, à l'ouverture de la Diète, les quatre royaumes, la Hesse-Hombourg et le Luxembourg étaient seuls représentés ; mais la trahison éclaircit bientôt les rangs des alliés de la Prusse ; les deux Hesses, le Schaumbourg, le Strelitz, envoyèrent leurs délégués à Francfort ; sans se laisser arrêter par les protestations de Frédéric-Guillaume, le président déclara (2 septembre) que la Diète était régulièrement constituée et que tous les membres de la Confédération étaient tenus d'en accepter les résolutions. Le roi releva le gant et nomma Radowitz ministre des Affaires étrangères. Il avait laissé passer le moment où il eût été possible d'obtenir quelques concessions : il s'entêtait maintenant par une sorte de point d'honneur bizarre. Gerlach et Bismarck lui représentaient avec raison qu'il était puéril de s'exposer à une guerre terrible pour retenir dans sa clientèle une douzaine de princes qui ne lui apportaient aucun secours réel et qui, par la force des choses et en dehors de tout traité, étaient nécessairement ses vassaux : le roi n'en disconvenait pas, et il était absolument décidé à ne pas aller jusqu'au bout. Il lui était cependant extrêmement douloureux de renoncer à tous ses desseins, l'ambition chez lui était

d'autant plus tenace qu'il ne s'avouait pas ses convoitises qui prenaient la forme du dévouement à la patrie commune; il ne voyait aucun inconvénient à prolonger ses résistances parce qu'il pensait que Schwarzenberg, comme lui-même, reculerait avec horreur devant une lutte civile; il fermait obstinément les yeux à l'évidence, se refusait à reconnaître que, sous quelque formule qu'il les déguisât, les combinaisons prussiennes ruinaient l'influence de l'Autriche en Allemagne, et il ne se lassait jamais de présenter des plans obscurs et impraticables. On le soupçonnait de mauvaise foi; il est plus exact de dire qu'il se trompait lui-même, qu'il se complaisait dans les situations fausses et les idées vagues, et qu'il ne réussit jamais à mettre d'accord sa conscience et ses cupidités ataviques. L'histoire, malgré les lumières qu'elle a trouvées dans la correspondance du roi ou dans les confidences de quelques-uns de ceux qui l'ont approché de plus près, Bunsen, Gerlach, Reumont, Ranke, se trouble devant cette personnalité mystérieuse et flottante; mais on ne saurait s'étonner qu'il ait exaspéré ses adversaires.

Les cours secondaires poussaient en avant Schwarzenberg; à Munich, à Dresde, Pfordten et Beust nourrissaient de vastes projets; le mot que l'on prête au prince : « Il faut avilir la Prusse, puis la démolir », n'est peut-être pas absolument authentique; du moins il résumait avec une clarté incontestable les désirs des petits souverains; il leur plaisait de faire rentrer dans le rang ce parvenu entre les États qui depuis un siècle les rejetait dans l'ombre, de rayer de l'histoire d'Allemagne l'épisode des Hohenzollern. Des troupes autrichiennes se concentraient en Bohême, Maximilien II renforçait ses effectifs; il eut une entrevue à Bregenz, sur le bord du lac de Constance, avec Guillaume I^{er} et François-Joseph : « Un vieux soldat tel que moi, dit le roi de Wurtemberg, ne fait pas de phrases; il lui suffit de dire qu'il est prêt à suivre les ordres de son Empereur, où que celui-ci l'envoie. » François-Joseph répondit qu'avec de tels camarades, il ne redoutait aucun adversaire (oct. 1850).

En réalité Schwarzenberg n'était pas sans inquiétude. Une trop longue période de paix avait ébranlé l'armée prussienne; l'économie un peu excessive de Frédéric-Guillaume III, la direc-

tion un peu négligente et fantasque de son successeur avaient eu des conséquences fâcheuses : les chefs étaient trop âgés, les cadres trop peu nombreux, les hommes, qui ne faisaient qu'un service de deux ans, n'avaient pas toujours une instruction bien solide. Les défauts de l'organisation militaire, dont les événements de 1848 à 1850 révélèrent seuls la gravité, préoccupaient sérieusement les généraux. Ils n'étaient pas tels cependant que le prince Guillaume de Prusse, qui n'était plus un jeune homme, qui connaissait fort bien les questions militaires et qui n'était pas un enthousiaste, ne crût pas la victoire possible. Il comptait sur le patriotisme de la population très exaltée. La cour de Vienne ne se dissimulait pas qu'il s'agissait de tout autre chose que d'une marche triomphale, telle que l'imaginait Beust. Une partie importante de ses troupes était immobilisée en Italie et elle n'osait pas les rappeler par crainte d'une nouvelle insurrection. Dans les divisions cantonnées en Bohême, les Hongrois étaient nombreux et leur dévouement suspect; le régime de Stadion et de Bach avait irrité toutes les races; le trésor était vide, le crédit nul. Pour que, dans ces conditions, la victoire fût certaine, il fallait à l'Autriche l'appui décidé de la Russie.

L'autorité du tsar Nicolas en Europe, à cette époque, était extraordinaire et très supérieure à sa puissance réelle. Le flot révolutionnaire s'était arrêté impuissant aux limites de son empire, et son prestige avait grandi de toute la faiblesse des autres rois : il avait sauvé l'Autriche; c'est vers lui que se tournaient les prières de tous ceux qu'épouvantait la révolution. Comme il arrive assez souvent, ses sentiments naturels s'étaient exagérés sous l'effet des haines et des espérances qui montaient vers son trône, et ses convictions tournaient en attitude. Il se plaisait à paraître comme le défenseur de la légalité et de l'ordre. Il avait sévèrement jugé les coquetteries de son beau-frère avec la révolution; il avait eu même un moment la pensée de l'arracher par la force aux intrigues des libéraux. Un jour que le général Dohna, qui assistait à des manœuvres en Russie, le félicitait sur la belle condition de ses troupes : « Elles vous plaisent, lui répondit brusquement le tsar; eh bien, je vous les donne; prenez-les, marchez sur Berlin et délivrez le roi. » — Dohna,

un peu gêné, répondit froidement qu'un officier prussien ne marchait que sur les ordres de son souverain. La politique de Radowitz n'avait certes pas calmé la mauvaise humeur qu'inspirait à Nicolas la politique cauteleuse et ondoyante du cabinet de Berlin : mais il y avait loin de cette maussaderie à une rupture ouverte; il avait une réelle affection pour Frédéric-Guillaume. Il était venu à Berlin au mois d'août 1850 et les rapports des deux cours avaient repris, au moins en apparence, leur ancienne cordialité. Le roi lui avait donné une preuve de déférence à laquelle il avait été fort sensible. A l'expiration de l'armistice de Malmö, les hostilités avaient repris dans les Duchés (avril 1849) et les Prussiens avaient refoulé d'abord les Danois dans une série de combats; mais ils s'arrêtèrent à la frontière du Jutland et les insurgés, qui assiégeaient Frédéricia, surpris par les Danois (6 juillet), furent complètement battus. Les puissances européennes intervinrent de nouveau et imposèrent un armistice aux belligérants. Frédéric-Guillaume, après de longues négociations, signa avec le Danemark un traité qui rétablissait le *statu quo ante bellum* (2 juillet 1850); les clauses en étaient équivoques et la Prusse s'était réservé les moyens d'en faire sortir un nouveau conflit. Le tsar, qui désirait avec une véritable passion le rétablissement de l'ordre dans les Duchés, n'en fut pas moins très reconnaissant à Frédéric-Guillaume de la condescendance qu'il lui avait montrée, tandis que les difficultés que souleva la Diète à ce propos lui inspiraient quelque mauvaise humeur.

Schwarzenberg était fort alarmé, et il fit des avances à la Prusse : le pouvoir exécutif dans la Confédération appartiendrait aux deux grandes puissances allemandes; chacune d'elles aurait à tour de rôle la présidence de la Diète; l'Union prussienne, limitée à l'Allemagne du Nord, serait reconnue par l'empereur. — Ces velléités de conciliation ne durèrent pas; dans une entrevue avec Nesselrode à Ischl, Schwarzenberg regagna les bonnes grâces du tsar en adhérant au protocole de Londres (2 août 1850), par lequel la France, l'Angleterre, la Russie et la Suède garantissaient l'intégrité du Danemark, tandis que Frédéric-Guillaume s'aliénait de nouveau bénévolement la Russie.

La Hesse électorale était alors gouvernée par Frédéric-Guillaume I^{er}, que Radowitz comparait à Caligula : c'était une exagération. L'Électeur n'était qu'un petit tyranneau, aigri, misanthrope, taquin et brutal ; son mariage avec la femme divorcée d'un capitaine de réputation douteuse, la comtesse de Schaumbourg, l'avait mis dans une situation fausse dont il souffrait ; ses enfants ne pouvaient lui succéder : il eût voulu du moins les enrichir, mais la constitution soumettait les finances au contrôle sévère de la Diète ; pour s'en affranchir, il préparait un coup d'État quand survint la révolution. Le premier effroi passé, il reprit ses projets et appela au ministère un ambitieux sans scrupules qui, forcé une première fois de quitter le pays, avait cherché fortune en Prusse, Hassenpflug (fév. 1850). Volontairement, Hassenpflug provoqua un conflit avec les États, refusa de leur présenter le budget. Les Hessois sont obstinés et procéduriers ; les libéraux, qui avaient de bonnes raisons pour se défier de leurs princes, avaient fort habilement rédigé la constitution : l'Électeur ordonna aux employés de percevoir les contributions malgré le refus de la Diète ; les tribunaux le leur interdirent et ils obéirent, l'Électeur ordonna l'exécution militaire : 241 officiers donnèrent leur démission. Frédéric-Guillaume courut à Francfort pour y demander le secours de la Confédération contre ses sujets ; sa requête fut aussitôt accueillie et un corps austro-bavarois se disposa à entrer en Hesse. Radowitz protesta bruyamment. La Prusse n'avait pas reconnu la Diète de Francfort, lui contestait par conséquent le droit de prendre des résolutions légales ; surtout était-il possible qu'elle laissât pénétrer une armée autrichienne dans une région que la géographie et l'histoire rattachaient à sa politique, qu'elle permit la marche de bataillons étrangers qui allaient s'établir au cœur de la monarchie entre les provinces rhénanes et la capitale ?

La question du Holstein aigrit encore le débat. Les insurgés, abandonnés officiellement par la Prusse, avaient refusé de se soumettre ; l'article 4 du traité de Berlin permettait au Danemark « de réclamer l'intervention de la Confédération germanique pour rétablir l'exercice de son autorité légitime dans le duché » ; l'Autriche lui avait promis son concours, tandis que

le gouvernement de Berlin, sans oser prendre ouvertement parti pour les rebelles, soulevait des difficultés de forme et de compétence qui leur permettaient de continuer la résistance. Nicolas était fort mécontent; le comte de Brandebourg courut à Varsovie pour essayer de l'apaiser. Sybel, qui dans son *Histoire de la fondation de l'Empire allemand* a pu consulter les archives de Berlin, a prouvé que la légende qui nous représente le ministre comme une victime expiatoire de la faiblesse du roi, mourant de la douleur que lui avait causée l'humiliation de son pays, ne repose sur rien. Brandebourg n'eut aucun sacrifice à faire pour accepter les conditions que lui imposait le tsar. Pas plus que le roi lui-même, il n'avait de sympathie pour les Holsteinois ou les Hessois; il n'attachait aucune importance à l'Union qui ne représentait plus qu'une poignée de principes; il eût jugé absurde de courir les risques d'une guerre, dans les conditions les moins favorables, pour une difficulté de procédure. Il est moins évident, quoi qu'en dise Sybel, qu'il n'y eût pas quelque humiliation à aller prendre ainsi les ordres d'un souverain étranger. Mieux eût valu évidemment s'entendre directement avec Schwarzenberg quelques mois plus tôt. Le tsar n'avait aucune raison d'inimitié personnelle pour Brandebourg, et il est très vraisemblable qu'il chercha à lui adoucir les amertumes de la situation; il ne désirait pas non plus un éclat, mais il fit clairement entendre que si la Prusse continuait à favoriser indirectement les révolutionnaires du Holstein ou de la Hesse, il n'hésiterait pas à soutenir l'Autriche : il exigeait ainsi, en fait, la reconnaissance de la Diète de Francfort et imposait à Frédéric-Guillaume l'abandon de tous ses projets sur l'Allemagne. François-Joseph était venu à Varsovie avec son ministre : sûrs de la bonne volonté de la Russie, ils se montrèrent nettement inflexibles sur tous les points essentiels (28 octobre 1850), et Brandebourg repartit pour Berlin afin de décider ses collègues et le roi aux concessions qu'il jugeait inévitables.

Les esprits y étaient fort animés. Radowitz ne reculait pas devant la pensée d'une rupture; Frédéric-Guillaume cherchait un moyen terme; il voulait sauver les apparences et rejeter

sur ses ministres la responsabilité de résolutions pénibles; même alors, il ne prenait pas très au sérieux les menaces de Schwarzenberg, conservait des illusions sur les sentiments du Tsar et espérait lasser ses adversaires et leur arracher quelques concessions. Cet optimisme impénitent ne pouvait avoir pour effet que de rendre la défaite plus éclatante. Brandebourg n'eut pas de peine à montrer que, puisque l'on était résigné à accepter sur les points essentiels les conditions de l'Autriche, il était absurde de jouer sur une question de forme et de point d'honneur l'existence même de la monarchie. Dans la séance du conseil du 2 novembre, la majorité, malgré l'énergique résistance du prince royal, repoussa la mobilisation et accepta un projet de note à Schwarzenberg, très conciliant : la Prusse abandonnait l'Union et ne s'opposait pas, en principe et sous certaines garanties, à l'exécution fédérale en Hesse. Le roi, avec une correction constitutionnelle qu'on ne lui connaissait guère et qui, dans son esprit, n'excluait pas toute pensée de revirement, s'inclina devant le vote de la majorité. Radowitz donna sa démission et Brandebourg se retira pour rédiger la note; les émotions et les fatigues de ces derniers jours avaient ébranlé sa santé; son état s'aggrava rapidement; le délire commença et il mourut sans avoir repris connaissance (6 nov. 1850).

L'humiliation d'Olmütz. — La mort tragique de Brandebourg accrut l'émotion publique et fit, semble-t-il, quelque impression sur le roi, qui crut y voir un signe céleste et revint à ses velléités belliqueuses. Suivant sa pratique constante, il s'efforçait de reprendre pas à pas le terrain qu'il avait perdu; les troupes prussiennes restaient en Hesse en présence de l'armée fédérale et leur barraient le passage. La rupture ne parut ainsi jamais plus probable qu'au moment où l'on s'était mis d'accord sur la plupart des questions en litige (novembre 1850). Schwarzenberg n'avait accepté qu'à son corps défendant un compromis qui laissait les choses en état et permettait à la Prusse de reprendre ses projets à la première occasion; les ministres des petites cours, Beust surtout, le poussaient vivement en avant; les contradictions du gouvernement de Berlin, qui enguirlandait de protestations amicales et de supplications humbles une obsti-

nation invincible, achevèrent de l'irriter; il était d'ailleurs convaincu qu'au dernier moment Frédéric-Guillaume se déroberait, et il n'avait aucune raison pour le ménager; ses notes devinrent de plus en plus hautes et pressantes et il les appuya par des mouvements de troupes. En présence des armements de l'Autriche et de l'hostilité bruyante de la Bavière et de la Saxe, Manteuffel, qui, après la mort de Brandebourg, avait pris la présidence du conseil, avait ordonné la mobilisation de l'armée, tout en se défendant d'intentions hostiles; Schwarzenberg, qui n'avait en effet aucun doute sur ce point, n'en poussa que plus hardiment sa pointe et somma Frédéric-Guillaume d'ouvrir le passage aux troupes fédérales en Hesse. Grœben, qui y commandait les forces prussiennes, avait reçu les instructions les plus pacifiques, « étant donnée l'extrême considération que le gouvernement doit montrer au gouvernement russe ». Il n'évita pas une petite escarmouche à Bronzell (8 novembre); mais les officiers se hâtèrent d'arrêter le combat, et Manteuffel, très ému, s'empressa de donner à Schwarzenberg des preuves décisives de sa bonne volonté; il déclara aux princes qui étaient restés fidèles à la Prusse qu'elle renonçait à ses projets d'union, exprima ses regrets de l'échauffourée de Bronzell : « La victoire est complète, écrivait l'ambassadeur autrichien à Berlin, Prokesch-Osten; le gouvernement d'ici est dans la situation la plus pénible; le fiasco est si gigantesque que tous les déguisements ne trompent personne. » Pourtant, même alors le roi, en même temps qu'il « priait Schwarzenberg de la façon la plus instante de lui donner la possibilité d'exister devant les Chambres », réservait ses droits et adressait à la Diète de Berlin un message belliqueux : « il ne menaçait personne, mais demandait une organisation de l'Allemagne conforme à la situation de la Prusse dans le monde. » Schwarzenberg, poussé à bout et entraîné par ses alliés, répondit par un ultimatum : l'armée d'exécution ne pouvait suspendre plus longtemps son mouvement; Grœben avait-il reçu l'ordre de lui ouvrir le passage? — Il exigeait une réponse dans les quarante-huit heures. Le roi, mis au pied du mur, ordonna à Manteuffel de demander une entrevue à Schwarzenberg, et comme celui-ci, qui ne voyait avec

raison dans la conférence qu'un nouveau moyen dilatoire, ne montrait aucun empressement à l'accepter et ne se hâtait pas de répondre aux dépêches qui lui arrivaient de Berlin, le ministre prussien, sur l'ordre de son maître, partit à tout hasard pour Olmütz; il y rencontra le prince, qui n'y était venu que malgré lui et sur la volonté formelle de François-Joseph (28 novembre). L'envoyé de Frédéric-Guillaume était en mauvaise posture pour négocier, et les conditions qu'on lui dicta n'étaient pas glorieuses : la Prusse ne faisait aucune opposition à l'exécution fédérale en Hesse, abandonnait la régence insurrectionnelle du Holstein, remettait son armée sur le pied de paix; en échange de ces promesses, elle obtenait que des conférences s'ouvriraient à Dresde pour y discuter la réforme fédérale.

La convention d'Olmütz souleva en Prusse des colères furibondes. « On a enterré la Nouvelle Prusse », écrivait la femme de l'héritier présomptif, la princesse Augusta. « On ne trouverait rien de comparable dans notre histoire, écrivait à Bunsen le comte Pourtalès, ... il y a là quelque chose de si écrasant que je ne trouve pas d'expression pour le traduire. » On parlait couramment d'un nouvel Iéna. « L'échec d'un plan a toujours quelque chose de douloureux, avait dit Manteuffel au parlement de Berlin, mais l'impression n'est pas la même sur les faibles et sur les forts; le fort recule d'un pas, mais ne perd pas le but des yeux et cherche par quel autre moyen il pourra l'atteindre. » Ces consolations lointaines ne persuadèrent pas la majorité, et il fallut ajourner la Chambre.

Le parti vieux-prussien avait pris plus facilement son parti d'un échec qui scellait la défaite de la révolution. « L'armée prussienne, répondait M. de Bismarck aux orateurs qui attaquaient le traité d'Olmütz, n'a pas besoin de faire ses preuves de vaillance; l'honneur de la Prusse ne demande pas, j'en suis convaincu, qu'elle joue les Don Quichotte en Allemagne. » — Quant au roi, il était satisfait d'avoir renoué de bonnes relations avec la cour de Vienne et il persistait à envisager l'avenir avec confiance. Le prince de Schwarzenberg, fort marri d'avoir vu lui échapper une victoire qu'il jugeait certaine, ne ménageait guère ses illusions, et le ton de ses dépêches n'était rien

moins que conciliant : « Toutes les explications officielles que donnent les journaux sont misérables, écrivait-il le 19 décembre ; il n'y a là ni sincérité, ni honnêteté et tout se résume dans vouloir et ne vouloir pas, pouvoir et ne pas pouvoir... Si l'on continue à Berlin à parler divers langages, à dire d'une manière à droite et de l'autre à gauche, on verra bientôt que l'harmonie est purement apparente. » Il relevait vertement les paroles de Manteuffel qui avait cherché à atténuer l'impression produite par le traité d'Olmütz : « L'Autriche, disait-il dans une circulaire à ses agents, qui fut publiée, a voulu prouver qu'il lui répugnait d'user de ses immenses avantages pour humilier la Prusse, mais elle n'a fait aucun sacrifice à sa politique fédérale ni à celle de ses alliés » ; il racontait ensuite le désarroi de la cour de Berlin, les « dépêches affolées » de Manteuffel, son départ précipité pour une conférence qu'il n'était pas sûr d'obtenir : « L'Empereur, mon auguste maître, n'a pas cru pouvoir repousser des demandes si modestement formulées. »

La conférence de Dresde et le retour à l'ancien régime. — Ces insolences étaient maladroites et le caractère impérieux du ministre autrichien ne suffit pas à les expliquer ; il éprouvait le besoin d'étaler sa victoire parce qu'il la sentait incomplète et fragile. La Prusse, obligée de renoncer à ses projets, avait évité une catastrophe et demeurerait assez forte pour contenir ses ennemis ; les petits princes, furieux contre Schwarzenberg à qui ils reprochaient de leur avoir dérobé leur vengeance, avaient bien vite repris leur politique de bascule, et tous leurs desseins n'allaient désormais qu'à rétablir entre les deux grandes puissances un équilibre qui assurait leur indépendance. Dans les conférences de Dresde (23 décembre 1850), ils se rangèrent instinctivement autour d'Alvensleben, l'envoyé prussien, qui demandait le retour pur et simple à l'ancienne Confédération ; Schwarzenberg proposait l'établissement d'un Directoire exécutif dont les pouvoirs auraient été assez étendus et où l'Autriche eût été sûre de la majorité ; il voulait que toutes les provinces de la monarchie fussent admises dans la Confédération, afin d'être couvert par l'Allemagne s'il était attaqué par quelque puissance étrangère. Manteuffel le prit de

haut : la Prusse n'accepterait de semblables réformes que si elle obtenait le partage de la présidence à la Diète de Francfort. Il se sentait soutenu par l'Europe. Le tsar, qui songeait dès lors à attaquer la Turquie et redoutait l'opposition de l'Autriche, ne tenait pas à ce qu'elle fût trop forte en Allemagne; il blâmait sa politique intérieure, la trouvait rebelle à ses conseils et préoccupée de se libérer de la reconnaissance qu'elle lui devait; les puissances occidentales s'étaient émues, et le gouvernement français présentait un Mémoire où, en s'appuyant sur les traités de 1815, il combattait avec une extrême énergie les prétentions de la cour de Vienne; l'Angleterre, où le prince Albert était fort hostile à l'Autriche, n'était pas moins ferme. Schwarzenberg dut bientôt s'avouer qu'il ne réussirait pas à convaincre la majorité et ferma mélancoliquement les conférences : pas plus que le parlement de Francfort ou que la Prusse, il n'avait réussi à transformer la Confédération : les essais d'unification, de quelque côté qu'ils vinssent, avaient échoué devant l'impossibilité de concilier les ambitions rivales, comme devant les résistances particularistes des princes et des peuples et les défiances de l'Europe. Le 13 juin 1851, la Diète fédérale fut complétée par l'entrée du Waldeck, le dernier opposant, et elle reprit régulièrement ses séances.

La Hofburg chercha une revanche sur un autre terrain : le Zollverein expirait le 1^{er} janvier 1854, et elle espérait bien en empêcher le renouvellement; elle demandait, en attendant les transformations intérieures qui permettraient plus tard à l'Autriche d'entrer dans l'Union douanière, à signer avec celle-ci un traité de commerce : à l'avenir aucun changement de tarifs ne pourrait être accepté qu'après entente des deux partis; c'était enlever à la Prusse l'hégémonie qu'elle possédait jusqu'alors dans le Zollverein, et Schwarzenberg avait sur ce point l'appui des cours secondaires, heureuses de secouer une vassalité dont elles apercevaient les périls. La Prusse déjoua fort habilement ces combinaisons en signant un traité d'union avec le *Steuerverein* (Hanovre, Oldenbourg et Schaumbourg-Lippe), de manière à assurer dans tous les cas la libre communication des deux parties de la monarchie. Les États du Sud jetèrent feu

et flamme, tinrent conférences sur conférences, firent mine de se rapprocher de l'Autriche qui leur proposait de conclure une union douanière avec eux. La Prusse assista avec beaucoup de calme à cette levée de boucliers : la dénonciation du Zollverein eût gravement compromis les budgets de tous les petits princes : ils demandèrent à l'Autriche de leur garantir les revenus qu'ils abandonneraient; c'était un sacrifice de 50 000 000 de francs; elle recula. Dans tous les cas, elle ne les eût pas aisément décidés à un changement de front qui eût profondément troublé les intérêts et les habitudes de leurs peuples. La Prusse, par son traité avec le Hanovre, tenait les bouches des grands fleuves de l'Allemagne et les routes du commerce vers le nord et le nord-est; les États de l'intérieur étaient à sa merci. Toute l'habileté et l'énergie de Schwarzenberg n'auraient pas suffi à triompher de ces considérations. Quand il mourut subitement, le 5 avril 1852, son successeur, le comte Buol-Schauenstein, crut prudent de ne pas continuer une querelle d'où il n'avait aucune chance de sortir victorieux, et, le 8 avril 1853, le Zollverein fut renouvelé pour douze ans : il comprenait maintenant 9046 milles carrés et 35 000 000 d'habitants. Si la Prusse, un moment compromise par les fautes de son roi, n'avait pas réussi à grouper l'Allemagne sous son hégémonie, elle sortait en définitive plus forte de la crise; les humiliations subies n'avaient pas ébranlé sa confiance, mais avaient laissé dans les cœurs un ardent désir de revanche en même temps qu'elles avaient attiré l'attention sur la nécessité d'une réforme militaire qui permettrait d'accepter les risques d'une guerre décisive; le parti unitaire s'était convaincu, de son côté, qu'il était impuissant sans son alliance et, pour la mériter, il était prêt à subir toutes ses conditions; la ruine du parti démocratique l'avait débarrassée de rivaux redoutables, en même temps que la pusillanimité des petits souverains et leur despotisme tracassier relâchaient les liens qui rattachaient les peuples aux dynasties locales.

La Diète de Francfort, à peine restaurée, déployait une ardeur fébrile à détruire jusqu'au souvenir de la révolution. Dès le 23 août 1851, elle avait aboli les « droits fondamentaux » et invité « les gouvernements à prendre immédiatement les mesures

nécessaires pour effacer de leurs institutions les dispositions qui ne s'accorderaient pas avec les lois fédérales ou avec le but de la fédération ». Partout les nouvelles constitutions disparurent; les princes qui montraient quelque scrupule à violer les promesses faites à leurs sujets furent menacés d'exécution fédérale et s'inclinèrent avec plus ou moins de bonne grâce; la presse fut muselée, le droit d'association restreint dans des limites étroites; la pression ministérielle assura l'élection de majorités parlementaires dociles. Contre l'esprit nouveau, les gouvernements firent appel à l'Église, signèrent avec Rome des concordats où ils abandonnaient tous les droits de l'État, favorisèrent une orthodoxie tracassière et intolérante. Nulle part la réaction ne s'étala avec plus de violence que dans la Hesse-Cassel, où les habitants furent soumis à un véritable régime de terreur. Ces mesures de compression prouvaient surtout combien avait été profonde l'épouvante des souverains; ils avaient perdu toute confiance dans l'avenir; ils se sentaient à la merci d'un accident, et leurs efforts mêmes pour le prévenir, en détachant d'eux leurs sujets, le rendaient plus inévitable et plus prochain.

BIBLIOGRAPHIE

Documents officiels. — Les grands recueils périodiques, *Annual Register*, *Annuaire historique universel*, *Annuaire des Deux Mondes* (depuis 1850). — *Weil*, *Quellen und Aktenstücke*, 1850. — *Roth et Merck*, *Quellensammlung z. deutschen öffentl. Rechte seit 1848*, 1852. — *Offizieller Bericht über die Verhandlungen z. Gründung eines d. Parl.*, 1848. — *Jucho*, *Verh. d. deutsch. Parl.* (Parlem. préparatoire, Comité des 50), 1848. — *Stenogr. Berichte über die Verhandl. der ersten Konstit. Nationalvers.*, édités par Wigard, 9 vol. 1849. — *Verhandl. des Verfassungsausschusses*, éd. par Droysen, 1849. — *Völderndorff*, *Deutsche Verfassungen u. Verfassungsentwürfe*, 1890. — *Bleich*, *Verhandl. des vereinigten Landtages*, 1848. — *Stenograph. Berichte über die Verhandl. der z. Vereinbarung d. preuss. Staatsverfassung berufenen Vers.*, 1848. — *Rauer*, *Protokolle der Verfassungskommiss.*, 1849. — *Aktenstücke betreffend das Bündnis von 26 Mai und die deutsche Verfassungsangelegenheit*, 2 vol. 1849-1851. — *Stenog. Bericht über die Verhandl. des deutschen Parl. zu Erfurt* (s. d.). — *Der deutsche Fürstenkongress zu Berlin : Aktenstücke und Betrachtungen*, 1850. — *Kurhess. Urkundenbuch*, 1861. — *Aus den Papieren des Ministerpräsid.* — *O. v. Manteuffel* (*Deutsche Revue*, 1883). — *Samwer*, *Die Dresdener Konfer. mit Urkunden*, 1851. — *M. Duncker*, *Vier Wochen auswärtiger Politik, mit Urkunden*, 1851.

Correspondances et Mémoires. — *Ranke*, *Aus dem Briefwechsel Fr.-W. IV und Bunsen*, 1873. (Analyse dans *Saint-René Taillandier*, *Dix ans*

de l'hist. d'Allemagne, 1875.) — **Ranko**, *Biographie de F.-G. IV*, dans *Allgem. deutsche Biogr.* — **Reumont**, *Aus K. F.-Ws. IV gesunden u. kranken Tagen*, 1885. — **Wagener**, *Die Politik F.-Ws. IV*, 1883. — **Leop. v. Gerlach**, *Denkwürdigkeiten*, 1891. — **Bunsen**, *Aus seinen Briefen geschildert*, 1868. — **Radowitz**, *Gesamm. Schriften*, 1852. — **Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha**, *Aus meinem Leben* (1^{er} vol.), 1887. — **Natzmer**, *Unter den Hohenzollern*, 1888. — **Général v. Brandt**, *Aus dem Leben*, t. III, 1882. — **Wagener**, *Erlebtes* (1890). — **Metternich**, *Nachgelassene Papiere*, 1880. — **Prokesch von Osten**, *Aus den Briefen (1849-55)*, 1896. — **Vitzthum d'Eckstädt**, *Berlin u. Wien in den Jahren 1845-52*, 1886. — **Beust**, *Aus drei Vierteljahrh.*, 1887. — **Stockmar**, *Denkwürdigkeiten*, 1872. — **Th. Martin**, *Life of the Prince consort*, 1878. — **Bulwer**, *Th: life of Palmerston*, 1871.

Sur le parlement de Francfort : Mémoires ou Histoires écrites d'après les souvenirs personnels de **Haym** (1848-50); **Duncker** (1849); **Laube** (1849); **Wurm** (1849); **Heller** (1849); **Biedermann** (1849). — *Correspondance de Mathy et Bassermann avec Beckerath* (*Deutsche Revue*, t. VII); des frères **Grimm** et **Dahmann** avec **Gervinus**, 1885. — **Ruge's Briefwechsel und Tagebücher**, 1886. — **Raumer**, *Briefe von Frankfurt u. Paris*, 1849. — **Iochmus**, *Gesammelte Schriften*, 1883. — **Beseler**, *Erlebtes u. Erstrebtes*, 1884. — **Reyscher**, *Erinnerungen*, 1884. — **Wichmann**, *Erinner. aus der Paulskirche*, 1888. — **Arneth**, *Aus meinem Leben*, 1893.

Sur les assemblées prussiennes : *Mémoires de v. Unruh* (centre gauche, 1849), et (*Deutsche Revue*) 1881; de **Reichensperger** (catholique), 1882; de **Temme**, 1883; de **Gneist**, 1849. — **Riedel**, *Die Reden des Abg. v. Bismarck-Schönhausen 1847-52*, 1885. — **Kohl**, *Die polit. Reden des Fürsten von Bismarck*, Stuttg., 1871. — **Kohl**, *Regesten zu einer wissenschaftl. Biographie des F. v. B.*, 1890; *Bismarckbriefe, 1844-1870*, 1876; *Polit. Briefe B. aus den J. 1849-89*, 1889. — **Stahl**, *Siebzehn parlam. Reden*, 1862.

Sur les mouvements révolutionnaires et l'opinion publique : **Bekk**, *Die Bewegung in Baden*, 1849. — **Becker et Esselen**, *Gesch. der süddeutschen Revolution*, 1849. — Les *Mémoires de Bluntschli*, 1884; de **Staroste**, 1852; de **Menzel**; de **Hartmann**, 1884; de **Bodenstedt**, 1890; de **Corvin**, 1880. — **Häusser**, *Denkwürdigkeiten*. — **Etter**, *Lebenserinnerungen*, 1877.

Livres. — **Sybel**, *Die Begründung des deutschen Reiches* (donne la version officielle prussienne), t. I et II, 1889. — **Oncken**, *Das Zeitalter d. K. Wilhelm*, 1890. — **Klüpfel**, *Gesch. der deutschen Einheitsbestreb.*, t. I, 1872. — **Schmidt**, *Preussens deutsche Politik*, 1867. — **Bernstein**, *Revolutions und Reaktionsgesch.*, 1882. — **Blos**, *Die d. Revol.*, 1891. — **Biedermann**, *Gesch. Deutschlands v. 1815 b. 1871*, 1891. — **Fischer**, *Die Nation u. der Bundestag*, 1880; *Preussen am Abschlusse der ersten Hälfte des XIX^{te} Jahrh.*, 1876. — **Springer**, *Berlin's Strassen, Kneipen u. Klubs im J. 1848* (1880). — **Schlüter**, *Beiträge zur soz. Gesch. des J. 1848* (dans la *Neue Zeit.*), 1885. — **Dullo**, *Berliner Plakate d. J. 1848* (1893). — **Adler**, *Die Gesch. der ersten sozialpolit. Arbeiterbeweg. in Deutschland* (1885). — **Falkson**, *Die liber. Bewegung in Königsberg 1840-48*, 1888. — **Becker**, *Die Revolution in Deutschland*, 1867. — **Fr. Müller**, *Kassel seit 70 J.*, 1876. — **Knorr**, *Die polnischen Aufstände seit 1830*, 1880.

Biographies de **Maximilien II**, par **Södl**, 1865; de **Radowitz**, par **Fischer** (*Hist. Taschenbuch*), 1874; de **Mathy**, par **Freitag**, 1872; du **général de Gagern**, par **Gagern**, 1855; de **Schwarzenberg**, par **Berger**, 1853; de **Robert Blum**, par **Blum**, 1879; de **Thadden-Triglaß**, par la **princesse Reuss**, 1890; de **Schmerling**, par **Arneth**, 1896; de **Waldeck**, par **Oppenheim**, 1873.

CHAPITRE IV

RÉVOLUTION ET RÉACTION EN AUTRICHE

1848-1859

I. — La Révolution (1848-1849).

La Révolution à Vienne. — Les premières nouvelles de Paris arrivèrent à Vienne le 29 février 1848. La police crut, à son ordinaire, venir à bout de l'agitation en arrêtant quiconque parlait en public de ce sujet dangereux. Mais une campagne d'opposition commença immédiatement. Pétition des libraires : ils demandent que la censure autrichienne cesse de se montrer dans ses prohibitions plus rigoureuse que l'Index romain. Adresses des étudiants, en faveur de la liberté d'écrire et de parler, d'enseigner et de s'instruire. Réunion de l'Association industrielle de la Basse-Autriche : à mots couverts, elle présente à son protecteur, l'archiduc François-Charles, frère de l'empereur, les doléances — politiques — du commerce et de l'industrie. Pétition de la société de lecture juridico-politique, qui est le centre de réunion de l'élite intellectuelle de Vienne ; l'avocat Alexandre Bach dresse ce programme des vœux de la bourgeoisie libérale, qui comprend l'abolition de la censure, la publicité de la procédure judiciaire, l'institution d'une représentation nationale ; parmi les signataires se trouvent plusieurs hauts fonctionnaires. Des membres de la famille impériale, des cour-

tisans influents conseillent de faire quelques concessions à l'opinion. Mais, le premier émoi passé, la Conférence d'État a repris confiance : on tient les Viennois pour incapables d'une révolution. Metternich fait savoir, le 8 mars, au président du Cercle de la librairie, que de quelques semaines il ne pourra s'occuper de la pétition.

« La Révolution est fixée au 13 mars. » Moitié ironie, moitié espoir vague, ce mot, qui courait dans les cercles politiques, indiquait ce qu'on attendait des États de la Basse-Autriche, convoqués pour le 13. Les pétitionnaires, défiants de leurs propres forces, voulaient confier le sort de leurs demandes à « l'organe constitutionnel des vœux du peuple ». La foule, massée d'abord autour du Palais provincial et dans les cours, mais bientôt excitée par les discours d'orateurs improvisés, agitée par des bruits de complot, par l'annonce de la marche des troupes, envahit les salles du Palais : alors seulement les États se résignent à aller faire entendre à l'empereur la voix du peuple. Pendant qu'ils se rendent au Château, les troupes de l'archiduc Albert, poussées, pressées, énervées par les quolibets, bombardées enfin du haut des fenêtres, font feu. Les fuyards portent dans les quartiers les plus éloignés la nouvelle du massacre, et entraînent les ouvriers dans la Révolution. Cependant, au Château, la Conférence d'État, harcelée de délégations, par l'Université, les États, la bourgeoisie, accorde la liberté de la presse, la formation d'une garde bourgeoise; Metternich, instruit enfin des sentiments du peuple, donne sa démission. Après une courte velléité de résistance — le 14, la dictature militaire est confiée au général prince de Windischgrätz, — la cour se décide : le 15 mars, une proclamation impériale promet aux Viennois la convocation d'une assemblée « en vue de la constitution de la patrie ».

La Révolution dans les provinces autrichiennes. — Vienne n'était guère un centre que pour les provinces allemandes. Dans ces provinces seulement elle donna l'impulsion aux mouvements révolutionnaires, au reste fort anodins. En Galicie, les souvenirs de 1846, la haine invétérée des paysans contre leurs maîtres, préservèrent l'administration autrichienne

de graves embarras : sans songer à profiter de la chute de Metternich et de l'anarchie qui s'ensuivit, l'aristocratie polonaise se hâta de se mettre dans les villes à l'abri des redoutables faux des paysans. En Bohême, au contraire, où une noblesse frondeuse, une bourgeoisie allemande libérale, un peuple en majorité tchèque s'accordaient dans l'opposition au système de Metternich, la Révolution présenta dès le début un aspect original. A la nouvelle des événements de Paris et de leur répercussion en Allemagne, un comité s'organisa spontanément à Prague; une assemblée populaire convoquée pour le 11 mars vota d'acclamation l'envoi à Vienne d'une pétition qui demandait la liberté de réunion, la garde nationale, l'abolition des droits féodaux, et de plus, en termes très vagues, une union plus intime entre la Bohême, la Moravie et la Silésie, les trois pays de la couronne de saint Venceslas. Au lieu de la réception triomphale à laquelle elle s'attendait, la délégation qui rapportait la réponse favorable du gouvernement rencontra à Prague un accueil presque hostile. En son absence, le mouvement était devenu démocratique, et par là même — car les classes inférieures de la population surtout étaient tchèques — plus national. Une seconde pétition est portée à Vienne : elle réclame un ministère spécial pour la Bohême, responsable devant la Diète, une large autonomie législative et administrative, le droit pour la Diète d'examiner la future constitution autrichienne, pour la mettre en harmonie avec les intérêts de la province, enfin l'égalité complète des langues tchèque et allemande. L'ordre impérial du 8 avril donne satisfaction à toutes ces demandes.

A Vienne, les exigences des Tchèques et les menées de la Prusse en Allemagne suscitent une réaction du sentiment national allemand. Vienne veut rester capitale de l'Autriche et le redevenir de l'Allemagne, s'indigne à la fois des velléités séparatistes de la Bohême — « un fief de l'Empire allemand » — et des prétentions de Frédéric-Guillaume IV à l'hégémonie en Allemagne. Au « bourreau » de Berlin on oppose Ferdinand le Bon, « qui ne laisse pas tirer sur ses Viennois »; au souvenir de Frédéric II, celui de Joseph II; à l'usurpation des

Hohenzollern, le droit des Habsbourg. Le 2 avril, une immense oriflamme noir-rouge-or — symbole de l'Allemagne nouvelle — flotte sur le clocher de la cathédrale Saint-Étienne. Bientôt, les couleurs impériales, noir et jaune, seront proscrites à Vienne; à Prague, au contraire, on affectera de les étaler et de bannir le drapeau tricolore allemand.

La Révolution en Hongrie. Les lois de 1848. — Réunie en novembre 1847 à Presbourg, la Diète s'était trouvée en face d'un gouvernement tout nouveau. L'archiduc palatin Joseph était mort depuis quelques mois; Georges Apponyi avait remplacé à la chancellerie aulique Antoine Majláth, et décidé son ami Széchenyi à entrer aussi au service de l'État. On pouvait attendre du gouvernement plus d'intelligence des besoins du pays, un programme moins purement négatif que par le passé. Mais les exigences de l'opposition aussi avaient grandi. Le discours du trône fut accueilli avec enthousiasme, car il était pour la première fois en langue magyare. Mais il fallait à l'opposition de tout autres concessions : elle demandait expressément le respect de l'indépendance constitutionnelle de la Hongrie et l'établissement d'un gouvernement parlementaire. Le 3 mars, Kossuth, intervenant dans une discussion sur la Banque, éleva le débat : la plaie qui nous ronge, le danger permanent qui menace nos libertés, c'est l'absolutisme autrichien : il nous faut exiger à la fois, pour la Hongrie, un gouvernement national et un ministère responsable, pour les autres États de l'empereur des institutions constitutionnelles. Les magnats, inquiets pour leurs privilèges politiques et sociaux, essayèrent de trainer les choses en longueur. Mais les nouvelles de Prague, de Vienne, de Pest, où l'agitation nationale-radical prenait un caractère chaque jour plus menaçant, eurent raison de leur résistance. Pendant qu'une députation porte à Vienne la représentation enfin votée, Kossuth, sans en attendre le succès, donne le coup de grâce à la vieille constitution aristocratique : le temps presse, il n'y a plus à attendre le consentement des magnats : il suffit de leur communiquer nos décisions. La Chambre basse, entraînée, décrète ainsi, presque d'acclamation, l'égalité de tous devant l'impôt, l'abolition contre

indemnité des charges féodales — l'avènement d'une Hongrie nouvelle.

La cour avait dès le 16 mars accédé en principe à toutes les demandes que formulait la représentation. Mais il fallut encore des négociations et des menaces pour la convaincre que le temps des paroles en l'air était passé, et qu'ayant promis il fallait tenir. Ce n'est que le 30 mars qu'elle se rendit définitivement. Sauf le paiement d'une contribution aux dépenses de la cour et de la diplomatie, et le droit pour le souverain de disposer de l'armée en temps de guerre, la Hongrie devenait un État entièrement souverain. Le ministère autrichien, représentant des provinces cisleithanes, qui avaient bien acquis dans les siècles précédents quelque droit d'être entendues en cette affaire, apprit par le bruit public l'accord intervenu entre le roi de Hongrie et la nation hongroise. Le 10 avril, Ferdinand, entouré d'une cour brillante, vint clore en personne la session, et donner sa sanction aux lois organiques de la Hongrie nouvelle. Réformes constitutionnelles : ministère indépendant et responsable, union complète avec la Transylvanie, Diète convoquée annuellement, suffrage élargi et, en principe, universel, liberté de la presse, jury ; — réforme nationale : la langue magyare reconnue seule langue d'État ; — réforme sociale : abolition des rapports féodaux, égalité devant l'impôt — telle est l'œuvre de la dernière Diète qui ait siégé à Presbourg. Pest, la capitale nationale, devenait désormais le siège de l'assemblée, transformée d'un Congrès de délégués des comitats en un Parlement de députés du peuple.

La politique de la cour. — L'ancienne Autriche n'existait que par la dynastie : le loyalisme de tous les sujets tenait lieu de patriotisme autrichien. La Révolution, donnant la liberté aux aspirations nationales, déchaîne partout un conflit entre le patriotisme national tchèque, allemand, etc., et le loyalisme. En 1848, il ne reste plus d'Autrichiens — au sens de l'ancienne Autriche — que parmi les grandes familles attachées à la dynastie, et, dans l'armée, le corps des officiers impériaux. Mais, à la cour et dans l'armée, la foi en l'avenir de l'Autriche reste entière. Pour elles, il y a avant tout une puissance de la

maison d'Autriche, fondée sur une influence prépondérante en Italie et en Allemagne, en Italie surtout. C'est cette influence qu'il faut avant tout reconquérir. Le ministre de la guerre, Baillet-Latour, aristocrate et soldat, dégarnit Vienne, malgré les menaces de révolution, pour renforcer l'armée de Radetzky, qui tient en ses mains le sort de l'empire. En attendant que l'armée ait soumis l'Italie, la diplomatie leurre l'Allemagne : l'explosion à Vienne du sentiment national allemand, qu'elle condamne en secret, sert ses calculs. La note du 21 avril revendique pour l'Autriche le droit d'examiner, du point de vue de son intérêt, les décisions du futur Parlement allemand, avant de leur reconnaître force de loi sur son territoire; mais Pillersdorf, malgré les protestations des Tchèques, fait procéder aux élections pour Francfort : il faut que l'Autriche y figure. Dans toute cette période, la politique extérieure ne s'écarte pas de sa ligne droite; l'intérieure se fait sa servante; l'une est le but, l'autre le moyen.

Triomphe de la démocratie à Vienne. — Des concessions du 13 mars, la plus précieuse paraissait à la population de Vienne être l'armement des étudiants et des bourgeois. La Légion académique et la garde nationale s'organisèrent en toute hâte; non contentes de jouer aux soldats, elles constituèrent des comités politiques, qui intervinrent dans toutes les affaires publiques et privées : celui des étudiants surtout était regardé par le peuple comme un bureau de consultations sur tous sujets. Les ministres mêmes dépendaient moins de la cour que de l'*Aula* — c'est le nom qu'on donnait aux assemblées d'étudiants — et de la foule. Le comte Taaffe, ministre de la justice, auteur d'une loi sur la presse qui déplut à l'Université, démissionna. Le comte de Fiquelmont, ministre des Affaires étrangères, passait pour un agent de la Russie; un charivari populaire le chassa. De tous les ministres — d'ailleurs la plupart survivants de l'ancien régime, — le seul en possession de la confiance publique était Pillersdorf, chargé de l'Intérieur, et en même temps de toutes les affaires politiques : mais cette confiance même le désignait aux soupçons et aux intrigues de la camarilla. Bientôt dégoûté d'une responsabilité sans initia-

tive et sans liberté, il ne conservait son poste que par dévouement à la dynastie et en l'absence d'un successeur possible. Le 25 avril, il promulgua la première constitution autrichienne, copie de la constitution belge, avec un parlement de deux Chambres, un suffrage indirect et censitaire. Elle ne s'étendait ni à la Hongrie, ni à la Lombardo-Vénétie; mais la Bohême, au nom de sa charte du 8 avril, la Galicie, au nom de ses droits naturels et de ses intérêts, refusèrent de la reconnaître. A leur résistance, inspirée par des motifs d'ordre national, se joignit, pour des raisons politiques, l'opposition du peuple de Vienne. Les comités de la Légion et de la Garde jugeaient la constitution trop peu démocratique : pour en obtenir le retrait ou la modification, ils décidèrent d'unir leurs forces et de constituer un Comité politique central. Le ministère, qui y voyait le germe d'un comité de salut public, en prononça sur l'heure la dissolution. Mais la ville était dégarnie de troupes; le comité résista, obtint de Pillersdorf sa reconnaissance, et en même temps la promesse que la constitution serait soumise à revision par le futur parlement, réduit à une seule Chambre (15 mai).

Les Viennois furent arrachés à la joie de leur triomphe par une nouvelle qui les terrifia : l'empereur était parti! Le 17, il était sorti, sans préparatifs extraordinaires, pour sa promenade quotidienne en voiture; le 18 au matin, la population, et en même temps le ministère, recevaient la nouvelle qu'il s'était, pour raisons de santé, décidé à passer quelque temps dans les montagnes du Tyrol. L'empereur était parti sans avertir ses ministres : des provinces arrivait la nouvelle que des courtisans en vue cherchaient à soulever une agitation contre la capitale; la camarilla était dévoilée. Le 18 mai, deux journalistes qui, dans la stupeur générale, s'avaient de proclamer la République, avaient failli être écharpés par les ouvriers. Le 25, quand le gouvernement, pour remplir la première condition mise par l'empereur à son retour, prononça la dissolution de la Légion académique, des barricades s'élevèrent dans Vienne : par milliers, les ouvriers accoururent à la défense de la légion. Le ministère, désorienté, sans appui et sans forces, céda de nouveau : il s'engagea à ne pas quitter Vienne, à obtenir de

l'empereur son retour ou la nomination d'un lieutenant, à laisser subsister la Légion académique. Un comité de conseillers municipaux, de gardes nationaux et d'étudiants, constitué sous le nom de Comité de sûreté et déclaré par Pillersdorf entièrement autonome, assumait la charge du maintien de l'ordre, mais aussi des concessions du 15 mai, solennellement confirmées. Le 26 mai marque le triomphe de la démocratie à Vienne. Triomphe en réalité funeste à la cause de la Révolution. Sur les premières barricades de l'année, la bourgeoisie avait aperçu le spectre de la République et le spectre du socialisme. Effrayée, elle se rejette en arrière : les premiers transfuges passent au camp de la réaction. La camarilla va exploiter ces terreurs et l'indignation soulevée dans les provinces par le traitement « infligé » à l'empereur.

La Bohême; les élections au Parlement de Francfort; le congrès slave de Prague; premiers succès de la réaction. — La formation du Comité politique central avait été, pour partie, une réponse aux menées du Comité national de Prague. Constitué dès la publication de l'ordre impérial du 8 avril, présidé, sans danger pour son indépendance et au grand profit de son prestige, par le gouverneur de Bohême, ce comité était en fait un gouvernement provisoire révolutionnaire pour la Bohême; d'ailleurs aussi peu obéi que les autorités impériales, et bientôt réduit au rôle de représentant d'un parti, les Tchèques. La question allemande brouilla les deux nationalités. Invité à venir siéger à Francfort, dans la Commission des Cinquante, au nom de l'Autriche, Palatsky répondit par une lettre bientôt publiée, programme national accueilli avec enthousiasme par les Slaves, avec fureur par les Allemands. Il y revendiquait les titres de Tchèque et de Slave; il contestait que l'ancienne union de la Bohême avec l'Allemagne, simple affaire de princes, engageât le peuple bohême; il refusait de collaborer à la constitution d'une Allemagne nouvelle, qui ne pouvait qu'affaiblir l'Autriche au profit de la monarchie universelle russe. Fidèles à ce programme, les Tchèques se mirent en devoir d'empêcher les élections au parlement allemand : deux tiers des circonscriptions de Bohême s'abstinrent de procéder à l'élection.

Cette sorte de résistance passive ne suffit pas aux Tchèques. Après le 26 mai, le gouverneur comte Léon Thun, d'accord avec les Tchèques, se déclara indépendant du ministère asservi, disait-il, aux caprices de la foule de Vienne : mais la cour même désavoua ces défenseurs maladroits. Pour se donner courage à eux-mêmes autant que pour inspirer du respect à leurs ennemis, les Slaves organisèrent en face du Parlement allemand le Congrès slave. Ce devait être avant tout une assemblée des Slaves d'Autriche, mais les Slaves non autrichiens étaient admis à y participer : en fait, on y vit à côté d'une grande majorité d'Autrichiens, des Polonais de Posen et de Varsovie, et quelques Russes, parmi lesquels Bakounine. Le Congrès s'ouvrit le 2 juin. Ses délibérations devaient porter sur la condition des Slaves en Autriche et hors de l'Autriche, et sur leurs rapports avec les nationalités non slaves ; comme dernier point, une véhémence protestation contre le parlement de Francfort. Mais, dès les premières séances, l'influence des Polonais fit prévaloir un programme plus démocratique et internationaliste : Palatsky fut chargé de rédiger un manifeste aux peuples de l'Europe. Ce fut le seul résultat positif du Congrès.

Le 12 juin, une émeute provoquée, semble-t-il, par des émissaires hongrois, éclata à Prague. Des barricades s'élevèrent. Après quatre jours de combats, Windischgrätz était maître de la ville. Il n'était plus question de Congrès ni de Diète constituante : la principale des concessions du 8 avril était perdue. Le ministère exigea qu'il fût procédé en Bohême, tout comme dans les autres provinces, aux élections pour le parlement autrichien. — La victoire de Windischgrätz, pour facile qu'elle eût été, rétablit le prestige des troupes, fort atteint depuis les journées de mars, et accrut démesurément l'orgueil militaire. Au même moment, Radetzky et ses officiers, encouragés par leurs premiers succès, décidaient la cour à répudier toute entente pacifique avec les populations italiennes, et à ne plus rien attendre que des armes. Le parti de la résistance remportait un double triomphe : l'armée devenait le sauveur désigné de l'empire en lutte contre la révolution.

La Constituante autrichienne. Abolition des droits féodaux. — Par un rescrit du 3 juin, l'empereur avait confirmé ses concessions du 15 mai, et exprimé « son ardent désir » de voir s'ouvrir bientôt le parlement. Pillersdorf allait se trouver isolé en face des députés. Doblhoff, ministre du commerce, était à Innsbruck, délégué par ses collègues auprès de l'empereur; Wessenberg, ministre des affaires étrangères, y avait suivi les ambassadeurs. Latour continuait à administrer le département de la guerre, mais en déclinant toute collaboration avec ses collègues, toute participation aux conseils de cabinet. Pillersdorf, pour couvrir le ministère, pria l'empereur de se faire suppléer pour la durée de son absence par un des membres de la dynastie. L'archiduc Jean, le seul populaire d'entre eux, fut investi de cette mission : pour son début, il eut à donner un successeur à Pillersdorf lui-même, démissionnaire sur un vote de défiance du Comité de sûreté. Doblhoff, désigné par le Comité, fut chargé de former le nouveau cabinet. Il garda Krauss, à qui nul n'enviait le portefeuille des finances, Wessenberg, nécessaire pour négocier avec l'Allemagne, Latour, soutenu contre les attaques du Comité par l'armée et la cour, et il leur donna pour collègues les hommes de confiance de la démocratie viennoise : Hornbostel, grand industriel de Vienne, le journaliste Schwarzer, et enfin, à la demande expresse du Comité, l'ambitieux et peu scrupuleux avocat Alexandre Bach.

Le 22 juillet, l'archiduc, revenu de Francfort, ouvrit solennellement le premier parlement autrichien. Dans le discours du trône, il était question des droits égaux de toutes les nationalités autrichiennes, de l'union désirable avec l'Allemagne, de l'entente nécessaire avec la Hongrie, des besoins extraordinaires du Trésor, de la haute mission du parlement. Celui-ci, en réponse, pria énergiquement l'empereur de revenir dans sa capitale : le 12 août, la cour entra à Schönbrunn. Son retour consola un peu les Viennois de la déception que leur avaient causée les députés : la majorité était slave ! Les journaux avancés n'en revenaient pas ; leurs invectives contre les « Barbares » trouvaient des oreilles complaisantes, et plus d'un

député eut maille à partir avec le peuple de Vienne. Dès la première séance, le privilège de fait qui donnait à l'allemand rang de langue d'État, fut attaqué; la majorité, si elle hésita à proclamer le droit égal de toutes les langues, refusa du moins de consacrer expressément les prétentions de l'allemand. Un député de Vienne fut élu président, mais les vice-présidents furent un Tchèque, Strobach, et un Polonais, Smolka.

Le groupement des partis était assez lâche. La droite se composait en majorité de Slaves; les Tchèques en formaient le noyau; leur programme était nettement fédéraliste. Palatsky était leur tacticien, Rieger leur orateur. Le centre était conservateur, pour partie clérical : il comprenait des députés de nationalités diverses, mais surtout des Allemands « noir et jaune », c'est-à-dire Autrichiens avant d'être Allemands, et ministériels par nature, quel que fût le ministère. A gauche siégeaient les Allemands démocrates, radicaux dans les questions politiques et nationales, Allemands plus qu'Autrichiens, centralistes au nom de la supériorité du germanisme : parmi eux la plupart des héros de la révolution, entre autres Fischhof, le premier orateur du 13 mars, et Fuster, l'aumônier de la Légion académique.

Les paysans dominaient le parlement. Un bon quart des députés étaient de leur classe; dans les élections, ils avaient fait écarter les nobles, les propriétaires, les seigneurs féodaux, représentés seulement par quelques aristocrates de Galicie. Ils avaient manifesté ainsi leur intention d'en finir avec le régime féodal. Tous ils étaient d'accord sur ce point, aussi bien les paysans allemands, plus cultivés, que ceux de Galicie et de Bukovine, que l'on voyait, ignorants de l'allemand, se grouper autour de leurs prêtres orthodoxes plus savants, pour recevoir le mot d'ordre. Le Reichstag, à peine réuni, était assailli de pétitions et de plaintes ayant toutes ce même objet. Aussi, dès la troisième séance, le 26 juillet, le plus jeune des députés, Hans Kudlich, déposa cette proposition : « Les rapports féodaux sont abolis ainsi que tous les droits et charges qui en découlent; le droit à une indemnité, et le taux de celle-ci sont réservés. » La question n'était pas si facile à résoudre en deux lignes. Les droits à abolir étaient divers d'origine, les uns acquis à juste

titre, les autres usurpés. Mais l'impatience des paysans ne laissait pas de répit. A les faire attendre, on eût provoqué des jacqueries; en fait, déjà, tous les services féodaux étaient suspendus. Grâce au ministère, qui posa au dernier moment la question de cabinet, l'abolition fut votée, sans indemnité pour les droits attachés à la personne — suzeraineté, justice, — avec indemnité pour les droits qui reposaient sur la terre — corvées, dîmes, etc. — Aussitôt le principe de l'abolition adopté à l'unanimité, les députés paysans se levèrent de leurs places et parcoururent les bancs de leurs collègues, serrant toutes les mains, exprimant leur reconnaissance. Sans doute la loi, telle qu'elle fut promulguée le 7 septembre, ne répondait pas à toutes les espérances de ses auteurs; Kudlich avait rêvé d'une nuit du 4 août. Les classes rurales, en possession de la seule réforme qui les touchât, se désintéressèrent de la lutte entre la cour et le parlement. Après la bourgeoisie terrifiée, les paysans satisfaits désertèrent, au moment où les adversaires de la révolution, encouragés par leurs succès à l'extérieur, se préparaient à lui donner l'assaut.

Luttes des nationalités en Hongrie. — Les concessions du 15 mars et la sanction des lois de 1848 répondaient au vœu des Magyars, mais nullement des autres peuples de la Hongrie. Les Slovaques au nord-est, les Croates et les Serbes au sud, les Roumains en Transylvanie, avaient accueilli avec méfiance ces nouveautés, qui leur offraient des libertés politiques au prix de l'oppression nationale par les Magyars. Les nationalités étaient résolues à la résistance. Gaj, l'inventeur de l'agitation illyrienne, conduisit à Vienne, dans les premiers jours d'avril, une députation qui réclamait l'autonomie croate vis-à-vis de la Hongrie comme de l'Autriche, la constitution du royaume triunitaire de Dalmatie-Croatie-Slavonie, comme centre destiné à grouper, d'abord tous les Slaves du Sud autrichiens, ensuite ceux qu'on arracherait certainement au joug turc. Le parti illyrien obtint du gouvernement la nomination d'un nouveau ban : c'était un officier croate, le colonel Jellacic, chef d'un régiment des Confins. Les Serbes, de leur côté, fondaient sur les privilèges qui leur avaient été accordés par l'empereur

Léopold I^{er}, lors de leur immigration sur le territoire autrichien à la fin du xvi^e siècle, leurs prétentions à une existence nationale indépendante : ils réclamaient le respect des libertés de leur Église orthodoxe, et le rétablissement du duché serbe — la Voïvodie — sous une administration nationale et un voïvode élu. Le clergé prit la direction du mouvement, à sa tête le métropolite de Karlowitz, Rajatchitch. Le congrès national de Karlowitz (13 mai) acclama le métropolite patriarche, et élut un voïvode : il déclara en outre les Serbes nation indépendante sous le sceptre autrichien, reconnut les droits nationaux des Roumains qui vivent parmi eux, et institua un gouvernement provisoire. En Transylvanie, les Roumains, plus nombreux que les Magyars et la Saxons réunis, et guidés par leur clergé orthodoxe, réclamèrent pour leur nationalité les droits dont jouissaient les autres, et, de plus, le rejet de l'union avec la Hongrie. Leur assemblée de Blasendorf (15 mai) formula ces demandes ainsi que celle de réformes en faveur des paysans. L'union fut cependant acceptée, par une Diète où les Roumains ne comptaient aucun représentant, et sanctionnée par le roi le 18 juin ; mais déjà le premier sang avait coulé, dans une lutte entre paysans roumains et soldats hongrois.

La cour, au premier moment, hésita sur son intérêt. Jellacic, pour début, avait interdit à toutes les autorités de Croatie d'obéir à d'autres ordres que les siens. Sur les représentations venues de Pest, l'empereur rappela le ban à l'obéissance qu'il devait au ministère hongrois. La cour avait encore peur de tout mouvement fédéraliste. Jellacic était soldat autrichien plus encore que patriote croate, et, par suite, dévoué avant tout à la dynastie : mais, pour ne pas s'isoler et perdre toute influence, il était obligé d'acheter l'appui du parti illyrien. Aussi, malgré la défense formelle venue de Pest, laissa-t-il la Diète de Croatie se réunir le 5 juin. Les Confins militaires, pour la première fois, y étaient représentés : des députés des autres provinces slaves de la monarchie assistèrent aux séances, sans prendre part aux votes. La Diète acclama le plan d'un grand État slave du Sud, membre d'une sorte de fédération autrichienne où les affaires communes se réduiraient à la guerre, aux

finances et à la politique extérieure. Mais des signes de désunion étaient visibles ; la Dalmatie avait refusé de se faire représenter à Agram ; le clergé romain, dans les campagnes, répandait le bruit que l'assemblée, qui tendait la main aux Serbes de la Voïvodie, projetait de livrer tous les Slaves du Sud à l'orthodoxie. La cour, persévérant dans ses illusions, condamna par les manifestes du 10 juin la conduite de Jellacic. Le 16 juin, le ban, formellement déclaré rebelle et suspendu de tous ses emplois, arrivait à Innsbruck pour se justifier. Il n'y réussit pas entièrement du premier coup, mais un manifeste qu'il adressa aux soldats croates de l'armée d'Italie, pour leur recommander de ne pas désertir le poste où l'empereur les avait appelées, fut favorablement accueilli par la cour ; d'autant que, au même moment, le ministre de la Guerre hongrois excusait presque les soldats magyars qui quittaient leurs garnisons pour rentrer en Hongrie, les trouvant coupables seulement d'un « patriotisme excessif ». Jellacic, de retour à Agram, calma l'effervescence provoquée par les manifestes du 10 juin et décida la Diète à se séparer (9 juillet) en lui confiant une dictature provisoire.

Rupture de la Hongrie avec la cour. — Le premier ministère constitutionnel hongrois comprenait à la fois des conservateurs réformistes et des radicaux : d'un côté, Batthyányi, le président du conseil ; Deák, ministre de la Justice, Cétvœs, ministre des Cultes ; de l'autre, Szemere, ministre de l'Intérieur, et surtout Kossuth, à qui avaient été attribuées les Finances. Les premiers, sincèrement loyalistes, considéraient la révolution comme terminée au 10 avril, et ne songeaient qu'à développer en paix les institutions nouvelles. Les seconds voulaient l'existence d'un État hongrois absolument indépendant. Leur présence compromettait le ministère aux yeux de la cour ; Kossuth publiait des articles-programmes peu propres à calmer les défiances du gouvernement de Vienne. Aux Finances, il prenait une série de mesures destinées à marquer l'opposition des intérêts de l'Autriche et de la Hongrie, en matière de banque, de monnaie, etc. D'autre part, il avait été, à raison de son influence sur les députés, choisi par ses collègues comme

orateur du ministère devant le nouveau parlement réuni le 5 juillet. De l'ancienne Chambre des magnats, il ne restait qu'une ombre : la plupart des grands seigneurs, effrayés par la révolution, s'étaient retirés dans leurs terres. La nouvelle Chambre des députés était en vérité tout le parlement. Dès le 11 juillet, elle vota une levée de troupes et un emprunt de 42 millions de florins, après un discours où Kossuth avait dénoncé l'alliance du gouvernement et des Croates. Il eut l'occasion de découvrir encore plus ses desseins dans la discussion des questions italienne et allemande. Au nom du ministère, mais sans entente avec ses collègues, il se laissa entraîner à exiger de l'Autriche l'abandon de la Lombardie. Le cabinet le força à se rétracter; mais la résolution définitivement votée restait équivoque : la Hongrie promettait de soutenir la politique autrichienne en Italie, à la condition que le gouvernement de Vienne prêtât ses bons offices en vue de la soumission de la Croatie, et s'engageât à donner lors de la paix satisfaction à ce qu'il y avait de légitime dans les demandes nationales des Italiens. « Une victoire autrichienne en Italie, avait dit un député de l'opposition, va contre l'intérêt hongrois; car, l'Italie soumise, la dynastie réunira toutes ses forces pour venir en Hongrie aussi à bout du libéralisme. » D'un autre côté, la Hongrie cherchait à engager le plus possible l'Autriche dans les affaires d'Allemagne, à la fois pour l'occuper et pour l'empêcher de se transformer en un empire slave. Kossuth, toujours sans l'aveu de ses collègues, s'associa à une motion de l'opposition, qui refusait à l'Autriche, pour le cas d'une guerre avec l'Allemagne, l'appui de la Hongrie. Les magnats eurent beau amender cette résolution, l'effet en subsista. En même temps, Kossuth, malgré la protestation du ministre de la guerre, faisait décider qu'une partie des nouvelles recrues serait organisée en armée nationale indépendante. Les Serbes avaient déjà, sous le commandement d'un ancien lieutenant de hussards, Stratimirovitch, pris les armes, battu les troupes hongroises, imposé à leurs chefs un armistice. Quand il fut expiré, des officiers impériaux reçurent du ministre de la guerre de Vienne l'autorisation de servir parmi les Serbes; d'autres refusèrent de marcher

contre les révoltés loyalistes; des régiments des Confins passèrent en entier à l'insurrection, que protégeait le consul impérial à Belgrade. Les Serbes, groupés dans des camps fortifiés, harcelaient leurs adversaires de petits combats. Le 19 août, retranchés dans le plus fort de ces camps, à Szent-Tamas, ils repoussèrent 10 000 hommes de troupes régulières. Cet échec tombait doublement mal pour le gouvernement hongrois : le 3 août, Radetzky était rentré en vainqueur dans Milan, la victoire des Autrichiens en Italie était assurée. La camarilla ne tarda pas à montrer quel profit elle entendait tirer de ces événements : les pouvoirs extraordinaires conférés au palatin en l'absence du roi lui furent retirés; l'empereur, usant aussitôt de ses droits recouvrés, refusa sa sanction aux lois sur l'organisation de l'armée nationale et sur l'emprunt. Contre le gouvernement hongrois, la cour mit en avant le gouvernement autrichien, qui, au nom de l'intérêt cisleithan et de la Pragmatic Sanction, contesta la légitimité des concessions de mars et des lois d'avril. A une députation du parlement hongrois, chargée de lui demander une déclaration précise contre les Croates et le transfert immédiat de sa résidence à Buda, l'empereur fit une réponse évasive (9 septembre). Le même jour était publié un ordre impérial restituant à Jellacic tous ses honneurs et toutes ses dignités. Batthyányi démissionna. Kossuth, reconnu dictateur (11 septembre), fit adopter et promulguer sans sanction — donc d'une manière révolutionnaire — deux lois qui autorisaient une émission de papier-monnaie et une levée de troupes. Le même jour, Jellacic, ayant terminé les armements qu'il poursuivait depuis l'échec de ses derniers pourparlers avec les Hongrois (27 juillet), passait la Drave et envahissait le territoire hongrois. La Hongrie était de fait en état de guerre. Le palatin, ayant en vain essayé d'obtenir de Jellacic une entrevue, quitta furtivement Pest, s'enfuit à Vienne, où il remit, le 24 septembre, ses pouvoirs aux mains de l'empereur. La cour nomma le général Lamberg, qui commandait à Presbourg, commissaire extraordinaire avec pleins pouvoirs sur toutes les troupes qui se trouvaient en Hongrie. Son premier acte fut de courir à Pest, demander à Batthyányi,

redevenu ministre, le contreséing constitutionnel pour sa nomination. Batthyányi, au même moment, le cherchait à l'armée; et dans Pest régnait seul le comité de six membres que la Chambre venait d'élire pour aider et surveiller les ministres. Sur son initiative, la Chambre, réduite aux seuls radicaux, interdit à Lamberg de remplir sa mission (27 sept.), sous peine d'être déclaré traître à la constitution. Le peuple, excité par cette proclamation et par de fausses nouvelles sur la marche des Croates, se jette sur Lamberg, dans une rue de Pest, et le met en pièces (28 septembre). Un manifeste du roi (3 octobre) déclara le Parlement dissous et la Hongrie en état de siège, et nomma Jellacic commandant général des troupes et lieutenant du roi en Hongrie.

Siège et prise de Vienne. Abdication de l'empereur Ferdinand. — L'empereur, en revenant à Vienne, n'avait pas retiré les conditions mises à son retour. Le ministère obtint par ruse la démission du Comité de sûreté; les efforts des démocrates pour provoquer une émeute, le 13 septembre, n'aboutirent point. Désespérant dès lors de triompher par ses propres forces, la démocratie recherche une alliance avec les Magyars. Sur l'initiative de Kossuth, le parlement hongrois avait envoyé à Vienne une députation chargée d'intéresser à sa cause l'assemblée autrichienne : la majorité, d'accord avec le ministère, refusa de la recevoir; mais les comités démocratiques lui firent un accueil enthousiaste. Lorsque, sur l'ordre de Latour, la garnison dut être dirigée sur la Hongrie, pour renforcer les troupes impériales en lutte contre la révolution, le peuple s'opposa par la force au départ : un général qui voulait entraîner les soldats fut tué. La foule victorieuse revint alors sur la ville intérieure, réclamant la tête du ministre de la guerre traître à la liberté. Latour, saisi dans son hôtel, arraché aux députés qui voulaient le protéger, fut pendu à un réverbère. L'empereur, le lendemain (7 octobre), s'enfuit à Olmütz, cherchant un refuge au milieu d'une population slave; les membres les plus influents de la droite et du centre du parlement, réunis à Prague, protestèrent contre les décisions de leurs collègues restés à Vienne, et leur dénièrent le droit d'agir au nom du parlement.

La guerre était ouverte entre la révolution de Vienne et le gouvernement impérial. Windischgrätz, nommé maréchal et chef de toutes les armées autrichiennes, sauf celle d'Italie, fut chargé de réduire la capitale rebelle. Vienne ne pouvait résister : la bourgeoisie n'aspirait qu'au triomphe de l'ordre ; les plus clairvoyants parmi les chefs de la démocratie avaient fui, pour ne pas affronter une lutte inégale. L'armée de la révolution hongroise, sur le secours de laquelle Vienne comptait, fut repoussée. Il ne resta plus, après trois jours de lutte, qu'à se soumettre (31 octobre). Des exécutions assez nombreuses furent ordonnées mais avec méthode. Robert Blum et Fröbel étaient venus porter à la démocratie de Vienne les encouragements des démocrates allemands. Ils se croyaient couverts par l'inviolabilité que l'assemblée de Francfort avait conférée à ses membres. Windischgrätz voulait se borner à les expulser pour éviter un conflit ; mais son beau-frère, le prince Félix Schwarzenberg, ministre désigné des Affaires étrangères, insista au contraire pour qu'ils fussent traduits devant un conseil de guerre ; condamnés tous deux, Fröbel fut gracié, Blum exécuté. La nomination de Schwarzenberg parut le 21 novembre. Fatigué, blasé, ayant abusé de la vie, il trouvait un intérêt à jouer avec les difficultés, à intimider ses adversaires par une audace froide, à faire tout plier sous une autorité absolue. Son programme protestait de ses sentiments constitutionnels, glissait sur les questions italienne et hongroise, insistait sur l'unité de l'Empire, annonçait que l'Autriche rajeunie traiterait avec l'Allemagne de puissance à puissance : c'était d'un mot donner congé au parlement de Francfort et refaire de la question allemande une simple question diplomatique. Le Reichstag, transporté à Kremsier, petite ville de Moravie, et instruit par les événements de Vienne, accueillit favorablement ce programme (27 novembre). Cinq jours après, convoqué en hâte dans une séance extraordinaire, il apprenait avec stupéfaction que le jour même, à Olmütz, l'empereur Ferdinand avait abdiqué, son frère et héritier présomptif renoncé à la couronne, son neveu François-Joseph pris possession du trône. Le ministère prétendant que les concessions consenties par un souverain dispa-

raissent avec lui, le nouvel empereur était libre de tout engagement dans la question hongroise : sa première proclamation annonça l'intention de réunir tous les pays de la monarchie en un grand État. Non seulement les lois de 1848, mais la constitution hongroise entière étaient menacées.

Le Parlement à Kremsier. La Constitution octroyée.

— Il n'y avait à Kremsier ou dans les environs aucun élément de vie politique : les députés y étaient coupés du peuple. Faute de mieux, ils s'absorbèrent dans la discussion de leur projet de constitution. Les partis étaient restés, à très peu près, les mêmes qu'à Vienne, ils s'étaient seulement groupés plus étroitement. Dans les questions purement politiques, où la nationalité n'était pas en jeu, la plupart des Polonais votaient avec les Allemands radicaux. Le ministère se désintéressait des débats : il n'intervint avec énergie qu'une seule fois, le 4 janvier, pour opposer à la souveraineté du peuple, que l'Assemblée voulait inscrire en tête des « droits fondamentaux des Autrichiens », la pure doctrine monarchique. Il eut gain de cause, mais le Reichstag s'était montré fort irrité de cet empiétement de l'exécutif sur les droits de la Constituante : et le cabinet — qui d'ailleurs résidait à Olmütz — se tint désormais à l'écart.

Après des mois de discussions, la commission de constitution soumit au parlement son projet, le meilleur qui ait jamais été proposé en Autriche. Un parlement, composé d'une Chambre des provinces — concession justifiée aux fédéralistes — et d'une Chambre du peuple, devait représenter la nation. L'égalité des droits de toutes les nationalités était assurée par une très large autonomie accordée aux communes, et à des subdivisions nouvelles des provinces, les cercles, qui devaient être créés aussi homogènes de nationalité que possible.

Le 2 mars, la commission avait terminé ses travaux. Le 15, devait commencer la discussion générale. Dans la soirée du 6, Stadion arriva à l'improviste à Kremsier, et, faisant appeler les principaux membres de la droite et du centre, leur annonça que l'empereur, prenant en considération les événements de Hongrie et l'incompétence du Reichstag à l'égard de ce pays, avait de son autorité propre octroyé une constitution à tout

l'empire. Les députés protestèrent. Stadion promit de réfléchir, d'en référer à ses collègues. Le lendemain matin, à la première heure, les députés pouvaient lire sur les murs de Kremsier les manifestes impériaux, dont l'un promulguait la constitution datée du 4 mars, et l'autre dissolvait le Reichstag en l'accusant de remettre en question, par ses discussions de pure théorie, l'ordre rétabli. La salle des séances était fermée : dans la nuit, les plus compromis des députés de gauche avaient quitté Kremsier pour passer à l'étranger.

La constitution n'a jamais été appliquée. Elle créait un appareil centraliste qui enveloppait la Hongrie comme l'Autriche : une Chambre basse, élue par un suffrage censitaire, une Chambre haute, où les trois quarts des sièges étaient réservés à la propriété, c'est-à-dire en fait à la noblesse. Elle accordait aux citoyens la liberté personnelle et religieuse, mais avec des restrictions capitales. Elle proclamait l'égalité des droits de toutes les nationalités, sans en établir aucune garantie. Elle laissait subsister la constitution hongroise « dans toutes celles de ses dispositions qui ne sont pas en contradiction avec la présente constitution », c'est-à-dire qu'elle l'abolissait. Schwarzenberg avait accepté l'œuvre de Stadion sans y prendre au sérieux autre chose que la stricte centralisation ; elle servait ses plans dans la question allemande. Il l'opposa comme un fait accompli à la majorité de Francfort qui prétendait régler à sa façon l'union de l'Autriche et de l'Allemagne ; quand l'Assemblée eut passé outre, il rappela les députés autrichiens (5 avril). La constitution, disait-il, avait fait de l'Autriche un État unitaire indivisible. Cependant la dictature militaire régnait en Bohême, en Galicie, en Lombardie, et la Hongrie était le théâtre d'une véritable guerre.

La guerre de Hongrie. Fin de la révolution. — Le parlement hongrois refusa de reconnaître François-Joseph comme roi : le roi constitutionnel de Hongrie ne peut abdiquer sans le consentement du pays ; il n'y a de roi légitime que celui qui a été couronné et qui a signé le diplôme inaugural. Kossuth avait déjà, plusieurs semaines auparavant, tonné contre la dynastie « qui ne devait qu'à la magnanimité du parlement de

n'être pas encore déposée », mais les républicains étaient rares, et l'Assemblée s'en tenant aux formes légales continua de considérer Ferdinand V comme roi. Pour la sauvegarde des droits du roi, illégalement empêché d'exercer son pouvoir, un Comité de sûreté de six membres, présidé par Kossuth, remplissait les fonctions de l'exécutif.

Aux 150 000 soldats impériaux et insurgés slaves, la Hongrie ne pouvait opposer que 100 000 hommes en grande majorité inexercés. Il fallait, depuis la chute de Vienne, les disperser sur une ligne circulaire très étendue : de Moravie, de Galicie, de Styrie, du Sud, des armées se dirigeaient sur Pest. Sans l'incroyable incapacité des généraux autrichiens, la guerre n'aurait pas duré deux mois. Mais Jellacic, dès la fin de septembre, s'était fait battre près du lac Balaton ; Windischgrätz, à qui il céda le commandement, dut au nombre de ses soldats et à la prudence excessive de sa marche quelques succès ; il occupa, dans les premiers jours de janvier, Buda et Pest. Le parlement et le Comité exécutif s'étaient enfuis à Debreczin ; Görgey, le général des troupes hongroises, s'était retiré derrière le Danube. Le journal officiel de Vienne célébrait déjà « la glorieuse fin de la campagne ». Un corps d'armée formé en Galicie, sous les ordres de Schlick, avait envahi la Haute-Hongrie, et, refoulant sans peine les troupes révolutionnaires, menaçait Debreczin. Mais un jeune général, Klapka, ancien officier d'artillerie autrichien, reforme les troupes hongroises : Görgey s'avance pour le rejoindre, et Schlick, pour échapper au danger, rejoint à marches forcées l'armée de Windischgrätz. Les troupes hongroises, réunies sous le commandement du Polonais Dembinski, s'avancent sur Pest. Mais leurs chefs n'avaient pas confiance dans ce général étranger, que Kossuth leur avait imposé : et en effet, par sa lenteur et ses tergiversations, Dembinski fit d'un engagement indécis une bataille perdue (Kapolna, 26 février). Huit jours après, la constitution du 4 mars était promulguée.

La cour triomphait trop vite. En Transylvanie, Bem, qui, après la chute de Vienne, était venu offrir ses services à la Hongrie, avait pendant tout l'hiver déjà harcelé l'armée impériale ;

vaincu dans toutes les batailles rangées, il avait pourtant conservé toujours l'avantage. Par une série de marches rapides et habiles, il surprend ses adversaires, pourtant renforcés d'un corps russe venu de la Valachie, et s'empare de Hermannstadt (11 avril). Les Autrichiens et les Russes se retirent en Valachie. Dans le Banat, le nouveau général hongrois, Perczel, prend d'assaut Szent-Tamas, qui avait si longtemps résisté aux efforts des Maygars, chasse les Serbes jusqu'à Karlowitz, établit les communications avec Bem. Cependant Windischgrätz, sorti de Pest après trois mois d'inaction, se fait battre par Görgey à Gödölö, et se retire sous les murs de la capitale (7 avril) ; Klapka débloque Komorn d'où la garnison magyare, depuis le début de la révolution, inquiétait les impériaux et menaçait Vienne. C'était aux impériaux maintenant de reculer. Windischgrätz décidément trop incapable fut rappelé à Olmütz le 12 avril. Son armée évacua Pest, laissant seulement dans la forteresse de Buda une forte garnison. Malgré Kossuth et Klapka, qui préconisaient une offensive hardie, Görgey vint mettre le siège devant Buda. La belle défense du général Hentzi, tué le 21 mai au dernier assaut, donna à la cour le temps de se ressaisir et de rassembler toutes ses forces pour écraser l'ennemi sous le nombre.

La victoire de Gödölö donna à Kossuth le courage de faire un pas décisif. Le 14 avril, dans une séance solennelle, le Parlement de Debreczin, proclama la dynastie de Habsbourg déchue du trône et bannie à perpétuité du territoire hongrois. « Dieu peut m'accabler de tous les maux », s'était écrié Kossuth, « mais il y en a un qu'il ne peut pas m'infliger : celui de redevenir jamais sujet de la maison d'Autriche ». L'insurrection pour la défense du droit se transformait en une lutte pour la révolution. On n'osa pourtant pas proclamer la République : la majorité du pays était monarchiste ; on la leurrait de l'espoir qu'un prince d'une dynastie européenne se trouverait un jour pour accepter la couronne. En attendant, Kossuth, sous le titre de gouverneur, devint chef du pouvoir exécutif.

Le triomphe de Radetzky sur les Sardes (20-24 mars) rendit disponible pour la guerre de Hongrie une partie de ses

troupes, les meilleures de l'Autriche. La nomination au commandement suprême, avec pleins pouvoirs civils et militaires, de Haynau, moins fameux par ses talents de général que par sa terrible cruauté — il rapportait d'Italie le surnom de « hyène de Brescia », — marqua la résolution du gouvernement d'en finir à tout prix.

Le 1^{er} mai, le journal officiel de Vienne annonça que le tzar mettait à la disposition de l'empereur d'Autriche une armée pour concourir à la soumission de la Hongrie. Il y avait un an que Nicolas avait pour la première fois offert ce concours. Son général, Paskievitch, ne chercha pas à ménager les susceptibilités autrichiennes, affecta de jouer le rôle de sauveur. Toutes les tentatives de Kossuth auprès des puissances occidentales et de la Turquie pour provoquer une contre-intervention restèrent vaines. La discorde se mit entre les généraux, et entre l'armée et le gouvernement. Görgey, par ambition, intrigait contre Kossuth et contre ses propres collègues. Battu à Raab et à Komorn, le gros de l'armée hongroise se retira sur Szegedin; Haynau, lancé à sa poursuite, l'anéantit à Temesvar (9 août).

Le gouvernement révolutionnaire qui avait reculé avec l'armée de Pest à Szegedin, de Szegedin à Arad, apprit en même temps cette défaite et celle de Bem, en Transylvanie. Le 11 août, Kossuth, abandonné de ses ministres, céda la dictature à Görgey, et prit le chemin de l'exil. — Görgey avait déconseillé l'acte du 14 avril et la rupture avec la dynastie : il s'empressa d'accepter la capitulation que les Russes lui avaient plusieurs fois offerte : le 13 août, à Világos, 23 000 hommes rendirent leurs armes aux troupes du tzar. Komorn, la forteresse imprenable, résista le plus longtemps; le 27 septembre seulement, Klapka en sortit libre avec sa garnison. Venise était tombée quelques jours après Világos : l'Autriche se retrouvait, triomphante, telle qu'avant la Révolution.

II. — *La réaction (1849-1859).*

Le retour à l'absolutisme. — L'armée avait sauvé l'empire. Par la seule vertu de la centralisation et de la discipline, Tchèques et Allemands, Polonais et Croates, et des Magyars mêmes réunis autour des drapeaux noir et jaune, étaient devenus des soldats autrichiens, autrichiens uniquement, pliés à une obéissance passive aux ordres indiscutés de l'empereur. La centralisation absolutiste était la loi de l'armée. Pendant dix ans, elle va devenir celle de toute l'Autriche. Bach, nommé ministre de l'Intérieur quand Stadion fut devenu fou, présida à la restauration complète de l'absolutisme. Le 20 août 1851, un ordre de cabinet impérial déclara le ministère responsable de ses actes devant la couronne seule, et l'invita en même temps à soumettre à un examen approfondi la constitution du 4 mars, en vue de décider si son maintien était compatible avec le bien de l'État. Comme de juste, l'incompatibilité parut évidente. Des ordres de cabinet du 31 décembre 1851 abrogèrent formellement la constitution et firent connaître les principes qui devaient la remplacer, « principes d'institutions organiques dans les provinces de l'Empire autrichien ». Schwarzenberg, ayant triomphé de la Prusse à Olmütz et contresigné l'abrogation de la constitution, avait achevé son œuvre de restauration de l'autorité. Il mourut peu après, et la première place dans le gouvernement revint à Bach, dont le nom reste accolé pour toujours à cette tentative de réaction : le « système de Bach ».

Le « système de Bach ». — Bach n'avait pas à procéder à une restauration pure et simple. Deux nouveautés devaient inspirer toute sa conduite politique : l'abolition des droits féodaux, la suppression du dualisme. La première lui imposait une double tâche : d'une part, régler définitivement les modalités du rachat des charges féodales, achever la grande transformation économique et politique qui donnait à l'Autriche une classe de paysans entièrement indépendants et libres ; de l'autre, créer de toutes pièces des organes d'État pour remplir les fonctions autrefois dévolues aux seigneurs, des tribunaux impériaux pour

remplacer les justices patrimoniales, une police d'État. Le dualisme étant aboli par la constitution du 4 mars, et plus expressément encore par l'ordonnance impériale du 17 octobre 1849, dont l'exposé des motifs disait : « L'ancienne constitution de la Hongrie a été abolie par la révolution elle-même », il fallait que la nouvelle organisation fût introduite aussi au delà de la Leitha : les barrières étaient tombées entre les deux moitiés de l'empire, la ligne de douanes qui les séparait fut supprimée en 1850.

Très attaché au pouvoir, et s'y sentant toujours menacé, Bach était prêt à toutes les concessions pour s'y maintenir ; la seule qu'il ne voulût pas faire, parce qu'il savait ne pas la pouvoir faire, c'était de revenir sur l'émancipation des paysans. La noblesse, inconsolable de la perte de ses anciens droits, lui fit une guerre acharnée. Ce fut une des raisons pour lesquelles l'Autriche, durant cette période, fut soumise à un régime strictement bureaucratique. L'ordre du 31 décembre 1851 contenait bien la promesse d'institutions représentatives : non point au centre, mais dans les provinces, des députés de la noblesse, de la propriété foncière grande et petite, de l'industrie devaient être appelés à assister de leurs conseils les fonctionnaires impériaux. Mais la noblesse eût été prépondérante dans ces assemblées, et elle eût suscité par ses réclamations des embarras au gouvernement. Aussi cette promesse ne fut-elle jamais tenue. Bach appartenait à l'école centraliste de Vienne, il ne connaissait pas par expérience les diversités provinciales et nationales de l'Autriche. Il croyait pouvoir, à l'aide des seuls moyens de l'administration, venir à bout de cette tâche impossible : faire de l'Autriche un État unitaire allemand.

Dans l'intérêt de l'État — non point par tendance germanisatrice, affirmaient les défenseurs du système, — l'allemand avait été élevé partout au rôle de langue d'État : dans la justice, dans l'administration, en fait aussi dans l'instruction. Mais par là même la portée des réformes était amoindrie, le nombre de ceux qui pouvaient en profiter diminué. En 1860, Benedek, prenant possession du gouvernement général de la Hongrie, restait stupéfait d'apprendre que, dans tout le haut personnel de la police de Pest, un seul fonctionnaire parlait

magyar; comment la police pouvait-elle donc remplir son rôle, rester en communication avec le public? Pour prendre goût à leur tâche et se mettre en état d'y suffire par eux-mêmes, il manquait aux fonctionnaires de Bach la sécurité. Tout était provisoire autour d'eux, et ils le sentaient.

L'administration fut réorganisée de haut en bas, suivant un plan rigoureux. Les petites provinces, autrefois réunies aux grandes, recouvrèrent leur autonomie; les trop grandes, comme la Galicie, furent divisées. Le territoire hongrois fut démembré: non seulement la Croatie garda sa situation privilégiée et la Transylvanie reprit la sienne, mais encore la Voïvodie serbe et le Banat de Temesvar furent constitués en provinces distinctes; le reste du territoire fut partagé en cinq lieutenances impériales; l'unité de la Hongrie n'était plus représentée que par le gouverneur général militaire et civil. Les instances inférieures furent constituées, dans toutes les provinces, par des autorités de cercle, et, au dernier degré, de district, celles-ci chargées de l'administration, de la justice, de la police et d'une partie des finances. La police, comme de juste, prit une importance considérable: elle fut dirigée par un ministre spécial, auquel ressortit le corps nouvellement créé de la gendarmerie; mais on demandait aux gendarmes, durant cette période, moins de veiller à l'exécution des lois que d'espionner les sujets. La méfiance du gouvernement s'étendait à tout. L'industrie, par exemple, souffrait d'une réglementation trop minutieuse: des projets de réforme fondés sur le principe de la liberté furent esquissés; mais ils ne purent aboutir qu'en décembre 1859, alors que Bach était déjà renversé.

Le mécontentement public. — Le souvenir des dix années de réaction est resté haï en Autriche. Les nationalités et les classes moyennes sentaient d'autant plus lourdement le joug, qu'elles avaient en 1848 goûté à la liberté. Les Slaves haïssaient le système de Bach pour ses allures germanisatrices, et les Allemands pour son strict absolutisme. Impossible à une voix populaire de se faire entendre. La loi sur les associations et réunions, après avoir imposé à toutes les sociétés la nécessité de l'autorisation gouvernementale et un rigoureux contrôle,

interdisait encore en termes exprès toute association « dont l'objet serait du domaine de la législation ou de l'administration publiques ». La presse, depuis la loi du 27 mai 1852, était soumise à un régime rigoureux : un exemplaire de chaque journal devait être remis aux autorités une heure avant la publication ; le colportage dans les rues, l'affichage étaient interdits ; tous les journaux étaient tenus de fournir une caution. La loi de 1852, dira plus tard un jurisconsulte éminent, faisait regretter la censure préventive. Le jury avait disparu avec la constitution ; mais, même avant qu'il eût disparu, le gouvernement corrigeait les verdicts qui lui déplaisaient. Havlitchek, le grand journaliste tchèque, acquitté par le jury, fut interné sans plus de façons, par mesure administrative.

Le mécontentement public se fit jour d'abord par des complots ; surtout dans les premières années (1851-1853), ils furent nombreux et donnèrent lieu à des procès monstres, principalement en Hongrie et en Transylvanie. La Hongrie était la partie de tout l'empire la plus éprouvée : elle avait le plus souffert du rétablissement de l'ordre ; Haynau, après sa victoire, y avait tiré des révoltés de terribles vengeance : en un seul jour, treize des généraux de la révolution avaient été pendus, à Arad. Elle avait aussi le plus perdu à la nouvelle organisation politique. Quoique les nouveaux fonctionnaires valussent souvent mieux que leurs prédécesseurs, quoique les paysans surtout trouvasent auprès d'eux un autre accueil et une autre justice, les « hussards de Bach », Allemands ou Tchèques vernis de germanisme, eurent à souffrir de l'opposition unanime des Hongrois. Ils ne comprenaient pas la langue de leurs administrés ou l'écorchaient à peine : les paysans, par dérision de leur perpétuel embarras, les avaient surnommés « Monsieur qu'est-ce qu'il dit ? » La société où ils auraient pu fréquenter les tenait à l'écart : la haute noblesse vivait dans le regret de l'ancienne constitution aristocratique et l'espoir de la voir rétablie ; la petite noblesse, le bas clergé catholique, tout le clergé protestant, dans le souvenir de 1848 et l'attente de la revanche. Pour solliciter les emplois du gouvernement, il ne se trouvait dans le pays que deux sortes de gens : des espions volontaires au

compte de l'opposition et des nobles ruinés, qui rendaient avec usure à leurs collègues allemands le mépris dont leurs compatriotes les accablaient eux-mêmes; l'adjoint magyar d'un juge de district n'appelait jamais son chef que « ce chien de Bohême ». Les Hongrois ne s'étaient jamais piqués d'être des contribuables fort exacts; ils mettaient maintenant leur honneur à frauder; augmenter les embarras de l'oppresseur, n'était-ce pas faire acte de patriotes? Kossuth et les autres chefs de la révolution entretenaient de l'étranger, par des agents attitrés, l'agitation nationale. Pour être moins unanime ou moins apparente, l'hostilité des autres nationalités n'était pas moins vive. L'état de siège en Galicie, dans la Voïvodie serbe, en Transylvanie, ne fut levé, comme en Hongrie, qu'en 1854. Le régime de Bach avait réalisé son but, l'union des peuples autrichiens, mais l'union dans le mécontentement. Une anecdote du temps raconte qu'un Magyar, interrogé par un Croate sur le sentiment public dans son pays, répondit, faisant allusion aux souvenirs de la Révolution : « Nous? très satisfaits; le traitement qu'on nous inflige pour châtiment, on vous l'accorde pour récompense. »

Le concordat. Réformes dans l'instruction publique.

— A moment où le parlement de Kremsier, dans son projet de constitution, remettait en honneur les principes du josphisme, les prélats autrichiens, dans des déclarations et des pétitions à l'empereur, avaient revendiqué pour l'Église la liberté la plus complète et réclamé la conclusion d'un concordat. L'attitude des évêques, qui, dans une conférence épiscopale tenue à Vienne en 1849, avaient condamné les prétentions des nationalités et proclamé que la différence des langues était un reste du paganisme et une suite de la chute, montra au gouvernement quel parti il pourrait tirer pour sa politique d'une alliance avec l'Église. Le concordat du 18 août 1855 scella l'union du trône et de l'autel. Trente-six articles publics et des annexes secrètes règlent les rapports de l'Église avec l'État. Le catholicisme est reconnu religion d'État. L'Église doit jouir à perpétuité d'une entière autonomie, de la liberté absolue d'acquérir et de posséder, de tous les privilèges qui résultent de son institution divine et de ses lois. Les évêques

peuvent correspondre sans aucune entrave avec Rome, exercer sur les fidèles et les clercs la juridiction que leur attribue le droit canonique; veiller à ce que l'instruction soit donnée à la jeunesse catholique par des catholiques, et conforme aux doctrines de l'Église; les inspecteurs de l'enseignement doivent être agréés par eux. Ils peuvent censurer et condamner les écrits dangereux, dont le gouvernement s'engage à empêcher alors la propagation. Les autorités civiles peuvent poursuivre les clercs pour toute infraction aux lois civiles et pénales, mais en prévenant l'évêque, et en observant les égards dus au caractère ecclésiastique. — Le concordat fut promulgué comme loi de l'État le 5 novembre 1855. A dater du 1^{er} janvier 1857, le titre « du mariage » du droit civil autrichien fut abrogé pour les catholiques. Dans la remise des causes de mariage aux juridictions ecclésiastiques, l'opinion aigrie, excitée, soupçonneuse, vit le symbole d'une remise des titres mêmes de la société civile aux mains de son éternelle ennemie.

Nul autre acte de la période absolutiste n'a soulevé de haines plus vives, ni laissé de rancunes plus durables. Un tel abandon des droits de l'État parut ne pouvoir s'expliquer que par une trahison. Bach aurait acheté au prix du concordat l'appui des évêques et des jésuites, moins pour sa politique que pour sa personne. A la cour, pourtant, le concordat, malgré les concessions exorbitantes qu'il exigeait de l'empereur, ne souleva pas d'objections, mais parmi les hauts fonctionnaires de la vieille école, imbus des principes du josphinisme, jaloux des droits de l'État, il rencontra des adversaires acharnés. Et pourtant on n'en connaissait pas toute la portée. Un des articles secrets contenait la promesse de l'empereur de ne régler aucune question confessionnelle, comprise ou non dans le concordat, que d'accord avec le pape.

Léon Thun, ministre des Cultes et de l'Instruction publique, livra en exécution l'école primaire au clergé; et cette trahison rendit l'opinion injuste pour ses mérites réels. Il n'est pas uniquement l'homme du Concordat et de l'obscurantisme. Il s'appliqua au contraire à modeler l'organisation des universités autrichiennes sur celle des universités alle-

mandes, de façon qu'elles cessassent d'être simplement, comme sous l'ancien régime, des collèges d'un rang plus élevé, avec même discipline et même méthode; il modifia l'esprit même des études : il rendit aux recherches de théorie pure une place à côté de la préparation mécanique aux carrières libérales; il favorisa, dans les facultés de droit et de philosophie, le développement des études historiques; surtout, en mettant fin au régime étouffant des examens semestriels obligatoires, il rendit aux étudiants la liberté de s'instruire, aux professeurs celle d'enseigner. Pour l'instruction secondaire, classique et scientifique, il fit, sur les conseils d'Exner, prévaloir un plan d'études resté en honneur jusqu'aujourd'hui.

Les finances. Le ministère de Bruck. — Les charges contractées pour les grandes guerres du début du siècle pesaient encore en 1848 sur les finances autrichiennes. D'autre part, les deux banqueroutes avaient laissé dans le public une méfiance extrême. La révolution porta au comble les perturbations et les embarras financiers. La monnaie, bravant toutes les défenses, s'enfuit hors de l'Autriche, bien que le titre en eût été abaissé à dessein; le gouvernement dut émettre de petites coupures de papier et des particuliers mêmes créèrent du billon fiduciaire. Jusqu'en 1854, on garda les anciens coins à l'effigie de Ferdinand; inutile d'en faire de nouveaux; à peine frappé, le métal était drainé. En 1854, un emprunt national de 500 millions fut conclu, pour être affecté au rétablissement de la circulation métallique; mais les complications orientales survinrent et les 500 millions passèrent à des dépenses militaires au lieu de servir au rachat du papier-monnaie. Le gouvernement autrichien avait depuis 1815 renoncé à ce ruineux moyen de crédit, et chargé la Banque de retirer ce qui en restait en circulation. Mais la révolution, les guerres d'Italie et de Hongrie, avec leurs dépenses considérables, exigèrent de nouvelles émissions. Le public, par malheur, ne s'y laissa pas prendre : sous quelque nom qu'on lui présentât les nouveaux billets, bons du Trésor ou emprunt sur les revenus hongrois, et malgré le cours forcé, il se montra récalcitrant : l'agio sur la monnaie métallique, de 9,36 p. 100 en 1848, monta en 1851 à 26, en 1854 à près

de 28 p. 100. La circulation fiduciaire était démesurément enflée. Le commerce souffrait de cet état de choses : les variations perpétuelles du cours du change entravaient ses opérations; le taux de l'escompte, pour les meilleures signatures, était de 10 p. 100; seuls les spéculateurs de la Bourse de Vienne profitaient des embarras du Trésor et du public pour faire leur fortune. L'emprunt de 1854 devait permettre à la Banque de retirer tout le papier d'État, et de le remplacer par ses billets. Mais l'opération ne se fit pas, et la Banque, déjà créancière de l'État pour de grosses sommes, dut encore lui faire une nouvelle avance de 100 millions de florins pour les frais de la politique orientale. De 1848 à 1854, l'Autriche avait fait des dettes, sans s'inquiéter des suites. Or les suites devenaient trop visibles : l'emprunt « national » de 500 millions ne put être placé que grâce à une pression violente; les capitalistes étaient taxés par le gouvernement, et, s'ils ne payaient pas, saisis comme des contribuables négligents. On se décida alors, en haut lieu, à changer de système. Bruck, l'ancien ministre du Commerce, depuis ambassadeur à Constantinople, fut appelé aux Finances en janvier 1855. A la seule nouvelle qu'il avait soumis ses plans à l'empereur, et sans que rien eût transpiré de leur teneur, l'agio baissa de 10 p. 100. Bruck, homme d'idées et de volonté, diplomate-né, méritait la confiance que l'opinion lui témoignait. Pourtant tous ses efforts étaient d'emblée condamnés à échouer. Le régime absolutiste n'offrait aucune des garanties d'ordre et de sécurité qu'exigeait la restauration des finances. Du premier jour, Bruck vit nettement qu'il ne pourrait faire d'économies sérieuses et sans danger que sur les dépenses militaires. Jusqu'au bout, il se laissa leurrer de l'espoir de les obtenir, décevoir par les promesses des chefs militaires; il ne vit pas qu'il n'arriverait jamais de ce côté à une réduction de dépenses. La coterie aristocratique et militaire n'était-elle pas toute-puissante dans l'entourage du souverain? L'une des premières mesures de la réaction avait été de supprimer le ministère de la Guerre et d'en réunir les attributions à celles du premier aide de camp de l'empereur : les affaires militaires étaient ainsi mises hors du

ressort de l'administration de l'État, et constituées en domaine réservé du souverain. En 1855, le déficit prévu était de 175 millions : les frais de la mobilisation et de l'occupation des Principautés le triplèrent. De 1848 à 1859, 2 milliards furent dépensés pour l'armée. D'autres difficultés encore contrecarrèrent les efforts de Bruck. Si la guerre de Hongrie avait chargé l'État d'une lourde dette, l'abolition du dualisme avait eu pour conséquence l'introduction en Hongrie du système fiscal autrichien. De ce chef les recettes annuelles auraient dû augmenter de 50 millions de florins. Mais les mécomptes furent considérables : pour le seul impôt foncier, la Hongrie accusait déjà à la fin de 1851 une moins-value de 13 millions. La réorganisation générale des services publics accroissait considérablement les dépenses : de 1850 à 1859, les besoins du ministère de l'Intérieur doublèrent; de même ceux de la police. Bruck, pour se procurer des ressources, dut recourir à des mesures qu'il blâmait lui-même, comme la vente, à des conditions extrêmement défavorables, des chemins de fer de l'État. Sa politique douanière, qui visait à l'établissement d'une union austro-allemande, était contrecarrée par la politique étrangère inspirée des idées du Concordat : il réussit du moins à faire adopter un nouveau tarif des douanes, sur la base duquel il conclut avec la Prusse le traité de commerce de 1853. La rupture définitive avec le système prohibitionniste, loin de nuire à l'industrie autrichienne, excita son activité. Bruck diminua la dette de l'État vis-à-vis de la Banque, en cédant à celle-ci pour 156 millions de florins de domaines. Il signa la convention monétaire austro-allemande de 1857, pour préparer l'abolition du cours forcé et la reprise des paiements en espèces et dégager par là même la situation de la Banque. A peine commençait-il à entrevoir les résultats de son œuvre, la guerre d'Italie survint : pour subvenir aux besoins, il fut forcé de porter atteinte de nouveau au crédit de la Banque, qu'il venait lui-même de restaurer.

La politique extérieure. Guerre de Crimée et guerre d'Italie. Fin de la période absolutiste. — De grands succès auraient seuls pu rendre populaire ou tout au moins faire accepter un régime qui sacrifiait tous les intérêts des peu-

ples de l'Autriche à la grandeur de la dynastie. Depuis la mort de Schwarzenberg, qui avait à son actif l'humiliation de la Prusse à Olmütz, la politique étrangère subissait échec sur échec. Le comte de Buol-Schauenstein avait hérité du programme de Schwarzenberg, mais non de ses qualités. La guerre de Crimée en donna la preuve. La Russie et les puissances occidentales firent des efforts égaux pour entraîner l'Autriche. Le tsar offrait la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine; mais l'Autriche n'y trouvait pas l'équivalent des plaines danubiennes. L'intérêt poussait à une alliance avec l'Angleterre et la France; mais la tradition, toujours si puissante à la cour de Vienne, s'y opposait; et d'ailleurs, quoi qu'en eût dit Schwarzenberg, François-Joseph hésitait à étonner le monde par son ingratitude. D'autres raisons encore rendaient le choix difficile. L'Autriche expiait maintenant son ambition démesurée : engagée partout à la fois, elle ne savait où se tourner d'abord. Elle voulait n'agir que de concert avec la Prusse, pour se garantir contre toute surprise en Allemagne, et la Prusse mettait ses conditions; à prendre le parti de la Russie, on s'exposait à des soulèvements révolutionnaires en Italie, en Pologne, surtout en Hongrie. Napoléon III n'eût pas reculé devant l'alliance avec la révolution, et le système de Bach avait merveilleusement travaillé à lui assurer le succès. La Hongrie, dont on eût pu attendre, en d'autres temps, le concours le plus actif contre la Russie, escomptait une défaite de l'Autriche et ne se fût point fait scrupule d'y aider. On commençait à mesurer l'étendue de la faute commise en 1849; des mémoires furent soumis à l'empereur contre le « jacobinisme niveleur » de la centralisation, en faveur d'un retour à la tradition autrichienne, qui tenait compte des diversités historiques et nationales. En haut lieu on commença à songer à un changement de système.

Buol obtint de la Prusse, non sans peine, la convention d'alliance du 20 avril 1854, « alliance d'un genre tout particulier », dit M. de Sybel, « entente cordiale entourée des plus grandes précautions, confiance fraternelle sous toutes réserves. Dans l'intention de l'Autriche l'alliance faisait front à l'Est; dans l'intention de la Prusse, à l'Ouest. » Buol s'en aperçut bientôt : pen-

dant qu'il poussait de toutes ses forces l'Allemagne à prendre parti contre la Russie, la Prusse contrecarrait avec succès son action. Aussi, le 8 août, accéda-t-il au programme des puissances occidentales, les « quatre points », sans consulter son alliée. Le 2 décembre, dans les mêmes conditions, il signa une alliance formelle avec l'Angleterre et la France. Il gagna à cette politique la rancune de la Prusse, et la haine du tsar; tandis que sa tardive résolution fut accueillie sans grand enthousiasme par les puissances occidentales. A force de finesses, il avait réussi à se brouiller avec tout le monde. Il put recueillir au Congrès de Paris les fruits de sa politique : l'union des Principautés fut admise, malgré son opposition (il avait protesté contre la création aux portes de la Hongrie d'un nouveau Piémont, jouet de l'influence française) et la question italienne posée devant l'Europe. L'Autriche s'était isolée, pour le seul profit d'occuper quelques mois les Principautés, et d'achever la ruine commencée de ses finances. M. de Beust résume ainsi les conséquences de cette politique : « La Russie profondément blessée, désormais aux aguets; le Piémont grandi, désormais provocant; la France gâtée, désormais dangereuse; l'Angleterre à moitié gagnée, désormais hésitante; la Prusse négligée, désormais dans l'attente d'une occasion, voilà la situation qui se dessina deux ans après le traité de Paris. » C'est en effet dans ces conditions que l'Autriche engagea la lutte contre le Piémont, et provoqua l'intervention de la France. Magenta et Solférino mirent fin à sa domination en Italie, et du même coup au système absolutiste. La révolte menaçait en Hongrie : un changement de régime s'imposait; le 22 août 1859, Bach fut renvoyé du ministère.

BIBLIOGRAPHIE

I. Période révolutionnaire. — DOCUMENTS OFFICIELS. — Comptes rendus des séances des Assemblées de Vienne, Kremsier, Presbourg, Pest, Francfort, de la Commission des Cinquante. — **Springer**, *Protokolle des Verfassungsausschusses des öst. Reichstages 1848-9*, 1885; *Ergebnisse der... Untersuchung wider die Mörder des... Grafen Baillet v. Latour*, 1850 (partial).

JOURNAUX ET REVUES. — *Wiener Zeitung* et *Közlöny* (magyar). — *Constitution*, de Vienne; *Narodni novin*, de Prague; *Lloyd*, de Trieste; *Novine dalmatske-horvatske-slavonske*, d'Agram; *Kossuth Hirlapja*; *Augsburg. Allg. Zeitung*; les *Grenzboten*.

MÉMOIRES ET RÉCITS CONTEMPORAINS. — **Pillersdorf**, *Rückblicke über die polit. Bewegung 1848-9*, 1849, et *Handschriftlicher Nachlass*, 1863. — **Fiquelmont**, *Die Zeit von 20 März bis zum 4 Mai 1848*, 1850. — (**Hartig**) *Genesis der Revolution in Oesterreich*, 1850. — **Schuselka**, *Das Revolutionsjahr*, Vienne, 1850. — **Hübner**, *Ein Jahr meines Lebens*, 1891. — *Mémoires de Fuster*, de **Kudlich**. — **Silberstein**, *Geschichte der Aula*, 1850. — **Violand**, *Sociale Geschichte der Revolution in Oesterreich*, 1850. — **Moritz Hartmann**, *Bruchstücke revolutionärer Erinnerungen*, 1861. — **Streiter**, *Studien eines Tirolers*, 1862. — **K. Marx**, *Revolution und Kontrerevolution in Deutschland* (écrit en 1851, traduit par Kautsky, 1896). — En tchèque : *Mémoires de J.-V. Fritsch*; *Discours de Rieger*; **Palacky**, *Explications des députés tchèques sur leur conduite dans les parlements de Vienne et de Kremsier, 1848-9*; **Havlitchek**, *Œuvres choisies*, Kutna Hora, 1885. — *Mémoires de Kosuth*, de **Görgey**, de **Klapka**. — **Szemere**, *Politische Charakterskizzen*, 1853. — **Kossuth**, *Die Katastrophe in Ungarn*, 1849. — **Szilagyi**, *Les hommes de la révolution hongroise*, 1850; *Les jours de la révolution hongroise*, 1849 (en magyar). — *Erlebnisse eines k. k. Offiziers im österreichisch-serbischen Armeekorps*, 1861; *Die serbische Bewegung in Südungarn*, 1851; *Geheimarchiv der ung. Revolution*, 1850. — *Der Winterfeldzug des Revolutions Krieges in Siebenbürgen*, 1861. — **Th. Pulszky**, *Aus dem Tagebuche einer ung. Dame*, 1851.

OUVRAGES D'ENSEMBLE. — **Springer**, *Gesch. Oesterreichs* (tout le second volume). — **Helfert**, *Gesch. Oesterreichs vom Ausgange des Wiener Oktober Aufstandes* (le deuxième volume revient sur les événements antérieurs depuis le début de la révolution), 1870-6. — **Reschauer**, *Das Jahr 1848*, 1870 (tous les trois, surtout les deux derniers, avec des documents inédits). — **M. Bach**, *Die Wiener Revolution 1848*, 1898 (histoire sociale de la Révolution). — **E.-V. Zenker**, *Die Wiener Revolution 1848 in ihren sozialen Voraussetzungen*, 1897. — **Iranyi** et **Chassin**, *Histoire politique de la Révolution de Hongrie*, 1859. — Les ouvrages généraux et biographies indiqués aux chapitres précédents.

BIOGRAPHIES. — **Arneth**, *Aus meinem Leben*, 1891; **A. v. Schmerling**, 1895; **Wessenberg**, 1897.

II. Période de réaction. — DOCUMENTS OFFICIELS. — Outre le *Bulletin des lois autrichien* (*Reichsgesetzblatt*), on trouvera sur cette période un assez grand nombre de renseignements dans les comptes rendus parlementaires de la période postérieure, en particulier ceux du Reichsrath renforcé et du Reichsrath de 1861 à 1865. Journaux et revues : *Pester Lloyd*; *Augsb. Allg. Zeitung*; *Grenzboten*; *Unsere Zeit*, de Leipzig.

MÉMOIRES ET ÉCRITS DE POLÉMIQUE CONTEMPORAINS. — **Springer**, *Oesterreich nach der Revolution*, 1850. — (**Andrian**), *Centralisation und Decentralisation in Oesterreich*, 1850. — *Mémoires de B. v. Meyer*, 1875. — **Schuselka**, *Politische Charaktere in Oesterreich*, 1850. — **Somssich**, *Das legitime Recht Ungarns und seines Königs*, 1850. — (**B. v. Meyer**), *Rückblick auf die jüngste Entwicklungsperiode Ungarns*, 1857. — (**Et. Szechenyi**), *Blick auf den anonymen Rückblick*, 1859. — **Czörnig**, *Die Neugestaltung Oesterreichs*, 1859. — *Acht Jahre Amtsleben in Ungarn, von einem k. k. Stuhlrichter in Disponibilität*, 1861. — **Flir**, *Briefe aus Rom*, 1864 (sur le Concordat).

OUVRAGES ULTÉRIEURS. — **Luschin v. Ehengreuth**, *Oesterreichische Reichsgeschichte*, 1896. — **A. Beer**, *Die orientalische Politik Oesterreichs*, 1885; *Die Finanzen Oesterreichs im XIX Jahrhundert*, 1877. — **Rogge**, *Geschichte Oesterreichs von Vildagos bis auf die Gegenwart*, I, 1872. — **Sybel**, *Begründung des deutschen Reichs*, II, 3^e éd., 1890. — **Schmitt**, *Geschichte der Katholischen Kirche Deutschlands*, III, 1874. — **Andrássy**, *Ungarns Ausgleich mit Oesterreich*, 1897.

CHAPITRE V

LA FRANCE LE SECOND EMPIRE

POLITIQUE INTÉRIEURE

(Du 2 décembre 1852 au 2 janvier 1870)

I. — L'Empire autoritaire.

Napoléon III; accroissement de son pouvoir. — Au lendemain de son avènement, Napoléon III parut préoccupé surtout d'étendre son pouvoir et d'assurer l'avenir de sa dynastie.

Ce n'était pas vers la liberté que s'orientait pour lors sa politique. « La liberté, disait-il peu après, n'a jamais aidé à fonder d'édifice politique durable; elle le couronne quand le temps l'a consolidé. » En attendant ce couronnement, il fit voter le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, qui réduisait en fait à peu près à rien les attributions financières du Corps législatif. Cet acte portait en effet que les traités de commerce conclus par le souverain auraient force de loi même pour les modifications de tarifs qui y seraient stipulées; que les travaux d'utilité publique et les entreprises d'intérêt général seraient autorisés et ordonnés par décret de l'empereur; enfin que le budget serait voté non par chapitres, mais par ministères et que la répartition des crédits par chapitres serait réglée par le

souverain, qui pourrait, du reste, autoriser des virements d'un chapitre à un autre. En outre, les rapports des grands corps de l'État entre eux et avec le chef du gouvernement devaient être déterminés par ce dernier (qui y pourvut peu après par le décret du 31 décembre). Si à ces nouvelles restrictions des libertés publiques on ajoute les lois et décrets portés, de 1853 à 1855, pour la répression des crimes ou attentats politiques, pour la formation des listes du jury, pour la nomination des maires, pour celle des présidents des conseils de prud'hommes et pour le rattachement du personnel de l'enseignement primaire aux administrations préfectorales, on se rendra compte de ce que le principe d'autorité, déjà si favorisé par la constitution de 1852 et les décrets-lois de la dictature, gagna encore à l'établissement de l'Empire.

La Cour, la famille impériale, l'impératrice. — Malgré son origine populaire et bien qu'il se réclamât hautement de la Révolution, le nouvel Empire ne manqua pas, comme le premier, de tomber dans l'imitation des anciennes mœurs monarchiques. Installé aux Tuileries comme son oncle et pourvu comme lui d'une liste civile de vingt-cinq millions ¹, Napoléon III s'entoura bientôt d'une cour fastueuse, où il s'efforça d'attirer des nobles et où l'étéquette reprit ses droits. Non content de multiplier les maréchaux de France, il eut, dès le début, un grand maréchal du palais, un grand chambellan, un grand écuyer, un grand veneur, un grand aumônier et nombre de dignitaires de moindre importance. Il eut, un peu plus tard, une garde impériale privilégiée. Il eut une famille *civile*, placée sous son autorité personnelle, et une famille *politique*, dans laquelle le sénatus-consulte du 7 novembre l'autorisait à désigner son successeur. Cette dernière ne comprenait que l'ex-roi Jérôme et ses deux enfants, la princesse Mathilde et le prince Napoléon. Dans le décret du 18 décembre 1852, l'hérédité impériale fut attribuée à Jérôme et après lui à son fils, dans le cas où l'empereur n'aurait pas d'enfants. Le premier de ces princes

1. Par le sénatus-consulte du 12 décembre 1852, qui lui assurait en outre la jouissance des forêts, palais et manufactures de l'État et accordait à sa famille une dotation annuelle de 1 500 000 francs.

était déjà fort âgé et il ne semblait pas probable qu'il dût jamais monter sur le trône. Mais le second n'avait que trente ans. C'était un esprit fort libre, et violent à ses heures; il avait siégé à l'Assemblée législative sur les bancs de la Montagne et, malgré sa dignité nouvelle, gardait des allures démocratiques et anticléricales qui gênaient l'empereur, parce qu'elles offusquaient le monde conservateur. Napoléon III ne l'avait sans doute adopté que dans l'espoir de le contenir et peut-être aussi d'exercer par son entremise une certaine influence sur le parti avancé. En tout cas, après avoir édifié l'Empire, il aimait mieux l'avoir dedans que dehors. Du reste, il ne tenait pas plus à lui laisser la couronne que les grands corps de l'État (et particulièrement le Sénat) ne tenaient à le voir devenir empereur. Ce qu'il voulait, c'était un héritier direct. Aussi, à peine monté sur le trône, s'était-il préoccupé d'un mariage pour lui-même. Mais ses ouvertures à cet égard n'avaient pas été accueillies très favorablement par les vieilles cours européennes, qui, si elles avaient bien voulu le reconnaître empereur ¹, n'avaient encore ni beaucoup de considération pour sa personne ni beaucoup de confiance en son avenir. Il n'avait pu épouser ni une princesse de Hohenzollern ni une princesse Wasa. Ce que voyant, comme il était homme à coups de tête, il s'était décidé à faire un mariage d'amour. Le 22 janvier 1853, il annonça son intention de prendre pour femme M^{lle} Eugénie de Montijo, jeune Espagnole de famille noble, mais non souveraine, dont il s'était épris depuis quelque temps, et se déclara — un peu tard — très fier de n'être qu'un « parvenu ». Il l'épousa effectivement peu de jours après (30 janvier). La nouvelle souveraine, en qui devaient, disait-il, revivre « les vertus de l'impératrice Joséphine », allait rehausser par sa beauté, sa grâce et son luxe l'éclat des fêtes qui dès lors se succédèrent aux Tuileries presque sans interruption. Mais ignorante, fantasque et frivole, elle ne fut jamais vraiment populaire. Il faut

1. Encore les cours de Vienne, de Berlin et de Saint-Petersbourg y avaient-elles mis une mauvaise grâce manifeste. Elles ne l'avaient reconnu que sous des réserves presque comminatoires; la lettre hautaine et dédaigneuse que le tsar Nicolas I^{er} lui avait adressée à cette occasion l'avait profondément offensé.

ajouter qu'inféodée par éducation au parti ultramontain elle s'attacha d'autant plus passionnément à lui que le prince Napoléon se montrait plus disposé à le combattre, et que ce personnage, qu'elle éloignait du trône, devint à ses yeux un adversaire. Ainsi de bonne heure se formèrent autour de Napoléon III deux partis inconciliables, entre lesquels l'âme vacillante de l'empereur ne sut jamais se prononcer sans retour, au grand dommage de sa politique et pour le malheur de la France.

Progrès de la richesse publique. — Les moyens violents par lesquels il avait acquis le pouvoir et les fautes qu'il commit comme empereur ne doivent pas faire méconnaître ses sentiments humanitaires, son désir de développer la richesse publique et d'accroître surtout le bien-être des classes laborieuses. Il était et voulait paraître homme de progrès. Sa prétention était d'être un despote éclairé et de faire le bonheur du peuple, à condition de le faire seul, sans conseils comme sans contrôle, et d'avoir à peu près carte blanche. Pendant les premières années de son règne, son activité brouillonne et mal réglée, mais après tout féconde, put se donner libre carrière, et l'histoire, qui doit à tant d'égards lui être sévère, ne peut dissimuler le bien qui fut accompli par son initiative ou sous son impulsion. On voit à cette époque se multiplier en France les institutions de bienfaisance, les crèches, les asiles d'enfants et de vieillards, les sociétés de secours mutuels (dont le nombre est augmenté d'un tiers en moins de trois ans). L'établissement de cités ouvrières dans les grands centres industriels est partout encouragé. Le gouvernement essaie d'organiser l'assistance médicale dans les villes et dans les campagnes. D'autre part, la création du *Crédit foncier* (1852), qui devient en 1854 une véritable institution d'État, permet aux propriétaires, grands ou petits, aussi bien qu'aux communes et aux départements, de se procurer à bon marché les capitaux nécessaires pour leurs entreprises. Les grandes voies ferrées, à peine ébauchées sous Louis-Philippe, sont rapidement terminées. Il en est créé d'autres de toutes parts, et des services réguliers de paquebots transatlantiques seront établis au Havre, à Saint-Nazaire, à Bordeaux, en 1857. Grâce à ces facilités nou-

velles de communication, la circulation commerciale s'accélère et se ramifie de toutes parts. Les industries du fer, de la houille, du gaz à éclairage, etc., se transforment et se développent à vue d'œil. Paris, sous la dictature administrative du préfet Haussmann (à partir de 1853), s'embellit, s'assainit, s'approprie par ses voies et ses constructions nouvelles aux nécessités de la vie moderne; et les autres grandes villes ne tarderont pas à suivre son exemple. L'Exposition universelle de 1855 permet de constater les progrès remarquables accomplis en peu d'années dans notre pays par le travail national, progrès qu'il ne faut point sans doute attribuer exclusivement au gouvernement impérial, mais qu'il a sans conteste puissamment activés.

Premiers symptômes de malaise. — Tout n'est cependant pas splendeur et prospérité dans l'Empire, même aux premières années, et la médaille a bien son revers. L'exemple de la cour et la formation ou l'accroissement trop rapides de certaines fortunes développent dans la bourgeoisie, bientôt aussi dans les classes populaires, avec le goût du bien-être celui du luxe, et la recherche effrénée du plaisir. Les grandes opérations de Bourse auxquelles donnent lieu les emprunts d'État et les émissions de valeurs industrielles ou financières, surexcitent chez les particuliers le désir des gains rapides. La moralité publique s'altère visiblement; l'agiotage devient un besoin. Vainement l'empereur applaudit-il aux écrits qui le dénoncent et le flétrissent ¹; le mal sévit jusque dans son entourage, et ses platoniques objurgations ne l'atténueront nullement. L'affluence et la rapide circulation des capitaux, ainsi que l'embellissement des villes, amènent en peu de temps un renchérissement de toutes choses dont la classe ouvrière, les rentiers, les fonctionnaires ont bientôt particulièrement à souffrir. Si l'on ajoute à cette crise économique des calamités accidentelles (disette, choléra) qui désolent la France de 1853 à 1855, les inondations qui la dévastent en 1855 et 1856, enfin la prolongation meurtrière de la guerre de Crimée, qui attriste à cette époque tant de familles et où le peuple ne voit pas très bien

1. La comédie de *La Bourse* de Ponsard, et la brochure intitulée : *Les Manieures d'argent*. Ces deux ouvrages datent de l'année 1856.

ce que le pays peut avoir à gagner, on se rend compte que, dès cette époque, l'optimisme et la confiance de la nation n'étaient plus tout à fait sans mélange de malaise et de mécontentement.

Les partis d'opposition (Légitimistes, Orléanistes, Républicains) de 1852 à 1857. — Ce mécontentement, il est vrai, le peuple n'en avait presque pas conscience. Du reste, les moyens légaux de le faire connaître lui manquaient presque entièrement, et quant aux autres, l'idée ne lui venait pas de les employer. La foule ne manifestait pas. Sans doute les partis hostiles à l'Empire n'avaient ni complètement désarmé ni renoncé à leurs espérances. Mais ils n'avaient pu encore se remettre du désarroi et du découragement où le coup d'État les avait jetés. Leurs soldats se cachaient. Leurs chefs seuls continuaient à se montrer; et la faiblesse de leurs moyens d'action, aussi bien que la défectuosité de leur tactique, semblait les condamner pour longtemps encore à une complète impuissance.

Le moins redoutable, à coup sûr, était le parti légitimiste, qui n'était dans la nation qu'une minorité imperceptible et impopulaire. Le gouvernement lui faisait cependant beaucoup d'avances, à cause de son étroite alliance avec le clergé dont il avait lui-même tant besoin. Aussi un certain nombre de royalistes s'étaient-ils ralliés à l'Empire sans trop de peine et avaient-ils accepté de lui des emplois ou des honneurs ¹. Les autres boudaient en paix ou aiguisaient des épigrammes qui froissaient Napoléon III, mais ne pouvaient lui faire grand mal. Les plus médisants voyaient parfois leur domicile envahi et leurs papiers saisis par la police. Quelques-uns organisaient une *Ligue fédérale* qui n'exista jamais que sur le papier (1853). Les importants du parti allaient à Frohsdorf et en rapportaient le mot d'ordre, qui était invariablement l'abstention. Le comte de Chambord, de tous les prétendants le plus intransigeant et le plus inerte, semblait prendre à tâche de décourager ses amis par la dignité toute négative et toute expectante de sa politique.

L'orléanisme, qui comptait dans ses rangs de véritables

1. Citons notamment le duc de Mouchy et les marquis de La Rochejacquelin et de Pastoret, qui étaient entrés au Sénat.

hommes d'État, des administrateurs, des généraux, des écrivains de talent, inspirait à Napoléon III, malgré son impuissance de fait, de persistantes inquiétudes. Le très prudent *Journal des Débats*, qui lui servait d'organe, l'exaspérait moins par ce qu'il disait que par ce qu'il ne voulait pas dire. Exilés, dépouillés, les princes d'Orléans gardaient une clientèle riche, éclairée, dont l'opposition, pour être circonspecte et mesurée, n'en était pas moins irréductible. Toutefois, cette famille, qui, elle non plus, n'agissait guère, ne fût devenue un véritable embarras pour l'Empire que si la politique de la *fusion* eût amené une réconciliation sincère et complète entre les deux branches de la dynastie de Bourbon. Mais cette politique équivoque se heurtait d'une part à la loyale résistance du comte de Chambord, qui exigeait de ses cousins une soumission sans réserve et la reconnaissance de son droit divin, de l'autre aux invincibles répugnances d'orléanistes qui, comme Thiers, Rémusat, Duvergier de Hauranne, etc., ne voulaient pas sacrifier au drapeau blanc les principes de 1789. Le duc d'Aumale, le prince de Joinville, la duchesse d'Orléans et ses enfants se refusaient pour leur compte à ce sacrifice. Aussi ce fut en vain que le duc de Nemours alla saluer à Frohsdorf, vers la fin de 1853, le « chef de la Maison de France », et que ce dernier rendit visite (en 1854) à la reine Marie-Amélie. Le profond ressentiment et les rancunes qui séparaient les deux familles n'en subsistèrent pas moins; et la constatation que le comte de Chambord fit publiquement de leur désaccord, en 1857, rendit pour longtemps inutile toute nouvelle tentative de rapprochement.

En attendant la fusion des deux dynasties ou la restauration de l'une d'elles, orléanistes et légitimistes formaient une sorte de coalition dite *libérale* pour la revendication des franchises parlementaires abolies par le régime de 1852. C'était une coterie considérable par les talents et par l'honorabilité de ses membres, mais condamnée à l'impuissance justement parce qu'elle était une élite, parce qu'elle dédaignait le suffrage universel et se tenait à l'écart de la foule. Son principal organe, le *Correspondant*, n'était lu que dans les salons. Son quartier général

était l'Académie française, où les *anciens partis*, comme on disait, étaient maîtres du terrain. Les Guizot, les Thiers, les Cousin, les Montalembert y faisaient la loi, de 1854 à 1857; ils y appelèrent coup sur coup Dupanloup, Berryer, Sylvestre de Sacy, le duc de Broglie, le comte de Falloux. Chacune de ces élections était regardée par la nouvelle Fronde comme une grande victoire; et chaque réception donnait lieu à des discours soigneusement limés, dont les allusions, soulignées par un auditoire aristocratique et pieux, atteignaient en plein cœur l'Empire et ses tenants, mais ne les empêchaient pas de se bien porter.

Le parti républicain, plus nombreux, plus résolu, plus porté à l'action que les partis monarchiques, était naturellement celui que Napoléon III craignait et surveillait le plus. Mais il était pauvre et ne possédait en France qu'un petit nombre de ses chefs, les autres (et non les moindres) étant alors ou déportés ou dispersés par l'exil en divers pays (Suisse, Belgique, Angleterre, etc.). Ceux des hommes de 1848 qui avaient pu rester ou rentrer en France étaient réduits à se taire ou à ne servir leur cause qu'avec une extrême prudence. Cavaignac, très surveillé, vivait dans la retraite; Jules Favre prononçait d'éloquents plaidoyers que le gouvernement ne permettait pas de publier; Jules Bastide instruisait en secret la génération nouvelle de ses droits et de ses devoirs; Goudchaux recueillait péniblement quelques souscriptions pour les proscrits. Les seuls journaux où l'opposition démocratique pût se manifester (*le Siècle*, le *Charivari*, la *Presse*) se faisaient petits, humbles et respectueux pour échapper aux foudres administratives. Quand il mourait quelque représentant illustre de l'idée républicaine, comme Marrast, Arago, en 1853, ou Lamennais en 1854, le peuple était écarté de ses funérailles par la force armée. Quelques attroupements d'étudiants, quelques huées, comme celles qui accueillaient en 1855 Sainte-Beuve et Nisard au Collège de France et à la Sorbonne, c'était tout ce que se permettait publiquement cette jeunesse des Écoles qui avait fait autrefois des barricades. Dans l'ombre, il est vrai, et dans le mystère — mystère percé à jour par la police impériale — les émis-

saïres ou les correspondants des réfugiés de Londres ou de Bruxelles, sans appui, sans ressources, échafaudaient complots sur complots. Il s'agissait tantôt d'enlever l'empereur, tantôt de le tuer. Les procès qui en résultaient, comme ceux de l'Hippodrome et de l'Opéra-Comique, de la *Commune révolutionnaire*, etc., avaient invariablement pour résultats de nouvelles transportations (1853-1854). Parfois aussi avaient lieu des attentats isolés à la vie du souverain, comme ceux de Pianori et de Bellemare (avril-septembre 1855). Mais la tranquillité publique n'en était guère troublée; et la foule ne s'indignait pas que le gouvernement en prit prétexte pour incarcérer de nouveaux suspects et les déporter sans jugement (comme il fit d'Arthur Ranc en 1855). La masse du peuple demeurait en somme fort docile; et sauf l'insignifiante échauffourée de la *Marianne* (à Angers, en août 1855), on ne peut signaler aucune tentative populaire de soulèvement pendant les premières années du second Empire.

Le Corps législatif et les élections de 1857. — Le nouveau régime paraissait donc, en somme, à l'abri des orages. Son avenir sembla surtout assuré en 1856, époque où, la guerre de Crimée s'étant glorieusement terminée pour la France, Napoléon III au Congrès de Paris fut comme l'arbitre de l'Europe. Dans le même temps la fortune lui donnait un fils ¹, dont le pape Pie IX tint à honneur d'être le parrain. Après cet événement, il put croire assuré l'avenir de sa dynastie. En tout cas, il attendit sans crainte le premier renouvellement du Corps législatif, qui devait avoir lieu l'année suivante.

Cette assemblée, composée de créatures du gouvernement, n'avait jamais fait d'effort sérieux pour sortir du rôle fort humble, fort effacé, auquel la condamnait le régime de 1852. Subordonnée au Conseil d'État, elle délibérait à peu près en secret ²,

1. Eugène-Louis-Jean-Joseph, prince impérial, né à Paris le 16 mars 1856, tué à Ulundi, dans le Zoulouland, le 1^{er} juin 1879.

2. Depuis 1852, il n'était pas publié de compte rendu *in extenso* de débats législatifs. Les journaux ne pouvaient les faire connaître que par un procès-verbal officiel très court et tout à fait insignifiant à force de sécheresse. — Montalembert, qui faisait alors partie du Corps législatif, a dit plus tard : « Nul ne saura jamais ce que j'ai souffert dans cette cave sans air et sans jour, où j'ai passé six ans à lutter avec des reptiles. »

adoptait en bloc des projets de loi qu'elle n'avait pas faits et qu'elle ne pouvait librement amender, votait le budget par ministères, subissait tous les faits accomplis, ne demandait pas d'explications au gouvernement sur sa politique et, à plus forte raison, n'osait jamais la blâmer. Une seule voix discordante et libre s'était élevée dans son sein, celle de Montalembert, qui, après s'être associé à la politique du coup d'État, s'était ressaisi et était devenu l'adversaire du nouveau régime. Ses collègues ne l'avaient entendu qu'avec effroi revendiquer la liberté perdue, et ils l'avaient même un jour livré aux tribunaux de l'empire ¹. Le président Billault et après lui le président Morny n'avaient eu, on le comprend, nulle peine à diriger les débats d'une pareille Chambre; le gouvernement ne devait pas souhaiter qu'elle fût modifiée. De fait, à l'exception d'un très petit nombre de députés qui, comme Montalembert, furent privés du patronage administratif, le personnel de cette assemblée fut, grâce aux candidatures officielles, presque entièrement réélu (22 juin 1857). La liberté de la presse, la liberté de réunion, la liberté individuelle n'existant pas, les adversaires du gouvernement, pour le plus grand nombre, s'abstinrent d'affronter la lutte électorale. Les candidats orléanistes ou légitimistes furent extrêmement rares. Quelques *indépendants*, comme Brame ou Plichon, qui n'étaient pas, au fond, des ennemis de l'Empire, représentèrent seuls les *anciens partis* dans la nouvelle Chambre. Quant à l'opposition démocratique, elle n'avait de chances de succès que dans les très grandes villes, particulièrement dans la capitale. Mais là même elle se fit du tort par manque d'homogénéité et de discipline. Du fond de l'exil, les proscrits républicains prêchaient l'abstention complète ou le refus de serment. A Paris, on ne put s'entendre sur le choix des candidats. Le résultat fut que l'opposition l'emporta seulement dans cinq circonscriptions sur dix, avec Cavaignac, Goudchaux, Carnot, Émile Ollivier et Darimon. Des trois premiers, du reste, l'un,

1. Pour une lettre — quelque peu satirique à l'égard de l'Empire — qu'il avait adressée à Dupin aîné et qui avait été publiée en Belgique. Le gouvernement, du reste, satisfait d'avoir obtenu la faculté de le traduire en justice, ne poussa pas plus loin cette affaire (avril 1854).

Cavaignac, mourut fort peu après (28 octobre 1857); les deux autres, comme en 1852, refusèrent le serment. Des élections complémentaires firent, il est vrai, quelques mois plus tard (avril 1858) entrer au Corps législatif Jules Favre et Ernest Picard. Ces deux nouveaux venus, unis à Ollivier et à Darimon, ainsi qu'à Hénou, député du Rhône, constituèrent ce groupe des *Cinq* qui seul dans la nouvelle assemblée devait, jusqu'en 1863, représenter l'opposition démocratique. Malgré la puissance ou la dextérité oratoire de Jules Favre, d'Émile Ollivier et d'Ernest Picard, ce n'était pas assez pour faire échec à l'Empire, et les persistants efforts des *Cinq* n'eussent pas suffi à l'ébranler, si Napoléon III ne s'était aliéné quelque temps après une partie considérable de ses anciens amis, qui, sans souhaiter sa chute, allaient de fait, pendant la seconde moitié du règne, seconder dans leurs attaques les adversaires déterminés du régime impérial.

C'est pour avoir rompu avec le monde clérical et avec le monde protectionniste, c'est-à-dire avec les deux éléments principaux du parti conservateur sur lequel il s'appuyait depuis le coup d'État, que Napoléon III fut amené en 1860 à se rapprocher de la démocratie et à évoluer, sans profit pour l'Empire, du principe d'autorité vers le principe de liberté. L'histoire doit attacher la plus grande importance à cette double rupture, sans laquelle l'œuvre de 1852 se fût sans doute longtemps encore maintenue intacte.

Désaccord naissant entre Napoléon III et la cour de Rome. — Après l'expédition de Rome et la loi Falloux, le parti de l'Église avait été longtemps l'auxiliaire ardent et le fidèle de la politique napoléonienne. L'épiscopat français avait applaudi au coup d'État et pris une part considérable au rétablissement de l'Empire. A l'exception d'un petit groupe de catholiques, dits *libéraux* (les Dupanloup, les Montalembert, les Broglie, les Cochin, etc.), que le Saint-Siège désavouait, les amis du pape s'étaient déclarés les amis de l'empereur. Les évêques avaient salué en Napoléon III un autre Constantin. Le plus violent et le plus intransigeant des ultramontains, Louis Veuillot, s'était mis, lui et son journal l'*Univers*, au service du nouveau régime. Durant plusieurs années il n'avait eu que com-

plaisance et admiration pour le souverain qui maintenait le pouvoir temporel du pape par la force des armes, laissait l'Église reprendre la direction de la jeunesse et favorisait les progrès des congrégations. Mais, peu à peu, l'étroite union des deux pouvoirs s'était relâchée. On sait maintenant (ce que la plupart des contemporains ignorèrent) que de 1852 à 1854 Napoléon III fit de vaines instances pour que Pie IX vint à Paris le sacrer, comme Pie VII y était venu jadis sacrer Napoléon I^{er}; et que dans le même temps le pape s'efforça sans succès d'obtenir l'abolition des articles organiques et celle de la loi qui interdit la célébration du mariage religieux avant celle du mariage civil. A ces premiers froissements avaient succédé l'accueil plus que froid fait par le gouvernement impérial au dogme de l'*Immaculée Conception*, et le procès de la Salette, dont l'éclat, fâcheux pour l'Église, n'avait pas été empêché par ledit gouvernement (1854-1855). Mais la confiance du clergé dans l'empereur avait été surtout ébranlée par l'alliance franco-piémontaise, conclue au cours de la guerre de Crimée (26 janvier 1855) et par les encouragements manifestes que Cavour avait reçus de l'empereur au Congrès de Paris (1856). En s'unissant à un gouvernement qui aspirait à reprendre pour son compte la révolution italienne avortée en 1849, Napoléon III avait fait comprendre à l'Église qu'il ne s'était point donné tout entier à elle et que le *carbonaro* de 1831 pouvait encore se retrouver en lui. Après le Congrès de Paris, l'attitude de l'empereur à l'égard du pape, qu'il pressait d'accorder des réformes à ses sujets, et à l'égard de Victor-Emmanuel, qu'il enhardissait chaque jour davantage, devint plus significative encore. A l'intérieur, il faisait célébrer aux frais de l'État les funérailles de Béranger et réintérait le vieux gallican Dupin dans son siège de procureur général à la Cour de cassation (juillet-novembre 1857). Pourtant il oscillait toujours et n'avait point encore fait de pas décisif. Ce furent les conspirateurs italiens et leurs attentats qui l'entraînèrent enfin dans la voie où jusque-là il n'avait osé ouvertement s'engager.

Les patriotes italiens; attentat d'Orsini et loi de sûreté générale. — Les anciens défenseurs de la république

romaine ne lui avaient pas pardonné l'expédition de 1849. Vu ses antécédents de jeunesse, ils avaient autrefois compté sur son concours et voyaient en lui non seulement un ennemi, mais un traître. Beaucoup d'entre eux croyaient que sa mort affranchirait non seulement la France, mais l'Italie. L'un d'eux, Pianori, l'avait essayé en 1855. Plus récemment (juillet 1857), un autre, nommé Tibaldi, avait été arrêté et condamné pour un complot tendant au même but. L'insuccès de ces tentatives n'en empêcha pas le renouvellement, et le 14 janvier 1858, quatre patriotes italiens, dont le chef, Félix Orsini, était un ancien membre de l'Assemblée constituante romaine, vinrent lancer contre la voiture de l'empereur, au moment où il arrivait à l'Opéra, des bombes qui tuèrent ou blessèrent 156 personnes sans atteindre Napoléon III.

Échappé à cet attentat, qui souleva une réprobation universelle, ce souverain en prit d'abord prétexte pour renouveler ses rigueurs contre les républicains français, qui n'étaient pour rien dans le crime d'Orsini. La terreur fut de nouveau à l'ordre du jour. La France fut divisée en cinq grands commandements militaires, comme si elle eût été en état de siège (27 janvier) et une nouvelle loi des suspects fut présentée au Palais-Bourbon sous le titre de « loi de sûreté générale » (1^{er} février). Cette loi, que le Corps législatif vota docilement encore, mais non sans quelque répugnance, permettait au gouvernement d'interner, déporter ou expulser, par simple mesure administrative, non seulement les auteurs de provocation *non suivie d'effet* à des attentats contre le gouvernement, *de manœuvres ou d'intelligences à l'intérieur ou à l'étranger*, de fabrication, débit, distribution ou détention de matières explosibles, mais aussi les citoyens condamnés pour réunions illicites, sociétés secrètes, détention d'armes de guerre, attroupements et autres délits, enfin jusqu'à ceux qui avaient été déjà l'objet de mesures de rigueur pour participation aux insurrections de juin 1848, du 13 juin 1849 et à la résistance contre le coup d'État du 2 décembre. Pour l'appliquer, l'empereur confia le portefeuille de l'Intérieur au général Espinasse, connu pour sa participation audit coup d'État, et ce singulier ministre somma chaque préfet d'avoir à lui livrer

un nombre déterminé de victimes. Plus de deux mille républicains furent arrêtés et plus de trois cents furent encore déportés sans jugement au fond de l'Algérie.

La conspiration de Plombières. — Après l'attentat du 14 janvier, le clergé et ses amis espéraient que l'empereur renoncerait à toute compromission avec le Piémont et se rejetterait du côté du pape. Quelques manifestations de zèle catholique qu'ils obtinrent de lui les entretenaient dans cette illusion pendant une partie de l'année 1858. Au fond, c'était au contraire la Révolution qui l'avait ressaisi. Par un de ces revirements psychologiques dont sa nature impressionnable et romanesque était coutumière, il regardait comme une nécessité cette guerre d'Italie devant laquelle, tout en la souhaitant, il avait si longtemps reculé. Sa résolution de la commencer au plus tôt était prise, et ce qu'il y avait de plus étrange, c'est qu'il l'avait prise à la prière d'Orsini. On sait que ce malheureux avait, de sa prison, adressé à l'empereur une lettre touchante pour l'adjurer de réparer ses torts envers l'Italie en rendant la liberté à vingt-cinq millions d'hommes qui, au lieu de le haïr et de souhaiter sa mort, béniraient à jamais son nom et sa mémoire. Il lui donnait du reste à entendre que, s'il persistait à refuser satisfaction à ses compatriotes, les complots recommenceraient. Napoléon III permit que cette lettre fût lue au procès par le défenseur d'Orsini, Jules Favre, et ce dernier la commenta dans des termes auxquels il ne fut pas non plus insensible. Peu après, le préfet de police Piétri alla trouver le condamné dans son cachot et obtint de lui qu'il écrivit une seconde lettre, pour engager ses amis politiques à renoncer aux moyens violents tels que l'assassinat, et leur faire entendre que l'affranchissement de l'Italie était à ce prix. Orsini écrivit, puis, payant sa dette, monta sur l'échafaud (13 mars 1858); d'un trait de plume il venait de changer les destinées de son pays.

C'est peu après que Napoléon III ouvrit avec le comte de Cavour la négociation mystérieuse qui aboutit à l'accord secret de Plombières (21 juillet 1858). Ce fut une vraie conspiration par laquelle fut rendue inévitable la guerre de 1859 (dont le lecteur trouvera le récit dans une autre partie de cette histoire). Il fut

convenu que la France aiderait le Piémont à expulser les Autrichiens de l'Italie et obtiendrait pour prix de son concours la Savoie avec le comté de Nice. Victor-Emmanuel se contenterait d'annexer à ses États les territoires du nord de la péninsule, et l'Italie deviendrait une confédération sous la présidence honoraire du pape. Mais il ne fallait pas être prophète pour affirmer d'avance qu'après avoir déchaîné la révolution au-delà des Alpes, Napoléon III ne pourrait plus la contenir, que le pape serait dépouillé comme les autres souverains de la péninsule et que l'unité italienne résulterait logiquement de cette aventure.

Premiers effets de la guerre d'Italie. — Ni le souverain pontife ni le clergé français ni leurs amis ne s'y trompèrent. Aussi leurs alarmes devinrent-elles très vives dès les derniers mois de 1858, époque où Napoléon III commença à faire connaître par ses complaisances pour le parti national italien et pour la presse anticléricale¹ sa nouvelle évolution politique. Bientôt, le mariage du prince Napoléon avec la princesse Clotilde, fille de Victor-Emmanuel (30 janvier 1859), rendit l'alliance franco-piémontaise manifeste et la guerre devint imminente. Au dernier moment (avril 1859), des explications furent demandées au gouvernement, en plein Corps législatif, par les députés les plus dévoués à l'Église, sur les suites que pourrait avoir la guerre pour la cause temporelle du Saint-Siège. Les vagues protestations du ministre Baroche en faveur du pape ne rassurèrent qu'à demi le parti ultramontain. Puis les événements se précipitèrent. Après la bataille de Magenta (4 juin) toute l'Italie centrale, appelée aux armes par Napoléon III lui-même, se souleva. La Romagne s'insurgea contre le Saint-Siège. L'empereur, qui aurait dû le prévoir, ne tarda pas à s'effrayer de la

1. Notamment pour les journaux le *Siècle*, dont le directeur, Havin, avait été dès le mois de juin secrètement encouragé à poursuivre sa campagne en faveur de la révolution italienne, et la *Presse*, où Guérault, protégé du prince Napoléon, soutenait la même cause. La *Patrie*, dont les attaches gouvernementales étaient connues, demanda ouvertement la guerre contre l'Autriche. Le *Moniteur*, organe officiel de l'Empire, publia sous la signature d'Edmond About une série de lettres où les pratiques surannées du gouvernement pontifical étaient dénoncées avec une verve toute voltairienne, c'est-à-dire fort irrévérencieuse pour l'Église.

tournure que prenaient les événements. L'impératrice et le ministre Walewski, émus du mécontentement du clergé, le supplièrent d'enrayer la révolution. C'est pour obéir à ces suggestions, beaucoup plutôt que pour prévenir une attaque fort peu probable des Allemands, qu'au lendemain d'une nouvelle victoire (Solferino) le versatile souverain se hâta de signer les préliminaires de Villafranca (11 juillet).

Mais on sait que ces préliminaires, non plus que le traité de Zurich, ne terminèrent rien ; que la révolution refusa de s'arrêter à moitié chemin ; que l'Italie centrale, y compris la Romagne, déclara hautement vouloir s'annexer au Piémont, et qu'après de molles remontrances Napoléon III se décida, par une nouvelle volte-face, à la laisser faire. En décembre, il remontrait au pape, d'abord dans une retentissante brochure rédigée par un de ses familiers¹, puis dans une lettre écrite par lui-même, que le meilleur parti à prendre était pour lui de renoncer de bonne grâce aux Légations. Pie IX lui répondit par des refus indignés et même par des injures (janvier 1860). Aussi, bientôt après, l'empereur, qui s'était mis d'accord avec l'Angleterre sur les affaires d'Italie, conclut-il avec Victor-Emmanuel le traité de Turin (24 mars 1860) et prit-il enfin possession de Nice et de la Savoie.

Attitude menaçante du parti ultramontain. — Ce nouveau pacte avec Cavour redoubla la mauvaise humeur du clergé français, qui par des mandements furieux avait déjà donné le signal d'une sorte de croisade contre le souverain. L'évêque d'Orléans, Dupanloup, s'était surtout fait remarquer par la violence de ses attaques. Les catholiques *libéraux* faisaient, à ce propos, cause commune avec les ultramontains. Montalembert ne parlait plus autrement que Veuillot. *L'univers* était devenu si agressif que le gouvernement avait cru devoir le supprimer (janvier 1860). Un groupe d'opposition cléricale s'était formé au Corps législatif pour protester contre la nouvelle politique de l'empereur. Après le traité de Turin, des pétitions en faveur du pouvoir temporel du pape furent soutenues au Sénat avec une

1. Arthur de la Guéronnière. Il s'agit ici de l'opuscule intitulé *Le Pape et le Congrès*.

grande vivacité (29-30 mars 1860). Au Palais-Bourbon, si les *Cinq* blâmèrent Napoléon III d'avoir laissé Venise à l'Autriche et de continuer à occuper Rome malgré les Romains, les mécontents catholiques, bien plus nombreux (Lemercier, Plichon, Flavigny, Keller, etc.), se plaignirent de ses complaisances pour la révolution et demandèrent de nouvelles garanties en faveur du pape. Baroche ne put leur en donner que d'équivoques. A ce moment (avril 1860), Napoléon III préparait le rapatriement de la garnison de Rome; et il l'eût effectué, si l'expédition de Garibaldi (mai), qui annonçait l'intention de révolutionner non seulement la Sicile et Naples mais Rome elle-même, n'eût donné pour un temps un autre cours à ses idées.

Les troupes françaises continuèrent à protéger le pape. Mais Napoléon III s'était mis dans la situation la plus fausse et ne pouvait que mécontenter tout le monde. Si les Italiens ne lui savaient plus aucun gré des services qu'ils avaient reçus de lui, l'Église ne croyait plus lui devoir aucune reconnaissance, aucun égard pour ceux qu'il lui avait rendus et qu'il lui rendait encore. A ce moment il soutenait par les armes les intérêts catholiques jusqu'en Chine et s'appropriait à les soutenir de même en Syrie. Et juste dans le même temps le pape confiait le commandement de ses troupes à Lamoricière, proscrit de décembre, ardent ennemi de ce souverain, enrôlait à grand bruit de jeunes légitimistes français, tolérait enfin qu'en présence des troupes impériales et du drapeau tricolore on arborât le drapeau blanc et on acclamât Henri V. Ulcéré par ces mauvais procédés, endoctriné du reste par les émissaires de Cavour qui alléguait la nécessité de contenir la révolution et d'empêcher Garibaldi de venir proclamer la république au Quirinal, Napoléon III finit par autoriser l'armée piémontaise à marcher sur Naples et à prendre possession de presque tout l'État pontifical. De là la journée de Castelfidardo (18 septembre 1860) et les nouveaux plébiscites qui firent Victor-Emmanuel roi d'Italie.

Ces événements ne s'accomplirent pas sans redoubler en France l'exaspération du clergé contre l'empereur. Au lendemain de Castelfidardo, toutes nos églises retentirent de cris de douleur et de haine. Les victimes de cette journée furent célé-

brées par les évêques comme des martyrs et comme des saints. Les mandements épiscopaux atteignirent vers la fin de 1860 un tel degré de violence que le ministre de l'Intérieur crut devoir soumettre au dépôt légal et au timbre ceux qui étaient distribués en brochures. Des associations s'étaient formées en dépit de la loi pour provoquer et recueillir des souscriptions en faveur du pape; elles furent dissoutes et menacées de poursuites. Mais les évêques n'en continuèrent pas moins leurs agissements, et l'agitation cléricale ne diminua pas.

Traité de commerce de 1860; mécontentement du parti protectionniste. — Napoléon III n'avait pas seulement contre lui le monde religieux. Il venait aussi de se mettre à dos le monde protectionniste, c'est-à-dire la classe des grands industriels, qui lui reprochaient amèrement de les avoir trahis par sa politique libre-échangiste.

L'auteur du coup d'État s'était proposé *in petto* dès 1852 non seulement de servir la cause des nationalités, mais de travailler au triomphe des économistes qui souhaitaient l'abaissement des barrières internationales et la libre concurrence sur tous les marchés. L'intérêt des consommateurs lui était plus cher que celui des producteurs et, dès les premières années de son règne, il avait pris prétexte de la disette pour décréter certaines modifications de tarifs douaniers qui n'avaient pas été sans exciter les alarmes des manufacturiers français. Il avait ensuite proposé (en 1856) au Corps législatif un projet de loi qui eût aboli les prohibitions et réduit de beaucoup tous les droits protecteurs. Mais les manufacturiers avaient protesté si haut qu'il l'avait retiré de bonne grâce. C'était là du reste de sa part un simple ajournement, et, depuis cette époque, ce « doux entêté » qui ne renonçait jamais à ses théories, avait attendu pour y revenir des circonstances plus favorables. Il crut les avoir trouvées quand les libre-échangistes anglais, dont le concours lui était nécessaire pour renverser le ministère Derby, peu favorable à sa politique italienne, l'aiderent à faire remonter Palmerston au pouvoir (juin 1859). Cette fois il n'initia ni le public ni le Corps législatif à ses desseins. Ce fut dans le plus grand mystère que son ministre Rouher elabora, de

concert avec l'Anglais Cobden, le traité de commerce du 23 janvier 1860 entre la France et la Grande-Bretagne. Cet acte, sur le modèle duquel beaucoup d'autres devaient être conclus dans les années suivantes, stipulait de la part de notre pays l'abandon des prohibitions, remplacées par des droits d'entrée qui ne pouvaient dépasser 30 pour 100 de la valeur des objets. La France obtenait la franchise pour certains de ses produits à l'importation en Angleterre, ainsi qu'une réduction de droits en faveur de ses vins et spiritueux. Ce traité fut accueilli par une bonne partie des manufacturiers français comme celle d'un coup d'État et d'un désastre national. Quatre cents d'entre eux demandèrent à l'empereur une audience qui leur fut refusée. Mais l'énergique Pouyer-Quertier fit retentir le Palais-Bourbon de leurs réclamations (24 avril, 2 mai 1860); et l'agitation ne fit que s'accroître quand furent connues les conventions spéciales qui déterminaient les nouveaux tarifs (octobre-novembre).

Décret du 24 novembre 1860. — Napoléon III sentait grandir autour de lui des haines redoutables. Il cherchait depuis une année à se rapprocher du parti démocratique, naguère encore objet de ses rigneurs. Il avait, à son retour d'Italie, publié une amnistie grâce à laquelle la plupart des proscrits de décembre étaient rentrés en France ¹. Sans renoncer à son autorité dictatoriale sur la presse, il avait, de fait, laissé une certaine latitude aux feuilles libérales, surtout pour leurs attaques contre l'obscurantisme et l'ultramontanisme. De nouveaux journaux d'opposition (*l'Opinion nationale*, *le Temps*, *le Courrier du dimanche*, etc.) avaient été autorisés à naître. Napoléon III commençait à être effrayé de la responsabilité de sa politique, qu'il portait seul devant la France. Des conseillers avisés, ou qui se croyaient tels, comme Morny, lui représentaient qu'il était temps pour lui de la partager avec les représentants du pays, ou du moins d'en avoir l'air. C'est alors qu'il décréta (24 novembre 1860) que le Sénat et le Corps législatif

1. Quelques-uns, et non les moins illustres (Victor Hugo, Charras, Louis Blanc, Schœlcher, etc.), refusèrent avec éclat cette sorte de grâce et ne voulurent pas, l'Empire étant encore debout, rentrer en France, où d'ailleurs, bien qu'amnistiés, ils seraient encore restés sous le coup de la loi de sûreté générale.

pourraient chaque année, au moyen d'une adresse librement discutée, en réponse au discours du trône, examiner et apprécier la politique du gouvernement; que des *ministres sans portefeuille* seraient chargés de la défendre devant eux et que les débats parlementaires seraient désormais reproduits *in extenso* par le *Moniteur*. Ainsi, sans sacrifier aucune de ses prérogatives césariennes, l'empereur semblait associer la nation à sa politique, puisqu'il semblait la prendre pour juge. Il ne doutait pas que deux assemblées, dont l'une était nommée par lui et dont l'autre ne comptait guère que des députés élus sur la recommandation des préfets, ne fussent disposées à couvrir tous ses actes de leur approbation. Il ne désespérait même pas de gagner les *Cinq* et de désarmer ainsi l'opposition démocratique naissante au Corps législatif. Dès lors, si le clergé lui reprochait d'avoir trahi le pape, si les grands industriels persistaient à incriminer sa politique économique, il lui serait facile de se défendre en rejetant toutes ses fautes sur le pays. Il était fort loin de se douter qu'il jouait là un jeu de dupe et de soupçonner que la liberté, fatale à l'Empire, pût sortir un jour tout armée du décret du 24 novembre.

II. — *L'Empire libéral.*

L'opposition démocratique au Corps législatif. — Les *Cinq* virent très bien le parti qu'ils pouvaient tirer du nouveau régime. Sans doute ils ne pouvaient pas plus que par le passé revendiquer la République (deux d'entre eux, d'ailleurs, n'y songeaient plus guère) ou remettre en question les principes fondamentaux de l'Empire. Pas plus que précédemment, ils ne pouvaient entraîner avec eux la majorité ni mettre matériellement Napoléon III en échec. Mais désormais, du moins, leur voix, étouffée jusqu'alors dans les murs du Palais-Bourbon, allait être entendue de toute la France. Il leur était permis de dénoncer hautement les abus de pouvoir du gouvernement, ses fautes de tout genre, naguère ignorées, et de demander l'abrogation ou la réforme profonde de lois politiques sans lesquelles

la constitution de 1852 eût été bientôt arrêtée dans son fonctionnement. Ils ne s'en firent pas faute. Aussi, grâce à eux, l'esprit public ne tarda-t-il pas à se réveiller en France. A partir de 1861, les débats parlementaires, qui, depuis dix ans, n'intéressaient plus le pays, recommencèrent à le passionner. La nation reprit peu à peu conscience de ses droits. La génération de 1848 releva la tête; et il se forma une génération nouvelle pour l'aider à reconquérir la liberté.

Pendant les trois sessions de 1861, 1862 et 1863, les députés de la gauche furent sans cesse sur la brèche. Trois d'entre eux surtout, Jules Favre, Émile Ollivier, Ernest Picard, se signalèrent par leur éloquence, aussi bien que par la vivacité et la continuité de leurs attaques. Si la discussion des lois nouvelles et celle du budget ne leur permettaient de faire connaître leur politique qu'incidemment et par fragments, en revanche la discussion de l'adresse leur donnait l'occasion de développer méthodiquement leur programme, dont la portée, lointaine, mais manifeste, ne pouvait échapper au public. Chaque année ils demandaient que le suffrage universel cessât d'être tenu en tutelle par le pouvoir qui s'honorait d'être sorti de lui; que le gouvernement renonçât au droit de déterminer à sa guise les circonscriptions électorales; que le système des candidatures officielles fût abandonné; que le droit de réunion et d'association fût restitué aux citoyens français; que la liberté de la presse fût rétablie et garantie; que l'arbitraire administratif ne fût plus protégé par l'article 75 de la Constitution de l'an VIII; que la loi de sûreté générale fût rapportée; que la liberté individuelle ne pût plus être méconnue; qu'une responsabilité réelle, celle des ministres, fût substituée à la responsabilité illusoire du chef de l'État; que le souverain ne disposât plus à son gré des finances de l'État; qu'il ne réglât plus sans contrôle les relations extérieures de la France, économiques et politiques; qu'il n'employât plus les armes françaises à opprimer les peuples comme il le faisait à Rome depuis 1849, comme il l'entreprenait au Mexique en 1862. Ils voulaient aussi que les communes recouvraissent le droit d'élire leurs maires; enfin que Paris et Lyon, qui n'avaient plus de

conseils municipaux élus, rentrassent dans le droit commun.

Il va sans dire que leur voix, si elle portait loin dans le pays, n'était jamais écoutée au Palais-Bourbon. Si les ministres sans portefeuille, Billault, Magne, Baroche, prenaient la peine de leur répondre, c'était moins pour convaincre une assemblée convaincue d'avance que pour faire ressortir par l'ampleur même du débat la liberté que le souverain voulait lui laisser. Au fond, Napoléon III et ses conseillers ne redoutaient point encore l'opposition démocratique, au Palais-Bourbon. Elle leur paraissait inoffensive en fait. Ils la jugeaient même utile, car elle leur permettait de ressusciter le *spectre rouge*. Dès 1861, du reste, les manœuvres de Morny pour désagréger ce petit groupe commençaient à porter leurs fruits. C'est en effet à cette époque qu'Émile Ollivier, circonvenu depuis longtemps par ce grand corrupteur, fit ses premières avances publiques à l'Empire. Dominé par sa confiance en lui-même et par le désir de jouer un grand rôle, ce républicain, fils de proscrit, se laissait peu à peu persuader qu'il ne serait pas impossible de réconcilier le césarisme avec la liberté, et surtout que cette gloire lui était réservée. Aussi, sans cesser de revendiquer les conditions essentielles d'un gouvernement libre, se déclarait-il dès 1861 prêt à se rallier à l'Empire si Napoléon III voulait bien entrer dans ses vues. C'est ce qu'il répéta depuis maintes fois, en se proclamant ennemi de toute opposition comme de toute approbation systématique. Et un de ses collègues, Darimon, se montrait prêt à le suivre dans son évolution.

L'opposition cléricale. — Le gouvernement ne jugeait donc pas pour le moment que le péril fût à gauche. Il le voyait plutôt à droite, et l'agitation cléricale justifiait jusqu'à un certain point ses appréhensions.

Tout le parti catholique français, sans distinction d'ultramontains et de libéraux, dénonçait Napoléon III à la chrétienté comme un ennemi et comme un traître. Les évêques l'outraageaient publiquement dans leurs mandements, le comparaient à Ponce Pilate, et c'est à peine s'il osait employer contre eux l'arme inoffensive et presque ridicule de l'*appel comme d'abus*. Au Sénat, en 1861, la complaisance de l'empereur pour la

révolution italienne fut blâmée avec énergie non seulement par les cardinaux, mais par des orateurs laïques, tels que La Rochejacquelein, Heeckeren, etc. Le discours du prince Napoléon, qui attaqua sans ménagements la papauté temporelle et revendiqua sans réserve Rome capitale pour les Italiens, fit à la haute assemblée l'effet d'un long blasphème. L'orateur du gouvernement, Billault, n'obtint qu'à grand'peine le rejet d'un amendement en faveur du pouvoir temporel (61 voix, presque la moitié du Sénat, l'avaient soutenu). Au Palais-Bourbon, un grand nombre de députés reprochèrent avec aigreur à Napoléon III d'avoir trahi ses engagements et l'invitèrent à faire recouvrer au pape ce qu'il avait perdu. L'un d'eux (Keller), dans une harangue retentissante, ne craignit pas de dire que la condescendance de l'empereur pour les patriotes italiens s'expliquait par sa peur d'être assassiné. C'était, d'après lui, *la lettre d'Orsini qui avait fait reculer la France*. Malgré les efforts de Billault et de Morny, 91 voix — plus d'un tiers de la Chambre élue — se prononcèrent pour la cause pontificale.

L'adresse de 1862 amena des débats analogues et plus violents encore. L'empereur venait de reconnaître officiellement le royaume d'Italie. Il cherchait à refréner à l'intérieur les menées des congrégations. Le ministre de l'Intérieur, Persigny, par sa circulaire du 16 octobre 1861, avait revendiqué pour l'État le droit de surveiller et de dissoudre certaines associations qui constituaient pour l'Église de véritables armées. Il s'agissait surtout de la *Société de Saint Vincent de Paul*, qui recevait de Rome son mot d'ordre et qui, disposant d'un gros budget, comptant 4 000 conférences (dont plus de 1 500 en France), hiérarchisée savamment, gouvernée par son conseil général de Paris, véritable comité de direction politique, commençait à rappeler par ses allures provocantes la *Sainte-Ligue* du xvi^e siècle. Le ministre l'avait mise en demeure d'accepter un président général nommé par l'empereur. Elle avait refusé, et son comité central avait dû disparaître (ou en avoir l'air). Persigny fut dénoncé au Sénat comme le Polignac de l'Empire; il méritait, au dire de certains orateurs, d'être mis en accusation. Au Corps législatif les Lemercier, les Kolb-Bernard, les Plichon, les

Keller, ne se montrèrent pas moins violents. Le gouvernement répondit en représentant les progrès des congrégations, de leurs richesses, de leurs moyens d'action; et, tout en continuant à protester de son dévouement pour le Saint-Siège, il ne craignit pas de déclarer que *nous méconnaissions chez les Romains le principe qui nous régissait en France, c'est-à-dire la souveraineté nationale et le suffrage universel.*

Mais l'âme ondoyante de l'empereur ne se laissait jamais ni saisir tout entière ni retenir bien longtemps. L'impératrice et le parti de l'Église le reprirent vers la fin de 1862, quand le gouvernement italien, après avoir arrêté Garibaldi, qui marchait sur Rome, mit Napoléon III en demeure de lui laisser prendre cette capitale. On représenta à l'empereur que la majorité gouvernementale au Corps législatif pouvait être ébranlée, désagrégée par l'opposition cléricale; que les élections générales de 1863 approchaient, qu'il ne fallait pas en compromettre le succès en capitulant une fois de plus devant la révolution italienne. Napoléon III fit, en conséquence, une nouvelle volte-face en appelant au ministère des Affaires étrangères le conservateur Drouyn de Lhuys et en repoussant nettement la dernière demande du cabinet de Turin (octobre 1862).

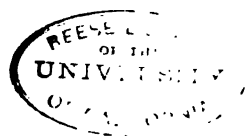
Question économique, question financière. — Les cléricaux l'en remercièrent, mais, au fond, demeurèrent inquiets et méfiants. D'ailleurs leurs chefs étaient presque tous d'ardents protectionnistes en matière économique, et, à cet égard, aucune satisfaction n'avait été donnée aux intérêts lésés ou menacés par le traité de commerce de 1860. Vainement d'éloquentes protestations s'étaient fait entendre. La volonté personnelle de l'empereur continuait à faire loi. L'industrie française commençait à ne plus supporter qu'en frémissant cette dictature. Quant à l'omnipotence financière du souverain, tout ce qu'il y avait d'éclairé, de prévoyant dans le pays comprenait bien depuis quelque temps où elle conduisait le pays. L'obligation pour le Corps législatif de voter le budget par ministères, la faculté pour le gouvernement d'opérer des virements de crédits, surtout le droit qu'avait l'empereur de décréter les travaux d'utilité publique et d'ouvrir des crédits extraordinaires par

simples décrets portaient les fruits qu'on pouvait attendre d'un pareil régime. En dix ans le budget des dépenses s'était élevé de quinze cents millions à deux milliards. Les impôts s'étaient accrus dans la même proportion. Il y avait eu pour près de trois milliards de découvert, et de gros emprunts grevant l'avenir avaient dû être contractés. Le déficit annuel était d'environ cent millions. A la fin de 1861, la dette flottante atteignait presque un milliard. Il fallait de nouveau recourir à l'emprunt. Il régnait dans le monde des affaires un malaise et un mécontentement sourd dont un des confidents de l'empereur, le financier Fould, s'était fait l'interprète en révélant toute la gravité de la situation à Napoléon III par un rapport confidentiel que ce dernier avait publiquement approuvé. Par une lettre célèbre (14 novembre 1861) ce souverain avait déclaré qu'il renonçait à la faculté d'ouvrir des crédits en l'absence des Chambres et au vote du budget par ministères. Fould avait été appelé au ministère des Finances et, le 1^{er} décembre suivant, l'empereur avait décidé qu'aucun décret pouvant avoir pour effet d'ajouter aux charges budgétaires ne serait désormais soumis à sa signature sans être accompagné de l'avis du ministre des Finances. Malheureusement, ces mesures n'avaient été transformées en sénatus-consulte (31 décembre 1861) qu'avec des réserves qui les rendaient illusoire. Il avait été établi que le budget serait voté non plus par ministères, mais par *sections* comprenant *plusieurs chapitres* et par conséquent assez larges pour que l'administration ne fût pas réellement gênée par le contrôle parlementaire; de plus le gouvernement avait conservé le droit d'effectuer des virements de chapitre à chapitre et même de section à section, dût-il en résulter un supplément de crédit; enfin l'empereur pouvait toujours ordonner souverainement de grandes entreprises de travaux publics. Aussi la réforme n'avait-elle été qu'un trompe-l'œil. Les crédits extraordinaires s'étaient encore élevés à 300 millions en 1862, et le déficit, comme la dette flottante, avait augmenté.

L' « Union libérale » et les élections de 1863. — Tous les mécontentements que l'Empire avait fait naître se rapprochèrent et firent coalition pour le combattre aux élections

générales de 1863. Les chefs de l'opposition cléricale (Kolb-Bernard, Lemercier, Keller, de Flavigny, de Jouvenel, etc.), exclus du bénéfice de la candidature officielle, se posaient maintenant en amis de la liberté et revendiquaient le régime parlementaire. Les protectionnistes purs, qui s'étaient autrefois fort bien accommodés de la dictature impériale, la trouvaient maintenant fort répréhensible. Sans doute ce n'étaient pas là des adversaires irréconciliables de l'Empire. Mais beaucoup d'entre eux marchaient pour le moment à peu près d'accord avec les anciens chefs du parti catholique-libéral, qui travaillaient de leur mieux à le renverser. Ceux-ci, de leur côté, faisaient cause commune avec les meneurs de l'orléanisme et de la légitimité, qui, las d'une abstention inutile, se décidaient à rentrer dans la politique militante et à prêter serment pour entrer au Palais-Bourbon. Thiers, plus vivant et plus ambitieux que jamais, reparaisait dans la mêlée électorale et, moins soucieux au fond de relever la royauté que de préparer son propre avènement au pouvoir, très désireux de complaire à la majorité catholique du pays, alarmé d'ailleurs dans son patriotisme par la rapide formation de l'unité italienne, prélude de l'unité allemande, enfin plein d'aversion pour la politique libre-échangiste de Napoléon III, inscrivait en première ligne sur son programme le maintien du pouvoir temporel du pape et le retour au régime protecteur. Quant aux démocrates de toute nuance, qui approuvaient la révolution italienne et les traités de commerce, comme ils tenaient avant tout à détruire l'Empire ou à l'obliger à passer par leurs conditions, ils jugeaient politique de faire campagne avec les *anciens partis* contre l'ennemi commun. Ainsi se forma cette *union libérale* grâce à laquelle des républicains firent triompher à Paris la candidature de Thiers, à Marseille celle de Berryer, à Nantes celle de Lanjuinais, pendant que des monarchistes ou des cléricaux fournissaient leur appoint à celles de Jules Favre, de Jules Simon, de Marie, de Glais-Bizoin, de Guérault et d'Havin.

Les élections générales du 31 mai et du 1^{er} juin 1863 furent pour l'opposition un avantage notable et un sérieux encouragement. Sans doute elles donnèrent encore à l'Empire



une grosse majorité, mais une majorité moins docile, moins confiante, moins dévouée que celle des premières années. D'autre part, à la place des *Cinq*, se dressait maintenant un groupe résolu de trente-cinq opposants (dont dix-sept républicains), presque tous hommes de grand talent et populaires, qui ne pouvaient pas tarder à faire des recrues. Tout le monde savait bien, du reste, que ce nombre eût été dépassé de beaucoup si, par d'habiles remaniements de circonscriptions, le gouvernement n'eût à l'avance neutralisé le vote des villes, qui lui étaient hostiles, par celui des campagnes, qui lui restaient encore attachées. Paris, qui en 1857 avait encore élu cinq candidats officiels (sur dix), n'en avait pas élu un seul cette fois. En somme, les suffrages accordés dans l'ensemble de l'Empire aux candidats combattus par l'administration s'étaient élevés au chiffre de *deux millions*. Et cela dans un pays où la presse restait bâillonnée, où le droit de réunion n'existait pas, où le gouvernement exerçait encore de fait une autorité discrétionnaire.

C'était pour Napoléon III un avertissement grave de la fortune. Mais il ne parut pas le comprendre et se borna pour le moment à déposséder de son portefeuille le maladroit ministre de l'Intérieur, Persigny, dont les excès de zèle n'avaient pas peu contribué au succès relatif de l'opposition; à confier le département de l'Instruction publique à l'anticléricale Duruy, ce qui devait plaire aux démocrates, mais exaspérer les ultramontains; enfin à décider qu'il n'y aurait plus de ministres sans portefeuille et que le principal orateur du gouvernement devant les Chambres serait désormais le ministre d'État. Cette dernière mesure était-elle de sa part une concession faite aux partisans de la responsabilité ministérielle? Les naïfs seuls purent le croire un instant. En réalité, l'empereur avait simplement par là créé un premier ministre, pour donner une direction plus uniforme, plus serrée, plus autoritaire aux rapports du gouvernement avec les Chambres. Il entendait bien que son portefeuille demeurât sous sa dépendance exclusive, suivant la lettre et l'esprit de la constitution de 1852. Et de fait il y resta. Le nouveau ministre d'État, Billault, n'eût pas eu, s'il eût vécu, d'autre rôle au Palais-Bourbon que celui d'avocat irresponsable

de l'empereur, qu'il y jouait depuis 1860. Il mourut peu après (octobre 1863). Son successeur, Rouher, ancien complice du coup d'État, allait comme lui tenir cet emploi sans autre préoccupation que de louer toujours et quand même la politique impériale, dût-il pour cela se contredire et se déjuger radicalement, comme elle, du jour au lendemain.

Origine du « tiers parti ». — L'opposition reprit vigoureusement au Palais-Bourbon, en 1864, sa campagne contre le césarisme et sa politique. Les orateurs de la gauche démocratique parlaient plus haut et plus ferme qu'autrefois. Ils se savaient approuvés par la grande majorité de la population des villes et c'était surtout pour elle qu'ils parlaient, car ils n'espéraient point encore attirer à eux la majorité du Corps législatif. Mais les auxiliaires puissants que leur avaient fournis les anciens partis monarchiques commençaient déjà à désagréger moralement cette majorité qui, ne voyant pas en eux des représentants de l'esprit révolutionnaire, subissait avec une certaine complaisance le prestige de leur éloquence. Quand des hommes comme Berryer et Thiers, peu suspects d'indulgence pour la démagogie, montraient les finances et les intérêts nationaux compromis, l'armée désorganisée, le prestige et l'autorité de la France diminués au dehors, le tout faute de ces *libertés nécessaires* que l'ancien ministre de Louis-Philippe revendiquait avec tant de modération, mais aussi d'énergie et de conviction, les représentants du pays, jusque-là volontairement sourds, non seulement écoutaient, mais, sans l'avouer, n'étaient pas loin d'approuver. Beaucoup faisaient déjà intérieurement leur *mea culpa*. Il n'en était guère qui, dès 1864, ne déplorassent au fond du cœur la folie du Mexique, tout en persistant à l'innocenter de leurs votes.

Quant à l'empereur et à ses ministres, ils ne paraissaient pas se douter encore que le régime de Décembre fût sérieusement ébranlé. Ils n'en rendaient le fonctionnement ni moins vexatoire ni moins arbitraire. L'empereur, après avoir plusieurs fois donné à entendre que le décret du 24 novembre n'était que le commencement d'une ère de liberté, ne paraissait guère porté à de nouveaux sacrifices, et le couronnement de l'édifice conti-

nuait à se faire attendre. Si quelques impatients représentaient que les élections de 1863 signifiaient liberté, le ministre d'État répondait que le véritable promoteur de la liberté, c'était Napoléon III. « N'est-ce pas l'empereur, s'écriait-il, qui a arboré le premier ce drapeau, non pour le laisser ensuite tomber dans la misère et dans la boue, mais pour en fixer la hampe dans les lois? » Or la seule preuve que le souverain donnât, à ce moment, de ses intentions libérales était de soumettre au Corps législatif un projet de loi sur les coalitions ouvrières qui autorisait les grèves sans reconnaître les associations et qui, par conséquent, n'était pour les grévistes qu'un véritable piège, comme le démontra Jules Favre. Un peu plus tard (août 1864), le procès des *Treize*, intenté aux principaux membres du comité qui venait de soutenir avec succès les candidatures législatives de Garnier-Pagès et de Carnot, donna la mesure de la liberté que le gouvernement entendait laisser à ses adversaires en matière de propagande électorale. Enfin voici en quels termes décourageants l'empereur, ouvrant la session de 1865, parlait des réformes si impatiemment attendues : « Maintenons avec fermeté les bases de la constitution ; opposons-nous aux tendances exagérées de ceux qui provoquent des changements dans le seul but de saper ce que nous avons fondé. L'utopie est au bien ce que l'illusion est à la vérité ; et le progrès n'est point la réalisation d'une théorie plus ou moins ingénieuse, mais l'application des résultats de l'expérience consacrés par le temps et acceptés par l'opinion publique. » La théorie ingénieuse à laquelle il faisait allusion était celle que Thiers avait exposée avec tant d'éclat l'année précédente au Palais-Bourbon, c'est-à-dire celle du gouvernement parlementaire.

La Convention du 15 septembre et le Syllabus. —

Si Napoléon III ravivait ainsi l'irritation du parti démocratique et du parti libéral, il réveillait d'autre part, par ses paroles et par ses actes, celle du parti clérical, un peu assoupie depuis 1862. A l'extérieur, ses maladroits et inutiles efforts en faveur de la Pologne et du Danemark avaient eu pour résultat de lui aliéner presque toutes les grandes puissances. Il n'y avait plus pour lui, à cette époque, qu'une alliance possible, celle de l'Italie.

Voilà pourquoi il venait de conclure la convention du 15 septembre 1864, par laquelle il s'engageait à retirer ses troupes de Rome dans un délai de deux ans, en retour de l'engagement pris par Victor-Emmanuel de ne pas attaquer les possessions actuelles du Saint-Siège. Pie IX, exaspéré, n'avait eu dès lors rien plus à cœur que d'aggraver, autant qu'il dépendait de lui, les embarras politiques au milieu desquels se débattait l'empereur des Français. De là l'encyclique *Quanta cura* et le *Syllabus* qui la résumait (8 décembre 1864), double profession de foi qui semblait renouvelée du moyen âge et qui était la négation explicite de toutes les libertés issues de la Révolution. Par ce manifeste le pape condamnait non seulement les droits de la conscience, de la philosophie et de la science, mais les principes les plus élémentaires du droit public que la France de 1789 a proclamés et qu'à son exemple la plus grande partie de l'Europe a fini par adopter. Il déclarait que l'Église est une société parfaite, indépendante en droit à tous égards de l'autorité temporelle ; qu'elle est supérieure à l'État ; que le droit de diriger l'éducation lui appartient exclusivement ; il réprouvait la doctrine de la souveraineté nationale et du suffrage universel ; il n'admettait ni la liberté des cultes non catholiques, ni celle de la presse, ni celle de la parole ; il revendiquait pour l'Église le pouvoir coercitif ; il réclamait pour l'autorité ecclésiastique, en cas de conflit avec l'autorité civile, les droits que les gouvernements modernes ne reconnaissent qu'à cette dernière ; il voulait qu'elle eût le droit de s'immiscer dans la législation civile, par exemple pour en effacer tout ce qui peut être favorable aux protestants et aux juifs ; il condamnait le mariage civil. Et il terminait en réprouvant cette dernière proposition : « Le pontife romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne. »

Les théories du *Syllabus* étaient d'une telle intransigeance et d'une si énorme exagération, elles étaient en si parfait désaccord avec la moyenne de l'opinion publique qu'aucun gouvernement ne pouvait sérieusement en avoir peur. Mais Napoléon III, qui se réclamait sans cesse du suffrage universel et se glorifiait d'être le représentant attitré de la Révolution sur le

trône, prit ce manifeste fort au sérieux. Aussi se donna-t-il le ridicule d'interdire au nom de la loi la propagation d'un document que toute la France avait déjà lu. Plusieurs évêques lui désobéirent sans hésitation et le firent lire en chaire, au risque de l'inoffensif « appel comme d'abus ». Tous en reproduisirent la substance dans leurs mandements et le commentèrent avec respect. La plupart l'approuvèrent sans réserve¹. Pendant plusieurs mois l'empereur ne put dissimuler sa mauvaise humeur. On le vit confier au prince Napoléon la vice-présidence du Conseil privé, autoriser la manifestation — du reste pacifique — qui accompagna les funérailles de Proudhon (janvier 1865), encourager Rouland, naguère encore son ministre, à combattre au Sénat les doctrines de l'encyclique avec toute la raideur d'un magistrat gallican de l'ancien régime, enfin permettre à Duruy, la bête noire du clergé, de publier dans le *Moniteur* un rapport mémorable concluant à décréter la gratuité et l'obligation de l'enseignement primaire (février 1865).

Mais Napoléon III ne savait jamais vouloir qu'à demi et pour peu de temps. Le rapport de Duruy, à peine imprimé, fut désavoué. Le prince Napoléon, pour avoir affirmé dans un discours retentissant que l'Empire ne trahirait jamais la Révolution, fut réprimandé publiquement et donna sa démission (mai 1865). L'empereur voyait avec inquiétude la convention de septembre battue en brèche non seulement par les défenseurs attitrés de l'Eglise, mais par des politiques qui la dénonçaient comme un acte funeste à la France. Le discours très étudié que Thiers, adversaire résolu de l'unité italienne, venait de prononcer au Corps législatif sur cette question², avait fait grand bruit dans tout le pays, et Napoléon III semblait se demander si, en signant le traité, il n'avait pas commis une grave imprudence.

Émile Ollivier, le « tiers parti » et l'amendement des 45. — La majorité du Corps législatif se sentait chaque jour un peu plus ébranlée, sinon dans sa fidélité, du moins dans

1. Les plus habiles, comme Dupanloup, s'efforcèrent d'en atténuer le sens et la portée par leurs commentaires. Quelques-uns à peine, comme Lecourtier, évêque de Montpellier, et Darboy, archevêque de Paris, se permirent de le critiquer.

2. En avril 1865, dans la discussion de l'adresse.

sa confiance et dans son optimisme. L'excellence du césarisme ne paraissait plus à tous ses membres un dogme intangible. Entre l'opposition persistante des hommes qui voulaient renverser l'Empire et la docilité tenace de ceux qui ne reconnaissaient pas la nécessité de l'améliorer, il y avait place pour une opposition constitutionnelle, et déjà commençait à se former ce *tiers parti* qui allait bientôt demander à l'Empire de se régénérer par le développement progressif des libertés publiques. Les personnages marquants de ce groupe (Buffet, Chevandier de Valdrome, Martel, le marquis de Grammont, Plichon, Brame, Maurice Richard, Segris, Latour-Dumoulin, etc.) étaient d'anciens parlementaires ou des impérialistes désabusés par les excès et les mécomptes de la politique impériale. Il y avait aussi parmi eux des ambitieux qui trouvaient que le personnel gouvernemental du 2 Décembre avait assez joui du pouvoir, et qu'il était juste qu'un personnel nouveau le remplaçât aux affaires.

Le général en chef de cette petite armée fut Émile Ollivier, qui, en soutenant sans réserve, comme rapporteur, le projet de loi du gouvernement sur les coalitions (avril-mai 1864), avait consommé sa rupture avec les députés de la gauche, et ne leur paraissait plus qu'un traître. Récemment (mars 1865), il s'était rallié à l'adresse de la majorité par un vote « d'espérance », comme il disait, déclarant qu'il *ne regretterait pas d'avoir employé toutes les forces de sa volonté à conclure une alliance durable entre la démocratie et la liberté par la main d'un pouvoir fort et national*. Aussi l'empereur et l'impératrice, avec qui, peu de temps après, il fut mis personnellement en relations, jugèrent-ils bon, sans se livrer à lui, d'entretenir par quelques encouragements ce dévouement de néophyte. Après Morny, qui venait de mourir, le comte Walewski, parent et ami de Napoléon III, le patronnait, moins sans doute par amitié pour lui ou par libéralisme que par aversion pour Rouher, dont la faveur et l'omnipotence l'offusquaient. Bientôt, l'empereur, en appelant Walewski à la présidence du Corps législatif, parut témoigner moins d'éloignement que par le passé pour le programme libéral d'Ollivier. Ce dernier, qui, rejeté par la gauche, était resté quelque temps isolé, trouva des partisans quand on

put croire que sa personne était devenue agréable en haut lieu. Il en put réunir jusqu'à quarante-cinq qui, sous son inspiration, profitèrent de la discussion de l'adresse (en 1866) pour formuler dans un amendement célèbre le programme du *tiers parti*. « La France, était-il dit dans ce texte, fermement attachée à la dynastie qui garantit l'ordre, ne l'est pas moins à la liberté, qu'elle considère comme nécessaire à l'accomplissement de ses destinées. Aussi le Corps législatif croit-il être aujourd'hui l'interprète du sentiment public en apportant au pied du trône le vœu que Votre Majesté donne au grand acte de 1860 les développements qu'il comporte. »

Cet amendement était encore trop hardi pour que la majorité du Corps législatif osât s'y rallier. Le ministre d'État représenta que dépasser les bornes marquées par l'empereur à la liberté, c'était se jeter dans les aventures révolutionnaires. On trouva cette fois encore qu'il avait raison. Mais, au scrutin, le vœu des quarante-cinq réunit 63 suffrages, et quelques jours après un amendement spécial du *tiers parti* en faveur de la liberté de la presse en obtint 65.

Le parti de la résistance et le sénatus-consulte du 14 juillet 1866. — Rouher, effrayé des progrès que l'idée de liberté avait faits depuis peu au Palais-Bourbon, n'épargna rien pour faire partager ses appréhensions à l'empereur. Aidé de tous ceux qui, comme lui, s'étaient trop compromis à servir l'Empire autoritaire pour pouvoir être acceptés par un autre régime, il lui remontrait que se prêter aux vues du *tiers parti*, c'était ouvrir la porte non seulement au parlementarisme, mais à la république. A son sens, il n'était que temps de couper court aux fantaisies de revision constitutionnelle qui se manifestaient de toutes parts. Le droit d'adresse avait ébranlé l'Empire en remettant en question les lois fondamentales de 1852; il serait sage de le supprimer. En tout cas il fallait se hâter d'élever un nouveau rempart autour de la constitution.

Le souverain s'étant rangé à cet avis, le gouvernement répondit à l'amendement des quarante-cinq par un projet de sénatus-consulte qui devint loi de l'État le 14 juillet 1866 et en vertu duquel la discussion de tout changement à la constitution

était désormais réservée exclusivement au Sénat. Tout débat de ce genre était donc interdit au Corps législatif, ainsi qu'à la presse, et ce sous peine d'amende pouvant s'élever jusqu'à dix mille francs. Les pétitions au Sénat en vue d'une modification constitutionnelle ne pouvaient être rapportées en séance publique qu'avec l'autorisation de trois bureaux au moins et ne pouvaient être mentionnées que dans le compte rendu officiel.

Après ce retour en arrière, il semblait bien que les partisans du *statu quo* eussent décidément le dessus. Mais ils ne le gardèrent pas longtemps. Au bout de six mois à peine, Napoléon III crut devoir faire une nouvelle volte-face.

Affaiblissement de l'Empire et progrès de l'opposition. — Après avoir imprudemment favorisé l'alliance de l'Italie et de la Prusse, Napoléon III avait assisté, impuissant et bafoué, au triomphe de cette dernière sur l'Autriche, à ses conquêtes et à l'inféodation de l'Allemagne au cabinet de Berlin. Ses demandes de compensations territoriales avaient été repoussées avec une hauteur presque insultante. Usé avant l'âge et malade au point qu'en juillet 1866 son entourage l'avait cru près de sa fin, il n'avait pas osé recourir aux armes. Du reste, il sentait bien que notre armement suranné ne nous permettait pas d'attaquer les vainqueurs de Sadowa avec des chances sérieuses de succès. Des détournements ou des virements inavouables avaient réduit nos régiments à un effectif presque ridicule. L'expédition du Mexique, qui durait depuis cinq ans, avait consumé le meilleur de nos troupes, épuisé nos arsenaux et démoralisé notre armée. Si encore elle eût réussi ! Mais malgré les assurances du ministre d'État, on savait bien que Maximilien, notre protégé, n'était pas maître du Mexique. On n'ignorait pas qu'à ce moment même Napoléon III rappelait de ce pays ceux de nos soldats qui s'y trouvaient encore, et cela sur l'injonction formelle et comminatoire des États-Unis. Ainsi après tant de vies d'hommes sacrifiées, tant de millions détournés du Trésor ou soustraits à l'épargne française ¹, cette entreprise, d'ailleurs injuste, n'aboutissait qu'à une humiliante

1. Par les emprunts de Maximilien.

reculade. Le gouvernement, pour dissimuler ses déconvenues, déclarait ne rien voir dans les derniers événements d'Allemagne qui fût de nature à nous inquiéter¹; la France, à l'entendre, n'était ni diminuée, ni atteinte, ni menacée; et peu après on le voyait non seulement rapatrier en toute hâte avec l'armée du Mexique le corps d'occupation de Rome, mais formuler un projet de loi qui allait doubler les sacrifices imposés au pays par la nécessité de sa défense (12 décembre.)

Les voiles commençaient à se déchirer. Le gouvernement du 2 Décembre n'étant plus heureux, le public était surtout frappé de ses fautes. L'empereur avait cessé d'être populaire en cessant d'être victorieux. La masse rurale, par ignorance et par inertie, lui demeurait encore en majorité fidèle. Mais la classe ouvrière se prononçait contre lui chaque jour avec plus de violence. L'*Association internationale des travailleurs*, fondée en 1864, se répandait dans les villes, principalement à Paris, levait le drapeau du socialisme révolutionnaire et tendait ouvertement à la République. Le clergé et sa clientèle étaient plus disposés à combattre Napoléon III qu'à le servir. La bourgeoisie, enhardie par la décadence de l'Empire, redevenait frondeuse, glosait sur l'empereur et son entourage et préparait aussi, à coups de langue ou à coups de la plume, la revanche du 2 Décembre. La jeunesse lettrée ou savante était en immense majorité hostile au gouvernement. Il s'était formé dans ses rangs un parti républicain déjà tout prêt pour l'action, et qui, par son radicalisme, laissait déjà loin derrière lui la gauche démocratique du Corps législatif. Gambetta était déjà l'idole du « quartier latin ». Rochefort préludait à la *Lanterne* par les *Français de la décadence*. Tridon publiait un livre en l'honneur d'Hébert. Les *Châtiments* de Victor Hugo circulaient et étaient lus partout. Les *Propos de Labiénus*², malgré la police, étaient dans toutes les mains. De petits journaux soi-disant littéraires, que l'administration frappait impitoyablement, mais qui ne mouraient pas sans avoir fait du bruit (la *Voix des Écoles*, la *Rive gauche*, *Candide*, la *Morale indépendante*), se montraient

1. Circulaire du ministre des Affaires étrangères La Valette, 16 septembre 1866.

2. Pamphlet de Rogeard publié en 1863.

aussi agressifs et irrespectueux envers l'Empire qu'envers l'Eglise (et ce n'est pas peu dire). Enfin les étudiants français se faisaient remarquer par leur exaltation dans les congrès internationaux qui commençaient à se multiplier et où l'idée républicaine était glorifiée autant que la libre pensée.

Décret et lettre du 19 janvier 1867. — Napoléon III sentait bien peu à peu grandir autour de lui la désaffection et même le mépris. Affaibli par la maladie, inquiet, irrésolu, ballotté entre plusieurs partis contraires, il penchait une fois de plus vers celui des réformes. Le chef du *tiers parti*, dont il partageait à certains moments les illusions romanesques, se disait sûr de le sauver s'il voulait se confier à lui. C'est alors que l'empereur écrivit le décret et la lettre du 19 janvier, où Émile Ollivier crut voir le prélude de son prochain triomphe.

Ces deux documents ne renfermaient pourtant pas, tant s'en faut, toutes les concessions qu'il avait souhaitées. On voyait bien que Rouher avait retenu la main de l'empereur pour l'empêcher de donner trop. Le décret portait que dorénavant tout député ou tout sénateur pourrait interpeller le gouvernement sur sa politique. Mais, par contre, le droit d'adresse était supprimé ; et d'autre part le droit d'interpellation était soumis à une procédure préalable qui, dans un grand nombre de cas, devait le réduire à néant. Il fallait en effet que toute demande d'interpellation fût signée de cinq membres au moins et adoptée par quatre bureaux (sur neuf au Corps législatif, et par deux sur cinq au Sénat) pour pouvoir donner lieu à un débat public. La discussion, du reste, ne devait pas être suivie d'un ordre du jour motivé et ne pouvait avoir pour effet que le rejet pur et simple ou le renvoi au ministre compétent. D'autre part, l'empereur annonçant que chacun des ministres pourrait être chargé par lui de représenter le gouvernement dans les débats du Luxembourg ou du Palais-Bourbon, on pouvait croire, à première vue, qu'il se ralliait par là, dans une certaine mesure, au principe de la responsabilité ministérielle. Mais il n'en était rien. La lettre au ministre d'État, qui accompagnait le décret, expliquait fort bien que, comme précédemment, les ministres ne dépendraient que du souverain, qu'ils ne pourraient pas plus

que par le passé être membres du Corps législatif, qu'il n'y aurait aucune solidarité entre eux, et qu'en vertu de la délégation spéciale du chef de l'État, ils seraient simplement ses porte-paroles devant les Chambres.

La même lettre annonçait deux projets de lois, l'un qui affranchirait les journaux du bon plaisir administratif, mais qui les soumettrait à la juridiction des tribunaux correctionnels et non pas à celle des cours d'assises; l'autre qui rétablirait le droit de réunion publique, mais de telle sorte que les réunions ayant un caractère politique ou religieux pussent toujours être interdites par l'administration, et que les autres pussent être dissoutes à volonté par la police.

Hésitations de Napoléon III; lutte de Rouher et d'Émile Ollivier. — Les sacrifices que faisait Napoléon III n'étaient pas en rapport avec les espérances et les désirs de l'opinion publique, qui, dès cette époque, dépassaient de beaucoup un pareil programme. En tout cas, pour que l'Empire pût en bénéficier, il eût fallu que l'empereur appliquât avec largeur d'esprit les principes nouveaux qu'il paraissait avoir adoptés et se hâtât d'appeler aux affaires des hommes nouveaux. C'est ce que son incurable versatilité l'empêcha de faire.

Rouher, que tout le monde s'attendait à voir renvoyé, parut au contraire consolidé au pouvoir, puisque, sans cesser d'être ministre d'État, il fut nommé par surcroît ministre des Finances. Peu après, avec son ordinaire assurance, il se vantait devant le Corps législatif de s'être associé depuis longtemps aux pensées libérales de l'empereur et revendiquait l'honneur d'avoir contribué de toutes ses forces aux nouvelles réformes (qu'il avait retardées de son mieux et qu'il se proposait de faire avorter). La majorité de l'assemblée, qui le préférait de beaucoup à Ollivier et qui le comprenait à demi-mot, applaudissait avec enthousiasme à cette feinte palinodie. Il se formait, sous les auspices du ministre d'État, un groupe nombreux de députés (le « cercle de la rue de l'Arcade ») avec un programme nettement réactionnaire ou conservateur. Le Sénat, comme effrayé de la puissance nouvelle que venait d'acquérir la Chambre élue, sollicitait l'honneur de faire contrepoids en participant à l'exer-

cice du pouvoir législatif. Le gouvernement lui donnait satisfaction en lui faisant voter le sénatus-consulte du 12 mars, qui lui donnait le droit non plus seulement d'apprécier les lois sous le rapport de leur constitutionnalité, mais de les examiner au fond et de les renvoyer au Palais-Bourbon. Puis Rouher et ses amis obtenaient de l'empereur que Walewski fût contraint de résigner la présidence du Corps législatif. Les projets de lois sur la presse et sur les réunions publiques, systématiquement négligés, ne venaient pas en discussion et paraissaient renvoyés aux calendes grecques. Bref, Émile Ollivier était magistralement joué, et de toutes parts on riait de lui. Tout d'abord il s'était efforcé de dissimuler son dépit. Au bout de quelques mois il perdit patience, et dans un discours violent prit personnellement à partie le *vice-empereur*, qu'il représentait comme le mauvais génie de l'Empire et de la France. Il ne réussit qu'à rendre plus éclatante la faveur de Rouher, à qui l'empereur adressa le lendemain la lettre la plus amicale, en lui envoyant la plaque en diamants de grand-croix de la Légion d'honneur, pour le dédommager des « injustes attaques dont il était l'objet » (12 juillet).

Les « points noirs » en 1867. — Cependant le décret du 19 janvier, malgré le mauvais vouloir du gouvernement et des *mamelucks*¹, commençait à porter ses fruits, en ce sens que certaines demandes d'interpellation ne pouvaient être écartées et que les abus et les fautes de l'Empire étaient signalés avec plus d'éclat que par le passé. La politique extérieure de Napoléon III, prêtait particulièrement aux critiques de l'opposition. En mars 1867, Thiers retraçait au Palais-Bourbon, avec son habituelle lucidité, les phases de cette révolution allemande, si menaçante pour la France et que l'empereur n'avait su ni prévenir, ni diriger, ni mettre à profit. « Il n'y a plus une faute à commettre », s'écriait-il tristement en terminant. Rouher répliquait en vain *qu'il n'y avait pas eu une seule faute commise*. La majorité même, tout en applaudissant à cette

1. On appelait ainsi les bonapartistes intransigeants qui, comme Granier de Cassagnac, repoussaient toute réforme libérale et trouvaient toujours la constitution de 1852 sans défauts.

affirmation, n'y croyait pas et partageait au fond l'avis de Thiers, qui était celui de presque toute la France.

L'Exposition universelle qui eut lieu peu après (1^{er} avril-1^{er} novembre 1867) et qui attira tant de souverains à Paris, ne put, malgré ses splendeurs, faire oublier à la France son prestige amoindri, son honneur compromis, sa sécurité menacée. Les fêtes qui l'accompagnèrent furent troublées soit par de nouveaux échecs de la politique impériale, comme l'avortement de la négociation relative à l'acquisition du Luxembourg; soit par des incidents de nature à compromettre nos relations, comme les manifestations hostiles et la tentative d'assassinat dont l'empereur de Russie, Alexandre II, fut l'objet pendant son séjour à Paris¹; soit enfin par de mortifiantes nouvelles, comme celle de l'exécution de l'empereur Maximilien, notre protégé, qui, pris par les Mexicains après le départ des troupes françaises, fut condamné à mort et fusillé le 19 juin. La popularité de Napoléon III, déjà réduite à bien peu de chose, s'évanouit tout à fait à la suite de ce dernier événement. Aussi se laissa-t-il aller, dans un moment de découragement, à reconnaître publiquement que nous avions subi des revers et à signaler *les points noirs qui assombrissaient notre horizon* (discours de Lille, 27 août 1867).

Seconde expédition de Rome et nouvelles exigences du parti ultramontain. — Ses embarras étaient encore aggravés par une violente recrudescence d'opposition cléricale. Si les républicains et les libéraux se plaignaient toujours qu'il méconnût les principes de la Révolution, les ultramontains lui reprochaient au contraire avec aigreur de leur sacrifier les intérêts de l'Église. En vain, pour leur complaire, Napoléon III laissait, au mépris de la convention de septembre, des soldats et des officiers français passer au service du pape. Ils voulaient une seconde expédition de Rome et s'efforçaient d'entraîner l'empereur dans des compromissions nouvelles qui, en face du

1. La cause de la Pologne était encore très populaire en France. Le souvenir de l'insurrection de 1863 était dans toutes les mémoires. Des cris de : *Vive la Pologne!* furent poussés sur le passage du tsar, et un coup de pistolet fut tiré sur lui par un jeune Polonais, Bereszowski, que peu après le jury de la Seine ne déclara coupable qu'avec admission de circonstances atténuantes (juin 1867).

parti révolutionnaire, chaque jour grandissant, ne pouvaient que l'affaiblir et le discréditer davantage.

L'Univers, leur principal organe, autorisé depuis peu à repaître, était plus arrogant que jamais. Certains évêques (Dupanloup, Pie, Plantier, etc.) harcelaient sans relâche le gouvernement et, quelle que fût sa condescendance, ne le trouvaient jamais assez bon catholique. Le ministre Duruy, qui travaillait avec zèle à démocratiser l'instruction publique¹, était particulièrement en butte aux attaques du parti ultramontain. On ne pouvait lui pardonner de vouloir multiplier les écoles, éclairer le suffrage universel, et surtout de revendiquer pour l'État le droit de prendre part à l'éducation des femmes. Son projet de loi sur l'enseignement primaire, discuté en 1867, était dénoncé comme attentatoire à la religion parce qu'il tendait à faire rentrer dans le droit commun les membres des congrégations enseignantes, privilégiés par la législation antérieure. Au Sénat, on reprochait au gouvernement de ne pas faire respecter la loi du dimanche et de laisser à peu près libre une philosophie qui avait la prétention de ne tenir aucun compte de la théologie. Des pétitions adressées à la haute assemblée demandaient que les bibliothèques populaires fussent expurgées, que les ouvrages de Voltaire, de Rousseau, de Michelet, de Renan, de Jean Reynaud, de George Sand et bien d'autres en fussent exclus. Sainte-Beuve s'attirait, pour avoir pris la défense de la libre pensée et de la science, les huées et les outrages du Sénat presque tout entier. L'École normale supérieure, pour l'avoir loué de son courage, était licenciée, par la volonté de l'impératrice (juillet 1867).

Bientôt l'attaque du petit État romain par les bandes garibaldiennes rendit plus impérieuses et plus pressantes les exigences des ultramontains français. Napoléon III, sommé de retourner au secours du pape, mit d'autant plus d'empressement à s'exécuter qu'avant de prendre le commandement de ses volontaires, Garibaldi était allé présider à Genève le *Congrès de la*

1. Il favorisait de toutes parts la fondation des bibliothèques populaires, les conférences publiques, organisait dans les lycées et collèges l'enseignement spécial et donnait à l'instruction primaire la plus vigoureuse impulsion.

paix qui, d'accord avec l'*Association internationale*¹, avait convié tous les peuples à marcher sous le drapeau de la République. Ce fut donc à la fois pour regagner les bonnes grâces du parti catholique et pour intimider le parti révolutionnaire que, à la fin d'octobre, Napoléon III fournit au pape le corps de troupes dont les chassepots, peu de jours après, « firent merveille » à Mentana (3 novembre). Grâce à lui le Saint-Père put encore demeurer quelque temps souverain de Rome.

Après ce nouveau service rendu au pape, Napoléon III eût bien voulu reprendre sa liberté d'action. Le parti clérical ne le lui permit pas. Dès le 29 novembre le gouvernement fut interpellé au Sénat et invité à prendre de nouveaux engagements envers le Saint-Siège. Soutenu par le vieux gallican Bonjean et par l'archevêque de Paris Darboy, il n'eut pas trop de peine, cette fois, à esquiver la difficulté. Mais il n'en fut pas de même au Corps législatif, où les affaires d'Italie furent discutées le 3 décembre avec beaucoup plus d'éclat. L'opposition démocratique reprocha au gouvernement d'être retourné au secours du pape. Mais elle n'avait pas pour elle la majorité de la Chambre, qui, foncièrement conservatrice et catholique, marchait en cette occasion derrière Thiers et Berryer, ennemis déclarés de l'Empire, et ces orateurs sommaient au contraire Napoléon III de ne pas quitter Rome. L'ancien ministre de Louis-Philippe fit une fois de plus le procès de la révolution italienne; il représenta la chute du pouvoir temporel du pape comme le plus grand malheur que la France pût redouter, et cela en termes si émus, si passionnés, que la plus grande partie de l'assemblée fut subjuguée. Rouher ne trouva d'autre moyen de reconquérir la majorité que de renchérir sur la doctrine que Thiers venait d'exposer et il prit au nom de son souverain le plus imprudent des engagements : « Nous le déclarons au nom du gouvernement français, l'Italie ne s'emparera pas de Rome. Jamais, jamais la France ne supportera cette violence faite à son honneur et à la catholicité. » Et deux cents voix répétaient frénétiquement avec lui : « Non, jamais, jamais ! »

1. Dont le Congrès annuel se tenait dans le même temps à Lausanne.

Dès lors et jusqu'à la fin de son règne, Napoléon III allait demeurer prisonnier de l'Église. Enhardi par sa faiblesse, le clergé lui parlait de plus en plus haut et plus que jamais prétendait régenter l'État. En 1868, les évêques multipliaient leurs attaques contre l'Université et dénonçaient les membres de ce grand corps, élèves et maîtres, comme des propagateurs de doctrines perverses et immorales. Ils reprochaient violemment à Duruy d'avoir institué des cours secondaires pour les jeunes filles, qui ne devaient être élevées, au dire de Dupanloup, que « sur les genoux de l'Église ». Ils réclamaient, sous le nom de liberté de l'enseignement supérieur, le droit d'imposer silence à leurs adversaires; c'est ce que démontra Sainte-Beuve dans son dernier discours au Sénat (mai 1868). Enfin le pape ayant convoqué le concile général qui devait s'ouvrir à Rome au mois de décembre de l'année suivante¹, ils faisaient assez connaître déjà qu'ils ne s'y rendraient, en grande majorité, que pour proclamer l'*infaillibilité* pontificale et ériger en dogmes les principes du *Syllabus*.

Nouvelles lois sur l'armée, la presse et les réunions publiques. — Le gouvernement impérial, que de pareils alliés discréditaient sans le servir, achevait de s'effondrer sous la poussée des oppositions de tout genre au milieu desquelles il se débattait, et ne savait plus s'orienter. Ses intentions étaient incriminées même quand il avait raison, et parfois sa politique n'était pas moins contrariée par ses amis que par ses ennemis. Il eut beaucoup de peine à faire voter le projet de loi militaire grâce auquel il espérait mettre la France en état de lutter contre la Prusse à armes égales (loi du 1^{er} février 1868). Les républicains, en haine du militarisme, le combattirent de toutes leurs forces. Les libéraux du *tiers parti* et même les *mamelucks* ne l'acceptèrent qu'à contre-cœur, à cause des sacrifices qu'il imposait à la bourgeoisie; la masse du peuple ne l'accueillit qu'avec répugnance, parce qu'elle n'y vit qu'un surcroît de charges pour elle. Voilà pourquoi le gouvernement intimidé recula devant l'application immédiate de la loi nouvelle, et com-

1. Sans y convier, comme l'avaient fait ses prédécesseurs, les ambassadeurs des grandes puissances catholiques.

ment la garde nationale mobile, qui devait doubler l'effectif de notre armée, n'existait encore à peu près que sur le papier au moment de la déclaration de guerre à la Prusse en 1870.

L'empereur se déroba depuis un an à l'obligation de tenir sa promesse relativement à la liberté de la presse et au droit de réunion. Mais le public en réclamait si impérieusement l'exécution que Napoléon III et ses ministres jugèrent sage de ne pas lui refuser plus longtemps cette satisfaction. La loi sur la presse, promulguée le 11 mai, affranchit les journaux en ce sens qu'elle mit fin au régime de l'autorisation préalable, des avertissements, des suspensions et suppressions administratives. Il est vrai qu'au lieu de les déférer au jury en cas de poursuites, elle les soumettait aux tribunaux correctionnels, dont l'indépendance politique était fort contestée; et qu'elle laissait subsister, avec les entraves fiscales les plus gênantes (timbre, cautionnement, etc.), les pénalités excessives d'autrefois, l'immunité des fonctionnaires et ces vagues définitions de délits qui, dans la pratique, pouvaient rendre l'usage de la liberté impossible ou du moins fort dangereux. D'autre part, la loi du 6 juin 1868 autorisa bien en principe les réunions publiques, mais sous des réserves telles que l'administration et la police restaient, en fait, maîtresses de les interdire ou de les dissoudre à volonté. Quant au droit d'association, depuis si longtemps confisqué, elle n'en dit pas un mot.

Le parti républicain en 1868. — Ces concessions incomplètes, faites de mauvaise grâce, venaient trop tard et dénotaient trop d'arrière-pensées de revanche et de réaction. L'opposition n'y vit que la restitution forcée et partielle d'un bien frauduleusement ravi à la France le 2 Décembre; non seulement elle n'en témoigna aucun gré à l'Empire, mais elle n'employa les armes qu'il lui rendait qu'à le combattre avec plus d'acharnement et d'efficacité.

La loi nouvelle sur la presse donna bientôt naissance à une foule de journaux qui, sans souci des poursuites et des condamnations, et les recherchant même pour accroître leur popularité, prirent ouvertement pour programme la destruction de l'Empire et la restauration de la république. Jusque-là les

feuilles d'opposition ne s'étaient en général attaquées aux choses et aux hommes de l'Empire qu'avec une certaine déférence apparente et des ménagements infinis dans la forme. Il n'en fut plus de même quand Henri Rochefort, déchirant tous les voiles et déshabillant toutes les idoles, criant en pleine rue ce que la veille encore on se bornait à chuchoter à huis clos, se fut donné pour tâche de rendre l'empereur, ses proches, ses ministres, non seulement odieux, mais ridicules, et y eut réussi par la verve — irrespectueuse jusqu'à l'outrage — de sa *Lanterne*. Ce petit pamphlet hebdomadaire eut un succès prodigieux. Vainement la justice essaya de le supprimer. L'auteur, pour éviter la prison, s'enfuit en Belgique, où sa violence de plume ne fit que croître, et la *Lanterne*, introduite en contrebande, continua de circuler en France avec l'attrait du fruit défendu. Dans le même temps, des milliers de réunions publiques avaient lieu dans les grandes villes, principalement à Paris, où les socialistes et les républicains avancés, s'assemblant librement sous couleur de traiter simplement des questions économiques, mettaient chaque jour en question, avec la religion et la propriété, les institutions impériales. Ces réunions, fort tumultueuses et fréquemment troublées par des rixes violentes, étaient presque toujours dissoutes par les commissaires de police, ce qui ne les empêchait pas de se reproduire et les rendait chaque jour plus agitées. La classe ouvrière et la jeunesse des écoles vivaient dans une exaltation qui grandissait à la lecture des feuilles nouvelles ou d'ouvrages historiques passionnants, comme le *Paris en décembre* d'Eugène Ténot. On attendait, on demandait la revanche du coup d'État. On commença bientôt à la provoquer par des manifestations en plein air. Le 2 novembre 1868, la tombe de Baudin¹, qu'on avait découverte au cimetière Montmartre, fut l'objet d'un pèlerinage républicain qui donna lieu à de véritables appels à l'insurrection. Une souscription fut organisée par plusieurs journaux pour élever à ce représentant un monument digne de lui, et le gouvernement eut la maladresse d'en poursuivre les

1. Membre de l'Assemblée législative, qui avait péri le 3 décembre 1851 sur une barricade, victime de son dévouement à la loi.

auteurs, dont le procès eut dans tout le pays le retentissement le plus fâcheux pour l'Empire. Les débats de cette cause eurent surtout pour effet de mettre en lumière la personnalité de Léon Gambetta, qui, la veille encore inconnu du grand public, se révéla tout à coup à la France nouvelle, par son éloquence vengeresse, comme le plus puissant de ses orateurs.

Élections générales de 1869. — L'empereur devait d'autant moins se faire illusion sur la gravité de sa situation que, sans parler de ce qu'il pouvait lire dans les journaux, il recevait depuis longtemps du préfet de police Pietri les rapports les plus alarmants sur l'évolution de l'esprit public¹. Aussi constatait-il avec tristesse, à l'ouverture des Chambres (le 18 janvier 1869), que *des esprits aventureux et subversifs cherchaient à troubler la tranquillité publique*. Il ajoutait, il est vrai, avec une confiance affectée, que *la nation restait insensible à cette agitation factice*, parce qu'elle comptait sur la fermeté du gouvernement pour maintenir l'ordre. C'étaient là des mots et rien de plus. L'opposition continuait à gagner du terrain au Corps législatif. Elle obligeait par exemple le gouvernement à résigner l'autorité discrétionnaire qu'il exerçait depuis si longtemps sur les finances de la ville de Paris². Hors du Palais-Bourbon, ses progrès étaient chaque jour plus manifestes. Les élections générales, qui étaient proches, s'annonçaient si mal pour le gouvernement que certains députés, qui lui devaient leurs sièges, déclinaient son patronage, et que les candidats officiels, dissimulant leur titre, prenaient maintenant celui de *conservateurs libéraux*.

Le renouvellement du Corps législatif eut lieu le 23 et le 24 mai 1869 et, comme on pouvait s'y attendre, ne fut guère profitable à l'Empire. Les efforts désespérés de l'administration furent neutralisés dans un grand nombre de circonscrip-

1. Dès le mois de septembre 1867 et depuis, à plusieurs reprises, ce fonctionnaire lui avait signalé l'hostilité systématique de la classe *dirigeante*, c'est-à-dire de la bourgeoisie, et exprimé la crainte que les masses populaires ne se laissassent bientôt entraîner dans l'opposition. (Voir ses rapports dans les *Papiers secrets et correspondance de la famille impériale*.)

2. La loi de 1869 établit en effet qu'à l'avenir le budget extraordinaire de la ville de Paris, voté d'abord par le Conseil municipal, serait soumis ensuite au Corps législatif et qu'il en serait de même du règlement définitif de ce budget.

tions par la propagande républicaine et libérale des journaux, des réunions publiques, des comités électoraux, des sociétés secrètes. Il n'y eut pas entre les partis hostiles à l'Empire de coalition semblable à celle qui s'était formée en 1863. Chacun d'eux se sentait maintenant assez fort pour conquérir par lui-même un certain nombre de sièges. Tous eurent leurs victoires. Mais celui dont les succès eurent le plus de retentissement et parurent avoir le plus de portée fut, comme en 1863, le parti républicain qui, cette fois, combattit à visage tout à fait découvert et sans ménagements constitutionnels. Paris fit mine un moment de ne vouloir élire que des candidats *insermentés*¹. En fin de compte il n'élut que des adversaires résolus de l'Empire, des *irréconciliables*, qui se proclamaient tels ou qui étaient connus pour l'être. Il rejeta avec éclat Émile Ollivier, qui ne parvint à se faire élire que dans le département du Var, et le remplaça par Bancel, proscrit de Décembre. Les candidats *agréables* que l'administration soutenait à Paris n'obtinrent au scrutin que de très faibles minorités. La somme des suffrages qu'ils recueillirent à eux tous ne dépassa pas 74 000, tandis que les autres en réunirent 231 000. Si, dans l'ensemble du pays, le gouvernement l'emporta matériellement, ce ne fut pas cette fois de beaucoup, car le total des voix obtenues par ses partisans ne s'élevait qu'à 4 636 713, tandis que ses adversaires en comptaient 3 266 366. On voit par de tels chiffres quels énormes progrès avait faits l'opposition depuis 1863. Elle n'était plus seulement maîtresse des villes; elle avait profondément entamé les campagnes. Un pareil scrutin était pour l'Empire une défaite morale qui, décourageant profondément ses amis, devait au contraire enhardir et fortifier ses ennemis, déjà si audacieux et si puissants. Dès lors beaucoup de bons esprits le jugèrent perdu, à moins qu'après s'être refait une popularité par une guerre heureuse il ne recourût de nouveau à l'expédient d'un coup d'État.

Les dernières élections faisaient entrer au Palais-Bourbon à peu près 90 opposants. Sur ce nombre, quarante environ

1. C'est-à-dire qui n'eussent pas prêté le serment préalable imposé aux candidats depuis 1858.

étaient pour Napoléon III et pour sa dynastie d'irréductibles ennemis. Les autres pouvaient à la rigueur être gagnés ; mais il fallait pour cela que l'empereur capitulât sans réserve et de bonne foi devant leurs exigences constitutionnelles et rétablît de ses propres mains ce régime parlementaire détruit par lui-même au 2 Décembre, anathématisé, raillé depuis, tant de fois, par lui ou par ses ministres. S'il s'y refusait, il sentait bien que, des bancs de la gauche, l'opposition gagnerait rapidement ceux du centre et absorberait sans peine une majorité depuis longtemps ébranlée dans son dévouement à l'empire autoritaire. Mais il ne voulait s'y résoudre qu'à la dernière extrémité et se réservait de reprendre un jour d'une main ce qu'il aurait été contraint d'abandonner de l'autre.

Avant de céder, il essaya une fois encore de ramener le pays à lui en lui faisant peur du spectre rouge. Les journaux bonapartistes remontrèrent au public que la révolution et l'anarchie étaient à nos portes. Il est certain qu'il régnait dans la classe ouvrière, particulièrement à Paris, une agitation de nature à inquiéter la bourgeoisie, comme les populations rurales. Le socialisme, que les agents provocateurs de l'Empire surexcitaient de leur mieux, s'y manifestait par les formules les plus extravagantes et les théories les plus subversives. Dans certaines circonscriptions les républicains de 1848, pour cause de modérantisme, étaient traités en suspects. Jules Favre n'avait été élu cette fois qu'au second tour de scrutin. Gambetta avait dû, pour obtenir les suffrages des électeurs de Belleville, accepter un programme impliquant, entre autres réformes, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la nomination de tous les fonctionnaires par l'élection et la suppression des armées permanentes. Enfin des scènes de désordre avaient lieu dans plusieurs villes, mais surtout dans la capitale, au lendemain des élections. Le gouvernement les favorisait par l'emploi de faux émeutiers chargés d'exciter la foule¹ et les rendait ainsi plus brutales, partant plus effrayantes. Puis il en profitait pour ordonner des perqui-

1. C'étaient de prétendus ouvriers vêtus de blouses blanches, qui, malgré leurs violences de toute nature, n'étaient jamais saisis par la police ou demeuraient toujours impunis.

sitions, des arrestations, et se poser aux yeux de la France comme le sauveur nécessaire de la société menacée.

Le tiers parti et le programme des 116. — Mais cette tactique n'eut pas tout le succès qu'il aurait souhaité. Les républicains ne firent qu'en rire et, au bout de peu de jours, surent se garder de tous les pièges. L'opposition modérée se montra bien, il est vrai, disposée à se rapprocher d'un gouvernement qui se faisait fort de rétablir la paix intérieure et l'ordre social. Mais si elle ne refusait pas son concours aux partisans de l'Empire, c'était à la condition qu'ils s'associeraient à ses revendications libérales. Elle l'obtint sans peine de beaucoup d'entre eux et il se forma bientôt au Corps législatif un *tiers parti* plus nombreux, plus compact et plus résolu que celui de 1866, avec un programme très net, que le gouvernement ne put pas longtemps feindre d'ignorer. Cette assemblée ayant été réunie le 28 juin, cent seize députés signèrent presque aussitôt une demande d'interpellation « sur la nécessité de donner satisfaction aux sentiments du pays, en l'associant d'une manière plus efficace à la direction de ses affaires. *La constitution d'un ministère responsable, était-il ajouté dans ce manifeste, le droit pour le Corps législatif de régler les conditions organiques de ses travaux et ses communications avec le gouvernement seraient des mesures essentielles pour atteindre ce but.* »

Transformation constitutionnelle de l'Empire. — Napoléon III, n'osant pas repousser une pareille requête, mais ne voulant pas laisser discuter au Palais-Bourbon des questions constitutionnelles qui étaient du ressort exclusif du souverain et du Sénat, se tira d'embarras en prorogeant le Corps législatif (13 juillet). Puis, s'exécutant avec une bonne grâce plus apparente que réelle, il supprima le ministère d'État, nomma Rouher président du Sénat, et soumit à cette assemblée un projet de sénatus-consulte qui paraissait devoir donner aux 116 la plus large satisfaction.

Ce projet, qui fut adopté le 6 septembre, portait que désormais le Corps législatif aurait, comme l'empereur, l'initiative des lois; qu'il élirait son président et ses secrétaires. Il affranchissait les droits d'interpellation et d'amendement de leurs entraves

les plus gênantes. Il rétablissait le vote du budget par chapitres et même par articles. Il soumettait au vote de la Chambre élue les traités de douanes et de postes. Quant au Sénat, dont les séances dès lors seraient publiques, il lui confirmait le droit de renvoyer les lois à une seconde délibération. Il portait aussi que les rapports constitutionnels entre l'empereur et les Chambres ne pourraient être modifiés que par un sénatus-consulte. Mais la clause la plus importante qu'il renfermât était à coup sûr celle par laquelle les ministres étaient déclarés responsables. Il y était dit en outre qu'ils pourraient être membres de l'une ou de l'autre Chambre et qu'en tout cas ils y auraient droit d'entrée et de parole. C'était là toute une révolution. Le sénatus-consulte ajoutait, il est vrai, que les ministres *dépendaient de l'empereur*. Comment cette dépendance pouvait-elle se concilier avec leur responsabilité devant les Chambres? C'est ce que demanda, non sans malice, le prince Napoléon, toujours porté à faire étalage de ses sentiments démocratiques, dans un discours que les impérialistes purs trouvèrent « affligeant et scandaleux » et qu'un ministre appela le « programme de la branche cadette ». Le Sénat passa outré. Il n'en était pas moins vrai qu'au moyen d'une pareille réserve l'empereur espérait bien conserver personnellement la direction des affaires et se jouer au besoin de la volonté des Chambres.

Au fond, toutes ses sympathies étaient encore pour le parti des *mameluks*; ce parti avait pour lui l'impératrice, dont l'influence grandissait à mesure que diminuait l'énergie physique et morale du souverain. La disgrâce de Rouher n'était qu'apparente. Rouher était toujours consulté, toujours écouté aux Tuileries. Il en allait être ainsi jusqu'à la fin de l'Empire, et le ministère Ollivier, dont le *tiers parti* attendait l'avènement, ne devait être qu'un ministère de dupes.

L'exaltation des esprits ne diminuait pas, loin de là. Un moment on put craindre dans la capitale une *journée* révolutionnaire, que les chefs du parti républicain — et même quelques libéraux — parlaient d'organiser pour le 26 octobre ¹. Elle

1. Pour protester contre le retard, inconstitutionnel suivant eux, que le gouvernement mettait à réunir de nouveau le Corps législatif.

n'eut pas lieu ; mais Paris resta disposé à saisir toute occasion de manifester son hostilité au gouvernement. Il le prouva bien quand, grâce aux élections complémentaires du 21 et du 22 novembre, il envoya au Palais-Bourbon le plus violent détracteur de l'Empire, Henri Rochefort, dont l'élection pouvait être considérée comme un outrage personnel à Napoléon III.

Quelques jours après (29 novembre), le chef de l'État, ouvrant la session législative ordinaire, adjurait les Chambres — non sans tristesse — de *l'aider à sauver la liberté*. Quant à l'ordre, il ajoutait bien *qu'il en répondait* ; mais cette feinte assurance dissimulait mal son inquiétude et son impuissance. Le *tiers parti* était las de lui faire crédit et, après lui avoir arraché la nouvelle constitution, voulait être appelé au pouvoir pour la mettre à l'épreuve. Il était à craindre, si on lui faisait trop attendre cette satisfaction, qu'il ne fût débordé, entraîné par la gauche, qui déjà, par l'organe de Jules Favre, demandait pour le Corps législatif le pouvoir constituant.

Napoléon III se décida donc à faire un pas de plus dans la voie des concessions. Depuis plusieurs mois il négociait secrètement avec Émile Ollivier, et ce dernier était même venu de nuit, en grand mystère, se concerter avec lui à Compiègne. Le 28 décembre 1869, la France apprit que l'ancien collègue de Jules Favre dans le groupe des *Cinq* était chargé de former un ministère, et le 2 janvier suivant ce ministère était constitué. *L'Empire libéral* était fondé : Le tiers parti le salua comme un régime durable et qui devait régénérer l'Empire. Ses adversaires de droite n'y virent qu'un expédient, bon pour gagner du temps et préparer le retour de l'Empire autoritaire. Aux yeux de ses adversaires de gauche, c'était un simple acheminement à la République.

BIBLIOGRAPHIE

Actes officiels et documents parlementaires. — *Bulletin des Lois*. — *Moniteur universel* (journal officiel de l'Empire jusqu'en 1869). — *Journal officiel* (à partir de 1869). — *Annales du Sénat et du Corps législatif* (à partir de 1860). — Il a été publié des recueils des discours parlementaires de Thiers, Jules Favre, Berryer, Jules Simon, Ernest Picard, Gambetta, etc.

Journaux et revues. — 1° IMPÉRIALISTES. — *Le Constitutionnel*. — *Le Pays*. — *La Patrie*. — *La France* (à partir de 1861). — *L'Époque* (à partir de 1865). — *La Situation* (à partir de 1868). — *L'Étendard* (id.). — *Le Parlement* (à partir de 1869). — *Revue contemporaine*. — *Revue européenne* (de 1859 à 1862).

2° LÉGITIMISTES. — *La Gazette de France*. — *L'Union*.

3° ORLÉANISTES. — *Journal des Débats*. — *Journal de Paris* (à partir de 1867). — *Revue des Deux Mondes*.

4° INDÉPENDANTS (DÉMOCRATES OU LIBÉRAUX). — *La Presse*. — *Le Courrier du dimanche* (de 1858 à 1866). — *L'Opinion nationale* (à partir de 1859). — *La Liberté* (à partir de 1865). — *Le Figaro* (à partir de 1867).

5° RÉPUBLICAINS MODÉRÉS. — *Le Siècle*. — *Le Charivari*. — *Le Temps* (à partir de 1861). — *L'Avenir National* (à partir de 1865). — *L'Électeur libre* (à partir de 1868). — *La Cloche* (id.).

6° RÉPUBLICAINS RADICAUX OU SOCIALISTES. — *Le Courrier français* (de 1866 à 1868). — *Le Nain jaune* (à partir de 1867). — *Le Réveil* (à partir de 1868). — *La Lanterne* (id.). — *Le Rappel* (à partir de 1869).

7° CATHOLIQUES. — *L'Univers* (supprimé en 1860, reconstitué en 1867). — *Le Monde* (à partir de 1860). — *L'Ami de la religion* (fondu en 1862 dans le *Journal des villes et des campagnes*). — *Le Correspondant*.

Annuaire. — *Annuaire historique* (ancien annuaire Lesur), de 1852 à 1861 (inclusivement). — *Annuaire des Deux Mondes*, jusqu'en 1867 (inclusivement).

Mémoires et correspondances. — Dr Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, 6 vol., 1854. — Maréchal Randon, *Mémoires*. — *Papiers et correspondance de la famille impériale*, 2 vol., 1870-1872. — *Papiers sauvés des Tuileries* (publiés par R. Halt), 1871. — Mérimée, *Lettres à une inconnue*, 2 vol., 1873; Id., *Lettres à Panizzi*, 2 vol., 1881. — Odilon Barrot, *Mémoires*, 4 vol., 1875. — Proudhon, *Correspondance*, 8 vol., 1874-1875. — H. de Viel-Castel, *Mémoires*, 6 vol., 1881-1884. — De Maupas, *Mémoires*, 2 vol., 1884. — De Falloux, *Mémoires d'un royaliste*, 2 vol., 1888. — Haussmann, *Mémoires*, 4 vol., 1890. — *La Censure sous Napoléon III* (1852-1866), rapports sur la censure dramatique, 1892. — Général du Barail, *Souvenirs*. — H. Rochefort, *Les aventures de ma vie*. — Duc de Persigny, *Mémoires*, 1896.

Ouvrages historiques. — Granier de Cassagnac, *Histoire de Louis-Philippe, de la révolution de février et du rétablissement de l'Empire*, 1857. — Taxile Delord, *Histoire du second Empire*, 6 vol., 1869-1876. — Beaumont-Vassy, *Histoire intime du second Empire*, 1874. — P. de la Gorce, *Histoire du second Empire* (en cours de publication), t. I-III, 1885-1896. — De Nervo, *Les finances de la France de 1852 à 1860*, 5 vol., 1861. — Eug. Ténot, *Les Suspects en 1858, 1869*. — Émile Ollivier, *Le 19 janvier, 1869*; Id., *L'Église et l'État au concile du Vatican*, 2 vol., 1878; *L'Empire libéral* (en cours de publication), t. I-II, 1895-1897. — Darimon, *Histoire de douze ans (1857-1869)*, 1883; Id., *A travers une révolution (1847-1855)*, 1884; Id., *Histoire d'un parti, les Cinq sous l'Empire (1857-1860)*, 1883; Id., *Le Tiers parti sous l'Empire (1863-1866)*, 1887; Id., *Les Irréconciliables sous l'Empire (1867-1869)*, 1888. — *Les Cent seize et le ministère du 2 janvier (1869-1870)*, 1889.

CHAPITRE VI

LA QUESTION D'ORIENT

**La guerre de Crimée. L'empire ottoman
et les nations chrétiennes des Balkans.**

I. — La Turquie, la Russie et l'Europe.

La révolution moldo-valaque. — Les révolutions de 1848 eurent leur contre-coup dans l'empire turc, dans les provinces vassales de Moldavie et de Valachie. Les mouvements y présentèrent les mêmes caractères que dans le reste de l'Europe. Ils furent à la fois constitutionnels, libéraux, nationaux et unitaires. En Moldavie tout se borna à une réunion tenue à Iassi, le 27 mars, presque sous les yeux de l'hospodar Michel Stourdza; on y prépara un projet de constitution qui lui fut soumis et qu'il promit de prendre en considération. Le soir même il faisait arrêter les chefs du mouvement, et tout rentra dans l'ordre.

Les événements furent plus graves en Valachie. En dépit d'utiles réformes, le prince Georges Bibesco s'était rendu très impopulaire surtout par ses étroites relations avec la Russie. Un parti d'opposition s'était formé, composé de jeunes hommes imbus des idées françaises, hostiles avant tout à l'influence russe et qui, pour délivrer le pays « du fléau du protectorat », étaient prêts à « se rallier sincèrement à la Porte ¹ ». Ils

1. Mémoire présenté à Talaat effendi, commissaire ottoman, publié dans les *Mémoire justificatif de la Révolution roumaine*, Paris, 1849, p. 74.

rêvaient pour l'avenir l'union de la Valachie et de la Moldavie, même de la Transylvanie roumaine; pour le présent, l'abolition du règlement organique de 1831, une constitution qui assurât l'égalité civile et politique, la liberté de la presse, l'indépendance administrative et législative sous le seul contrôle de la Turquie. Plusieurs sociétés secrètes, notamment la *Société des frères*, créée en 1844, propageaient ces idées et groupaient les mécontents. Lorsque les libéraux, d'abord désireux d'agir par les moyens légaux, eurent acquis la certitude qu'ils ne devaient rien espérer de Bibesco, ils se résolurent à un coup de force. Le 21 juin, à Islaz, « au camp de la régénération », ils proclamaient une constitution. A Bucarest les soldats déclarèrent « qu'ils ne se battraient pas contre leurs frères », et, le 23, le prince se résigna à signer la constitution. Le 25 juin, « sentant que ses forces n'étaient point en rapport avec les exigences des circonstances », il abdiquait, laissant la place à un gouvernement provisoire aussitôt constitué. La révolution s'était accomplie sans qu'on eût versé une goutte de sang.

Intervention russo-turque. — Dès lors que les libéraux demandaient le rétablissement du protectorat unique de la Turquie, le sultan eût peut-être reconnu le nouvel état de choses. Mais le tsar Nicolas, outre son horreur instinctive de tout mouvement révolutionnaire, ne pouvait admettre une transformation d'où résulterait un amoindrissement d'influence pour la Russie dans les Balkans. Aussi, dès le 28 juin, 12 000 Russes avaient pénétré en Moldavie et s'avançaient sur la Valachie. Leur marche fut un instant suspendue sur la protestation de la Porte, et une demande d'explications de la France et de l'Angleterre. Mais le tsar renforça l'armée et la tint prête à agir. De son côté, le sultan portait 20 000 hommes au delà du Danube, se refusait, à l'instigation de la diplomatie russe, à reconnaître le gouvernement provisoire et chargeait un commissaire extraordinaire, Soliman pacha, de rétablir l'ordre légal. Soliman, d'esprit très modéré, invita les Valaques à nommer eux-mêmes un *lieutenant* (caïmacan) conformément au règlement organique, mais promit, une fois « le pays ramené

à son état antérieur, de prendre en considération les griefs fondés qu'on serait dans le cas d'exposer ».

Le 4 août fut élue une « lieutenance princière de la terre roumaine ». Fidèle à sa promesse, Soliman examina avec la plus grande bienveillance les demandes de réforme, et ce travail aboutit à l'adoption, à quelques détails près, de la constitution proclamée au camp de la régénération. L'entente étroite entre les Valaques et le représentant de la Turquie déplut aux Russes. Le sultan fut invité à rappeler immédiatement Soliman et à nommer un nouveau commissaire qui devrait agir de concert avec le commissaire russe, le général Duhamel. Le sultan, isolé, dut céder. Fuad effendi et Omer pacha que surveillait le commissaire russe entrèrent à Bucarest; la lieutenance fut remplacée par un caïmacan, Constantin Cantacuzène; les chefs du parti libéral furent arrêtés et expulsés. Pour être plus sûr que ses volontés seraient exécutées, le tsar envoyait, à la fin de septembre, 60 000 hommes à Bucarest. Le gouvernement se trouva en fait aux mains du général Duhamel, qui fit arrêter, emprisonner, exiler sans jugement tous les adversaires du protectorat russe.

Convention de Balta-Liman. — Le 1^{er} mai 1849 les deux puissances signaient à Balta-Liman une convention réglant les nouvelles conditions d'existence des Principautés. Les hospodars, nommés pour sept ans par le tsar et le sultan, ne seront plus que des lieutenants gouverneurs; les assemblées générales sont supprimées; des comités nommés par les commissaires russe et ottoman auront à remanier l'ancien règlement organique; l'occupation durera jusqu'au complet rétablissement de l'ordre et jusqu'à l'achèvement des travaux des comités. En vertu de cette convention le prince Stirbey, client de la Russie, fut nommé hospodar de Valachie; en Moldavie l'on nomma le candidat des Turcs, le prince Ghika.

Ainsi le seul résultat de la paisible révolution valaque avait été le retrait des libertés importantes concédées par le traité d'Andrinople : les Principautés perdaient le droit de nommer elles-mêmes leurs hospodars, et d'avoir des assemblées générales élues. La politique réactionnaire de Nicolas triomphait

à Bucarest et à Iassy comme elle allait triompher quelques semaines plus tard en Hongrie. L'effort des Moldo-Valaques pour échapper à l'influence et à l'ingérence de la Russie aboutissait pour celle-ci à l'accroissement de ses moyens d'action légaux dans les Principautés. C'était aussi une victoire du tsar sur le sultan, un nouveau progrès dans la lente conquête des Balkans, un nouveau pas en avant dans la marche patiente et continue vers Constantinople.

Soulèvements en Bosnie et en Bulgarie. — Sur d'autres points de l'empire turc la politique russe fut moins heureuse. On ne peut guère mettre en doute l'intervention de ses agents dans les troubles de Bosnie et de Bulgarie de 1849 à 1851. En Bosnie, au mois de juillet 1849, le sentiment national réunit pour la première fois dans une même pensée ceux dont les différences de religion avaient toujours fait des frères ennemis, begs renégats et raïas chrétiens. Ce soulèvement devait paralyser toute velléité d'intervention de la part des Turcs dans les affaires de Hongrie. Les insurgés avaient proclamé la *confédération slave*, inscrit sur leurs étendards le nom du ban de Croatie, Ielatchitch, et pris pour chef un cousin de ce dernier. Ils comptaient sur la coopération de la Serbie et du Monténégro. Mais en Serbie le prince Alexandre Karageorgevitch, en haine de la Russie, déclara vouloir remplir fidèlement ses devoirs de vassal du sultan, et les Monténégrins en haine des begs renégats se jetèrent sur les insurgés. Le sultan rappela Omer pacha de Bucarest et le lança sur la Bosnie au printemps de 1850. Aussitôt les agents russes, exploitant les souffrances intolérables des raïas bulgares, les soulevèrent contre leurs bourreaux, les spahis. Leur échec certain devait fournir un prétexte à l'intervention du tsar. Les malheureux paysans, armés pour la plupart de faux et de bâtons ferrés, ne purent tenir. Une répression sauvage commença, assez vite interrompue pour que les Russes ne pussent agir, par le brusque retour d'Omer pacha. Celui-ci, nommé gouverneur général de la Turquie d'Europe, accorda une amnistie sans restriction aux insurgés¹ et profita des circonstances pour imposer aux spahis

1. Voir ci-dessus, t. X, p. 944-945.

de Bulgarie l'application du *tanzimat*. Il l'imposa de même aux begs musulmans de la Bosnie, contre lesquels il avait immédiatement repris la campagne. Les libertés promises par le *tanzimat* amenèrent la soumission rapide des raïas qui aidèrent même les réguliers turcs à pourchasser les begs rebelles. Omer pacha se hâta d'appliquer lui-même les dispositions les plus importantes pour le relèvement de la puissance turque. Il fit percevoir les taxes sur les begs comme sur les raïas et leva ses recrues parmi les chrétiens comme parmi les musulmans. Il tira de là quelques-uns des meilleurs éléments de l'armée qui peu de temps après devait arrêter les troupes russes au pied des Balkans.

Russie et Turquie. — La répression rapide de ces deux soulèvements, l'énergie avec laquelle le sultan refusait au tsar et à l'empereur d'Autriche l'extradition des réfugiés hongrois, le fait qu'il venait d'imposer même au vice-roi d'Égypte l'application du *tanzimat* (mai 1852), témoignaient chez les Turcs d'un retour de vigueur dont il était impossible que Nicolas ne s'émût pas. Depuis son avènement il attendait l'heure d'ouvrir et de recueillir, soit par la force, comme au moment du traité d'Andrinople, soit par la diplomatie, comme au temps de la convention d'Unkiar-Skelessi, la succession de celui qu'il allait appeler « l'homme malade ». Et voilà que les réformes d'Abdul-Medjid, l'énergie de Réchid pacha modifiant ses conditions d'existence, le malade se reprenait à la vie. Il fallait donc brusquer les événements. Le règlement d'un conflit d'influence engagé depuis 1851 avec la France, à propos des Lieux-Saints, allait fournir à Nicolas le prétexte d'une rupture.

Question des Lieux-Saints. — Une tradition plus de douze fois séculaire, confirmée par de nombreux firmans, assure aux Catholiques ou *Latins*, tous protégés de la France, la garde des Lieux-Saints à Jérusalem et à Bethléem. Ce privilège leur est envié et contesté de temps immémorial par les Arméniens et les Grecs. A différentes reprises, les Grecs avaient essayé de déposséder les Latins. En 1757, ils étaient arrivés à occuper quelques-uns des sanctuaires. En dépit des protestations et des réclamations de la France, l'incident n'était pas réglé en 1789.

La Révolution et l'Empire s'étaient désintéressés de la question, si bien qu'en 1808 les Grecs, puissamment soutenus par les Russes orthodoxes, avaient achevé de déposséder les catholiques.

Politique de Napoléon III. — La Restauration et la Monarchie de Juillet, quelque importante que fût l'affaire pour notre prestige et notre influence en Orient, n'avaient rien tenté auprès du sultan. Les choses avaient changé avec Napoléon III, dès le temps de la présidence : il entendait ne laisser prescrire aucun des droits historiques de la France, surtout lorsque la prescription profiterait au tsar Nicolas. D'autre part, pour le succès de sa politique intérieure il avait besoin du clergé, et c'était une façon de se le rendre favorable que de prendre la défense des intérêts catholiques en Terre-Sainte. Enfin, dans la suite, il parait avoir vu dans un conflit en Orient, où les intérêts de l'Autriche et de la Russie étaient nécessairement opposés, un moyen de séparer ces deux puissances et d'isoler l'Autriche en vue d'une campagne d'Italie arrêtée déjà dans son esprit. Au mois de mai 1851, l'ambassadeur de France, marquis de La Valette, réclamait de la Sublime Porte, pour les Latins à Jérusalem, le monument et la coupole du Saint-Sépulcre dans l'église du même nom, la possession mixte de la pierre de l'Onction; au Calvaire, les tombeaux des rois francs et la possession mixte de l'autel du Calvaire; l'église de Gethsémani, le tombeau de la Vierge; l'église supérieure de Bethléem avec les jardins et les cimetières qui en dépendent. Le sultan reconnut la légitimité des réclamations de la France; mais, en présence des protestations de la Russie, il maintint le *statu quo*.

Alors s'engagea à Constantinople un véritable duel entre la France et la Russie, duel qui devint particulièrement ardent par suite de l'attitude de Nicolas à l'endroit de Napoléon, après le rétablissement de l'Empire. Voyant dans cette restauration une violation flagrante des traités de 1815, irrité de ce que le nouvel empereur se réclamait des plébiscites et du principe révolutionnaire de la souveraineté populaire, le tsar aurait voulu que les vieilles monarchies refusassent de le reconnaître, à tout le moins qu'elles le tinssent à l'écart. Mais lui-même,

aux premiers jours de janvier 1853, avait dû reconnaître Napoléon III. Il l'avait fait de la plus mauvaise grâce, substituant dans sa lettre l'expression « *bon ami* » à la traditionnelle qualification de « *frère* », les explications de son ambassadeur soulignant encore l'intention désobligeante.

Les projets de Nicolas et l'Angleterre. — L'empereur, blessé de ces procédés, devait être moins que jamais disposé à céder, si peu que ce fût, aux prétentions du tsar en Palestine. D'autre part celui-ci, encouragé par l'attitude timide du sultan, était décidé à pousser ses avantages, et à frapper un grand coup : s'il réussissait, il retrouverait sur l'heure la situation privilégiée que lui avait un moment assurée la convention d'Unkiar Skelessi, et son protectorat serait réellement établi sur la Turquie; s'il échouait, il aurait enfin le prétexte tant cherché de déclarer la guerre. Seulement le tsar Nicolas commit la faute de dévoiler trop tôt au gouvernement britannique un plan dont il sentait l'exécution difficile sans l'assentiment et la complicité de l'Angleterre.

Au cours d'une fête à Saint-Petersbourg, le 9 janvier 1853, le tsar abordant l'ambassadeur d'Angleterre, sir Hamilton Seymour, s'était félicité de la bonne entente entre les deux gouvernements : « Lorsque nous sommes d'accord, avait-il dit, je suis tout à fait sans inquiétude quant à l'occident de l'Europe : ce que d'autres pensent ou font est de peu d'importance. » Cinq jours après il faisait appeler l'ambassadeur et abordait la question turque. La Turquie était tombée « dans un tel état de décrépitude » que « le malade » pouvait subitement mourir et « rester sur les bras » des puissances. Le tsar pensait qu'il serait imprudent de « se laisser prendre au dépourvu », de ne point avoir à l'avance « esquissé quelque système », de n'avoir point établi « un concert préalable ». « Je veux vous parler en ami et en *gentleman*, ajoutait-il : si nous parvenons, l'Angleterre et moi, à nous entendre sur cette affaire, peu m'importe le reste : je tiens pour indifférent ce que pensent et font les autres. » Il rappelait en outre que lors de son voyage à Londres, en 1844, il avait essayé déjà d'établir, sur ce point, ce concert préalable. Toutefois il n'entra pas dans le détail de son projet. Il se

découvrit à fond dans un troisième entretien, le 21 février. Il n'avait pas hérité « des visions où se complaisait l'impératrice Catherine » ; il ne voulait pas « de l'occupation permanente de Constantinople par les Russes » ; mais il ne voulait pas davantage que Constantinople fût jamais occupée ni par les Anglais, ni par les Français, ni par aucune des grandes puissances. Il ne permettrait pas davantage la reconstitution d'un empire byzantin, ni un agrandissement de la Grèce qui en pût faire « un État puissant ». Il souffrirait encore moins le partage de la Turquie en petites républiques, « asiles tout faits pour les révolutionnaires ». On laisserait les Principautés danubiennes indépendantes sous sa protection. « La Serbie pourrait recevoir une forme de gouvernement analogue ; la Bulgarie de même. » « Quant à l'Égypte, continua-t-il, je comprends parfaitement l'importance de ce territoire pour l'Angleterre... Si, en cas de partage après la chute de l'empire ottoman, vous preniez possession de l'Égypte, je n'aurais pas d'objection à faire. J'en dirai autant de Candie : cette île pourrait vous convenir, et je ne vois pas pourquoi elle ne ferait pas partie des possessions anglaises. » L'entretien se terminait sur ces mots : « Engagez votre gouvernement à m'écrire sur ces matières. Ce n'est point un engagement, une convention que je lui demande, c'est un libre échange d'idées et, au besoin, une parole de *gentleman*. Entre nous cela suffit. »

Ces déclarations causèrent la plus vive émotion à Londres. Le tsar avait bien protesté « qu'il serait déraisonnable à lui de vouloir plus de territoire », qu'il y aurait danger à étendre encore son empire « déjà trop étendu » ; il avait bien insisté sur son désir « de prolonger l'existence du malade ». Si certains ministres, comme Aberdeen, affectaient d'attacher la plus grande importance à cette dernière déclaration, d'autres pensaient, avec Hamilton Seymour, « qu'un souverain qui insistait avec une telle opiniâtreté sur la chute imminente d'un État voisin, avait décidé dans son esprit que l'heure était venue non pas d'attendre sa dissolution, mais de la provoquer. »

Mission du prince Menchikof à Constantinople. — Il n'y avait pas moins à s'inquiéter de l'envoi à Constantinople

d'un ambassadeur extraordinaire dont la mission avait été annoncée et assez vaguement définie par le tsar à sir Hamilton Seymour : « Vous voyez comme j'agis envers le sultan. *Le Monsieur* manque à sa parole et se conduit avec moi d'une façon singulièrement déplaisante ; cependant je me contente d'envoyer à Constantinople un ambassadeur pour demander réparation. » L'importance du personnage choisi, ministre de la Marine, gouverneur de la Finlande, amiral prince Menchikof, ne permettait pas de croire qu'il s'agit d'une simple « démonstration ». On ne le pensait pas en France, où l'on ne connaissait rien encore des confidences du tsar, mais où l'on suivait avec la plus scrupuleuse attention toutes ses démarches, les mouvements de ses troupes sur le Pruth. Napoléon III et son ministre Drouyn de Lhuys étaient persuadés que l'heure de la crise était proche. La conduite de Menchikof à Constantinople allait promptement leur donner raison.

Arrivé le 28 février, l'ambassadeur avait affecté de prime abord les allures les plus cassantes, se refusant à rendre la visite d'usage au ministre des Affaires étrangères Fuad effendi, personnage « fallacieux » avec qui il lui était impossible de traiter ; il avait forcé de la sorte le ministre à se retirer. Quinze jours après il faisait connaître l'objet de sa mission. Ouvertement, il réclamait un règlement définitif de la question des Lieux-Saints, affaire où il n'avait à craindre que la France. Il demandait ensuite, ceci dans le plus grand secret, et sous forme d'ultimatum, la signature d'un traité secret assurant à la Russie le protectorat effectif sur tous les orthodoxes grecs de l'empire turc. Si cette proposition était acceptée, c'était pour le tsar un droit permanent d'intervention. En échange il offrait une alliance offensive et défensive pour garantir le sultan contre une attaque possible de la France. Menchikof exigeait le silence absolu parce que pareille demande devait susciter, si elle était connue, et l'opposition de la France, et celle de l'Angleterre et de la plupart des puissances. Mais l'ambassadeur anglais lord Stratford Redcliffe allait contraindre Menchikof à se démasquer.

Se mettant en devoir de l'aider à obtenir satisfaction pour l'affaire des Lieux-Saints, il manœuvra si bien, de concert avec

le représentant de la France, que, le 4 mai, l'affaire était réglée à la satisfaction des trois intéressés, le sultan, le tsar, l'empereur, et que Menchikof n'avait plus qu'à se retirer ou à s'expliquer publiquement sur l'objet réel de son ambassade. L'ambassadeur prit ce dernier parti. Le 5 mai, il réclamait du sultan dans un délai de cinq jours, « sous la forme d'un engagement solennel ayant force de traité, des garanties inviolables pour l'avenir ». Le 10, les ministres ottomans, réconfortés par les ambassadeurs de France et d'Angleterre, répondaient que le sultan « protégerait la religion orthodoxe, respecterait ses immunités », mais qu'il ne pouvait à ce sujet conclure avec la Russie un traité qui « compromettrait les principes fondamentaux de son indépendance et de sa souveraineté ». Le 18 mai, Menchikof déclarait sa mission terminée : « le refus d'une garantie pour le culte orthodoxe devrait désormais, disait-il, imposer au gouvernement impérial la nécessité de la chercher dans sa propre puissance. » Le 21, il quittait Constantinople.

Le Tsar rompt avec la Turquie. — Le tsar donna aussitôt à ses troupes l'ordre d'entrer dans les Principautés : « il sentait sur sa joue, disait-il, les cinq doigts du sultan ». Une note du chancelier Nesselrode, le 31 mai, expliquait cependant qu'il n'y avait pas là un fait de guerre, mais qu'il s'agissait seulement de garanties matérielles à prendre en vue d'obtenir du sultan « ramené à des sentiments plus équitables » « des sûretés morales ». Le gouvernement anglais crut néanmoins qu'il était temps de prendre des précautions et, le 2 juin, la flotte de Malte dut joindre l'escadre française qui, postée à Salamine depuis le mois de mars, allait mouiller le 13 juin à Besika à l'entrée des Dardanelles. Les ambassadeurs des deux pays étaient autorisés à appeler les escadres à Constantinople pour la défense du sultan.

Les hostilités ne devaient commencer que près de cinq mois plus tard. La Turquie n'était pas prête, le tsar était déconcerté par le rapprochement, tout à fait inattendu pour lui, de la France et de l'Angleterre. Si Palmerston inclinait à une politique d'action, lord Aberdeen, le ministre dirigeant, tenait pour la paix. Napoléon, satisfait d'avoir isolé Nicolas, ne voulait pas risquer en pressant les événements d'éveiller les méfiances qu'il sentait

toujours autour de lui, et proposait de soumettre le litige à l'arbitrage des cinq puissances signataires de l'acte de 1841. L'empereur d'Autriche, que le souvenir des services rendus en Hongrie attachait au tsar, mais qui redoutait toute rupture d'équilibre en Orient, adhéra volontiers au projet; le tsar parut y souscrire. A la fin de juillet, les ambassadeurs réunis à Vienne avaient préparé une note conciliatoire, dont le tsar se déclara satisfait parce qu'elle était rédigée en termes assez vagues, et que le sultan repoussa parce qu'il voulait au contraire des déclarations très précises. Pendant ces négociations le fanatisme musulman s'était éveillé, excité par la publication en Russie d'une sorte d'appel à la croisade lancé par Nicolas. Les ulémas sommaient le sultan de déclarer la guerre ou d'abdiquer. Le 25 septembre, un conseil composé de 163 personnes invitait le sultan à ouvrir les hostilités. Le 8 octobre, Omer pacha sommait le prince Gortchakof d'évacuer les Principautés sous quinze jours. Le 23, les hostilités commençaient sur le Danube.

La guerre : intervention franco-anglaise. — A cette même date les escadres française et anglaise étaient venues mouiller dans le Bosphore. Cependant l'intervention armée des deux puissances occidentales ne devint certaine qu'après le désastre du 30 novembre. Ce jour-là douze bâtiments turcs, attaqués dans la rade de Sinope par le vice-amiral Nakhimof, furent coulés après trois heures de combat. Les flottes anglo-française pénétrèrent alors dans la mer Noire avec ordre d'y interdire la navigation à tout bâtiment russe : « Nous conserverons la mer Noire comme un gage jusqu'à l'évacuation des Principautés et au rétablissement de la paix », écrivait Drouyn de Lhuys. Les relations diplomatiques furent rompues le 4 février 1854. A une lettre personnelle de Napoléon III proposant un armistice immédiat et l'évacuation simultanée des Principautés et de la mer Noire, Nicolas répondait le 8 février par un refus et proclamait que « la Russie saurait se montrer en 1854 ce qu'elle avait été en 1812 ». Le 27 février, les cabinets de Londres et de Paris sommaient le tsar d'avoir à retirer ses troupes avant le 30 avril. Le 18 mars, Nesselrode répondait que « l'empereur ne jugeait pas convenable de faire aucune

réponse ». Le 27, la guerre était annoncée aux parlements de France et d'Angleterre.

Traité de Constantinople et de Londres; protocole de Vienne. — Les deux puissances, par un traité signé le 12 mars à Constantinople, s'étaient liées à la Turquie. Elles s'engageaient à la défendre par les armes jusqu'à la conclusion d'une paix garantissant l'indépendance de l'empire ottoman et les droits du sultan. La Porte s'engageait de son côté à modifier les institutions de l'empire de façon à assurer à tous les sujets ottomans, sans distinction de religion, l'égalité complète devant la loi et devant les tribunaux, l'admission à tous les emplois, une perception équitable de l'impôt.

Le 10 avril, à Londres, l'Angleterre et la France s'engageaient à ne pas traiter séparément avec la Russie, à ne rechercher dans la guerre aucun avantage particulier, à mettre à la raison la Grèce, où l'on préparait une insurrection de l'Acarmanie, de la Thessalie et de la Macédoine.

La veille, à Vienne les représentants de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse avaient signé un protocole fort important qui déterminait les principes fondamentaux, les conditions *sine qua non* des négociations futures. C'étaient : l'intégrité de l'empire ottoman, l'évacuation des Principautés, l'indépendance du sultan, octroyant de lui-même les libertés et les privilèges nécessaires à ses sujets chrétiens. Les puissances s'engageaient à demeurer unies pour le règlement des difficultés pendantes et à ne contracter avec la Russie aucun engagement particulier, sans que les conditions en eussent été examinées en commun. Ce protocole avait une importance morale considérable; il constatait et consacrait l'isolement de la Russie, et rassurant les alliés sur les dispositions de l'Europe centrale, il leur permettait de s'engager à fond, dans une guerre que l'éloignement des théâtres d'opération allait rendre singulièrement difficile.

I. — La guerre de Crimée : la lutte.

Caractères de la guerre. — La guerre de Crimée, au point de vue militaire, doit compter parmi les plus étranges et les plus difficiles. Les puissances adverses se trouvaient aux deux extrémités de l'Europe, sans point de contact, ne pouvant s'atteindre que par mer, en sorte que les armées franco-anglaises étaient séparées de leurs magasins et de leur principal centre de ravitaillement par plus de 4000 kilomètres. Les transports, pour la plupart à voile, mettaient au moins douze jours, souvent trente, pour aller de Marseille à Gallipoli ; de là à Sébastopol l'on comptait six à sept jours de navigation. Le ravitaillement était presque aussi difficile pour les Russes, en raison de l'immensité du territoire, de la rusticité des moyens de transport, de l'absence des routes ou de leur mauvaise qualité.

D'autre part entre les Alliés il n'y avait pas eu d'entente préalable, de plan étudié, arrêté à l'avance, et les projets militaires de la France et de l'Angleterre étaient fort différents. On partit d'abord pour arrêter les Russes sur le Danube ; puis lorsque ceux-ci eurent évacué les Principautés, Napoléon songeait à une campagne continentale, les Anglais visaient une expédition en Crimée et la destruction de l'arsenal maritime de Sébastopol. L'expédition en Crimée décidée, l'on n'était pas d'accord sur la façon de mener la campagne dans la péninsule. Pour ménager les amours-propres et les susceptibilités nationales, il n'y eut jamais un commandement unique. Il n'y eut pas en Crimée une armée, mue par une volonté ; il y eut trois armées juxtaposées, trois états-majors distincts, délibérant, négociant, échangeant des notes, envoyant des mémorandums, signant des protocoles, préparant chaque opération de guerre comme des diplomates préparent un traité de paix. Les chefs mêmes changèrent pour chaque armée : l'armée française eut tour à tour pour chefs Saint-Arnaud, Canrobert, Pélissier ; l'armée anglaise Raglan et Simpson ; chacun ayant ses idées propres qu'il lui fallait essayer d'accommoder à la situation héritée de ses prédécesseurs.

Une très sérieuse complication vint des gouvernements, chefs d'États et ministres prétendant non seulement contrôler mais diriger, opposant projets à projets, essayant — vainement, du reste — d'imposer aux généraux des conceptions stratégiques qui, pour celles émanées de Napoléon III et relatives à la campagne principale, paraissent bien avoir été les plus logiques et les seules conformes aux vrais principes de la grande guerre; mais elles se produisirent trop tard et les affaires engagées. Si déterminés que fussent les généraux à ne pas abandonner l'œuvre en cours, ils ne pouvaient brutalement passer outre aux instructions du souverain : il leur fallait garder les apparences, biaiser, louvoyer, chercher à gagner du temps, autant dire en perdre. Ajoutez l'un des rudes hivers du siècle, qui mit jusqu'à 9000 hommes, un huitième de l'effectif français, dans les hôpitaux, en janvier 1855; les maladies, choléra, scorbut, typhus, et surtout un adversaire doué des plus rares vertus militaires, intrépide, tenace, incapable de découragement, et dont l'énergie grandissait dans la lutte et s'exaltait à chaque échec.

Saint-Arnaud et Raglan. — Les premières troupes françaises quittèrent Marseille le 18 mars, sous le commandement de Canrobert, et vinrent préparer à Gallipoli les cantonnements du gros des troupes. L'armée d'Orient — ce fut le titre officiel du corps expéditionnaire — devait à l'origine comprendre quatre divisions dont une de réserve, soit 30 000 hommes environ. Les Anglais pensaient envoyer 25 000 hommes. Les commandants en chef étaient le maréchal de Saint-Arnaud et lord Raglan : le premier jeune encore, brillant soldat d'Afrique, célèbre par la conquête de la petite Kabylie, acteur important du coup d'État, officier très actif, capable par ambition, par désir de vraie gloire, de mener audacieusement et vivement la campagne, très simple en même temps, par là très propre à entretenir de bons rapports avec son collègue, un Anglais de soixante-six ans, vétéran des guerres de Portugal et d'Espagne, blessé de Waterloo, un peu lent, froid, raide, soupçonneux, très jaloux de son autorité et de son indépendance d'action.

Silistrie; la Dobrudcha, Bomarsund. — Lorsque les généraux arrivèrent à Constantinople, les armées russes, quelque

temps retenues dans les Principautés par les manœuvres d'Omer pacha, avaient pris l'offensive et franchi le Danube, le 23 mars. Le 14 avril, les Russes avaient ouvert la tranchée devant Silistrie. Après une conférence avec Omer pacha, à Varna, Saint-Arnaud et Raglan avaient décidé d'entrer immédiatement en campagne (10 mai). Mais quand il fallut passer à l'exécution on s'aperçut qu'à Gallipoli rien n'était prêt; les troupes, expédiées en hâte par vapeurs, manquaient du matériel le plus indispensable embarqué sur des voiliers : « Ni pain, ni souliers, ni marmites, ni bidons », écrivait Saint-Arnaud qui déclarait ne pouvoir atteler plus de 24 bouches à feu. Il fallut se borner d'abord à envoyer à Varna une division anglaise et une brigade française. Lorsque les alliés furent en mesure d'agir, les Russes, après six assauts inutiles, avaient levé le siège de Silistrie, le 23 juin, moins par suite de la concentration de 30 000 Français et de 20 000 Anglais à Varna, qu'en raison de l'attitude franchement hostile prise par l'Autriche. Le 2 juin elle avait sommé le tsar d'évacuer les Principautés et elle concentrait des forces importantes en Transylvanie. D'autre part elle signait, le 23 juin, avec la Turquie une convention l'autorisant à occuper la Valachie et la Moldavie jusqu'à la conclusion de la paix. Une campagne sur le Danube était désormais inutile. La seule opération tentée consista en une vaine exploration dans la Dobrudscha et en tiraileries avec des kosaks; pendant la marche le choléra s'abattit sur la division Canrobert et en vingt jours tua 1900 hommes.

Les vrais combats avaient été livrés ailleurs. Dans la mer Noire, le 21 avril, une escadre anglo-française avait bombardé et détruit le port d'Odessa en épargnant soigneusement la ville. Dans la Baltique, une flotte anglaise avait bombardé Bomarsund, place forte de l'île d'Aland qu'un corps français commandé par Baraguay d'Hilliers enlevait le 16 août.

L'expédition de Crimée. — Dès lors que, par la retraite des Russes, Constantinople et la Turquie d'Europe se trouvaient hors de danger, quel objectif allait-on donner aux armées concentrées à Varna? Comment contraindrait-on le tsar à signer la paix aux conditions déterminées par le protocole de Vienne?

Les Autrichiens, en annonçant qu'ils allaient occuper la Valachie, avaient exprimé le désir d'une coopération de l'armée française : c'était en ce cas une prochaine campagne sur le Pruth, et l'idée souriait à Napoléon. Mais à Londres, dès le 29 juin, l'on avait adressé à lord Raglan l'ordre de se tenir prêt à rembarquer et l'on avait proposé au gouvernement impérial une expédition en Crimée.

Sébastopol. — A l'extrémité sud-ouest de la péninsule, dans sa partie montueuse, au centre d'une sorte de plateau rocheux connu sous le nom de plateau de Chersonèse, la mer pénètre par une rade profonde, dite rade du Nord. Sur la rive méridionale de cette rade s'ouvre perpendiculairement une baie plus étroite et plus courte, la baie du Sud : l'ensemble des deux articulations forme une sorte de T ramassé. Entre ses branches les Russes avaient créé un puissant arsenal maritime : à l'est, l'arsenal proprement dit formait le quartier de Karabelnaïa ; à l'ouest se développait la ville. Dans la rade s'abritaient, depuis que les escadres alliées avaient franchi le Bosphore, 14 vaisseaux de ligne, 7 frégates, 11 vapeurs moindres, toute la flotte de guerre de la mer Noire. C'était là une force qui pouvait quelque jour surprendre Constantinople : les Anglais entendaient la détruire et rendre sa réfection impossible par l'anéantissement total de Sébastopol. D'autre part, en occupant la Crimée on déterminerait sans doute le tsar à la paix, on s'assurerait dans tous les cas un gage fort important pour le jour des négociations. Les Anglais croyaient que l'affaire pourrait être promptement menée à bien. En France, on ne partageait pas cette illusion. « Une occupation de la Crimée ne sera acceptée par la Russie que de guerre lasse et après les plus grands sacrifices, écrivait le maréchal Vaillant à Saint-Arnaud. Il faut donc nous attendre à tout et ne nous faire aucune illusion sur l'étendue des sacrifices auxquels nous devons nous résigner nous-mêmes. » L'expédition, malgré cette vue très juste des difficultés à venir, n'en fut pas moins résolue.

Le corps expéditionnaire. — On procéda à d'énormes préparatifs. Les Anglais emmenaient cinq divisions d'infanterie, une division de cavalerie, neuf batteries de campagne, un parc

de siège, soit 21 500 hommes; les Français embarquaient 30 000 hommes en quatre divisions, — une cinquième restant à Varna avec la division de cavalerie, — douze batteries de campagne et 65 pièces de siège. Une division turque de 6000 hommes complétait l'effectif. On emportait 13 000 gabions, 24 000 fascines, 180 000 sacs à terre, des rations de vivres et de fourrages pour 45 jours. Les flottes, commandées par les vice-amiraux Hamelin et Bruat, Dundas et Lyons, comprenaient 89 navires de guerre et 267 transports, au total 356 bâtiments à vapeur ou à voile. L'appareillage eut lieu le 7 septembre.

Le débarquement; l'Alma. — Canrobert avait dès le mois de juillet reconnu les côtes de la Crimée et déterminé les points de débarquement. Pour éviter la marche en pays accidenté, dans une région dépourvue de routes, on se décida à débarquer dans la partie plate de la Crimée, au nord de Sébastopol, un peu au-dessous d'Eupatoria, qui se rendit à première sommation, le 13 septembre. Le 14, sur une large plage de sable, on commença la mise à terre. Les Russes ne firent rien pour entraver l'opération. Le 19, commençait la marche sur Sébastopol.

Le débarquement des Alliés fut presque une surprise pour les Russes. Malgré les indiscretions répétées de la presse anglaise, en raison même de ces indiscretions, ils n'avaient pas cru que l'ennemi attaquerait Sébastopol; ils pensaient que son objectif serait Odessa. Aussi, tandis qu'ils concentraient 180 000 hommes en Bessarabie, 32 000 entre Odessa et Nikolaïef, ils en avaient à peine groupé 51 000 en Crimée sous le commandement du prince Menchikof. S'il se produisait une attaque, elle ne serait rien, pensaient-ils, qu'un bombardement par mer, et de ce côté la place était puissamment défendue, couverte par sept forts et deux batteries, ouvrages casematés, à plusieurs étages de feu, armés de près de six cents canons. Rien ou presque rien n'avait été préparé du côté du continent; à peine quelques ouvrages en terre, des barricades en pierre sèche, avaient-ils été commencés, et les sept kilomètres de l'enceinte ébauchée offraient à peine 145 bouches à feu.

Le débarquement des Alliés surprenait donc Menchikof. Très audacieusement il essaya de les arrêter.

Portant au nord de Sébastopol toutes les forces dont il pouvait disposer, soit 40 000 hommes environ, il vint s'établir sur la route d'Eupatoria, au penchant d'une sorte de terrasse qui, tombant à gauche sur la mer en une falaise presque à pic et d'apparence inaccessible, était couverte sur son front par le ravin de l'Alma. Or ce fut précisément par la falaise escaladée avec entrain que, le 20 septembre au matin, les zouaves et une batterie de la division Bosquet, soutenus du feu d'une escadrille française, débordèrent la gauche de l'armée russe. La victoire décidée de ce côté dès avant midi ne fut achevée qu'à quatre heures sur la droite par suite de la marche très lente des Anglais. « J'ai couru, disait Saint-Arnaud, les Anglais ont marché. » Aussi laissaient-ils sur le terrain 2000 hommes, un dixième de leur effectif, perte triple de celle des Français. Les Russes avaient près de 6000 hommes hors de combat, ce qui montrait assez la vigueur de leur résistance.

Les défenses de Sébastopol : Todleben. — La victoire de l'Alma ouvrant la route de Sébastopol, Menchikof dut prendre les suprêmes mesures pour parer à la défense de la place. On ne peut qu'admirer la promptitude et l'énergie de ses résolutions. Tandis que lui-même, au lieu de s'enfermer dans Sébastopol, se disposait à gagner le large pour tenir la campagne et maintenir les communications avec la Russie, il donnait le soir même de l'Alma à l'amiral Kornilof l'ordre de barrer la rade aux flottes ennemies en coulant dans la passe une partie de son escadre. Cinq vaisseaux de ligne et deux frégates furent ainsi sabordés. Les autres bâtiments, ramenés dans la baie intérieure, mirent à terre leurs équipages, leur artillerie, leurs munitions de toutes sortes : c'était sept mois de vivres, 3000 canons et 18 000 matelots, soldats de premier ordre, aussi merveilleux de discipline et d'héroïsme dans leurs bastions que sur leur bord. Les chefs, les amiraux Kornilof et Nakhimof, étaient dignes de leurs hommes. L'organisation intérieure de la défense se trouvait facilitée par ce fait que Sébastopol, selon l'expression de M. Rousset, était « moins une ville qu'une colonie militaire » : sur 42 000 habitants la population civile comptait à peine 7000 personnes.

Pour organiser la défense extérieure, Menchikof trouva dans

son état-major le lieutenant-colonel de Todleben. D'une ville à peu près ouverte l'ingénieuse activité de ce novateur fit en peu de temps une place de guerre redoutable, où les fascines et les sacs à terre remplaçaient le moellon et le mortier, et dont les fronts pour ainsi dire mobiles, aisément bouleversés par la bombe et le boulet, se relevaient en revanche presque aussi facilement, si bien que le lendemain d'un combat trouvait fermées déjà les brèches ouvertes la veille. Les Alliés eurent la preuve de la valeur de ces retranchements en terre dès la première attaque : l'ouvrage du Grand Redan, à peu près rasé par l'artillerie anglaise dans la journée du 17 octobre, était reconstruit et réarmé le 18 au matin. Avec Todleben la défense devint une sorte d'offensive : loin de s'enfermer derrière les lignes primitivement tracées, il ne cessa, jusque sous le feu des Alliés, de travailler à s'étendre par de continuelles approches, et c'est au plus fort du siège qu'il édifia en avant de Malakof le fameux ouvrage du Mamelon Vert. Le général Pélissier dans une lettre à l'empereur, le 29 juin 1855, devait parfaitement définir le caractère extraordinaire que l'audace de Todleben donna à ce siège sans précédent : « Qu'est-ce que le siège de Sébastopol ? disait-il. C'est la lutte persistante de deux armées marchant l'une contre l'autre en remuant de la terre, construisant des batteries et se disputant la possession du champ clos qui les sépare depuis le début, comme on se dispute les positions décisives du terrain dans une bataille. C'est un combat continu de huit mois... Chaque fois que nous nous sommes arrêtés, l'ennemi a marché immédiatement contre nous... » On remua tant de terre qu'à la fin du siège les Alliés avaient ouvert plus de 80 kilomètres de tranchées.

Les Alliés devant Sébastopol. — Canrobert. — Lorsque le 26 septembre les Alliés débouchèrent sur le plateau de Chersonèse, à l'est et au sud de Sébastopol, la place était déjà à l'abri d'un coup de main. Ils ne bloquèrent du reste que la partie méridionale, et les communications au nord restèrent constamment libres. Les Anglais s'établirent à l'est, en face de Karabelnaïa que couvraient l'ouvrage Malakof et le Grand Redan. À l'ouest, devant la ville gardée par le bastion du Mat et le Bastion

Central, s'installèrent les Français. Saint-Arnaud n'était plus à leur tête. Atteint par le choléra, il avait dû résigner le commandement aux mains de Canrobert. Embarqué le 29 septembre, il mourut le soir même à bord du *Berthollet*.

Le nouveau commandant de l'armée française était célèbre par sa bravoure, très aimé du soldat auquel il témoignait un constant intérêt et dont il ménageait le sang. Mais il manquait de fermeté de caractère; il se troublait devant la grandeur de la tâche et les responsabilités qui lui incombait. Se méfiant trop de lui-même, il était hésitant, incertain, défauts d'autant plus graves que son collègue lord Raglan n'était que trop porté déjà à temporiser. En brusquant les attaques, l'on pouvait, au dire de Todleben et du maréchal Niel, rendre rapide la chute de Sébastopol. La tranchée ne fut ouverte que le 9 octobre. Le 17, 53 pièces françaises, 73 pièces anglaises ouvrirent le feu. Malgré le concours de la flotte, l'attaque française échoua complètement. Les Anglais qui avaient ruiné le Grand Redan n'eurent pas l'audace de pousser leur avantage : l'occasion perdue par eux ce jour-là ne devait plus se retrouver.

Balaklava; Inkermann. — Les Alliés étaient à peine établis sur le plateau que déjà il leur fallait songer à se défendre. Le 25 octobre, Menchikof tentait de faire enlever par le général Liprandi le petit port de Balaklava où les Anglais avaient établi leurs magasins. La tentative échoua, mais il en coûta aux Anglais la meilleure partie de leur cavalerie légère, jetée par lord Raglan dans une charge « impossible à comprendre » (Canrobert). Ce n'était là du reste pour Menchikof qu'une sorte de combat d'avant-garde : il préparait ailleurs un effort décisif, et la supériorité numérique que lui assuraient les renforts accourus de Bessarabie devait lui faire espérer le succès. Contre les 65 000 hommes dont les Alliés disposaient, il allait pouvoir en engager 100 000.

Le 5 novembre, bien avant l'aube, par un épais brouillard succédant à une pluie torrentielle, les avant-postes anglais étaient soudainement attaqués sur le plateau d'Inkermann. L'attaque venait à la fois de Karabelnaïa et de la vallée de la Tchernnaïa, prenant les Anglais de front et de flanc. Ils tinrent trois

heures avec une admirable ténacité, sans vouloir recourir à l'aide des Français qui, dès l'ouverture du feu, avaient pris les armes et se tenaient à portée, prêts à agir au premier signal. A neuf heures cependant, ramené à vingt pas de ses tentes, un sixième de son effectif gisant dans la boue sanglante, n'ayant plus un homme en réserve, écrasé, débordé sur sa droite, lord Raglan appela Bosquet à la rescousse.

A la même heure, à l'autre extrémité des lignes alliées, en face de la ville, les Russes tentaient une sortie sur les travaux français. Cette diversion vivement repoussée retarda de peu l'arrivée du gros de nos forces à Inkermann. Bourbaki, accouru au pas de charge, avait une première fois, avec deux bataillons, arrêté l'élan des Russes. A onze heures, pressés par les chasseurs à pied, les zouaves, les tirailleurs algériens, les soldats de Menchikof ramenés au bord de l'escarpement du ravin de la Tchernaiâ étaient jetés par-dessus les crêtes. Sur 40 000 hommes engagés les Russes avaient 11 800 hommes et cinq généraux hors de combat. Les Anglais avaient eu 12 000 hommes engagés, les Français 4000. Les premiers avaient neuf généraux et 2000 hommes atteints, les seconds 1700 hommes sur les deux champs de bataille. Rien ne saurait dire mieux que ces chiffres combien acharnée fut la lutte. C'est que les Alliés avaient combattu non pour la victoire, mais pour la vie.

L'hiver. — Le siège de Malakof. — Les Russes battus n'en avaient pas moins atteint ce résultat que les Alliés, rudement éprouvés, ne purent donner l'assaut projeté : il leur fallut attendre des renforts. Mais si les Français eurent rapidement plus de 50 000 hommes, les troupes expédiées aux Anglais ne suffisaient même pas à réparer leurs pertes quotidiennes. Le froid était arrivé, brusque et sévère, avec de longues pluies d'abord, puis la neige, les grandes rafales du nord et les gelées : les Anglais habitués à beaucoup de confort, dépourvus d'esprit d'initiative et de belle humeur, n'étaient nullement préparés à ces rigueurs du climat ; à la fin de novembre les hommes étaient encore en pantalon de treillis. La mortalité était énorme : sur 53 000 hommes envoyés d'Angleterre il restait 12 000 hommes valides. Malgré les secours de toute sorte apportés par les Fran-

çais, qui mettaient tout en commun, l'armée anglaise fondait : en 1855, en une semaine, 2000 hommes entraient dans les hôpitaux.

Aussi lord Raglan fut-il réduit, si pénible que cela fût pour l'amour-propre anglais, d'abord à décliner une proposition d'assaut combiné, puis à demander à Canrobert de venir renforcer sa droite devant Karabelnaïa et de se charger de l'attaque contre un ouvrage jusqu'alors négligé, la tour Malakof. Le 13 janvier (1855), les Anglais nous abandonnaient le plateau d'Inkermann et le terrain en avant de la tour. Désormais l'armée française encadrait l'armée anglaise. Comme le disait le chef du génie français, le général Bizot, auquel n'avait pas échappé l'importance stratégique de Malakof, c'était un nouveau siège à entreprendre et l'attaque finale remise au printemps. Bizot se trompait dans ses prévisions : pour se rendre maître de Malakof et par là de Sébastopol, il n'allait pas falloir moins de neuf mois.

Malgré l'hiver les opérations ne chômèrent pas. L'armée russe, où le prince Gortchakof avait remplacé Menchikof, échoua dans une tentative contre Eupatoria gardée par les Turcs d'Omer pacha (17 février). La mort du tsar Nicolas, le 2 mars, donna quelques espérances aux pacifiques : espérances vite évanouies. Dans un manifeste à ses peuples, le nouveau tsar Alexandre II protestait de sa foi dans l'avenir et de son espoir de réaliser « les vœux et les désirs de ses illustres prédécesseurs Pierre, Catherine, Alexandre le bien-aimé et son auguste père d'impérissable mémoire ». Il redoublait d'efforts pour fournir de nouveaux secours aux héroïques défenseurs de Sébastopol.

De leur côté les Alliés ne négligeaient rien pour accroître leurs forces. Le 26 janvier, une alliance avait été signée avec le roi de Sardaigne Victor-Emmanuel, et 15 000 Sardes partaient avec La Marmora pour la Crimée. Napoléon envoyait une partie de sa garde et préparait la formation d'une armée de réserve dont il se proposait d'aller lui-même prendre le commandement : « Sa présence, écrivait-il à Palmerston le 26 février 1855, assurerait l'unité de vue et d'action : c'était le seul moyen de terminer rapidement l'entreprise. » Ce projet, qui déplaisait aux Anglais autant qu'aux intimes du souverain, ne fut pas

réalisé. Les forces alliées, au printemps, montaient à plus de 140 000 hommes.

Pélissier; le Mamelon Vert; l'assaut du 18 juin. —

A ce moment, pris entre les plans de l'empereur qui, pour rendre possible l'investissement complet, voulait déblayer la Crimée de toute armée russe, et lord Raglan qui s'enracinait sur ses positions, Canrobert, le 16 mai, donna sa démission. Il fut remplacé par Pélissier, homme de volonté tenace et de prompt décision, très résolu du reste à ne rien tenter des manœuvres extérieures préconisées par l'empereur, parce qu'il les tenait pour dangereuses, déterminé à presser l'attaque directe, à une offensive incessante et hardie. Il eut, dès le début, son plan « irrévocablement arrêté dans son esprit », et sans détours il écrivait à l'empereur : « Je me sens les épaules assez fortes pour le fardeau dont je me suis chargé : mais je le porterai d'autant mieux que je me sentirai une certaine liberté d'allure. » Comme on ne lui accordait pas cette liberté relative, il la prit, et passa outre aux ordres les plus formels. Le 25 mai, il faisait occuper Kertsch à l'entrée de la mer d'Azow, coupant de la sorte aux Russes l'une de leurs deux lignes de ravitaillement. Le 7 juin, il enlevait le Mamelon Vert qui couvrait Malakof et tous les ouvrages extérieurs des Russes.

Grisés par ce premier succès, Pélissier et Raglan donnèrent l'assaut à Malakof et au Grand Redan, le 18 juin, jour anniversaire de Waterloo. L'attaque, insuffisamment préparée, commencée de trop loin, opérée sans ensemble, échoua sur tous les points : 5500 hommes avaient été sacrifiés inutilement. L'échec de cette tentative faillit amener un nouveau changement dans le commandement de l'armée française : « Ma patience est à bout, écrivait l'empereur à Pélissier, et je ne puis tolérer plus longtemps que mes ordres soient méconnus » ; il le sommait ou de s'incliner ou de remettre le commandement au général Niel. Le maréchal Vaillant réussit à faire retirer cette lettre. Le 28 juin, Raglan mourait du choléra : il fut remplacé par Simpson.

Traktir; prise de Malakof. — Les travaux d'approche avaient été repris avec une nouvelle vigueur. Le prince Gort-

chakof sentant que la chute de Sébastopol ne pouvait plus guère être retardée, tenta cependant avec l'armée de secours une diversion suprême. Le 16 août, il fit attaquer sur la Tchernaiïa, au pont de Traktir, trois divisions françaises et une division sarde : il perdit là 8000 hommes.

A partir du 17 août, les Alliés ouvrirent sur Sébastopol un feu incessant, qui écrasant les ouvrages, tuant de 7 à 800 hommes par vingt-quatre heures, avait à moitié désorganisé la défense, quand, le 5 septembre, la parallèle étant poussée à 25 mètres de Malakof, commença le dernier bombardement, « le bombardement infernal ». Trois jours durant, 803 bouches à feu « pilèrent » la place sous les bombes et les boulets : 70 000 projectiles furent lancés dans la seule journée du 7 ; 7500 Russes avaient péri dans ces trois jours.

Le 8 septembre, 20 000 Franco-Sardes aux attaques de la ville, 25 000 Français devant Karabelnaïa et Malakof, 11 000 Anglais au Grand Redan devaient assaillir la place, où Gortchakof disposait encore de 50 000 hommes. Ce ne devait pas être un assaut mais, selon le dire de Bosquet, une lutte généralisée « armée contre armée ». A midi, les batteries se taisaient soudain et le 1^{er} zouaves s'élançait sur Malakof. A deux heures la division Mac-Mahon occupait entièrement l'ouvrage. Vainqueurs sur tous les autres points, les Russes firent jusqu'à cinq heures les efforts les plus désespérés pour reprendre Malakof dont la perte entraînait la perte de la ville. Il y eut à la gorge de l'ouvrage une lutte désespérée à la fin de laquelle tirailleurs algériens et zouaves de la garde combattaient derrière un vrai mur de cadavres. Quand Gortchakof eut reconnu l'inutilité de tout nouvel effort, il donna l'ordre d'évacuer Sébastopol. La retraite s'effectua par un pont jeté en travers de la rade du Nord. Le passage dura toute la nuit, tandis que un à un sautaient bastions et magasins et que dans la rade flambaient les derniers vaisseaux russes incendiés par leurs équipages. De Sébastopol, au jour naissant, il ne restait rien qu'un monceau de ruines informes et fumantes, pour lesquelles dans la dernière journée les Alliés avaient sacrifié 10 000 hommes, les Russes 13 000.

Les Russes n'abandonnèrent pas la Crimée; pourtant la guerre était implicitement terminée. Bien que les Alliés eussent près de 200 000 hommes et que l'on ne cessât de renforcer les armées, ils ne tentèrent rien contre Gortchakof établi vers Simferopol avec 150 000 hommes environ. Les Anglo-Français se bornèrent à l'occupation de Kinbourn sur le liman du Dniepr (17 octobre). A Sébastopol les Anglais exigèrent la destruction systématique des ports, de la rade, des casernes, des docks, des écluses et des bassins de radoub, besogne de Vandales qui répugna singulièrement à nos troupes. A Londres, où l'amour-propre national réclamait une revanche de l'échec subi devant le Grand Redan, on préparait un formidable armement contre Cronstadt. Mais les derniers coups de canon furent tirés en Asie Mineure, autour de Kars. La place, assiégée par les Russes depuis le mois d'août, et qu'Omer pacha ne sut pas débloquer, dut capituler faute de vivres, le 25 novembre. Ce succès rendant un peu de prestige aux armes russes devait disposer le tsar à entrer en pourparlers avec ses ennemis et facilita l'ouverture des négociations.

III. — *La guerre de Crimée; la diplomatie; le traité de Paris.*

La politique autrichienne. — Pendant toute la durée de la guerre les diplomates n'avaient pas cessé d'agir. La France et l'Angleterre, après la signature du protocole de Vienne, s'étaient efforcées d'amener l'Autriche et la Prusse à une action armée contre la Russie. L'Autriche, dans toute cette période, pratiqua la politique louche des impuissants chez qui la conscience de leur faiblesse n'empêche pas les âpres convoitises, et qui ne voulant rien risquer n'en voudraient pas moins tout obtenir. Ce qu'elle voulait d'abord c'était l'évacuation des Principautés danubiennes par l'armée russe : ce qu'elle espérait ensuite c'était l'occupation de ces mêmes provinces par l'armée autrichienne. Mais elle ne disposait que de forces médiocres, peu

nombreuses, trop dispersées, difficiles à concentrer, — détails soigneusement dissimulés aux diplomates anglais et français et qui leur échappaient. Aussi ne voulait-elle s'engager qu'avec le concours assuré de la Prusse.

La politique prussienne; la Confédération germanique. — Or la cour de Berlin, grâce à la perspicacité de son attaché militaire à Vienne, le prince de Reuss, connaissait bien la faiblesse de l'armée autrichienne : aussi se refusa-t-elle à signer autre chose qu'un traité de garantie, pour le cas, jugé avec raison invraisemblable, où l'Autriche serait attaquée par la Russie (20 avril 1854). Elle ne consentait à l'offensive que si des intérêts *allemands* étaient en jeu; elle demandait même que la Confédération germanique fût invitée à accéder au traité. Connaissant l'inclination de toutes les petites cours pour la Russie, la Prusse était certaine qu'ainsi mêlées à l'affaire elles serviraient, selon l'expression de Bismark, « de sabot pour enrayer les idées belliqueuses de l'Autriche ». Ces prévisions se trouvèrent justifiées. Les États germaniques n'entrèrent dans l'alliance que le 24 juillet, après de longues conférences à Bamberg, et prétendirent qu'aucune démarche ne fût tentée sans leur assentiment. Elles allèrent même jusqu'à proposer des actes hostiles aux Alliés, comme de les contraindre à s'arrêter sur le Danube : en sorte que pour avoir voulu trop prendre ses sûretés, l'Autriche se trouvait paralysée, en passe même de prendre parti pour la Russie et de se brouiller avec la France et l'Angleterre.

Les conférences de Vienne; protocole des « quatre garanties ». — Mais celles-ci menaçant de créer des difficultés en Italie, le chancelier Buol se hâta de provoquer la réouverture des conférences de Vienne, et bien que la Prusse refusât d'y figurer, il signa avec les cours alliées le protocole du 8 août. Il établissait comme bases nécessaires de la paix l'abolition du protectorat russe sur la Valachie, la Moldavie et la Serbie, auquel serait substituée la garantie collective des puissances; la liberté de la navigation aux embouchures du Danube; la revision de la convention des Détroits; le renoncement pour la Russie à tout protectorat religieux en Turquie, les grandes

puissances devant obtenir de l'initiative du sultan la confirmation et l'observation des privilèges des diverses communions chrétiennes. Ce fut ce que l'on appela les *quatre garanties*.

L'adhésion de l'Autriche à ces stipulations parut le prélude d'une action effective de ses armées. Il n'en fut rien. Depuis le 31 juillet les Russes procédaient à l'évacuation des provinces danubiennes : les Autrichiens les y remplaçaient en vertu d'un traité avec la Porte (3 juin). L'Autriche était arrivée à ses fins : elle jugeait inutile de s'engager davantage.

Cela n'échappa ni au gouvernement français, ni au gouvernement anglais, et comme ni l'un ni l'autre ne voulaient ainsi tirer les marrons du feu pour François-Joseph, très ostensiblement ils reprirent les négociations avec le roi de Sardaigne. La tactique réussit en partie.

L'alliance du 2 décembre 1854. L'alliance Sarde. — Le 2 décembre 1854, l'Autriche signait avec la France et l'Angleterre un traité d'alliance. Les trois puissances s'engageaient à ne conclure aucun arrangement avec le tsar avant d'en avoir délibéré en commun ; l'Autriche se chargeait de défendre les Principautés au cas d'un retour offensif des Russes, la France et l'Angleterre la soutenant de toutes leurs forces ; enfin un article secret stipulait que si la paix n'était pas assurée, avant le 1^{er} janvier 1855, les Alliés « délibéreraient sans retard sur les moyens efficaces pour obtenir l'objet de leur alliance ». Grâce à cette dernière clause l'Autriche espérait pouvoir indéfiniment retarder le moment où il lui faudrait agir, et elle se flattait d'empêcher par ce semblant d'engagement la conclusion de l'alliance avec la Sardaigne.

Mais les puissances ne furent pas dupes. Napoléon tenait d'autre part à ce que la Sardaigne intervint dans la guerre : c'était en effet le seul moyen pour elle de figurer au congrès où serait réglée la question d'Orient, de prendre rang parmi les grandes puissances et d'appeler solennellement l'attention de l'Europe sur la question d'Italie. Depuis le mois de mai 1854, l'ambassadeur de France Grammont préparait avec Victor-Emmanuel et Cavour une alliance qui fut signée le 26 janvier 1855, et en vertu de laquelle un corps sarde était envoyé en

Crimée. La liberté de l'Italie devait sortir de ce traité. Vainement l'Autriche, pour donner une apparence de satisfaction aux Alliés, présentait à la Prusse et à la Diète germanique une demande de mobilisation. La Prusse fit repousser cette demande qui servit seulement à brouiller les puissances de l'Europe centrale : là encore l'un des résultats poursuivis par Napoléon III se trouvait atteint.

Troisième conférence de Vienne. — Aussitôt après la mort de Nicolas (2 mars 1855), une nouvelle conférence, d'où les Alliés exclurent la Prusse, s'ouvrit à Vienne en vue de préparer la paix (15 mars). Drouyn de Lhuys et John Russell s'y rendirent. On ne put s'entendre ni sur la question de la garantie collective de l'intégrité de l'empire ottoman, ni sur la question de la limitation des forces navales de la Russie dans la mer Noire, et la conférence n'eut d'autre résultat que la retraite de Drouyn de Lhuys et de Russell, désavoués par leurs gouvernements. Et comme rien de décisif ne se produisait en Crimée, comme la victoire des Alliés ne paraissait plus certaine, comme la Prusse et la Confédération manifestaient clairement leurs sympathies pour la Russie, l'Autriche, abandonnant les Alliés, licenciait 60 000 hommes de ses réserves.

L'ultimatum autrichien; préliminaires de Vienne. — La chute de Sébastopol changea ses dispositions. Craignant, si la guerre se prolongeait, que Napoléon III n'usât des procédés révolutionnaires et ne fit appel aux Polonais, sachant d'autre part les Russes à bout de force, et que par suite une attitude très belliqueuse ne l'exposerait pas à de sérieux risques, le cabinet de Vienne se rapprocha de Napoléon et proposa en novembre d'adresser au tsar un ultimatum. La Prusse elle-même, qui commençait à craindre une guerre sur le Rhin, pressa le tsar de s'incliner. Le 16 janvier 1856 Alexandre II envoyait son adhésion, et le 1^{er} février les préliminaires de paix étaient signés à Vienne.

Congrès de Paris; la paix. — En raison du rôle prépondérant joué par la France, le congrès pour la paix se tint à Paris. Il s'ouvrit le 25 février 1856, sous la présidence du comte Walewski, ministre des Affaires étrangères de Napoléon.

L'Autriche était représentée par Buol et le baron de Hübner; l'Angleterre par lord Clarendon et lord Cowley; la Russie par le prince Orloff, la Sardaigne par Cavour, la Turquie par Fuad et Ali pacha. La Prusse ne fut admise à siéger qu'après l'ouverture des séances et sur les très vives instances de Napoléon. Le traité fut signé le 30 mars. On avait remarqué l'extrême courtoisie des rapports entre les plénipotentiaires de France et de Russie : la guerre n'avait laissé entre les deux pays qu'un sentiment de commune estime, né de la bravoure déployée sur les champs de bataille; une même rancune contre l'Autriche allait faciliter un rapprochement que beaucoup dès lors préoyaient.

Bien que les puissances ne dussent pas intervenir dans l'administration intérieure de la Turquie, le traité définitif ne pouvait être signé avant que des garanties eussent été assurées aux chrétiens par un acte solennel du sultan. La France et l'Angleterre l'avaient du reste contraint de prendre des engagements fermes à cet égard. Le 18 février 1856 parut un *hatti-humayoun* qui garantissait les privilèges et immunités accordés de toute antiquité à toutes les communautés chrétiennes, renouvelait les dispositions du tanzimat, proclamait l'égalité de tous les cultes et de toutes les nationalités, l'admissibilité des chrétiens à tous les emplois, et leur assurait une représentation dans le conseil d'État.

Ce *hatti-humayoun* fut transmis au congrès. Par l'article 9 du traité de Paris, les puissances donnaient acte de cette communication et en reconnaissaient « la haute valeur ». Il était « bien entendu qu'elle ne saurait en aucun cas donner le droit aux puissances de s'immiscer soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de S. H. le sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de l'Empire ». Ainsi se trouvait sauvegardé le principe de l'indépendance du sultan. L'article 7 garantissait « l'intégrité territoriale » de son empire; « tout acte de nature à y porter atteinte serait considéré comme une question d'intérêt européen ». Au cas de difficultés entre la Turquie et quelqu'une des puissances contractantes, avant tout recours à la force, il serait fait appel à la médiation des signataires du traité (article 8). Les articles suivants stipulaient le

renouvellement de la convention de 1841 relative aux Détroits, neutralisaient la mer Noire où la Russie et la Turquie ne devraient avoir ni flottes de guerre, ni arsenaux; proclamaient la liberté de la navigation du Danube dont les embouchures seraient aménagées sous la surveillance de délégués des sept puissances. La frontière russe en Bessarabie était modifiée de façon à ce que le delta du Danube appartint en entier à la Moldavie. En Asie, la frontière russo-turque était rétablie telle qu'elle était avant la guerre. Les privilèges et les libertés des Principautés danubiennes maintenues sous la suzeraineté de la Porte, étaient garantis par toutes les puissances; tout protectorat russe ou turc était aboli; leur administration serait indépendante et nationale. Les mêmes garanties étaient assurées à la Serbie.

Les résultats. — Telles furent les dispositions principales du traité de Paris. Pour la première fois au xix^e siècle le sultan signait un traité qui ne consacrait aucun démembrement de son empire, aucun affaiblissement de sa puissance. La Turquie obtenait ce qui lui avait été refusé à Vienne, en 1815, sa place dans le concert des puissances et son entrée dans le droit public européen. Il lui était même fait une situation privilégiée, puisque l'intervention bienveillante, la médiation des autres États était assurée, en vue d'éviter la guerre, chaque fois que naîtrait un conflit où elle se trouverait impliquée. Bien plus, on la proclamait intangible à l'avenir et l'on faisait du principe de *l'intégrité de l'empire ottoman*, comme du principe de son *indépendance intérieure*, deux dogmes du droit international et de la diplomatie. Enfin la France et l'Angleterre en détruisant la puissance militaire de la Russie sur la mer Noire, l'Europe en se portant garante que cette puissance ne serait pas reconstituée, assuraient la sécurité de la Turquie : c'est elle qui retirait le plus clair bénéfice de la guerre.

L'Autriche, en apparence au moins, et l'Angleterre étaient après la Turquie les gros bénéficiaires : l'une voyait la Russie exclue des Principautés, écartée du Danube; l'autre avait anéanti une force navale qui aurait pu quelque jour intervenir dans la Méditerranée et y contrecarrer la politique anglaise.

Mais la première avait exaspéré et la Russie par son ingratitude, et les Alliés par sa politique hypocrite. C'est elle qui au congrès avait réclamé avec acharnement la cession de la Bessarabie à la Moldavie. « Il ne sait pas, M. le plénipotentiaire d'Autriche, disait le comte Orloff, il ne sait pas combien de larmes et de sang cette rectification de frontière coûtera à son pays. » La Russie devait tenir sa vengeance trois ans plus tard, en Italie. Quant à l'Angleterre, en exigeant qu'aucun arsenal ne fût créé, qu'aucune flotte ne fût construite par la Russie sur la mer Noire, elle avait outrepassé la mesure. Momentanément abattue, la Russie pouvait subir ces conditions : mais à la première occasion favorable elle déchirerait un traité humiliant et dont le maintien n'importait en somme qu'à l'Angleterre seule.

Le gain de la France était purement moral : c'était, en Europe, son prestige recouvré; en Orient, sa prépondérance rétablie; d'avantages matériels elle n'en avait point cherché : « elle était assez riche pour payer sa gloire ». Mais Napoléon avait atteint un résultat qui échappa d'abord à beaucoup; il avait disloqué la coalition des États absolutistes, Russie, Prusse, Autriche : par là se trouvait facilitée et préparée la réalisation de son idée favorite, l'émancipation de l'Italie. Le fait apparut clairement lorsqu'à la fin du congrès, à la suite d'une entente entre l'empereur et Cavour, le comte Walewski, à propos de l'occupation du Pirée par les troupes françaises, en vint à parler des États italiens occupés par des troupes étrangères, signala l'irrégularité et les dangers de la situation dans les États de l'Église et le royaume des Deux-Siciles, et conclut à la nécessité d'adresser aux souverains des « avertissements ». Les plénipotentiaires autrichiens se trouvèrent seuls à protester. S'il ne fut pris aucune résolution ferme, il n'en resta pas moins, comme devait le dire Cavour, que « la question italienne était désormais entrée dans l'ordre des questions européennes ». Ce ne fut pas le moindre résultat de la guerre d'Orient.

Sur la proposition de la France le congrès adopta dans sa dernière séance une déclaration en quatre articles, inspirée des règles qu'avaient suivies les Alliés pendant la guerre. « La course est et demeure abolie. Le pavillon couvre la marchan-

dise ennemie à l'exception de la contrebande de guerre. La marchandise neutre, à l'exception de la marchandise de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi. Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs. » Il y avait près d'un siècle que la France luttait pour l'adoption de ces principes.

IV. — La Turquie et les Chrétiens des Balkans.

Le hattî-humayoun de 1856. — Le *hattî-humayoun* du 18 février 1856, s'il eût pu être appliqué loyalement et intégralement, aurait changé sans doute les destinées de l'empire ottoman. C'était sur le papier une véritable révolution, un 89 impérial. Proclamant l'égalité de tous les cultes et de toutes les nationalités, l'égalité de tous ses sujets devant l'impôt et le service militaire, l'admissibilité des chrétiens à tous les emplois (art. 8), le sultan bouleversait l'organisation traditionnelle de son empire, où tout reposait depuis des siècles sur le principe de la sujétion du Chrétien au Turc, de l'oppression du raïa par le musulman. Le hattî-humayoun spécifiait en outre qu'il serait créé des tribunaux mixtes et que les chrétiens auraient une représentation dans le conseil d'État. Il promettait une prompte codification des lois civiles et criminelles, une réforme de la police et du système pénitentiaire, la réorganisation des administrations provinciales, l'amélioration des voies de communication, la création d'établissements de crédit pour le commerce, la refonte du système monétaire, voire même l'établissement d'un budget annuel des recettes et des dépenses. Tous ces beaux projets devaient rester lettre morte par suite de l'opposition des intéressés, chrétiens aussi bien que musulmans. Les musulmans estimaient qu'il y avait danger à armer les raïas; ils admettaient moins encore que ces raïas pussent dans les régiments commander aux fidèles du Prophète. A l'obligation du service personnel les chrétiens préféraient l'ancien système du *kharadj*, véritable taxe d'exonération : l'impôt en argent leur allait mieux que l'impôt du sang. On admit d'abord le remplacement, et l'on en revint ensuite à la taxe

sous un nom nouveau (*bedel-i-askeriyeh*). D'autre part la proclamation de l'égalité entre tous les sujets du sultan devait entraîner la suppression, tout au moins la revision des privilèges accordés aux communautés religieuses : de là une vive opposition des patriarches et des évêques, qui savaient bien que ces privilèges leur donnaient seuls quelque sécurité, et que le régime de l'égalité serait immédiatement pour eux le régime de l'arbitraire. Si bien que la réforme générale promise en 1856 n'eut d'autre résultat que la création de quelques fonctionnaires nouveaux et de deux ministères, celui de la Justice et celui de l'Instruction publique. Vainement en 1859 la Russie réclama une enquête sur la situation faite aux Chrétiens, et les divers gouvernements européens exprimèrent officiellement le regret que le sultan « ne procédât pas à une application graduelle et soutenue des réformes ». L'enquête commencée en 1860 par le grand-vizir n'aboutit pas.

Les affaires du Liban. — Le massacre des consuls de France et d'Angleterre à Djedda (15 juillet 1858) — massacre immédiatement suivi du bombardement de la ville par notre flotte — avait prouvé que le fanatisme musulman demeurerait le même. Les affaires de Syrie (mai à juillet 1860) prouvèrent que la Porte se ferait toujours complice de ce fanatisme. Les Druses dans le Liban et l'Anti-Liban se jetèrent sur les Maronites et se livrèrent à d'effroyables massacres. A Damas (9 au 14 juillet), l'héroïsme d'Abd-el-Kader, qui avec ses Algériens se jeta dans la mêlée et fit de son palais un asile, empêcha seul l'égorgement total de la population chrétienne. Les autorités turques, le maréchal Ahmed pacha, gouverneur de Damas, et le gouverneur de Syrie Kurchid pacha n'avaient rien fait pour empêcher ces atrocités, auxquelles sur certains points, spécialement à Damas, les troupes ottomanes avaient même participé. Le gouvernement français n'oublia pas que la protection des Maronites lui appartenait. Tandis qu'il préparait l'envoi à Beyrouth d'un corps expéditionnaire, il exigea justice à Constantinople dans les termes les plus énergiques. La Porte prit peur et sévit. Fuad pacha envoyé en Syrie fit fusiller Ahmed pacha et exécuter 185 musulmans complices ou auteurs des

massacres. Une commission internationale réunie à Beyrouth, en 1861, essaya de réorganiser l'administration de la *montagne*; une convention signée à Constantinople le 9 juin établit un gouverneur unique, pris parmi les chrétiens, relevant directement du sultan, nommant les fonctionnaires et les juges, percevant l'impôt, assurant l'ordre au moyen de milices locales, les troupes turques étant exclues.

Abdul-Asiz. — Fuad et les finances. — Le 25 juin 1861, Abdul-Medjid mourait. Son successeur Abdul-Asiz était l'espoir du parti *Vieux Turc* et des ennemis de toute transformation. Il parut devoir tromper ces espérances. Son premier acte fut d'adresser au grand-vizir un hatti-cherif où il annonçait sa volonté de poursuivre l'œuvre des réformes; puis il supprima le harem et déclara qu'il n'aurait qu'une femme. En fait, le pouvoir fut presque constamment exercé par deux des hommes de la *Jeune Turquie*, Fuad pacha jusqu'à 1866, puis Ali pacha, l'un et l'autre anciens plénipotentiaires au congrès de Paris, le second célèbre dans tout l'Empire, parce que — fait presque unique — il n'avait jamais voulu accepter un pot-de-vin. L'un et l'autre se vouèrent à la double tâche d'essayer de rétablir les finances et de réaliser au moins en partie les promesses de 1856.

Fuad s'occupa plus particulièrement des finances, que les malversations des fonctionnaires, les dépenses exagérées du sultan, particulièrement celles du harem, les insurrections, les guerres, le trouble causé par les essais de réforme, avaient mises dans le plus lamentable état. Mahmoud II en recourant le premier, en 1830, aux émissions de papier-monnaie (*caïmé*), avait aggravé le mal : comme tous les gouvernements ignorants de la science financière, le gouvernement turc avait abusé de ce moyen si commode en apparence de se procurer de l'argent. Pour parer au déficit, qui monta à 80 millions en 1860, on avait multiplié les émissions; puis on avait établi le cours forcé, croyant ainsi remédier au discrédit du papier, qui tomba à deux septièmes de sa valeur nominale. Par malheur le sultan avait promptement oublié ses bonnes résolutions premières : il eut bientôt un harem de 900 femmes avec 3000 serviteurs, et chaque jour on y servait 500 tables à douze plats. On essaya vaine-

ment d'emprunts à l'étranger, au taux de 8 p. 100, même de 12 p. 100 en 1865. Les projets de réforme profonde échouèrent; on arriva seulement à l'établissement du grand livre de la dette publique (1865), et, avec le concours de financiers français et anglais, à la création de la Banque ottomane.

Ali pacha et les réformes administratives. — En 1864, Fuad fit une tentative pour séparer la justice de l'administration en créant un tribunal et un conseil de notables dans chacune des subdivisions administratives, *vilayet* (gouvernement), *sandjak* (département), *kaza* (district). Les événements de Crète amenèrent les puissances à protester de nouveau contre l'inexécution du hattî-humayoun de 1856. Elles constatèrent qu'aucune des promesses n'avait été tenue, que les chrétiens n'étaient guère plus admis aux emplois que par le passé, que la justice leur était toujours aussi mal rendue, que l'organisation financière demeurait déplorable. Ali pacha ne dédaigna pas cette protestation; il essaya réellement d'appliquer les conseils de la France et d'opérer la fusion entre les divers éléments constitutifs de l'empire. Il faisait créer un conseil d'État mi-partie et le sultan, à la séance d'inauguration (juin 1868), déclarait « qu'il n'existait pour lui aucune distinction entre les musulmans et les chrétiens ». « La religion et les droits des chrétiens, ajoutait-il, étaient sauvegardés jusqu'à ce jour, mais les chrétiens n'étaient pas appelés aux grandes fonctions de l'État. C'était l'ancien système : maintenant la porte de toutes les fonctions, y compris celles de grand-vizir, est ouverte aux chrétiens. Le seul mérite décidera des fonctions publiques. » Pour recruter des administrateurs instruits à l'européenne et déterminés à appliquer les réformes, on créa le lycée français de Galata. Un ministère de l'Intérieur fut organisé en 1869; la même année on publia les premiers éléments d'un code civil; enfin en 1870 on autorisa l'usage du système décimal des poids et mesures. Mais Ali pacha mourut en 1871, — Fuad était mort en 1869; — d'autre part les événements de 1870-71 détournèrent l'attention de l'Europe. La Turquie retomba à l'impuissance, et tandis que la Russie obtenait de la conférence de Londres (13 mai 1871) l'abolition des clauses du traité de 1856 qui neutralisaient la

mer Noire, son influence se substituait à Constantinople à celle de la France vaincue.

Deux insurrections, en Herzégovine et en Crète, entraînant l'une et l'autre des complications avec des États voisins, avaient rendu plus difficile encore la tâche des ministres réformateurs.

Le Monténégro. — Le soulèvement herzégovinien se produisit en 1861 et tout de suite amena un conflit avec le Monténégro. Dans le petit État serbe orthodoxe de *Tsernagora* (Montagne Noire), une transformation politique importante pour l'avenir, avait été opérée en février 1852. Le gouvernement de la Tsernagora était, depuis 1499, une sorte de théocratie, le pouvoir y étant exercé par un prince-évêque (*vladika*) pris dans la famille des Niegosch, le neveu succédant régulièrement à l'oncle. A la mort de Pierre II (1851), son neveu Danilo sécularisa la dignité princière. Comme depuis 1830 la Tsernagora était à peu près entrée dans la clientèle de la Russie, Danilo avait sollicité et obtenu l'approbation de Nicolas. Contre cette transformation le sultan protesta : les Turcs, bien que n'ayant jamais pu prendre pied dans cette inaccessible citadelle de rochers, prétendaient en effet y exercer une véritable suzeraineté. Omer pacha reçut l'ordre d'attaquer : après une lutte de trois mois et trois défaites subies par les Turcs, l'Autriche força le sultan à suspendre les hostilités (1853). Cette intervention et l'action du consul de France déterminèrent Danilo à résister au mouvement d'opinion de son peuple, tout dévoué aux Russes, et à garder pendant la guerre de Crimée une stricte neutralité. Au congrès de Paris Ali pacha n'en prétendit pas moins faire reconnaître par l'Europe que le Monténégro était « partie intégrante de l'Empire Ottoman » ; Danilo protesta aussitôt, réclamant la reconnaissance officielle de son indépendance, une rectification de frontières et la cession d'Antivari et de son port. Les puissances répondirent à Danilo en l'engageant à reconnaître la suzeraineté du sultan. Seul Napoléon prit parti pour les Monténégrins. En 1857 il recevait Danilo aux Tuileries et tenait son héritier présomptif sur les fonts baptismaux. Lorsqu'en 1858, sans déclaration de guerre, les Turcs envahirent la Montagne Noire, l'amiral Jurien de la Gravière vint bloquer

Antivari. Le 13 mai, le prince Mirko Petrovitch, frère de Danilo, infligeait aux 20 000 hommes d'Hussein pacha, à Grahovo, dans un terrible combat à l'arme blanche, une sanglante défaite : 3000 Turcs étaient tués, et toute l'artillerie tombait aux mains des montagnards. Le sultan admit alors les décisions d'une commission européenne dont Napoléon avait provoqué la réunion et qui devait procéder à une délimitation de frontière entre les deux pays. Un délégué monténégrin y figura officiellement. Le travail n'était pas achevé quand à Cattaro, le 13 août 1860, Danilo fut assassiné par un banni. N'ayant pas de fils, il avait désigné pour lui succéder son neveu Nicolas, fils du prince Mirko. Le nouveau prince était âgé de dix-neuf ans : ce fut son père qui dirigea réellement les affaires.

Soulèvement de l'Herzégovine. — La victoire de Grahovo avait eu un extraordinaire retentissement parmi les Serbes d'Herzégovine, et réveilla chez eux les espérances de liberté. Exaspérés par les exactions des begs et les brigandages des bachi-bouzouks, les Herzégoviniens se soulevèrent. Les puissances craignant qu'une intervention du Monténégro n'amènât dans les Balkans un bouleversement total d'où pourrait sortir une guerre européenne, pressèrent Nicolas de garder une stricte neutralité. Il écouta ces conseils au point d'autoriser le passage à travers la Tsernagora de convois destinés à ravitailler la citadelle de Nikitchitch. Mais il ne pouvait empêcher ses montagnards de courir par bandes au secours de leurs frères, frères de religion, frères de sang puisqu'ils sont tous Serbes. La Porte organisa d'abord le blocus de la principauté; puis lorsqu'Omer pacha eut écrasé les insurgés à Piva, il somma Nicolas de désarmer : sur son refus, les Turcs passèrent la frontière au printemps de 1862. Omer disposait de 60 000 hommes. Les 20 000 montagnards tinrent quatre mois. Mirko, « l'épée de la Tsernagora », admirable d'activité et d'énergie, partout présent, fit un moment hésiter la fortune. Sur leur passage les Turcs faisaient littéralement le désert. L'Europe divisée demeurerait inerte. Napoléon commençait à s'engager dans l'affaire du Mexique. Palmerston déclarait cyniquement à la Chambre des communes « que ce serait aux applaudissements de l'Angleterre

que les rebelles de la Tsernagora seraient châtiés par les troupes du sultan ». Seul le pape Pie IX agit en faveur des Monténégrins; par une encyclique adressée aux évêques d'Albanie, il défendit aux catholiques de cette province de prêter un concours quelconque aux Turcs. A la fin le nombre l'emporta. Pour arrêter une marche directe d'Omer pacha sur Cetinje, Mirko, sans canons, avec les derniers montagnards, livra un suprême et sublime combat, le 25 août, à Rieka, et ne céda qu'après six heures de lutte, écrasé sous les projectiles de l'artillerie turque. Pourtant Omer pacha ne put entrer dans Cetinje. Une note collective avait été présentée par les puissances à Constantinople : un ultimatum fut adressé à Nicolas qui y acquiesça sur les conseils du consul de France. Le prince Mirko devait quitter la Tsernagora et n'y pourrait rentrer. La route d'Herzégovine à Scutari, à travers le Monténégro, serait gardée par des blockhaus qu'occuperaient les troupes ottomanes; l'importation des armes et des munitions de guerre serait interdite. Les Monténégrins n'élèveraient pas d'ouvrage sur leurs frontières.

Les stipulations de cet ultimatum ne furent du reste pas exécutées. La Porte renonça d'elle-même à l'expulsion de Mirko. Elle fit bien élever neuf fortins sur la route de Scutari; mais la France et la Russie réclamèrent et en obtinrent l'évacuation et la démolition (protocole du 3 mars 1863); la route devait seulement rester constamment ouverte au commerce. Quant à l'interdiction d'importer des armes, elle ne fut jamais respectée. Le gouvernement de Napoléon III, après avoir envoyé des approvisionnements de grains pour sauver le pays de la famine consécutive à la guerre, autorisa en France l'émission d'une loterie dont le produit servit à l'achat de 12 000 carabines. La Russie fournit des munitions. La défaite de la Tsernagora avait entraîné la soumission de l'Herzégovine, qui fut durement châtiée et retomba sous le joug odieux des Begs.

La Grèce. Le roi Othon. — Le soulèvement de la Crète devait être plus long à réprimer et faillit amener la guerre avec la Grèce.

L'avènement d'Othon de Bavière en 1832 n'avait pas donné la tranquillité intérieure au jeune royaume. La régence bava-

roise, les troupes étrangères sur lesquelles elle s'appuyait, avaient excité des mécontentements qu'exploitèrent certaines des puissances protectrices, notamment l'Angleterre et la Russie, jalouses d'établir leur influence sur le pays. En 1843, l'Angleterre et la Russie, en exigeant le règlement des intérêts de l'emprunt émis par le gouvernement grec à l'avènement d'Othon, amenèrent une crise financière qui contraignit le roi à renvoyer ses troupes bavaoises. Il se trouva dès lors désarmé, et l'armée grecque soulevée (3 septembre 1843) le força de convoquer une assemblée nationale, chargée de préparer une constitution. La Grèce eut désormais (mars 1844) deux Chambres : un Sénat composé de membres à vie nommés par le roi, une Chambre des députés élue au suffrage universel ; le ministère était responsable. La conversion à la foi grecque était la condition d'hérédité de la couronne.

L'établissement du régime parlementaire ne mit nullement fin aux luttes intérieures et aux rivalités d'influence des puissances. Le parti français avec Coletti domina jusqu'à 1847, combattu par la Russie et l'Angleterre. Pour amener sa chute, celle-ci favorisa et suscita même le soulèvement de l'Achaïe, de la Messénie et de l'Eubée en 1846-47. Elle alla plus loin en 1850. A propos de Pacifico, juif portugais, protégé anglais, dont la maison avait été pillée dans une émeute, Palmerston envoya une flotte anglaise bloquer le Pirée (15 janvier). Un ultimatum d'une brutalité odieuse fut présenté : la France offrit vainement sa médiation et rappela même son ambassadeur de Londres. La Grèce dut céder ; mais le but poursuivi par l'Angleterre et qui était de faire éclater un soulèvement contre Othon, ne fut pas atteint. Ce fut le tour de la Russie d'intriguer. En 1852 le gouvernement ayant proposé l'organisation d'un synode national, et d'autre part ayant reconnu la suprématie du patriarche de Constantinople, répudiée depuis la guerre de l'indépendance, un moine fanatique, Christophoros Papoulakis, souleva la Magne (Morée) et fut soutenu par les agents russes. Cette fois encore la tentative échoua.

La guerre de Crimée fut une nouvelle cause d'agitation. Les patriotes voulurent profiter du conflit où se trouvait engagée la

Turquie pour étendre les frontières ridiculement étroites du royaume. Des armes furent fournies aux insurgés de Thessalie et de nombreux volontaires vinrent combattre dans leurs rangs. Mais la France et l'Angleterre ne pouvaient admettre une diversion favorable aux Russes sur la mer de l'Archipel, tandis qu'elles engageaient leurs forces sur le Danube et dans la mer Noire. D'autre part, elles avaient proclamé le principe de l'intégrité de l'empire ottoman, et s'en étaient portées garantes. Une division française fut donc débarquée au Pirée le 26 mai 1854 : elle y demeura jusqu'à 1857 et contraignit les Grecs à la paix. Cette intervention de la France et de l'Angleterre, la connaissance des sentiments réels des Russes à l'endroit des Grecs, par suite de la publication des entretiens de Nicolas et d'Hamilton Seymour, ruinèrent les partis français, anglais et russe, et le roi Othon devint tout à fait impopulaire pour n'avoir pas voulu tenter une folle équipée et la résistance à l'Europe. L'hostilité contre le roi devint particulièrement vive dans l'armée : en 1861 deux conspirations militaires furent découvertes. Le 1^{er} février 1862 une insurrection militaire éclatait à Nauplie. Il fallut un siège en règle pour reprendre la place, où l'autorité royale ne fut rétablie qu'au bout de deux mois et demi (20 avril). Pendant les opérations un soulèvement s'était produit dans l'île de Syra. Les sociétés secrètes, les hétaires étaient réellement maîtresses du pays. Pendant un voyage du roi sur les côtes de Grèce, la garnison de Missolonghi s'insurgea (19 octobre). Le mouvement gagna Athènes, les soldats y pillèrent le château royal, et le 26 octobre Othon, sentant toute résistance impossible, abdiqua.

Le roi Georges. — Un gouvernement provisoire fut institué, composé de Kanaris, Boulgaris et Roufos. Ils convoquèrent une Constituante où siégèrent des députés nommés par les colonies grecques établies à l'étranger. L'assemblée dut s'occuper d'abord de trouver un roi, l'idée de l'organisation d'une république ayant été écartée par l'énorme majorité des députés.

Pour se gagner l'appui de l'Angleterre et tâcher d'en obtenir la cession des Iles Ioniennes qui, à diverses reprises, notamment

en 1859 et en 1862 même, avaient demandé leur annexion à la Grèce, on nomma le prince Alfred, second fils de la reine Victoria. Mais le protocole de Londres (1830) excluait du trône de Grèce les membres des dynasties des États protecteurs. Napoléon et Alexandre refusèrent d'admettre le prince Alfred, puis le prince de Leuchtemberg, leur parent. Palmerston prit alors l'affaire en main, comptant bien, s'il réussissait à donner un souverain à la Grèce, que celui-ci, par reconnaissance, deviendrait le client de l'Angleterre. Il annonçait du reste que les Iles Ioniennes seraient le don de joyeux avènement du nouveau souverain à la Grèce, si ce souverain était au gré du gouvernement de Londres. Après une inutile tentative auprès de Ferdinand de Saxe-Gotha, père du roi de Portugal, l'on élut un neveu du roi de Danemark, Guillaume-Georges, dont la sœur avait épousé le prince de Galles (30 mars 1863). Il n'accepta la couronne que le 18 juin. Par un traité signé à Londres (14 novembre), l'Angleterre céda les Iles Ioniennes moyennant la neutralisation de Corfou et la démolition des fortifications.

Pendant les négociations pour le choix du souverain, l'anarchie était arrivée à son comble. Dès le mois de février 1863 un nouveau mouvement militaire avait amené la retraite des membres du gouvernement provisoire. Le pouvoir appartint dès lors tout entier à l'Assemblée, où l'ambition des individus, l'intervention de l'armée, divisée elle-même en divers partis, provoquaient le plus honteux désordre. Le 30 juin, après même la nomination du roi Georges, une insurrection militaire éclatait à Athènes et trois jours durant l'on se battit dans les rues. Le brigandage — la plaie des premières années de l'indépendance — réapparaissait par tout le pays. Il n'en pouvait guère être autrement quand l'Assemblée réhabilitait jusqu'à des assassins, comme le régicide Donsios, tandis qu'elle privait de leurs droits politiques pour dix ans les membres du ministère qui, faisant son devoir, avait réprimé l'insurrection de Nauplie (1862).

L'arrivée du roi Georges (30 octobre 1863) ne modifia en rien la situation. Dans sa première proclamation à son peuple, le roi promettait de consacrer sa vie à faire de la Grèce « le

modèle des royaumes en Orient ». On put se demander en 1864 si le royaume n'allait pas se détruire lui-même. L'Assemblée siégeait toujours sous prétexte de préparer la constitution nouvelle : les députés portaient pistolets et poignards. Une nouvelle amnistic avait fait mettre en liberté des malfaiteurs de droit commun, qualifiés pour le besoin de la cause de « victimes de la tyrannie ». Les mutineries militaires éclataient de tous côtés. Aux portes mêmes d'Athènes, au bourg de Minidi, le conseil municipal votait la mort du maire et de cinq de ses enfants, et la populace exécutait la sentence. Les crises ministérielles se succédaient presque de mois en mois. A la fin le roi pensa qu'il aurait la majorité de son peuple avec lui s'il essayait de mettre un terme à l'anarchie. Par un message, le 18 octobre, il invita l'Assemblée à terminer sous dix jours la discussion de l'acte constitutionnel. L'Assemblée obéit; le 29 octobre, un an après l'arrivée de Georges, l'ensemble de la Constitution était voté à une forte majorité.

La Constitution de 1864. — Légiférant pour un pays dont l'éducation politique était entièrement à faire, l'Assemblée était allée du premier coup à l'application presque complète des doctrines radicales extrêmes. Outre que l'on accordait l'absolue liberté d'association et de réunion et la complète liberté de la presse, on remettait le pouvoir législatif à une Chambre unique, la *Boulé*, élue pour quatre ans au suffrage universel, les ministres étant responsables devant elle. Le Sénat était supprimé. Le roi n'avait obtenu qu'à une majorité de douze voix la création d'un conseil d'État, chargé de l'étude des projets de lois. Mais ce conseil d'État fut supprimé dès la première législature (1865). Le roi avait le droit de dissolution sous réserve de faire procéder à des élections et de convoquer la nouvelle Chambre dans un délai de trois mois.

Dès lors les partis politiques, qui n'étaient en réalité que des coteries de personnes et de clochers, se disputèrent le pouvoir avec fureur. Les Comoundouros, les Delyanni, les Deligeorgis, les Boulgaris, les Zaïmis, les Roufos se succédaient, tombaient, se relevaient, passaient, disparaissaient comme dans un tourbillon. Chacun, trainant après lui sa clientèle, révoquait en

masse les fonctionnaires, faisait place nette pour les siens, selon l'usage des États-Unis. Du mois de mai au mois de décembre 1865, cinq ministères passèrent. Il y en eut onze en trois ans et deux mois, du 30 octobre 1863 au 17 décembre 1866. L'esprit de l'armée demeurait détestable, le trésor était vide, la sécurité intérieure était de plus en plus précaire. Bref, les trois puissances protectrices finirent par s'alarmer et menacèrent d'intervenir. C'est au milieu de ce désordre sans nom qu'éclata, au mois d'août 1866, l'insurrection de la Crète.

L'insurrection de la Crète. — En Crète, comme dans la plus grande partie de l'empire ottoman, une majorité de chrétiens est opprimée par une minorité musulmane. Dès 1770, puis en 1821, en 1841, en 1858, les Crétois avaient essayé de secouer un joug rendu plus odieux encore par le spectacle de leurs frères de Grèce affranchis. La publication du *hatti-humayoun* de 1856 leur avait donné l'espérance, bientôt déçue, de quelque adoucissement à leur sort. En 1866 un comité rédigea et adressa au sultan une supplique où il exposait les griefs des Crétois et les réformes qu'ils désiraient. La Porte répondit par de vagues promesses, le refus d'examiner les griefs et la menace des derniers châtiments pour ceux qui ne se soumettraient pas aux volontés du sultan et tenteraient de s'assembler malgré les défenses du gouverneur Ismaïl pacha. Les Crétois se soulevèrent aussitôt, et leur assemblée générale à Sphakia, le 23 septembre, proclama « l'union indissoluble de la Crète à la Grèce sa mère ». Dans le dédale des montagnes, les Ottomans furent écrasés, puis rejetés sur Candie et la Canée. La Porte expédia aussitôt 40 000 hommes avec Omer pacha. Celui-ci échoua contre le massif de Sphakia, la citadelle historique et de tout temps inaccessible des insurrections crétoises. La France, l'Italie, la Prusse et la Russie, pensant que ces échecs répétés auraient fait comprendre au sultan la nécessité de la pacification, intervinrent et proposèrent l'envoi en Crète d'une commission internationale chargée de constituer une administration. L'égoïsme de l'Angleterre et de l'Autriche, qui ne voulurent pas s'associer à cette démarche, la rendit inutile. Le sultan, sentant l'Europe divisée et que par suite il n'avait rien à

craindre, déclina la proposition des puissances. Il envoya toutefois le grand-vizir Ali pour essayer de négocier avec les insurgés (octobre 1867). Il échoua.

L'insurrection de la Crète mit fin pour un temps aux divisions en Grèce, et le sentiment national, le désir d'agrandir la patrie et d'assurer l'émancipation des frères de la grande île, réalisèrent l'union de toutes les coteries. Des bandes de volontaires s'étaient organisées qui furent transportées dans l'île, avec des convois d'armes et de munitions achetées par le ministère Comoundouros. Aux réclamations de la Porte le roi répondit habilement, d'abord en arguant de l'impuissance où le laissait la constitution d'empêcher les enrôlements de ses sujets à l'extérieur, puis en signalant les charges qu'imposaient les troubles à la Grèce. En effet plus de 60 000 personnes s'étaient réfugiées à Athènes, et leur entretien avait nécessité l'établissement d'un impôt spécial.

Ces habiletés ne trompèrent personne. A Athènes, l'opinion réclamait chaque jour plus violemment la guerre à la Turquie. Lorsque le sultan fut certain que les puissances, par crainte d'un conflit général, ne soutiendraient pas la Grèce, il adressa au roi Georges (11 décembre 1868) un ultimatum le sommant d'avoir à disperser les rassemblements de volontaires et à fermer ses ports aux bateaux qui ravitaillaient les insurgés. L'ambassadeur turc était rappelé, et tous les sujets hellènes habitant l'empire étaient expulsés. La Grèce se préparait à relever le défi, quand l'Europe intervint. Sur l'initiative de la France et de la Prusse, une conférence fut ouverte à Paris où la Grèce dut être admise, mais seulement à titre consultatif. Aussi son représentant refusa-t-il de siéger (janvier 1869). On signifia à la Grèce d'avoir à ne plus tolérer sur son territoire des agissements contre la Turquie. Elle s'inclina. Quant aux Crétois, privés de tout secours, leurs ressources épuisées, ils furent écrasés (janvier, février 1869). Toutefois, le 10 janvier 1868, le sultan avait publié un firman, véritable règlement organique, qui devait améliorer quelque peu la situation de la Crète. Les habitants chrétiens devaient être exemptés de la contribution pour le rachat du service militaire aussi longtemps que les

musulmans seraient exempts de ce service; le grec devenait langue officielle comme le turc; on créait des tribunaux mixtes, dont les membres étaient élus par les justiciables, des conseils d'administration en partie électifs, pour siéger à côté des fonctionnaires du sultan, depuis les kaïmakans jusqu'au gouverneur général. Le sang versé par les Crétois ne l'avait pas été cette fois en pure perte.

La fin des troubles de Crète marqua le renouvellement des désordres en Grèce. Les finances étaient désorganisées par les secours fournis aux insurgés et les préparatifs de guerre; des bandes d'aventuriers s'étaient abattues sur le royaume. En 1870, à Marathon, des brigands enlevèrent deux secrétaires des légations d'Angleterre et d'Italie et cinq voyageurs, puis massacrèrent quatre de leurs prisonniers. L'indignation soulevée par ce crime aida Comoundouros à faire voter une série de mesures qui devaient permettre d'en finir avec l'anarchie, et de préparer le retour à l'ordre, le rétablissement de la sécurité intérieure.

La Serbie. Alexandre Karageorgevitch. — Si, après la guerre de Crimée, le sultan réussit à maintenir son autorité sur ses sujets chrétiens immédiats, en revanche les liens de vassalité qui lui rattachaient la Serbie et les principautés moldo-valaque se relâchèrent singulièrement.

En Serbie, après la révolution de 1842, le prince Alexandre Karageorgevitch, « élu, emmené et salué prince, sans avoir eu le temps de comprendre parfaitement ce qui se passait », avait suivi par tempérament et par intérêt une politique pacifique et très dévouée envers le sultan, son suzerain et son protecteur. En effet, tandis que l'investiture avait été accordée à titre héréditaire à Miloche et à son fils, le *berat* adressé à Alexandre ne lui donnait même pas l'investiture viagère. Le prince de Serbie n'était donc rien qu'un haut fonctionnaire révocable au gré de la Sublime-Porte. Il y avait là un recul de la Serbie dans la voie de l'indépendance. Le fait n'avait pas échappé aux patriotes, et la popularité du prince en avait été diminuée dès le début. Alexandre ne se montra pas moins docile aux directions autrichiennes, et là encore il froissait le sentiment national serbe. En 1848, lorsque les Serbes hongrois de la Voïvodie

avaient réclamé leur autonomie sous l'autorité de la maison d'Autriche et pris les armes contre les Hongrois, le prince leur avait fourni d'abord un secours en argent, puis un corps d'armée auxiliaire. Il agissait de la sorte conformément aux sentiments de son peuple, mais il servait en même temps les intérêts de François-Joseph. On le vit bien quand, la révolution hongroise vaincue, l'empereur lui conféra les plus hautes décorations autrichiennes « pour avoir contribué au maintien de la dynastie et de l'intégrité de l'empire ». Alexandre avait, au contraire, dans le même temps, empêché tout envoi de secours aux insurgés bosniaques : le sultan l'en récompensait de son côté en lui conférant la grand'-croix du Nicham-Iftikar et la dignité de *mouchir* (maréchal).

Lorsque commença le conflit d'où devait sortir la guerre de Crimée, Alexandre avait pour ministre des Affaires étrangères Élie Garaschanine, un homme de haute valeur, dont l'éducation politique avait été complétée en Occident. Il avait compris que, prise entre l'Autriche, la Russie et la Turquie, haïe par l'une, jalousée par les deux autres, qui voulaient bien la laisser vivre, mais non la laisser grandir, la Serbie devait chercher son appui en Occident et particulièrement en France. Cela n'avait pas échappé à la Russie, et Menchikof, pendant sa mission à Constantinople, somma le prince Alexandre d'avoir à renvoyer son ministre dans les vingt-quatre heures, sous peine de rupture diplomatique. Le prince céda. Cette intervention brutale de la Russie lui aliéna le peuple serbe, ce qui permit à Alexandre de garder une stricte neutralité pendant toute la durée de la guerre. Cette politique très sage eut sa récompense au traité de Paris. La Serbie était soustraite au protectorat russe, et ses libertés, confirmées solennellement, étaient placées sous la garantie collective des grandes puissances. Il semble que cet heureux résultat eût dû affermir le prince. Il n'en fut rien. L'ingérence non déguisée de l'Autriche dans le gouvernement irritait le peuple, mécontent d'autre part qu'on le tint éloigné des affaires, aucune assemblée n'ayant été convoquée depuis 1842; plus mécontent encore de ce que le prince ne fit rien pour obtenir du sultan l'exécution complète du *hatti-chérif* de

1830 et des articles qui interdisaient aux Ottomans le séjour hors des citadelles.

Au mois d'octobre 1857, on découvrit un complot où figuraient les présidents du Sénat et de la Cour de Cassation. Après une instruction secrète, les conspirateurs furent condamnés à mort. Les puissances interdirent l'exécution; le prince commua la peine en celle des travaux forcés, puis en exil sur l'intervention de la Porte, poussée par la France et la Russie. Un attentat commis à Belgrade par un Turc sur le consul général d'Angleterre (7 juin 1858) nécessita la convocation d'une *skouptchina*. Ce fut non plus une assemblée de milliers de Serbes, une sorte de congrès général, mais une véritable Chambre élue. Elle se réunit le 30 novembre 1858, jour de la Saint-André. En grande majorité hostile au prince, la *skouptchina de la Saint-André* — c'est le nom qu'elle porte dans l'histoire serbe — rédigea d'abord un exposé des griefs, puis nomma une commission de dix-sept membres, chargée « de veiller au salut de la Patrie ». La commission somma aussitôt Alexandre d'abdiquer. Celui-ci se réfugia dans la citadelle occupée par les Turcs. L'assemblée prononça la déchéance et nomma séance tenante prince de Serbie Miloch Obrenovitch, « avec l'hérédité à lui accordée jadis par la Porte Ottomane ». Elle indiquait par cette dernière phrase la volonté de relever la dignité de la Serbie et de mettre la dignité princière au-dessus des caprices du sultan.

Miloch Obrenovitch. — Miloch, qui était à Bucarest, fut aussitôt reconnu par Napoléon et par le tsar. La Turquie suivit. L'Autriche, qui allait perdre son influence à Belgrade, manifesta son hostilité d'une façon puérile : elle interdit à la Compagnie Danubienne de mettre aucun bateau à la disposition du prince. Son entrée à Belgrade (2 janvier 1859) fut un véritable triomphe. On avait oublié la tyrannie passée : « Mon unique soin à l'avenir sera de vous rendre heureux, vous qui êtes mes seuls frères, dit-il, vous et vos enfants qui sont aussi mes enfants et que j'aime autant que mon fils unique, *votre héritier présomptif du trône*, le prince Michel ». Dès les premiers mots, Miloch proclamait ainsi sa volonté de rétablir le principe de

l'hérédité, quelle que pût être la détermination du sultan à cet égard. La *skouptchina* proclama de son côté (septembre 1859) l'hérédité de la dignité princière dans la famille des Obrenovitch, le droit d'adoption pour le prince dans le cas d'extinction de la famille; elle fixa la majorité du prince à dix-huit ans, et régla la question de régence et de gouvernement au cas de minorité. Ainsi la Serbie, au lieu d'attendre du suzerain des règlements organiques, se faisait elle-même sa loi; elle se contentait d'en demander la ratification au sultan. Celui-ci la refusa. Miloch, au lieu de rompre, répliqua, le 7 mai 1860, par un mémorandum où, tout en demandant de nouveau la ratification, il réclamait l'application rigoureuse du *hatti-chérif* de 1830 en ce qui concernait le séjour illégal des Ottomans en Serbie. La Porte repoussa la demande. Alors, le 22 août, Miloch proclama solennellement que « jamais ni lui, ni le peuple serbe ne cesseraient de regarder comme droits irrévocablement acquis toutes les dispositions contenues dans le mémorandum du 7 mai ». Pareille déclaration rendait de fait la Serbie indépendante. Un mois après, le 26 septembre, Miloch mourait. Son fils Michel prit le pouvoir « spontanément, en sa qualité de prince héréditaire, en vertu des vœux de la nation serbe, conformément à la loi de 1859 ». C'était braver ouvertement le suzerain, qui n'accorda pas moins l'investiture.

Le prince Michel. — Le prince Michel avait trente-sept ans. Sa très haute intelligence s'était développée, son esprit s'était mûri pendant les seize années de son exil. Il avait visité les principales villes de l'Europe, Berlin, Londres, Paris, s'était pénétré des idées occidentales et s'était donné la tâche d'achever l'émancipation de son pays, d'obtenir la retraite des troupes turques casernées encore dans les citadelles, de préparer et de réaliser la restauration de l'ancien royaume serbe, en arrachant au sultan ceux des Serbes encore soumis à sa domination, les Herzégoviniens et les Bosniaques. Le soulèvement de 1862 eût pu fournir une occasion de réaliser partie de ce plan si la Serbie eût été militairement prête. Le prince Michel dut se borner à prendre des mesures en faveur des malheureux qui fuyaient la vengeance des Turcs et à promulguer une loi les

autorisant à s'établir dans la principauté (17 avril 1862). En même temps, il faisait voter une loi organisant la milice nationale, comme réserve de l'armée active. Les protestations de la Turquie à ce sujet, approuvées par l'Angleterre, furent mal accueillies de la France et de la Russie, qui ne ménagèrent pas les témoignages de sympathie au prince.

Question des citadelles. — La diplomatie française allait prendre énergiquement parti pour lui dans une circonstance particulièrement grave. Des rixes fréquentes se produisaient à Belgrade entre les musulmans qui y demeuraient malgré les traités, les soldats turcs, et les habitants. Le 16 juin 1862, un sergent turc tuait un enfant serbe près d'une fontaine. La population prenait les armes. Un combat s'engageait, combat que l'intervention énergique de Garaschanine et du consul de France Tastu réussissait à arrêter. Les Serbes laissèrent, à la suite d'une convention écrite, les habitants turcs rentrer dans la citadelle. Le lendemain à neuf heures, alors que l'incident semblait réglé, la citadelle ouvrait le feu sur la ville qu'elle couvrait de bombes et de boulets cinq heures durant. Cet acte de sauvagerie indigna l'Europe, et Drouyn de Lhuys proposa immédiatement la réunion d'une conférence à Constantinople. L'ambassadeur de France, M. de Moustier, appuyé par les ambassadeurs russe et italien, réclama l'évacuation des citadelles encore occupées par les Turcs. L'Autriche s'y opposa et l'Angleterre, encore plus hostile aux Serbes, osa proposer un protocole qui légitimait le bombardement passé et autorisait les bombardements à venir. Le protocole signé le 8 septembre stipula la démolition des deux citadelles de Sokol et d'Oujitsa. En outre, les Ottomans qui résidaient encore dans les villes durent se retirer en abandonnant leurs biens immobiliers au gouvernement serbe moyennant indemnité. C'était l'exécution, vainement réclamée par Miloch, du *hatti-chérif* de 1830.

Ce n'était encore là qu'une solution incomplète; il était clair que l'on n'aurait point de repos en Serbie que les soldats turcs n'eussent évacué les citadelles : « Tout progrès réel est interdit à la Serbie, disait la skouptchina dans une adresse au prince, aussi longtemps que les forteresses entretiennent le pays dans

des craintes continuelles ». En 1867, l'Autriche, sous Beust, cessa de s'opposer à cette évacuation que réclamait sans trêve la diplomatie française. Les derniers soldats turcs furent rappelés, et il ne resta plus comme signe visible de la vassalité de la Serbie que le drapeau turc flottant sur la citadelle de Belgrade à côté du drapeau tricolore serbe.

Mort du prince Michel. — Le prince Michel n'en continuait pas moins les armements, organisait ses milices avec le concours du colonel français Mondain. Le but avoué était la conquête de la Bosnie. On commençait à s'inquiéter à Paris, à Vienne et à Londres de l'activité et de l'ambition de la jeune principauté, « un Piémont oriental ». Des remontrances furent même adressées qui n'empêchèrent rien. Pour éviter le conflit, on songeait à faire donner à titre viager et moyennant tribut le gouvernement de la Bosnie au prince Michel, quand, le 10 juin 1869, pendant une promenade au parc de Kochutniak (parc des cerfs), il fut massacré par une bande d'assassins sortis d'un fourré. Le chef du complot, qui avait recruté ses affiliés jusque dans le bain de Belgrade, était en relations avec le prince Alexandre Karageorgevitch : mais il déclara au procès n'avoir conspiré que « pour la République ».

La mort du prince Michel était le pire malheur qui pût atteindre la Serbie. Elle servit cependant à prouver une fois de plus que la principauté était de fait complètement indépendante. Bien que le sultan n'eût pas reconnu la loi successorale de 1859, on proclama sur l'heure prince de Serbie le plus proche parent de Michel, son petit-neveu, Milan Obrenovitch, un enfant de quatorze ans, alors élève au lycée Louis-le-Grand, à Paris.

L'œuvre de la civilisation avait été poussée activement en Serbie pendant les règnes d'Alexandre et de Michel. En 1856 avaient été créées les caisses des écoles (*fonds scolaires*), pour l'enseignement primaire; en 1863, on organisait l'enseignement secondaire (*gimnazija*), en 1858-1865 l'enseignement pratique (*realka*), et l'on réorganisa l'enseignement supérieur (*Grande École, velika chkola*). Les codes, civil, pénal et commercial, la loi sur l'organisation judiciaire furent promulgués

de 1844 à 1865. En 1864 était publiée la loi sur les contributions. Pour l'armée, en 1853, avait été créée l'École militaire (*vojna akademija*); en 1861, on organisait le ministère de la Guerre; deux lois, l'une en 1861, l'autre en 1864, avaient constitué une armée qui, en cas de mobilisation complète, comptait cent cinquante mille hommes, le pays ayant environ un million d'habitants.

Les Principautés danubiennes. — Tandis que la Serbie, aidée de la France et de la Russie, prenait entièrement possession d'elle-même, les Principautés danubiennes, soutenues par les mêmes puissances, réalisaient leur unité.

Le traité de Paris abolissant la convention de Balta-Liman, il devait être procédé à une réorganisation de la Moldavie et de la Valachie, placées sous le protectorat des grandes puissances. Ce soin fut confié à une commission européenne que devaient assister deux *divans* élus par les habitants.

Parmi les puissances, la France, la Russie, la Prusse étaient favorables à l'union; la France l'avait déjà proposée au congrès, et l'on savait que les députés des deux pays la réclameraient si les élections étaient faites librement. La Turquie, l'Autriche et l'Angleterre désiraient le maintien du *statu quo*: l'Angleterre, par crainte qu'un État un ne fût un allié des Russes redoutable à la Turquie; l'Autriche parce qu'elle craignait pour les Roumains de Transylvanie la contagion de l'exemple, et qu'ayant jusqu'au mois de novembre 1856 occupé les Principautés, elle rêvait de les voir quelque jour passer sous sa domination définitive. Aussi, en juin 1857, l'Angleterre et l'Autriche se lièrent-elles par un traité secret pour s'opposer à l'union. Faites sous la surveillance de caïmacans nommés par la Porte, les élections (juillet 1857), grâce à une pression éhontée, furent entièrement favorables aux adversaires de l'union: la France, la Russie, la Prusse, la Sardaigne en réclamèrent l'annulation et ne l'obtinrent du sultan qu'après avoir rompu les relations diplomatiques à Constantinople (6 août 1857). Les *divans* élus en septembre demandèrent l'union sous un prince étranger, un gouvernement représentatif et la neutralité du nouvel État. Le sultan prononça la dis-

solution. Mais, à la suite d'une entrevue à Stuttgart, une entente étroite s'était établie entre le tsar et Napoléon III; ils provoquèrent la réunion d'une conférence à Paris (mai-août 1858). Elle aboutit à un compromis; les deux principautés auraient chacune leur assemblée et leur hospodar élu par l'assemblée parmi les nationaux. Mais elles auraient en commun, à Foksany, une Commission centrale, une Haute Cour de justice, et un tribunal de cassation. Elles prenaient le titre de *Principautés Unies*.

Le prince Couza. La Roumanie. — Les Moldaves et les Valaques trouvèrent dans cette décision le moyen de réaliser l'union. Les deux *divans* élurent le même hospodar, le colonel Alexandre Couza (janvier 1859). Il y eut naturellement protestation de la Turquie, une seconde conférence à Paris, et, en fin de compte, « à titre exceptionnel », double investiture accordée par le sultan au prince Couza (septembre 1859). Le prince avait du reste constitué deux ministères distincts, à Iassy et à Bucarest. Cette comédie dura deux ans. Mais en mai 1861, les deux *divans* émirent le vœu que les deux assemblées s'unissent pour délibérer en commun sur la question des rapports entre paysans et propriétaires, et, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution de 1848, une manifestation de quarante mille personnes à Bucarest réclama l'union complète. La Porte céda une fois de plus : elle consentit en décembre à l'union législative et administrative. Comme elle avait admis le prince unique, elle admit l'assemblée et le ministère uniques. Toutefois elle limitait l'union au règne du prince Couza. Celui-ci n'en avait pas moins le droit de dire dans une proclamation à ses peuples que « la nation roumaine était fondée » (23 décembre 1861).

Les deux *divans* se réunirent en une seule assemblée à Bucarest, devenue capitale de la principauté, le 15 février 1862. Un conflit éclata presque aussitôt entre le prince qui entendait gouverner à sa guise, en dictateur, et la majorité composée de nobles qui réclamaient l'application du régime constitutionnel. L'assemblée conspirait, le prince préparait un coup d'État. L'assassinat du président du conseil, Barbo-Catardji, à la porte même de l'assemblée, changea un moment les dispositions de la majo-

rité, qui vota pour six mois des pouvoirs dictatoriaux au prince (10 juin 1862).

Affaires des «couvents dédiés». — Les difficultés internationales suscitées par la question des *couvents dédiés* amenèrent même un accord presque complet dans un sentiment de patriotisme. Il y avait en Roumanie un grand nombre de couvents, très riches. Beaucoup d'entre eux, étant mal administrés par la communauté qui les occupait, avaient été placés, par des actes de dédicace émanant des princes, sous la surveillance de couvents étrangers, monastères de Jérusalem, de l'Athos et du Sinai, jouissant d'une grande réputation. Les revenus de leurs propriétés auraient dû être employés « à remplir des actes de charité et de bienfaisance dans le pays »; seul le superflu aurait dû être appliqué à des besoins étrangers. En fait, les revenus passaient presque entièrement dans les caisses du patriarcat à Constantinople ou dans celles des moines grecs. Or c'était, au dire d'une commission européenne réunie en 1857, la huitième partie du sol moldo-valaque qui se trouvait ainsi aux mains des étrangers. La commission avait conclu que « l'état de choses était déplorable » et que les moines grecs, en échange d'une rente annuelle, devaient abandonner au gouvernement roumain les biens des couvents dédiés. Celui-ci devait trouver dans les terres ainsi restituées et mieux mises en valeur les ressources nécessaires à l'organisation de son système financier et à l'amélioration du sort d'une partie des paysans, simples tenanciers dont il s'agissait de faire des propriétaires. Mais la Russie, dont les moines grecs servaient la politique, s'éleva contre les conclusions de la commission, et la Porte appuya les réclamations du tsar.

En 1863, la question n'était pas tranchée. Le prince Couza décida alors la mise sous séquestre des biens des couvents dédiés; il offrit de payer une indemnité aux moines grecs. Ceux-ci firent échouer les négociations entre le prince et la Porte. Alors la Chambre vota (15 décembre) la sécularisation de tous les couvents, dédiés ou non. Presque en même temps la France déclarait qu'elle s'opposerait à toute mesure de coercition contre la Roumanie. La Porte accepta l'indemnité offerte

aux moines grecs, qui déclarèrent ne pouvoir admettre ni expropriation ni indemnité (septembre 1864).

Le prince profita de la crise pour organiser l'Église roumaine en Église nationale et la rendre indépendante du patriarcat œcuménique de Constantinople. Il s'attribua d'abord la nomination des métropolitains et des évêques diocésains ; puis il les déclara justiciables du synode national pour les délits spirituels, et de la cour de cassation pour les autres. Le premier synode national tint sa première séance le 13 décembre 1865. C'était encore un des liens qui rattachaient la Roumanie à la Turquie qui tombait.

Coup d'État du 14 mai. — L'entente entre le prince et la Chambre, faite à propos des couvents dédiés, n'avait même pas duré jusqu'à la solution. Une première fois, en 1863, la Chambre avait voté une adresse de blâme à l'endroit du prince. Composée presque uniquement de nobles représentant la minorité de la nation, elle était opposée à tous les projets de réformes démocratiques qui auraient touché aux intérêts égoïstes et aux préjugés de la noblesse. Le vote d'un blâme au ministère pour avoir présenté un projet de loi rurale destinée à transformer les paysans tenanciers en propriétaires, détermina le prince à un coup d'État dès longtemps prévu. Le 14 mai 1864, la Chambre était dissoute et la liberté de la presse suspendue ; le prince promulguait une loi électorale établissant le suffrage universel, et un acte additionnel à la constitution, comportant la création d'un Sénat à côté de la Chambre. Le peuple, appelé à se prononcer, ratifia les actes du prince par 713 285 voix contre 57 non et 70 000 abstentions. Ce coup d'État, imité du coup d'État du 2 décembre, valut au prince Couza l'appui énergique de Napoléon III et, par suite, l'approbation de la Turquie, puis de l'Europe. Le protocole du 27 juin reconnut même à la Roumanie le droit de modifier son administration intérieure, sans avoir à en référer au suzerain. La Roumanie, plus heureuse que la Serbie, obtenait donc en droit comme en fait l'autonomie intérieure absolue que la Serbie avait conquise de fait mais qui, en droit, ne lui appartenait pas. Le prince Alexandre gouverna dès lors à coups de décrets. Il opéra de la sorte la plus urgente des réfor-

mes, la réforme rurale. Le paysan fut d'abord affranchi de la corvée ; puis, de tenancier qu'il était, on le changea en propriétaire. Pour cela l'État expropria, moyennant indemnité, environ les deux tiers des biens nobles, et les distribua à 400 000 familles qui durent lui payer pendant quinze ans une annuité.

Il créa ensuite un système complet de conseils communaux et de districts, calqué sur le système français, comme étaient calqués aussi sur les codes Napoléon, le code civil, le code pénal, le code de procédure ; il institua le jury en matière criminelle, établit les registres de l'état-civil, déclara obligatoire l'instruction primaire, créa des comices agricoles et des haras, modifia la loi du recrutement. Enfin il put conclure, à des conditions très favorables, l'emprunt nécessaire au paiement de l'indemnité promise aux communautés religieuses dépossédées. Tout cela fut accompli en sept mois. La Chambre, élue en décembre, réunie quelques jours après, ratifia tous les actes du prince et, pendant près d'une année, émit docilement à peu près tous les votes qu'on lui demanda. Mais les réformes, lésant bien des intérêts particuliers, le régime de la dictature, les jalousies des grands de Roumanie à l'endroit de l'un d'entre eux devenu prince, avaient fait à Couza de nombreux ennemis. L'accroissement des impôts, des scandales financiers où se trouvèrent mêlés des gens de l'entourage du prince, accrurent le nombre des mécontents. Il y eut des émeutes réprimées de façon rigoureuse.

Le prince Charles de Hohenzollern. — Dans la nuit du 22 au 23 février 1866, à Bucarest, le prince, surpris dans sa chambre à coucher par un groupe de conjurés militaires que menait le député-journaliste Rosetti, fut obligé d'abdiquer. On créa un gouvernement provisoire et l'on se mit à la recherche d'un souverain. Les Roumains tombèrent d'accord pour n'offrir la couronne qu'à un prince étranger. Ils proclamèrent d'abord le comte de Flandre, frère du roi des Belges ; celui-ci refusa sur l'invitation personnelle de Napoléon III. La Russie intrigait en Moldavie contre l'union ; il fallait donc trouver un candidat que Napoléon fût disposé à soutenir et par qui l'union provisoire pût être ainsi maintenue.

On choisit le prince Charles de Hohenzollern, parent de

Napoléon et neveu du roi de Prusse, lieutenant au 2^e dragons de la garde prussienne. La conférence européenne réunie à Paris repoussa, contre l'avis de la France, cette candidature, déclarant ne vouloir accepter qu'un Roumain. Le roi de Prusse, blessé à l'idée qu'un Hohenzollern pût être vassal du sultan, engageait son neveu à attendre. Mais Bismarck lui conseilla « de prendre une résolution audacieuse et de partir directement pour la Roumanie ». Il fallait mettre les puissances « en face d'un fait accompli ». Le même avis fut transmis par Napoléon. Le 22 mai, le prince était à Bucarest. La Turquie prépara une intervention armée ; mais les puissances, tout en désapprouvant la conduite du prince, s'opposèrent au projet turc. En fin de compte le sultan, conseillé par la France, reconnut le prince Charles, qui vint à Constantinople (octobre 1866) recevoir l'investiture. L'union des deux principautés était définitivement consacrée et la dignité princière devenait héréditaire.

La Constitution de 1866. — Les Chambres avaient préparé et voté une nouvelle constitution, imitée de la constitution belge. Elle comportait l'organisation d'une garde nationale, la liberté de réunion et de la presse. Deux Chambres détenaient le pouvoir législatif : le *Sénat*, élu par deux collèges de censitaires ; la *Chambre des députés*, élue par quatre collèges qui comprenaient tous les contribuables. Les ministres, choisis par le roi, étaient responsables devant les Chambres. Pour l'administration, on adopta le système français centralisé et la division en préfectures et sous-préfectures.

L'application du régime parlementaire n'alla pas sans de nombreuses crises ministérielles. Trois partis se disputaient ardemment le pouvoir : parti *blanc* ou conservateur, composé des grands propriétaires, hostile aux réformes et partisan de l'alliance russe ; parti *rouge* ou libéral, formé des bourgeois et partisan de l'alliance allemande et autrichienne ; ce parti eut naturellement l'appui du prince. Il eut pour chef Jean Bratiano, « le Bismarck roumain », mais ne tarda pas à se diviser, et un groupe important se forma sous la direction de Rosetti qui réclamait le suffrage universel. Il y avait enfin une *jeune droite*, ennemie déclarée de Bratiano. A partir de décembre 1867, Bratiano, ayant

fait procéder à de nouvelles élections, disposa d'une majorité fidèle et de plus fut soutenu par le prince qui appréciait son énergie.

De graves difficultés provinrent en 1868 de la question juive en Moldavie, la presse juive internationale ayant ameuté l'opinion en Europe à propos d'incidents de peu de gravité à Bacau; puis de la formation de bandes d'insurgés bulgares à Giurgevo. Les puissances soupçonnèrent la Roumanie de préparer quelque attaque contre la Turquie occupée par les affaires de Crète et de Grèce : le vote d'une loi militaire (13 juin) qui, par un système analogue à celui de la Prusse, devait donner 150 000 hommes en temps de guerre, des commandes d'armes à Berlin, l'envoi d'une mission en Russie en vue d'un rapprochement, parurent légitimer ces soupçons : la Turquie, l'Autriche, la France, l'Angleterre prirent une attitude hostile, et le ministère Bratiano démissionna à la fin de l'année 1868. Ce fut le début d'une nouvelle série de crises ministérielles — il y en eut deux en 1869, quatre en 1870, — de dissolutions répétées, au milieu desquelles la situation du prince ne s'affermissait pas, en sorte que les événements de 1870, en raison des sympathies de la Roumanie pour la France, faillirent amener la chute du prince Charles.

Les résultats; l'influence française de 1848 à 1870.

— Si l'on considère dans son ensemble l'histoire des États balkaniques de 1848 à 1870, les faits à retenir paraissent être les suivants.

D'abord, dans l'État principal, la Turquie, il a été fait un effort pour transformer le caractère traditionnel religieux et sectaire de son gouvernement. Les résistances des conservateurs turcs, les méfiances légitimes des chrétiens, ont rendu vain cet effort. On a achevé d'énervier les institutions anciennes sans parvenir à leur en substituer de nouvelles, logiques, saines, vigoureuses. Le résultat a été l'anarchie administrative et un extraordinaire désordre financier.

Les États secondaires ont tendu vers une double fin. Ceux qui étaient vassaux, Serbie et Principautés danubiennes, ont cherché à rendre de plus en plus ténu le lien de vassalité, à transformer l'autonomie en indépendance. Sur ce point ils ont

trouvé dans la diplomatie française un concours absolu et très efficace. Grâce à elle ils ont acquis le droit de régler en toute liberté, sans contrôle, leur régime intérieur. L'investiture donnée par la Porte à leurs princes n'est plus qu'une vaine cérémonie, un symbole sans valeur de la suzeraineté du sultan.

Tous ont ensuite cherché à compléter leur unité. Seules la Moldavie et la Valachie ont obtenu gain de cause : elles ont formé la Roumanie. L'assassinat du prince Michel empêcha l'union, sous une forme quelconque, de la Bosnie à la Serbie. Les puissances, particulièrement l'Angleterre et l'Autriche, ont empêché l'union de la Crète à la Grèce. Ici la politique française fut plus hésitante. Théoriquement, elle était favorable au développement des nationalités. *En Crimée, nos armées combattirent non point pour la Turquie, mais contre la Russie.* Pour barrer la route de la Méditerranée à la Russie, Napoléon, à la place de la Turquie tombant à la décrépitude, aurait voulu placer des États neufs et forts et les grouper en une confédération ¹. La constitution de la Roumanie n'entraînant aucun démembrement de la Turquie, on pouvait, sans courir le risque d'une guerre européenne, soutenir énergiquement et faire triompher la cause des unionistes roumains : l'empereur n'y manqua pas. Mais il en allait autrement ailleurs. La France se fût heurtée à l'Angleterre et à l'Autriche, hostiles à toute modification dans les Balkans : l'Angleterre, par opposition systématique et traditionnelle à la politique française; l'Autriche, *parce qu'elle est elle-même une Turquie de l'Europe centrale*, que certaines provinces des États balkaniques en formation sont soumises à son joug, et que le jour où l'empire ottoman serait démembré, Serbes et Roumains indépendants se tourneraient vers leurs frères des bords de la Save et des montagnes transylvaines. La France fut contrainte de se tenir à des encouragements platoniques, à des marques de bon vouloir, d'autant mieux qu'aux heures où la Serbie eût pu tenter l'attaque, de 1867 à 1868, la puissance impériale déclinait et le souci de prochaines complications en Occident absorbait l'empereur tout entier. Il n'en reste pas moins

1. Voir sur ce point une brochure de M. V. Urechia, *L'alliance des Roumains et des Hongrois en 1859*. Bucarest, 1894.

que, de 1848 à 1870, la France a eu une politique dans les Balkans, une politique généreuse et intelligente, qu'elle l'a suivie fidèlement et que, pendant longtemps, elle a été là, suivant le mot du roi Charles de Roumanie, « le pivot de la situation »¹.

BIBLIOGRAPHIE

Il a été publié un *Essai d'une notice bibliographique sur la question d'Orient* de 1821 à 1897, par **G. Bengesco**, Paris, 1897. Ce recueil est assez complet pour les publications françaises; le classement est fait d'après la date de publication des volumes. On trouvera d'autres renseignements bibliographiques dans **Rimbaud**, *Histoire de Russie*; **De la Jonquière**, *Histoire de l'empire ottoman*; **Leger**, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, à la fin des volumes. — Dans **Debidour** : *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. II, aux chapitres III, IV, IX. — **Seignobos**, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, aux chapitres XX, XXI, XXVI, XXVII. — Pour les peuples chrétiens des Balkans, voir ci-dessus, t. IX, p. 735 et suiv.

Les documents inédits, aux archives des divers ministères de la Guerre et des Affaires étrangères, ont servi en France et en Russie pour la préparation de trois ouvrages relatifs à la guerre de Crimée : — **Niel**, *Le siège de Sébastopol*, Paris, 1858. — **Rousset**, *Histoire de la guerre de Crimée*, Paris, 1877. — **Todleben**, *La défense de Sébastopol* (traduit en français), Pétersbourg, 1866.

Les documents officiels et le récit des faits se trouvent dans les *Annuaire*s : *Annuaire de Lesur*, *Annuaire des Deux Mondes*, *Annual Register*, *Geschichtskalender* à partir de 1860. Pour la Roumanie il existe un recueil spécial de **Petrescu et Stourdza** : *Actes et documents relatifs à l'histoire de la régénération de la Roumanie*, 7 vol., 1889-1892.

Trois ouvrages publiés cette année (1898) apportent de nombreux documents nouveaux : **Émile Ollivier**, *Napoléon III*, articles à la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} et 15 mars 1898 (papiers du Maréchal Vaillant). — *Campagnes de Crimée, d'Italie*, etc., 1849-1862, lettres adressées au **Maréchal de Castellane**. — **J. Bapst**, *Le maréchal Canrobert, souvenirs d'un siècle*.

1. *Notes sur la vie du roi Charles de Roumanie*, par un témoin oculaire, page 3 de l'édition française.

CHAPITRE VII

FORMATION DE L'UNITÉ ITALIENNE

(1850 - 1870)

I. — Victor-Emmanuel. Cavour et Napoléon III (1850-1859).

État de l'Italie en 1850. — Après l'explosion révolutionnaire de 1848 et la réaction de 1849, l'Italie semblait être redevenue ce que le congrès de Vienne avait voulu qu'elle fût : une expression géographique. Pour n'avoir pas su marcher unie à la conquête de l'indépendance nationale et de la liberté politique, elle paraissait presque aussi éloignée qu'en 1815 de ce double objectif. Morcelée et garrottée comme au temps de Metternich, elle obéissait de nouveau presque tout entière à l'étranger. L'Autriche, après avoir repris Venise et Milan, avait rétabli sa prépondérance dans la Péninsule, où les souverains étaient comme autrefois ses esclaves en même temps que les tyrans de leurs sujets. La terreur militaire régnait dans les provinces lombardes et vénitiennes, où les généraux de François-Joseph se comportaient comme en pays conquis et n'épargnaient pas plus les biens que les personnes. Le duc de Parme, Charles III, et le duc de Modène, François V, n'étaient que des espèces de podestats aussi durs pour leurs peuples que respectueux pour la cour de Vienne. En Toscane, Léopold II, moins violent dans ses vengeances, n'en avait pas moins aboli

toute liberté constitutionnelle, emprisonné ou exilé les plus purs patriotes et remis en honneur les persécutions religieuses. Pour plus de sûreté, il se faisait garder par 12 000 soldats autrichiens. Dans les Deux-Siciles, Ferdinand II (le roi *Bomba*), avait supprimé la constitution de 1848, rétabli les privilèges et le bon plaisir; la police était souveraine, les exécutions politiques étaient encore nombreuses, les galères et les prisons regorgeaient de bons citoyens, le peuple restait ignorant et misérable. Dans l'État pontifical, les Autrichiens occupaient la Romagne, où les légats du pape étaient sans pitié pour les patriotes (dont plus de cinq cents furent condamnés à mort et exécutés, en huit années). A Rome la présence des troupes françaises (que Louis-Napoléon n'osait pas rappeler de peur de perdre l'alliance de l'Eglise) ne permettait pas de pareils excès, — mais même en cette ville le gouvernement se montrait fort rigoureux et ne se relâchait en rien de l'absolutisme théocratique dont Pie IX s'était fait, depuis son exode à Gaëte, comme un dogme intangible. Vainement le chef du gouvernement français, qui rougissait de paraître complice d'une telle réaction, suppliait ou sommait le Saint-Père de se montrer plus clément, de séculariser son administration, de moderniser les lois, de faire une part raisonnable à la liberté. Sous l'influence autoritaire d'Antonelli, Pie IX se refusait à toute concession ou n'en faisait que de pure forme¹, gardait le droit de nommer à tous emplois et de décider en toutes matières, maintenait avec les juridictions ecclésiastiques une législation odieuse, surannée, et ne montrait qu'aversion pour les idées de progrès ou d'innovations. Il n'avait de sympathie et de complaisance que pour l'Autriche. Aussi le pontife que l'Italie entière avait salué de ses acclamations en 1846, parce qu'elle le croyait patriote et libéral, avait-il depuis longtemps cessé d'être populaire.

Victor-Emmanuel, ses débuts. — Ce n'était plus de Rome que les Italiens attendaient leur affranchissement, c'était de Turin. Là régnait depuis 1849 le seul prince italien qui fût resté fidèle à la cause nationale et n'eût pas rétabli le

1. Par le *motu proprio* du 12 septembre 1849 et les édits du 10 septembre 1850.

pouvoir absolu. Au lendemain de Novare, Victor-Emmanuel ¹, à peine assis sur le trône chancelant que lui abandonnait Charles-Albert, avait pris vis-à-vis de l'étranger, comme de son peuple, l'attitude la plus digne, la plus loyale et la plus ferme. Ce roi jeune et brave, sans être un grand esprit, cachait sous la rondeur toute militaire de ses façons et de son langage beau coup de bon sens et de sagacité. Il comprenait qu'adossé aux Alpes, appuyé sur la France, qui en haine de l'Autriche devait tôt ou tard lui venir en aide, le Piémont pouvait devenir pour les patriotes italiens un foyer d'attraction et un point de ralliement. Pour cela, que fallait-il? — Que le chef de ce petit État restât en communion de cœur avec son peuple, respectât le régime constitutionnel, méconu et détruit par les autres souverains de la péninsule, enfin et surtout regardât l'Autriche en face. Aussi s'était-il gardé d'abolir le *Statut fondamental* de 1848 et les libertés qui en assuraient le fonctionnement. Vainement la cour de Vienne, en concluant avec lui la paix du 6 août 1849, lui avait-elle offert d'en rendre les clauses moins onéreuses pour le Piémont s'il voulait supprimer cette constitution et renoncer ouvertement aux revendications nationales dont Charles-Albert s'était fait le champion. Victor-Emmanuel avait mieux aimé subir toutes les exigences du vainqueur, pour qu'on ne pût lui reprocher aucune compromission avec l'étranger, et, au lieu de reprendre le drapeau particulier du royaume de Sardaigne, il avait fièrement conservé le drapeau italien aux trois couleurs, symbole de revanche et d'affranchissement. Grâce à lui et à son intelligent ministre d'Azeglio ², le Piémont servait d'asile à un grand nombre de proscrits venus de tous les points de la Péninsule et dont le dévouement et les promesses entretenaient sa foi dans l'avenir. La patrie italienne semblait s'être pour un temps resserrée dans les limites de ce petit État. On sentait bien qu'elle les briserait quelque jour pour porter de nouveau son drapeau jusqu'à l'Adriatique et à la Sicile. En attendant, le Piémont grandissait par le développement rapide

1. Né à Turin le 14 mars 1820, roi de Sardaigne par l'abdication de son père Charles-Albert, le 23 mars 1849, roi d'Italie en 1861, mort à Rome le 9 janvier 1878.

2. Président du conseil depuis 1849.

du commerce, de l'industrie, fortifiait ses places, améliorait son organisation militaire, soutenait ses droits avec fermeté ¹ et ne se laissait pas intimider, même par l'Autriche. D'instinct il se rapprochait du gouvernement français, dont le chef, malgré l'expédition de Rome, gardait une inaltérable sympathie pour la nation italienne et entretenait le désir, comme l'espoir, de la soustraire un jour à l'influence autrichienne. Après le coup d'État du 2 décembre 1851, Victor-Emmanuel, sans cesser de jouer son rôle de roi constitutionnel, ne refusa pas certaines marques de complaisance à Louis-Napoléon ², qui s'en montra fort touché. Peu de mois après, il mit l'empressement le plus amical à le reconnaître empereur. Aussi, dès la fin de 1852, Napoléon III ne craignait-il pas de dire au marquis de Villamarina, qui représentait auprès de lui la cour de Sardaigne : « Il viendra un temps où les deux pays se trouveront compagnons d'armes pour la noble cause de l'Italie ». Un peu plus tard, en février 1853, ce diplomate recevait de l'empereur l'avis suivant : « Il faut attendre qu'une menace de l'Autriche au Piémont fournisse une occasion favorable ». Et en mars de la même année, Napoléon III parlait à Villamarina de *grands remaniements territoriaux qui permettraient de faire revivre la nationalité italienne* ».

Cavour et sa politique. — Les bonnes dispositions de ce souverain à l'égard du Piémont allaient être entretenues avec soin et merveilleusement exploitées par un homme d'État de premier ordre, qui s'était d'abord fait connaître comme collaborateur du marquis d'Azeglio et que Victor-Emmanuel avait eu le bon esprit d'appeler au poste de premier ministre, le 4 novembre 1852. C'est principalement à ce grand politique qu'était réservée la gloire de réaliser le rêve de l'unité italienne.

Camille Benso, comte de Cavour, né en 1810 d'une vieille famille piémontaise, avait d'abord servi comme officier du génie, mais s'était dégoûté de bonne heure de l'état militaire et,

1. Notamment contre la cour de Rome, qui, en 1850, s'opposa vainement à la loi Siccardi, abolissant le *foro ecclesiastico*, ou privilège judiciaire du clergé. Le ministre du Commerce, Santa-Rosa, étant mort peu après sans vouloir rétracter son adhésion à cette loi, l'archevêque de Turin lui refusa les prières de l'Église. Il eut pour successeur le comte de Cavour.

2. Il fit notamment voter une loi enlevant au jury le jugement des délits d'injure envers les gouvernements étrangers.

après avoir passé de longues années tant à voyager pour son instruction qu'à pratiquer l'agriculture et à étudier l'économie politique, avait en 1847 fondé avec Balbo le journal le *Risorgimento*. Membre de la Chambre des députés en 1849, il était entré l'année suivante dans le cabinet d'Azeglio comme ministre de l'Agriculture et du Commerce. A ce titre il avait négocié des traités fort profitables à son pays, dont il s'était efforcé, non sans succès, de développer les ressources naturelles et d'étendre les relations. Le parlement sarde lui devait un esprit de discipline et de suite faute duquel ses grands desseins auraient été inexécutables. C'est grâce à lui que s'était établi le *connubio* du centre droit, dont il était l'âme, avec le centre gauche, que dirigeait Rattazzi, et que s'était formée une majorité capable de comprendre à demi-mot, de travailler avec abnégation pour l'avenir et d'imposer au pays tous les sacrifices que sa politique à longue portée rendait nécessaires. Aussi, écarté un moment du ministère (16 mai 1852), n'avait-il pas tardé à y rentrer comme président du conseil. A dater de cette dernière époque, la cause de l'Italie parut vraiment incarnée en lui.

Sous des dehors de bonhomie, d'enjouement et de simplicité qui l'avaient de bonne heure rendu populaire, Cavour était un diplomate sans égal, sachant aussi bien brusquer les événements que les attendre ou les préparer, pliant ou rompant avec le même à-propos. Sa présence d'esprit n'était jamais en défaut. Nul n'a jamais su avec plus de promptitude que lui tirer parti des faits qui le contrariaient et les tourner à l'avantage de sa politique. Aussi audacieux que souple et sagace, peu gêné par les scrupules, dévoué corps et âme au parti de l'unité, il n'était certes pas difficile sur le choix des moyens. Mais il faut reconnaître qu'il n'en employa tout d'abord que d'honorables et de légitimes. Faire du Piémont non seulement un État bien gouverné, mais un État riche et bien armé, qui pût inspirer confiance à ses protecteurs, telle fut tout d'abord sa préoccupation capitale. Aussi donna-t-il la plus vigoureuse impulsion à l'agriculture, à l'industrie, au commerce et sans s'arrêter aux calculs d'une économie mal entendue, pourvut-il à grands frais son pays d'un réseau de chemins de fer qui devait en peu d'années doubler

ses revenus. Dans le même temps, il mettait les places fortes en état de défense, remplissait les arsenaux et grossissait notablement l'armée sarde, qui, sous La Marmora, devenait bientôt sinon une des plus nombreuses, du moins une des plus solides de l'Europe. Non moins attaché à la liberté qu'à l'autorité, il revendiquait plus fermement encore que d'Azeglio les droits de la société civile contre l'Église et ne craignait pas de heurter de front la cour de Rome par la suppression des ordres mendiants (1854). Cette énergique attitude vis-à-vis du Saint-Siège était d'autant plus remarquée des Italiens qu'à la même époque le gouvernement autrichien semblait s'inféoder au Saint-Siège et s'apprêtait à conclure le concordat de 1855, véritable abdication de l'autorité laïque en faveur de l'autorité religieuse. Il s'abstenait d'autre part prudemment d'encourager le parti révolutionnaire qui, poussé par les réfugiés de Londres (Mazzini et autres), avait encore parfois recours aux moyens violents, comme l'insurrection ou l'assassinat¹. Il voulait que les chefs des grands États européens et particulièrement l'empereur des Français fussent bien convaincus que sa politique tendait non point à ébranler leurs trônes, mais à les consolider en contenant et dirigeant la révolution.

Rôle joué par le Piémont dans la guerre de Crimée.

— L'Autriche, qui voyait où il tendait, ne tarda pas à le menacer, sans réussir à l'intimider. Dès 1853, la protection que le Piémont accordait aux réfugiés lombards amena la rupture des relations diplomatiques entre les cours de Vienne et de Turin. Mais Cavour s'en émut d'autant moins qu'à cette même époque il méditait de procurer au Piémont la protection de deux puissances de premier ordre contre l'Autriche. La France et l'Angleterre étaient à la veille d'entreprendre en faveur de la Turquie une grande guerre contre la Russie. Si l'empereur d'Autriche, qui leur laissait espérer son alliance (malgré le grand service que le tsar Nicolas lui avait rendu en 1849), s'unissait à elles, Cavour souhaitait que Victor-Emmanuel en fit autant, dans l'espoir que François-Joseph, pourvu en Orient

1. En 1853, une tentative de soulèvement eut lieu, et l'année suivante le duc de Parme périt victime des sociétés secrètes.

de grandes et riches provinces, serait amené à céder au roi de Sardaigne le royaume lombard-vénitien. Si au contraire ce souverain ne se laissait pas entraîner dans cette guerre, l'offre de concours du Piémont n'en serait que mieux accueillie par les puissances occidentales et serait plus tard d'autant mieux payée que ces puissances auraient eu moins à se louer de l'Autriche.

On sait que la France et l'Angleterre, après avoir ouvert les hostilités contre la Russie (avril 1854), ne furent pas secondées par la cour de Vienne, dont la politique équivoque et astucieuse obligea leurs armées à s'éloigner du Danube pour aller s'épuiser pendant une année entière devant Sébastopol. Après de longues et décevantes négociations, les Alliés, se voyant joués par cette puissance, résolurent de mettre à profit le bon vouloir de la Sardaigne. Dès le mois de novembre 1854, un confident de Napoléon III, Persigny, s'était rendu à Turin et n'avait pas eu de peine à se mettre d'accord avec Cavour, qui ne demandait qu'à traiter. Le ministre de Victor-Emmanuel se disait qu'en se faisant l'auxiliaire des puissances occidentales en Crimée, la Sardaigne acquerrait le droit de siéger au congrès qui serait convoqué après la fin de la guerre; qu'elle y pourrait poser devant l'Europe la question italienne; qu'elle y serait appuyée par la France et l'Angleterre; qu'elle n'y serait pas contrariée par la Russie, trop heureuse de punir l'Autriche de son ingratitude; quant à la Prusse, il était bien évident qu'elle ne viendrait pas en aide à cette dernière puissance. Bref, l'alliance fut conclue le 26 janvier 1855. Pour pouvoir réclamer par la suite un plus haut prix de ses services, la Sardaigne voulut entrer dans la coalition non point comme simple auxiliaire aux gages des Alliés (ainsi que le proposait l'Angleterre), mais comme l'égale en droit des autres parties contractantes, à ses frais, risques et périls. Elle offrit donc un beau corps de 15 000 hommes, qui dut rester sous les ordres d'un général piémontais, et elle n'accepta qu'à titre de prêt les avances de l'Angleterre pour l'entretien de cette petite armée. L'unité italienne, on peut le dire, est née de ce traité.

Le parlement piémontais en comprit la portée patriotique et s'associa sans trop de résistance à l'audacieuse politique de

Cavour. Bientôt après (avril 1855), les troupes commandées par **La Marmora** s'embarquèrent pour l'Orient. Elles y firent bonne figure, notamment au combat de la Tchernaiâ (16 août) et contribuèrent à l'heureuse conclusion de la guerre. Aussi, quand l'Autriche, tremblant que Napoléon III ne déchaînât la révolution en Italie pour lui faire pièce, eut enfin par ses menaces déterminé la Russie à poser les armes, le Piémont ne put-il être écarté du congrès de Paris. Dès le mois de juillet 1855, Napoléon III avait annoncé son intention de le faire participer aux profits comme aux risques de la guerre : « Dangers, honneurs, avantages, avait-il dit, tout sera partagé ». Plus récemment, Victor-Emmanuel et Cavour avaient été reçus à Paris, comme à Londres, avec une bienveillance significative, et le carbonaro couronné les avait invités à lui exposer ce qu'il pourrait faire pour l'Italie (novembre-décembre 1855).

Cavour au Congrès de Paris. — Au congrès, qui s'ouvrit en février 1856, la Sardaigne tint une place sans proportion avec son importance réelle. Bien des difficultés y furent aplanies par la dextérité de Cavour, qui vit rapidement grandir son crédit et, par suite, celui de son pays. Toutes les puissances, sauf l'Autriche, finirent par lui faire des avances¹. On n'ignorait pas que ses espérances secrètes étaient encouragées par Napoléon III. Aussi ne fut-on pas surpris quand, après la signature du traité de Paris, le président du congrès, Walewski, ministre de ce souverain, s'inspirant d'une note que Cavour lui avait adressée le 27 mars sur la triste condition de l'Italie, crut devoir signaler à la haute assemblée ce qu'il y avait d'irrégulier et de fâcheux dans la situation présente des États romains. Il était urgent, disait-il, que le pape pût se passer des troupes autrichiennes, aussi bien que des troupes françaises, et, pour cela, qu'il consolidât son gouvernement par de bonnes institutions. Examinant ensuite les autres États de la Péninsule, il déclarait qu'en certains d'entre eux, et notamment dans les Deux-Siciles, les excès de la réaction absolutiste et de l'arbitraire rendaient inévitables de nouvelles révolutions. Il fallait que des avertis-

1. Il gagna notamment la bienveillance du gouvernement russe, qu'il rapprocha du gouvernement français, sans se brouiller avec l'Angleterre.

sements fussent donnés par les puissances du congrès aux souverains qui, comme le roi de Naples, abusaient de la compression à l'égard d'esprits « égarés et non pervertis ». Ces propositions, soutenues par Cavour, furent, comme on pouvait s'y attendre, combattues par l'Autriche, et le congrès n'osa prendre à cet égard aucune décision. Mais Walewski put résumer le débat en constatant que les plénipotentiaires autrichiens n'avaient pas contesté la nécessité de faire évacuer les États pontificaux par les troupes étrangères dès que cette opération serait sans danger pour le Saint-Siège ; et que *la plupart* des plénipotentiaires avaient reconnu l'efficacité qu'auraient des mesures de clémence prises d'une manière opportune par les gouvernements de la Péninsule et surtout par celui des Deux-Siciles (8 avril 1856).

Peu après, et au moment où le congrès prenait fin (16 avril), Cavour adressait au cabinet de Paris une note très vive, où il posait nettement la question italienne et remontrait que l'Europe ne pouvait, sans compromettre son repos, la négliger plus longtemps. La situation de la Péninsule était, disait-il, plus grave que jamais, grâce à la réaction politique et à l'occupation étrangère. Le mal était surtout imputable à l'Autriche. Cette puissance ne voulant pas qu'on le guérît, une recrudescence d'agitation révolutionnaire allait certainement se produire au delà des Alpes. La cour de Vienne avait détruit en Italie l'équilibre créé par les traités de 1815. Elle menaçait le Piémont. Elle l'obligeait à des armements ruineux et pouvait d'un instant à l'autre le mettre dans la nécessité de prendre des « mesures extrêmes ». Cet État était le seul en Italie qui eût su à la fois contenir la Révolution et demeurer indépendant. S'il venait à tomber, rien ne s'opposerait plus dans la Péninsule à l'omnipotence de l'Autriche. Les puissances occidentales, si intéressées à prévenir cette éventualité, étaient invitées à aviser. Et Cavour savait bien qu'elles aviseraient. Aussi fut-il compris à demi-mot au Parlement de Turin, quand il vint (6 mai 1856) rendre compte de sa politique et affirma que si Victor-Emmanuel n'avait, pour le moment, retiré de sa participation à la guerre aucun avantage palpable, le Piémont n'avait pourtant versé en pure perte ni son or ni son sang.

Napoléon III et la politique des nationalités. —

« Tranquillisez-vous, avait dit Napoléon III à Cavour en le quittant; j'ai le pressentiment que la paix actuelle ne durera pas. » Effectivement, ce théoricien romanesque et aventureux, chez qui le principe des nationalités devenait une véritable monomanie, rêvait de mettre à néant les traités de 1815 et de refaire la carte politique de l'Europe. Ce qui lui paraissait le plus urgent, c'était de constituer en corps de nation cette Italie pour laquelle il avait une irrésistible prédilection. Il y avait jadis conspiré pour la liberté. Il partageait encore, au fond, les sentiments des vieux carbonari de 1831. Ses parents, presque tous Italiens, les Canino, les Pepoli, les Cipriani, etc., le sollicitaient à l'envi en faveur de leur malheureuse patrie. Des influences d'alcôve agissaient aussi sur lui dans le même sens. Son cousin germain, le prince Napoléon, autant par ambition personnelle¹ que par instinct révolutionnaire, le poussait à prendre le parti de l'Italie. Il sentait bien du reste qu'au delà des Alpes, depuis l'expédition de Rome, la plupart de ses anciens amis le regardaient comme un traître. Quelques-uns le jugeaient digne de mort. S'il ne réparait dans une certaine mesure le mal qu'il leur avait fait, échapperait-il longtemps au fer de leurs sicaires²?

Napoléon III se disait bien, d'autre part, que donner le signal de la révolution en Italie, c'était alarmer et irriter le pape, dont il avait restauré par les armes le pouvoir temporel et qu'il avait promis de ne pas abandonner. Ne risquait-il pas ainsi de s'aliéner le clergé catholique, dont le concours lui était si précieux? Ne mécontenterait-il pas par là le suffrage universel, qui était la base de l'édifice impérial? C'est ce que pensaient, avec l'impératrice, plusieurs de ses ministres, une bonne partie du Corps législatif et la grande majorité du Sénat. Mais le rêveur couronné croyait avoir trouvé un infailible moyen de concilier ses préférences avec son intérêt. Dans sa pensée, l'Italie

1. Depuis la naissance du prince impérial (16 mars 1856), ce personnage n'était plus l'héritier présomptif de la couronne. Aussi rêvait-il un établissement au dehors et ne dissimulait-il pas que la Toscane, par exemple, lui eût fort convenu.

2. Plusieurs complots, organisés à Londres ou à Paris par les réfugiés italiens, avaient déjà menacé sa vie. L'attentat de Pianori (1855) était encore tout récent.

affranchie devait former non pas un État unitaire, mais une confédération dirigée par le Piémont, indépendante de l'Autriche, rattachée à la France par la reconnaissance et la politique. Ainsi le pape, dépouillé à peine de la Romagne, resterait sur le trône et la France n'aurait plus à le garder. Mais croire que les souverains de la Péninsule d'une part, et le peuple italien, d'autre part, se prêteraient à une pareille combinaison, que les princes inféodés à la cour de Vienne se laisseraient médiatiser au profit du Piémont, ou plutôt de la France; que la nation, appelée à se constituer, s'arrêterait au milieu de son œuvre; qu'on empêcherait à volonté la question de se compliquer par l'intervention de puissances jalouses; faire la tempête et imaginer qu'on saurait ensuite lui fixer des bornes, c'était une naïveté que Napoléon III et son pays avec lui devaient plus tard cruellement expier.

Signes précurseurs de la révolution italienne. — Peu après le congrès de Paris, les nuages s'amoncelèrent du côté de l'Italie. Le roi de Naples, dont l'Angleterre et la France n'avaient guère eu à se louer pendant la guerre de Crimée, reçut de ces deux puissances des remontrances sévères au sujet de son système de gouvernement, et l'invitation de le modifier. Sûr de l'appui de l'Autriche, il répondit que cette ingérence dans ses affaires était injustifiable, qu'il n'en tiendrait nul compte et qu'il redoublerait même de rigueur envers ses sujets mécontents. Aussi, après un échange de dépêches fort aigres entre Naples, Paris et Londres, les deux gouvernements français et britannique rappelèrent-ils des Deux-Siciles leurs ambassadeurs (octobre 1856). Napoléon III, d'autre part, ne pouvait obtenir du pape aucune des réformes dont l'adoption loyale eût, à son sens, rendu possible l'évacuation des États pontificaux. Entretenu dans sa résistance par Antonelli, enhardi de plus par les progrès incontestables qu'avait faits récemment dans le monde chrétien l'autorité pontificale¹, Pie IX n'accueillait pas mieux que le roi de Naples les con-

1. Rétablissement de la hiérarchie catholique en Angleterre et en Hollande (1850-1851); liberté de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire établie en France au profit du clergé (1830); reconnaissance du dogme de l'Immaculée conception (1854); concordat autrichien (1855), etc.

seils qu'osait lui donner le cabinet des Tuileries et que l'Autriche n'appuyait guère auprès de lui. Cette dernière puissance ne tenait pas, on le comprend, à évacuer les Légations. Mais on conçoit aussi que son mauvais vouloir augmentât chaque jour l'hostilité sourde que nourrissait à son égard l'empereur des Français.

La cour de Vienne ne voulait à aucun prix perdre sa situation prépondérante en Italie. Aussi le royaume de Sardaigne, qui seul dans la péninsule résistait à son influence et qu'enhardissait l'appui de la France, était-il plus que jamais l'objet de sa surveillance et de ses soupçons. Cavour ayant fait entendre en plein parlement que le jour de la guerre sacrée ne tarderait pas à venir (mai 1856), le gouvernement autrichien protesta et dénonça le hardi ministre comme un fauteur de révolution. Cavour, sans s'émouvoir, continua son œuvre de propagande. C'est en 1856 que Manin ¹, Pallavicino et La Farina fondaient sous ses auspices la *Société nationale*, qui allait rallier toutes les forces vives de la nation en vue de la lutte prochaine. C'est alors qu'il créait un grand arsenal maritime à la Spezzia, hâtait la construction du chemin de fer du Mont-Cenis, fortifiait Alexandrie et faisait organiser, pour armer cette place de canons, une souscription publique dont le succès à Milan et à Venise était d'un sinistre augure pour le gouvernement autrichien. Aussi le cabinet de Vienne était-il exaspéré contre celui de Turin. Il reprochait avec aigreur à Cavour de laisser les journaux piémontais attaquer l'empereur François-Joseph et ses ministres. Le conseiller de Victor-Emmanuel lui répondit froidement que le *Statut fondamental* ne permettait pas au gouvernement piémontais de bâillonner la presse. Bientôt les relations diplomatiques furent rompues entre les deux cours et la guerre parut tout à fait imminente (mars 1857).

Si elle n'éclata pas dès cette époque, ce fut parce que Napoléon III n'était pas prêt et que certaines complications (affaires de Neuchâtel et des Principautés danubiennes), survenues

1. Qui vivait alors exilé en France, mais qui, de même que beaucoup de républicains italiens, se ralliait par abnégation patriotique à la maison de Savoie, seule capable à cette époque de réaliser leur rêve d'indépendance et d'unité nationales.

depuis le congrès de Paris, le détournaient alors quelque peu des affaires d'Italie. Ce retard fut du reste merveilleusement mis à profit par le gouvernement piémontais. L'état de la Péninsule s'aggravait. L'irritation était générale en Italie contre l'Autriche et les souverains absolus. Le parti révolutionnaire, vaincu et proscrit en 1849, reparaissait de toutes parts; Cavour fermait les yeux sur ses agissements en Piémont. Sa tactique était d'effrayer et d'entraîner Napoléon III en lui représentant que, s'il ne se hâtait de donner le signal de la guerre, il serait devancé par les agitateurs populaires de la Péninsule; que lui, Cavour, et son roi, seraient débordés par la démagogie et que la république, une fois déchaînée en Italie, ne tarderait sans doute pas à passer en France. Garibaldi¹, rentré d'Amérique depuis quelques années, devenait ostensiblement un des chefs de la *Société nationale* et lui donnait la plus belliqueuse impulsion. Mazzini, l'éternel conspirateur, était à Gênes, où il se dissimulait à peine. En juin 1857, un soulèvement était tenté dans cette ville à son instigation. Plusieurs expéditions quittaient ce port par ses ordres, et des descentes révolutionnaires avaient lieu à Livourne, à Terracine et sur le littoral napolitain. Toutes échouèrent, il est vrai. Mais de pareilles tentatives renouvelaient l'agitation dans toute l'Italie. Cavour en profitait pour l'entretenir. Le navire sarde qui avait porté les amis de Mazzini dans le royaume des Deux-Siciles ayant été capturé par les autorités napolitaines, il eut l'audace de le réclamer, et, sur le refus de François II, prit à l'égard de ce souverain une attitude menaçante, comme s'il eût voulu provoquer un *casus belli* (fin de 1857).

1. Garibaldi (Joseph), né à Nice le 4 juillet 1807, avait servi d'abord dans la marine sarde. Compromis dans une conspiration patriotique (1834), il passa en France, fut employé quelque temps par le bey de Tunis, puis s'embarqua pour l'Amérique (1836), combattit longtemps pour la République de Rio-Grande et, en 1843, s'attacha à la République de l'Uruguay, qu'il servit sur terre et sur mer contre Rosas. Passionnément dévoué à l'idée de l'indépendance et de l'unité italiennes, il vint, dès le mois d'avril 1848, offrir son épée au comité de défense de Milan et, à la tête d'une légion de volontaires, prit part à la première campagne de Charles-Albert contre l'Autriche. Général de l'armée romaine en 1849, il dut, après l'écrasement de son parti, quitter de nouveau l'Italie, se rendit aux États-Unis, où il s'adonna à l'industrie, puis en Chine (1852), puis au Pérou, revint à Gênes en 1854, et à partir de cette époque commanda quelque temps un navire de commerce.

La conspiration de Plombières. — Les affaires d'Italie en étaient là quand l'attentat d'Orsini (14 janvier 1858), qu'avaient précédé beaucoup d'autres complots des sectes révolutionnaires italiennes contre Napoléon III¹, détermina ce souverain à ne plus attendre. On a vu dans une autre partie de cette histoire² quelle impression cet événement fit sur Napoléon III; comment la lettre par laquelle Orsini, avant de monter sur l'échafaud, l'adjurait de rendre la liberté à sa patrie, reçut grâce à lui la plus éclatante publicité³; comment enfin Cavour fut formellement invité par les agents secrets de l'empereur à venir se concerter avec lui sur l'avenir de l'Italie. C'est à Plombières qu'eut lieu (20-21 juillet 1858) entre le ministre de Victor-Emmanuel et le souverain français la conspiration d'où devait résulter la grande guerre de 1859. Napoléon III et Cavour y convinrent que la France et le Piémont s'uniraient pour expulser les Autrichiens de l'Italie, que les hostilités éclateraient au printemps suivant, que le Piémont serait agrandi de la Lombardie, de la Vénétie, probablement aussi des duchés de Parme et de Modène ainsi que de la Romagne, de façon à former un État de dix à douze millions d'âmes; que la France obtiendrait Nice et la Savoie; que la Toscane pourrait bien être grossie de quelques provinces pontificales; et que l'Italie, réduite à quatre États, deviendrait une confédération sous l'hégémonie réelle du roi de Sardaigne et sous la présidence honoraire du pape, respecté comme souverain de Rome. Le prince Napoléon (que l'empereur avait l'arrière-pensée de donner comme souverain à la Toscane) devait épouser la fille aînée de Victor-Emmanuel. Enfin la France seule aurait à donner le signal de la guerre.

A ces combinaisons singulières Cavour ne fit point d'objections. Il pensait bien que, la révolution une fois commencée, Napoléon III ne pourrait la contenir. Il savait, du reste, comment s'y prendre pour l'encourager, la propager, la rendre

1. Et notamment le complot Tibaldi en 1857.

2. Voir ci-dessus, p. 157.

3. Non seulement il permit que Jules Favre, avocat d'Orsini, l'intercalât dans sa plaidoirie, mais il la fit publier dans le *Moniteur* et, ce qui était plus significatif encore, dans le journal officiel du royaume de Sardaigne.

irrésistible. La *Société nationale* était toujours à ses ordres. Le ministre de Victor-Emmanuel voyait donc nettement où il allait. Comment son impérial complice ne voyait-il pas où il se laissait lui-même entraîner?

Préludes de la grande guerre. — Cavour en quittant Plombières se rendit en Allemagne, s'assura que la Prusse n'était pas disposée à se compromettre en faveur de l'Autriche, puis rentra plein d'espoir à Turin, où il mena de front, à la fin de 1858, les préparatifs de guerre et les négociations secrètes avec la France. Quant à Napoléon III, sa complaisance pour les journaux qui demandaient la guerre contre l'Autriche et l'émancipation de l'Italie fit bientôt soupçonner au public ses véritables intentions. Bientôt, du reste, il prit la peine de les révéler lui-même. Le 1^{er} janvier 1859, recevant aux Tuileries le corps diplomatique : « Je regrette, dit-il à l'ambassadeur d'Autriche, que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé... » Ces paroles causèrent à Vienne le plus grand émoi. Plusieurs corps d'armée autrichiens furent dirigés vers le royaume lombard-vénitien. Peu de jours après, Victor-Emmanuel parlait devant les Chambres piémontaises du ciel qui s'assombrissait, des obligations patriotiques qui incombaient à la Sardaigne, et déclarait ne pouvoir rester insensible au *cri de douleur* qui s'élevait dans toutes les parties de l'Italie opprimée. Le 30 janvier avait lieu à Turin le mariage du prince Napoléon avec la princesse Clotilde. Dans le même temps paraissait sous ce titre : *Napoléon III et l'Italie*, une brochure inspirée par l'empereur des Français et qui n'était guère que la paraphrase de l'accord secret de Plombières. Enfin l'on ne put douter que la guerre ne fût imminente quand on vit Cavour faire voter par le parlement sarde un emprunt de 50 millions destinés à la défense du Piémont (9 février). Les troupes s'accumulèrent rapidement en Italie. Il y eut bientôt près de 200 000 Autrichiens sur les bords du Tessin.

Il ne tint pas à l'Angleterre que les hostilités ne s'ouvrissent pas. Cette puissance craignait que la France ne voulût trop gagner à la guerre. Mais sa proposition de médiation fut déjouée par Napoléon III et par l'empereur de Russie (alors

très désireux d'abaisser l'Autriche). Ces deux souverains proposèrent vers le milieu de mars de soumettre la question italienne à un congrès. C'était vouloir la rendre insoluble. La cour de Vienne, qui se croyait sûre de la victoire¹, émit en effet la prétention d'exclure la Sardaigne de ce congrès (tout en y admettant les autres gouvernements italiens) et d'obliger cette puissance à un désarmement immédiat. La cour de Turin n'épargna rien pour porter la mauvaise humeur de l'Autriche à cet état d'exaspération où l'on ne raisonne plus et où l'on se jette tête baissée dans tous les pièges. Cavour adressa un appel retentissant aux patriotes italiens, encouragea les audaces de la presse piémontaise, confia officiellement à Garibaldi le soin de former un corps de volontaires. Bref, dès le commencement d'avril, la cour de Vienne prit l'irrévocable résolution d'attaquer, et les efforts de l'Angleterre ne la retinrent que peu de jours. Cavour, une fois assuré qu'elle allait commettre cette irréparable faute, crut pouvoir sans péril prendre une attitude conciliante. Le 21 avril, il déclarait adhérer au principe du *désarmement général* mis en avant par le cabinet de Londres². A ce moment même il savait qu'on venait de décider à Vienne l'envoi d'un ultimatum par lequel le gouvernement sarde serait invité à désarmer *seul*, sous menace d'attaque immédiate. Effectivement cette sommation lui fut remise dès le 23. Il ne lui était accordé que trois jours de délai, au bout desquels il répondit fermement : non. C'était la guerre. Le gouvernement français déclara aussitôt qu'il n'abandonnerait pas son allié. Une dernière tentative de médiation, faite par l'Angleterre, n'eut aucun succès, et dès le 29 avril (1859) les troupes autrichiennes, sous Giulai, franchissaient le Tessin. Mais juste dans le même temps les premières colonnes de l'armée française franchissaient les Alpes. De toutes façons l'Autriche avait mal engagé la partie. Elle était fatalement destinée à la perdre.

1. Elle comptait sur le concours de la Confédération germanique, ainsi que sur la neutralité bienveillante et peut-être même sur l'alliance de l'Angleterre. De plus elle se croyait prête pour l'offensive et était persuadée, grâce aux bruits répandus par ses adversaires, qu'ils ne l'étaient pas.

2. Le Piémont tenait à se faire attaquer, parce que, s'il eût pris lui-même l'offensive, l'Autriche eût été fondée à réclamer l'assistance de la Confédération germanique.

II. — *Formation du royaume d'Italie.*

Napoléon III à Milan. — Giulai tâtonna quinze jours et n'avança guère au delà de Novare. Quand il voulut pousser plus loin, déjà quatre corps d'armée français formant un effectif de 100 000 hommes, unis aux 50 000 soldats de Victor-Emmanuel, couvraient la capitale du Piémont. Un cinquième corps, sous le prince Napoléon, partait pour la Toscane, d'où il devait se rabattre sur les bords du Pô. Enfin l'empereur annonçait fièrement par sa proclamation du 3 mai son intention d'affranchir l'Italie *jusqu'à l'Adriatique*, puis quittait Paris pour aller se mettre à la tête de son armée (10 mai). Dès qu'il fut arrivé en Italie, les alliés prirent l'offensive. Au nord, Garibaldi, avec ses *chasseurs des Alpes*, tourna la droite des Autrichiens, enleva Varèse et en quelques semaines parvint victorieusement jusqu'à Côme. Mais les grands coups furent portés ailleurs. L'armée française ayant feint de se concentrer au sud du Pô et de menacer Plaisance, Giulai se porta au-devant de cette place avec le gros de ses forces et vint prendre contact avec l'ennemi, à Montebello, où il subit un premier échec (20 mai). Par cette fausse manœuvre il avait découvert la route de Milan. Aussitôt, les Franco-Piémontais, par une rapide conversion à gauche, se jetèrent sur la Sesia, qu'ils forcèrent à Palestro (31 mai), et deux jours après parvinrent à franchir le Tessin à Turbigo et à Buffalora. L'Autrichien, qui avait lui-même ramené ses troupes vers le nord, s'efforça de les arrêter à Magenta où, pendant une partie de la journée du 4 juin, il eut l'avantage sur Napoléon III qui, presque isolé avec sa garde, fut un moment en grand danger. Mais l'arrivée opportune du général de Mac-Mahon, qui tomba vers le soir sur le flanc droit de l'ennemi, changea la défaite de l'empereur en une éclatante victoire. Quatre jours après, tandis que Baraguey-d'Hilliers culbutait à Melegnano les débris de l'armée vaincue et les réduisait à fuir jusque derrière le Mincio, Napoléon III et Victor-Emmanuel entraient à Milan, et le premier de ces souve-

rains, grisé par le succès, lançait imprudemment à la nation italienne un appel auquel elle n'était que trop disposée à répondre. « Unissez-vous, disait-il aux habitants de la Péninsule, dans un seul but, l'affranchissement de votre pays. Organisez-vous militairement, volez sous les drapeaux du roi Victor-Emmanuel... et, animés du feu sacré de la patrie, ne soyez aujourd'hui que soldats; demain vous serez citoyens libres d'un grand pays. »

Soulèvement de l'Italie centrale. — Dans le même temps Napoléon III parvenait à renverser en Angleterre le ministère Derby (11 juin 1859), que remplaça le ministère Palmerston, beaucoup plus favorable à l'affranchissement de l'Italie. Il se concertait avec Kossuth pour provoquer un soulèvement en Hongrie. Bref il semblait avoir le vent en poupe. Mais il ne tarda pas à s'apercevoir que ses victoires pourraient lui être plus nuisibles que des défaites. Après avoir déchaîné la révolution en Italie, il constatait maintenant avec stupeur qu'elle gagnait le centre de la Péninsule, qu'elle ne l'écoutait plus, qu'il ne pouvait la ramener en arrière, et que Cavour, comme tous les patriotes ses amis, tendait non point à la *confédération*, mais à l'*unification* italienne. Dès la fin d'avril, la Toscane s'était soulevée et avait chassé le grand-duc Léopold; elle témoignait d'une façon non douteuse qu'elle ne voulait pas le prince Napoléon pour souverain. A Parme comme à Modène, les populations forcèrent aussi leurs princes à prendre la fuite (mai-juin 1859). Les Légations, évacuées par les Autrichiens après Magenta et Melegnano, prirent feu et en quelques jours secouèrent la domination pontificale. Le pape et le jeune roi de Naples François II, qui venait de succéder le 22 mai à son père Ferdinand II, étaient tenus en respect par la garnison française de Rome. Napoléon III n'avait pas le droit de s'opposer à des soulèvements qui avaient pour premier résultat de grossir l'armée franco-piémontaise. Mais il ne pouvait se dissimuler qu'ils devaient avoir pour conséquence l'annexion à la Sardaigne des pays soulevés. A Parme, à Modène, à Bologne, tous les pouvoirs étaient maintenant exercés par des agents de Cavour¹.

1. Buoncompagni à Florence. Farini à Modène, d'Azeglio à Bologne.



L'empereur des Français était effrayé, presque consterné. L'impératrice et le ministre Walewski lui adressaient les rapports les plus alarmants sur l'état de l'empire, où, sous l'influence du clergé, les classes riches et les populations rurales commençaient, disaient-ils, à se montrer fort mécontentes d'une politique si contraire aux intérêts du Saint-Siège, et sur les dispositions de l'Europe, où de redoutables complications menaçaient suivant eux de se produire, l'attitude de l'Allemagne vis-à-vis de la France devenant tout à fait menaçante.

Solférino et Villafranca. — Sur ces entrefaites, l'armée autrichienne, renforcée et commandée par François-Joseph en personne¹, s'était reportée en avant du Mincio, sur les hauteurs qui s'étendent de Castiglione à San-Martino. C'est là que les alliés vinrent, presque sans s'en douter, se heurter contre elle et que s'engagea le 24 juin 1859 la bataille de Solférino, où 350 000 hommes furent engagés sur une ligne de 5 lieues d'étendue. Après quinze heures de résistance, les Autrichiens, enfoncés au centre et à gauche par les Français, à droite par les Piémontais, furent encore vaincus et se retirèrent avec des pertes énormes.

C'était là certainement pour les alliés un glorieux succès. Mais Napoléon III n'en profita que pour se hâter d'offrir à François-Joseph une paix qui stupéfia toute l'Europe. Attristé par le sang qu'il avait fait couler², effrayé d'avoir en face de lui le Mincio et ce redoutable quadrilatère³ où l'Autriche pouvait longtemps encore défier ses efforts, alarmé par l'attitude du tsar, qui ne voulait pas d'insurrection en Hongrie, et de la Confédération germanique, qui commençait à mobiliser ses troupes, épouvanté surtout de l'irritation que le parti ultramontain manifestait contre lui dans toute la France, il n'hésita pas à faire les premières avances à l'empereur d'Autriche, qui, vaincu et ne voulant pas se mettre à la merci de la Prusse, alliée douteuse et par trop exigeante, n'eut garde de les repousser. Dès le 8 juillet

1. Du moins nominalement; elle avait maintenant pour chef réel le feld-maréchal de Hess.

2. La journée de Solférino avait coûté 10 000 hommes à l'armée française.

3. C'est-à-dire les quatre places fortes de Vérone et Legnago sur l'Adige, de Peschiera et Mantoue sur le Mincio.

un armistice fut conclu. Trois jours après, les deux souverains se rencontraient à Villafranca et concluaient des préliminaires de paix portant que la Lombardie serait cédée à la France et rétrocédée à la Sardaigne; que l'Autriche garderait la Vénétie; que cette province ferait partie de la confédération italienne, laquelle serait placée sous la présidence honoraire du pape; que le grand-duc de Toscane, et le duc de Modène rentreraient dans leurs États; que le Saint-Père serait invité à introduire dans les siens des *réformes indispensables*; enfin qu'une amnistie serait accordée de part et d'autre aux personnes compromises à l'occasion des derniers événements.

Napoléon III débordé par la révolution italienne. — Cette convention fut pour l'Europe, et surtout pour la nation italienne, le coup de théâtre le plus imprévu. L'opinion générale fut que l'Autriche sortait peu amoindrie de la guerre, qu'à l'égard de la Péninsule sa position restait aussi menaçante que par le passé, puisqu'elle gardait le quadrilatère de Vénétie et qu'elle allait entrer dans la confédération, où elle retrouverait la clientèle princière d'autrefois. Elle encourageait le grand-duc de Toscane, le duc de Modène, et leur fournissait des moyens d'action. Le peuple italien regardait Napoléon III comme un traître et demandait de toutes parts l'annexion au Piémont. A la nouvelle du traité, Cavour avait manifesté la plus violente colère. Dès le 13 juillet il avait bruyamment renoncé au ministère, où Rattazzi fut appelé à le remplacer. Au fond il gardait tout son sang-froid. Simple particulier, il recouvrait toute sa liberté d'action et il en usa largement. C'est sous son inspiration que furent institués avant la fin de juillet les gouvernements provisoires de Florence, de Modène et de Bologne, indépendants en apparence, mais en réalité dirigés par la cour de Turin et qui, encouragés par le gouvernement anglais, plus favorable maintenant que Napoléon III à la cause italienne¹, n'hésitèrent pas

1. John Russell, chef du Foreign-Office, posa en principe, par une circulaire du 27 juillet, que les États romains devaient être évacués par les Français et que les populations de l'Italie centrale devaient pouvoir disposer librement de leurs destinées. Il convenait à l'Angleterre d'exploiter le mécontentement des Italiens contre Napoléon III et de favoriser la formation non d'une confédération vassale de la France, mais d'un grand État, indépendant à la fois de l'Autriche et de la France et capable, au besoin, de gêner ou d'inquiéter cette dernière puissance.

à provoquer, du 16 au 20 août, des plébiscistes d'annexion au royaume de Sardaigne.

Napoléon III, ami des Italiens et théoricien du suffrage universel, n'osant ni approuver les révolutionnaires de la Péninsule, ni les combattre, suppliait Pie IX d'entrer dans la confédération, de faire des réformes et d'accorder l'autonomie aux Légations. D'autre part, il envoyait en Toscane et en Émilie des agents diplomatiques pour engager les gouvernements provisoires à se soumettre de bonne grâce aux arrangements de Villafranca. Il publiait des notes dans le *Moniteur*, il écrivait à Victor-Emmanuel (20 octobre). Mais c'était peine perdue. La cour de Rome se refusait à toute réforme tant que les Romagnols n'auraient pas fait leur soumission. Les populations soulevées répondaient qu'on ne les avait pas consultées pour disposer d'elles dans les préliminaires de Villafranca et qu'elles n'avaient que faire de cette convention. Le roi de Sardaigne représentait que, s'il se dérobaux vœux des patriotes, il serait lui-même emporté par la révolution, que Garibaldi et ses amis feraient la république en Italie et que l'exemple serait peut-être contagieux¹. S'il ne permettait pas à son parent, le prince de Carignan, de se rendre à Modène, où la Ligue de l'Italie centrale l'appelait à la régence, il y laissait aller à sa place Buoncompagni qui, au su de tout le monde, n'était qu'un agent du gouvernement piémontais. Bref, l'annexion était en réalité effectuée. Et juste à la même époque, les plénipotentiaires de la France, de la Sardaigne et de l'Autriche, réunis à Zurich, concluaient philosophiquement trois traités destinés à assurer l'exécution des préliminaires de Villafranca (10 novembre). Il est vrai que ces conventions ne prescrivaient pas formellement, comme les préliminaires, la rentrée des souverains détrônés dans leurs États. Mais elles réservaient leurs droits en termes exprès. C'était à un congrès, provoqué par l'empereur des Français, à rendre sur

1. En septembre, les gouvernements de Florence, de Bologne et de Modène avaient formé une ligue et mis sur pied une armée qui, sous la direction révolutionnaire de Garibaldi, grossissait chaque jour. En octobre, Garibaldi faisait appel à l'Italie entière, organisait une souscription pour l'achat d'un million de fusils et annonçait son intention de se diriger sur les Marches et sur les Deux-Siciles.

ce point un arrêt définitif. Mais ce congrès se réunirait-il? C'était déjà plus que douteux, l'Angleterre voulant que les Italiens fussent libres de ne pas reprendre leurs princes, les Italiens ne voulant à aucun prix desdits princes, et l'Autriche subordonnant à leur restauration préalable sa participation au congrès.

Napoléon III, Cavour et le traité de Turin. — Napoléon III en rendit lui-même la tenue impossible en se tirant par un nouveau coup de théâtre de la situation ridicule où il s'était placé. Jugeant les annexions inévitables, il pensa qu'il fallait s'accommoder aux circonstances et tâcher au moins d'en tirer quelque profit. Il commença par répandre (décembre 1859) une brochure anonyme (*le Pape et le Congrès*), par laquelle le Saint-Père était invité à renoncer à la plus grande partie de son domaine temporel; puis il lui écrivit pour lui conseiller d'abandonner au moins les Romagnes (31 décembre). Le pape répondit par une violente encyclique où les adversaires de son pouvoir temporel étaient déclarés dignes des mêmes anathèmes que ceux de son autorité spirituelle (19 janvier 1860). Mais à la même époque Napoléon III, sans s'émouvoir, se mettait d'accord avec le gouvernement anglais sur le principe de non-intervention en Italie et sur la légitimité des annexions, au cas où elles seraient demandées par des assemblées régulièrement élues. D'autre part il préparait le retour au pouvoir de Cavour et la réunion à la France de la Savoie et de Nice, qu'il n'avait pas osé réclamer en 1859 et qui allaient être le prix de sa nouvelle complaisance. Bientôt l'homme de Plombières redevint premier ministre à Turin (20 janvier 1860). Dès le 27, il annonça l'intention de convoquer un parlement où les provinces du centre seraient représentées comme les anciennes provinces piémontaises; et, le 3 février, l'empereur exprimait publiquement l'idée que, si l'Italie centrale devait être réunie au Piémont, une rectification de frontières était due à la France du côté des Alpes.

Cette déclaration causa tout d'abord quelque mauvaise humeur en Angleterre, où l'on ne tarda pas, du reste, à s'apaiser, parce qu'on comprit que l'entente de l'Italie et de la France serait certainement refroidie par le sacrifice que cette dernière puissance exigeait de la première. Pour la même

raison l'Autriche ne crut devoir mettre aucun obstacle à l'annexion de la Savoie et de Nice. Napoléon III n'eut donc bientôt plus pour effectuer cette réunion qu'à prendre quelques précautions rendues nécessaires par la position délicate de Cavour vis-à-vis de la nation italienne en général et du peuple piémontais en particulier. Ce ministre, pour ne pas perdre sa popularité dans son pays, voulait avoir l'air d'avoir en cette affaire la main forcée. L'empereur des Français se prêta à ce jeu en invitant, pour la forme, le roi de Sardaigne à renoncer à la Toscane, et à se contenter d'être le vicaire du pape dans les Légations. Le cabinet de Turin répondit en invoquant le principe de la souveraineté et le droit plébiscitaire; les populations de la Toscane, de l'Émilie, des Légations, invitées par ce cabinet à se prononcer, votèrent du 15 au 20 mars, à la presque unanimité, la réunion de leur pays à la Sardaigne. Victor-Emmanuel déclara qu'il acceptait leurs suffrages, et le nouveau parlement fut convoqué le 2 avril. Dès lors il fallait bien que Cavour se décidât à abandonner Nice et la Savoie. Comme il feignait encore d'hésiter, Napoléon III lui envoya un agent spécial, Benedetti, qui avait pour mission de parler haut. Victor-Emmanuel et Cavour eurent l'air de céder à une sorte d'ultimatum et conclurent enfin à Turin (24 mars 1860) le traité qui livrait les deux provinces sous la réserve que les populations seraient consultées. Elles le furent en effet et se donnèrent à la France par les plébiscistes du 15 et du 22 avril suivant.

La nouvelle armée du pape; Lamoricière. — « Vous voilà maintenant nos complices », avait dit gaiement le rusé ministre au plénipotentiaire français en signant le traité du 24 mars. Mot profond que la suite des événements n'allait pas tarder à justifier. Après ce qui venait de se passer en Italie, tout le monde sentait bien que les deux gouvernements de Rome et de Naples n'étaient plus sûrs du lendemain. Napoléon III eût bien voulu les préserver de la ruine; mais il voulait aussi qu'ils fissent eux-mêmes pour cela le nécessaire, et ces gouvernements, frappés de vertige, semblaient courir d'eux-mêmes vers l'abîme. Le pape venait de lancer contre Victor-Emmanuel et ses fauteurs une excommunication qui n'était pas

sans éclabousser quelque peu Napoléon III (26 mars). Il ameutait contre ce dernier l'épiscopat français. Il organisait à grand bruit, pour pouvoir se passer des troupes impériales (que de son côté l'empereur était fort désireux de rappeler), une armée fanfaronne et violente, où affluaient les légitimistes français, où on *manifestait* publiquement en l'honneur de *Henri V*. Il appelait à la commander un proscrit du Deux-Décembre, ardent ennemi de l'empereur, le général de Lamoricière. Il repoussait arrogamment une proposition de subside et de garantie territoriale, qui lui était adressée par le gouvernement français en même temps qu'une nouvelle demande de réformes (avril 1860). Aussi l'empereur, très froissé, paraissait-il sur le point de rappeler ses troupes. Mais une fois qu'elles auraient quitté l'Italie, n'était-il pas à craindre que Cavour ne prit prétexte de quelques nouveaux *cris de douleur* pour procéder à de nouveaux affranchissements et à de nouvelles annexions?

Garibaldi en Sicile. — A Naples, on était encore moins raisonnable et moins accommodant qu'à Rome. Le successeur du roi *Bomba*, jeune homme ignorant et borné, dominé par une camarilla féroce et lâche, ne voyait de salut que dans l'absolutisme, la délation, la terreur. Aussi dédaignait-il depuis un an les conseils de Napoléon III, qui l'engageait à doter ses sujets d'une constitution et à s'allier avec la Sardaigne. La fermentation était très vive dans tout le royaume. Bientôt la révolte éclata en Sicile (5 avril 1860). Ce mouvement fut le signal d'une campagne décisive entreprise peu après par le parti révolutionnaire en faveur de l'unité italienne. Garibaldi organisa ouvertement à Gènes, où les volontaires de tous les pays se rendaient à son appel, un corps expéditionnaire à la tête duquel il se proposait de gagner l'île insurgée. Cavour et Victor-Emmanuel, qui eussent pu l'en empêcher, fermaient les yeux, se réservant ou de le désavouer s'il échouait, ou, s'il réussissait, de substituer leur autorité à la sienne, sous couleur de garantir l'Italie et l'Europe de l'anarchie. Aussi le hardi condottiere put-il, dans la nuit du 5 au 6 mai, embarquer sa petite troupe (moins de 2000 hommes) sur deux navires que l'escadre piémontaise de Persano laissa complaisamment passer et qui, le 11, abor-

dèrent en Sicile. Là, Garibaldi réunit en peu de jours une véritable armée; toute la population était pour lui; il vola de succès en succès. Dès les premiers jours de juin, après une lutte acharnée, il était maître de Palerme, et avant la fin du même mois, l'île entière, à l'exception de Messine et de quelques points sans importance, avait passé sous son autorité.

La révolution à Naples. — A ces nouvelles, plusieurs puissances, la France entre autres, s'émurent et reprochèrent à Cavour ses complaisances pour Garibaldi. Il les nia, mais fit observer que si l'Autriche et la France n'empêchaient pas leurs sujets d'aller s'enrôler au service du roi de Naples ou du pape, il était naturel que la Sardaigne ne se montrât pas plus sévère pour ceux des siens qui allaient soutenir la cause d'un peuple opprimé. Quand le roi de Naples, qui venait d'invoquer les bons offices de Napoléon III, se décida, sur le conseil de ce souverain, à solliciter l'alliance de la Sardaigne, Cavour demanda s'il était raisonnable que Victor-Emmanuel compromît sa popularité en Italie pour consolider le trône chancelant d'un de ses plus cruels ennemis. Toutefois il ne refusait point formellement le traité demandé. Mais il ne voulait le signer que si le roi de Naples accordait une constitution à ses sujets et la mettait effectivement en vigueur. Cette constitution, François II la publia (30 juin), mais personne ne la prit au sérieux. La camarilla du palais dissuadait le jeune roi de tenir sa parole et fomentait des manifestations absolutistes qui provoquaient de toutes parts des troubles de mauvais augure pour la dynastie. Dès la fin de juillet le roi remettait à une date indéterminée les élections parlementaires qu'il avait promises. C'était de sa part comme un suicide. Ses généraux, ses conseillers, ses parents même commencèrent à l'abandonner ou à le trahir. L'immense majorité de ses sujets tournait avec impatience ses regards vers le détroit de Messine.

Le hardi condottiere, invité officiellement par Victor-Emmanuel à s'arrêter, répondait qu'il était contraint, à son grand regret, de lui désobéir (27 juillet). Après ce refus catégorique, le roi se gardait bien d'insister. Le gouvernement français eût volontiers envoyé une escadre au phare de Messine. Mais l'An-

gleterre, ayant reçu du cabinet de Turin l'assurance qu'aucune nouvelle cession de territoire ne serait faite à la France, ne voyait nul inconvénient à ce que le Piémont réalisât de nouvelles annexions. Elle rappela que Napoléon III avait adhéré au principe de non-intervention, et ce souverain, qui, à ce moment même, avait particulièrement besoin de rester en accord avec le cabinet de Londres¹, s'abstint, en fin de compte, de barrer le passage à Garibaldi. Ce dernier put donc, le 8 août 1860, franchir le détroit de Messine. Le cabinet des Tuileries se contenta de rejeter sur l'Angleterre, par une note diplomatique, la responsabilité des événements graves qui pouvaient se produire en Italie. La cour de Londres, qui ne voulait rompre ni avec la France ni avec l'Autriche, se hâta de déclarer qu'elle regarderait comme illégitime toute attaque de Garibaldi contre Rome ou contre Venise. Mais qui pouvait répondre que cette éventualité ne se produirait pas? Garibaldi avançait rapidement vers Naples. François II, trahi de toutes parts, se retirait, le 6 septembre, dans la direction de Gaëte. Dès le lendemain, Garibaldi entra triomphalement, sans escorte, au milieu d'une foule en délire, dans la ville de Naples, y instituait un gouvernement provisoire et annonçait l'intention de continuer sa marche vers le nord. Il disait qu'il proclamerait Victor-Emmanuel roi d'Italie du haut du Quirinal. Il semblait alors tout à fait dominé par le parti avancé. Mazzini était accouru à Naples. Ses amis affluaient autour du dictateur, et la révolution italienne commencée au nom de la royauté, menaçait de s'achever au nom de la république.

Cavour et son « complice » ; — Castelfidardo et ses suites. — Cavour, fort désireux d'arrêter Garibaldi, qui pouvait perdre la cause italienne par ses témérités, avait envoyé devant Naples, avant même que François II s'en fût éloigné, plusieurs navires et 2 à 3000 *bersaglieri*, qui étaient descendus à terre après le départ du roi, mais n'avaient pu songer à barrer la route à l'armée révolutionnaire et à son chef. Il sut bientôt tirer de la complication même qu'il n'avait pu prévenir le plus merveilleux parti. Dès la fin d'août, il avait envoyé

1. A cause des affaires de Chine et de Syrie.

vers Napoléon III, qui visitait alors la Savoie, son collègue le ministre Farini et le général Cialdini pour lui représenter qu'il était urgent d'arrêter Garibaldi, qui ne tarderait pas à marcher sur Rome; que la France, ne pouvant ni tourner ses canons contre la révolution italienne, ni permettre à l'Autriche d'opérer la contre-révolution, et ne voulant pas d'autre part s'engager dans une nouvelle guerre contre cette puissance, devait laisser à la Sardaigne le soin de sauver l'ordre monarchique. Il fallait que l'armée piémontaise se portât sur la frontière napolitaine et pour cela que, traversant les Marches, elle passât sur le corps de Lamoricière. Mais était-ce là une violation du droit des gens? L'armée pontificale ne menaçait-elle pas ouvertement les anciennes Légations et la Toscane? La population des Marches n'appelait-elle pas Victor-Emmanuel? Napoléon III se rappelait les engagements compromettants pris par lui envers Cavour et dont celui-ci avait la preuve; il avait moins que jamais à se louer des procédés du pape. Il donna donc à entendre qu'obligé de désapprouver en paroles la nouvelle politique piémontaise, cependant en fait il ne la contrarierait pas. « *Fate presto, faites vite* », dit-il, et, comme pour échapper au spectacle des événements qui se préparaient, il partit au plus tôt pour un voyage en Algérie.

Faire vite, c'était bien l'intention de Cavour. Dès le 7 septembre, le gouvernement pontifical fut sommé de dissoudre l'armée de Lamoricière et, avant même que son refus eût pu parvenir à Turin, Cialdini franchit la frontière de l'Ombrie. Peu après, les pontificaux étaient mis en déroute à Castelfidardo (18 septembre), puis leur chef, bloqué dans Ancône, était réduit à se rendre (29 septembre). Les Français occupant Rome et le petit territoire connu sous le nom de *patrimoine de Saint-Pierre*, les Piémontais s'abstinrent d'y toucher; mais ils occupèrent l'Ombrie, les Marches, et arrivèrent au commencement d'octobre sur la limite des Deux-Siciles.

Bien que le Piémont ne fût point en guerre avec le roi de Naples, cette limite fut aussitôt franchie. Les allures de Garibaldi inquiétaient de plus en plus le gouvernement sarde. Ce dictateur semblait vouloir retarder le plébiscite des Deux-Siciles

en faveur du Piémont jusqu'après la conquête de Rome. Il gouvernait à tort et à travers, entouré d'une coterie révolutionnaire qui n'avait pour Cavour et même pour son roi qu'un fort médiocre attachement. Lui-même demandait le renvoi du grand ministre sarde. Pour déjouer ses menées, ce dernier venait de faire convoquer le parlement de Turin, dont le premier acte allait être d'autoriser le roi à annexer les provinces pontificales récemment occupées et le royaume des Deux-Siciles. Du reste, Garibaldi, attaqué par les troupes de François II, qui avaient repris l'offensive, venait de subir sur le Vulture de sanglants échecs. Il n'avait dû sa demi-victoire du 1^{er} octobre, devant Capoue, qu'à l'aide des *bersaglieri* venus de Naples. Il y avait donc, aux yeux de Cavour, doublement urgence à faire marcher Cialdini sur Naples. Dans une circulaire à l'Europe, le ministre sarde se justifia par cet argument que François II, en quittant sa capitale, avait de fait renoncé à sa couronne; que, par conséquent, on ne lui prenait rien; et que, d'ailleurs, il fallait bien préserver l'Italie de l'anarchie. A la nation italienne il tenait un autre langage : Victor-Emmanuel devait, disait-il, se conformer au vœu populaire qui l'appelait de toutes parts. Déjà ce souverain était en route pour les Deux-Siciles. Le 21 octobre, ce royaume se donnait à lui, ainsi que les Marches, par un plébiscite solennel. Quelques jours après, il rejoignait Garibaldi, qui, non sans quelque mauvaise humeur, mais très loyalement, lui cédait la place. Pendant ce temps, François II, débusqué du Vulture par les Piémontais, allait s'enfermer dans Gaëte, la seule place qui lui restât, et faisait mine d'y tenir bon, tout en essayant d'intéresser l'Europe à son sort par de violentes, mais inefficaces protestations.

L'Europe et le royaume d'Italie. — Le gouvernement français, par convenance, manifesta son mécontentement en rappelant de Turin son plénipotentiaire; mais il y laissa un chargé d'affaires, prouvant par là que cette rupture n'était pas sérieuse. Le cabinet de Berlin ne protesta que très platoniquement contre les derniers actes de Cavour et ne s'offensa point quand le ministre sarde répondit : « Je donne un exemple que, probablement, quelque temps, la Prusse sera très heureuse

d'imiter. » Mais le gouvernement autrichien fit mine de saisir cette occasion pour commencer une guerre de revanche. Il eût certainement attaqué de nouveau Victor-Emmanuel s'il eût été assuré de l'assentiment de la Russie. Mais le tsar, bien que désapprouvant la spoliation du roi de Naples, ne lui eût promis une neutralité bienveillante que dans le cas où Victor-Emmanuel eût pris l'offensive, et *de concert avec l'empereur des Français*. — Napoléon III lui ayant déclaré qu'il n'aiderait point la Sardaigne à attaquer l'Autriche et qu'il se bornerait à lui garantir, quoi qu'il pût arriver, le bénéfice du traité de Villafranca, Alexandre II, dans l'entrevue de Varsovie, détourna François-Joseph de prendre les armes (22-26 octobre) et ce dernier souverain, dont tous les États étaient en fermentation, ne crut pas devoir persister dans ses projets de guerre.

A la même époque (27 octobre), le gouvernement anglais, par l'organe de John Russell, se prononçait en faveur des peuples qui venaient de se donner à Victor-Emmanuel et soutenait cette thèse que les nations ont toujours le droit de changer de gouvernement. Cette profession de foi visait surtout Napoléon III, l'apôtre attitré de la souveraineté nationale et du suffrage universel, que Russell se donnait le malin plaisir de battre avec ses propres armes. L'empereur des Français manifestait encore une certaine sollicitude pour le roi de Naples, par égard pour le pape, qui avait hautement pris parti en faveur de François II, et aussi parce qu'il se réservait, en assurant à ce prince sa liberté personnelle, de troubler quelque peu la sécurité de Victor-Emmanuel. Une escadre française croisait devant Gaëte et ne permettait pas à la flotte sarde de bloquer cette place par mer. Mais au nom du principe de non-intervention, l'Angleterre en demanda bientôt l'éloignement, et Napoléon III, que les affaires de Chine et de Syrie obligeaient encore à de grands égards pour cette puissance, ne crut pas devoir lui refuser cette satisfaction (19 janvier 1861). Dès lors la place de Gaëte était perdue. Elle capitula le 13 février, et François II se retira aussitôt à Rome, auprès de Pie IX, qui tint à l'honneur de rendre au fils de Ferdinand II l'hospitalité que lui-même avait reçue à Gaëte en 1848.

En contraste avec cette infortune royale, l'Europe contemplait l'inouïe prospérité de la maison de Savoie. Toutes les provinces annexées au Piémont venaient d'être invitées à élire leurs députés; le premier parlement italien se réunissait à Turin (18 février 1861) et, peu après, proclamait Victor-Emmanuel roi d'Italie. La politique de Cavour avait porté ses fruits. L'unité politique de la Péninsule était un fait accompli. Sans doute Venise et Rome manquaient encore à la patrie reconstituée. Mais le grand ministre était plein de confiance dans l'avenir. Aussi ne craignit-il pas, le 27 mars, de faire proclamer en principe par la Chambre des députés que Rome était la capitale de l'Italie.

III. — *Venise et Rome.*

Pie IX et la politique du « non-possumus ». -- Partisan de *l'Église libre dans l'État libre*, Cavour ne désespérait pas d'amener le pape à résigner de bonne grâce ce qui lui restait de pouvoir temporel. Il lui faisait remonter par l'abbé Stellardi, le docteur Pantaleoni, le P. Passaglia, que le sacrifice d'une étroite et embarrassante principauté serait amplement compensé pour lui par les garanties dont l'Italie entourerait son autorité spirituelle. C'était là une argumentation que le Vatican goûtait peu. Mais elle avait quelque succès aux Tuileries, car Napoléon III était plus que jamais désireux de mettre un terme à l'occupation de Rome. Il est vrai qu'il ne voulait à aucun prix se brouiller avec l'Église.

La mort de Cavour, arrivée presque subitement le 6 juin 1861, étonna l'Europe et consterna l'Italie. L'empereur des Français ne voulant pas aggraver les difficultés qu'une telle perte pouvait causer à Victor-Emmanuel, se hâta de reconnaître officiellement le nouveau royaume. Il l'aida peu après, par la surveillance qu'il exerça dans l'État pontifical, à réprimer dans les provinces napolitaines le brigandage bourbonien, qui s'alimentait à Rome, grâce à François II et au pape, et dont Cialdini eut beaucoup de peine à triompher (juillet-septembre 1861). Ricasoli, successeur de Cavour au ministère, trouva le plus

énergique appui auprès du pape dans l'ambassadeur de France à Rome, La Valette, qui, le 11 janvier 1862, fut chargé par son gouvernement de demander au Saint-Siège s'il ne pourrait, sans renoncer formellement à ses droits, « consentir à des transactions de fait qui amèneraient le calme dans le sein de l'Église catholique et associeraient la papauté au triomphe du patriotisme italien ». Mais le secrétaire d'État du Saint-Siège répondit qu'à cet égard « aucune concession ne pourrait être faite par Pie IX ni par aucun de ses successeurs de siècle en siècle ».

Rattazzi et Garibaldi en 1862. — Ce *non-possumus* provoqua naturellement en Italie une fort vive agitation. Le parti révolutionnaire reparut dans la rue et prépara une nouvelle prise d'armes. Le comité national du *Provedimento* annonça des manifestations menaçantes pour Venise et pour Rome. Garibaldi semblait sur le point de se remettre en campagne. Ricasoli fermait les yeux ou en avait l'air. Aussi le gouvernement français cessa-t-il de le soutenir et salua-t-il avec plaisir l'avènement de Rattazzi, qui prit sa place en mars 1862. Ce dernier, particulièrement cher à Napoléon III (comme à Victor-Emmanuel), mit tout d'abord quelque énergie à réprimer les menées des agitateurs. Aussi le cabinet des Tuileries crut-il devoir lui venir en aide en chargeant La Valette de proposer formellement au Saint-Siège un *modus vivendi* portant : que le statu quo territorial serait maintenu en Italie; que le pape, tout en réservant ses droits, se résignerait à ne plus les exercer hors du *domaine de Saint-Pierre*; que les relations seraient renouées entre Rome et Turin; que les puissances catholiques s'entendraient pour fournir au Saint-Père une liste civile convenable; enfin qu'elles lui garantiraient la possession de Rome et du territoire qui lui restait, ne lui demandant en retour que de doter ses sujets de réformes en rapport avec l'esprit moderne (30 mai 1862).

A ce programme Antonelli ne répondit encore que par un refus catégorique. Et en même temps, Pie IX, dans une allocution adressée à plus de 250 évêques, préludait aux anathèmes dont il devait deux ans plus tard foudroyer sans exception les principes de la Révolution (10 juin).

Ces manifestations irritèrent Napoléon III, qui redoubla de complaisance envers le cabinet de Turin. Grâce à lui le royaume d'Italie fut reconnu par la Russie en juin 1862, et peu après par la Prusse, si bien qu'on put prévoir dès cette époque l'étroite entente qui devait un jour s'établir entre la cour de Berlin et le gouvernement italien.

L'excellente position du ministère Rattazzi fut tout à coup dérangée par la folle équipée de Garibaldi, dont l'idée fixe était de marcher sur Rome et dont il ne fut bientôt plus possible de contenir l'impatience. Le 19 juillet, le hardi partisan débarquait en Sicile avec 1 500 volontaires. Peu après, il franchissait le détroit de Messine et annonçait l'intention de se diriger vers l'État pontifical. Le gouvernement italien se hâta de lui barrer la route, mais ne put l'arrêter qu'à coups de fusil. Garibaldi fut blessé et fait prisonnier à Aspromonte (27 août). Sa petite troupe se dispersa aussitôt. Le héros fut conduit à la Spezzia et, réduit à l'impuissance par sa blessure, ne tarda pas à être amnistié.

Napoléon III et la politique de réaction. — Le cabinet Rattazzi se prévalut peu après de la correction avec laquelle il venait de se conduire pour déclarer à l'Europe (par la circulaire du 10 septembre 1862) « que la nation tout entière demandait sa capitale, et que l'état de choses actuel, devenu intolérable, finirait par avoir pour le gouvernement du roi des conséquences extrêmes, qui compromettraient de la manière la plus grave la tranquillité de l'Europe et les intérêts religieux de la catholicité ». Cette mise en demeure, accueillie froidement par la Russie et par la Prusse, et avec défaveur par l'Autriche, provoqua les applaudissements du cabinet britannique, qui était bien aise de voir la France dans l'embarras. Quant à Napoléon III, il eût, au fond, voulu céder aux vœux des Italiens. Le prince Napoléon et ses amis l'y engageaient vivement. Mais l'impératrice, Walewski, les chefs du parti conservateur l'en détournèrent de toutes leurs forces. Ils lui représentèrent que l'opposition cléricale qui s'était formée contre lui en France depuis 1859 pouvait détacher de lui une grande partie du pays aux élections de 1863. L'empereur fit donc volte-face, rappela

Benedetti de Turin et La Valette de Rome, donna le portefeuille des affaires étrangères à Drouyn de Lhuys, ministre agréable au Saint-Siège (15 octobre), et fit signifier au cabinet de Turin qu'il n'entendait pour le moment donner aucune suite aux propositions impliquées dans la circulaire du 10 septembre. Le résultat de cette déclaration fut la chute du ministère Rattazzi (5 décembre). Victor-Emmanuel dut former un cabinet d'affaires et prendre l'attitude du recueillement. L'entente franco-italienne sembla de fait rompue.

Nouvelle volte-face; convention du 15 septembre 1864. — Pendant toute l'année 1863 et une partie de la suivante, le gouvernement italien (sous les ministères Farini et Minghetti) ne parut guère préoccupé que de difficultés intérieures (équilibre financier à établir, congrégations religieuses à supprimer, etc.). Dans le même temps, les grandes puissances portaient principalement leur attention sur les affaires de Pologne et de Danemark. On sait ce que ces affaires valurent au gouvernement français de déconsidération et de discrédit. Napoléon III manœuvra si mal qu'il s'aliéna tout à la fois la Russie, la Prusse et l'Autriche et put craindre de voir ces trois cours reconstituer contre lui la Sainte-Alliance. N'ayant, pour bien des raisons, aucune assistance à attendre de l'Angleterre, il ne vit plus à ce moment pour lui qu'une alliance possible, celle de l'Italie. C'est pourquoi il fit de nouveau volte-face et reprit avec le cabinet de Turin, en juin 1864, les négociations interrompues en 1862. Cette fois les agents de Victor-Emmanuel (Nigra, Pepoli, etc.), secondés par le prince Napoléon, par Benedetti, par La Valette, se gardèrent de demander Rome. Mais ils rappelèrent que Napoléon III avait promis de faire l'Italie *libre jusqu'à l'Adriatique*. A cela l'empereur objectait qu'il ne pouvait essayer de lui donner Venise sans s'exposer à une guerre avec les trois puissances du Nord. Pepoli et Nigra n'insistèrent pas. Mais ils firent remarquer que si l'Italie n'attaquait pas, elle serait sans doute attaquée un jour ou l'autre par l'Autriche; qu'en ce cas il lui fallait une capitale vraiment *stratégique*, à l'abri d'un coup de main; que Florence, protégée par le Pô et les Apennins, lui donnerait plus de sécurité que Turin. Le gouvernement fran-

çais n'y contredit pas. Alors ils remontrèrent que la translation du gouvernement en Toscane produirait dans toute la Péninsule un fâcheux effet, et que si les Italiens, qui tenaient tant à Rome capitale, devaient subir encore une déception pareille, il était juste de leur donner une légère consolation en faisant cesser l'occupation de l'État pontifical par des troupes étrangères. Le pape, du reste, n'aurait rien à craindre pour ce qui lui restait de son domaine temporel; Victor-Emmanuel n'y toucherait pas et saurait au besoin le faire respecter. Napoléon III ne demandait qu'à se laisser convaincre. Voilà comment fut conclue la convention du 15 septembre 1864, par laquelle l'Italie s'engageait à ne pas attaquer les possessions actuelles du Saint-Siège et même à les défendre, la France promettant de retirer ses troupes à mesure que l'armée du Saint-Père serait organisée, mais dans un délai maximum de deux ans. Le pape restait libre de constituer cette armée comme il le jugerait bon, à condition pourtant qu'elle ne pût dégénérer en moyen d'attaque contre l'Italie. Enfin l'Italie prendrait à sa charge une part proportionnelle de la dette des anciens États de l'Église. Un tel pacte dénotait bien des sous-entendus et des arrière-pensées. Si une révolution, qu'il lui était si facile de provoquer, éclatait à Rome, le gouvernement italien se proposait évidemment d'occuper cette ville, sous couleur de *rétablir l'ordre*. Mais en vue de cette éventualité le gouvernement français se réservait de son côté toute liberté pour une nouvelle intervention. La convention de septembre semblait pour le moment un gage de réconciliation entre l'Italie et Napoléon III; elle devait plus tard le brouiller sans retour avec cette puissance.

Pie IX et le Syllabus. — Cet acte, que l'empereur avait conclu sans consulter la cour de Rome, devait naturellement exaspérer le pape. Pie IX y répondit par une publication qui devait augmenter notablement les embarras de ce souverain. C'est en effet peu après (le 8 décembre 1864) qu'il lança l'encyclique *Quanta cura*, suivie du *Syllabus*, série de propositions qu'il anathématisait solennellement au nom de l'Église comme impies ou hérétiques. Cette double profession de foi, renouvelée du moyen âge, était la négation explicite de toutes les libertés

modernes. Elle condamnait, avec une franchise aussi brutale que naïve, les principes élémentaires du droit public que la France de 1789 a proclamés et qu'à son exemple la plus grande partie de l'Europe (l'Italie en particulier) a fini par adopter.

L'alliance italo-prussienne. — Ce manifeste, que Victor-Emmanuel affecta de dédaigner, mais dont Napoléon III se montra fort irrité (parce qu'il redoubla l'audace du clergé français à son égard), resserra la nouvelle union franco-italienne. Pour faire prendre patience aux Italiens, dont Rome était toujours le plus cher désir, Napoléon III se montra bientôt assez disposé à leur faciliter l'acquisition de Venise, non point en faisant pour eux la guerre à l'Autriche, mais en leur procurant l'alliance de la Prusse qui, la guerre des Duchés finie, avait hâte de chercher querelle à cette puissance. Victor-Emmanuel venait d'appeler à la tête du ministère le général La Marmora, dont la *prussomanie* était bien connue. Benedetti, ami éprouvé de l'Italie, venait d'être envoyé à Berlin comme ambassadeur de France (octobre 1864). M. de Bismarck et Napoléon III s'étaient entretenus déjà de grands remaniements à faire subir à la carte de l'Europe. Vers le milieu de 1865, le chancelier de Prusse, croyant pouvoir entraîner son maître à la guerre, adressa des propositions formelles d'union à La Marmora. Les conditions d'une alliance entre les cabinets de Berlin et de Florence furent rapidement débattues. Mais au moment de tirer l'épée, le roi Guillaume, retenu par des scrupules légitimistes et conservateurs, aima mieux traiter avec l'Autriche, qui, intimidée par l'entente italo-prussienne, consentit à la convention de Gastein (14 août 1865).

L'Italie, compromise inutilement et si cavalièrement abandonnée, témoigna d'abord une mauvaise humeur que partagea Napoléon III. Ce souverain se mit à négocier secrètement avec l'Autriche et s'efforça de lui faire comprendre que, pour n'avoir pas à lutter à la fois contre la Prusse et contre l'Italie, son intérêt était de céder à l'amiable la Vénétie à cette dernière puissance (septembre 1865). Mais François-Joseph repoussa cette proposition comme déshonorante. Par contre, M. de Bismarck revint peu après à Biarritz tenter l'empereur des

Français, qui, entraîné d'une part par ce grand séducteur, se figurant, d'autre part, qu'il saurait le jouer quand il le voudrait et qu'il lui serait facile de prendre, au moment opportun, entre l'Autriche et la Prusse, la position de médiateur souverain, consentit de nouveau à ce que Victor-Emmanuel s'alliât à Guillaume pour la conquête de la Vénétie. La guerre austro-prussienne parut pour la seconde fois imminente quand on apprit l'arrivée à Berlin du général Govone, que La Marmora venait d'y envoyer sous prétexte d'étudier les fortifications prussiennes, mais en réalité pour traiter avec le gouvernement prussien (9 mars 1866). Mais cette fois l'Italie voulut prendre ses sûretés. Le pacte conclu le 8 avril 1866 portait qu'elle attaquerait l'Autriche avec toutes ses forces, mais seulement après que la Prusse aurait pris l'offensive. Cette dernière puissance choisirait son heure pour déclarer la guerre; mais si elle ne l'avait pas commencée dans un délai de trois mois, le traité serait considéré comme nul par le gouvernement italien. Les deux alliés promettaient de ne pas faire de trêve séparée et de ne déposer les armes que lorsque l'un aurait obtenue la Vénétie, et l'autre des territoires équivalents en Allemagne. Enfin, le roi de Prusse devait fournir à Victor-Emmanuel un subside de 120 millions.

Campagne de 1866 et annexion de Venise. — La guerre fut encore retardée par des complications diplomatiques. La politique de Napoléon III devenait de plus en plus confuse et contradictoire. Il s'était remis à négocier mystérieusement avec l'Autriche, et, grâce à un traité secret qu'il conclut avec cette puissance le 12 juin, il espérait amener l'Italie à faire sa paix séparée moyennant la remise de la Vénétie. M. de Bismarck, craignant que le cabinet de Florence ne se détachât de la Prusse, se décida enfin à brusquer l'ouverture des hostilités, qui commencèrent en Allemagne le 16 juin. Aussitôt les contingents italiens s'ébranlèrent, et pendant que Garibaldi, avec un corps de volontaires, allait essayer de pénétrer dans le Tyrol, deux grandes armées régulières attaquèrent de front la Vénétie, l'une par le Mincio, l'autre par le Bas-Pô (20 juin). Mais la première, et la plus considérable, qui marchait fort en désordre (sous La Marmora), subit presque aussitôt un revers éclatant

sur les hauteurs déjà célèbres de Custozza, où l'archiduc Albert l'attaqua et la mit en pleine déroute le 24 juin. Ce début paraissait d'un fâcheux augure pour les Italiens. Mais fort peu de jours après, le triomphe éclatant de la Prusse à Sadowa (3 juillet) leur permit de relever la tête.

Le lendemain même de cette dernière bataille, l'Autriche, éperdue, se hâta de faire la part du feu en invoquant la médiation de Napoléon III et lui offrant la Vénétie pour qu'il la rétrocédât à l'Italie. L'empereur des Français eût bien voulu déterminer cette dernière puissance à poser les armes et dicter aussi la paix à la Prusse. Mais il eût fallu pour cela de sa part une démonstration militaire qu'il ne put ou n'osa faire. L'Italie profita de son inertie — ou de son impuissance — pour rester unie à la Prusse. Elle n'était pour son compte, malgré son échec, nullement disposée à suspendre les hostilités. Si la Prusse eût été vaincue, il en eût été autrement et elle eût accepté avec empressement de Napoléon III la Vénétie, qu'il lui offrait. Après Sadowa, elle croyait devoir parler haut. Le souvenir de Custozza lui était cuisant. Il lui tardait de venger l'honneur de son drapeau. Elle voulait ne devoir la Vénétie qu'à la conquête. Cette province, du reste, ne lui suffisait pas. Les Italiens convoitaient Trente, et même Trieste. Ils reprochaient à la France de vouloir les humilier, les tenir en tutelle. Aussi repoussèrent-ils toute suspension d'armes et, dès le 8 juillet, ils s'empressèrent d'attaquer pour la seconde fois le territoire vénitien (où, du reste, ils ne devaient plus trouver d'ennemis). Mais si rien ne les arrêta sur terre, ils furent moins heureux sur mer, où leur flotte, dont ils comptaient se servir pour un débarquement en Illyrie, fut entièrement défaite à Lissa par l'amiral autrichien Tegetthoff (20 juillet) ¹. Pour comble de déception, ils virent peu de jours après (26 juillet) la Prusse, qui, grâce à la complaisance inespérée de Napoléon III, n'avait plus rien à désirer en fait d'annexions territoriales, conclure avec l'Autriche, sans les consulter, les préliminaires

1. L'amiral Persano, qui la commandait, fut accusé de n'avoir pas fait son devoir dans cette journée, et, traduit plus tard devant un conseil de guerre, fut condamné à la dégradation.

de Nikolsbourg, que suivit bientôt la paix de Prague (24 août).

L'Italie n'apprit pas sans colère ce nouvel abandon. Elle protesta; mais en vain. M. de Bismarck répondit qu'on lui avait promis de l'aider à conquérir la Vénétie, rien de plus. Or la possession de ce pays lui était assurée. Napoléon III y envoyait le général Lebœuf pour en faire, après un plébiscite, remise aux Italiens. Force fut donc à Victor-Emmanuel de signer les préliminaires de la paix (10 août) et, quelque temps après (3 octobre 1866), le traité définitif qui les confirmait. La nation italienne ne dissimula pas sa mauvaise humeur. Elle parut surtout irritée, chose étrange, contre la France; et elle donna le triste spectacle d'un peuple recevant presque comme une offense d'une puissance amie le don d'un territoire qu'il n'avait pas su lui-même conquérir.

La question romaine en 1867. — Le souvenir de ses humiliations la rendait désireuse d'en effacer l'éclat par l'acquisition de Rome, à laquelle elle n'avait jamais renoncé. N'ayant plus que sa capitale à prendre pour compléter son unité territoriale, elle la demandait à grands cris et ne voulait plus attendre. Elle se montrait, au commencement de 1867, d'autant plus âpre et plus hardie dans ses revendications, qu'elle voyait Napoléon III achever de perdre dans de décevantes négociations avec la Prusse le peu de prestige et de crédit politique qu'il gardait encore avant Sadowa. Au plus fort de la crise du Luxembourg¹, Rattazzi remontait au pouvoir à Florence (10 avril 1867). Co ministre, qui plaisait à l'empereur, ne lui épargnait pas les protestations de dévouement. Mais, invité à s'unir à lui, il ne le payait que de bonnes paroles et déclarait qu'entre ses deux bienfaitrices, la France et la Prusse, il était bien difficile à l'Italie de prendre parti. De fait, il ne voulait servir ni l'une ni l'autre. Son objectif, c'était Rome. Garibaldi agitait ouvertement l'État pontifical, organisait de nouvelles bandes; et le ministre le laissait faire, se disant que le conflit franco-prussien lui fournirait sans doute l'occasion d'aller impunément planter sur les bords du Tibre le drapeau de l'unité italienne.

1. Qui faillit, on le sait, au commencement d'avril 1867, amener une collision entre la France et la Prusse.

Ce conflit fut, il est vrai, retardé par la conférence de Londres (mai 1867), et la maison de Savoie dut ajourner l'exécution de ses projets; mais elle ne renonça pas à ses espérances. Du reste, le mouvement garibaldien ne s'arrêtait pas. Le gouvernement prussien l'encourageait, parce qu'il était de son intérêt d'entretenir la mésintelligence entre le cabinet de Florence et Napoléon III. Rattazzi, pour sa part, ne le contrariait pas et, protestant de son respect pour la convention de septembre, représentait d'autre part à l'empereur des Français qu'il ne pouvait, sans provoquer une révolution, heurter violemment de front sa nation parce qu'elle demandait Rome pour capitale.

Napoléon III voulait en finir avec cette question romaine, son constant cauchemar. Mais personne ne l'y aidait. Il avait sans aucun succès, vers la fin de 1866, proposé un congrès aux grandes puissances pour la résoudre. La cour de Rome persistait à refuser à ses sujets toute réforme sérieuse. Pie IX, en juin 1867, faisait applaudir à 450 évêques les doctrines du *Syllabus* et parlait de convoquer un concile œcuménique pour faire ériger en dogme non seulement cette singulière politique, mais le principe de l'infailibilité du pape. Tant de provocations ne paraissaient pas lasser la complaisance du gouvernement français, qui, pour servir le Saint-Siège, prenait à cette époque de telles libertés avec la convention de septembre, que la cour de Florence fut bientôt en droit de lui adresser les réclamations les plus amères. Le souverain-pontife avait en effet à son service plusieurs milliers de Français, soi-disant volontaires, mais qui sortaient pour la plupart de notre armée et dont un certain nombre n'étaient même pas encore libérés du service; beaucoup de leurs chefs étaient des officiers attachés encore à nos régiments et qui, sans perdre leurs droits, étaient autorisés par le gouvernement impérial à passer sous les drapeaux du pape. C'était ce qu'on appelait la légion d'Antibes, car cette troupe s'était formée dans cette ville, publiquement; elle y avait son dépôt et continuait à s'y recruter. A ce moment même (juin-juillet 1867), un général français en activité de service¹ la passait ouvertement en revue à Rome, la réorganisait

1. Le général Dumont.

et lui tenait des discours qui ne laissaient aucun doute sur la complicité des Tuileries avec le Vatican ¹.

Rattazzi protesta contre cette fraude. Napoléon III promit de se désintéresser de la légion d'Antibes, mais se plaignit des volontaires garibaldiens, qui se rapprochaient chaque jour du territoire romain. Le cabinet de Florence le paya de bonnes paroles, mais n'entrava pas le mouvement. A cette époque les rapports de la France et de la Prusse redevenaient fort aigres. Il ne fallait qu'un signal. Garibaldi se chargea de le donner.

Garibaldi à Mentana. — Le vieux partisan se rendit au commencement de septembre à Genève, où les représentants les plus avancés des idées révolutionnaires en Europe allaient tenir sous sa présidence le *congrès de la paix*. Les populations italiennes se pressaient sur son passage. « Tenez-vous prêts, leur disait-il, à vous guérir du vomito negro; mort à la race noire! Allons à Rome dénicher cette couvée de vipères; il faut une lessive énergique. » En Suisse il ne tint pas un langage moins violent : « Vous avez porté les premiers coups au monstre, dit-il aux Genevois; l'Italie est en retard sur vous.... Nous avons le devoir d'aller à Rome et nous irons bientôt. »

La cour des Tuileries, que les progrès du parti révolutionnaire commençaient à effrayer fort, voulut couper court à de telles excitations. Aussi exigea-t-elle, quand Garibaldi, de retour en Italie, se fut porté aux confins de l'État pontifical, qu'il fût réduit à l'impuissance. Rattazzi se soumit et fit transporter à Caprera le vieux condottiere, qui, disait-il, y serait bien gardé. Napoléon III n'eut pas, il est vrai, longtemps à se réjouir. Fort peu de jours après (28 sept.), les bandes garibaldiennes pénétrèrent sur le sol pontifical et s'avancèrent en quelques semaines presque jusqu'à Rome. Rattazzi protesta naturellement qu'il n'était pas leur complice et proposa de faire occuper l'État romain simultanément par les troupes italiennes et par les troupes françaises (13 oct.); ce à quoi Napoléon III, dominé alors par le parti ultramontain, ne répondit qu'en le sommant de faire respecter la frontière pontificale. Le ministre italien donna aussitôt sa démission (21 oct.) et, avant que Cialdini,

1. A. Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. II, chap. ix.

appelé à former un nouveau cabinet, y eût réussi, Garibaldi, s'évadant de Caprera, reparaisait en Toscane, se montrait à Florence, où il lançait des proclamations (22 oct.), partait publiquement, dans un train spécial, pour rejoindre ses troupes, entrait dans l'État pontifical et arrivait en vue de Rome.

Cette fois Napoléon III n'hésita plus. Les troupes réunies à Toulon depuis quelques semaines reçurent l'ordre de s'embarquer; dès le 30 octobre leur avant-garde entrait à Rome. Une grande effervescence régnait en Italie. Après Cialdini, qui avait échoué, le général Menabrea venait de constituer à la hâte un ministère et, pour complaire à l'opinion publique, faisait de son côté pénétrer quelques régiments italiens dans l'État pontifical. Le 3 novembre, les troupes du pape se heurtèrent à Mentana contre les garibaldiens. Presque vaincues, elles furent sauvées par les Français qui infligèrent au chef des *chemises rouges* un échec décisif. « Les fusils Chassepot ont fait merveille », écrivit aussitôt le général de Failly. Allaient-ils maintenant se retourner contre les soldats de Victor-Emmanuel? C'est ce que demandait Antonelli. Mais le général français ne l'écouta pas. Du reste, Menabrea se hâta d'ordonner l'évacuation des points qu'il avait fait occuper sur le territoire de l'Église. En même temps, il faisait arrêter, cette fois sérieusement, Garibaldi, dont les bandes se dispersèrent aussitôt. Mais soucieux de prouver qu'il ne le cédait point en patriotisme au vaincu de Mentana, il écrivit dès le 9 novembre une circulaire par laquelle il affirmait hautement les droits imprescriptibles de l'Italie sur Rome.

Nouveaux embarras de Napoléon III. — Napoléon III se trouva plus embarrassé que jamais. Que faire? Prolonger l'occupation de l'État pontifical? L'Italie ne le lui pardonnerait pas. L'évacuer de nouveau? Dans ce cas le parti clérical lui déclarerait une guerre à mort. Il mit une fois de plus en avant l'idée d'un congrès. Mais trop de puissances (notamment la Prusse et l'Angleterre) étaient intéressées à ce qu'il restât en peine pour que cette proposition eût la moindre chance de succès. Du reste l'engagement imprudent que prit peu après en son nom son ministre Rouher à la tribune, pour complaire à la majorité cléricale du Corps législatif qui l'intimida, rendit

le congrès impossible en préjugant la solution de la question. « Nous le déclarons au nom du gouvernement français, s'écria cet orateur, l'Italie ne s'emparera pas de Rome. Jamais, jamais la France ne supportera cette violence faite à son honneur et à la catholicité » (5 décembre).

Dès lors il ne pouvait plus y avoir d'entente amicale entre les cours de Paris et de Florence. Il ne pouvait plus être question d'entente européenne et l'on cessa d'en parler. La convention de septembre 1864 ne fut plus qu'un souvenir. Les troupes françaises continuèrent à garder le pape. Et l'Italie, devenue l'ennemie du peuple dont le sang l'avait affranchie, attendit le jour de sa défaillance et de sa ruine pour forcer sans péril les portes de Rome.

L'Italie et la politique austro-hongroise en 1868 et 1869. — Certains politiques ne perdirent pourtant pas l'espoir, non seulement de rapprocher, mais d'unir étroitement les cabinets de Paris et de Florence. Durant les deux années qui précédèrent le conflit franco-allemand de 1870 des efforts sérieux furent à cet effet tentés à plusieurs reprises. Ils le furent tout d'abord par le gouvernement autrichien qui, sous Beust, persévérant adversaire de Bismarck, rêvait une revanche de Sadowa et pour la préparer ne voyait rien de mieux qu'une entente avec la France. Napoléon III, qui, depuis ses déconvenues de 1866 et 1867, méditait de son côté une guerre décisive contre la Prusse, était tout disposé à s'unir avec François-Joseph et lui proposait son alliance. En 1868, la négociation se précisa. Dès cette époque, Beust ne dissimula pas que l'union de la France et de l'Autriche serait impossible si l'Italie n'y participait pas. Seule avec la France, l'Autriche hésitait à entrer en campagne contre la Prusse. Elle craignait d'être prise en flanc par l'Italie, qui, dès 1866, avait émis la prétention de lui enlever le Trentin, Trieste, l'Istrie, et qui était encore prête à revendiquer toutes ces possessions¹. Si, au contraire, elle parvenait à réconcilier

1. C'est une partie de cette *Italia irredenta* que les *Italianissimes* n'ont pas cessé de réclamer, qu'ils réclament encore à l'Autriche (quelques-uns demandent aussi la Dalmatie), tandis que, d'autre part, ils rêvent d'annexer le canton suisse du Tessin, la Savoie, Nice, la Corse et même l'île de Malte.

Victor-Emmanuel et Napoléon III, si la France et l'Italie formaient avec l'Autriche une triple alliance, il n'y avait plus nul danger à provoquer la Prusse. Or, pour obtenir le concours de l'Italie, que fallait-il ? lui laisser prendre Rome. Beust pour sa part n'y répugnait nullement. Il avait à ce moment trop peu à se louer du Saint-Siège pour porter beaucoup d'intérêt au pouvoir temporel du pape.

L'adhésion de Napoléon III à un pareil programme eût paru d'autant plus naturelle que lui-même avait plus que jamais à se plaindre de la politique pontificale. Le 26 juin 1868, Pie IX avait enfin convoqué pour le 8 décembre de l'année suivante le concile général par lequel il entendait faire proclamer comme un dogme l'infaillibilité du pape et faire sanctionner les doctrines du *Syllabus*. Rompant avec le constant usage de l'Église, il s'était abstenu d'y appeler les ambassadeurs des gouvernements catholiques, parmi lesquels l'ambassadeur de France eût dû tenir la première place. Quelques mois après (en février 1869), la *Civiltà cattolica*, organe officieux du Vatican, faisait connaître en termes fort clairs le programme de la future assemblée. « C'était, comme l'a dit un historien contemporain ¹, la consécration de l'autorité absolue de l'Église sur la société, la sujétion complète de tous les droits politiques et civils, de toute autorité quelconque à la papauté proclamée infaillible. Rien n'était plus en contradiction avec l'esprit et le texte des lois positives que les citoyens de tous les États civilisés étaient appelés depuis longtemps à pratiquer. »

En France, la démocratie ne pouvait comprendre que Napoléon III, qui se disait fils de la Révolution, continuât à faire garder par ses soldats les auteurs de pareilles théories. Mais ce souverain, oscillant, comme toujours, entre deux politiques contradictoires, n'osait, tout en faisant des avances au parti libéral (surtout après les élections générales de 1869), rompre ouvertement avec le parti ultramontain, dont il était depuis si longtemps le prisonnier. Vers le milieu de 1869, les négociations secrètes tendant à la triple alliance semblaient près d'aboutir à un engagement positif. La pierre d'achoppement qui

1. Jules Zeller, dans l'ouvrage intitulé *Pie IX et Victor-Emmanuel*.

arrêta tout fut la question romaine. Napoléon III ne put se résoudre au vœu de l'Italie. Les trois puissances suspendirent donc la négociation et se bornèrent à se promettre vaguement, en août, de suivre une politique commune, l'Italie et l'Autriche se réservant de déclarer leur neutralité dans le cas où la France prendrait sans opportunité l'initiative de la guerre.

Quelques mois plus tard, Beust, jugeant bien que la guerre franco-allemande était inévitable, et ne voulant pas y être entraîné malgré lui par Napoléon III, imagina de conclure avec le cabinet de Florence un traité de garantie grâce auquel l'Autriche et l'Italie attendaient les événements, pour prendre à l'heure opportune, entre les parties belligérantes, l'attitude de la médiation armée. Napoléon III non seulement n'ignora pas cette négociation, mais se montra disposé à la favoriser. L'archiduc Albert vint à Paris au commencement de 1870 étudier l'état militaire de la France. « Il s'en montra, chose étrange, assez satisfait, ce qui ne contribua pas peu sans doute à l'aveuglement dont Napoléon III devait faire preuve peu après en provoquant les hostilités entre la Prusse et la France. Mais la politique de Beust était toujours arrêtée par l'impossibilité où ce souverain prétendait être de laisser les Italiens s'emparer de Rome. Et c'est ainsi qu'elle devait être paralysée jusqu'à la catastrophe qui allait mettre fin à l'empire ¹. »

Napoléon III et le Concile. — Le Concile s'était ouvert en décembre 1869. Le pape en dirigeait souverainement et despotiquement les travaux, ne lui laissant que ce que l'Église appelle la *liberté du bien*. Il prétendait y faire voter non seulement l'infailibilité du pape, mais un canon (le schéma *De Ecclesia*) qui, médiatisant tous les évêques au profit du souverain pontife et sanctionnant les principes du *Syllabus*, n'était pas médiocrement attentatoire à l'autorité civile. Le cabinet des Tuileries, qui avait plus qu'aucun autre à redouter de pareils empiètements, songea un moment, sous l'inspiration du comte Daru, ministre des Affaires étrangères, à réclamer l'admission d'un ambassadeur français au Concile et crut devoir inviter les

1. A. Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. II, chap. x.

puissances chrétiennes à une action commune contre la politique pontificale. Mais, soit indifférence, soit malveillance, elles ne se rendirent pas à son appel. La curie romaine se moqua de lui. Il ne put même pas obtenir d'elle la communication d'un memorandum français au Concile. Il essaya d'émouvoir et d'entraîner au moins l'Autriche et l'Italie. Mais la première de ces deux puissances ne voulait rien faire sans la seconde; et celle-ci persistait à demander Rome. L'idée de se dégager de toute solidarité avec le Vatican fut agitée aux Tuileries. Mais on n'osa la mettre à exécution. Daru se retira (avril 1870). Le gouvernement impérial crut dès lors devoir se renfermer dans l'abstention, déclarant seulement qu'il réservait « la liberté de ses appréciations et de son action ultérieure » (juin). Six semaines plus tard (juillet), le *De Ecclesia* et l'infailibilité étaient votés. Le pape, devenu le souverain absolu de l'Église, pouvait perdre le coin de terre qui constituait encore son domaine temporel : la moitié du monde était à lui. Il n'était pas un État catholique qu'il ne pût troubler à volonté, grâce à un clergé docile et discipliné, et qui ne fût, plus que jamais, obligé de compter avec lui.

La politique italienne en juillet et août 1870. — C'est à ce moment que Napoléon III, entraîné par la fatalité, déclarait la guerre à la Prusse. Il se jetait dans cette aventure sans alliances. Dès le 11 juillet l'Autriche-Hongrie lui avait signifié qu'elle ne se laisserait pas forcer la main par lui et qu'elle lui laissait l'entière responsabilité de la grave décision qu'il allait prendre. Quant à la cour de Florence, sollicitée de nouveau (16 juillet), elle lui refusa son alliance parce qu'il continuait à lui refuser Rome. Tout ce qu'elle put obtenir de l'empereur, ce fut que les troupes françaises évacueraient enfin le territoire pontifical et que la convention de septembre serait rétablie (20 juillet). Mais elle espérait, par l'entremise du chancelier austro-hongrois, lui arracher le sacrifice qu'il n'avait encore osé lui faire. Beust se donnait à ce moment beaucoup de mal pour réaliser enfin cette alliance austro-italienne qu'il ébauchait avec amour depuis un an et, vers la fin de juillet, il se crut sur le point d'y réussir. Il fut convenu que les deux puissances uniraient leurs forces en vue de la médiation armée

et que l'Autriche enverrait des troupes non seulement en Silésie, mais en Bavière, où des troupes italiennes se rendraient de leur côté. Seulement François-Joseph et Victor-Emmanuel demandaient six semaines pour mobiliser leurs armées, et ne voulaient entrer en ligne que lorsque les Français auraient pénétré dans l'Allemagne du Sud. Enfin il fallait que Napoléon III admit l'éventualité des Italiens à Rome. Cette dernière clause fit tout manquer. Les amis de la papauté temporelle répétaient à l'empereur que, s'il était vainqueur, il aurait l'alliance italienne sans donner Rome; que, dans le cas contraire, il ne l'aurait à aucun prix. Quand il partit pour rejoindre ses troupes (28 juillet), rien n'était encore décidé. Un agent italien, Vimercati, alla le trouver à Metz; le prince Napoléon unit ses efforts à ceux de la diplomatie. Tout fut inutile. L'inerte résistance de l'empereur durait encore le 5 août. Le lendemain, l'armée française était mise en complète déroute à Reichshoffen et huit jours après les Prussiens étaient au cœur de la France.

« Victor-Emmanuel était au théâtre quand on lui annonça la catastrophe. « Pauvre empereur! s'écria le roi *galant homme*, pauvre empereur! mais, f..., je l'ai échappé belle! » On conçoit qu'il ne pouvait plus être question d'alliance. « On ne s'allie pas avec des vaincus », avait dit à Napoléon III un de ses ministres. Vainement l'empereur implora, le 8 août, le concours des souverains dont il avait été si longtemps le protecteur et l'ami. Victor-Emmanuel voulut bien se montrer sensible aux malheurs de la France. Mais il se retranchait derrière ses devoirs de roi constitutionnel. Or son ministère ne voulait pas aller au secours de Napoléon III. Il armait, mais c'était pour prendre Rome, qu'il espérait bien avoir gratuitement¹. » Pour couper court aux sollicitations françaises, il imagina d'insinuer au cabinet de Londres (10 août) la première idée de la ligue des neutres, qui se constitua rapidement et à laquelle l'Italie adhéra officiellement dès le 19 août. Mais Napoléon III, qui sentait l'empire s'effondrer sous l'invasion d'une part, sous la révolution de l'autre, voulait espérer contre toute espérance.

1. A. Debidour, *Histoire diplomatique*, t. II. chap. x.

Il avait encore foi dans cette Italie, fille de ses rêves, qu'il avait jadis tant aimée et qui eût pu le sauver. Il faisait partir pour Florence (19 août) le prince Napoléon pour tenter un dernier effort sur Victor-Emmanuel. Cette nouvelle démarche échoua comme les précédentes. L'empereur, même à cette heure suprême, n'osait autoriser les Italiens à prendre Rome. Or, ils affirmaient plus haut que jamais, par la plume de Visconti-Venosta (29 août), le droit qu'ils avaient d'occuper *leur capitale*.

Occupation de Rome. — La journée de Sedan et la révolution du 4 septembre leur permirent enfin de s'en emparer sans aucun risque. Déjà les troupes impériales avaient évacué l'État pontifical. Le 6 septembre, le cabinet de Florence signifia au gouvernement de la Défense nationale son intention de ne plus respecter la convention de septembre, et ce gouvernement, sans se prononcer sur la question de droit, le laissa libre d'agir à cet égard comme il l'entendait. Presque aussitôt (8 septembre) un ultimatum fut adressé par Victor-Emmanuel à Pie IX, qui, comme on devait s'y attendre, refusa péremptoirement d'entrer en compromis avec le gouvernement de Florence. Le vieux pape savait bien qu'il ne pourrait empêcher les Italiens d'entrer à Rome. Mais il tenait à honneur de ne pas paraître s'abandonner lui-même et ne voulait céder qu'à la force. Aussi, à l'approche du général Cadorna, chargé de l'exécution militaire dont il était menacé, fit-il fermer et barricader les entrées de la ville. Mais dès que les Italiens eurent enfoncé à coups de canon la porte Pia, il ne voulut pas exposer ses derniers défenseurs à une lutte inutile et il fit arborer le drapeau blanc sur le château Saint-Ange. Cadorna prit donc paisiblement possession de Rome (20 septembre) pendant que Pie IX, prisonnier volontaire, s'enfermait pour toujours au Vatican. Peu de jours après (2 octobre), les populations du petit État pontifical votèrent à la presque unanimité l'annexion de ce territoire au royaume d'Italie. Ainsi s'acheva par le malheur de Napoléon III la grande révolution qui devait tant à sa prospérité et que Victor-Emmanuel, Cavour, Garibaldi n'eussent pu sans lui ni mener à bonne fin, ni peut-être même entreprendre.

BIBLIOGRAPHIE

I. **Documents.** — **Bianchi**, *Storia documentata della diplomazia europea in Italia, dal 1814 al 1861*, 1865-1872. — **Palma**, *Corso di diritto costituzionale*, 1884-1886. — **Sachs**, *L'Italie, ses finances...*, 1859-1885. — **Brusa**, *Staatsrecht d. K. Italien* (collection Marquardsen), 1890. — **Mühlbrecht**, *Wegweiser durch die Litteratur der Rechts und Staatwissenschaften*, 1893.

II. **Annales et revues.** — **Mauro Macchi**, *Almanacco*, puis *Annuario storico d'Italia*, 1868-1880. — *Annuaire historique* (continuation de *Lesur*), de 1850 à 1861 inclusivement. — *Annuaire des Deux Mondes*, de 1860 à 1867 inclusivement. — *Geschichtskalender*. — *Annual register*. — *Rivista contemporanea*, de 1863 à 1870. — *Nuova Antologia*, depuis 1866.

III. **Mémoires, correspondances, discours.** — **Cavour**, *Discorsi*, 1862-1872. — *Id.*, *Lettere edite ed inedite*, 1883-1887; *Id.*, *Nouvelles lettres*, 1889. — **M. d'Azeglio**, *Correspondance politique*, 1865. — *Id.*, *Souvenirs*, 1867 (trad. fr., 1876). — *Id.*, *Lettere inedite*, 1883-1884. — **La Farina**, *Epistolario*, 1869. — **Persano**, *Diario*, 1870 (trad. fr. sous le titre de *Journal de bord de Persano*, 1870). — **Mazzini**, *Correspondance*, 1872. — **La Marmora**, *Un peu plus de lumière sur les événements militaires et politiques de l'année 1866* (trad. fr.), 1873. — **G. Manin** et **G. Pallavicino**, *Epistolario politico*, 1878. — **Carraro**, *Ricordanze storiche del risorgimento italiano* (1822-1870), 1884. — **M. Castelli**, *Ricordi* (1847-1875), 1888. — **Ricasoli**, *Lettere e documenti*, 1888-1895. — **Garibaldi**, *Memorie autobiografiche*, 1888. — **Nigra**, *Souvenirs diplomatiques* (*Bibliothèque universelle du 1^{er} mars* 1895). — **Minghetti**, *Miei ricordi*.

Papiers et corresp. de la famille impériale, 1870. — **Benedetti**, *Ma mission en Prusse*, 1871. — **H. d'Iderville**, *Journal d'un diplomate en Italie* (1859-1862 et 1862-1866), 1872-1873. — **Prince Napoléon**, *Les alliances de l'Empire en 1869 et 1870* (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1878). — **Thiers**, *Discours parlementaires*, 1879 et suiv. — **J. Favre**, *Discours parlementaires*, 1881. — **P. Mérimée**, *Lettres à Panizzi*, 1881. — **H. de Viel-Castel**, *Mémoires*, 1881-1884. — **Prince de Bismarck**, *Discours*, 1871-85. — *Id.*, *Corresp. diplomatique*, 1883. — **Prince de Metternich**, *Mémoires, documents et écrits divers*, t. VIII, 1884. — **Comte de Beust**, *Mémoires*, 1887.

IV. **Histoire générale de l'Italie.** — **L. Zini**, *Storia d'Italia contemporanea dal 1850 al 1866* (continuation de *La Farina*), 1866-1869. — **Belviglieri**, *Storia d'Italia dal 1804 al 1866*, 1867. — **Mistrali**, *Da Novara a Roma*, 1870-1879. — **C. Cantu**, *Della indipendenza italiana*, 1872. — **Bruneri e Pozzeri**, *Storia d'Italia della pace di Villafranca fino alla morte del re Vittorio-Emmanuele II*, 1868-1880. — **Bersezio**, *Il regno di Vittorio-Emmanuele*, 1878-1875. — **Petrucelli della Gattina**, *Storia d'Italia* (de 1866 à 1880), 1882. — **Chiala**, *Dal congresso di Plombières al Congresso di Berlino*, 1892. — **Nisco**, *Storia critica del risorgimento*, 1893-1896.

J. Zeller, *Abrégé de l'hist. de l'Italie*, 2^e édit., 1865. — *Id.*, *Pie IX et Victor-Emmanuel* (1846-1878), 1879. — **Henneguy**, *Hist. de l'Italie depuis 1815 jusqu'à nos jours*, 1881. — **Elie Sorin**, *Hist. de l'Italie depuis 1815 jusqu'à la mort de Vict.-Emm.*, 1888. — **J. de Crozals**, *L'Unité italienne* (1815-1870), 1898.

Reuchlin, *Geschichte Italiens* (collection *Staatengeschichte*), 1859-1873. — **Treitschke**, *Historische und politische Aufsätze*, 1886.

John Webb Probyn, *Italy from the fall of Napoleon I in 1815, to the death of Victor-Emmanuel in 1878*, 1884.

V. Histoire militaire. — **La Marmora**, *Garibaldi et la conquête des Deux-Siciles*. — **Amédée Achard**, *Montebello, Magenta, Marignan, lettres d'Italie*, 1849. — **Adam**, *La guerre d'Italie*, 1859. — **Duc d'Almazan**, *La guerre d'Italie, campagne de 1859*. — **A. Duquet**, *Histoire de la guerre d'Italie*. — **De Bazancourt**, *La campagne d'Italie de 1859*. — **Colonel Lecomte**, *Relation historique et critique de la campagne d'Italie en 1859; Guerre de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche et la Confédération germanique*. — **A. de Césena**, *L'Italie confédérée, campagne de 1859, 1860*. — **C^{te} de Beaufort**, *Histoire de l'invasion des États pontificaux et du siège de Rome par l'armée italienne en 1870*. — **C. Rousset**, *Histoire de la guerre de Crimée*.

Rustow, *La guerre italienne en 1860, 1861*. — **Borbstædt**, *Campagne de la Prusse contre l'Autriche et ses alliés en 1866* (trad. par Furcy-Reynaud).

VI. Ouvrages divers. — **Bonghi**, *Camillo Benso di Cavour*, 1861. — **Nardi**, *Mazzini*, 1872. — **Massari**, *Il conte di Cavour*, 1873. — *Id.*, *Vita di Vitt.-Emm.* — **Guerzoni**, *Garibaldi, con documenti inediti*, 1882. — **Nisco**, *Ferdinand II*, 1884. — **Mario**, *Mazzini nella sua vita e nel suo apostolato*, 1885.

La Guéronnière, *Le Pape et le Congrès*, 1859. — *Id.*, *La France, Rome et l'Italie*, 1859. — *Id.*, *L'abandon de Rome*, 1862. — **Sauzet**, *Rome devant l'Europe*, 1860. — **Ed. About**, *Rome contemporaine*, 1860. — *Id.*, *La question romaine*. — **Arnaud** (de l'Ariège), *L'indépendance du pape et les droits des peuples*, 1860. — *Id.*, *La papauté temporelle et la nationalité italienne*, 1860. — *Id.*, *L'Italie*, 1864. — **C^{te} de Falloux**, *Question italienne, du devoir dans les circonstances présentes*, 1860. — *Id.*, *La Convention du 15 septembre*, 1864. — *Id.*, *Itin. de Turin à Rome*, 1865. — *Id.*, *Mémoires d'un royaliste*, 1888. — **Eugène Veuillot**, *Le Piémont dans les États de l'Église*, 1861. — **Bonjean**, *Le pouvoir temporel de la Papauté*, 1862. — **J. Amigues**, *L'État romain depuis 1815 jusqu'à nos jours*, 1862. — **W. de La Rive**, *Le comte de Cavour*, 1862. — **Ch. de Mazade**, *L'Italie et les Italiens*, 1864. — *Id.*, *Le comte de Cavour*, 1877. — **Dupanloup**, *Oraison funèbre de Lamoricière*, 1865. — **Taxile Delord**, *Hist. du second Empire*, 1869-1876. — **L. Veuillot**, *Rome pendant le Concile*, 1870. — **Simonin**, *Mazzini, histoire des conspirations mazziniennes*, 1870. — **J. Favre**, *Rome et la République française*, 1871. — **Jean Wallon**, *La Cour de Rome et la France*, 1871. — *Id.*, *La vérité sur le Concile du Vatican*, 1872. — **E. de Pressensé**, *Le Concile du Vatican*, 1872. — **A. Sorel**, *Hist. diplom. de la guerre franco-allemande*, t. I, 1875. — **Pougeois**, *Histoire de Pie IX*, 1877-1886. — **É. Ollivier**, *L'Église et l'État au Concile du Vatican*, 1879. — *Id.*, *L'empire libéral*, t. I-II, 1895-1897. — **Rothan**, *La politique française en 1866*, 1879. — *Id.*, *L'affaire du Luxembourg*, 1882. — *Id.*, *L'Allemagne et l'Italie (1870-1871)*, 1884. — *Id.*, *La France et sa politique extérieure en 1867, 1887*. — **M^{me} Rattazzi**, *Rattazzi et son temps*, 1881-1887. — **B. d'Harcourt**, *Les quatre ministères de M. Drouyn de Lhuys*, 1882. — **Aug. Boullier**, *Vitt.-Emm. et Mazzini, suivi de M. de Bismarck et Mazzini*, 1885. — **Thouvenel**, *Le secret de l'Empereur*. — **A. Debidour**, *Hist. diplom. de l'Europe depuis l'ouverture du Congrès de Vienne jusqu'à la clôture du Congrès de Berlin*, t. II, 1891. — *Id.*, *Hist. des rapports de l'Église et de l'État en France de 1789 à 1870, 1898*. — **P. de la Gorce**, *Hist. du second Empire* (en cours de publication), t. I-III, 1895-1896.

C^{te} de Schack, *Mazzini und die italienische Einheit*, 1891.

Cardinal Manning, *Le Concile œcuménique et l'infaillibilité du pontife romain*, 1872. — *Id.*, *Histoire du Concile œcuménique du Vatican*, 1872. — *Memoire of J. Mazzini* by E. A. V. (M^{me} Ashurst-Venturi), 1877. — **Linton**, *Recollections of Mazzini and his friends*, 1892.

CHAPITRE VIII

FORMATION DE L'UNITÉ ALLEMANDE

(1852-1870)

L'Allemagne de 1852 à 1855. — Les chefs du mouvement de 1848 en Allemagne demandaient l'unité et la liberté, et la complexité de leurs vœux avait été une des causes de leur échec. Moins découragés par leur défaite définitive qu'excités par leur victoire momentanée, les unitaires firent leur examen de conscience, reconnurent les limites de leur puissance et bornèrent leurs désirs; la communauté de rancunes prépara entre eux et les Hohenzollern une étroite alliance.

Leurs colères auraient été impuissantes si les vainqueurs n'avaient prétendu qu'à rétablir le *statu quo*. Mais les princes secondaires, mal remis de leur émoi, tirèrent de leurs récentes épreuves la conclusion qu'il fallait donner quelque satisfaction aux passions populaires, et ils réclamèrent pour la Diète un rôle actif auquel ne la prédisposaient ni son origine ni sa nature; ils entretenirent ainsi une agitation qui se tourna contre eux, en encourageant des espérances qu'ils se montrèrent toujours impuissants à satisfaire. L'Autriche, de son côté, gardait des derniers événements une extrême défiance pour la Prusse et des illusions excessives sur ses propres ressources; elle ne se contenta plus de l'autorité morale et indirecte qu'elle avait exercée

sous Metternich et voulut transformer l'Assemblée de Francfort en instrument de domination : quelle que fût la bonne volonté de Frédéric-Guillaume IV, la Prusse ne pouvait se laisser « majoriser » et accepter la situation subordonnée qu'on lui réservait : l'entente cordiale des deux grandes puissances allemandes, qui s'était prolongée de 1815 à 1848, et qui était la condition même du maintien de la Confédération germanique, fit place à une rivalité permanente et rendit un conflit inévitable. Dans cette lutte, la Prusse eut pour elle les sympathies des classes éclairées et ses ambitions furent favorisées par le progrès des idées démocratiques en Europe et le principe des nationalités, dont Napoléon III se fit le représentant. Le génie diplomatique de Bismarck exploita pour la grandeur de son pays ces conditions propices ; Roon et Moltke fournirent à leur souverain les ressources militaires nécessaires pour vaincre les résistances que les traditions et les intérêts opposaient à ses ambitions.

Quelques années furent nécessaires aux libéraux pour se remettre de leur étourdissement : de 1851 à 1859 la réaction exploita sa victoire sans pudeur et sans mesure, et les souverains, unis à la noblesse et à l'Église pour combattre les idées révolutionnaires, crurent assurer leur autorité contre de nouvelles surprises en imitant les procédés de gouvernement du second Empire. Tous les hommes qui de près ou de loin avaient été mêlés aux récents événements, furent suspects et exposés aux plus humiliantes vexations ; des milliers de libéraux quittèrent le pays, tandis que les autres, écœurés ou découragés, s'enfonçaient dans une abstention lassée. Les fonctionnaires, soumis à un régime d'espionnage, ne pensèrent qu'à mériter la faveur de leurs chefs à force de basses complaisances ; l'esprit public s'avilit et les consciences s'abaissèrent : des procès scandaleux, dont le procès Waldeck à Berlin fut le plus célèbre, prouvèrent la profonde décadence morale de l'administration. La réaction religieuse fut plus vivement ressentie encore par l'Allemagne. Un juif converti, Stahl, qui fut jusqu'à sa mort le théoricien du « parti de la Croix », déclarait que la science « devait faire volte-face », condamnait la tolérance, « qui n'est qu'une

filles de l'impiété », et flétrissait dans la liberté de conscience « une partie de cette œuvre de destruction et de bouleversement qui caractérise l'esprit moderne et menace le repos de l'Europe ». Une orthodoxie hargneuse s'efforça d'étouffer l'esprit de recherche et de libre examen. Un vent de piétisme et de réaction soufflait dans la littérature : Oscar de Redwitz chantait dans des poèmes doucereux et emphatiques un mysticisme béat; Victor de Strauss, dans ses *Lettres sur la politique* (1853), présentait comme l'idéal de l'humanité le Mecklembourg, où les institutions féodales s'étaient conservées dans toute leur pureté; Riehl, sous prétexte d'organiser le peuple, prêchait le retour aux corporations et aux castes.

En Prusse, la réaction ne fut ni moins dure ni moins absurde que dans les autres pays. Frédéric-Guillaume IV, par scrupule de conscience, par désir aussi de ne pas s'aliéner complètement les sympathies de l'Allemagne libérale, retenu d'ailleurs par les conservateurs qu'une constitution garantissait contre les retours possibles de fortune et les caprices d'un souverain, n'avait pas supprimé la charte : il l'avait si bien remaniée qu'elle lui laissait la pleine « liberté de son pouvoir ». La Chambre des députés, qui n'avait pas même le droit de voter l'impôt, n'était guère qu'une assemblée consultative dont les *Landræthe* désignaient les membres aux électeurs intimidés; dans la Diète de 1855, il y avait 72 sous-préfets. Toute l'autorité appartenait aux hobereaux (les *Junker*), et à la coterie de la *Gazette de la Croix*; les Gerlach, le conseiller Niebuhr, Senfft de Pilsach, Kleist-Retzow, Redern, Massow, Léo, le général de Græben, Stolberg, maîtres de l'esprit du roi et sûrs de la Chambre haute, réussirent à rendre à la noblesse les privilèges qu'avait ébranlés la constitution; ils abusèrent à tel point de leur crédit qu'ils finirent par s'aliéner une partie des fonctionnaires et exaspérèrent les classes moyennes; les passions des partis se manifestèrent avec une extrême violence pendant la guerre de Crimée où les libéraux essayèrent d'entraîner le gouvernement à une alliance avec les puissances occidentales, tandis que les féodaux ne voulaient pas se séparer de la Russie.

Guerre de Crimée. — Le président du conseil louvoya; ce

fut comme un essai timide de la politique que suivit plus tard avec éclat Bismarck. Soucieux de ménager également ses voisins de l'Est et de l'Ouest, Manteuffel manœuvra de façon à mériter la reconnaissance de la Russie, qui lui paraissait à la fois moins redoutable et plus sûre, sans enlever tout espoir à la France et à l'Angleterre. Le roi, bien qu'en somme il partageât ses idées, lui créait quelques embarras; il manquait de sang-froid et faillit à plusieurs reprises se laisser détourner de la ligne de neutralité. Le ministre trouvait au contraire un concours précieux dans Bismarck, qui, nommé délégué de la Prusse à Francfort, était bientôt revenu de ses illusions sur l'Autriche et, convaincu qu'il faudrait un jour ou l'autre lui disputer les armes à la main la domination de l'Allemagne, entendait réserver pour cette lutte décisive les forces du royaume. Il groupa autour de lui les petites cours secondaires qui ne voulaient à aucun prix rompre avec le tsar et s'en servit « comme d'un sabot pour enrayer les idées belliqueuses de l'Autriche »; la Russie se souvint longtemps de ses bons offices, et la France ne pardonna pas à l'Autriche ses hésitations et ses défaillances. « L'Allemagne est trop étroite pour l'Autriche et la Prusse, écrivait Bismarck dans son célèbre Mémoire du 26 avril 1856. Nous aurons donc dans un avenir prochain à défendre notre existence contre l'Autriche, et il ne dépend pas de nous d'éviter une collision; la marche des choses en Allemagne ne comporte pas d'autre issue. » Il avait pressenti dès lors que les positions déterminées par la question d'Orient n'étaient que momentanées; en face de l'Autriche et de l'Angleterre qui représentaient le *statu quo*, la France et la Russie désiraient le remaniement de la carte de l'Europe; Bismarck prévoyait qu'elles chercheraient à se rapprocher et il conseillait « de sauter à pieds joints dans leur alliance ».

Les sentiments de Frédéric-Guillaume IV pour Napoléon étaient complexes. Ses défiances contre la France n'avaient pas disparu, mais il savait gré à l'empereur d'avoir écrasé la révolution et il était attiré vers lui par une certaine communauté d'idées et de tempérament. C'est grâce à lui qu'il était entré au Congrès de Paris : son attitude dans l'affaire de Neuchâtel le

toucha davantage encore. La principauté de Neuchâtel faisait depuis 1814 partie de la Confédération suisse tout en appartenant au roi de Prusse; en 1848, les radicaux avaient proclamé la république, et les protestations du roi contre ce changement étaient demeurées sans résultat. En 1856, quelques royalistes essayèrent un coup de main; ils furent facilement dispersés, et la Suisse entama le procès des plus compromis. Le roi, au désespoir, réclama leur mise en liberté et, sur le refus de la Suisse, s'entêta, parla de guerre : il était fort mal engagé. Tandis que l'Autriche maladroitement lui suscitait obstacles sur obstacles, Napoléon s'entremet, obtint de la Suisse des concessions qui permirent à Frédéric-Guillaume de se retirer avec honneur (mai 1857).

Malgré tout, et bien qu'il fût fort mécontent aussi de l'appui que trouvaient dans l'Autriche les projets de réforme fédérale qu'agitaient les cours secondaires et qui étaient ouvertement dirigés contre la Prusse, il avait pour les Habsbourgs un respect tendre et humble qui survivait à toutes les épreuves. Pas plus qu'en 1850, on n'eût obtenu de lui une politique énergique, et la situation intérieure du royaume s'y prêtait mal. Des divisions profondes affaiblissaient l'administration, et les libéraux allemands se détournaient d'un pays livré aux Niebuhr et aux Gerlach. Depuis les épreuves de 1848, la santé du roi s'était sensiblement altérée; l'irritation nerveuse qui se traduisait par des alternatives de surexcitation et de prostration mélancolique aboutit dans l'automne de 1857 à une série d'attaques qui achevèrent de ruiner chez lui la réflexion et la volonté. Pendant plus d'un an, la reine Élisabeth et les féodaux s'accrochèrent au pouvoir et obtinrent de la piété du frère du roi, Guillaume, qu'il couvrit de son nom leur administration. Cet intérim du pouvoir aggrava la situation. Les réactionnaires, qui sentaient l'autorité leur échapper, redoublaient leurs exigences et leurs provocations; les libéraux, qui s'étaient crus déjà affranchis, rongeaient leur frein avec colère. Guillaume comprit la nécessité de sortir de cette indécision; il exigea qu'on lui remit la conduite réelle des affaires et il prit en mains, avec le titre de régent, le gouvernement du pays (7 oct. 1858).

Le prince Guillaume régent. La guerre d'Italie. —

Le prince Guillaume était né en 1797. Ce n'était pas un homme supérieur, et ses panégyristes les plus convaincus ont pu revendiquer pour lui le titre de Victorieux, non celui de Grand; il n'avait ni l'ardente imagination ni le charme séduisant de son frère; en revanche, il avait le goût du travail régulier, la persévérance dans les desseins, la tenue de la volonté, le don de connaître les hommes et de faire servir leurs qualités à ses desseins. Il manquait d'initiative et il eût été incapable d'inventer le plan d'une si large simplicité que lui suggéra Bismarck et les détours subtils par lesquels il le réalisa; une fois qu'il l'eut accepté, ce qui n'alla pas toujours sans luttes, il s'y attacha avec une fidélité et un dévouement inébranlables et apporta à en assurer le succès de rares qualités de constance et de fermeté. La légende qui ne veut voir en lui que le Louis XIII d'un autre Richelieu, exagère la vérité au point de la fausser; la part du ministre dans l'œuvre commune fut sans doute prépondérante; il n'est pas sûr que sa victoire définitive eût été aussi décisive sans l'intervention personnelle du souverain qui le soutint et le compléta. Il avait au plus haut degré le sens du réel, le respect du passé et le culte de sa maison; comme tous les hommes de sa génération, il croyait que l'Allemagne était appelée à jouer un rôle prépondérant dans le monde, à condition qu'elle restât sous l'hégémonie de la Prusse, qui en était comme la quintessence, et qu'elle acceptât la tutelle des Hohenzollern, que Dieu avait prédestinés à cette haute mission. Au moment où il arriva aux affaires, âgé déjà de soixante ans, il était un peu las et découragé; il eût voulu pendant la guerre de Crimée punir la Russie de l'assistance qu'elle avait prêtée à Schwarzenberg: il n'avait pas deviné la vengeance plus raffinée de Bismarck, qui réservait à Alexandre II et à Gortchakof le rôle de parrains du nouvel empire germanique. Sa politique lui avait attiré les attaques furieuses du « parti de la Croix ». De là un malentendu dont les conséquences furent graves. Les libéraux saluèrent avec joie son avènement, y virent l'aurore d'un gouvernement constitutionnel. Guillaume avait jadis combattu les projets de réforme de son frère: le fait accompli, comme il n'entrait pas

dans son caractère de s'obstiner à défendre des positions perdues, il s'était résigné, mais il était décidé, de même « qu'à tenir fidèlement ce qui avait été promis, à écarter rigoureusement ce qui ne l'avait pas été ». Il blâmait l'usage que Frédéric-Guillaume avait fait de son autorité plutôt qu'il n'était disposé à laisser affaiblir son pouvoir; il croyait que la royauté doit s'élever au-dessus des partis et il regrettait que son frère fût devenu l'instrument d'une coterie féodale; il n'entendait pas gouverner lui-même au nom de la bourgeoisie et surtout se mettre dans sa dépendance. La Diète n'était à ses yeux qu'une assemblée consultative, et dans toutes les questions importantes le souverain devait garder le dernier mot. Il y avait entre les libéraux et lui une différence de doctrine qui rendait à la longue une rupture inévitable.

Ils s'appliquèrent d'abord à ménager ses scrupules. Aux élections de 1858, le mot d'ordre fut d'écarter les candidats dont le nom lui aurait rappelé quelques souvenirs pénibles. Toute cette bonne volonté ne servit guère : le parti conservateur s'effondra; le régent en conçut une sorte d'épouvante, s'effara de se trouver par la force des choses prisonnier de la gauche. Déjà des dissentiments apparaissaient sur les questions de politique extérieure. Il avait eu à peine le temps de se reconnaître que commençait la guerre d'Italie. Les libéraux étaient favorables au Piémont, dans lequel ils ménageaient un futur complice; Guillaume craignait de renouveler les imprudences de Frédéric-Guillaume II, dont la défection en 1795 avait permis à la France d'écraser séparément les deux grandes puissances allemandes. Il résolut d'offrir son appui à François-Joseph, mais en le faisant désirer, de manière à ce que les armées françaises ne fussent pas tout d'abord dirigées sur le Rhin, et à se faire payer son alliance. En 1849, il avait parlé de conquérir l'Allemagne; depuis lors, il en était revenu à la pensée d'une entente avec l'Autriche qui lui concéderait bénévolement le commandement militaire dans la Confédération. Le plan était chimérique : plutôt que de lui abandonner la direction de l'armée fédérale, François-Joseph préféra renoncer à la Lombardie. La première campagne diplomatique de Guillaume avait abouti à

un échec complet : il avait mécontenté tout le monde : la France dont il avait arrêté les succès, l'Autriche qui lui reprochait sa défaite, l'Allemagne du Sud qui l'accusait de s'être séparé d'elle, ses propres sujets qui blâmaient ses hésitations et ses incertitudes.

Lui-même attribuait ses déconvenues aux vices de l'organisation militaire de l'Allemagne; il en demanda la réforme à la Diète : les princes repoussèrent ses projets presque sans discussion. Ils sentaient eux-mêmes cependant la nécessité de donner quelque satisfaction à l'opinion publique : Dalwigk, le ministre de la Hesse-Darmstadt, Pfordten en Bavière, Beust surtout en Saxe, se démenaient beaucoup, les conférences succédaient aux conférences et les projets aux projets. La politique des cours secondaires impliquait une contradiction intime : leur faiblesse exigeait le maintien dans la Confédération des deux grandes puissances dont la rivalité était la seule garantie de leur indépendance, et cette rivalité ne permettait pas à l'Allemagne de jouer au dehors le rôle actif qu'ils revendiquaient pour elle; ils voulaient étendre les droits de la Diète, mais tant que l'Autriche y était représentée, la Prusse ne pouvait y consentir, parce qu'elle se fût condamnée à soumettre sa politique à des influences étrangères; la Confédération ne s'était maintenue jusqu'alors qu'en se résignant à une sorte d'inertie politique; si on réclamait d'elle une action positive, elle se disloquait. D'autre part, en face de l'émotion provoquée par ces projets, la Prusse, si elle fût demeurée indifférente, aurait perdu toute action sur les esprits; elle était condamnée à surenchérir sur les autres cours. La politique du roi, qui avait été jusqu'alors une politique d'attente et de laisser-aller, ne suffisait plus aux circonstances nouvelles, en même temps que les difficultés que lui créait à l'intérieur la question de la réforme militaire lui faisaient une nécessité de relever le prestige de la monarchie par une conduite plus énergique et plus claire.

L'Union nationale et l'Union de réforme. — Le silence qui régnait en Allemagne depuis 1851 avait fait place à un bourdonnement tumultueux. La période qui s'écoule de 1859 à 1866 fut des plus agitées et des plus confuses. L'avènement en

Prusse d'un prince qui n'était pas l'agent servile des féodaux, coïncidant avec la guerre d'Italie, avait déterminé la plupart des autres princes à se départir de leur politique de compression. Les Chambres reprirent une vie plus animée; les préoccupations publiques se tournèrent surtout vers les questions de réforme fédérale; les publicistes se prononçaient en général pour une union plus étroite avec la Prusse; des libéraux de divers pays, Braun et Lang, du Nassau; Bennigsen et Miquel, du Hanovre; Schulze-Delitzsch et von Unruh, de Prusse; le Bavaois Brater, le Hessois Etker, etc., jugèrent le moment opportun pour recommencer leur œuvre de propagande unitaire et libérale; une grande assemblée à Francfort (15 et 16 septembre 1859) fonda le *Cercle national* qui eut pour programme « l'union et le développement de la patrie commune ». Il essaya de ménager les *Grands-Allemands*, qui ne se résignaient pas à abandonner les onze millions d'Allemands-Autrichiens que l'on risquait de livrer, en les excluant de la Confédération, aux Magyars et aux Slaves. « L'Union nationale, disait le manifeste du 4 septembre 1860, reconnaît les provinces allemandes de l'Autriche comme des parties intégrantes de la patrie. Dans le cas cependant où les circonstances et des obstacles invincibles empêcheraient l'union immédiate de ces provinces à l'État fédéral allemand, elle ne se laissera pas détourner pour cela de travailler à l'unification du reste de la patrie. » En dépit des réserves de pure forme, l'Union reprenait donc le programme de Gagern.

Les princes s'émurent; le comité central de l'Union fut chassé de Francfort; dans la Saxe, le Mecklembourg, le Hanovre, les deux Hesses, l'association fut interdite. Cependant Beust ne réussit pas à obtenir de la Diète des mesures générales de répression. « La situation actuelle est sans exemple, écrivait-il; en face d'un mouvement qui poursuit la chute d'une constitution, ou bien on abandonne cette constitution, ou on combat le mouvement : ici, on ne fait ni une chose ni l'autre; la fin ne peut être qu'une révolution subite. » Les autres ministres jugeaient ses craintes exagérées et préféraient des palliatifs aux lois de rigueur. Ils favorisaient la formation d'une *Union de réforme* que dominèrent les particularistes et les ultramontains. L'Union

nationale ne rencontrait dans le Sud que d'assez rares partisans et il fut vite évident que ses efforts ne suffiraient pas pour triompher des résistances des gouvernements et des traditions séculaires. L'erreur serait grande, malgré tout, de supposer que son action fut sans portée. Après deux ans de propagande, elle ne comptait encore que 15 000 adhérents, dont 8 000 en Prusse, mais ils appartenaient aux classes dirigeantes et leur influence était grande. Dans les fêtes qu'ils organisaient, l'idée de l'unité était acclamée par des milliers d'Allemands accourus de tous les coins du pays. L'armée prussienne abattit les dynasties, mais les libéraux l'avaient encouragée à l'attaque et quand les souverainetés particulières s'effondrèrent devant elle, on s'aperçut qu'elles avaient été comme déracinées auparavant.

La réforme militaire en Prusse. — Pour le moment toute entente entre le gouvernement prussien et les libéraux du dehors semblait rendue impossible par le conflit constitutionnel dont la réforme militaire avait été l'occasion. La loi de 1814, complétée et modifiée par les ordonnances de 1820, avait établi le service universel : après trois ans de service actif et deux ans de réserve, les soldats passaient dans la landwehr, qui se divisait en deux bans, et où ils restaient jusqu'à quarante ans. Cependant, depuis 1814, bien que la population eût passé de 11 à 18 millions d'habitants, on continuait à lever 40 000 recrues, si bien que 25 000 jeunes gens échappaient chaque année à la conscription. L'effectif de l'armée s'en trouvait si réduit que, dès que les circonstances exigeaient un certain déploiement de forces, on était obligé de convoquer la landwehr et d'appeler sous les drapeaux des hommes assez avancés en âge, dont la plupart étaient mariés et dont le départ désorganisait la vie économique du pays. Comme de plus la landwehr et l'armée active étaient étroitement unies — chaque brigade comprenant un régiment de ligne et un régiment de landwehr, — tous les vices d'organisation de la landwehr retentissaient sur l'ensemble. Les officiers de la landwehr étaient souvent d'anciens volontaires d'un an dont l'instruction était médiocre et qui n'avaient sur leurs hommes qu'une faible autorité. La nécessité d'une réforme radicale était si bien reconnue par tout

le monde qu'il est difficile de discerner à qui revient vraiment l'idée première des mesures prises. Le lieutenant-colonel Clausewitz et le général Voigts-Rhetz arrêtaient, semble-t-il, les lignes générales du projet; ils trouvèrent un appui constant dans les conseillers militaires du régent, Alvensleben et surtout Edwin de Manteuffel, dont l'autorité sur lui était grande. Le prince régent, qui depuis sa jeunesse s'était particulièrement consacré à l'étude des questions militaires, encouragea leurs études, se pénétra de leurs idées et fit de la réalisation de leur dessein une question d'honneur personnel.

Le régime nouveau comportait l'incorporation de toute la classe, de manière à rétablir le service universel, et prolongeait de deux ans le temps de réserve; on obtenait ainsi une armée de première ligne de 400 000 hommes, ce qui permettait de ne pas faire immédiatement appel à la landwehr, qui était maintenue, mais seulement jusqu'à trente-deux ans et comme armée de second rang. Après la mobilisation de 1859, qui avait de nouveau montré les défauts de l'ancien système, le régent commença l'exécution de son plan; il conserva les cadres de la landwehr, y versa les recrues nouvelles et demanda aux Chambres les 9 millions et demi de thalers qu'exigeait la réorganisation.

La somme parut forte : n'était-il pas possible de la réduire en ramenant de trois à deux ans la durée du service actif? De plus, la Diète était froissée par l'exclusion de la landwehr, qui semblait comme rejetée hors du service actif. Bien que le régent eût pris soin de déclarer dans l'exposé des motifs « qu'il n'avait pas l'intention de rompre avec l'héritage d'une grande époque et que l'armée prussienne serait après comme avant le peuple prussien en armes », deux conceptions opposées se trouvaient en présence. Boyen, Scharnhorst et les réorganisateurs de la Prusse au commencement du siècle étaient des idéalistes, grandis à l'école de Kant et sous l'influence de la révolution française, et ils croyaient que la nation armée suffisait à garantir contre toute attaque l'indépendance du pays; Clausewitz, Voigtz-Rhetz, Roon et les initiateurs de la réforme de 1859 étaient des réalistes et des professionnels; ils voulaient

« non une armée nationale, mais une nation militaire » (Cherbuliez), ils créèrent une classe de soldats : les autres pays ont une armée, a-t-on dit; en Prusse, c'est l'armée qui a un pays. Les craintes de la Diète étaient d'autant plus éveillées sur ce point que la plupart des postes nouveaux allaient être donnés à des nobles, et la bourgeoisie trouvait dur de s'imposer des charges fort lourdes pour augmenter l'influence d'une caste détestée. Enfin, la majorité était mécontente du ministère qui lui refusait les deux points qui lui tenaient à cœur, une réforme radicale de la Chambre haute où les féodaux embusqués arrêtaient tous ses projets, et une épuration de l'administration. Il est naturel que le conflit, à la longue presque inévitable, se soit ouvert sur la question militaire qui mettait en jeu les passions les plus vives et les intérêts les plus complexes; seulement, les libéraux ne furent peut-être pas très bien inspirés en portant la lutte sur un terrain où ils atteignaient en quelque sorte le souverain dans sa conscience intime.

La Diète accorda « provisoirement » les crédits nécessaires aux nouvelles formations (1860). C'était une maladresse : comment admettre que le gouvernement renoncerait par la suite à une œuvre déjà accomplie? — Les régiments provisoires prirent place dans l'armée régulière, reçurent leurs drapeaux. Quand la Chambre réclama leur suppression, le prince s'indigna contre ce qu'il regardait comme une injustifiable usurpation. Les crédits ne furent votés en 1861 qu'après des débats orageux : l'opposition grandissait, et le débat s'élargissait. La femme du régent, Augusta, son fils, sa bru, fille de la reine d'Angleterre, le suppliaient de ne pas se séparer de la majorité; leurs conseils, sans le convaincre, l'attristaient; il était agité par de cruelles luttes de conscience. Le ministre de la guerre, Roon, pour le rassurer, pour l'apaiser, cherchait à lui prouver la légitimité de sa conduite, déplaçait et étendait peu à peu la question. C'était un officier de mérite et un administrateur de premier ordre : soutenu par son aide de camp Hartrott, par Edwin de Manteuffel, par l'inspecteur général de Peucker, il travaillait à compléter rapidement l'organisation de l'armée nouvelle; le fusil à aiguille (fusil Dreyse) lui assurait déjà

une extraordinaire supériorité matérielle : il lui prépara un corps homogène d'officiers soutenus par un puissant esprit de caste. Moltke, à la tête de l'état-major général depuis 1858, combinait le plan de mobilisation, étudiait l'usage des chemins de fer et créait la guerre scientifique moderne. Guillaume suivait jour par jour les progrès accomplis, voyait s'élever sous ses yeux l'œuvre de la puissance prussienne et supportait avec une impatience croissante les critiques des dilettanti et des laïques, il n'admettait même plus l'idée d'une transaction. Roon, moins absolu peut-être que son maître, apportait dans la discussion des habitudes de raideur et de sécheresse qui envenimaient les débats ; « un air de sévérité et de tristesse » était répandu sur toute sa personne ; son regard provocant, sa parole nette et tranchante, son allure raide et compassée (*stramm und straff*) qui faisaient de lui comme le type même de l'officier prussien, le désignaient d'avance comme le ministre du conflit.

Frédéric-Guillaume IV mourut dans les premiers jours de 1861 : son frère, en prenant la couronne « sur la table du Seigneur », sentit passer en lui quelque chose du souffle mystique qui avait emporté son prédécesseur. La constitution prussienne était fort incomplète et obscure : les libéraux cherchaient à l'étendre, voulaient, en conquérant le droit de voter l'impôt et le contingent annuels, transformer la royauté tempérée en gouvernement parlementaire. La Prusse, leur répondait Roon, n'est pas une monarchie apparente, comme en Angleterre ou en Belgique ; nous voulons « briser les chaînes de l'aigle, pour que le roi par la grâce de Dieu demeure le véritable chef de son peuple, le centre de l'État, le seigneur du pays ». La majorité protestait de son loyalisme et elle ne se rendait pas un compte exact de la portée de ses revendications : qu'elle se l'avouât ou non, ce qui se débattait, c'était bien, non pas sans doute la forme, mais la nature du gouvernement. De là, l'ardeur et la ténacité des passions ; de là aussi la gravité de la lutte : à ce moment se fixe le caractère de la monarchie prussienne, telle qu'elle s'est conservée depuis et où le pouvoir souverain du monarque n'est que voilé — et non limité — par le contrôle d'une assemblée consultative.

Guillaume en 1861 était déjà complètement rallié aux opinions de Roon. — « Je suis le premier roi qui prend le pouvoir, dit-il lors du couronnement (octobre), depuis que le trône a été entouré d'institutions modernes, mais je n'oublie pas que la couronne vient de Dieu. » Convaincu « que la puissance militaire renferme en soi la souveraineté » et que les princes assez faibles pour l'abandonner deviennent la victime des révolutions, il était hanté par le souvenir de Charles I^{er}; malgré tout, il ne s'avancait qu'avec inquiétude dans la voie de la résistance, et ses hésitations pouvaient entraîner des conséquences graves en face d'adversaires dont l'ardeur et les exigences augmentaient à mesure que la lutte se prolongeait. Le parti progressiste qu'avaient formé Schulze-Delitzsch, Jean Jacoby, Forckenbeck, Virchow, Mommsen, réclamait un ensemble de réformes qui eût assuré le triomphe de la bourgeoisie et du régime parlementaire; les élections de 1861 prouvèrent le désarroi des conservateurs; les féodaux étaient en pleine déroute, Stahl était mort; Gerlach, Wagener, Blankenbourg avaient été battus. La majorité se montra intraitable sur les questions militaires : elle fut dissoute. Le pays soutint ses représentants : la loi des trois classes se retournait contre ses auteurs. La pression ministérielle ne servit qu'à irriter les passions, et les élections de 1862 furent plus radicales que celles de l'année précédente. 253 libéraux n'eurent plus en face d'eux que 16 conservateurs. A la suite d'un débat de sept jours, la majorité repoussa un amendement de Sybel et Twesten qui avaient cherché un terrain d'entente, et raya les crédits supplémentaires du budget de la guerre, même ceux qui étaient déjà engagés. Le roi appela Bismarck au ministère.

Bismarck. — Othon-Édouard-Léopold de Bismarck-Schœnhausen était né à Schœnhausen, dans la Vieille-Marche de Brandebourg, en 1815. Après une jeunesse tumultueuse et bruyante, il vivait sur ses domaines quand, en 1847, il avait été envoyé à la Diète réunie, convoquée par Frédéric-Guillaume IV. L'insolence sarcastique avec laquelle il combattit les idées nouvelles, son indifférence pour l'opinion publique, le dédain qu'il affichait pour les lieux communs et les grands hommes du jour,

firent scandale; mais ses adversaires même reconnaissaient la bravoure et la souplesse de son talent; sa parole était heurtée et pénible, mais il trouvait au bon moment le trait qui porte et l'image qui frappe. Il avait les traditions de sa caste, une piété simple et vivante, le mépris de la démocratie et des villes, un sang-froid et un courage que rien ne déconcertait, des idées nettes et précises, une confiance absolue dans son propre jugement. Pendant la révolution de 1848, il fit partie de la camarilla qui, auprès de Frédéric-Guillaume IV, combattait la politique des Camphausen, des Bunsen et des Radowitz. Les contradictions qu'on a souvent relevées depuis entre sa conduite à ce moment et la politique qu'il suivit plus tard sont plus apparentes que réelles. Il ne repoussait pas l'idée de l'unité de l'Allemagne, mais les conditions que le Parlement de Francfort voulait imposer à la Prusse, et s'il blâmait la guerre des Duchés, c'est qu'elle ne pouvait aboutir alors qu'à substituer dans le Schleswig-Holstein à l'autorité du Danemark la souveraineté d'un petit prince qui serait fatalement un voisin défiant et suspect. Il croyait du moins encore à la possibilité d'une entente cordiale avec l'Autriche : ses illusions ne survécurent pas longtemps à l'expérience. Délégué de la Prusse à la Diète fédérale, il fut bientôt en lutte ouverte avec les ministres autrichiens Thun, Prokesch-Osten, Rechberg (1851-1859). Il résuma ses impressions dans un rapport célèbre : « Je vois dans nos rapports fédéraux un vice que tôt ou tard il nous faudra guérir *ferro et igne*. »

De ce point initial, la nécessité d'une rupture avec l'Autriche, il déduisit toute sa politique. Aucun homme ne fut plus réaliste et moins asservi aux préjugés et aux sentiments : les souvenirs de 1806 ne le gênaient pas plus pour rechercher les bons offices de Napoléon que ceux d'Olmütz pour briguer les bonnes grâces de Gortchakof. Les dettes qu'il contractait ainsi ne le tourmentaient guère, parce qu'il se savait assez d'ingéniosité pour se dérober à ses obligations; si ses créanciers fussent devenus trop exigeants, comme il était « plus Prussien qu'Allemand », il n'eût pas nié leurs créances, pourvu que son propre gain lui eût paru suffisant. La partie était grosse, il mettait le plus de

chances de son côté et calculait soigneusement les coups; pour le reste, il s'en remettait à la fortune, et comme les grands joueurs, aimait à coudoyer le péril et à sentir l'abîme. La puissance d'imagination et la hardiesse d'entreprise qui sont la marque même des politiques de haute marque étaient corrigées chez lui par beaucoup de finesse, de prudence et de bon sens. Les scrupules ne l'arrêtaient pas plus que les rancunes; les traités n'étaient pour lui que des combinaisons momentanées. et il les jugeait épuisés aussitôt qu'il en avait tiré les avantages désirés. Dès son arrivée aux affaires, il s'expliqua nettement avec l'ambassadeur autrichien : « Il faut que nos rapports avec l'Autriche deviennent meilleurs ou pires; nous désirons la première solution, il faut que nous nous préparions à la seconde. » Et comme le comte Karolyi plaidait les circonstances atténuantes, remontrait que les difficultés dont se plaignait Bismarck avaient leur origine dans l'histoire et dans le rôle que depuis des siècles l'Autriche jouait en l'Allemagne : « Portez votre centre à Pesth », lui répliqua son interlocuteur. Le ministre d'Autriche, Rechberg, releva aigrement cette invite. Sa mauvaise humeur ne surprit probablement pas Bismarck : il n'était pas assez naïf pour supposer qu'il atteindrait par la persuasion pure le but de ses ambitions. Il s'attacha dès lors à préparer en Europe une constellation politique favorable.

Ses adversaires l'accusaient de chercher au dehors une diversion à ses embarras intérieurs : ils exagéraient. Il n'avait aucune sympathie pour les libéraux, moins encore parce qu'il les redoutait que parce qu'il les jugeait un peu niais, avec leur manie de prendre des formules pour des forces. Il reconnaissait cependant à leurs griefs quelque fondement légitime; s'ils refusaient rageusement au gouvernement les crédits militaires, c'est qu'ils ne croyaient pas à son énergie; le meilleur moyen de désarmer leur opposition était de satisfaire l'orgueil national; il n'avait pas oublié la révolution de 1848 et comment les doctrinaires de Francfort avaient renié leur programme pour se ranger autour de Frédéric-Guillaume IV; il comptait à force de gloire acheter leur abdication. Le roi, fort ému, songeait à quitter le pouvoir; Bismarck se déclara prêt à gouverner sans majorité,

sans budget; aux députés qui lui reprochaient de violer la constitution, il répliqua qu'elle n'avait pas prévu le cas où l'assemblée refuserait au souverain les ressources nécessaires, que la vie était faite de compromis, et que si l'une des parties s'y refusait, il se produisait des conflits : alors, celui qui avait la puissance marchait de l'avant. Le comte Schwerin précisa sa formule dans la phrase célèbre : la force prime le droit. La Chambre déclara que le ministre n'avait pas sa confiance (1863); elle fut de nouveau dissoute. Une ordonnance permit aux fonctionnaires de suspendre les journaux après deux avertissements. Dans le pays, l'émotion était extrême, divers conseils municipaux supplièrent le roi de rétablir l'entente entre la dynastie et le peuple; leurs adresses furent fort mal accueillies : ils s'abstinrent de paraître aux cérémonies officielles, ne célébrèrent plus la fête du souverain. Le prince royal, de tout temps hostile à Bismarck, protesta publiquement contre sa politique. Les menées du ministre de l'intérieur, Eulenburg, n'empêchèrent pas les électeurs de renvoyer à la Chambre les députés de l'opposition; les sessions de 1863 et de 1864 furent des plus orageuses.

Le Congrès de Francfort et les affaires de Pologne.

— Cette crise constitutionnelle déconcertait les partisans de la Prusse en Allemagne, et ses adversaires essayaient de profiter de leurs embarras. Le ministre autrichien, Rechberg, qui jadis à Francfort avait eu maille à partir avec Bismarck et qui l'avait même provoqué en duel, était un sanguin, mais il avait l'esprit droit; il connaissait les faiblesses de l'Autriche et son isolement en Europe : la prudence ordonnait d'éviter les grands projets et les vastes ambitions. Malheureusement, tous ses collègues n'avaient pas la même sagesse. Schmerling, qui en 1848 avait été ministre du Vicaire impérial, avait, avec une extrême confiance dans son génie, beaucoup de désinvolture et de hardiesse; pour assurer en Autriche la domination de l'élément germanique, il voulait établir solidement l'autorité de François-Joseph en Allemagne, sans s'apercevoir que c'était un cercle vicieux. Il avait pour lui les directeurs même du ministère des Affaires étrangères, Meysenbourg, Biegeleben surtout, instruit, éclairé, mais dominé par des idées préconçues et des préjugés fanati-

ques. L'adjudant-militaire de l'empereur, Maurice Esterhazy, plein d'esprit, fort séduisant, mais mal pondéré, hésitant, reculant avec épouvante devant les « microbes de la goutte d'eau qu'il étudiait au microscope », jaloux de toute influence rivale, minait sourdement Rechberg. Le parti clérical, à la suite des événements d'Italie, était fort animé dans toute l'Europe et il combinait une croisade dont l'Autriche aurait l'initiative.

François-Joseph, qui n'abandonnait à personne la conduite de la politique étrangère, n'était pas toujours garanti contre les imprudences par son bon sens naturel ; très consciencieux, servi par une mémoire remarquable, il se perdait un peu dans les détails. Napoléon III l'accusait de manquer d'énergie ; il serait peut-être plus exact de dire qu'il manquait de constance. Il se réservait la décision dans les affaires importantes, c'est-à-dire qu'il choisissait parmi ses conseillers un confident dont il suivait les inspirations ; mais il ne lui pardonnait pas cet empiétement sur sa personnalité et se séparait secrètement de lui au moment même où il lui donnait la preuve décisive de sa faveur ; de là dans sa politique une certaine incohérence qu'expliquent aussi en partie le découragement et la tristesse laissés dans l'esprit de l'empereur par les épreuves qu'il avait traversées.

Schmerling le décida à prendre l'initiative d'une réforme fédérale qui eût réduit la Prusse à une situation subordonnée en Allemagne, et comme un exemple récent prouvait qu'on ne l'obtiendrait pas de la Diète, de s'adresser directement aux souverains. Il les convoqua au congrès de Francfort (17 août 1863). La réunion fut très brillante. François-Joseph révéla des talents inattendus de président de Parlement, fort bien secondé par le roi de Saxe, qui conduisait la majorité. Le roi de Prusse, retenu par Bismarck, ne parut pas, et son abstention frappait de nullité les résolutions de Francfort. Quand Rechberg, qui n'avait d'ailleurs accepté le projet de Schmerling qu'à son corps défendant, demanda aux princes de passer outre, ils se dérobèrent. L'Autriche, une fois de plus, faisait l'expérience de la valeur réelle de ses alliances.

Bismarck ne s'était pas ému un seul moment de tout ce tapage et, pendant que ses adversaires couraient après des

ombres qui s'évanouissaient entre leurs bras, il s'assurait la reconnaissance de la Russie. Au commencement de 1863, une insurrection avait éclaté en Pologne. Le ministre prussien avait besoin pour ses projets de la connivence des cabinets de Paris et de Pétersbourg. Mais une entente cordiale entre eux l'eût paralysé ; la France et la Russie alliées n'avaient aucun besoin de la Prusse et aucune raison pour accepter les bouleversements qu'elle préparait. Tandis que Napoléon se laissait entraîner par l'Angleterre et l'Autriche dans des négociations qui irritèrent profondément la Russie, la spontanéité avec laquelle Bismarck offrit son appui à Alexandre II toucha vivement le tsar. Napoléon III, de son côté, quand il eut reconnu l'inanité de l'appui que lui offrait l'Autriche, se montra plus irrité de sa faiblesse, qui frisait la perfidie, que de la réserve loyale et nette de la Prusse. A la fin de 1863, la situation politique générale de l'Europe était ainsi très favorable à une initiative hardie de Bismarck : l'Autriche, découragée par sa tentative avortée de Francfort, était fort effrayée des déclarations de principes qui partaient de Paris ; la France s'était aliéné la Russie et gardait rancune à l'Angleterre de sa déloyauté ; la Prusse avait pour elle l'amitié de Gortchakof et elle ne rencontrait en face d'elle que des ennemis déconcertés et divisés. La mort du roi de Danemark, Frédéric VII (15 novembre 1863), fournit au ministre prussien l'occasion d'engager la partie.

La guerre de Danemark. — Jamais Bismarck n'a donné de preuves plus remarquables de la souplesse et de la vigueur de son esprit, comme de son indifférence absolue pour le droit écrit et la morale traditionnelle, que dans la façon dont il exploita la question des Duchés. Le traité de Londres (8 mai 1852) n'avait été qu'un armistice ; la Prusse et l'Autriche, en reconnaissant l'intégrité de la couronne danoise et la succession de Christian de Glücksbourg, avaient obtenu des *éclaircissements* qui leur permettaient de rouvrir la querelle, quand elles le jugeraient bon. En réalité, deux principes se trouvaient en présence ; le sentiment national, qui réclamait des territoires en grande partie occupés par des Allemands, s'inscrivait en faux contre les traités qui reconnaissaient les titres du Danemark.

Les plaintes aigres de la Diète maintenaient la question à l'ordre du jour; la prévoyance de Bismarck s'en réjouissait : « Il y a là, écrivait-il, un cas de guerre que l'on peut invoquer dès que la situation européenne sera favorable. »

A la mort de Frédéric VII, le duc Frédéric d'Augustenbourg, malgré la renonciation de son père, réclama les duchés; l'opinion publique allemande se prononça pour lui avec fureur et la Diète suivit, bien que la plupart des gouvernements eussent adhéré au traité de Londres. Le Schleswig, à cheval sur la Baltique et la mer du Nord, avec la magnifique rade de Kiel, était une proie tentante pour la Prusse : « J'ai toujours pensé, disait plus tard Bismarck, que l'annexion était la meilleure des solutions. » Pour ne pas effaroucher l'Europe, il feignit de blâmer l'intempérance de la Diète, ne reconnut pas Augustenbourg, se plaignit seulement que le Danemark eût violé les conditions du traité de Londres et le somma d'accorder aux Duchés les garanties et l'autonomie qu'ils réclamaient. La Chambre prussienne s'indigna de sa faiblesse, lui reprocha de livrer à l'étranger les Marches du nord. En revanche, les puissances étrangères, dupes ou complices, le laissèrent agir, et l'Autriche, où Rechberg, à la suite de ses dernières déconvenues, désirait un rapprochement avec la Prusse, mais qu'aurait effrayée une solution révolutionnaire, le suivit : « Nous avons éprouvé en 1849, disait Bismarck, qu'il n'est pas bon d'être un contre quatre; deux contre trois, la proportion est plus favorable. » Les avis n'avaient pas manqué à Rechberg; on chasserait les Danois des Duchés, mais comment en chasserait-il ensuite les Prussiens? Sans nier le danger, il jugeait plus prudent de ne pas laisser Bismarck agir seul.

Au mois de janvier 1864, la Prusse et l'Autriche, se substituant à la Diète malgré ses protestations, attaquèrent le Danemark; puis, après avoir forcé les Danois à évacuer les lignes de Danewirk, qui ferment l'entrée du Schleswig, Bismarck décida l'Autriche à envahir le Jutland; les lignes de Düppel furent enlevées après un siège de six semaines (18 avril), le Jutland occupé presque tout entier. Le roi de Prusse n'était pas éloigné à ce moment de reconnaître les droits de Frédéric

d'Augustenbourg : Bismarck s'y résignait sans plaisir, et pour se mettre en garde contre son ingratitude probable, il exigea de lui des conditions qui l'auraient mis dans la complète dépendance de la Prusse. Frédéric essaya de discuter; ses réserves parurent de mauvais ton. Après tout, les Duchés appartenaient aux puissances qui les avaient conquis. Rechberg, bien qu'il jugeât la théorie dangereuse, n'osa pas protester; les grandes puissances, très divisées, ne lui auraient fourni aucun appui; sa politique, en général raisonnable et sensée, était hésitante et timide; il n'aimait pas aborder les difficultés de front et comptait sur le temps. Le traité de Vienne (30 octobre 1864) céda à la Prusse et à l'Autriche les droits du Danemark sur le Lauenbourg, le Holstein et le Schleswig.

La convention de Gastein. — L'Autriche était fort embarrassée de son acquisition. Rechberg, pour se dégager d'une situation délicate, n'eût pas demandé mieux que d'abandonner ses droits moyennant une très légère concession territoriale, le comté de Glatz par exemple. Mais c'est un principe chez les Hohenzollern que les territoires qui ont eu un moment l'honneur d'être gouvernés par eux ne sauraient passer sous une autre domination. Même des concessions plus modestes lui furent refusées, et Schmerling, heureux de prendre sa revanche, obtint qu'il fût remplacé par Mensdorff-Pouilly. Le comte Mensdorff était un général de cavalerie dont l'expérience diplomatique était faible; il n'avait accepté le poste de ministre des Affaires étrangères que par obéissance, et, comme il se défiait de lui-même, il ne mit pas toujours assez de fermeté à soutenir ses opinions. Ses avis étaient sages; il pensait que, dans les circonstances actuelles, le mieux était de se dégager à tout prix de l'impasse où l'on était acculé, en évitant une rupture; ni Schmerling, ni Esterhazy, ni la cour ne partageaient sa modération.

Les relations de Berlin et de Vienne, au lendemain de la paix de Vienne, n'étaient rien moins que bonnes. Bismarck, qui ne voulait à aucun prix renoncer aux Duchés, s'attendait à l'opposition de l'Autriche, et sans exclure toute pensée de réconciliation, ne la désirait guère. « La guerre de 1866, a

écrit plus tard Moltke, n'est pas née de la nécessité de défendre notre propre existence menacée; ce fut un conflit reconnu nécessaire dans le cabinet, depuis longtemps prémédité et lentement préparé. » Le roi ne les suivait pas sans répugnance. Bismarck se rapprochait de la France, avertissait l'Italie : c'étaient là des alliances suspectes et qui déplaisaient au souverain. La partie à jouer était grosse et le résultat douloureux, la campagne du Schleswig ne permettait pas d'augurer les triomphes foudroyants de 1866 : les Autrichiens n'avaient pas fait mauvaise figure et les fautes des généraux prussiens avaient par moments compromis le succès des plans de Moltke. Bismarck, de son côté, n'était pas sûr de Napoléon III. Quand l'Autriche, qui était en pleine crise de réorganisation intérieure et qui, avant de régler son compte avec la Prusse, voulait se réconcilier avec les Hongrois, lui proposa une transaction, il l'accepta sans trop de difficulté. La convention de Gastein (14 août 1865) était, suivant les paroles du roi, « une victoire qui n'avait pas coûté de sang » ; la Prusse et l'Autriche, en réservant leurs droits collectifs de propriété, se partageaient l'administration des Duchés; la Prusse obtenait la pleine possession du Lauenbourg moyennant 2 millions et demi d'écus danois. C'était un précédent grave; surtout l'Autriche se compromettait de nouveau dans un marché d'une moralité douteuse, froissait les autres princes allemands, abandonnait au moins en apparence le duc d'Augustenbourg.

La guerre de 1866. — François-Joseph avait payé cher le répit qu'il jugeait nécessaire. Au lendemain de Gastein, les difficultés reparurent; Bismarck se plaignait âprement de la conduite de Gablenz, qui représentait le gouvernement autrichien dans le Holstein et qui menaçait, disait-il, « les principes monarchiques, l'ordre public et l'union des deux puissances ». Il partit pour Biarritz afin de s'assurer des dispositions de Napoléon III : l'empereur refusa de prendre aucun engagement précis; il voulait garder les mains libres pour tirer de la situation le meilleur parti possible, mais il désirait une rupture entre l'Autriche et la Prusse; son attitude n'avait rien de décourageant, il poussait secrètement en avant le cabinet italien.

L'Autriche, menacée d'être prise entre deux feux, s' alarma, réunit quelques régiments : la Prusse jeta les hauts cris, compléta et hâta ses préparatifs militaires et signa avec l'envoyé de La Marmora, le général Govone, le traité du 8 avril 1866 par lequel l'Italie s'engageait à attaquer l'Autriche si dans un délai de trois mois la Prusse avait commencé les hostilités.

Que ferait la Diète? Malgré leurs griefs récents contre Vienne, les princes penchaient vers l'Autriche. Bismarck leur jeta dans les jambes un projet de réforme radicale de la constitution fédérale, demanda qu'on convoquât un Parlement élu au suffrage universel et où les députés de la nation discuteraient avec les représentants des souverains les bases d'une organisation nouvelle de l'Allemagne. Ce libéralisme subit parut suspect : pourtant, en dépit d'eux-mêmes, en face des perspectives qu'on leur ouvrait, les libéraux se troublèrent et les adversaires de la Prusse furent déconcertés. Les propositions de Bismarck n'empêchèrent pas les cabinets de s'unir à l'Autriche, et il ne l'espérait guère; elles ralentirent leur action, servirent de prétexte à leurs hésitations d'abord, et à leur défection ensuite. De plus, il avait nettement posé la question. « Il ne s'agissait pas de conquérir des territoires, écrira plus tard Moltke, mais de la domination de l'Allemagne. » En fait, l'un n'empêchait pas l'autre; du moins la guerre prenait un caractère moins égoïste et plus rassurant pour ceux dont la faiblesse ne demandait qu'à se laisser convaincre.

Les événements prouvèrent l'énorme supériorité de la Prusse sur ses adversaires, et la confiance des généraux dans le succès était absolue. Au moment de commencer la guerre, il n'est pas étonnant cependant que le roi ait éprouvé quelque angoisse. La Bavière, la Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, même Bade étaient alliés à l'Autriche, et, bien que leurs armées fussent médiocres, il fallait détourner contre eux une partie des bataillons prussiens; les sujets se serraient autour de leurs chefs, et un manifeste du comité central de l'Union nationale protestait contre une guerre « dont les raisons et le but étaient incertains ». En Prusse, l'opinion publique était fort excitée contre le ministre, et le 7 mai, un étudiant, Jules Cohen, tirait sur lui cinq

coups de revolver. De toutes parts arrivaient des adresses pacifiques; dans la Silésie, les curés prêchaient en chaire contre la politique du cabinet; dans les provinces rhénanes, il avait fallu recourir à la force pour faire monter en chemin de fer les hommes de la réserve, et l'archevêque de Mayence, dans une lettre presque menaçante, excusait la mauvaise volonté des soldats qui n'obéissaient « qu'avec mauvaise humeur et répugnance, uniquement par esprit de discipline et sans aucun enthousiasme ». Dans ces dispositions, un échec eût entraîné pour la dynastie les conséquences les plus sérieuses. Les nouvelles du dehors n'étaient pas beaucoup plus rassurantes.

En France, l'opinion déplorait l'abandon des traditions de notre diplomatie, et l'empereur s'alarmait par moments des responsabilités qu'il encourait. Ses sympathies pour la Prusse n'excluaient pas la possibilité d'un revirement. Quand l'Autriche manifesta l'intention de se rapprocher de la France et de céder la Vénétie à l'Italie, il ne repoussa pas ses offres, et, pour gagner du temps, proposa la réunion d'un congrès. Le cabinet de Vienne avait à l'accepter un intérêt manifeste : l'Italie faisait grise mine au cadeau qu'on lui offrait, se déclarait liée par le traité du 8 avril; le 8 juillet, ses scrupules auraient perdu tout prétexte. Par un inexplicable aveuglement, le cabinet de Vienne repoussa le congrès. Mensdorff-Pouilly n'avait plus réellement en mains la direction des affaires et s'abandonnait au courant avec une tristesse lassée. On attribue en général à Maurice Esterhazy la responsabilité d'une décision qui eut pour résultat de livrer l'Autriche isolée aux attaques combinées de la Prusse et de l'Italie. A quelle pensée céda-t-il? A des suggestions cléricales? — Le traité signé par l'Autriche avec la France (12 juin) semblerait l'indiquer : elle s'engageait à céder la Vénétie dans tous les cas et à n'apporter aucun changement à la situation politique et territoriale de l'Allemagne sans le consentement de la France; en revanche, elle obtenait la promesse que les possessions pontificales ne seraient pas menacées. — Plus sans doute que ces influences, ce qui détermina le coup de tête de la cour de Vienne ce fut le désarroi

dans lequel elle se trouvait, l'exaspération où l'avait réduite son adversaire et comme une sorte de désespoir.

Le 11 juin, les Prussiens prenaient possession du Holstein et l'Autriche demandait à la Diète de Francfort la mobilisation de l'armée fédérale, que votaient les quatre royaumes, les deux Hesse et le Nassau. La Prusse avait devant elle trois groupes d'adversaires : Cassel et le Hanovre à l'ouest, les États du Sud au delà du Mein, enfin l'Autriche, dont la Saxe formait l'avant-garde. Elle avait sur ses adversaires l'avantage de la situation, de l'organisation et de l'armement. Moltke, sans être un stratège de génie, avait compris toutes les ressources qu'offraient aux généraux les découvertes modernes et il créa la guerre scientifique. Roon avait préparé pour le seconder des officiers pleins de zèle, de confiance et d'ardeur, dont l'esprit de hardiesse et d'entreprise détermina le succès. Quelques marches rapides mirent hors de combat l'électeur de Hesse et le roi de Hanovre. Les troupes hanovriennes, qui essayaient de se dérober pour rallier les armées méridionales, marchèrent trop lentement et, après le combat de Langensalza, capitulèrent (29 juin). Francfort fut occupée, frappée d'une contribution de 25 millions de florins, si durement traitée qu'un des bourgmestres, désespéré, se tua. « Tous les pays au nord du Mein sont aux pieds de Votre Majesté », écrivait à son maître le général Vogel de Falckenstein. Manteuffel, qui le remplaça, poussa vivement devant lui les Badois et les Hessois; Nuremberg ouvrit ses portes, la Vieille-Bavière allait être envahie quand arriva l'armistice.

En Bohême, Benedek avait 250 000 hommes en face des 300 000 soldats que commandaient le prince royal et le prince Frédéric-Charles. Son artillerie était supérieure à l'artillerie prussienne, sa cavalerie, excellente. Mais le fusil Dreyse assurait à l'infanterie prussienne un immense avantage; dans toutes les rencontres, les pertes des Autrichiens furent trois fois plus grandes que celles de leurs adversaires. Après la campagne d'Italie, l'état-major autrichien avait adopté la tactique de l'offensive et les charges à rangs serrés; les Prussiens, qui combattaient en tirailleurs, profitant de toutes les ressources

du terrain, habitués aux mouvements tournants et aux attaques de flanc, arrêtaient les colonnes ennemies par leurs feux convergents, et quand elles se repliaient, les décimaient. Benedek, qu'avaient rendu populaire ses succès en Italie et dont l'opinion publique avait imposé la nomination, était un excellent divisionnaire, mais il ne se sentait pas de taille à conduire une armée; les instances réitérées de l'empereur et de l'archiduc Albert l'avaient seules déterminé à accepter une mission qui l'écrasait, et il mit une modestie peut-être excessive à exécuter sans les discuter les plans de Henikstein et de Krismanic. Ce dernier était un théoricien, de plus de science que de coup d'œil, entièrement dominé par les traditions du XVIII^e siècle; ses lenteurs et sa prudence furent vite désorientées par l'impétuosité de l'invasion. Tandis que Moltke, après avoir initié les généraux à ses projets, leur laissait dans l'exécution une large initiative, le quartier général autrichien entendait tout diriger et les commandants de corps exécutaient mal des ordres qu'on ne leur expliquait pas; parmi eux plus d'un devait sa situation à sa naissance plus qu'à son talent, et ils ne furent pas tous égaux à leur tâche. Il ne faudrait pas d'ailleurs exagérer l'importance de ces considérations personnelles, et il est douteux que le génie d'un général eût réussi à compenser longtemps la supériorité qu'assuraient aux envahisseurs leur armement et leur organisation.

Les retards de Benedek laissèrent aux Prussiens le temps d'occuper la Saxe sans coup férir, mais ils eurent peur d'une invasion en Silésie, et ils y réunirent une armée importante que commanda le prince royal. Quand ils cherchèrent ensuite les Autrichiens en Bohême, ils pénétrèrent par trois lignes assez éloignées. Entre Frédéric-Charles, qui s'avancait par la trouée de l'Elbe et Reichenberg, et le prince royal qui devait déboucher par les défilés des monts des Géants, Benedek avait une position avantageuse, dont il ne tira pas tout le parti possible. Frédéric-Charles, qui n'avait en face de lui que des forces inférieures, franchit l'Iser mal défendu par Clam-Gallas, et après les combats de Hünérwasser, Liebenau, Podol, Münchengrätz et Jitchin (26-29 juin), rejeta sur Sadowa et Kœnig-

grætz la gauche autrichienne en désordre. Krismanic avait songé à le battre avant l'arrivée du prince royal; il perdit quarante-huit heures et déjà l'armée de Silésie entrait en ligne. Un de ses corps avait été arrêté d'abord par Gablenz à Trautenau (27 juin), mais Gablenz, pris en flanc par la garde, est battu à Burkersdorff (Trautenau-Soor) et se replie en désordre; Steinmetz est victorieux à Nachod (27 juin), à Skalitz (28 juin), à Schweinschædel (29 juin). Les deux armées prussiennes prennent contact et le roi rejoint le quartier général avec Moltke, Roon et Bismarck.

Les derniers combats avaient coûté 40 000 hommes aux Autrichiens; presque toutes leurs divisions avaient été engagées et leur moral avait souffert. — « Je prie instamment Votre Majesté, télégraphiait Benedek (1^{er} juillet), de conclure la paix à tout prix; une catastrophe pour l'armée est inévitable. » La prudence eût ordonné d'éviter une rencontre, de ménager les ressources de la monarchie, en laissant aux puissances étrangères le temps d'intervenir. François-Joseph voulut sauver l'honneur par une grande bataille. L'armée autrichienne occupait, un peu au nord de Kœniggrätz, sur la rive droite de l'Elbe une position très forte, solidement retranchée sur les hauteurs de Lipa et de Tsistovets, que couvrent la Bystritsa et la Trotina. Le 3 juillet, Frédéric-Charles franchit sans grande difficulté la Bystritsa, mais, quand il voulut sortir de Sadowa, il fut arrêté par le feu effroyable de l'artillerie autrichienne établie en étages sur les hauteurs : peut-être si Benedek eût à ce moment lancé ses réserves sur les divisions prussiennes ébranlées, leur eût-il infligé un échec. Il craignait l'entrée en ligne du prince royal, qui dessina son attaque vers midi. A la droite autrichienne, Festetics, Thun et Mollinary, entraînés par le combat, avaient sans ordre attaqué Swiep Wald, héroïquement défendu par le général prussien Fransecky, et leurs troupes étaient déjà épuisées quand elles furent surprises par l'arrivée de nouveaux ennemis. Le prince royal s'avança rapidement jusqu'à Chlum, centre des positions ennemies. Dans un assaut furieux pour reprendre Chlum, une colonne d'attaque de 18 000 hommes perdit le tiers de son effectif. Les

troupes fléchirent et Benedek ordonna la retraite; elle fut couverte par l'artillerie, dont le dévouement fut admirable. Les vainqueurs, très fatigués et qui ne se rendirent pas immédiatement compte de l'importance de leur succès, laissèrent deux jours de répit aux vaincus, et ces retards sauvèrent d'un désastre complet les Autrichiens; ils avaient perdu 13 000 morts, 18 000 blessés, 13 000 prisonniers; les Prussiens avaient eu 9 000 hommes hors de combat.

Les préliminaires de Nikolsbourg et la paix de Prague. — Benedek se replia sur Olmütz et le prince royal l'y suivit tandis que Frédéric-Charles marchait sur Vienne. François-Joseph n'avait plus d'autre espoir que l'intervention de l'Europe. L'archiduc Albert avait battu les Italiens à Custoza (24 juin); de ce côté, par conséquent, l'honneur militaire était sauf: l'empereur céda officiellement la Vénétie à Napoléon et sollicita sa médiation. La diplomatie française, qui avait fondé ses calculs sur la défaite de la Prusse ou tout au moins sur une guerre longue et meurtrière qui épuiserait les combattants, était en plein désarroi. Le plus sage eût été de faire appel à l'Europe, d'accueillir la pensée d'un congrès que proposait Gortchakof. Au lieu de cela, on déclina les offres de la Russie, puis on se laissa attarder à de vaines négociations dont la Prusse profita pour pousser ses avantages. Le 14 juillet, la Moravie tout entière était occupée moins Olmütz, et les avant-postes prussiens arrivaient à Znaim (à dix milles de Vienne); après le combat de Tobitschau (15 juillet), qui prouvait la désorganisation de l'armée autrichienne, Benedek était coupé du Danube, qu'il ne pouvait désormais rejoindre que par un long circuit vers l'est; le quartier général prussien était porté à Nikolsbourg, à douze milles de la capitale de l'Autriche. Dans cette monarchie, qui n'a jamais été qu'une association assez lâche de peuples divers, le malheur public surexcitait les passions particularistes. La Hongrie refusait tout secours tant qu'elle ne serait pas rétablie dans ses prérogatives. L'Autriche succombait, non moins que sous les forces de son ennemi, sous le poids des fautes séculaires de sa dynastie et de ses faiblesses intimes.

L'espoir que François-Joseph avait placé dans la France se

dissipait rapidement; Drouyn de Lhuys lui conseillait d'accepter les conditions de Bismarck, « parce que la continuation de la lutte dans les conditions actuelles serait la ruine de la monarchie et que Napoléon était résolu à ne pas précipiter la France dans une guerre ». Rassurée de ce côté, la Prusse n'avait rien à ménager. Le roi était fort exigeant : c'était un esprit simpliste, et il tenait moins à étendre son influence qu'à accroître son territoire. Son ministre eut grand'peine à le convaincre qu'on risquait de tout compromettre en voulant trop réclamer. François-Joseph avait envoyé Beust à Paris, pour tenter un dernier effort. Il trouva l'empereur malade, sans volonté, balbutiant comme un enfant : je ne suis pas prêt. « Quand la chaste Autriche se fut décidée à accorder à Napoléon ses dernières faveurs, disait une dame à Vitzthum d'Eckstædt, elle n'a trouvé.... qu'un Abélard après la lettre. »

Les principaux points du traité avaient été fixés à Paris entre l'ambassadeur prussien Goltz et Napoléon : l'Autriche sortait de l'Allemagne; une confédération du Nord serait placée sous la direction militaire de la Prusse, qui recevait les duchés de Schleswig et de Holstein; les États du Sud formeraient entre eux une confédération particulière. Le roi était indigné, il demandait une partie de la Silésie, la Saxe, Ansbach et Bayreuth. Goltz obtint du moins la promesse que la France ne s'opposerait pas à ce que la Prusse s'annexât trois ou quatre millions d'habitants. Les négociations, qui s'ouvrirent à Nikolsbourg le 22 juillet, faillirent échouer sur la question de la Saxe; Bismarck exigeait que le roi Jean entrât dans la confédération du Nord. On discuta encore à ce moment, à Vienne, la pensée de reprendre les hostilités et on s'y fût sans doute décidé si on avait été sûr de l'appui énergique de la France. Moltke a toujours affirmé que la Prusse, qui avait à ce moment-là 600 000 hommes sous les armes, était prête à toutes les éventualités. Bismarck était moins rassuré : l'archiduc Albert défendait le Danube avec 250 000 hommes; il y avait dans l'Allemagne du Sud 100 000 Bavares, Wurtembergeois et Badois que l'appoint d'un corps d'armée français eût rendus vite formidables; le choléra décimait l'armée prussienne. Était-il

sûr de plus que la Russie eût assisté indifférente à la guerre, ou n'eût-elle pas au moins vendu fort cher sa neutralité? Bismarck fut sans doute bien inspiré en ne poussant point les choses à l'extrême et en obtenant du roi des concessions qui, sans diminuer en rien son triomphe réel, rendirent la résignation plus facile à l'Autriche. Les préliminaires furent signés à Nikolsbourg (26 juillet) et la paix définitive conclue à Prague le 23 août.

Malgré les difficultés qui surgirent à la dernière heure, il était évident que l'Autriche ne tenterait pas la fortune des armes avant d'avoir reconstitué son armée. La France demeurait isolée, atteinte dans son prestige, compromise par ses hésitations et l'incertitude de ses vues. Quand Benedetti présenta à Bismarck une demande de compensations, celui-ci le prit de haut, refusa même une rectification de frontières. Il avait rétabli ses relations cordiales avec la Russie; l'heure était à tout jamais passée de lui imposer un contrat onéreux d'alliance. « Le fusil à aiguille est roi », écrivait le *Times*. Le gouvernement français, qui n'avait à accuser que lui-même de ses déconvenues, garda rancune à la Prusse de ses propres maladresses. Le roi, d'autre part, ne pardonnait pas à Napoléon d'avoir arrêté aux portes de Vienne ses troupes victorieuses. Le sentiment national allemand, si prompt à s'alarmer, s'indignait des ambitions de notre cabinet, et Bismarck, très adroitement, détourna sur nous les colères qu'avait allumées l'ambition prussienne. Il avait d'abord effrayé les rois vaincus par l'étalage de ses prétentions; ils n'en furent que plus empressés à se serrer autour de lui, quand ils aperçurent le moyen de rentrer en grâce.

La nouvelle Prusse et la Confédération du Nord. — Il avait suffi d'une campagne de trois semaines pour modifier la situation de l'Europe et substituer à l'hégémonie française l'hégémonie allemande. On a calculé que les indemnités pécuniaires imposées aux vaincus représentaient environ 300 millions de francs, « ce qui prouve, disait le colonel Borbstædt, qu'une bonne armée n'est pas toujours improductive, quoique prétendent les professeurs d'économie politique ». Gain plus durable,

les nouveaux traités avaient accru le territoire de la Prusse de 1 300 milles carrés et sa population de 4 300 000 habitants. La Bavière lui avait cédé deux petits territoires près d'Orb, dans le Spessart, et l'enclave de Kaulsdorf; la Hesse-Darmstadt lui abandonnait la Hesse-Hombourg, diverses parties de la Hesse supérieure et le droit exclusif de tenir garnison dans Mayence. Sur-tout, la loi du 20 septembre 1866 sanctionnait la réunion du royaume de Hanovre, de l'électorat de Hesse-Cassel, du grand-duché de Nassau et de la ville de Francfort; le 24 décembre, après que le duc d'Oldenbourg eut consenti à abandonner ses droits moyennant une large indemnité, la Diète vota l'annexion des duchés danois. La Prusse compta alors environ 24 millions d'habitants.

Le gouvernement prussien avait à ce moment, pour constituer l'unité allemande, une tâche triple : il lui fallait à la fois fondre dans la monarchie ses nouveaux sujets, établir solidement son autorité sur les États du Nord qui avaient échappé à la conquête, et préparer les États du Sud dont les traités garantissaient l'indépendance à accepter sa suzeraineté. Bismarck fit preuve dans cette œuvre d'une habileté merveilleuse qui disparaît un peu dans l'éclat de ses triomphes diplomatiques, mais qui restera un de ses titres de gloire les plus incontestables. Il est vrai que les victoires de Bohême avaient rendu son œuvre relativement facile.

Quelque légitimes que fussent leurs griefs et tenaces leurs colères, les députés de l'opposition se sentaient depuis 1864 moins solidement soutenus par le pays. Des élections eurent lieu le 3 juillet 1866, le jour même de la victoire de Sadowa; on ne saurait s'étonner que les progressistes, vivement combattus par le gouvernement, soient revenus moins nombreux; parmi les libéraux, beaucoup n'avaient refusé au ministère les ressources qu'il demandait que parce qu'ils n'avaient pas confiance dans son énergie et son habileté; d'autres craignaient de pousser à bout le roi, qui, grisé par la victoire, pouvait prêter l'oreille aux absolutistes et supprimer la constitution. Le 24 octobre, quelques-uns des orateurs les plus écoutés et des chefs les plus respectés de l'ancien parti progressiste,

Twesten, Forckenbeck, Lasker, von Unruh, décidèrent de soutenir le gouvernement dans la politique extérieure et de se maintenir pour les questions intérieures sur le terrain d'une opposition vigilante, mais loyale. Ils formèrent le groupe *national-libéral*, auquel se rallia l'ancien centre gauche, et que renforcèrent des libéraux venus des provinces annexées, qui n'avaient pas connu les anciennes querelles : Gumbrecht, de Francfort, Etker, de Cassel, le président de la diète de Nassau, Braun, surtout deux Hanovriens, Bennigsen et Miquel, qui jouèrent depuis lors dans les Diètes prussiennes un rôle fort important. Par une évolution analogue, les conservateurs libéraux, en général recrutés parmi les grands propriétaires de Silésie, se détachèrent des intransigeants du « parti de la Croix ». Il y avait là les éléments d'une majorité de gouvernement que ses récentes expériences rendraient facilement maniable. Les libéraux tenaient moins à leurs principes politiques qu'à leurs doctrines nationales et économiques ; se recrutant en général parmi les classes bourgeoises, ce qu'ils reprochaient surtout à la royauté, c'était de confondre sa cause avec celle de la noblesse. L'aristocratie, qui avait si chaudement soutenu Bismarck, fit bientôt l'épreuve de son ingratitude. L'Allemagne était déjà un grand centre d'activité commerciale et industrielle ; pour devenir la redoutable rivale des nations qui avaient jusqu'alors dominé le marché du monde, il suffisait que ses forces d'expansion fussent sollicitées par la disparition des mille barrières qui avaient si longtemps ralenti ses progrès. Il eût été singulièrement dangereux de rejeter dans l'opposition ces classes moyennes dont l'influence grandissait avec la richesse, et on eût risqué de s'aliéner pour longtemps les provinces conquises si on eût voulu les soumettre à la domination des *Junker* de l'Est. Bismarck n'abandonna aucune parcelle de l'autorité, mais il l'exerça dans l'esprit des libéraux, et après la royauté, ce furent les classes moyennes qui profitèrent le plus du nouveau régime.

Au lendemain de Sadowa, le ministre proposa au roi de mettre fin au conflit en demandant à la Chambre un vote d'indemnité pour les exercices budgétaires précédents. Il ne s'agissait pas

de faire amende honorable, et le roi déclara nettement que si des circonstances semblables se renouvelaient, il n'agirait pas autrement que par le passé. De fait, Bismarck contesta toujours au Parlement le droit d'exercer une influence prépondérante sur les affaires publiques, lui refusa impitoyablement l'abrogation du fameux article 109, en vertu duquel les impôts une fois consentis continuaient à être perçus indéfiniment; les libéraux se plaignaient amèrement de l'insolence des officiers, de la faveur que montrait à l'orthodoxie piétiste le ministre de l'Instruction publique, de l'exclusion où on les tenait. Leurs regrets étaient adoucis par les succès de la Prusse au dehors : on souriait en Allemagne des angoisses et des tiraillements de ces « hommes à l'âme double », nationaux et libéraux, plus nationaux que libéraux. Bismarck, qu'impatientaient leurs doléances et qui ne leur ménageait pas ses coups de boutoir, évita une rupture complète et maintint les formes du gouvernement constitutionnel. Elles lui furent fort utiles pour briser les résistances des pays annexés.

Les habitants des duchés danois, où le duc d'Augustenbourg avait eu de nombreux partisans, donnèrent la mesure de leur mauvaise humeur en élisant des progressistes; l'opposition ne prit un caractère intransigeant que dans les districts du Schleswig septentrional, habités par des Danois et que la Prusse retint en dépit de l'article 5 du traité de Prague. Dans le Nassau et la Hesse-Cassel, les anciennes dynasties n'avaient pas laissé de souvenirs très vifs; il n'en était pas de même du Hanovre; Georges V, de sa retraite d'Hietzing, entretenait les espérances de ses partisans, très nombreux dans les campagnes, où l'influence du clergé et de la noblesse était prépondérante; il avait formé avec quelques centaines de soldats qui lui étaient demeurés fidèles une légion des Guelfes; son journal, *la Situation*, poussait à la guerre contre l'Allemagne. L'Électeur de Cassel suivit son exemple. Bismarck confisqua les riches revenus qu'il avait offerts en échange de leur renonciation aux souverains dépossédés, et la Chambre mit ces *fonds guelfes* à sa disposition « pour suivre jusque dans leurs repaires les reptiles qui guettaient haineusement le nouvel État alle-

mand ». Il s'en servit surtout pour travailler l'opinion publique en créant ou en achetant des journaux. Plus que la rigueur et la corruption, les ménagements et le respect des traditions provinciales désarmèrent peu à peu les haines. En avouant qu'une partie seulement des populations reconnaissait la nécessité de l'annexion, Bismarck avait exprimé l'espoir qu'elles prendraient vite leur place dans la communauté nouvelle et plus étendue à la vie de laquelle elles allaient être mêlées. En somme ces prévisions ne furent pas trompées. Les sept députés welfes à la Diète ne purent qu'unir leurs protestations impuissantes aux députés danois et aux treize Polonais de Posen.

Débarrassée ainsi de tout grave souci intérieur, la Prusse était dès lors maîtresse de peser de tout son poids sur les petits princes qu'elle groupa autour d'elle. Le 4 août 1866, elle avait invité les États de l'Allemagne septentrionale à conclure avec elle une alliance d'un an, pendant laquelle on fixerait les bases de la confédération prévue par la paix de Prague. Les grands-duchés d'Oldenbourg et de Weimar, les deux Mecklembourgs, les duchés de Brunswick, d'Anhalt, de Cobourg-Gotha et d'Altenbourg, les principautés de Waldeck, Detmold, Bückebourg, Reuss branche cadette, Rudolstadt et Sondershausen ne firent aucune objection, de même que les villes de Hambourg, Brême et Lubeck. La régente Caroline, de la principauté de Reuss branche aînée, ne montrait pas d'enthousiasme : deux compagnies prussiennes occupèrent le pays ; le duc de Meiningen, Bernard, très autrichien, dut abdiquer en faveur de son fils. Le roi Jean de Saxe acceptait son malheur avec une dignité mélancolique : on lui accorda quelques menues faveurs, peu dangereuses ; la Hesse-Darmstadt entra dans la Confédération pour les territoires situés au nord du Mein. Qu'auraient pu, en face des 24 millions de Prussiens, ces 6 millions d'Allemands, répartis en 21 États dont beaucoup, sans avenir et sans passé, n'avaient même pas de regrets ? Bismarck s'attacha à ménager les apparences, prétendit n'exiger des princes « que le minimum de concessions sans lesquelles l'ensemble ne saurait subsister » ; il affectait de fonder « l'association nouvelle sur la confiance, et non sur la violence ». « Mettons l'Allemagne en selle, elle

saura bien galoper », répondait-il aux unitaires qui s'étonnaient de ses scrupules; il « avait assez de confiance dans le génie de son peuple pour croire que sur cette route il saurait bien trouver le chemin qui conduit au but ».

Discretion habile et peu coûteuse; le projet qui sortit des conférences de Berlin (15 décembre 1866-9 février 1867) n'en établit pas moins solidement l'hégémonie prussienne. Le *Bund* ou Confédération a à sa tête le roi de Prusse qui en est le président, le généralissime; le drapeau fédéral (blanc-noir-rouge) est le drapeau prussien agrandi. La compétence de la Confédération s'étend à toutes les questions militaires, politiques et commerciales; des autorités fédérales relèvent les douanes, les impôts indirects, les chemins de fer, les postes et télégraphes, les monnaies, les poids et mesures, l'organisation sanitaire, le droit commercial et maritime, le droit pénal. Le budget fédéral est alimenté par les douanes, les postes et divers impôts indirects; si ces recettes ne suffisent pas à couvrir les dépenses, les divers États paient des « contributions » calculées au prorata de la population.

Le président représente seul la Confédération vis-à-vis des États étrangers, déclare la guerre, signe la paix. Il a sous ses ordres toutes les forces militaires, les inspecte, nomme leurs commandants, reçoit le serment de fidélité des soldats; la plupart des petits États conclurent avec la Prusse des conventions militaires par lesquelles leurs troupes furent purement et simplement incorporées dans l'armée prussienne; tous durent modeler leurs institutions militaires sur celles de la Prusse. Le président promulgue les lois, convoque et clôture les assemblées fédérales, nomme et destitue les employés. Il est représenté par le chancelier fédéral, dont les fonctions sont très étendues. Les États particuliers restent autonomes et conservent les cultes, l'enseignement, les travaux publics, l'administration de la justice, mais ils sont mal garantis contre les empiétements du pouvoir central, et l'histoire de la Confédération n'est guère faite que de leurs abdications progressives.

Bismarck, pour satisfaire l'opinion publique et pour se garder contre les résistances particularistes possibles, plaça à

côté du président une Diète élue au suffrage universel, mais par une série de combinaisons fort ingénieuses il assura à la royauté un pouvoir absolument prépondérant. Le *Reichstag* ou Diète de la Confédération, en dépit de son droit d'interpellation et d'initiative, n'a sur les affaires qu'une influence des plus limitées; son contrôle financier est restreint aux impôts nouveaux qui lui sont demandés; les lois qu'il vote n'ont de valeur que si elles sont approuvées par le roi et le *Bundesrath*. Ce *Bundesrath*, ou conseil fédéral, est une création assez étrange, à la fois conseil d'État, collège ministériel et Chambre haute. La Prusse y possède 17 voix sur 43; elle préside les 7 commissions permanentes entre lesquelles il se divise, armée, marine, douanes et contributions, commerce, chemins de fer, postes et télégraphes, justice, comptabilité, et nomme seule les membres des deux premières. Ce mécanisme compliqué était d'une incohérence savante; les divers pouvoirs s'équilibraient et s'annulaient de manière à ne laisser subsister qu'une autorité concrète, celle du roi et de son représentant, le chancelier, pour qui la constitution semblait avoir été faite, de même que la Diète ne paraissait avoir été inventée que pour couvrir les ambitions de la Prusse.

Les libéraux les plus apprivoisés regimbèrent, se plaignirent que la responsabilité du chancelier, dont le pouvoir était trop vaste et trop lointain, fût illusoire, demandèrent un ministère parlementaire. Bismarck refusa, moins encore parce qu'il ne voulait pas étendre les prérogatives de l'assemblée populaire que parce qu'il ne se souciait pas d'avoir à côté de lui des collègues dont il lui faudrait subir les avis; sa conception du pouvoir était purement plébiscitaire; il ne prévoyait pas la naissance des partis nouveaux, directement sortis du peuple, qu'il eut par la suite quelque peine à manier. Sur la question du vote de l'impôt, l'opposition s'entêta. Le ministre fit appel aux grands moyens, parla de se retirer, rejeta sur les doctrinaires l'échec possible de la Confédération : « Que répondrez-vous à l'invalid de Königgrätz qui vous interrogera sur les résultats de ce grand effort? Vous lui répondrez sans doute : oui, l'unité allemande n'est pas consommée, l'occasion se retrouvera, mais

nous avons sauvé le droit de la Diète prussienne de mettre chaque année en question l'existence de l'armée; c'est pour ce droit que nous avons poursuivi jusque sous les murs de Presbourg les armées de l'empereur d'Autriche! Et voilà les consolations que vous offrirez à l'invalidé mutilé, à la veuve qui pleure son mari! » Le chancelier de fer n'était pas coutumier des déclamations; les libéraux courbèrent la tête, votèrent une transaction qui, sous des formules obscures, maintenait intactes les prérogatives militaires et financières du souverain. La constitution, une fois adoptée par le Parlement provisoire (17 avril 1867), fut soumise aux diverses Diètes. Dans la Chambre prussienne, les progressistes firent un dernier effort. La majorité ne voulut rien entendre. « Nous sommes aussi vains que les Français, écrivait Bismarck avant de prendre le pouvoir; si nous pouvons nous persuader que nous sommes considérés au dehors, nous supportons bien des choses à la maison. » La Prusse, rassasiée de gloire, ne demandait qu'à abdiquer entre les mains des hommes qui avaient élevé sa fortune. Les amendements de Virchow furent repoussés par 226 voix contre 91. Le 1^{er} juillet 1867, la constitution fédérale fut définitivement promulguée; Bismarck, nommé chancelier, prit pour auxiliaire Delbrück, dont le nom était un programme : il passait pour libéral et était très versé dans les questions de finance et de commerce.

Le Reichstag fédéral. Les socialistes. — Le premier parlement fédéral constitutionnel s'ouvrit dans l'automne de 1867. Les partis extrêmes n'y formaient que d'infimes minorités. Les catholiques, qui allaient trouver dans le hanovrien Windthorst un chef parlementaire de premier ordre, n'étaient pas encore organisés. Les socialistes attiraient davantage l'attention.

Dès 1847, le manifeste des communistes, rédigé par Karl Marx et Engels, renfermait les principes essentiels du parti, et ils avaient joué un certain rôle pendant la révolution. La réaction arrêta leur propagande, leurs journaux furent supprimés, leurs associations dissoutes : ils disparurent jusque au moment où Ferdinand Lassalle (1825-1864) leur apporta l'appui de son éloquence colorée et chaleureuse, de son énergie et de son acti-

tivité. Fils d'un riche négociant de Breslau, juif d'origine, très ambitieux, de goûts raffinés et d'allure aristocratique, il donna au parti ouvrier son mot d'ordre, — la loi d'airain, — son programme — la formation d'associations de production soutenues par l'État, — son terrain d'action — les cercles ouvriers. Il fonda à Leipzig, en 1863, le *Cercle général des travailleurs allemands* dont les ramifications s'étendirent au loin, et quand il mourut en 1864, le socialisme formait un groupe redoutable. Les ouvriers, qu'avaient moins séduits ses doctrines que sa personne, écartèrent assez vite ses théories relativement modérées pour se rallier au communisme de Karl Marx, qui avait résumé son système dans son livre fameux *Le Capital*, et qui trouva des apôtres pleins de foi et de talent, Liebknecht et surtout Bebel, qui joignait à de rares dons d'orateur le mérite d'être un véritable ouvrier. Dans le congrès de Nuremberg (1868), où 111 cercles ouvriers étaient représentés, 74 se rallièrent à l'Internationale et, l'année suivante, à Eisenach, 262 délégués qui avaient reçu mandat, dit-on, de 150 000 ouvriers, constituèrent le parti socialiste. Ils demandaient le référendum, l'impôt progressif sur les revenus et les héritages, la journée normale de travail; leur but dernier était la suppression de la propriété individuelle. Les socialistes recrutèrent de très nombreux adhérents dans la Silésie, les provinces rhénanes, la Saxe; leurs progrès inquiétèrent bientôt le gouvernement; mais de 1867 à 1871 ils n'avaient à la Chambre qu'un ou deux députés et leur action politique était nulle.

Les progressistes n'étaient eux-mêmes qu'une vingtaine. Les nationaux-libéraux, unis en général aux conservateurs libres, disposaient donc d'une énorme majorité, et Bismarck s'appuya volontiers sur eux. Les sessions de 1867 à 1870 furent extrêmement fécondes. D'abord, la majorité s'efforça de resserrer l'unité en tirant de la constitution tout ce qu'elle renfermait. L'adoption générale des institutions militaires prussiennes, l'organisation des consulats, la création d'une Haute Cour de commerce, le vote d'un code de commerce et d'un code pénal marquèrent autant de progrès vers la fusion complète; les puissances étran-

gères s'alarmaient : « Les États voisins, écrivait la *Gazette d'Augsbourg*, ont reconnu la Confédération du Nord en tant que composée d'États autonomes, et cette Confédération n'existe plus dès que ces États ne sont plus autonomes que de nom. On sait hors d'Allemagne comme ici que des œufs vidés ne sont plus des œufs. » Les souverains aussi de la Confédération s'inquiétaient de ces empiétements ; — mais que signifiaient leurs plaintes ! Les colères des féodaux contre les réformes économiques n'étaient pas moins illusoires. La Prusse ménageait les propriétaires fonciers. Mais elle laissait les libéraux balayer tout ce fatras de monopoles, de prohibitions, de règlements restrictifs, de maîtrises, de jurandes, de corporations, qui gênaient le commerce et l'industrie ; la Diète votait la liberté de l'industrie, la liberté du mariage, la liberté d'établissement, la suppression du taux de l'intérêt, le droit de coalition ; elle se dédommageait de son servage politique en appliquant ses doctrines économiques.

Ces réformes lésaient bien des intérêts et faisaient bien des mécontents. Le nouveau régime aussi soulevait des plaintes nombreuses : le service militaire très lourd, les impôts, les nouveaux fonctionnaires, raides, pointilleux, tracassiers. Bismarck avait prévu ces froissements inévitables et c'est pour cela qu'il avait si facilement accueilli la demande de Napoléon III qui voulait arrêter au Mein la domination prussienne. Peu à peu, malgré tout, l'unité entraînait dans les mœurs et le chancelier croyait maintenant son œuvre assez solidement fondée pour songer à la compléter. A la longue, les États du Sud devaient fatalement être englobés dans la Confédération du Nord ; leur adhésion eût été sans doute moins prompte sans les fautes de la France.

Les États du Sud. — L'article 2 du traité de Prague stipulait que les États allemands situés au sud du Mein formeraient « une union dont les liens nationaux avec la Confédération du Nord feraient l'objet d'une entente ultérieure ». Le gouvernement français attachait une grande importance au maintien de cette scission et prétendait que cette division de l'Allemagne en trois tronçons, — confédération du Nord, confédération du Sud,

Autriche, — compensait largement l'agrandissement de la Prusse. Ce fut une question, dès le premier jour, de savoir si les six millions d'Allemands du Sud comprendraient bien les avantages de l'association qu'on leur vantait. Dans le grand-duché de Hesse, 150 000 habitants sur 800 000 avaient été annexés à la Confédération du Nord, l'administration des postes avait été cédée à la Prusse, et l'armée, organisée à la prussienne, faisait partie de l'armée fédérale : la population n'attachait plus qu'une faible importance à une indépendance ainsi restreinte, et toute la ténacité du ministre Dalwigk ne pouvait guère que retarder un dénouement fatal. Dans le grand-duché de Bade, Frédéric avait épousé la fille du roi de Prusse, dont l'action sur son mari était grande; depuis les événements de 1849, la réconciliation entre la dynastie et le pays n'avait jamais été complète; entre les ultramontains et les radicaux, le grand-duc sentait le besoin d'une protection étrangère.

Même dans la Bavière et le Wurtemberg, Bismarck avait des alliés. Le particularisme très vif y était limité par un patriotisme germanique que la Prusse exploita fort adroitement. Lors des préliminaires de Nikolsbourg, elle se montra généreuse, renonça aux territoires qu'elle avait d'abord réclamés. Par qui fut prononcé le mot d'alliance? Par Bismarck ou le ministre de Wurtemberg, Varnbüler? Quelle part eurent dans les décisions des princes du Sud les projets de Drouyn de Lhuys, qui réclamait pour la France le Palatinat? Il est difficile de le dire avec précision. Il convient seulement de ne pas exagérer l'importance de ces incidents. Les États méridionaux étaient trop faibles pour rester isolés, l'Autriche était battue, la France discréditée; ils signèrent avec la Prusse des traités d'alliance offensive et défensive par lesquels les contractants se garantissaient réciproquement l'intégrité de leur territoire et s'engageaient en cas de guerre à mettre à cet effet toutes leurs forces à la disposition les uns des autres.

Les traités furent révélés à l'Europe au moment de l'affaire du Luxembourg, et l'émotion fut générale. Bien que les textes prêtassent à discussion, la Bavière et le Wurtemberg subordonnaient leur politique à celle de la Prusse; ils réorganisaient

leurs armées sur son exemple, et par là disparaissait une des plus réelles difficultés de l'union future.

En même temps que par l'armée, Bismark tenait déjà l'Allemagne du Sud par les intérêts commerciaux. En vertu de la convention du 4 juin 1867 qui avait réorganisé le Zollverein, « les lois sur toutes les matières de douanes, sur l'imposition du sucre, du sel et du tabac, sur les mesures nécessaires à la sûreté des frontières douanières communes, étaient élaborées par un organe commun des États contractants et par une représentation commune de leurs populations » ; cet organe et ce parlement commun ne furent autres que le Bundesrath et le Reichstag fédéral, auxquels s'adjoignirent pour les questions commerciales les députés du Sud. L'union douanière allemande comprenait désormais 38 millions d'habitants. Les nouveaux traités marquaient un pas décisif dans la voie de l'unité économique et un nouveau progrès de la Prusse ; les décisions étaient désormais prises à la majorité et la Bavière avait vainement essayé de réserver son droit de veto ; le contrôle réciproque des divers gouvernements était remplacé par l'autorité du président, c'est-à-dire du roi de Prusse, seul chargé aussi de négocier les traités de poste et de commerce.

Les diplomates qui avaient ouvert aux députés du Midi le Parlement fédéral, avaient espéré que de ce contact se dégagerait un enthousiasme patriotique qui triompherait des dernières résistances des souverains et justifierait vis-à-vis de l'étranger de nouvelles annexions. Leurs calculs furent déçus. Un moment déconcertés par les succès foudroyants de la Prusse, ses adversaires commençaient à se reprendre. M. de Beust organisait à Vienne un gouvernement parlementaire qui était favorablement accueilli par l'opinion libérale allemande ; François-Joseph se rapprochait de Napoléon III. M. de Moustier s'appliquait à mettre en relief le caractère tout pacifique de l'entrevue de Salzbourg (août 1867), et il avait raison ; les Allemands n'auraient pas toléré une ingérence directe de la France, mais leur diplomatie, qui ne se trouvait plus isolée en face de Bismarck, était moins timide. Le roi de Bavière, Louis II, qui avait succédé à Maximilien II en 1864, tout entier à ses distrac-

tions esthétiques et à sa passion pour la musique de Wagner, ne mettait dans sa politique ni beaucoup de suite ni beaucoup d'activité; il avait du moins un très vif sentiment de ses droits dynastiques et il se défiait de la Prusse. Les populations supportaient avec peine les charges que leur imposaient les lois militaires, et les campagnes, que dominait le clergé, étaient fort hostiles aux protestants du Nord. Lors des élections du parlement douanier, les patriotes (particularistes) furent victorieux et ils obtinrent bientôt la majorité dans la Diète de Bavière. Dans le Wurtemberg, les radicaux étaient tout-puissants, et le ministre Varnbüler, prompt aux revirements, n'était pas prêt à s'engager dans une lutte dangereuse contre ses Chambres pour l'unique plaisir de se mettre sous la dépendance d'un monarque étranger. La propagande démocratique eut même quelque retentissement dans le duché de Bade, si bien qu'en 1870 l'unité ne semblait guère plus rapprochée qu'en 1866. L'imprudence du gouvernement français permit à Bismarck d'accomplir son œuvre.

La guerre franco-allemande. Le nouvel empire germanique. — La guerre le servait si bien qu'il est naturel qu'on l'ait accusé de l'avoir provoquée. Ce qui est sûr, du moins, c'est qu'il la prévoyait. Il était si absolument Prussien et si dégagé de tout mysticisme qu'il n'est pas vraisemblable qu'il ait prémédité de longue main la conquête de l'Alsace, mais il savait que les cercles militaires et diplomatiques français désiraient une rupture; il ne se dissimulait pas que l'empereur entraînerait sans peine l'Autriche et l'Italie; comme Frédéric II en 1755, il surveillait « la conjuration européenne » qu'il croyait sans doute plus avancée qu'elle ne l'était réellement. Alla-t-il au-devant d'une crise qu'il jugeait inévitable en offrant au gouvernement français un *casus belli*? Cela rentre assez dans ses procédés ordinaires pour qu'on puisse l'admettre, et les Mémoires du roi Charles de Roumanie semblent confirmer cette supposition.

Le tort du ministère français fut de transformer en question nationale un différend qui eût dû être réduit à une discussion de cabinets. Des bouleversements analogues à ceux qui s'étaient

produits depuis 1866 remuent jusqu'au fond l'âme des peuples; les gouvernements, qui auraient eu le devoir de calmer les passions, se montrèrent, volontairement ou non, inférieurs à leur tâche. Les défections qu'avaient escomptées les collègues de M. de Gramont ne se produisirent nulle part; même dans le Sud, toutes les résistances particularistes furent emportées par l'enthousiasme patriotique; le 19 juillet 1870, le roi Louis de Bavière mettait ses troupes sous les ordres du roi Guillaume pour la durée de la guerre; une partie des ultramontains s'était prononcée pour la Prusse et avait assuré la majorité au ministère. La proposition de guerre ne rencontra que deux voix d'opposition dans le Wurtemberg, et dans les autres États de Sud elle fut votée à l'unanimité.

Après la bataille de Sedan, les États allemands du Sud ouvrirent avec la Prusse des négociations pour leur entrée dans la Confédération du Nord. Elles furent assez difficiles. La Bavière avait des exigences qui paraissaient excessives. Autour du roi de Prusse, des divergences graves se manifestaient. Le prince royal, grandi sous l'impression des événements de 1848 et plus Allemand que Prussien, eût voulu, en même temps que l'on cimenterait définitivement l'œuvre de l'unité germanique, refondre la constitution, de manière à assurer au peuple une influence plus réelle. Bismarck réussit sans peine à écarter ses projets. La Confédération fut étendue, non modifiée : par les traités du 23 et du 25 novembre, la Bavière et le Wurtemberg, que Bade et la Hesse avaient déjà précédés, prirent en somme purement et simplement place parmi les vassaux de la Prusse; la Bavière avait seulement réservé son autonomie militaire en temps de paix et l'administration de ses postes et télégraphes : l'armée wurtembergoise continuerait de former un corps spécial. La Bavière fut représentée dans le Bundesrath par 6 délégués, le Wurtemberg par 4, Bade et la Hesse chacun par 3; les provinces du Sud envoyèrent au Parlement fédéral 85 députés.

La Confédération eut pour chef un empereur. Le roi Guillaume hésita longtemps à accepter ce titre; le prince royal et Bismarck le décidèrent à « accomplir son sacrifice ». — « Je ne

saurais te dire, écrivait-il encore à sa femme le 18 janvier 1871, dans quelles dispositions morales j'ai passé ces derniers jours, en partie à cause des hautes responsabilités que j'ai à assumer, en partie et avant tout à cause de la douleur que j'éprouve à voir reléguer au second plan mon titre de roi de Prusse. Dans la conférence d'hier, j'étais à la fin si morose que peu s'en est fallu que je ne me retire, pour laisser tout à Fritz. » Bismarck avait tout préparé; il demanda à Louis II de prendre l'initiative du rétablissement de l'empire, lui envoya de Versailles la minute de la lettre qui, de Munich, fut communiquée aux autres princes. Le 18 janvier 1871, l'empire allemand fut solennellement proclamé dans la Galerie des glaces à Versailles.

« Bonne chance à ce chaos si laborieusement machiné! » disait le prince royal. Et il est certain que le nouvel empire était une création fort singulière. « Ce *Bund* qui portait désormais le nom de *Reich* » réunissait dans la plus étrange des confédérations des princes qui n'avaient ni les mêmes droits ni la même influence; les souverains conservaient leur autonomie, mais leurs prérogatives n'avaient d'autre garantie que la constitution et il suffisait d'une loi pour la modifier. Le gouvernement reposait sur le principe du suffrage universel, mais le parlement n'avait en réalité qu'une autorité consultative et tous les droits étaient entre les mains de l'empereur. C'était une démocratie sans garantie comme une fédération sans loyauté. L'Allemagne, depuis longtemps éprise d'unité et de grandeur et impuissante à remplir elle-même sa destinée, acceptait sans protestation, sinon peut-être sans tristesse, les conditions des maîtres qui lui avaient donné la victoire. A toutes ces bizarreries de la constitution, la paix de Francfort (20 mai 1871) en ajouta une autre. Avec l'Alsace-Lorraine (1 550 000 habitants) qu'elle livrait à l'Allemagne, on forma une province impériale (*Reichsland*), qui fut placée sous l'autorité directe du gouvernement impérial, c'est-à-dire en fait gouvernée par le chancelier.

L'œuvre commencée en 1864 par l'invasion des Duchés était accomplie. Trois guerres victorieuses — contre le Danemark, l'Autriche et la France — avaient modifié radicalement les conditions de la vie publique européenne. L'Allemagne, qui n'avait

vraiment jamais existé comme puissance politique — puisque l'ancien empire romain germanique avait un caractère universel et non national, — devenait l'État prépondérant de l'Europe; elle l'est restée depuis. La Prusse lui avait apporté ce qui lui avait manqué jusqu'alors, l'esprit de discipline et d'organisation; elle avait poursuivi son œuvre sans scrupules et sans pitié. Bismarck et les Hohenzollern n'avaient réalisé leurs projets que parce qu'ils avaient été portés par les sympathies ou les connivences de l'opinion publique. Mais, comme à l'intérieur les idées démocratiques, vis-à-vis des autres peuples le droit des populations de disposer d'elles-mêmes n'avaient été pour eux qu'un moyen de politique; suivant les besoins du moment, ils avaient substitué au principe moderne des nationalités l'autorité de titres plus ou moins historiques, et avaient fini par ne plus reconnaître d'autre dieu que celui de la force. De là, des résistances que trente ans de succès n'ont pas désarmées; ni les Danois du Schleswig, ni les Polonais de Posen n'ont abdiqué leurs souvenirs. Les Alsaciens-Lorrains gardent à la France un invincible attachement, et la question d'Alsace, toujours ouverte — parce qu'il ne saurait y avoir de prescription contre le droit — empêche toute réconciliation entre l'Allemagne et ceux mêmes des Français qui ont la plus vive admiration pour son génie et qui auraient salué avec joie sa renaissance si elle n'eût elle-même frappé en quelque sorte de nullité ses revendications par l'abus qu'elle faisait de ses victoires. Devenue un danger pour l'équilibre de l'Europe, elle a provoqué des défiances légitimes et imposé au monde un état de paix armée qui arrête le progrès naturel de la prospérité générale. C'est la lourde rançon qu'elle a dû payer de la tutelle prussienne.

BIBLIOGRAPHIE

Beaucoup des ouvrages indiqués ci-dessus dans la bibliographie du chapitre III se rapportent aussi à la période de 1855 à 1871.

Documents officiels. — *Materialien zur Geschichte der Regentschaft in Preussen*, 1859. — *Das Staatsarchiv*, réunion de pièces officielles par Egidi et Klauhold, depuis juillet 1861. — *Die innere Politik der preuss. Regierung*, 1866. — *Völderndorff, Deutsche Verfassungen u. Verfassungs-*

entwürfe, 1890. — **Zachariæ**, *Die deutschen Verfassungsgesetze d. Gegenw.* 1855. — **Hirth**, *Annalen des nord-deutschen Bundes*, 1868-70. — *Verhandlungen des Reichstags des nord-deutschen Bundes u. d. deutschen Reichs*, 1867. — **Glaser**, *Archiv des n. d. Bundes*, 1867. — **Koller**, *Archiv des n. d. Bundes und des Zollvereins*, 1867-72. — **Bezold**, *Matq. d. deutsch. Reichsverfas.*, 3 vol., 1873. — **Kohl**, *Dreissig Jahre deutsch. Gesch.*, 1888.

Poschinger, *Preussen im Bundestag*, 4 vol., 1882 (traduct. française, 1883). — *Preussen u. d. öst. Bundesreformprojekt*, 1863. — *Enthüllungen an d. Volk über den Fürstenparlam.*, 1863. — *Urkundenbuch z. Gesch. der Holst. Lauenb. Angelegenheit*, 1858. — *Urkundenbuch z. deutsch.-dän. Angeleg.*, 1862. — *Der Gang der preuss. Polit. in der schlesw.-holst. Angeleg.*, 1865. — *Die Londoner Konfer. z. Beilegung des d.-dän. Streites*, 1864. — *Aktenstücke z. Wiener Friedensvertr.*, 1865. — *Zum Verständniss der deutsch. Frage*, 1867. — **Hahn**, *Zwei Jahre preuss.-deutsch. Polit.*, 1868. — **Hahn**, *Der Krieg Deutschl. geg. Frankr.*, 1867-1871.

Wilhelm I, *Reden, Proclam... von der Regentschaft*, 1879. — *Polit. Korrespond.*, 1890. — *Milit. Schriften*, 1896, 2 vol. — *Aus dem polit. Briefwechsel mit dem Prinzgemahl*, 1881. — **Moltke**, *Milit. Corresp.*, 1892; *Gesamm. Schriften u. Denkwürdigk.*, 1891. — **Roon**, *Denkwürdigk.*, 3 vol., 1896; *Roon als Redner*, 3 vol., 1896.

Sur Bismarck. — *Die Bismarck-Litterat. in Deutschl.*, Leipzig. — **Kohl**, *Polit. Reden, hist.-krit. gesammt-Ausgabe*, 10 vol., 1892-1894. — *Discours avec somm., notes*, 12 vol., Berlin, 1871-85. — **Bismarck**, *Briefe* (1844-1871), 1875. — **Kohl**, *Bismarck's Briefe*, 1896. — *Lettres polit. confident.*, trad. par Lang, 1875. — *Briefe an Leop. v. Gerlach*, 1896. — **Kohl**, *Regesten z. e. wissensch. Biog.*, 2 vol., 1891. — **Kohl**, *Bism. Jahrbücher*, dep. 1894. — **Poschinger**, *B. u. die Parlamentarier*, 3 vol., 1895. — **Poschinger**, *B. u. der Bundesrath*, 1894. — *Les biographies de Bamberger*, 1868; **Hesekiel**, 1873; **Hahn**, 3 vol., 1878-1890; **Blum**, 6 vol., 1894-95; — en français. **Simon**, 1887; **Dronsart** (M^{lle}), 1887. — **Hoche**, *Bismarck intime*, 1898. — **Grand-Carteret**, *Bismarck en caricature*, 1891.

Mémoires. — **Ernest de Saxe-Cobourg**, 1887. — **Beust**, 1887. — **Bernhardi**, 6 vol., 1893. — **Friesen**, 1882. — **Schneider** (l'emp. Guillaume, *Souvenirs intimes*, trad. franç., 3 vol. par Rabany, 1888). — **Karl v. Rumanien**, 3 vol., 1894-1897. — **Léop. de Gerlach**, 2 vol., 1891. — **Henrici**, 1897. — **Unruh**, 1895. — **Bluntschli**, 1884. — **Bodenstedt**, 1890. — **Hegel**, 1891. — **Wagener**, 1884. — **Dammer**, 1890. — **Prince de Hohenlohe-Ingolfingen**, 1897. — **Vitzthum d'Eckstädt**, *St.-Petersb. u London in den J., 1852-1864*, 1887; *London, Gastein u. Sadova*, 1889. — **Fröbel**, *Ein Lebenslauf*, 2 vol., 1890. — **Seherr-Toss** *Erinnerungen*, 1881. — **Bernhard v. Meyer**, *Erlebnisse*, 1875. — **Meding**, *Memoiren zur Zeitgesch.*, 1881.

Pour les mémoires anglais et français, voir les bibliographies des chapitres VII et X.

Livres. — **Sybel**, *Die Begründ. des deutschen Reichs*, 7 vol., 1889. — (Comparer : **Eberstein**.) — **Oncken**, *Das Zeitalter d. K. W.*, 1890. — **Oncken**, *Unser Heldenkaiser*, 1897. — **Berner**, *Wilhelm d. G.*, 1897. — **Marcks**, dans l'*Allgem. Deutsche Biographie*. — **Friedjung**, *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschl.*, 2 vol., 1898.

Becker, *Die Reaktion in Deutschl.*, 1873. — **Bernstein**, *Revol. u. Reaktionsgesch.*, 3 vol., 1882. — **Geffcken**, *Z. Gesch. des oriental. Krieges*, 1881. — **Gchshli**, *Bausteine zur schweizer Gesch.*, 1890. — **Jansen-Samwer**, *Schlesw.-Holsteins Befreiung*, 1897. — *Der National-Verein, seine Entstehung u. s.*

bisherige Wirksamk., 1861. — **Schulze-Delitzsch**, *Die Abgeordnetentage v. 1862 u. 1863*, 1883. — **Simson**, *Beziehungen Nap. III z. Preuss. u. Deutschl.*, 1882. — **Beer**, *Die österr. Handelspolit. des XIX^{en} Jahrh.*, 1891. — **Kozmian**, *Polen um das J. 1863*, 1897. — **Hopf**, *D. deutsche Krisis d. J. 1867*. — **Klopp**, *Rückblick auf die preuss. Annexion des Königr. Hannover*, 1868. — **Freitag**, *Der Kronprinz u. die deutsche Kaiserkrone*, 1889. — **Heinemann**, *Gesch. v. Braunschw. u. Hannover*, t. III, 1892. — **Falkenstein**, *Johann, K. v. Sachsen*, 1878. — **Heigel**, *Ludwig II v. Bayern*, 1893.

Biographies. — De **Moltke** (par Müller, Wiermann, etc.); *Moltke u. der preuss. Generalstab*, par **Firecks**, 1879; — de **Roos** (*Deutsche Revue*, 1889-1891); — de **Max Duncker**, par Haym, 1891; — de **Lothar Bucher**, par Poschinger, 1890; — de **Beckerach**, par Oncken; — de **Schulze-Delitzsch**, par Lippert, 1884; — de **Lasalle**, par Plener (1884), et Brandes (1886).

Guerres. — *Der deutsch-dänische Krieg* (par l'État-major allem.), 2 vol., 1886. — *Den danske-Tydske Krieg* (État-major danois, 1891.)

Der Feldzug d. J. 1866 (État-major allem.), 3 vol., 1867-1870; — *Osterreich's Kämpfe*, édité par le bureau de l'État-maj. autrich., 1867. — Adaptation française : **Crousse**, *Les luttes de l'Autriche en 1866*, 3 vol., 1868. — **Knorr**, *Der Feldzug d. J. 1866 in West. u. Süd-Deutschl.*, 3 vol., 1867. — *Offiz. Berichte über die Kriegereignisse zwisch. Hann. u. Preuss.*, 1866-67. — **Rustow**, *La guerre de 1866 en Allemagne et en Italie*, 1866. — **Lecomte**, *La guerre de Prusse en 1866*, 1868. — **Lettow-Vorbeck**, *Gesch. d. Krieges v. 1866*, 1^{er} vol., 1896. — **Fontane**, *Der deutsche Krieg v. 1866*. — **Kuhne**, *Krit. u. unkrit. Wanderungen üb. die Gefechtsfelder d. preuss. Armee in Böhmen*, 1872. — **Jahns**, *Die Schlacht v. Sadowa*, 1876.

Organisation de l'Allemagne. — **Laband**, *Das Staatsrecht d. deutschen Reiches*, 3 vol., 1876-1882. — **Mohl**, *Das deutsche Reichsstaatsrecht*. — **V. Roenne**, *Staatsrecht der preuss. Monarch.*, 4 vol., 1856-63. — **Bornhak**, *Gesch. des preuss. Verwaltungsrechts*, 4 vol., 1884-1892. — **Lebon**, *Études sur l'Allemagne politique*, 1872. — **Lefebure**, *Études sur la nouvelle Allemagne*.

Parisius, *Deutschland's polit. Parteien*, 1878. — **Bazin**, *L'Allemagne cath. au XIX^e s.* — *Damenpolitik am Berliner Hofe*, 1893.

CHAPITRE IX

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL

De 1848 à 1870.

I. — L'Espagne.

Caractère général du règne d'Isabelle II. — Pendant les vingt dernières années du règne d'Isabelle II, l'histoire d'Espagne ne présente au premier abord que désordre et confusion. Théoriquement l'Espagne est une monarchie constitutionnelle, mais le ressort indispensable à un pareil gouvernement, l'opinion publique, est si capricieux et si mobile que la machine électorale sert de jouet à tous les partis. Les Cortès ne représentent jamais que la faction qui les a fait élire. La masse reste ignorante et inféodée au clergé; de temps à autre un grand courant de passion la traverse, une convulsion la secoue, puis elle retombe dans son inertie. La minorité éclairée qui a lutté pour l'établissement du nouveau régime ne sait pas garder les positions conquises.

Renforcés par les anciens Carlistes, les modérés se pénètrent de plus en plus de l'esprit absolutiste, et, sous le nom de « néo-catholiques », reviennent à la traditionnelle royauté de droit divin. Les progressistes n'osent pas divorcer avec l'Église, ils se vantent d'être aussi catholiques que leurs adversaires; leurs vœux ne vont pas au delà d'un concordat. Pendant long-

temps ils n'osent divorcer avec la royauté, ils se vantent d'être les plus loyaux des sujets, ce n'est que bien tard que se constitue au milieu d'eux un parti républicain.

Chez les progressistes comme chez les modérés règnent la violence, l'intransigeance, le mépris de la loi. Dans l'un et dans l'autre de ces partis les hommes sont tout et les principes presque rien.

Au milieu de l'anarchie morale trois pouvoirs sont restés debout : l'Église, la cour et l'armée.

L'Église a gardé le gouvernement des âmes. Jusqu'en 1869 tout autre culte que le culte catholique est interdit en Espagne, toute tentative de propagande hétérodoxe est sévèrement réprimée. Le clergé a perdu une partie de ses biens, mais il n'a rien perdu de son ascendant, et comme il lui est permis d'acquérir, il travaille avec ardeur à réparer ses pertes. Son influence se fait sentir dans les conseils, aux Cortès, dans les municipalités, dans l'enseignement, dans la littérature. Les ministres les plus puissants comptent avec lui. L'épiscopat garde vis-à-vis du pouvoir civil une attitude hautaine et défiante, et se montre souvent franchement hostile.

La cour s'est faite l'esclave de l'Église qui prêche l'obéissance aux peuples. Mal mariée, la reine ne tarde pas à perdre l'estime de ses sujets et finit par s'attirer leurs mépris. Elle s'entoure de prêtres et de nonnes. Elle a pour confidents le P. Cirilo de la Alameda, auteur d'un traité de dévotion intitulé *La clef d'or* ; elle le fait archevêque de Tolède. Son confesseur, le P. Claret, n'est ni moins fanatique ni plus raisonnable. La sœur Patrocinio, l'amie inséparable de la reine, a été convaincue d'escroquerie par la justice et n'en jouit pas moins à la cour d'un immense crédit. Dans un coin du palais, végétet et intrigue le roi D. Francisco, âme de tous les complots cléricaux ; son frère D. Enrique, duc de Séville, plus viril et plus intelligent, aspire à jouer un rôle politique et n'y réussit jamais, faute de mesure et d'esprit de suite. Le duc et la duchesse de Montpensier vivent à l'écart au palais de San Telmo à Séville, mais l'origine française du duc et ses habitudes d'économie l'empêchent de devenir populaire. Les Sévillans l'appellent

le *naranjero*, parce qu'il vend les oranges de ses jardins. L'ex-régente Christine cherche à mettre la paix dans le ménage de la reine; le duc de Rianzarès, son mari, spéculé sur les chemins de fer et devient l'homme le plus détesté de Madrid.

Cependant la cour présente un aspect galant et magnifique; la vieille étiquette se relâche; il y a au palais et dans les résidences d'été des bals et des concerts, la reine va au *Principe*, à l'Opéra, aux *Toros*; elle aime à se dire « Espagnole, très Espagnole, de celles du quartier de la Paloma qui portent un poignard à la jarrettière ». Elle est d'une prodigalité inouïe, Narvaez reçoit d'elle un cadeau de 8 millions de réaux, elle donne à tout venant, aussi est-elle très aimée des courtisans, que le peuple appelle les *Polacos* et qui poussent la reine dans la voie de l'absolutisme.

L'armée s'est formée pendant la guerre de l'indépendance et a conquis le pouvoir en triomphant des Carlistes. Comme il arrive souvent dans les guerres civiles, chaque général se double d'un négociateur et se croit homme d'État. Espartero, comte de Luchana et duc de la Victoire, a été régent d'Espagne et est resté l'idole des progressistes. Narvaez est comme lui un héros de la guerre de Sept Ans, mais la jalousie du duc de la Victoire l'a rejeté dans le parti modéré; il passe pour le général le plus actif et le plus énergique de l'armée. O'Donnell, Prim, Serrano l'ont aidé à renverser Espartero, mais O'Donnell garde toujours un caractère plus libéral que Narvaez; Prim et Serrano finissent par accepter la démocratie, sans jamais devenir républicains. Derrière ces chefs incontestés, toute une pléiade de généraux illustres : Pavia, les frères Concha, Dulce, San Miguel, Echague, Zabala, Ros de Olano, Alcalà Galiano, cent autres qui incarnent aux yeux du peuple la gloire chevaleresque de l'Espagne. Dans un pays où les politiciens seuls se dérangent pour voter, et où la dynastie est sans prestige, l'armée est maîtresse du gouvernement dès qu'elle le veut. Le régime prétorien auquel l'Espagne a été si longtemps soumise s'explique ainsi par des causes profondes, et ne lui a pas été aussi funeste qu'il l'eût été à d'autres nations. L'armée était exclusivement nationale; elle pouvait se vanter de représenter

l'élite de la nation, ce qu'il y avait dans la nation de plus actif, de plus résolu, de plus brave. Il est à regretter seulement pour le bonheur de l'Espagne que l'armée ait trop souvent pactisé avec la réaction et ait marqué un injuste dédain pour l'élément civil. Une alliance loyale entre les chefs militaires et les hommes les plus intelligents du parti libéral eût ôté à la dictature militaire quelque chose de sa rudesse et eût donné plus de solidité aux institutions.

Malgré les incessants changements de ministères, les caprices de la reine, les émeutes, les coups d'État et les révolutions, l'Espagne a accompli de grands progrès de 1847 à 1870, et a commencé à recueillir le bénéfice des douloureux sacrifices qu'elle avait faits pour conquérir sa liberté. Elle a commencé à ressembler à une nation moderne, et si le progrès matériel paraît avoir été accompagné d'un affaiblissement marqué du sens moral, ce fâcheux symptôme n'a pas été particulier à l'Espagne et s'explique mieux chez elle que partout ailleurs par la fréquence des révolutions.

Narvaez. — Du 3 octobre 1847 au 10 janvier 1851, Narvaez présida le conseil des ministres et gouverna l'Espagne sans opposition; il rétablit l'ordre dans le ménage royal, et envoya Pavia pacifier la Catalogne. Après la révolution de février 1848, il eut assez de crédit pour se faire donner pleins pouvoirs par les Cortès et les congédia aussitôt (23 mars). Le parti progressiste essaya de fomentier des émeutes et des pronunciamientos; Narvaez supprima des journaux, exila Olozaga à Cadix, déporta quelques inculpés aux Philippines, fit fusiller quelques soldats rebelles, et comme l'ambassadeur d'Angleterre semblait encourager les révoltes, Narvaez l'invita à quitter Madrid (17 mai). Cet acte de vigueur le rendit très populaire et lui concilia les sympathies de l'étranger; la Prusse, l'Autriche, le Saint-Siège reconnurent enfin le gouvernement d'Isabelle.

Les Carlistes cherchèrent à profiter des embarras du gouvernement pour recommencer la guerre civile. Tous les mouvements carlistes échouèrent en Navarre, en Estremadure, en Andalousie, à Santander; mais Cabrera réussit à lever 5 à 6000 hommes en Catalogne et tint la campagne jusqu'en jan-

vier 1849. Blessé dans un combat, il dut se retirer en France (25 avril). Le gouvernement français voyant la victoire des constitutionnels empêcha le comte de Montemolin, fils de D. Carlos, de passer la frontière; le 9 juin, Narvaez terminait brillamment la guerre carlistes en décrétant une amnistie générale.

Pour montrer que le gouvernement constitutionnel restait dévoué au Saint-Siège, Narvaez envoya 9000 soldats espagnols en Italie pour aider les Français à établir le pouvoir temporel du pape. Les Espagnols occupèrent Terracine, puis Velletri, et surveillèrent les corps garibaldiens pendant le siège de Rome. Après la prise de la ville, ils occupèrent Spolète et Narni. •

Narvaez était en pleine sécurité quand un inconcevable caprice de la reine le renversa. Le roi, le P. Fulgencio, son confesseur, et la sœur Patrocinio obtinrent le renvoi du cabinet Narvaez et son remplacement par un ministère absolutiste, sous la présidence du comte de Cléonard. Mais en présence de l'émotion générale, la reine eut peur de son œuvre et rappela Narvaez. Le *ministère-éclair* n'avait vécu que quarante-huit heures. Le P. Fulgencio fut exilé à Archidona, la sœur Patrocinio à Talavera, et le roi perdit l'intendance du patri-moine royal et le gouvernement du palais, mais il devint l'irréconciliable ennemi de Narvaez.

Réinstallé au pouvoir, le maréchal essaya de rétablir l'ordre dans les finances, et de lancer l'Espagne dans les grandes entreprises industrielles, mais il fallait équilibrer le budget. Gonzalez Bravo proposa de faire des économies sur l'armée, Narvaez le congédia. Il fallut anticiper 183 millions de réaux sur le budget de 1852, et, pour ne point se déjuger, Narvaez donna sa démission (10 janvier 1851).

La réaction à outrance. — Les trois années qui suivirent la retraite de Narvaez furent marquées par de patientes tentatives de reconstruction de l'ancien régime. La reine avait l'esprit rempli de préjugés, tenait le libéralisme et le parlementarisme pour des hérésies et eût bien voulu supprimer les Cortès; le clergé la poussait dans cette voie, sûr de triompher si la reine triomphait. Les cabinets Murillo, Roncali, Lersundi,

Sartorius ne furent que les instruments de la politique personnelle de la reine.

Bravo Murillo confirma le concordat conclu avec le Saint-Siège : la religion catholique était la seule autorisée en Espagne, les évêques avaient la surveillance des écoles et des livres ; les ventes de biens ecclésiastiques étaient légitimées, mais le clergé avait le droit d'acquérir de nouveaux biens. Le nouveau concordat était en somme très avantageux pour l'Église. La naissance de l'infante Isabelle (20 déc. 1851), l'attentat du curé Mérino contre la reine exaltèrent les sentiments loyalistes des Espagnols, et les ministres profitèrent de cette circonstance pour publier dans la *Gazette de Madrid* d'importants projets de réforme constitutionnelle.

Les protestations de la presse entière firent abandonner l'idée d'un coup d'État ; le cabinet Roncali essaya d'opérer légalement la réforme et échoua devant l'opposition du Sénat. La reine donna la présidence du conseil à Sartorius, l'un des partisans les plus énergiques de la politique absolutiste. Le Sénat répondit à cette mesure de la reine en déclarant qu'aucune concession de chemins de fer n'aurait lieu désormais sans avoir été votée par les Chambres. C'était viser directement le duc de Rianzarès ; la reine prorogea immédiatement les Cortès (10 déc. 1853). Pendant sept mois la cour sembla prendre à tâche de défier l'opinion ; le budget fut promulgué par décret et le fait fut signalé à la nation par une feuille volante signée des rédacteurs des sept grands journaux de Madrid. Toute démarche en faveur du rappel des Cortès fut punie de la prison ou de l'exil, Madrid fut mis en état de siège. Le 26 avril 1854 parut le premier numéro d'un pamphlet intitulé *el Murcielago* (la chauve-souris) qui dévoilait le péril politique. Il s'attaqua successivement au banquier Salamanca, au duc de Rianzarès, à la reine Christine, à la reine, au favori du jour, qui fut nommé en toutes lettres. Toute l'Espagne lut ces révélations amères, dues en partie à la plume de D. Antonio Canovas del Castillo, et, le 28 juin, O'Donnell se mit à la tête des régiments de cavalerie en garnison à Madrid pour renverser le gouvernement des *Polacos*.

Vicalvaro. — Le 30 juin 1854, l'infanterie et l'artillerie de la

garnison de Madrid, commandées par le général Blaser, livrèrent bataille à la cavalerie d'O'Donnell à Vicalvaro. La bataille fut indécise, Blaser fit même quelques prisonniers, mais il ne put poursuivre O'Donnell qui opéra sa retraite sur Aranjuez. La situation des rebelles n'en était pas moins dangereuse lorsque Canovas del Castillo eut l'idée de rallier les progressistes à la cause d'O'Donnell. Il apporta au général une déclaration politique toute prête, que celui-ci s'empressa de publier et qui est connue sous le nom de « programme de Manzanarès ». La dynastie était maintenue, mais des Cortès constituantes étaient convoquées, la milice était rétablie, on promettait plus de liberté, plus de justice, et la décentralisation municipale. La reine renvoya Sartorius et le remplaça par Cordova. Le 17 juillet, aux *toros*, les Madrilènes demandèrent l'hymne de Riégo, et dès le soir, l'émeute s'organisa, aux cris de : « Vive la milice ! mort à Christine ! mort aux voleurs ! » L'hôtel de la reine mère fut pillé. Cordova réussit à balayer les principales rues, mais le nord de la ville se couvrit de barricades. Le 18 au matin, la reine remplaça Cordova par le duc de Rivas, et promit de convoquer les Cortès. Madrid ne désarma pas. Un moment, Isabelle songea à s'enfuir à Aranjuez ; sur les conseils de l'ambassadeur de France elle resta. Le colonel Garriga, fait prisonnier à Vicalvaro, et condamné à mort, fut gracié, élevé au grade de général, et supplié d'arrêter le feu. Le 19, il y avait dans Madrid plus de 3000 insurgés en armes. Le banquier Sevillano réunit dans sa maison quelques amis appartenant au parti progressiste ; ces hommes mirent à leur tête le général San Miguel et résolurent de se porter comme médiateurs entre le peuple et la cour. La reine nomma San Miguel capitaine-général de Nouvelle-Castille et manda à Madrid O'Donnell et Espartero. Pendant huit jours encore Madrid fut en proie à l'anarchie ; enfin, le 28 juillet au matin, Espartero arriva à Madrid, et le soir du même jour O'Donnell l'y rejoignit. Un mois plus tard Christine quittait l'Espagne pour se réfugier en Portugal.

Les Cortès constituantes. — Les Cortès comptèrent une majorité de députés libéraux et progressistes qui formèrent l'*Union libérale*, un certain nombre de progressistes intransi-

geants, vingt-trois démocrates et un absolutiste, D. Candido Nocedal. Espartero fut nommé président et le maintien de la monarchie fut voté à une imposante majorité.

La Constitution de 1855 marqua un retour à celle de 1837, mais les Cortès se heurtèrent à d'insurmontables difficultés financières. Pour en finir, elles ordonnèrent la vente de tous les biens de mainmorte. La reine ne sanctionna la loi qu'à contre-cœur, et il fallut encore exiler la sœur Patrocinio qui poussait Isabelle à la guerre civile. Deux curés de Madrid répandirent le bruit que le Christ de l'église Saint-François s'était couvert de sueur; les ministres progressistes les bannirent comme la sœur Patrocinio.

Le 30 mars 1855, la mort de D. Carlos fit passer ses droits à son fils le comte de Montemolin qui prit le nom de Charles VI. Quelques mouvements insurrectionnels en Navarre, en Aragon et en Catalogne furent facilement réprimés, et les Cortès se crurent assez fortes pour suspendre leurs séances du 17 juillet au 1^{er} octobre.

A la reprise de la session, beaucoup de députés, qui avaient visité l'exposition universelle de Paris, revinrent avec des idées plus modérées et plus pratiques; l'esprit public commença à changer, la satire osa s'attaquer au duc de la Victoire et O'Donnell, qui avait toujours penché vers le parti modéré, entrevit la possibilité de supplanter Espartero. Quelques troubles ayant eu lieu en Vieille-Castille, O'Donnell refusa d'en poursuivre les auteurs qui appartenaient au parti modéré; les ministres progressistes portèrent leur démission à la reine, qui l'accepta. Espartero comprit qu'il était joué, renonça à la présidence des Cortès, et O'Donnell resta seul maître de la place. Bientôt on put s'apercevoir que l'ambitieux général tenait plus au pouvoir qu'aux principes; après avoir triomphé de quelques émeutes progressistes, il en revint purement et simplement à la constitution de 1845, se bornant à promettre par un acte additionnel une session des Cortès de quatre mois par an, et quelques garanties pour la liberté de la presse et la liberté individuelle. O'Donnell se croyait victorieux; la reine fut encore plus habile que lui. Elle exigea la suspension de la vente des biens ecclé-

siastiques, O'Donnell lui fit cette concession et fut dès lors perdu aux yeux de son parti. Sitôt qu'il eut cessé d'être redoutable, la reine le congédia. Le 12 octobre 1856, Narvaez rentrait au pouvoir et remettait toutes choses sur le même pied qu'avant Vicalvaro.

Progrès économiques de l'Espagne. — Narvaez essaya de consoler l'Espagne de la liberté perdue en lui donnant la prospérité intérieure. Un emprunt de 300 millions de réaux rendit un peu d'élasticité aux finances. L'adduction à Madrid des eaux du Lozoya, la transformation de la Puerta del Sol, la création d'une Académie des sciences morales et politiques et d'une Commission de statistique, l'ouverture d'une exposition agricole à Madrid, prouvèrent l'intelligence et l'activité de Narvaez. Mais ses sévérités le rendirent tellement impopulaire que la reine le congédia le 25 octobre 1857.

Après la naissance du prince des Asturies, D. Alfonso (28 nov.), la reine fit un voyage à Valence et Alicante; elle revint inaugurer à Madrid l'aqueduc du Lozoya, et à cette heure, la plus brillante de son règne, elle sut comprendre qu'elle ne devait point s'engager trop avant dans la réaction. Elle rappela O'Donnell qui arriva au pouvoir avec un ministère homogène et un programme bien déterminé. Les électeurs lui donnèrent des Cortès, des députations provinciales et des municipalités dociles, et il commença sous les meilleurs auspices le long ministère qui fut le plus fécond du règne entier.

O'Donnell et l'Union libérale. — O'Donnell comprit que la faveur de la reine lui était indispensable; il ne parla plus de vendre les biens du clergé, les jésuites furent installés dans le splendide monastère de San Marcos de Leon, la sœur Patrocinio reparut à la cour et fonda des couvents dans toutes les résidences royales; O'Donnell suivit les processions un cierge à la main et, en 1861, refusa de reconnaître Victor-Emmanuel comme roi d'Italie. Cruel envers les démocrates, condamnant à mort le républicain Sixto Camara, envoyant aux galères 400 paysans andalous, coupables d'avoir fomenté une insurrection communiste, O'Donnell se montra au contraire plein de condescendance pour le comte de Montemolin et son frère

D. Fernando, qui furent faits prisonniers le 2 avril 1860 par les troupes que le capitaine-général Ortéga avait cherché à soulever en leur faveur. Ortéga fut fusillé, Montemolin et son frère furent invités à signer une renonciation à leurs droits (23 avril), et remis en liberté. Le 15 juin, les deux princes rétractaient leur renonciation. Mais au mois de janvier 1861, ils mouraient tous les deux du typhus à Trieste, et D. Juan de Bourbon, dernier représentant de la branche, se voyait abandonné par les Carlistes qui acclamaient son fils D. Carlos, alors âgé de douze ans. Pour quelques années au moins le carlisme n'était plus à craindre.

A l'intérieur, O'Donnell suivit une politique de concentration. Soutenu aux Cortès par une majorité compacte qu'on appelait sa « brigade irlandaise », il distribuait les hautes fonctions à ses parents et à ses créatures, et laissait crier les opposants. Quoique la situation financière fût loin d'être brillante et que la dette flottante montât jusqu'à 740 millions, les travaux publics prirent un énorme développement. L'Espagne se couvrit de chemins de fer construits par des ingénieurs français, avec l'appui de capitaux français. En 1867, le réseau espagnol comptait 6000 kilomètres de voies ferrées. Des usines à gaz furent installées dans les principales villes. Des sociétés financières se fondèrent à Madrid, à Barcelone, à Valence, l'exploitation des mines fut entreprise d'après des méthodes scientifiques, les ports furent améliorés, le tonnage de la marine marchande remonta à 400 000 tonnes ; le mouvement commercial passa de 250 millions de francs en 1848, à 896 millions en 1864.

Non content de rendre à l'Espagne la prospérité intérieure, O'Donnell voulut encore lui rendre le prestige de la gloire militaire. Il coopéra avec la France à la prise de Saïgon et de Tourane ; il réincorpora la République de Saint-Domingue à l'Espagne, il profita d'une attaque des Maures d'Anghera pour déclarer la guerre au Maroc.

Campagne du Maroc. — La guerre du Maroc a été l'œuvre personnelle d'O'Donnell, mais l'Espagne n'y a gagné qu'une gloire stérile, et avant que la campagne commençât, il était

certain qu'elle n'en retirerait aucun profit ; inquiet des menaces de l'Angleterre, O'Donnell s'était engagé à ne pas faire de conquêtes. Près de 8000 hommes ont payé de leur vie le don quichottisme du ministre.

La guerre fut déclarée le 12 octobre 1859 et débuta par le blocus de Tanger, de Larache et de Tétuan. Les deux points vulnérables du Maroc sont Tanger et Tétuan, mais la marine espagnole ne pouvait transporter de forces suffisantes, ni sur l'un, ni sur l'autre de ces points. O'Donnell se contenta de réunir 44 000 hommes et 3000 chevaux au camp de San Roque, près de Gibraltar, et de les transporter à Ceuta pour marcher de là sur Tétuan, en suivant la côte. Il prit le commandement en chef ; Echague, Zabala, Ros de Olano étaient chefs de corps, Prim commandait la réserve, et Alcalà Galiano la cavalerie. La campagne s'ouvrit le 19 novembre par l'occupation d'un ancien palais mauresque appelé *El Serrallo*. Les Espagnols construisirent en avant deux redoutes : *Isabel II* et *Principe Alfonso*. Après avoir, le 23 et le 24 novembre, repoussé les attaques des Marocains, les Espagnols furent repoussés le 25 sur El Serrallo ; mais, dès le 26, O'Donnell arrivait avec Prim et Zabala, reprenait les redoutes et faisait commencer un troisième blockhaus : *Rey Francisco*. Le 9 décembre, une attaque générale de Marocains fut repoussée. Le 12, Ros de Olano débarqua avec le 3^e corps, et dans les derniers jours de décembre toutes les attaques marocaines vinrent se briser contre les lignes espagnoles. Le 1^{er} janvier 1860, l'armée espagnole prenait l'offensive et s'emparait de la vallée de Castillejos, où Prim, emporté par sa bouillante valeur, fut sauvé par Zabala. Les Marocains se retirèrent sur une montagne escarpée qui domine la mer ; les Espagnols tournèrent la position du Monte Negron, mais leur marche fut lente et pénible ; coupés de Ceuta, et ne pouvant être ravitaillés par la flotte, vu l'état de la mer, ils restèrent pendant trois jours sans recevoir de vivres. Après avoir, le 10 et le 12 janvier, repoussé les attaques des Maures, l'armée espagnole doubla enfin le cap Negron (14 janvier) et s'établit en face de Tétuan, sur les bords du Guad-el-Gelu. Le 31 janvier, les Marocains, commandés par un frère de l'empe-

reur, essayèrent vainement de forcer les lignes espagnoles. Le 4 février, les Espagnols attaquèrent à leur tour et entrèrent le lendemain à Téluan où ils trouvèrent 146 pièces de canon. Le 17 février, Muley-Abbas faisait des propositions de paix. L'Espagne demandait tout le territoire entre Ceuta et Tétuan et 200 millions de réaux. La guerre recommença le 23 février. Le 11 mars, les Arabes tentèrent une attaque infructueuse sur Tétuan et, le 23 mars, ils furent encore battus à la grande bataille de Guad-el-Ras. Mais O'Donnell, effrayé de la résistance qu'il avait rencontrée, signa la paix moyennant une simple indemnité de 100 millions de réaux. L'Espagne recueillit du moins le bénéfice moral de ses efforts. Toute l'Europe admira le courage de ses soldats, et il fut un moment question de l'admettre au rang des grandes puissances. La jalousie de l'Angleterre fit écarter ce projet proposé par la France.

Chute d'O'Donnell. — Napoléon III essaya d'entraîner l'Espagne dans la guerre contre le Mexique, mais Prim signa avec Juarez la convention de La Soledad et laissa le général français Lorencez marcher sur Puebla. Napoléon III se montra vivement irrité de ce qu'il appela une défection. La conduite de Prim fut commentée avec passion en Espagne ; les progressistes virent une bonne occasion d'attaquer le ministère dont la politique devenait de plus en plus réactionnaire. Les modérés, conduits par Gonzalez Bravo, n'avaient pas oublié Vicalvaro et soutinrent mal le ministre. Après plusieurs mois de lutte, O'Donnell se retira (2 mars 1863) et l'Union libérale disparut avec lui : « Elle n'avait, disait Calvo Asensio, ni traditions, ni principes, ni histoire ; elle ne servait qu'à alimenter les espérances des plus candides, à offrir un refuge aux fatigués et une pâture aux avides. »

Dislocation de l'Union libérale. — Les années qui suivirent la chute d'O'Donnell furent marquées par un retour progressif de la cour vers les idées absolutistes. Cette politique insensée finit par coûter le trône à la reine Isabelle, après cinq ans et demi de luttes intestines et de violences.

Le cabinet Miraflores Concha essaya encore de gouverner légalement, mais les partis longtemps contenus par O'Donnell

reprirent la lutte avec une nouvelle énergie. Obligé de dissoudre les Cortès, le ministère obtint des électeurs une Chambre ministérielle, mais le parti progressiste s'abstint tout entier et dévoila aux électeurs les vices du système électoral. Dès l'ouverture de la session (4 nov. 1863), les absolutistes commencèrent à combattre le cabinet. La condamnation aux galères de quelques pasteurs de l'Église réformée d'Andalousie amena des protestations furieuses par toute l'Espagne. Le 17 janvier 1864, le cabinet Miraflores faisait place au ministère Arazola, bien vu de la reine, appuyé par Prim et par les progressistes. Au bout de six semaines, les ministres, ne pouvant obtenir le renvoi des Cortès, donnaient leur démission et Prim se brouillait définitivement avec la reine. La réaction s'accrut avec le cabinet Mon-Canovas qui revint purement et simplement à la constitution de 1845. Le roi fit un voyage à Paris, lors de l'inauguration de la ligne du Nord; on lui donna quelques conseils de modération, qu'il s'empressa d'oublier, la camarilla redevint toute-puissante, les progressistes furent poursuivis avec un redoublement de rigueur, et, le 3 mai 1864, D. Salustiano de Olozaga déclara que « *les obstacles traditionnels* qui s'opposaient à la liberté de l'Espagne devaient être brisés ». Des tentatives de pronunciamiento eurent lieu le 6 juin et le 6 août et furent réprimées sévèrement. Prim fut interné à Oviedo, Contreras à La Corogne. Les difficultés croissantes effrayèrent la reine à tel point qu'elle appela Narvaez au pouvoir.

Les dictatures militaires. — Narvaez s'efforça d'abord de gouverner constitutionnellement. Il obtint des élections conservatrices et offrit une amnistie à ses adversaires; mais les progressistes refusèrent de désarmer. Pour remédier aux difficultés financières, on songea à aliéner une partie du domaine de la couronne; le trésor devait encaisser 75 pour 100 du prix de vente, la reine se contentait de 25 pour 100. Castelar, professeur à l'Université de Madrid, éleva la voix au milieu du concert de louanges qui célébrait la générosité de la souveraine. Il montra qu'Isabelle gardait ses palais et ses plus beaux domaines, et versait dans sa cassette particulière le quart de la valeur de certains biens qui appartenaient à la nation. La cour

exigea la destitution immédiate de Castelar; le recteur Montalvan refusa de la prononcer. La cour révoqua le recteur; les étudiants vinrent donner au recteur révoqué une sérénade enthousiaste (8 avril 1865). La police dispersa les manifestants; le lendemain, Madrid était houleux, la police à cheval chargea la foule; il y eut 9 morts et 100 blessés; la municipalité prit parti pour la population contre le gouvernement, et, après deux mois de lutte, Narvaez démissionna (21 juin).

O'Donnell prit sa place et essaya de ramener la reine au libéralisme. Le P. Claret et la sœur Patrocinio quittèrent la cour; la mise en vente des biens ecclésiastiques fut activée; Victor-Emmanuel fut reconnu. Mais O'Donnell ne put parvenir à gagner les progressistes; Prim laissa entendre qu'ils ne s'arrêteraient devant aucun obstacle. Des émeutes militaires éclatèrent sur plusieurs points de l'Espagne; la crise politique s'aggrava d'une crise financière. Le 22 juin 1866, les régiments d'artillerie de Madrid se soulevèrent, O'Donnell réprima l'insurrection, laissa exécuter 60 mutins condamnés par les conseils de guerre, et la cour le trouva encore trop clément. Le 10 juillet, il céda la place à Narvaez.

Narvaez voulut terrifier l'opposition. La presse fut bâillonnée, tous les corps réfractaires furent dissous. Les Cortès ayant osé protester, le comte de Cheste, capitaine-général de Madrid, fit occuper leur palais. Le président des Cortès, Rios Rosas, voulut présenter une adresse à la reine, et fut exilé. Le président du Sénat, Serrano, suivit son exemple et fut exilé. Le duc de Séville protesta « contre le régime de terreur qui régnait à Madrid » et fut déclaré déchu de tous ses droits de prince espagnol. Le duc et la duchesse de Montpensier tentèrent de faire entendre quelques conseils, et furent exilés. Jamais le palais n'avait offert un spectacle plus scandaleux; la reine osait faire de son favori, D. Carlos Marfori, un ministre des Colonies. Les hommes les plus éclairés se détachaient de la dynastie, et une feuille vengeresse intitulée *l'Éclair* (*El Relampago*) jetait, le 22 juin 1867, le cri de : « A bas les Bourbons ! » Le général Dulce, le duc de Montpensier donnèrent leur adhésion au parti révolutionnaire.

Le 5 novembre 1867, O'Donnell mourut. La reine n'envoya même pas une voiture de la cour à son enterrement. Narvaez s'honora au contraire en prenant la tête du convoi, et en prononçant un discours ému sur la tombe de son rival.

Le 22 février 1868, Pie IX décerna la rose d'or à la reine d'Espagne. C'était un mystique témoignage de reconnaissance et d'estime. La cour célébra cet événement par des démonstrations d'allégresse, la nation se montra indifférente ou railleuse. La mort de Narvaez (23 avril 1868) enleva à Isabelle son dernier appui.

Cependant la reine s'entêtait de plus en plus dans ses idées. Elle maria sa fille aînée Doña Isabelle au comte de Girgenti, frère de l'ex-roi de Naples, et donna pour successeur à Narvaez un partisan de l'absolutisme, Gonzalez Bravo, qui chercha à jouer le rôle de dictateur civil : emprisonnements de généraux, bannissement à Lisbonne du duc et de la duchesse de Montpensier, mesures draconiennes contre la presse, rien ne fut oublié pour donner à la dictature le caractère le plus révoltant.

Mais, tandis que la reine allait prendre les bains de mer à Lequeitio, un complot s'ourdissait, qui devait aboutir à la révolution. La reine le devinait et s'en réjouissait ! « La petite guerre policière m'ennuie, disait-elle ; vienne quelque chose de grave qui me fouette la bile... alors nous tirerons le poignard, nous combattons face à face, et à mort. »

La Révolution de septembre 1868. — Le 18 septembre 1868, l'escadre à l'ancre en rade de Cadiz, et commandée par l'amiral Topete, se déclara en insurrection aux cris de : « Vive la souveraineté nationale ! » Le lendemain, Topete occupa Cadiz, Serrano marcha sur Séville, et Prim, avec trois frégates, alla soulever les ports de la Méditerranée.

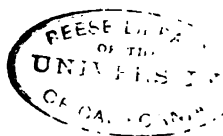
Un instant la reine eut l'idée de se rendre à Cadiz, mais l'escadrille des Passages alla se joindre aux insurgés. Isabelle accepta la démission de Gonzalez Bravo et donna pleins pouvoirs à D. José Concha, qui partit pour Madrid et organisa en toute hâte la résistance.

A la fin de septembre, Novaliches franchissait le défilé de Despeña-Perros avec 9000 hommes, 1300 chevaux et 32 canons.

Serrano rassemblait de son côté 18 bataillons, 24 canons et 800 chevaux. La rencontre eut lieu au pont d'Alcoléa, à une étape de Cordoue. Novaliches eut le tort de diviser ses forces et de marcher sur Alcoléa par les deux rives du Guadalquivir. Ses colonnes ne purent opérer leur jonction, il fut grièvement blessé, et son lieutenant Paredes se retira sur El Carpio. Le 2 octobre, Paredes capitulait et se ralliait à Serrano avec son armée. Depuis trois jours, Madrid était en pleine insurrection. Une junta révolutionnaire, présidée par D. Pascual Madoz, prenait le gouvernement de la ville; une junta démocratique distribuait au peuple 40 000 fusils. Il n'était peut-être pas encore impossible à Isabelle de ramener ses sujets, mais il fallait sacrifier Marfori; elle ne put s'y résoudre et quitta Saint-Sébastien, au milieu d'un silence menaçant, emmenant avec elle le P. Claret et Marfori. A Biarritz, elle eut une entrevue avec Napoléon III, qui mit à sa disposition le château de Pau où elle s'installa provisoirement, et d'où elle adressa à la nation espagnole un manifeste passionné, qui fut reçu dans la Péninsule avec la plus complète indifférence.

La Constitution de 1869. — La Révolution de septembre fut accueillie par toute l'Espagne avec une joie indicible. Comme en 1854, la liberté compromise parut sauvée. Mais l'éternel malheur de l'Espagne voulait que la révolution ne fût comprise que d'une élite; la masse y demeurait étrangère, ou devait servir d'appoint aux plus hardis et aux plus violents. Les hommes de septembre étaient divisés entre eux; les uns voulaient proclamer la république, les autres voulaient garder la monarchie avec une dynastie nouvelle, et pendant deux mortelles années, l'Espagne s'épuisa à attendre une constitution, puis un roi.

Le 25 octobre 1868, le ministère révolutionnaire décréta l'établissement du suffrage universel; la liberté des cultes, de l'imprimerie, de l'enseignement; le droit de réunion et d'association. Les Cortès constituantes furent convoquées pour le 11 février 1869; la période électorale fut marquée par d'assez graves désordres à Tarragone, à Badajoz, à Séville, à Cadix, à Malaga. Madrid vit un meeting monarchiste sur l'esplanade des



Ecuries royales, et une manifestation républicaine au Campo de la Lealtad. Les électeurs nommèrent des Cortès en majorité progressistes; il y eut quelques républicains, quelques Carlistes et deux ou trois modérés seulement.

Le 11 février 1869, Serrano ouvrit solennellement les Cortès constituantes. Elles lui décernèrent le titre de chef du pouvoir exécutif. La commission de constitution commença aussitôt son travail. La grande bataille se livra autour de l'article qui décrétait la liberté religieuse; 9000 pétitions, signées de 3 millions de signatures, demandèrent que le catholicisme fût seul toléré; cependant, malgré cette formidable manifestation, les progressistes inscrivirent le principe de la liberté des cultes dans la constitution. Votée le 1^{er} juin, elle fut promulguée le 6; les membres de la maison de Bourbon étaient exclus du trône et de tous les emplois publics.

C'était beaucoup d'avoir fait une constitution, mais il fallait la faire accepter par la nation. Elle avait contre elle les anciens modérés, les Carlistes et les républicains. Des troubles éclatèrent à Malaga, à Séville et à Alicante. Le gouvernement appliqua la loi rigoureuse du 17 avril 1821, la minorité républicaine protesta et commença à s'agiter. Saragosse, Valence et Barcelone s'insurgèrent. Pi y Margall alla jusqu'à dire en pleines Cortès « que les ouvriers de Catalogne et d'Europe préparaient à leur profit une révolution sociale contre les autres classes ». D'un autre côté, le gouvernement s'irrita de voir le clergé prêcher ouvertement la révolte; il voulut obliger les curés à prêter serment à la constitution; un grand nombre d'ecclésiastiques refusèrent, et dans le nord de l'Espagne se forma un parti important en faveur de D. Carlos, fils de D. Juan de Bourbon.

Les candidats au trône. — Prim voyait dans l'élection d'un roi le remède aux maux du pays. Les prétendants ne manquaient point, mais on ne voulait pas de ceux qui auraient accepté, et ceux que l'on désirait n'acceptaient pas.

Malgré l'abdication de la reine Isabelle à Paris (25 juin 1869), les partisans de son fils D. Alfonso étaient encore peu nombreux.

Le duc de Montpensier était impopulaire et montra une hâte intempestive. Il eut le malheur de tuer en duel son cousin le duc de Séville; il eut contre lui pendant longtemps le gouvernement français. Il fut définitivement écarté.

Ferdinand de Savoie, duc de Gênes, frère de Victor-Emmanuel, refusa toute candidature.

D. Fernando de Saxe, roi douairier de Portugal, était le candidat préféré des partisans de l'union ibérique; Napoléon III voyait sa candidature d'un œil très favorable, mais le roi se déroba d'abord en disant qu'il s'agissait pour lui d'un cas de conscience. Le 5 avril 1869, il refusa par télégramme de recevoir une députation des Cortès. Prim, très mortifié, n'insista plus. Cependant les scrupules du roi venaient moins de sa conscience que du souci de ses intérêts; il craignait de perdre, en cas de révolution en Espagne, la liste civile qu'il touchait en Portugal. Puis, il avait épousé une étrangère, M^{me} Hensler, que le roi de Prusse avait faite comtesse d'Elda, et il craignait qu'on ne fit pas à son épouse un accueil suffisamment royal.

De guerre lasse, Prim proposa la couronne au roi D. Luiz de Portugal, qui répondit « qu'il était né Portugais, et voulait mourir Portugais » (28 septembre 1869).

Au mois de mai 1870 on revint à D. Fernando, qui refusa encore (15 mai). De nouvelles instances furent faites au mois de juillet. Le 15 juillet, l'ambassadeur d'Espagne à Lisbonne télégraphiait à Prim l'acceptation de D. Fernando. Tout semblait réglé, et, le 22 juillet, Prim offrait officiellement la couronne à D. Fernando qui répondit par de nouvelles exigences. On négocia jusqu'au 30 juillet, sans pouvoir s'accorder, les Portugais ne voulant pas entendre parler de l'union de leur pays avec l'Espagne.

Au cours même des négociations avec D. Fernando, un banquier de Berlin eut la singulière idée de proposer la candidature d'un prince allemand, Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen. Prim envoya à Berlin M. Salazar y Mazarredo pour négocier avec le père du prince Léopold. Le roi de Prusse et Bismarck affectèrent de ne voir en cette négociation qu'une affaire personnelle au prince Léopold : « S'il y a du bruit en

France, écrivait Bismarck, nous demanderons simplement : **que** nous voulez-vous? Voulez-vous dicter les décisions de la **nation** espagnole et d'un particulier allemand? » Cette malencontreuse candidature, indiscrètement ébruitée, fut la cause de la **guerre** franco-allemande. Au mois d'octobre 1870, Prim fit demander à Berlin si le prince Léopold accepterait la couronne dans le cas où les Cortès le nommeraient roi. Le roi de Prusse répondit qu'il ne pouvait intervenir comme chef de la Confédération, mais qu'on pouvait s'adresser au prince. Bismarck fut plus hardi; le gouvernement italien lui ayant demandé si le prince Léopold n'était plus candidat, il refusa de répondre, et ne permit même pas à l'agent italien de se rendre au quartier général allemand pour voir le prince. Le major von Versen vint même demander à Prim la coopération de l'Espagne dans la guerre contre la France. Prim refusa noblement. Quelque temps après, M. de Kératry, délégué par le gouvernement de la Défense nationale, essaya à son tour d'entraîner l'Espagne dans la guerre contre l'Allemagne. Les négociations allèrent, paraît-il, assez loin, mais ne purent aboutir; toutefois le candidat allemand fut écarté. On se rabattit alors sur D. Amédée de Savoie, que les grandes puissances acceptaient. Les Cortès l'élurent roi d'Espagne au mois de novembre 1870, par 191 voix sur 311 votants. D. Carlos et Doña Isabelle protestèrent immédiatement, et, le 30 décembre, le jour même où Amédée débarquait à Carthagène, Prim était assassiné à Madrid au sortir des Cortès. L'Espagne n'en avait pas fini avec la guerre civile.

Les lettres et les sciences en Espagne. — L'enseignement public fut réorganisé en 1845. Les Universités furent ramenées au nombre de dix, installées à Madrid, Barcelone, Séville, Santiago, Valladolid, Valence, Grenade, Saragosse, Salamanque et Oviédo. Elles comptaient en 1860 plus de 9000 élèves. Quelques tentatives fort discrètes furent faites pour émanciper l'enseignement. Un professeur de l'Université de Madrid, D. Julian Sanz del Rio paraphrasa à l'usage de ses compatriotes les œuvres de l'allemand Krause. L'érudition fut cultivée avec succès par Carlos Aribau, Fernandez Guerra, Agustin Duran et Hartzembusch, qui publièrent des éditions

de *Quévêdo*, du *Romancero*, de *Calderon*, d'*Alarcon*, de *Tirso de Molina* et de *Lope de Vega*. Mais le public savant fut toujours très restreint, et les Revues sérieuses ne parvinrent pas à s'acclimater en Espagne.

Le droit eut un vrai maître en la personne de D. Joaquin Francisco Pacheco, dont les *Leçons de droit pénal* sont encore classiques dans l'Amérique du Sud. Le bel ouvrage de Fermin Caballero, intitulé *Fomento de la poblacion rural*, est l'un des meilleurs livres d'économie politique qui aient été publiés en Espagne. Le *Dictionnaire géographique* du catalan D. Pascual Madoz est rempli de renseignements intéressants.

Les sciences marchèrent d'un pas encore plus lent que l'érudition ; cependant les découvertes des savants étrangers pénétrèrent peu à peu en Espagne. Ramon Pellico publia un bon *Manuel de géologie*, et Casiano de Prado commença l'étude scientifique détaillée de plusieurs provinces de la péninsule.

L'histoire fit des progrès beaucoup plus sérieux. Les historiens cherchèrent à unir l'exactitude des vieux chroniqueurs nationaux à la méthode des historiens modernes ; ils firent aussi de louables efforts pour atteindre à l'impartialité. L'œuvre la plus considérable, sinon la mieux venue, est l'*Histoire générale d'Espagne* de D. Modesto Lafuente, vaste répertoire où se trouvent rangés en bon ordre, mais sans vues supérieures et sans pittoresque, les faits importants de l'histoire nationale. Beaucoup plus attachantes sont l'*Histoire de la civilisation espagnole* de D. Eugenio Tapia, la *Vie d'Arguelles* de D. Evaristo San Miguel, et l'*Histoire du règne de Charles III* de D. Antonio Ferrer del Rio, bien documentée, bien conduite, et racontée d'une façon très intéressante. On n'en peut dire autant de l'*Histoire de la guerre civile* de D. Antonio Pirala, inextricable fouillis de faits minuscules dont l'auteur n'a su que bien rarement voir l'importance relative.

La littérature d'imagination continua à évoluer sous l'influence du romantisme français, et nous offre une multitude de poètes et d'auteurs dramatiques, dont l'ensemble constitue une pléiade d'esprits distingués et charmants, mais chez presque tous on remarque plus d'habileté que d'imagination et une absence

presque complète de sincérité dans l'inspiration. Ils font des tragédies historiques comme *la Rica hembra* (la grande dame) de Tamaya y Baus, *le Prince de Viane* de Doña Gertrudis de Avellaneda, le *Philippe II* de José Maria Diaz et *les Deux favoris* de Rubi. A peine, de temps à autre, voit-on quelques essais de théâtre moderne et original comme *la Croix du mariage* d'Eguilaz, *le Toit de verre* et *le Tant pour cent* d'Alejandro Lopez de Ayala. Vers 1850, le goût du public pour l'opéra-comique (la *Zarzuela*) détermina un Catalan nommé Camprodon à écrire des livrets originaux ou à adapter à la scène espagnole ceux des auteurs étrangers; on applaudit la musique de Barbieri, d'Arieta, de Gaztambide et d'Oudrid, et l'opéra-comique fut définitivement acclimaté à Madrid.

Parmi les poètes, D. Ramon Campoamor s'est fait avec ses *Doloras*, ses *Poesias* et son *Drama universal* un des noms les plus populaires de l'Espagne. Manuel Palacio rappela parfois Quévêdo par la hardiesse de ses satires, Arnao fut le poète de la religion, et Antonio de Trueba dans son *Libro de los cantores* donna peut-être le modèle de la poésie populaire castillane.

Nombreux furent les romanciers, mais ils cultivèrent presque tous le genre artificiel et un peu démodé du roman historique et du roman d'aventure. Enrique Perez Escrich a écrit trente volumes, Manuel Fernandez y Gonzalez a poussé ses romans de cape et d'épée à travers tous les siècles de l'histoire d'Espagne. Le roman « à thèse » a été aussi très populaire et a trouvé son principal représentant chez Doña Cecilia Bohl de Faber, connue dans les lettres sous le pseudonyme de Fernan Caballero. Fille d'un négociant de Hambourg établi à Cadix, elle a été l'amie de la reine Isabelle, et a mis son talent au service des idées absolutistes et réactionnaires de sa royale protectrice. Cette préoccupation politique nuit à la vérité de son œuvre et lui imprime une fatigante monotonie, mais qui voudra bien connaître l'Espagne d'Isabelle II devra lire Fernan Caballero, et, à côté de vieilles idées fausses, il y trouvera de charmantes descriptions, des accents de passion sincère et surtout beaucoup de sel et de grâce andalouse. En 1869 parut un livre écrit par un auteur de vingt-trois ans, *la Fontana de Oro*, de Benito Perez Galdos.

C'était le premier volume d'une série de romans nationaux (*Episodios nacionales*) où l'auteur se proposait de montrer l'évolution politique et sociale accomplie dans ce siècle par sa patrie. Perez Galdos s'annonçait comme un progressiste déterminé; au lendemain de la révolution de septembre, son livre fut comme un signal de guerre, comme l'entrée victorieuse du libéralisme dans la littérature.

A côté des romanciers, une place importante doit être réservée aux polygraphes, tels que Canovas del Castillo, historien et polémiste; Pedro Antonio de Alarcon, journaliste, auteur dramatique et romancier; Emilio Castelar, économiste, historien, esthéticien, romancier et conférencier.

La langue espagnole paraît faite exprès pour la tribune et la chaire; les salles des Cortès et de l'Ateneo de Madrid ont entendu de merveilleux orateurs, comme le conservateur Donoso Cortès, l'absolutiste et sceptique Gonzalez Bravo, le probe et ferme Antonio Ros Rosas, et tous les coryphées du parti progressiste, Olozaga, Maria Rivero, Ruiz Zorrilla, Figueras, Salmeron, Pi y Margall, et Castelar, le prestigieux orateur, l'incarnation même de l'éloquence espagnole.

A tous ces hommes la presse aussi a servi de tribune, et quoique l'instruction primaire soit encore fort peu avancée en Espagne, Madrid se trouvait posséder en 1867 cent trente-quatre journaux, dont dix-sept politiques et trente-deux littéraires. Le *Heraldo* était l'organe des modérés, la *Epoca* celui de l'Union libérale; le *Clamor publico* celui des progressistes. Ce fut dans la *Discussion* d'abord, puis dans la *Democracia* qu'Emilio Castelar publia les premiers manifestes du parti républicain. En province, le *Diario de Barcelona* et l'*Irurac bat* de Bilbao restèrent les interprètes écoutés des patriotes basques et catalans.

Toutes ces publications comptaient, il est vrai, plus de rhéteurs que d'hommes vraiment compétents, et quoique réels, les progrès de l'esprit public ont été moins rapides que ne le feraient supposer le grand nombre et le talent de ses éducateurs. Le sérieux, voilà ce qui manqua trop souvent aux brillantes amplifications des littérateurs, des orateurs et des journalistes de cette période. Les progrès de la culture espagnole leur donne-

ront peu à peu les qualités qui leur manquent encore. Qu'elle garde ses dons merveilleux et qu'elle renonce franchement aux préjugés de son éducation théocratique, l'Espagne sera la plus originale et la plus vivante des nations latines.

II. — Le Portugal.

Le Portugal de 1847 à 1870. — De 1847 à 1870 le Portugal n'eut pas une vie politique beaucoup plus régulière que l'Espagne. Il eut ses pronunciamientos et ses coups d'État, douze présidents du conseil se succédèrent à la tête du cabinet, sans compter d'innombrables changements dans le personnel des ministres. En Portugal comme en Espagne, le régime parlementaire n'était qu'une importation étrangère, une création artificielle, et il est aisé de comprendre qu'en un pays où il n'y avait pas d'opinion publique, un gouvernement fondé sur l'opinion ait eu quelque peine à s'acclimater. Les idées et les principes n'étaient pour la masse que des formules vides de sens, qui servaient de jouet ou d'arme aux partis; à force de passer de main en main, ils perdaient tout relief et toute signification, personne ne les comprenait plus, et les politiciens s'agitaient devant une nation inattentive et lassée, qui ne cherchait que le bien-être matériel. Le Portugal était « une vaste Barataria gouvernée par le roi Sancho ». L'indifférence générale eut du moins ce bon résultat qu'elle réduisit les partis politiques à l'état de simples coteries, et enleva ainsi à leurs luttes beaucoup de leur âpreté. Le pays ne fut pas à chaque instant troublé par des secousses révolutionnaires, et, sous le gouvernement paternel de souverains patriotes et intelligents, le Portugal réalisa d'immenses progrès.

Saldanha et Costa Cabral. — Les années qui suivirent la révolution de 1847 furent remplies par la lutte du maréchal Saldanha et de Costa Cabral. « Homme sans idées, les partis et les programmes n'étaient pour Saldanha que des occasions, rien de plus, et comme les partis et les programmes naissaient, croissaient et se défaisaient constamment, le maréchal, à la fin

de sa vie, comptait presque autant d'opinions successives que d'années. » — Costa Cabral, dur et autoritaire, avait pour lui l'habitude des affaires et la pratique du gouvernement. Pendant deux ans (1847-49) Saldanha réussit à le tenir en échec, puis en 1849 Costa Cabral l'emporta à son tour. En habile politique, il essaya de retenir le vieux soldat et de l'enchaîner à sa cause, mais l'amour-propre parla plus haut chez Saldanha que l'intérêt, il refusa toute proposition d'accommodement et passa à l'opposition. Il mit deux ans à préparer ses batteries, il gagna la confiance des hommes les plus distingués du pays, Ferrer, Soure, Pestana, Herculano, il se fit libéral, pour mieux duper les libéraux, qui espéraient trouver en lui un chef de parade et gouverner sous son nom en le flattant et en le payant bien. Le 17 avril 1851, il souleva Porto avec l'aide d'un riche manufacturier progressiste, Victorino Damasio. La cour ne fit aucune résistance, et, le 15 mai, Saldanha triomphant entra à Lisbonne au milieu d'une population enthousiaste qui saluait en lui le régénérateur du pays.

La régénération. — La coalition qui avait porté Saldanha au pouvoir était surtout un syndicat de financiers et de gens d'affaires. Saldanha servit d'enseigne à la maison, mais au lieu de la régénération morale que demandait le candide Herculano, ce fut le progrès matériel que décrétèrent Rodrigo, *le pontife*, et Fontes, *le diacre* du nouveau culte. La régénération portugaise ne fut en somme que le règne du capital. Fontes résumait l'esprit du nouveau système en disant « qu'il répondrait du salut du pays s'il était possible de faire une loi qui obligeât tous les Portugais à voyager trois mois par an ».

Don Pedro V. — La mort de la reine Doña Maria (15 nov. 1853) donna la couronne à D. Pedro V, jeune prince de seize ans, qui régna d'abord sous la tutelle de son père D. Fernando de Saxe. Le régent était un prince instruit, de goûts artistiques et d'esprit très moderne, qui se prêtait en philosophe à tous les changements à vue de la politique portugaise. Il avait confié son fils à l'historien Herculano, et pour compléter son instruction il le fit voyager en France, en Angleterre, en Suisse, en Belgique et en Italie. Déclaré majeur en 1855, D. Pedro

apporta à son pays une intelligence cultivée et un vif amour du bien public, mais son savoir l'avait fait trop supérieur à son peuple; et ses voyages le firent étranger, en lui révélant les misères de la société portugaise. Sa complexion délicate, son penchant naturel au mysticisme le portèrent à croire à sa fin prochaine. Il sembla plutôt assister à son règne que vraiment régner. Il vit succéder le parti *historique* au parti *régénérateur*, il vit tomber Saldanha (1856) et passer au pouvoir après lui le duc de Loulé, grand seigneur de naissance, mari d'une infante, chef des révolutionnaires et franc-maçon, portant dans la révolution ses grandes façons et son impassible sérénité de fidalgue du vieux temps, — le duc d'Avila, — le régénérateur Terceira. Il n'aima et n'estima vraiment que Loulé. Il s'attira une immense popularité par le courage dont il fit preuve dans les épidémies de choléra et de fièvre jaune qui désolèrent Lisbonne. Sa femme, la belle et bonne Stéphanie de Hohenzollern-Sigmaringen, fut bientôt aussi populaire que lui. Mais la mort prématurée de la jeune reine augmenta encore la mélancolie du roi. Il se vit accuser de cléricisme parce qu'il avait introduit les Sœurs de charité en Portugal; il ne se sentit pas l'énergie nécessaire pour se mettre résolument à la tête du gouvernement, comme son peuple l'y conviait, et il mourut le 11 nov. 1861, regretté de tous ses sujets, qui un moment crurent à un crime et se répandirent dans les rues de Lisbonne en poussant des cris de mort et de vengeance.

Don Luiz I^{er}. — D. Luiz, duc de Porto, succéda à son frère D. Pedro, et s'entoura d'hommes nouveaux comme Casal, Serpa, Martens, Sampaio, qui donnèrent à la politique portugaise une tournure progressiste marquée. Mal vues des libéraux et du clergé portugais, les Sœurs de charité furent expulsées du Portugal. Le roi épousa une fille de Victor-Emmanuel.

Les intérêts industriels et commerciaux furent l'objet de la constante sollicitude du roi et des ministres. L'année même où fut inaugurée la ligne de Badajoz à Lisbonne, les passeports furent abolis dans l'intérieur du royaume pour les nationaux et les étrangers. En 1866, une Exposition universelle fut ouverte à

Porto. En 1867, le système métrique fut appliqué aux poids et mesures. La division territoriale du royaume fut remaniée et donna satisfaction aux tendances décentralisatrices. Un code civil fut promulgué. L'esclavage fut aboli dans les colonies portugaises (1868).

Deux graves questions attirèrent l'attention du gouvernement : la question espagnole et la question financière. Nous avons vu comment fut résolue la première; la seconde ne l'est pas encore.

Le Portugal s'était endetté pendant la guerre de l'Indépendance; les guerres civiles lui coûtèrent fort cher, et le fardeau fut encore augmenté par les emprunts usuraires contractés par D. Miguel. En 1852, la dette montait déjà à 34 470 *contos* de reis. Elle fut à cette époque convertie en 3 0/0, mais le développement des travaux publics, le gaspillage et la spéculation portèrent la dette à 137 998 *contos* dès 1863, et tandis que la dette quadruplait de valeur le commerce avait bien de la peine à revenir au chiffre de 1818, avant la perte du Brésil. Le duc de Loulé essaya d'enrayer le mal; le roi donna le bon exemple en réduisant spontanément sa liste civile; mais quand il voulut réduire le nombre des membres du Parlement, une grande agitation se manifesta dans le pays; quand il fit décréter la mise en vente des biens du clergé, le vieux maréchal Saldanha, ambassadeur à Rome, envoya sa démission, et, le 19 mai 1870, une révolte militaire amenait la chute du duc de Loulé, la dissolution des Cortès et la constitution d'un cabinet Saldanha, destiné d'ailleurs à succomber rapidement.

Les lettres en Portugal. — Après les grandes commotions politiques qui marquèrent en Portugal le commencement du siècle, le rétablissement d'une sécurité relative permit aux écrivains et aux penseurs de commencer l'éducation nationale. Ils se mirent à la tâche avec assez d'ardeur pour qu'on ait pu appeler le mouvement qui se produisit alors la troisième renaissance portugaise.

La renaissance eut pour initiateur un littérateur d'un très réel talent, le baron J. B. d'Almeida-Garrett, né à Porto en 1799. Garrett passa dix ans de sa vie (1823-1833) en Angleterre et en

France, et à son retour publia son *Esquisse de l'histoire et de la poésie portugaise*, qui fut comme le manifeste de la nouvelle école. Citons parmi ses nombreux ouvrages en prose et en vers ses poèmes de *Doña Branca* et de *Camoens*, des drames, des comédies, et ses *Voyages dans mon pays*, l'un des livres les plus populaires de la littérature portugaise. Antonio Feliciano de Castilho (1800-1878), aveugle dès l'âge de six ans, a composé de nombreux poèmes d'une riche couleur et d'un sentiment très intense, où se révèle la mélancolie particulière de l'âme portugaise. Les *Jalousies du Barde*, les *Nuits du Château*, le *Printemps* sont les plus célèbres. Alexandre Herculano et Araujo, né à Lisbonne en 1810, a fait ses études à Paris et s'est préparé à l'histoire par la poésie et le roman historique; après avoir écrit *Maitre Gil*, *Arrhas por foro d'Hespanha*, la *Dame au pied de chèvre*, il a composé une vaste *Histoire du Portugal*, malheureusement incomplète, qui lui assure un rang distingué parmi les historiens du XIX^e siècle. Plus fécond encore, José de Silva Mendes Leal s'est distingué comme poète, comme auteur dramatique, comme romancier, comme historien, comme journaliste, comme homme d'État. Ses drames *Blanche étoile*, *l'Héritage du Chancelier*, *Pedro*, ont obtenu un succès durable; ses études historiques : *les Deux Péninsules* et *Monuments nationaux*, méritent d'être citées à côté des travaux d'Herculano. Rebello de Silva, João de Andrade, Corvo de Camoës, Camille Castello-Branco, Francisco Gomez de Amorim, Ernesto Biester, Abranches, Tixeira de Vasconcellos, ont aussi écrit des romans et des pièces de théâtre. Latino Coelho a donné une étude sur le *Marquis de Pombal* et une *Histoire politique et militaire du Portugal*. Oliveira Martins a composé une *Histoire du Portugal* et un *Portugal contemporain* d'un ton très passionné, mais d'une lecture très attachante.

La presse portugaise compte dans ses rangs une foule d'écrivains de grand mérite, et le *Cours supérieur des lettres* fondé à Lisbonne par le roi D. Pedro V n'a pas été étranger au développement littéraire du pays.

Les sciences ne présentent pas, il est vrai, un aspect aussi brillant que la littérature; cependant les études géographiques

sont cultivées avec succès, l'Université de Coïmbre possède une belle bibliothèque et de magnifiques collections d'histoire naturelle. Lisbonne a une grande École de médecine, et les observatoires astronomiques de Lisbonne, de Coïmbre et de Porto sont pourvus d'un outillage complet. Un Portugais peut recevoir une instruction sérieuse et complète sans sortir de son pays.

BIBLIOGRAPHIE

Voir les ouvrages généraux cités ci-dessus, t. X, chap. VI, p. 265.

I. Espagne. — HISTOIRE POLITIQUE : **Romani y Puigdemongas**, *Antiguiedad del regionalismo español*, Barcelone, 1890 (traité d'un suérisme exalté respirant la haine la plus vive contre les *politicastros* de Madrid). — **H. Bruck**, *Die geheimen Gesellschaften in Spanien*, 1881. — **Donoso Cortes**, *Ensayo sobre el catolicismo, el liberalismo y el socialismo, considerados en sus principios fundamentales*, Barcelone, 1851. — **Borrego**, *Études sur l'organisation des partis en Espagne*. — **D'Alaux**, *L'Espagne depuis la révolution de Février* (*Revue des Deux Mondes*, 1848, t. II). — **Cristino Martos**, *Histoire de la Révolution de 1854*. — **Castelar**, *La formula del progreso*, Madrid, 1858. — **Fernando Garrido**, *L'Espagne contemporaine*, Bruxelles, 1862. — **De Mazade**, *Les révolutions de l'Espagne contemporaine*, Paris, 1869. — **W. Lauzer**, *Geschichte Spaniens von dem Sturz Isabella's*, 1877, 2 vol. — **Jose Pablo y Angulo**, *Memorias intimas de un pronunciamiento*, Madrid, 1869. — **Victor Balaguer**, *Memorias de un constituyente*. — **Cherbuliez**, *L'Espagne politique* (1868-73), Paris, 1874. — **Angulo**, *Los asesinos del general Prim*, Paris, 1886. — **Houghton**, *Les origines de la restauration des Bourbons en Espagne*, Paris, 1890. — **Debidour**, *Histoire diplomatique de l'Europe* (1814-1878), Paris, 1891, 2 vol.

POUR L'HISTOIRE DE LA GUERRE DU MAROC : **Francisco Martin Arrue**, *Curso de historia militar*, Tolède, 1897. — On pourra consulter encore l'*Annuaire des Deux Mondes*, l'*Annual register*, les grandes revues espagnoles : *Revista de España*, *La America*, *Revista Iberica*, *Revista Betica*, *Revista de Cataluña*; en France, la *Revue des Deux Mondes*.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET LITTÉRAIRE : **Fermin Caballero**, *Reseña geográfico-estadística de España*, Madrid, 1868. — Id., *Fomento de la población rural*. — **Pascual Madoz**, *Diccionario geográfico-estadístico de España*, Madrid, 6 vol. — **E. Barrault**, *Le chemin de fer du nord en Espagne*, Paris, 1858. — **A. Germond de Lavigne**, *Les chemins de fer espagnols*, Paris, 1858. — **Carlos de Ochoa**, *Códigos, leyes y tratados vigentes de España*, Paris, 1885. — **Muro y Martínez**, *Constituciones de España y de las demás naciones de Europa, con la historia general de España*, Madrid, 1881, 2 vol. (le t. I^{er} donne le texte de toutes les constitutions d'Espagne depuis 1812). — **R. Fraoso**, *Las constituciones de España* (*Revista de España*, Juin-Juillet, 1880). — **Borrego**, *Historia de las Cortes de España durante el siglo XIX*, 1883, 2 vol. — **Colmeiro**, *Derecho administrativo de España* (1876-80), 3 vol. — **Francisco Pacheco**, *Lecciones de derecho penal*, Madrid. — **La Serna y Montalban**, *Elementos del derecho civil y penal de España*, Madrid, 1886, 3 vol. — **Torres Campos**, *Staatsrecht d. K. Spanien* (collection Marquardsen), 1889. — **Segismundo Moret y Prendesgast**, *La familia foral*, Madrid, 1863. —

Id., *El capital y el trabajo*, Madrid, 1861. — **La Fuente (D. Vicente de)**, *Historia de las Universidades, colegios y demas establecimientos de enseñanza en España*, Madrid, 1884-85, 4 vol. — **Menendez y Pelayo**, *La ciencia española*, Madrid, 1887. — **Ed. Mailly**, *L'Espagne scientifique*, Bruxelles, 1868. — **Hans Parlow**, *Kultur und Gesellschaft in heutigen Spanien*, Leipzig, 1888. — **Diercks**, *Das moderne Geistesleben Spaniens*, Leipzig, 1883.

II. **Portugal**. — **Tavares de Medeiros**, *Das Staatsrecht d. K. Portugal* (Collection Marquardsen), 1892; *Diccionario universal portuguez*. — **Coelho da Rocha**, *Ensaio sobre a historia do governo e da legislação de Portugal*. — **L.-P. Coimbre**, *Estudios sobre a carta constitucional de 1824 e acto adicional de 1852*, Lisbonne, 1878-80, 3 vol. in-8; *Carta constitucional da monarchia portugueza e acta adicional*, Lisbonne, 1860. — **E. Bavoux**, *Costa Cabral, notes historiques sur sa carrière et son ministère*, Paris, 1846. — **Ribeiro**, *Historia dos estabelecimentos scientificos, litterarios, artisticos de Portugal*, Lisbonne, 1882-83, 4 vol. in-8. — **Loiseau**, *Histoire de la littérature portugaise*, Paris, 1887.

CHAPITRE X

L'ANGLETERRE

De 1846 à 1872.

I. — Russell et Palmerston (1846-1852).

Le ministère whig et Robert Peel. — La dislocation de la majorité conservatrice en juin 1846 avait troublé pour longtemps la vie constitutionnelle. Lord John Russell prit la direction d'un ministère whig, appuyé sur une minorité, et ne vivant que grâce à la scission de ses adversaires en protectionnistes et en « Peelites » : les protectionnistes conduits d'abord par lord Georges Bentinck, ensuite par Stanley et par Disraëli, dont le caractère et les allures excitaient d'ailleurs leur défiance; les « Peelites », parmi lesquels Gladstone, conduits par leur grand chef sir Robert Peel. Tant que celui-ci vécut, arbitre du Parlement et souhaitant fort peu de reprendre le pouvoir, le ministère protégé par lui fut tranquille. Quand il eut succombé aux suites d'une chute de cheval (1850), le cabinet libéral, troublé d'ailleurs par l'humeur indépendante de lord Palmerston, ministre presque dictatorial des Affaires étrangères, subit plusieurs crises plus ou moins déclarées, à moitié conjurées.

Nouveaux progrès du libre-échange. — La question du pain avait converti Peel au *free trade*; elle imposa à Russell, tout converti d'ailleurs, le devoir de continuer dans la même

voie. Même en Angleterre, le blé se vendit plus cher, au commencement de 1847, qu'à aucune autre époque : 102 shellings le *quarter*. Deux ans plus tard, la libre entrée des grains était chose complètement acquise, à la satisfaction générale, pour longtemps sinon pour toujours, car l'agriculture entra dans une nouvelle série de progrès. Cette même année 1849 voyait supprimer l'Acte de navigation, déjà adouci par Canning : désormais les navires de toute provenance pouvaient apporter dans les ports britanniques des marchandises de toute provenance.

Les progrès du *free trade*, associés à ceux de la démocratie, s'affirmaient dans les élections de 1847, qui recrutèrent le parlement « du plus grand nombre d'hommes d'affaires et de représentants des classes moyennes qu'on y eût jamais vus réunis ». John Bright, qui s'exprimait ainsi, avait accepté un mandat des libéraux de Manchester, afin de représenter plus directement « ces grands principes, avec lesquels le nom de Manchester est si glorieusement identifié ». Il avait soutenu sa candidature par un discours radical : « Je ne puis me vanter de mon noble sang ni de mes ancêtres, lesquels travaillaient honorablement comme vous. Mes sympathies sont naturellement pour la classe qui est la mienne, et je désire infiniment plus l'élever que m'élever au-dessus d'elle. » Bourgeois, d'ailleurs, et non pas ouvrier, il déclarait avoir voté, comme député de Durham, contre la journée de travail limitée à dix heures, « ne voulant pas enlever les deux autres heures au manufacturier anglais ».

La détresse irlandaise et les efforts de Russell. — Rien de plus cruel que l'état de l'Irlande de 1846 à 1848, malgré les énergiques et utiles mesures de Peel, qui faisaient vivre 500 000 individus aux dépens de l'État. La récolte des pommes de terre manquant de nouveau, une famine du *xiii^e* siècle, disait le ministre, tomba sur un peuple du *xix^e*. Le désespoir excitait les cultivateurs contre des propriétaires presque nécessaires eux-mêmes, d'autant plus exigeants il est vrai. C'est l'honneur de Russell d'avoir affronté cette situation avec humanité, libéralisme et fermeté, et, malgré certaines illusions, certaines imprévoyances, de l'avoir adoucie dans les

limites, non du possible, mais de ce qui lui était possible. A la noire misère, l'abus des travaux publics remédiait mal. Tel faisait de l'ouvrage de singe bien payé par l'État, gâtait, par exemple, les routes sous prétexte de les entretenir, et refusait de l'ouvrage sérieux qui se présentait commercialement. Le gouvernement rétablit les principes économiques; en revanche il élargit l'assistance publique par les secours à domicile. Insuffisant d'ailleurs tout remède, tant que la population excéderait le maximum que pouvaient nourrir les produits du sol. Aussi, loin de regarder l'émigration comme un malheur, le ministère l'encouragea et la dirigea de son mieux. Pénurie et départs diminuèrent rapidement le nombre des Irlandais d'Europe, pendant que la foule croissante des Irlandais d'Amérique, ennemis acharnés de leurs anciens dominateurs, menaçait sérieusement l'avenir de l'Angleterre.

Entre landlord et tenancier, Russell cherchait un double moyen d'apaisement : rendre le propriétaire moins besogneux, et le cultivateur moins dépendant. Quel tête-à-tête, en effet ! un maître écrasé d'hypothèques, dont le total dévorait plus qu'à moitié la rente du sol ; un fermier menacé d'« éviction », sans indemnité pour le labeur qui avait fécondé son champ. Le ministre proposa donc un double bill, pour la vente des domaines hypothéqués au delà d'une certaine limite, et pour assurer au tenancier évincé une indemnité en raison de ses travaux. L'état de l'opinion en Angleterre ne permettait pas encore le succès de cette seconde partie ; la première réussit seule et prit le titre d'*Encumbered Estates Act*. Isolée, cette loi n'a peut-être pas mérité l'admiration de son auteur, ni le voyage qu'il entreprit pour en assurer l'application. Les vieux propriétaires héréditaires, tenus à certains ménagements par leurs anciennes relations avec des cultivateurs, héréditaires aussi, cédèrent trop souvent la place à des spéculateurs étrangers au pays, et qui le firent exploiter sans merci par leurs agents. Cependant, soit à cause de cet Acte, soit à cause des mesures sévères de lord Grey, ministre de l'Intérieur, le nombre des crimes agraires baissa rapidement, dans la proportion de dix à un pendant une période de vingt années.

La révolution de 1848 et les chartistes. — Ces années si difficiles dans les-Iles britanniques comme sur le continent faillirent être ensanglantées par une guerre avec la France, tant les mariages espagnols excitèrent les passions. Les articles, les dessins injurieux contre Louis-Philippe et sa famille remplissaient la presse. Dans les hautes régions, Russell, presque aussi irrité que Palmerston, travaillait avec Wellington à un plan de défense nationale.

La révolution parisienne de février déplut moins qu'elle n'aurait déplu en d'autres circonstances ; mais ce brusque renversement d'un trône libéral selon le modèle britannique, ce brusque saut dans l'abîme noir du suffrage universel au sortir d'un régime censitaire trop serré, étaient ce qu'on pouvait imaginer de plus anti-anglais. Aussi, tandis que notre seconde révolution, celle de 1830, analogue à celle de 1688, avait exercé l'influence la plus directe sur l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre, notre troisième révolution, comme jadis la première, produisit plutôt un effet de réaction. La haute Chambre refusa d'admettre les Juifs au Parlement : toute innovation déplaisait.

On s'en aperçut lorsque le chef des chartistes, le député à moitié fou Feargus O'Connor, convoqua un meeting monstre dans Kennington Park pour porter au Parlement une pétition monstre pareillement, chargée, disait-il, de plus de cinq millions de signatures. Le gouvernement rappela qu'il était illégal d'amasser une foule pour présenter une pétition, et offrit le bâton de constable spécial, c'est-à-dire temporaire, pour la journée du 10 avril, à tout homme de bonne volonté. Deux cent mille se présentèrent, véritable démonstration nationale contre la révolution cosmopolite. Quant à la démonstration des chartistes, elle tomba dans le ridicule lorsque la foule des manifestants se trouva très inférieure à celle des constables volontaires, et lorsqu'on vérifia au bas de la pétition les signatures de M. Jambe-de-Bois, de M. Pain-et-Fromage, de Wellington et du prince Albert. En Irlande, ce fut moins comique, mais plus limité : Smith O'Brien attaqua sans succès un poste de police. En Écosse, l'émeute encore moins comique de Glasgow

n'eut pas de résultat. La reine pouvait dire, dans son discours du 5 septembre : « La force de nos institutions a été éprouvée et n'a pas faibli. J'ai travaillé à conserver le peuple confié à ma charge, dans la jouissance de cette liberté tempérée qu'il sait si justement apprécier. »

Palmerston et la cour; le « Civis romanus ». — Les événements continentaux, d'abord les révolutions, puis, à partir de 1849, les réactions, n'étaient pas envisagés de même en haut lieu : le Foreign office et la cour suivaient des penchants contraires, Russell ne sachant que devenir entre le radicalisme européen de son collègue et le conservatisme européen de sa souveraine. Palmerston faisait passer son propre radicalisme européen avant son propre conservatisme anglais : « L'exemple de la France, écrivait-il, va mettre en l'air notre population non votante, et faire crier pour l'extension du suffrage, le vote secret et autres choses pernicieuses. N'importe, pour l'heure présente, vive Lamartine ! » Il ne persista pas dans cette admiration, car la constitution française de 1848 ne lui parut pas viable, mais il persista dans une attitude hostile à toute restauration royaliste, et pencha de plus en plus vers le Président. Il soutenait les insurgés des autres pays, même après leur écrasement, et les voyait avec plaisir se réfugier à Londres. La reine, mécontente de ses allures plus dictatoriales que ministérielles, lui infligea le *Memorandum* suivant, qui d'abord resta secret : « La reine exige premièrement que lord Palmerston dise distinctement ce qu'il propose dans chaque cas donné, afin qu'elle sache aussi distinctement ce à quoi elle donne sa sanction royale. Deuxièmement, cette sanction donnée à une mesure, elle exige que cette mesure ne soit point arbitrairement altérée ou modifiée par le ministre. Elle considérerait un tel acte comme un manque de sincérité vis-à-vis de la couronne, et estime qu'elle aurait le droit de le punir dans l'exercice de son droit constitutionnel, en renvoyant le ministre. Elle s'attend à être informée de ce qui se passe entre le ministre et les ambassadeurs étrangers, avant que l'on prenne des décisions importantes, basées sur ces rapports, à recevoir en temps utile les dépêches de l'étranger, à recevoir les copies des réponses

soumises à son approbation assez à temps pour qu'elle puisse en prendre connaissance avant que les réponses soient dépêchées. » Ce texte est capital dans l'histoire du règne actuel.

La même année, Palmerston remporta son plus grand succès d'éloquence chauvine. Depuis longtemps il voyait de mauvais œil le gouvernement grec inféodé, selon lui, à la Russie et à la France. Il mena un bruit terrible à propos d'un marchand juif de Gibraltar, protégé anglais, don Pacifico, dont la populace d'Athènes avait pillé la maison. De là sortirent, non seulement une demande d'indemnité, mais des difficultés diplomatiques et presque la menace d'une guerre générale. Les procédés du ministre justifèrent une discussion pendant laquelle il prononça, sans aucune note, un discours de cinq heures, dont la péroraison excita l'enthousiasme : « A l'exemple des anciens Romains qui se croyaient dignes de tous les respects lorsqu'ils pouvaient dire *Civis romanus sum*, l'Anglais, en quelque pays qu'il soit, pourra avoir cette confiance que l'Angleterre le suit partout de son œil vigilant. »

Les titres ecclésiastiques. — Depuis vingt ans, depuis dix ans surtout, l'anglicanisme ne possédait ni la même puissance légale qu'autrefois ni la même tranquillité intérieure. Les catholiques romains profitaient plus encore que les dissidents de la chute des anciennes barrières; ils faisaient des conversions dans la haute société, et un certain nombre d'anglicans, sans aller jusqu'à eux, se rapprochaient d'eux suivant un mouvement qui a gardé le nom de « puséisme ». En 1851, le pape crut le moment venu de nommer ouvertement des évêques catholiques; il provoqua ainsi une violente réaction nationale. Lord John Russell et le peuple virent dans la publicité donnée ainsi à la hiérarchie romaine un attentat contre les droits de la reine et de l'épiscopat protestant officiel. Une loi, qui resta sans application, déclara nulle toute nomination de ce genre, et toute donation qui serait faite aux évêques du pape. Mécontente de tout ce bruit, la reine écrivait : « Protestante sincère, comme je l'ai toujours été et le serai toujours, je regrette l'esprit intolérant manifesté par un si grand nombre de mes sujets dans les réunions publiques. » Le premier

ministre expliqua plus tard qu'il avait seulement voulu mettre à l'abri de toute contestation la légalité de la hiérarchie nationale.

Crise et Exposition universelle (1851). — Pendant la discussion de cette loi platonique, un changement ministériel faillit se produire. Depuis quelque temps propriétaires et fermiers s'agitaient pour le rétablissement des *corn laws*. Les tories ruraux, toujours dirigés par Disraëli, sommèrent le ministère de prendre des mesures contre le malaise agricole, c'est-à-dire de rétablir la protection; ils échouèrent dans cette tentative, mais ils réussirent à obtenir un vote en faveur de l'extension du suffrage dans les campagnes. Russell se retira, mais devant l'impuissance où se trouvaient ses adversaires de lui succéder, il dut reprendre le pouvoir.

Ce qui sauvait provisoirement le navire ministériel déséparé, c'était la grande entreprise du prince Albert, la première Exposition universelle, sorte d'illustration du Libre-Échange et de la paix générale. Précisément à cause de cela, les patriotes ombrageux la redoutaient. Un député célèbre par ses moustaches, le colonel Sibthorp, y voyait l'invasion du papisme et de l'incrédulité, voire même d'autres périls : « Gardez, disait-il, vos femmes et vos filles, veillez sur vos propriétés, veillez sur vos propres existences. » Le Palais de Cristal devait ruiner et déshonorer l'Angleterre; en réalité il lui valut, ainsi qu'au couple royal, un splendide succès.

Kossuth et le Deux-Décembre; chute de Palmerston. — Deux circonstances aggravèrent le désaccord de la cour et du Foreign office. Palmerston protégeait l'ex-dictateur hongrois Kossuth contre les demandes d'extradition que l'Autriche adressait au sultan. Après un internement de deux ans en Turquie, Kossuth vint à Londres. Très bon orateur en langue anglaise, il donna des conférences à des foules enthousiastes. Le déplaisir de la reine et du prince égalait presque celui de l'ambassadeur d'Autriche. Toujours embarrassé, Russell tomba d'accord avec la reine sur ce point que Palmerston, qui venait de se compromettre par un discours radical en faveur de Kossuth, ne pouvait sans grave danger lui accorder une audience. Il obtint difficilement cette concession.

Les choses restaient fort tendues, lorsqu'eut lieu le coup d'État de Paris. Elles s'envenimèrent grâce à un singulier renversement des rôles. C'était maintenant le césarisme français que Palmerston accueillait avec sa fougue indiscrète, le césarisme blâmé par la cour constitutionnelle aussi bien que par la démocratie. Au fond, rien de plus logique : le grand Anglais détestait les héritiers de Louis-Philippe et les Bourbons d'une branche quelconque, dont il craignait la restauration. De plus, il connaissait l'anglomanie de Napoléon et augurait de son prochain règne des arrangements utiles à l'Angleterre. Donc, tandis que le gouvernement prenait une attitude froide, presque hostile, le chef de la diplomatie, à lui tout seul, félicitait bruyamment l'ambassadeur français. Les autres ministres répondirent à cette démarche intolérable en excluant Palmerston. Le Parlement s'étant réuni le 3 février 1852, Rœbuck demanda des explications sur ce départ. Au cours de sa réponse, Russell produisit le fameux *Memorandum*. Le démissionnaire se laissa écraser avec une modération et un tact qui assurèrent son prompt retour aux affaires ; mais, sur le moment, on le crut fini.

Le premier ministère Derby et l'« enterrement de la Protection ». — Il eut bientôt son « prêté-rendu » avec Russell. Celui-ci présentait un projet de loi sur la milice, motivé par les craintes d'invasion qu'éveillait de nouveau l'avènement d'un Bonaparte. Le projet, critiqué par Palmerston, tomba, et le ministère avec lui. L'expérience s'imposait d'un cabinet conservateur : il n'allait pas durer longtemps. Deux grands orateurs brillaient à sa tête : Stanley devenu comte de Derby, Disraeli, chancelier de l'Échiquier. Lord Malmesbury recevait le dangereux portefeuille des Affaires étrangères à cause de ses relations personnelles avec le futur Napoléon III. Les autres membres jetaient si peu d'éclat que ce nom leur resta : « le ministère des Qui-Qui ». Voici pourquoi : Wellington mourant recevait la visite du nouveau Premier ; il lui demanda le nom de ses collègues, et ces noms étaient si peu connus que le vieux guerrier demandait : « Qui ? Qui ? » De plus, aucune harmonie entre les deux têtes : lord Derby acceptait le pouvoir pour rétablir le

protectionnisme dont Disraëli faisait carrément son deuil, à la grande joie des caricaturistes. Ils le représentaient en caméléon, ou bien en belle Rosamonde à qui la reine Cobden fait boire la coupe du Libre-Échange, ou bien encore en employé des pompes funèbres, qui se grise aux funérailles de Dame Protection. Un des chefs libre-échangistes, Villiers, avait soumis à la Chambre une résolution presque flétrissante pour la doctrine opposée et pour ses champions. Disraëli n'aurait pu subir cette humiliation, mais Palmerston la lui rendit acceptable par une rédaction anodine, que tout le monde put voter (nov. 1852), excepté les protectionnistes les plus déterminés; il ne s'agissait plus que de constater les bienfaits du Libre-Échange.

Sur le budget lui-même succomba l'éphémère cabinet conservateur. Le romancier Disraëli travaillait sérieusement ces matières arides, si bien qu'on le représentait en petit écolier recevant le prix d'arithmétique. L'expérience lui manquait pourtant, et son budget tomba sous les attaques d'un autre littérateur, helléniste et théologien, William Gladstone. Ainsi débutait le long duel parlementaire de ces hommes qui vont se disputer le gouvernement pendant trente ans.

L'année 1852 se termina par la formation d'un cabinet de coalition, whigs et « Peelites » combinés. Ses principaux membres furent : lord Aberdeen, président, lord Russell aux Affaires étrangères, lord Palmerston à l'Intérieur, Gladstone aux Finances.

II. — Palmerston (1853-1865).

Prédominance des questions extérieures. — Une période de douze ou treize ans commence, pendant laquelle une personnalité reste au premier rang, celle de lord Palmerston. Les partis sont désorganisés, et les individus en reçoivent plus d'importance. Ce qui change, c'est l'orientation des esprits : hier encore tout à la paix, tout aux espérances de tranquillité générale, d'améliorations politiques et sociales, les voici rendus par le tsar et l'empereur des Français aux préoccupations

pations belliqueuses. Le diplomate patriote sera donc plus que jamais l'homme nécessaire; on ne le laissera pas longtemps à l'Intérieur, il lui faudra prendre la direction du gouvernement. A la Crimée succédera l'Indoustan, puis la Chine, puis les affaires italiennes, enfin les États-Unis. Sur pied de guerre ou sur pied de neutralité inquiète, le peuple anglais pensera plus au dehors qu'au dedans. Les grandes réformes seront ajournées, surtout celles qui déplaisent à Palmerston. Pourtant l'histoire constitutionnelle, un peu sommeillante, ne tombera pas en catalepsie, et quelques changements importants se produiront dans les mœurs ou dans les lois.

Le ministère Aberdeen (1853), la guerre de Crimée et l'opinion. — Les impressions pacifiques dues à l'Exposition universelle ne s'effaçaient pas. On croyait que le sang des Anglais ni des continentaux ne coulerait plus dans aucune grande guerre; Cobden, Bright, leur Société de la paix, donnaient le ton, et l'on savait presque tous les ministres d'accord avec eux. Le moment paraissait bon pour les réformes : Russell préparait une réforme parlementaire, naturellement; Gladstone inaugurait ses merveilleux exposés de budget. Le remuant Palmerston lui-même, confiné dans son ministère de l'Intérieur, y accomplissait d'excellentes petites réformes.

Quelques mois plus tard, tout respire la poudre. Le tsar Nicolas, dans son voyage à Londres en 1844, et depuis dans ses entretiens et sa correspondance politique, s'était mépris sur les intentions des hommes d'État britanniques, et beaucoup plus encore sur les tendances populaires. Les réfugiés polonais, hongrois, italiens avaient indisposé les masses contre l'autocrate. Avant comme pendant la guerre, dessinateurs et journalistes démocrates font rage contre lui. Le premier ministre, qui détestait la guerre et les Bonaparte, et ses pacifiques collègues ne sont guère mieux traités. Le seul populaire, Palmerston, veut sauver les Turcs, et il le veut de telle manière qu'on n'évitera pas la guerre à outrance. Bright prêchait dans le désert : « Nation chrétienne, peuple protestant voué au culte du Prince de la Paix, votre christianisme est-il un roman, votre profession est-elle un songe? » Les premiers succès en Crimée

excitent l'enthousiasme ; le terrible hiver qui suit, l'indignation. Le correspondant du *Times* révèle l'insuffisance administrative qui tue plus de soldats anglais que les balles russes. La puissance de ce journal arrive à son apogée, son tirage à 54 000 exemplaires par jour, le numéro coûtant 60 centimes!

Le ministère Palmerston et les résultats de la guerre (1855-1856). — Le cabinet Aberdeen manquait de cohésion comme de popularité. Palmerston, mécontent de l'inertie de ses collègues et des idées réformistes de Russell, l'avait déjà ébranlé par des menaces de démission. En février 1855, une motion de blâme le renversa, et le seul ministre bien vu du public prit nécessairement le pouvoir. Une apostrophe éloquente de Bright produisit pourtant un grand effet : « Entendez-vous l'ange de la mort qui passe, et le battement de ses ailes ? Il prend ses victimes dans le château, dans la maison, dans la chaumière. Au nom de toutes les classes je vous adresse un solennel appel. Le noble lord était ministre avant ma naissance. Il a presque atteint la limite accordée à l'existence humaine. Je l'en supplie, que sa voix arrête les torrents de sang. » On sait que la guerre de Crimée réussit finalement, mais l'armée anglaise n'y avait pas figuré au premier rang, et l'opinion générale trouva la paix de Paris prématurée. Les clauses imposées à la Russie ne paraissaient valoir ni l'argent dépensé ni le sang versé.

La première génération littéraire de l'ère victorienne. — Les historiens anglais ont coutume de s'arrêter ici pour embrasser d'un coup d'œil les écrivains qui ont rempli d'œuvres remarquables les vingt premières années du long règne. Quelques mots sur ces écrivains, au point de vue politique et social. Les romanciers et les historiens surtout attirent l'attention.

La tendance générale des romanciers, sans oublier les romancières, est démocratique en même temps que morale. Ils ne placent plus leurs personnages, sauf exception, dans un lointain féodal ; ils les font vivre de leur temps, ou parmi la génération précédente. Ils ne se confinent pas dans un milieu élégant, ils montrent plutôt la vie des classes moyennes ou des

classes humbles; quand ils décrivent l'aristocratie, c'est pour flétrir ses ridicules ou ses vices. Tels Thackeray et Dickens. Les existences souffrantes des classes laborieuses, ouvrières ou bourgeoises, inspirent aussi Mrss Gaskell, Charlotte Brontë. On retrouve la même note chez Bulwer Lytton, Disraëli, des écrivains de haute société ou de haute ambition.

Les historiens aussi sont pratiques et moraux; ils ont une doctrine et un but. Macaulay est un whig, il est le whig, le réformiste de 1832, et juste de 1832, pas plus, pas moins. Il espère conduire le lecteur jusqu'à cette grande date. Vingt ans de plus de vie active lui auraient permis d'y atteindre. Son récit s'arrête à l'année 1700, mais ses admirables essais jalonnent le xviii^e siècle. Historien orateur, avocat passionné, Macaulay est en butte, depuis sa mort, à une réaction légitime; mais nous ne devons pas oublier, en le contrôlant, que son information est immense. Carlyle lui ressemble plus qu'on ne croit par sa conception historique. Tous deux ont un héros : pour le whig c'était Guillaume d'Orange, pour le puritain c'est Cromwell. Grote serait plutôt un radical utilitaire : personne n'avait encore aussi bien analysé les partis de la république athénienne; chez lui comme chez Macaulay on reconnaît l'Anglais qui a vécu de la vie parlementaire.

Même mélange d'une riche originalité de conception avec un esprit pratique tout national se retrouverait chez un philosophe sociologue tel que Stuart Mill, et chez plusieurs philosophes, critiques, poètes. Nous avons déjà cité les poètes chartistes. Mrs Browning réclame en faveur des enfants pauvres et des droits méconnus de la femme. Seul, le plus grand poète d'alors fait exception par la nature aristocratique de son génie et de ses sujets. Tennyson, que sa gloire littéraire a élevé à la pairie, chante quelquefois les existences humbles et leurs austères sacrifices, mais il est avant tout le mélodieux évocateur de la chevalerie. Quant aux écrivains de cette génération qui ont seulement du talent, la seule énumération en serait ici trop longue.

Dissolution chinoise et suppression indoue. — Le patriotisme palmerstonien se donna carrière aux dépens du vice-roi

de Canton, Yeh, qui avait arrêté un navire chinois faussement couvert du pavillon britannique. De graves discussions s'engagèrent à ce sujet dans les deux Chambres. Le vieux lord Lyndhurst répondit négativement à cette simple question de Yeh : « Suffit-il à un navire chinois de hisser le pavillon anglais pour devenir un navire anglais ? » Mais l'ancien chancelier et lord Derby ne réussirent pas à grouper une majorité tory dans la haute assemblée. Aux Communes, ce furent les libéraux avancés, les pacifiques de l'école de Manchester, qui dirigèrent l'attaque au nom de leurs principes. Les conservateurs de la nuance de Disraëli, coalisés avec eux, mirent le cabinet en minorité. Palmerston prononça la dissolution, et adressa au pays un manifeste contre « l'insolence des barbares ». Mieux que ses adversaires il connaissait le terrain. Les électeurs, non seulement lui donnèrent raison, mais exclurent du Parlement les chefs pacifiques.

Les terribles événements de la révolte indoue, rapportés avec des détails qui renchérisaient encore sur la réalité, soulevèrent en Angleterre, non seulement des colères légitimes, mais des accès de férocity. Quant au résultat, la suppression de la « John Company », il n'est pas dû, comme on l'a dit, à un caprice du Premier, mais à un mouvement général de l'opinion.

Orsini et la crise de 1858. — Les bombes lancées devant l'Opéra de Paris, le 14 janvier 1858, par Orsini, conspirateur italien très connu à Londres, très apprécié comme conférencier politique, tuèrent, non pas l'empereur des Français, mais le ministère britannique. Les adresses, maladroitement insérées au *Moniteur*, qui appelaient l'Angleterre un laboratoire d'assassinats, exaspérèrent l'opinion, et le bill présenté contre les conspirateurs fit l'effet d'une platitude. « Lord Palmerston, écrivait le prince Albert, est l'homme le moins populaire qui soit. Il est risible d'entendre parler de lui ses anciens adorateurs. Dans la Chambre des Communes c'est à peine si on l'a laissé ouvrir la bouche. » Le ministre se défendit avec une violence inutile : une majorité de dix-neuf voix le renversa. Les tories seuls étaient en mesure d'occuper le pouvoir pendant cette singulière éclipse de son prestige.

Intermède conservateur. — Ce second ministère Derby-Disraëli laissa tomber le bill sur les conspirations et accomplit deux réformes importantes. Il supprima l'obligation, pour les députés, de posséder un domaine. Du même coup il supprimait un mensonge, car beaucoup de candidats se déclaraient faussement propriétaires, et tout le monde le savait. Ensuite il régla la question depuis longtemps débattue de l'admission des israélites au Parlement.

Le ministre des Affaires étrangères, lord Malmesbury, et la reine en personne, par une lettre adressée à Napoléon III, firent de vains efforts pour prévenir la guerre d'Italie. La cause italienne n'était pas encore populaire, associée comme on la voyait à la gloire militaire des Bonaparte. Impuissant de ce côté, le cabinet conservateur se rabattit sur cette question aussi inévitable qu'insoluble de la réforme électorale. Disraëli voulait confisquer à son profit, et au profit de son parti, le mouvement réformiste : mais son projet trop étroit n'englobait pas les masses ouvrières. Le patriarche réformiste, lord John Russell, n'eut pas de peine à le faire succomber. Les élections générales de 1859, dans l'effarement des victoires françaises en Italie, ne donnèrent pas au cabinet conservateur la majorité dont il avait besoin, et un jeune whig de grande naissance, le marquis de Hartington, fit ses premières armes en le renversant.

Le dernier ministère Palmerston (1859-1865). — Pour reconstituer un gouvernement un nom s'imposait, celui du vieux diplomate patriote, malgré ses soixante-quinze ans; mais il lui fallait d'éminents collègues, un « ministère de tous les talents », presque de tous les partis. Le chef pouvait passer pour un conservateur quant aux questions intérieures. A ses côtés devaient se ranger un illustre whig et un illustre « Peelite » : Gladstone aux finances, Russell au Foreign office. Celui-ci présentait bien un bill de réforme, sécrétion périodique de son tempérament; mais sa grande affaire était alors « l'Italie aux Italiens ». Elle lui fournit plus d'une sourde revanche des succès napoléoniens.

Les volontaires et le traité de commerce (1860). — L'empereur, si bien vu de Palmerston, et pour lequel il était

tombé deux fois du pouvoir, ne lui inspirait plus que défiance depuis l'annexion de la Savoie et de Nice. Sa grande affaire était de parer à l'invasion française par des travaux de fortification et par l'organisation de corps de volontaires.

Son ministère a pourtant conclu avec Napoléon III le traité de Commerce, mais c'est beaucoup moins son œuvre que celle de Gladstone et de Cobden. Sans aucun titre officiel, Cobden, qui venait de refuser le ministère du Commerce, jouissait dans ses dernières années d'un immense crédit, et les Tuileries l'accueillirent comme le mandataire économique du peuple anglais. Ni celui-ci ni ses représentants parlementaires n'étaient unanimes à approuver le traité. Intérêts industriels lésés, vieux ennemis du libre-échange et de l'école de Manchester, moralistes chauvins effrayés des ravages que le vin de Bordeaux ferait dans les vertus anglaises, se coalisèrent vainement contre l'éloquence financière du chancelier de l'Échiquier, Gladstone.

Le dégrèvement du papier. — Continuant son évolution dans le sens du libéralisme avancé, Gladstone proposa l'abolition d'un impôt imaginé jadis dans une vue moins fiscale encore que conservatrice. Lever des droits considérables sur le papier, cela revenait à rendre impossible le journal à bon marché. Or beaucoup de personnes, même fidèles aux principes whigs, estimaient utile de maintenir la presse à un prix assez élevé pour la préserver de la basse démagogie comme de la basse licence. De plus l'impôt, que les fabricants de papier faisaient payer avec usure au public, les gênait beaucoup moins qu'il ne les aidait à faire fortune, et les représentants de leurs intérêts au Parlement désiraient écarter la concurrence. Aussi, malgré l'avantage que voyaient des personnes également nombreuses à instruire par la lecture des grandes feuilles les acheteurs les plus modestes, la réforme de Gladstone n'obtint-elle qu'une très faible majorité. Les lords, inspirés par le nonagénaire Lyndhurst, se crurent donc autorisés à la repousser. Sur une question sociale se greffait une question constitutionnelle : la Chambre héréditaire a-t-elle le droit de rétablir un impôt supprimé par la Chambre élective ? Les écrivains avancés parlèrent de chasser les lords et de jeter à la Tamise les débris de leur

chambre dorée. La nation ne se monta pas si violemment. Elle débattit la question avec vivacité, mais sans perdre son sang-froid. On tint des réunions publiques, en évitant d'humilier la pairie; et finalement il resta bien entendu que celle-ci ne recommencerait pas. La réforme passa l'année suivante.

Les partis et la Sécession américaine (1861-1865).

— Cette époque, dominée par les préoccupations économiques, subit une crise grave, la guerre entre le Nord et le Sud des États-Unis. La haute et la moyenne société, malgré les principes abolitionnistes généralement admis, penchaient pour le Sud. Ce fait s'explique par plusieurs motifs. D'abord on ne croyait pas à la sincérité des Nordistes, à cause de leur énorme mépris pour toute personne conservant une trace noire à la base de l'ongle. De plus, les planteurs Confédérés étaient des gentlemen, et obtenaient, par des moyens qu'on regrettait peut-être, le coton nécessaire à la vie quotidienne de l'Angleterre. Libre-échangistes, ils ouvriraient un large débouché aux articles britanniques, tandis que les Fédéraux devenaient industriels et protectionnistes.

La faute d'un officier américain mit presque le feu aux poudres. Il captura, sur un navire anglais, les négociateurs envoyés en Europe par le gouvernement sudiste. Heureusement le président Lincoln s'empressa de le désavouer. Le prince Albert, sur son lit de mort, rendit un dernier service à son pays d'adoption en demandant qu'on atténuat les termes d'une dépêche trop raide. Mais les Anglais se donnèrent un tort beaucoup plus grave en laissant construire dans les chantiers de Birkenhead un croiseur de guerre au service des États du Sud. Le redoutable *Alabama* fit subir de grandes pertes à la marine marchande du Nord. Cependant la « Famine de Coton » éprouvait cruellement les populations manufacturières du Lancashire. Elles se conduisirent admirablement, refusant d'élever la voix contre la démocratie anti-esclavagiste, dont la cause leur paraissait juste.

Débat sur le Danemark. — Pour le moment, Palmerston se refusait avec un entêtement sénile à toute extension du suffrage, « parce que je ne suis pas une oie », disait-il brutalement.

Résolue à ne pas contrarier ses derniers jours, la nation se résignait à ne s'occuper, comme lui, que des questions extérieures. De graves changements s'accomplissaient : la Pologne succombait dans une dernière insurrection, et les deux grandes puissances allemandes écrasaient le Danemark. L'opinion anglaise, favorable sans doute à la Pologne, ne voulait pourtant pas plus que le ministre intervenir en sa faveur, même avec la France. Par contre, elle serait intervenue, même sans la France, en faveur du Danemark, et surtout elle en voulut au Foreign office d'une attitude capricieuse qui avait pu donner à l'intéressant petit pays de trompeuses espérances. Le 4 juillet 1864, Disraëli attaqua le ministère pour avoir compromis l'honneur britannique. « Nous ne devons pas menacer, pour ensuite refuser d'agir. Nous ne devons pas tromper nos alliés en leur faisant attendre ce que nous ne voulons pas accomplir : on vient nous dire que ce pays n'a pas d'alliés, qu'il ne peut rien. De telles paroles ne doivent se trouver ni sur les lèvres ni dans le cœur d'un ministre anglais. » Le vieux « Pam » prononça alors son dernier grand discours, un des plus habiles, parlant moins du Danemark que du talent financier de Gladstone, et du danger de ramener les tories au pouvoir. Il gagna ainsi les libéraux avancés, et obtint une maigre, mais suffisante majorité.

Symptômes d'une réaction libérale (1864). — La torpeur intérieure, son principe et son mot d'ordre, ne pesa plus d'un poids aussi uniforme pendant la dernière année de son pouvoir et de sa vie. Son principal collègue, Gladstone, tournait de plus en plus au radicalisme. Il donnait le signal d'une réception enthousiaste de Garibaldi, que fêtèrent tous les Anglais, l'un comme patriote, l'autre comme révolutionnaire, tel autre comme ennemi du pape. A propos d'une motion réformiste, Gladstone prononça ces graves paroles : « Ceux qui veulent exclure du scrutin trente-neuf travailleurs sur quarante ont à faire la preuve de l'indignité, de l'incapacité, de l'inconduite des classes ouvrières. Tout homme qui n'est pas reconnu incapable ou dangereux a le droit de contribuer au fonctionnement de la constitution. » A propos d'une motion concernant l'Église d'Irlande, il dit qu'elle ne servait qu'à une faible partie de la

population. Deux questions qui s'imposèrent bientôt. Les élections de 1864 amenèrent des recrues libérales considérables, parmi lesquelles le philosophe Stuart Mill; et la fraction du parti dirigée par Bright grandit comme la fraction dirigée par Gladstone.

Le tout-puissant ministre aurait eu quelque peine avec cette nouvelle Chambre. Son heureuse étoile, lui épargnant cette épreuve, arrêta sa carrière en pleine popularité. Le robuste octogénaire, qui la veille encore faisait galoper son cheval, baissa rapidement, souffrit à peine et mourut.

III. — La seconde Réforme et le grand ministère libéral (1865-1872).

La reconstitution des partis et le progrès ouvrier.

— Le personnel parlementaire, renouvelé en grande partie, revenait au système traditionnel, mais compromis par la dislocation de 1846, de deux grands partis fortement organisés et disciplinés, l'un libéral, l'autre conservateur. L'ancien « Peelite » Gladstone était décidément le grand chef libéral avancé, sous lequel combattait le libre-échangiste Bright, à côté de nouveaux venus tels que Forster et Stansfeld. Le vieux Russell et le duc d'Argyll, deux illustres noms du vieux whiggisme, fortifiaient l'opinion libérale dans la haute Chambre. Le torysme, très fort chez les lords sous la direction du comte de Derby, s'était puissamment recruté dans la Chambre des communes sous la direction de Disraëli : sir Stafford Northcote, Hugh Cairns, Gatharne Hardy, lord Robert Cecil, le futur marquis de Salisbury.

Et pourtant ce n'était plus la même Angleterre. Depuis vingt ou vingt-cinq ans les ouvriers grandissaient, en force aussi bien qu'en nombre. Le moment venait de leur faire officiellement une place dans le vieil édifice constitutionnel, et de biffer les lois de défiance et de contrainte qui pesaient encore sur eux. Ces deux termes du progrès de la classe manufacturière, pro-

grès économique, progrès politique, la nature des choses les associait étroitement, chacun d'eux étant à la fois une cause et un effet de l'autre. Mœurs et législations marchaient en leur faveur depuis 1844. Micux vêtus, mieux nourris par suite de l'augmentation des salaires, formant même, chose toute nouvelle, une épargne ouvrière qui grossissait, les travailleurs allégeaient d'autant la besogne de la charité légale et des tribunaux : en vingt ans, la liste des accusés et la liste des assistés avaient l'une et l'autre diminué de plus d'un tiers. D'un bon tiers également avait augmenté, depuis 1832, le nombre des modestes électeurs censitaires.

Les « trade unions » (1832-1871). — Nous avons vu combien peu de sympathie témoignaient au peuple et aux pauvres les classes moyennes arrivées au pouvoir par la première Réforme parlementaire. Les bourgeois, manufacturiers ou autres, et leur gouvernement libéral déclaraient en 1833 que tout syndicat constituait un délit de conspiration illégale. Il s'agissait d'étouffer la *Trades Union* organisée par Owen en fédération maçonnique.

Depuis les réformes de Robert Peel, les ouvriers avaient paisiblement développé leur prospérité en s'entendant avec leurs patrons. Mais ils voulaient surtout s'entendre les uns avec les autres, dans le même métier et dans la même ville, puis d'un métier à l'autre, d'une ville à l'autre, et ils y réussirent envers et contre tous les privilégiés. Déjà tout homme d'État intelligent reconnaissait le moment venu d'accorder le suffrage politique à de larges catégories de travailleurs.

Le ministère Russell-Gladstone et la Réforme. — Avant d'aborder cette grosse question, le ministère libéral devait se reconstituer. Opération laborieuse autant qu'éphémère : un Premier trop âgé, le comte Russell, Clarendon aux Affaires étrangères, Gladstone toujours aux Finances et à la direction des Communes, Forster, Goschen et Layard. Le discours de la couronne attira l'attention sur « les améliorations à apporter dans la législation électorale, afin de fortifier nos

1. Voir ci-dessus, t. X, p. 512.

libres institutions et de travailler à l'accroissement du bien-être dans le pays. »

Mais le projet Gladstone n'était pas assez large, du côté précisément où il fallait du nouveau. L'abaissement du cens n'eût pas été suffisant pour faire voter un grand nombre d'ouvriers. Ces demi-mesures déplaisaient un peu à tout le monde, et l'on vit les partis se fragmenter d'une façon confuse et stérile. Les ennemis de la démocratie faisaient fête à l'âpre éloquence de Lowe, qui, transfuge lui-même du libéralisme, groupait autour de lui d'autres transfuges, effrayés du progrès des masses. « Comme autrefois David dans la caverne d'Adullam, lui disait Bright, vous avez fait appel à tous les mécontents. » Les libéraux dissidents conservèrent le nom d'*Adullamites*. Finalement, bill et cabinet succombèrent sous l'amendement d'un député ministériel.

Le troisième ministère Derby-Disraëli et l'agitation. — Une dernière fois le comte éloquent et l'ambitieux romancier remontaient ensemble au pouvoir, dans l'absolue nécessité de faire ce qu'ils avaient si passionnément reproché à Robert Peel, de rompre avec les traditions de leur parti.

Une partie du cabinet tory et son chef essayant encore de se dissimuler cette nécessité, le public résolut de la mettre en évidence. Une agitation réformiste commença, ouvrière cette fois plutôt que bourgeoise, organisée à Londres, puis dans tous les comtés par les secrétaires des *trade unions*. Le meeting de Trafalgar Square déclara contraire à l'esprit de la constitution une Chambre élue par une minorité des habitants du pays, flétrit le langage tenu par certains conservateurs ou pseudo-libéraux à l'adresse des classes ouvrières, et réclama le suffrage pour tous les hommes adultes domiciliés. Le gouvernement s'opposant maladroitement à un autre meeting que l'on voulait tenir dans Hyde Park, les grilles furent renversées par la foule, et Londres prit quelques heures durant une physionomie d'émeute. Les ministres, au lieu de s'obstiner dans leur faute, respectèrent de bonne grâce les vieilles libertés bruyantes.

La seconde réforme électorale (1867). — Disraëli, que l'âge et la fatigue de lord Derby laissaient maître du gou-

vernement, comprenait le verdict populaire. Il amusa fort la Chambre et la nation par une méthode originale, laissant la discussion aller son train jusqu'à ce que l'ébullition des idées donnât un certain résultat : alors il ferait la réforme selon ce résultat, le projet numéro un, ou le projet numéro deux, ou le projet numéro trois. Toute une provision qu'il tenait dans sa poche pour en tirer finalement le plus opportun. Or celui qu'il tira, qu'il imposa à ses amis, et que les libéraux durent accepter, dépassait en libéralisme tout ce qu'on avait jamais proposé, excepté le suffrage universel des radicaux et des charlistes. Aussi dessinait-on Disraëli en jockey, dépassant le jockey Gladstone, même le jockey Bright, et gagnant le prix de la course avec son cheval *Reform-Bill*. Ces images étaient justes. Les restrictions tombaient les unes après les autres. L'arrangement final, tout en respectant les bases essentielles des élections britanniques, créa une démocratie anglaise, surtout une démocratie ouvrière.

En effet, d'une part on conservait la différence entre la population rurale et la population urbaine, et avec l'inégalité de représentation : 125 députés de comtés représentaient 12 millions d'âmes, tandis que 158 députés représentaient 7 millions d'âmes. 230 députés des petites villes représentaient 3 millions d'âmes, tandis que 130 députés de grandes villes représentaient 11 millions d'âmes. Beaucoup d'habitants du pays, surtout la majorité des habitants de la campagne, restaient en dehors du privilège électoral. D'autre part, les restes des « bourgs pourris » disparaissaient au profit des comtés et des villes agrandies.

Même à la campagne, l'abaissement du cens à 12 livres de loyer pour les occupants précaires du sol, à 5 livres pour les propriétaires ou les occupants à longs termes, augmentait d'un tiers le nombre des électeurs. Mais, surtout dans les villes, l'inscription de tout habitant payant la taxe des pauvres et de tout locataire d'une maison payant 10 livres par an triplait le nombre des électeurs.

Les Fénians et l'Église d'Irlande. — La satisfaction générale du peuple de la Grande-Bretagne (l'Écosse acquérait

encore plus d'électeurs que l'Angleterre) mettait au premier rang les questions irlandaises qui, vers 1867, reprenaient toute leur gravité. A vrai dire, elles n'avaient fait que sommeiller, pendant que s'organisait sourdement la populaire et menaçante association du *Phénix*. Plutôt anarchistes que catholiques, les Fénians puisaient une grande force dans la guerre de Sécession américaine, où soldats et officiers irlandais avaient joué un rôle brillant. La paix rétablie, plusieurs revinrent déguisés dans leur patrie, ou en Angleterre même, pour nuire à l'ennemie héréditaire. Une tentative de soulèvement n'aboutit qu'à l'exécution de quelques insurgés. Pour en délivrer d'autres, détenus à Londres dans la prison de Clerkenwell, les Fénians de la capitale essayèrent de faire sauter cet édifice.

De ces attentats Gladstone conclut, non pas à l'écrasement de l'Irlande, mais à la satisfaction de ses griefs religieux et économiques. Le député Mill disait : « Si un capitaine de navire punit continuellement ses matelots, ou un maître d'école ses élèves, cela prouve que ni l'un ni l'autre ne sait commander », et il appliquait cette parabole à la politique suivie en Irlande. Gladstone voyait dans l'« Église établie » de cette île le vieil abus qu'il s'agissait avant tout de déraciner.

Disraëli premier ministre (1868). — Cette question allait être la pierre d'achoppement des conservateurs. En février 1868, la retraite de lord Derby, atteint dans sa santé, mettait officiellement à la tête du ministère, Disraëli, enfin Premier après trente ans d'efforts. Russell ayant dit au pouvoir un adieu définitif, Disraëli et Gladstone sont désormais protagonistes. Pendant quinze ans il n'y aura de possible au gouvernement que l'un ou l'autre.

Le 30 mars, Gladstone prit l'offensive en proposant une série de résolutions tendant au « désétablissement » de l'Église protestante épiscopale d'Irlande, dont la conséquence était, pour cette île, le régime américain de la séparation des Églises et de l'État. La majorité lui donnant raison après de longs débats, le cabinet recourut à une dissolution qui, dans tous les cas, n'aurait pu tarder beaucoup : le système électoral de la seconde réforme demandait à fonctionner.

Avènement du grand ministère Gladstone. — Les électeurs appelés à la vie politique par les conservateurs donnèrent raison aux libéraux. Pas tous cependant, ni partout, car Disraëli avait réussi à fonder le torysme démocratique, appelé à grandir plus tard. On remarque dès lors les progrès des conservateurs dans les centres industriels du Lancashire, où naguère les classes moyennes élisaient toujours des whigs. Gladstone en personne y fut battu; les électeurs de Greenwich le recueillirent. L'ensemble du Royaume-Uni lui donna une belle majorité de 120 voix. On pensait généralement qu'après la seconde réforme comme après la première, il fallait une série de lois libérales, et que l'état-major libéral devait en avoir l'honneur comme la responsabilité.

Sans attendre une secousse parlementaire inutile, Disraëli laissa le pouvoir à Gladstone et à son lieutenant Forster (décembre 1868). Bright acceptait le portefeuille du Commerce. Lord Clarendon, le duc d'Argyll, Layard, le chancelier Hatherley étaient après eux les membres principaux de ce cabinet remarquable, qui promettait beaucoup, qui tint plus encore.

Lois irlandaises (1869-1870). — Il fallait d'abord régler la question ecclésiastique, laissée en suspens. Le gouvernement ne proposa point de supprimer brusquement l'Église « établie » d'Irlande en confisquant ses biens, mais de la « désétablir », de lui enlever son privilège officiel, de la mettre sur le même pied que l'Église presbytérienne et que l'Église catholique romaine, celle de la majorité. La loi lui laissait une grande partie de ses biens et tous ses bâtiments; elle se servait du reste pour aider les deux autres Églises, pour soutenir des œuvres d'assistance publique et pour payer des indemnités aux titulaires de certains droits. Ce projet subit des assauts énergiques dans les deux Chambres, où l'opposition le qualifia de spoliateur. Si les anglicans résolus défendaient si vivement « l'arbre exotique, entretenu à grands frais et pourtant stérile », c'est qu'ils redoutaient que l'Église d'Angleterre ne suivit l'Église d'Irlande. « Vous abandonnez, s'écriait lord Derby, ce grand principe que l'Église d'Angleterre est l'Église établie du pays, ce principe vital de notre constitution. Vous faites un pas décisif vers l'égalité de

toutes les sectes. » On crayonnait le clergyman d'une île et le clergyman de l'autre île en frères siamois : le chirurgien Gladstone se prépare à les séparer avec son couteau, et rassure l'inquiet John Bull sur les suites de l'opération. Rassurée ou non, la Chambre des lords après la Chambre des communes se décida à la permettre, non sans un dernier effort de lord Derby mourant, en faveur des protestants d'Irlande « qui sont attachés comme vous à la foi protestante, qui pour cette foi ont versé leur sang sous Guillaume le Libérateur, ces hommes que vous avez appelés à coloniser l'Irlande, et qui ont changé en province florissante le désert de l'Ulster ».

Par un second acte de justice, Gladstone voulut apaiser les griefs économiques des Irlandais. Il fit voter le *Land Act* de 1870¹.

Loi sur l'Instruction publique. — Un adversaire de la réforme électorale avait dit en la voyant adoptée : « Voilà les travailleurs, les petites gens, c'est-à-dire la majorité, appelés à la vie politique; le moins que nous puissions faire maintenant, c'est d'instruire notre nouveau maître. » Pénétré de cette pensée, le ministre Forster déposa, le 17 février 1870, un projet destiné à assurer la présence à l'école des enfants de cinq à douze ans. Le gouvernement déléguait ses pouvoirs à de nombreux *school boards*, locaux et électifs. Les parents pouvaient envoyer leurs enfants, soit aux *board schools*, où s'appliquait le principe de la neutralité religieuse de l'État, soit aux écoles libres, *voluntary schools*, en général confessionnelles, pourvu que l'inspection de l'État reconnût leur salubrité et leur bon enseignement. Les conseils pouvaient réclamer l'absolue gratuité dans les localités pauvres; mais autant que possible un certain écolage devait pourvoir aux dépenses concurremment avec les taxes locales et avec la subvention de l'État, laquelle s'accordait aussi aux écoles libres.

Les non-conformistes n'admettaient, pour les écoles publiques, que l'absolue laïcité, les Églises, suivant eux, devant donner l'instruction religieuse à laquelle ils tenaient autant

1. Voir ci-dessous, t. XII, chap. *Angleterre*.

que personne. Or la majorité anglicane n'aurait jamais voté ce plan radical. On imagina donc un moyen terme : la lecture de la Bible par l'instituteur, et l'enseignement dogmatique donné par le ministre du culte dans l'école, mais en dehors des heures de classe. L'*Education Act* a ouvert la porte à de longues querelles, non sans réaliser un immense et incontestable progrès.

Les grades dans l'armée (1871). — Jusqu'alors l'officier, en se retirant de son régiment, cédait son grade à l'un de ceux qui venaient immédiatement après lui, comme chez nous une charge de notaire, et également à prix d'argent : il l'avait du reste acquis de cette façon, et rentrait dans ses débours avec la plus forte plus-value possible. Ce système entretenait l'esprit aristocratique, ou pour mieux dire ploutocratique dans l'armée anglaise, et décourageait l'officier pauvre. Le ministre de la Guerre Cardwell proposa la suppression de cette pratique et le libre accès des grades sans autre condition que la capacité. Le budget supporterait la dépense des indemnités légitimement réclamées par les titulaires. Difficilement acceptée par les Communes, la réforme échoua devant la Chambre des Lords.

Gladstone prit alors un parti fort grave, celui de se passer du Parlement. La couronne, disait-il, avait réglementé la matière sans faire voter de loi par les Chambres; elle pouvait donc défaire son propre ouvrage. Le premier ministre obtint de la reine cet exercice imprévu de la prérogative royale.

Le scrutin secret (1872). — Un autre abus, bien pittoresque, bien national, c'était la publicité du suffrage. Il était impossible de conserver cette mise en scène depuis qu'une série de réformes — on en prévoyait une troisième et prochaine — conféraient le suffrage à des milliers d'électeurs dépendants. Plaisanterie amère de faire un ouvrier électeur pour qu'au lendemain de son vote public son patron, du parti contraire, lui retranche son gagne-pain ! L'historien Grote combattait depuis longtemps cette vieille pratique avec un acharnement digne de Wilberforce.

Le *Ballot Act* institua le scrutin secret, l'entourant d'un luxe de précautions pour qu'il fût vraiment secret. On adopta le

système imaginé par la colonie démocratique de Victoria, en Australie. Un bulletin commun, imprimé par le bureau électoral, contient les noms des divers candidats. L'électeur reçoit un exemplaire de ce bulletin et marque au crayon, dans un local où personne ne peut le voir, le nom ou les noms de son choix. Tous les efforts contre cette loi importante échouèrent dans les deux Chambres. Le grand ministère libéral avait en peu de temps démocratisé l'école, l'armée, les élections.

BIBLIOGRAPHIE

Aux recueils et ouvrages indiqués dans les volumes précédents, ajouter :

1^o Sur Disraëli et Gladstone, les publications de **Kebbel**, historien tory : *Selected speeches of lord Beaconsfield*, Londres, 1882, 2 vol. — *History of toryism*, Londres, 1886. — *Life of lord Beaconsfield*, 1888. — **Froude**, *Lord Beaconsfield* (dans la série des *Prime ministers of Queen Victoria*). — **Cucheval-Clarigny**, *Lord Beaconsfield et son temps*, 1879. — Une bibliographie complète sur Gladstone se trouve dans **Marie Dronsart**, *William-Ewart Gladstone*, Paris, 1893.

2^o Sur les autres hommes d'État : **Kebbel**, *Life of the earl of Derby*, Londres, 1890. — **Barnett Smith**, *The life and speeches of John Bright*, Londres, 1881, 2 vol. — **Ashley**, *Life of viscount Palmerston*, Londres, 1876, 2 vol., résumé par Laugel (*Rev. des Deux Mondes*, 15 août 1876). — **Trevelyan**, *Life of Macaulay*, et **Reid**, *Life of Forster*. — Lord **Malmesbury**, *Mémoires d'un ancien ministre*, trad. franç., 1885.

3^o Sur les questions ouvrières : **Sidney Webb** et **Beatrice Webb**, *The history of Trade Unionism*, Londres, 1894, trad. franç., *Histoire du Trade Unionisme*, 1897. — **Hodder**, *Biographie de lord Ashley, comte de Shaftesbury*, trad. franç., 1890.

4^o Sur les institutions : outre les ouvrages déjà cités ci-dessus (t. X), **A. Todd**, *On parliamentary government in England*, Londres, 1887 (2^e éd.), 2 vol. — **Ward** (avec de nombreux collaborateurs très compétents), *The reign of Queen Victoria*, 1887, 2 vol.

CHAPITRE XI

LES ROYAUMES DE BELGIQUE ET DES PAYS-BAS

De 1848 à 1870.

Après 1839, les deux royaumes de Belgique et des Pays-Bas sont définitivement séparés. Aux Pays-Bas la période des guerres et des négociations est terminée; l'histoire intérieure devient seule intéressante. Elle est dominée dans les deux royaumes par l'avènement des partis libéraux.

1. — Le Royaume de Belgique.

Les libéraux prennent le pouvoir. — Les élections générales du 8 juin 1847 firent entrer à la Chambre une majorité de libéraux et décidèrent le roi à prendre un ministère complètement libéral, présidé par Charles Rogier¹. C'était une innovation; l'habitude depuis 1830 avait été de prendre les ministres à la fois dans les deux partis, et la grande majorité des représentants était favorable à cette pratique appelée la « politique d'union ». L'union fut menacée en 1842, quand les Chambres belges adoptèrent à l'unanimité moins trois voix une loi qui déclarait l'enseignement religieux obligatoire dans l'école primaire et le confiait à l'Église : les libéraux, mécontents de la nouvelle loi, s'organisèrent pour conquérir la majorité des élec-

1. Voir ci-dessus, t. X, p. 366.

teurs. L'*Alliance libérale*, société fondée en 1841, convoqua en 1846 un congrès des associations libérales à l'Hôtel de Ville de Bruxelles. L'initiative de ce congrès venait du grand maître de la franc-maçonnerie belge, Defacqz, conseiller à la Cour de cassation. L'assemblée adopta le programme suivant : 1° réforme électorale par l'abaissement du cens et l'adjonction des capacités au corps électoral, « jusqu'à la limite de la constitution » ; 2° indépendance réelle du pouvoir civil (vis-à-vis de l'Église) ; 3° organisation d'un enseignement public à tous les degrés, sous la direction exclusive de l'autorité civile, en donnant à celle-ci les moyens constitutionnels de soutenir la concurrence avec les établissements privés et en repoussant l'intervention des ministres des cultes à titre d'autorité dans l'enseignement organisé par le pouvoir civil ; 4° retrait des lois réactionnaires ; 5° augmentation du nombre des représentants et des sénateurs à raison d'un représentant par 40 000 âmes et d'un sénateur par 80 000 âmes ; 6° les améliorations que réclame impérieusement la condition des classes ouvrières et indigentes. — Ce programme, adopté par les candidats libéraux, triompha aux élections de 1847. Léopold I^{er} n'avait rien fait pour empêcher la propagande libérale. Louis-Philippe lui avait conseillé, après le Congrès de 1846, de dissoudre l'*Alliance*. Le roi des Belges refusa d'adopter la politique de résistance ; il laissa les électeurs se prononcer, et, après les élections de 1847, prit son cabinet dans la majorité libérale.

Contre-coup de la révolution de 1848. — Le ministère libéral présidé par Charles Rogier eut à s'occuper des difficultés suscitées par la révolution française du 24 février 1848. Les libéraux étaient résolus à maintenir le roi et la constitution. Un des leurs s'écria au Parlement : « Pour faire le tour du monde la liberté n'a pas besoin de passer par la Belgique ». Le peuple belge ne bougea pas. Seuls quelques républicains venus de France avec des armes et des drapeaux tentèrent d'apporter la révolution en Belgique ; la force armée les empêcha de passer la frontière : ce fut l'échauffourée de « Risquons-tout » (28 mars 1848). Le royaume de Belgique la donc évita révolution, mais il éprouva les effets de la crise qui en résultait. Beaucoup d'ou-

vriers se trouvèrent sans ouvrage; les fonds belges baissèrent de 50 p. 100. Le gouvernement réorganisa la garde civique pour maintenir l'ordre. Il se fit voter 1 300 000 francs de crédits pour des travaux destinés à occuper les sans-travail. Il emprunta en deux fois 12 et 25 millions. Il fit donner cours forcé aux billets des deux principales banques jusqu'à concurrence de 50 millions.

Abaissement du cens pour toutes les élections. —

En même temps, le ministère Rogier réalisait l'une des grandes promesses de 1846, la réforme électorale et parlementaire. Le cens fut abaissé à 20 florins ou 42 fr. 32 d'impôts directs (12 mars 1848), et le nombre des électeurs urbains monta de 16 360 à 33 600, tandis que celui des électeurs campagnards n'augmentait que d'un tiers environ. Cette réforme était très favorable au parti libéral, dont la force était dans les villes; déjà même, des libéraux modérés la trouvaient trop démocratique. « A ce taux-là, disait Frère-Orban, vous aurez des serviteurs, et non pas des électeurs indépendants! »

Le 26 mars, les fonctionnaires furent déclarés inéligibles aux Chambres. Une autre loi réduisit à 42 fr. 32 le cens des électeurs pour les conseils communaux et provinciaux, et à six ans la durée du mandat communal. Toutes ces réformes reçurent une application immédiate. Le Sénat, la Chambre des représentants, les conseils provinciaux et communaux furent dissous, puis élus suivant les lois de 1848. A la Chambre nouvelle on comptait 85 libéraux contre 23 catholiques. Au Sénat, les deux partis se faisaient équilibre.

Organisation de l'enseignement supérieur et moyen.

— Le ministère Rogier essaya également de réaliser un autre article important du programme libéral, l'organisation de l'enseignement. Il ne revint pas sur la loi de 1842 relative à l'enseignement primaire. Dans l'enseignement supérieur, il n'intervint que par une loi sur les jurys d'examen (4 juillet 1849). Cette loi maintenait la liberté de l'enseignement supérieur; les deux facultés libres de Bruxelles (libérale) et de Louvain (catholique) conservaient leur indépendance; le jury qui examinait les candidats aux titres universitaires était pris par moitié dans les facultés libres et dans celles de l'État, mais ses mem-

bres étaient choisis par le gouvernement. Cette dernière disposition fut combattue par les catholiques. Mais leur opposition fut surtout ardente contre la loi qui organisait l'enseignement moyen (1850). Le projet du gouvernement, qui fut adopté, augmentait le nombre des écoles appartenant à l'État et refusait de reconnaître au clergé sur ces écoles et sur les écoles analogues organisées par les villes les droits que la loi de 1842 lui avait donnés sur les écoles primaires. L'Église catholique obtint par voie administrative ce que le Parlement lui refusait. En 1853, le conseil de l'école moyenne de la ville d'Anvers ajouta à son règlement des articles supplémentaires portant que l'enseignement religieux qui convenait à la majorité des élèves (c'est-à-dire l'enseignement catholique) serait seul donné à l'intérieur, que le clergé catholique aurait une place dans le bureau administratif, que les professeurs devraient se conformer à ses indications dans le choix des livres scolaires, dans leurs paroles et dans leur conduite. Le *règlement d'Anvers* fut approuvé par l'archevêque de Malines. La proposition de laisser à tous les collèges la liberté de l'adopter, faite à la Chambre par le ministre De Brouckère, fut accueillie favorablement (1854), et désormais les collèges qui désiraient un aumônier catholique durent exclure les ministres des autres cultes, imposer silence aux professeurs non catholiques et se soumettre à la surveillance cléricale.

Retraite des libéraux : ministère de transition (1853-1855). — Le gouvernement libéral supprima l'impôt du timbre sur les journaux (1848), abaissa le tarif des lettres, créa une caisse des retraites, une banque nationale (1849), activa la construction des voies ferrées, commencées en 1843, et les diverses entreprises de travaux publics. Il eut bientôt besoin de nouvelles ressources. Dès 1848 il présentait aux Chambres un projet d'impôt sur les successions qui fut adopté seulement en 1851 : encore fallut-il dissoudre le Sénat pour l'amener à voter la taxe. Dans l'année 1851 le ministre Rogier demanda de nouveaux impôts sur la bière, le genièvre, le tabac, ce qui le rendit impopulaire. Les élections partielles de 1852 ayant favorisé les catholiques, le ministre Rogier fit

place en 1853 à un ministère composé de libéraux très modérés présidé par De Brouckère. Le nouveau gouvernement ménagea les catholiques; on a déjà vu qu'il fit adopter par les Chambres le *règlement d'Anvers*. Il rompit avec la pratique libérale du cabinet précédent vis-à-vis des réfugiés politiques français. Pour obtenir le renouvellement du traité de commerce de 1845 entre la Belgique et la France, il fit voter (1853) une loi pour réprimer les offenses envers les souverains étrangers. Alors commencèrent les condamnations et les expulsions de réfugiés.

Les catholiques au pouvoir (1855-1857). — Les élections de 1854 amenèrent une nouvelle augmentation des représentants catholiques. Le cabinet De Brouckère se retira l'année suivante et le roi prit un ministère entièrement catholique appuyé sur une majorité faible et indécise. Les catholiques de 1855 n'étaient plus libéraux comme ceux de 1831. Le ministère blâma un professeur d'Université qui niait la divinité du Christ; un représentant catholique réclama — sans succès, il est vrai — la révocation d'un autre professeur coupable d'avoir loué la Réforme. L'évêque de Gand interdit aux fidèles de suivre les cours de cette ville, qui étaient un établissement de l'État. Le grand sujet de bataille entre les deux partis fut le projet que le gouvernement présenta sous le titre de *loi de la liberté de la charité*, et que les libéraux appelèrent « loi des couvents » (1856). D'après ce projet, tout établissement de charité ou d'instruction fondé par donation ou par testament pouvait acquérir la personnalité civile par arrêté royal, et rester sous l'administration, même héréditaire, des personnes choisies par le donateur ou le testateur, sans contrôle des pouvoirs publics. Les libéraux réclamaient le maintien du *statu quo* pour les fondations charitables, c'est-à-dire la nécessité d'une loi pour accorder la personnalité civile, et le contrôle des bureaux de bienfaisance. Ils trouvaient que le résultat de la loi proposée serait d'augmenter la richesse et l'influence du clergé régulier déjà si puissant. Les couvents belges n'avaient cessé de grandir depuis la fin de la domination française. Ils étaient en 1846 aussi nombreux et aussi peuplés qu'avant l'époque où Joseph II

réduisit leur nombre (779 avec 11 968 religieux et religieuses ¹). La discussion fut très vive à la Chambre. Les libéraux qui s'y trouvaient en minorité, firent à Bruxelles et dans plusieurs villes des manifestations qui tournèrent en cris hostiles contre des personnes et en coups de pierre contre des fenêtres. Le roi déclara d'abord qu'il maintiendrait le ministère contre « l'émeute ». Mais les élections communales ayant donné la majorité aux libéraux, Léopold prit un ministère libéral qui fit dissoudre la Chambre et obtint une majorité de 70 membres contre 38 (1857).

Les libéraux reprennent le pouvoir (1857-1870). — Les libéraux gardèrent le pouvoir treize ans; c'est la plus longue des périodes pendant lesquelles ils ont gouverné. Leur *leader* politique est toujours Charles Rogier, chef du cabinet de 1857. La mort de Léopold I^{er} (10 décembre 1865) et l'avènement de son fils Léopold II n'amènent aucun changement politique. Le nouveau roi continue la tradition du précédent et gouverne avec la majorité parlementaire.

Le cabinet libéral fit des réformes destinées pour la plupart à améliorer les conditions matérielles de la vie : suppression des octrois, étudiée en 1847, réalisée en 1860; abaissement du tarif des chemins de fer; suppression du péage des routes (1866); nouvelle réduction de l'affranchissement postal (1868); remplacement de l'impôt du sel par une augmentation de la taxe sur les eaux-de-vie (1870). Les codes commercial et pénal furent réformés, la liberté de coalition et de grève fut accordée aux ouvriers (1867). Le ministère proposa en outre d'adjoindre les capacités aux électeurs communaux et provinciaux, mais la discussion de cette réforme électorale partielle dura quatre ans (1866-1870), si bien que le ministère perdit sa majorité au moment où son projet, devenu loi, allait être appliqué.

Division et défaite des libéraux. — Le parti libéral n'était qu'une coalition des partis rebelles à l'ultramontanisme. Dès le congrès libéral de 1846 s'était manifestée une division entre les modérés ou *doctrinaires* et les radicaux. Après la victoire de

1. En 1866, leur nombre avait presque doublé (1314 couvents avec 18 162 religieux et religieuses).

1857 l'opposition reparait : contre les *doctrinaires* s'élève une nouvelle génération qu'on appelle les « jeunes », les « avancés » ou les *progressistes* : ce dernier nom a fini par triompher. Les « jeunes » sont constitutionnels comme les doctrinaires : ils ont le même programme, mais ils sont plus radicaux sur les deux questions de l'enseignement et de la réforme électorale. Ils réclament la fin de la surveillance du clergé sur les écoles (abrogation de la loi de 1842 et du *règlement d'Anvers* de 1853), l'instruction obligatoire (1859), l'abaissement de l'âge requis pour voter à vingt et un ans et du cens à 15 francs (1865). Dans les discussions sur l'adjonction des capacités proposée par le ministère, plusieurs des « jeunes » se déclarèrent partisans du suffrage universel (1866-1867). Les « jeunes » réclamaient encore l'abrogation des lois pour réprimer les injures aux souverains étrangers, lois aggravées en 1858, et une liberté plus grande de la presse. Leur premier représentant fut Louis Defré, élu à Bruxelles en 1858 contre un des ministres libéraux. Ils furent peu nombreux à la Chambre et eurent d'abord peu de partisans hors de la capitale ; mais leur nombre s'accrut assez pour menacer la majorité doctrinaire. La ruine du cabinet fut hâtée par d'autres causes de discordes entre ses partisans. La langue flamande, parlée par la moitié des habitants du royaume, mais longtemps considérée comme un patois de paysans, avait été remise à la mode par des écrivains et des publicistes (1837, *Wonderjaar* de Henri Conscience). A partir de 1840 on pétitionne pour demander l'égalité du flamand et du français dans les actes publics ; les libéraux sont en général hostiles au flamand, langue de paysans catholiques ; les catholiques s'emparent du mouvement flamingant dont l'importance grandit à partir de 1857.

Une partie des libéraux se déclare hostile au projet d'augmentation de l'armée que le ministère présentait par crainte de Napoléon III ; à Anvers, libéraux et catholiques, mécontents des fortifications élevées autour de la ville, se coalisent contre le ministère.

Déjà, aux élections de 1864, le parti libéral n'avait triomphé qu'à deux voix, et le cabinet avait dû dissoudre la Chambre pour trouver une majorité suffisante. Sa majorité s'était légèrement accrue en 1866 et en 1868 (73 contre 51). Au renouvellement

ment de juillet 1870, les libéraux furent abandonnés par les deux grandes villes flamandes Anvers et Gand, et par plusieurs villes avancées du pays wallon, Charleroi, Soignies, Verviers. Ils perdirent 12 sièges. Le cabinet Rogier céda la place à un ministère catholique.

Développement économique de la Belgique : le libre-échange. — L'industrie et le commerce de la Belgique se sont prodigieusement développés après la conclusion de la paix définitive avec la Hollande. Le Hainaut et la vallée de la Meuse, produisant beaucoup de houille et de minéraux, se sont couverts de hauts fourneaux et de filatures, tandis qu'Anvers devenait un des grands ports de l'Europe septentrionale. Le parti libéral, qui s'appuyait sur la bourgeoisie industrielle et commerciale, a favorisé ce développement économique par une série de mesures dont les principales sont celles qui ont établi le libre-échange. Par ce côté l'histoire du parti libéral belge ressemble à celle du parti libéral anglais. De 1845 à 1847, à la suite de la maladie de la pomme de terre et d'une mauvaise récolte de blé, le gouvernement belge abolit les droits d'entrée sur les matières alimentaires. L'abolition des droits d'importation sur les produits industriels est l'œuvre propre du parti libéral. Elle a été opérée de 1862 à 1863, à la suite de l'exemple donné par l'Angleterre et la France.

En 1863, le péage établi à l'embouchure de l'Escaut au profit des Hollandais par le traité de 1839, fut racheté à la suite de négociations internationales. L'obligation de payer ce droit détournait les navires étrangers du port d'Anvers; pour les y attirer, le gouvernement belge leur remboursait le péage, mais la somme inscrite pour cet usage au budget avait monté de 500 000 francs en 1840 à 1 600 000 francs en 1858. Le péage fut enfin racheté le 19 juillet 1863 au prix de 36 278 566 francs, dont 12 furent payés par la Belgique, 9 par l'Angleterre, le reste par les autres nations qui participaient au trafic d'Anvers. Cette ville, morte depuis deux siècles, retrouva l'activité et la richesse qu'elle avait eues au temps de Charles-Quint. Anvers et les grandes villes belges ont été reliées entre elles et aux pays étrangers par un réseau de chemins de fer construits et exploités par l'État.

De 1840 à 1871 le nombre des voyageurs et le poids des marchandises transportés par voie ferrée en Belgique, le tonnage des navires entrés dans les ports belges, le commerce du royaume ont décuplé.

II. — *Le Royaume des Pays-Bas.*

Le parti libéral. — Après la séparation de la Belgique, les anciennes Provinces-Unies conservent le nom de Royaume des Pays-Bas, et restent sous le régime de la *loi fondamentale* de 1815¹. Jusqu'en 1848 le royaume des Pays-Bas est une monarchie constitutionnelle où le roi est plus puissant que le Parlement. Les assemblées représentatives désignées sous le vieux nom d'*États généraux* se composent de deux Chambres : la Chambre haute dont les membres sont nommés à vie par le roi, la seconde Chambre dont les membres sont désignés chaque année par les *États provinciaux* élus eux-mêmes par des censitaires. Les États généraux n'ont qu'une partie du pouvoir législatif ; ils acceptent ou rejettent les projets de lois présentés par le gouvernement, mais n'ont pas le droit de les amender ; ils votent le budget ordinaire pour dix ans, le budget extraordinaire pour deux ans ; les nominations des officiers dans l'armée, les monopoles et toute l'administration coloniale sont hors de leur contrôle et abandonnés à l'arbitraire royal. Le roi gouverne avec des ministres qu'il choisit et renvoie, selon son bon plaisir : il est seul responsable et ses ministres ne peuvent être renversés par un vote des Chambres. Ce régime a été attaqué par le parti libéral qui a réclamé, comme en Belgique, une réforme constitutionnelle par des moyens légaux. Le parti libéral néerlandais s'organise après la paix définitive avec la Belgique. En 1844 son chef, Thorbecke, professeur de droit public à l'Université de Leyde, publie des *Observations sur la loi fondamentale* ; la même année, à la session des États généraux, huit députés de la seconde Chambre

1. Voir ci-dessus, t. X, p. 240.

demandent la revision de la constitution ; l'idée de revision fait des progrès pendant les années suivantes.

Les libéraux réclament que la première Chambre soit élue par les États provinciaux ; que la deuxième soit élue directement par des censitaires ; que les séances des États généraux deviennent publiques ; que les États aient en matière législative une initiative plus grande et le droit d'amender les projets présentés par le gouvernement ; que la responsabilité du roi, fictive à moins d'une révolution, fasse place à la responsabilité parlementaire des ministres, c'est-à-dire l'obligation pour eux de se retirer quand ils auront contre eux la majorité des représentants. Les libéraux demandent encore la suppression de la distinction des ordres dans les États provinciaux, le contrôle des administrations communales par le gouvernement. Ils promettent la liberté de la presse, des économies budgétaires et la réduction des dépenses militaires qui grevaient fortement le budget depuis la guerre avec la Belgique.

La Constitution de 1848. — Les libéraux gagnèrent à leur cause une partie des membres de la seconde Chambre. Dans la session des États généraux de 1847-48, pour éprouver leurs forces, ils essayèrent de faire repousser le budget présenté par le gouvernement, mais les députés catholiques du Limbourg et du Brabant, qui avaient promis leurs votes à l'opposition, changèrent d'avis au dernier moment et le budget fut voté par 34 voix contre 24. En revanche, un projet de réforme électorale proposé par le ministère et combattu comme insuffisant par les libéraux fut rejeté par 31 voix contre 27. Les séances avaient été si animées qu'on ne se rappelait pas en avoir vu de pareilles depuis 1830. Le roi Guillaume II fut impressionné par les progrès du parti libéral : la révolution de février 1848 et l'agitation républicaine et révolutionnaire en Europe achevèrent de le résoudre à céder à l'opposition parlementaire. Il forma en dehors de son ministère une commission chargée de reviser la Constitution : Thorbecke et trois autres libéraux en étaient membres. « Vous voyez, disait Guillaume parlant de sa conversion brusque à un diplomate, un souverain qui est devenu, en vingt-quatre heures, partisan de la réforme constitutionnelle. »

Les États généraux furent convoqués avec un nombre double de députés, et cette sorte de Constituante adopta la nouvelle *Loi fondamentale* qui fut promulguée en novembre 1848.

La responsabilité du roi était remplacée par celle des ministres; aucun arrêté royal ne devait être exécuté s'il n'était contresigné par le ministre compétent. On promettait des lois qui régleraient d'une manière moins arbitraire l'avancement des officiers et l'administration des colonies. Les membres de la première Chambre étaient élus par les États provinciaux et pour neuf ans; ils devaient être choisis parmi les contribuables les plus imposés. On leur laissait l'indemnité de 3000 florins par an que leur avait accordée la Constitution de 1815. La première Chambre eut 39 membres. Les membres de la seconde Chambre étaient élus au suffrage direct par les contribuables payant un minimum d'impôts directs qui variait entre 20 florins dans les campagnes et 160 dans les grandes villes; ils devaient avoir trente ans, sans conditions de cens; ils recevaient 2000 florins par an. On comptait un député par 45 000 habitants; leur nombre devait être modifié après chaque recensement; il s'éleva de 68 en 1849 à 80 en 1869. (L'ancienne Chambre n'avait que 56 membres.) La seconde Chambre était nommée pour quatre ans et renouvelable par moitié tous les deux ans. Le roi pouvait la dissoudre. Une loi particulière déclarait inéligibles les militaires en activité, les membres du clergé, les fonctionnaires dans leur ressort. Les prérogatives des États généraux étaient augmentées. La seconde Chambre avait désormais les droits d'enquête, d'initiative et d'amendement. Le budget devait être voté chaque année. Les débats parlementaires devenaient publics.

A la réforme électorale et parlementaire s'ajoutèrent quelques autres mesures libérales. L'autorisation préalable pour les journaux fut abolie; on promit des lois pour donner une plus grande liberté de réunion et d'association, et pour établir partout des écoles primaires.

Les partis aux États généraux. — En janvier 1849 eurent lieu les premières élections avec le suffrage direct : la session s'ouvrit le 1^{er} février. La majorité appartenait aux libéraux, et leur chef Thorbecke fut chargé de former le pre-

mier ministère responsable des Pays-Bas. Dès lors, le régime devient à peu près parlementaire; c'est presque toujours la majorité qui gouverne; le roi intervient pourtant quelquefois pour maintenir un cabinet en minorité et pour dissoudre la Chambre. Alors s'organisent les partis qui sont au nombre de quatre : 1° le parti libéral, coalition de modérés et de radicaux, tous monarchistes, attachés à la constitution de 1848 et divisés sur l'opportunité ou l'urgence des réformes à faire; 2° le parti conservateur, avec la plupart des nobles et une partie de la bourgeoisie, attaché au régime arbitraire et aristocratique d'avant 1848, opposé à toute réforme nouvelle; 3° le parti chrétien-historique, fondé par des pasteurs calvinistes orthodoxes et dirigé par Groen van Prinsterer; 4° le parti catholique, qui s'appuie sur un tiers de la population néerlandaise et dont les forces sont surtout en Brabant et Limbourg.

Les deux grands partis sont les libéraux et les conservateurs : en général les premiers ont pour alliés les catholiques qu'ils protègent contre l'intolérance des chrétiens-historiques, et ceux-ci sont coalisés avec les conservateurs. La lutte s'engage sur plusieurs questions; les libéraux veulent remplacer les impôts indirects sur les objets nécessaires à la consommation (taxe sur la mouture, sur le combustible, etc.), par une augmentation des impôts directs; les conservateurs résistent par crainte de l'impôt sur le revenu. Les libéraux réclament l'augmentation du budget des travaux publics, la construction rapide de chemins de fer, de lignes télégraphiques; les conservateurs veulent qu'on procède avec lenteur et économie. Les libéraux sont presque tous libre-échangistes, les conservateurs s'attachent à l'ancien tarif protectionniste. Les réformes aux colonies, la réorganisation de l'armée, les écoles primaires, les droits des catholiques donnent encore des sujets de conflit. Les libéraux ne sont pas toujours d'accord entre eux sur ces questions, particulièrement sur les colonies et l'armée, et leur parti est parfois divisé, parfois brouillé avec ses alliés temporaires, les catholiques.

Le mouvement d'avril 1853. — Le premier ministère Thorbecke (1849-1853) fit compléter les réformes accordées en 1848. Le minimum du cens électoral dans les grandes villes fut

abaissé de 160 à 120 florins. On vota les lois qui réorganisaient les États provinciaux et les Conseils communaux conformément au programme libéral. Chacune des onze provinces eut des États élus par les mêmes électeurs que la seconde Chambre, pour neuf ans, et renouvelables tous les trois ans par tiers. La distinction des ordres fut abolie. Les députés reçurent une indemnité. Ce sont ces États, on l'a vu, qui désignent les membres de la première Chambre. Ils s'occupent des travaux publics dans leurs provinces, et lèvent des impôts sous le contrôle du gouvernement central. Ils siègent deux fois par an et, dans l'intervalle de leurs séances, sont représentés par six de leurs membres désignés par eux et appelés la *Députation des États*. États et Députation sont présidés par le commissaire royal ou gouverneur. Les communes furent administrées par des conseils élus pour six ans, renouvelables par tiers tous les deux ans et nommés par des censitaires qui payent au moins la moitié du cens nécessaire pour être électeur de la seconde Chambre. Le conseil choisit les échevins ou *wethouders* chargés du pouvoir exécutif; le bourgmestre, chef de la police, est nommé par le gouvernement. Les budgets des villes sont approuvés par la Députation des États provinciaux et par le gouvernement. Depuis ces réformes le gouvernement local des Pays-Bas ressemble par beaucoup de points à celui de la Belgique. Ces réformes qui établissaient un contrôle du pouvoir central et qui remplaçaient des corps privilégiés et traditionnels par une administration moderne, sortie du suffrage et établie sur un plan uniforme, furent combattues vivement mais sans succès par les conservateurs (1848-1851).

Leur opposition fut plus heureuse quand le ministère voulut faire voter une loi qui soumettait les établissements d'assistance au contrôle de l'État. Les catholiques, les calvinistes, et les juifs qui voulaient conserver leurs bureaux de bienfaisance, leurs asiles, leurs hôpitaux confessionnels et autonomes s'unirent contre le projet; les États généraux le rejetèrent (1852). Le parti libéral belge avait mieux réussi dans des circonstances analogues. Déjà ébranlé par cet échec, le ministère Thorbecke ne put obtenir des États une augmentation d'impôts qu'il récla-

mait. Sa chute, désormais assurée, fut précipitée par un conflit entre calvinistes et catholiques. Le pape Pie IX, par un bref du 3 mars 1853, avait restauré l'archevêché d'Utrecht et les anciens évêchés des Pays-Bas, supprimés après la Réforme. Le cabinet Thorbecke était alors en négociation avec la cour de Rome pour l'abolition d'un concordat conclu pendant l'union avec la Belgique. Il parut surpris par le bref et se plaignit que le pape ne lui eût donné aucun avis préalable de la restauration des évêchés ; mais fidèle à des principes libéraux et désirant conserver le concours des représentants catholiques, il n'agit pas. Les calvinistes s'élevèrent contre le projet de réorganiser les évêchés et le roi reçut un grand nombre de pétitions qui le priaient de « ne pas sanctionner les titres et dignités octroyés dans les Pays-Bas par un prince étranger ». Le mouvement anti-catholique se manifesta avec plus de force au mois d'avril, pendant une visite que le roi fit à Amsterdam. Les pétitions, les adresses, les manifestations redoublèrent. Le 15 avril le roi fit à une députation calviniste une réponse qui était un désaveu de la conduite du cabinet. Le 20 avril les ministres donnèrent leur démission et furent remplacés par des libéraux modérés. Le nouveau ministère essaya d'arrêter le mouvement d'avril en donnant une demi-satisfaction à chacun des deux partis catholique et calviniste. Il déclara qu'il n'avait aucun moyen légal d'empêcher l'institution d'évêques catholiques, mais il obtint que l'archevêque d'Utrecht et trois des évêques résideraient dans de petites localités catholiques et non dans les villes, devenues calvinistes, dont leur diocèse portait le nom. Seul l'évêque de Roermond, ville catholique, put résider dans son chef-lieu. Pour donner une satisfaction plus importante aux calvinistes, le ministère fit adopter une loi qui exigeait pour l'exercice de tous les cultes l'approbation royale et la prestation par les prêtres d'un serment de fidélité et d'obéissance (novembre 1853). En somme le parti catholique s'est organisé aux Pays-Bas à peu près comme il l'était déjà en Belgique, sous la direction du pape, sans concordat et en dehors du gouvernement national. La force du parti catholique-néerlandais s'accroît continuellement depuis 1853.

La loi scolaire de 1857. — Les élections de juin 1854 amenèrent une augmentation de la majorité ministérielle et de la minorité catholique (15 membres sur 68), et une défaite des chrétiens-historiques. Le nouveau ministère poursuivit la réforme de l'impôt commencée avant lui. Dès le mois de juillet 1847 le droit sur la mouture, qui rapportait 1 million et demi de florins par an, avait été partiellement supprimé et remplacé par une augmentation des droits sur l'alcool et de la contribution personnelle. En 1855 ce qui restait de ce droit fut aboli; les droits de tonnage furent remplacés par les droits sur l'alcool et sur le sucre. Le ministère modéré reprit la tradition de Thorbecke et essaya d'établir le contrôle de l'administration sur les établissements de bienfaisance. Une loi qui établissait cette surveillance d'une manière très vague fut adoptée en 1854 malgré l'opposition des partis confessionnels. Ensuite le ministère présenta un projet pour établir des écoles primaires conformément à la promesse faite en 1848. La précédente loi sur l'enseignement primaire datait de 1806; elle avait établi le principe que les écoles publiques devaient être ouvertes aux enfants de toutes les confessions. L'école mixte fut défendue par le ministère dans le projet qu'il présenta en 1855; les chrétiens-historiques et une partie des conservateurs la combattirent énergiquement parce qu'ils voulaient que les écoles publiques fussent protestantes; les catholiques se rangèrent du côté du gouvernement contre les calvinistes. Après deux années de discussions et d'agitation, le ministère parvint à faire voter la loi de 1857, qui oblige toute commune à entretenir des écoles publiques non confessionnelles. Le maître d'école ne doit rien « faire ou permettre qui soit contraire au respect dû au sentiment religieux des gens d'une autre foi ». La loi déclare que l'école publique a pour but « de développer les facultés intellectuelles des enfants », et elle ajoute « de les élever dans toutes les vertus *chrétiennes* et sociales ». Les frais de l'école sont payés par le budget communal; la commune a le droit de lever une rétribution scolaire; l'enseignement primaire n'est pas gratuit, l'État vient au secours des communes par des subventions. Les instituteurs sont nommés

par le conseil communal, les inspecteurs par l'État. En théorie cette organisation est pareille à celle de l'Angleterre ; en pratique l'obligation d'élever les enfants dans les vertus *chrétiennes* a été interprétée par les conseils communaux, de manière à transformer l'école publique en école catholique ou calviniste, suivant leur foi. Dans cette intention les députés catholiques ont abandonné les libéraux qu'ils avaient soutenus en 1857 et ils se sont joints aux chrétiens-historiques.

L'esclavage aux Indes ; le système des cultures aux Indes orientales. — A partir de 1853, les questions coloniales prennent une grande place dans les débats des États généraux. Les libéraux réclament : 1° l'abolition de l'esclavage en Guyane et aux Antilles ; 2° le contrôle du Parlement sur le budget de l'administration des colonies ; 3° l'abolition du système des cultures (corvée des indigènes) dans les Indes orientales (archipel de la Sonde et Moluques). La majorité des représentants était contre l'esclavage, défendu seulement par quelques conservateurs, mais il y avait désaccord sur l'indemnité à payer aux planteurs et sur le degré de liberté qu'on pourrait laisser aux affranchis. En 1854 les États adoptèrent une loi qui promettait l'émancipation des esclaves pour le 1^{er} janvier 1860 au plus tard, contre une indemnité de 15 millions de florins aux planteurs. En 1859 la promesse n'avait pas été réalisée ; tous les ans le ministre des Colonies présentait aux États un projet qui était rejeté. Enfin, en 1862, le deuxième ministère Thorbecke réussit à faire adopter une loi qui déclarait l'esclavage aboli pour le 1^{er} juillet 1868 au plus tard, qui accordait une indemnité aux planteurs et établissait une surveillance sur les affranchis. La loi fut votée à l'unanimité moins deux voix. Elle donnait la liberté à 36 000 esclaves en Guyane (population totale 53 000 hab.) et à 44 000 esclaves dans les Antilles (population totale 31 000 hab.).

Le contrôle des États généraux sur l'administration des Indes néerlandaises fut établi en principe dans la même année 1854, et en fait sous le deuxième ministère Thorbecke (1864).

La solution de la troisième question coloniale, le système des cultures, fut plus longue et plus laborieuse et causa plusieurs crises ministérielles. On appelait système des cultures,

le régime introduit après 1830 par le gouverneur Van der Bosch. Van der Bosch avait reçu la mission de développer la production des denrées tropicales : il ne pouvait y parvenir par la culture privée, car l'esclavage n'existait pas à Java, et les Malais ne voulaient produire que le riz nécessaire à leur consommation. Le gouverneur imagina d'étendre au sucre et à l'indigo le système appliqué dès le ^{xviii}^e siècle au poivre et au café. A la place de l'impôt foncier, il prit un cinquième des terres cultivées en riz, et comme les indigènes devaient soixante jours de corvée par an, on les fit travailler pendant ce temps à cultiver et à récolter les produits coloniaux sur les terres qu'on leur avait prises. Le gouvernement louait terres et corvéables à des entrepreneurs, qui se chargeaient de nourrir les travailleurs et qui cédaient suivant un prix fixé leurs récoltes à l'administration. Le café, le poivre, le sucre, l'indigo, le thé, le tabac ainsi produits étaient vendus à Amsterdam et procuraient de grands bénéfices au gouvernement. Le budget des Indes se soldait en moyenne par un excédent de 30 millions de florins qui servait à combler le déficit creusé dans le budget métropolitain par la guerre contre la Belgique et par les frais des travaux publics. On réussissait même à économiser une partie de cet excédent pour former un fonds de réserve.

L'excédent de 30 millions de florins, si utile au budget néerlandais, fournissait le principal argument aux partisans du *statu quo* ; ils ajoutaient que les Malais ne travailleraient plus s'il n'y étaient pas contraints, qu'ils n'achèteraient plus rien à la métropole, puisqu'ils ne gagneraient plus de salaire, que le marché des produits tropicaux établi à Amsterdam perdrait son importance, que le commerce national baisserait. Tels étaient les arguments des conservateurs et des modérés. D'autre part, les libéraux démocrates réclamaient la suppression du régime des cultures, parce que l'obligation du travail était contraire à leurs principes et parce qu'elle avait amené des abus ; ils montraient par exemple que le gouvernement prenait plus d'un tiers des terres fertiles, que les entrepreneurs faisaient travailler les corvéables plus de soixante jours, qu'ils ne les nourrissaient ni ne les payaient, enfin que le revenu colonial et les journées de

corvées étaient absorbés par la métropole au lieu d'être employés à l'amélioration du sort des indigènes, aux travaux publics, à l'instruction. Ils dénonçaient ce système d'exploitation comme indigne d'un État moderne. Les partisans de la réforme l'emportèrent après de longs efforts et en plusieurs fois. D'abord, un ministère conservateur qui avait succédé au cabinet modéré de 1853 fut renversé en 1861 par les libéraux parce qu'il refusait de réformer le système des cultures. L'année suivante le ministre des Colonies du cabinet Thorbecke qui avait remplacé le ministère conservateur, dut se retirer après l'échec d'un projet pour établir la liberté de culture. En 1866, tout le cabinet Thorbecke démissionna parce que le roi avait promulgué le nouveau code pénal des Indes orientales par simple ordonnance au lieu de la soumettre à la discussion des États. Le ministère modéré qui le remplaça tomba bientôt sur la question des cultures. Sous le ministère conservateur qui lui succéda (1866-68), le portefeuille des Colonies changea trois fois de titulaire. Enfin les libéraux, revenus au pouvoir, firent insérer en 1869 dans le budget de l'année suivante une disposition aux termes de laquelle les colonies verseraient à la métropole 10 107 749 florins, c'est-à-dire la somme strictement nécessaire à l'équilibre du budget. Le reste de l'excédent devait être dépensé aux travaux d'utilité publique dans les colonies. En 1870 la corvée fut supprimée pour toutes les cultures auxquelles elle s'appliquait encore, sauf pour le café. Ces réformes eurent d'importantes conséquences budgétaires. Le revenu des Indes occidentales tomba plus bas qu'on ne s'y attendait. Le gouvernement avait absolument besoin, comme on l'a vu, d'un excédent colonial de 10 à 11 millions de florins par an pour équilibrer son budget. Or, en 1868, l'excédent tomba à 2 millions et demi de florins. Le ministre des Finances combla le déficit avec les résidus des excédents antérieurs : mais il fallut désormais prévoir pour chaque année un déficit et imaginer de nouveaux impôts, ce qui rendait difficile la situation du parti au pouvoir.

Les libéraux au pouvoir, malgré le roi. — Pendant la discussion du système des cultures, le pouvoir avait changé plusieurs fois de main. Le deuxième ministère Thorbecke.

(1862-66) succéda à un gouvernement conservateur. Il achéva la réforme fiscale; l'impôt sur le combustible et les octrois furent remplacés par une augmentation des droits sur les eaux-de-vie. Il fit adopter en 1862 un tarif de douanes peu élevé, à l'exemple de la France et de l'Angleterre; il fit exécuter de grands travaux publics, amélioration du fleuve à Rotterdam, creusement d'un canal direct d'Amsterdam à la mer pour accroître le commerce des deux grands ports néerlandais (1863), construction par l'État de 888 kilomètres de voies ferrées à faire en dix ans avec les excédents coloniaux (1860), exploitation des chemins de fer nationaux par des compagnies privées (1863). Ces projets furent combattus comme trop coûteux par les conservateurs. Thorbecke garda contre eux sa majorité; mais comme il était mal vu de la cour, il se retira pour des raisons personnelles en 1866. Le roi prit un ministère conservateur (Van Zuylen), et pour lui donner une majorité recourut à la dissolution de la seconde Chambre (28 sept. 1866); les libéraux conservèrent une petite majorité. En outre les partis confessionnels se coalisèrent contre le cabinet conservateur parce qu'il ne voulait pas se déclarer contre la loi scolaire de 1857 et le principe de l'école publique mixte. Le 26 novembre 1867 l'opposition prit prétexte des négociations relatives au Luxembourg pour refuser de voter le budget des Affaires étrangères. Les ministres donnèrent leurs démissions, mais la *Gazette officielle* annonça « qu'il avait plu à Sa Majesté de faire connaître au Conseil des ministres qu'elle n'avait trouvé aucun motif de retirer sa confiance au cabinet, qu'en conséquence elle n'acceptait pas sa démission » (21 déc.). La seconde Chambre fut immédiatement dissoute; les élections de janvier 1868 se firent à la fois sur la question des prérogatives du parlement et sur la loi scolaire de 1857. Les libéraux eurent la victoire : le roi n'osa tenter une troisième dissolution; il accepta la démission du cabinet Van Zuylen (avril), et prit un cabinet libéral dont Thorbecke ne faisait point partie (juin). Le ministère de 1868 se déclara pour le maintien de l'école mixte; il supprima le droit de timbre sur les imprimés et les journaux (1869). Sa majorité s'augmenta légèrement aux élections partielles de 1869.

Le parti libéral s'est heurté, en Belgique, à un parti catholique compact; dans les Pays-Bas, à une coalition de conservateurs. Dans les deux royaumes, les principaux sujets de conflit sont la réforme électorale et la question des écoles. Le régime parlementaire a été introduit dans les Pays-Bas; dans la Belgique, il fonctionne depuis 1831, aussi correctement qu'en Angleterre.

BIBLIOGRAPHIE

Pour les répertoires et périodiques bibliographiques, voir **Ch.-V. Langlois**, *Manuel de bibliographie historique*, Paris, 1896, in-18. — En outre, la *Revue bibliographique belge* et les *Catalogues* des bibliothèques du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires étrangères du royaume de Belgique.

Belgique. — Ouvrages de **J.-J. Thonissen**, **Balau** (catholiques) et de **L. Hymans**, **Discailles** (libéraux) déjà cités ci-dessus (tome X). — Deux recueils d'esprit libéral : *Patria Belgica*, Bruxelles, 1873, 3 vol. in-8 (publié sous la direction de E. van Bommel); et *1830-1880. Cinquante ans de liberté*, Bruxelles, 1880, 4 vol. in-8 (partie politique par Goblet d'Alviella).

Jean van Damme (pseudonyme de **Frère-Orban**, représentant libéral), *Les Jésuites, l'enseignement et la convention d'Anvers*, Liège, 1854, in-8; — *La main-morte et la charité*, Bruxelles, 1857, in-8. — **M. Lauer**, *Entwicklung und Gestaltung des belgischen Volksschulwesens seit 1842*, Berlin, 1885, in-8.

La *Statistique générale de la Belgique* paraît régulièrement depuis 1841. — Voir **Xavier Heuchling**, *Résumé de la statistique générale de la Belgique de 1841 à 1850*, Bruxelles, 1852, in-8. — *Statistique générale de la Belgique de 1861 à 1875*, Bruxelles, 1876, 2 vol. in-4.

Sur le développement économique de la Belgique : *Enquête commerciale et industrielle de 1842 et années suivantes*, dans le *Recueil des documents de la Chambre*, et ce recueil en général. — *Album du développement progressif du réseau des routes, voies navigables et des chemins de fer de 1830 à 1880*, Bruxelles, 1881, 3 parties, in-f°. — **Dujardin-Baumetz**, *Histoire graphique de l'industrie houillère en Belgique*, Paris, 1888, in-f°. — **E. van Bruyssel**, *Histoire du commerce et de la marine en Belgique*, Bruxelles, 1861-65, 3 vol. in-8.

La principale revue libérale est la *Revue trimestrielle* (publiée par E. van Bommel), à laquelle succède en 1869 la *Revue de Belgique*.

Pays-Bas. — Outre les histoires générales de **De Bosch-Kemper** (conservateur) et de **Nuijens** (catholique) citées ci-dessus (tome X) : — **Thorbecke** (libéral), *Aantekening op de Grondwet* (Remarques sur la constitution), Amsterdam, 1841, in-8, et un grand nombre d'articles et de discours. — **G.-J. de Vos** (chrétien-historique), *Groen von Prinsterer en zijn tijd*, t. 1, Dordrecht, 1886, in-8. — **Chantepie de la Saussaye** (pasteur), *La crise religieuse en Hollande*, Leyde, 1860, in-8. — **Nippold**, *Die römisch-katholische Kirche im Königreich der Niederlande*, Leipzig et Utrecht, 1877, in-8. — **Alphonse Esquiros**, *La Néerlande et la vie hollandaise*, Paris, 1859, 2 vol. in-12. — **E. de Laveleye**, *Études d'économie rurale. La Néerlande*, Paris, 1865, in-8. — La grande revue libérale est *De Gids*; l'organe des chrétiens-historiques, *De Nederlander*.

Sur les deux royaumes : **Ch. Seignobos**, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, Paris, 1897, in-8.

CHAPITRE XII

LES ÉTATS SCANDINAVES

De 1848 à 1870.

I. — Le Danemark.

L'histoire du Danemark durant la période qui s'étend de 1848 à 1864 est dominée tout entière par les difficultés relatives aux duchés de l'Elbe. Les crises extérieures que celles-ci provoquèrent à deux reprises furent assez violentes pour suspendre à peu près complètement la vie politique intérieure du pays. D'autre part, telles questions qui dans d'autres pays relèvent uniquement de la politique intérieure, les réformes constitutionnelles notamment, se trouvaient compliquées sans cesse par les rapports singuliers existant entre le royaume proprement dit et les duchés. Tout ramène donc en quelque sorte à ceux-ci, et c'est pourquoi il convient de les mettre constamment au premier plan, quand on doit, en retraçant rapidement l'histoire du Danemark à cette époque, dégager ses traits essentiels.

Avènement de Frédéric VII. Réformes constitutionnelles. — Frédéric VII succéda à son père Christian VIII en janvier 1848. Le nouveau souverain se trouvait, dès son avènement, en présence de deux ordres de questions également graves : le problème constitutionnel et celui relatif aux duchés

de Schleswig et de Holstein. Ni l'un ni l'autre n'était nouveau : nous avons vu, en effet, les progrès et les efforts du libéralisme pendant les règnes précédents ¹, en même temps que les essais tentés pour concilier ses aspirations avec les traditions et les désirs de la couronne; les difficultés que soulevait la situation remontaient plus haut encore, mais avaient pris, nous l'avons vu aussi, un caractère particulièrement aigu au cours des règnes de Frédéric VI et de Christian VIII. Or, le fait même que ces questions étaient agitées depuis longtemps rendait les solutions chaque jour plus nécessaires, d'autant plus que le contre-coup des événements de France et d'Allemagne vint bientôt surexciter davantage encore les esprits. Questions constitutionnelles et affaires des duchés étaient du reste étroitement mêlées et réagissaient constamment les unes sur les autres, encore que la nécessité d'être clair oblige, dans un récit abrégé, à les séparer presque complètement.

A peine monté sur le trône, Frédéric VII voulut donner satisfaction aux désirs de ses sujets, et une proclamation du 28 janvier 1848 annonça une constitution dont elle indiquait sommairement les principes essentiels : les États provinciaux institués par Frédéric VI seraient maintenus, mais une Diète commune à toute la monarchie serait créée à côté ou au-dessus d'eux et chargée de délibérer sur les impôts, l'administration des finances et les lois. Une assemblée nommée partie par le roi et partie par les États provinciaux devait étudier ce projet et lui donner une forme définitive. Deux mois plus tard, Frédéric VII faisait un pas nouveau : en même temps qu'il appelait des ministres plus libéraux, il promettait formellement à son peuple de partager le pouvoir avec lui (22-24 mars 1848). Une assemblée constituante élue sur des bases très larges se réunit à Copenhague, le 23 octobre de la même année; ses travaux aboutirent à la constitution promulguée le 5 juin 1849 et qui est encore en vigueur aujourd'hui, au moins dans ses parties essentielles.

Cette constitution de 1849, qui dotait le Danemark d'un véri-

¹ 1. Voir ci-dessus, t. X, p. 683 et suiv.

table système représentatif était, par conséquent, beaucoup plus libérale que le projet annoncé par le roi dans sa proclamation de l'année précédente. D'autre part, elle n'avait pas été imposée par la violence; Frédéric VII se trouvait donc avoir accompli une évolution marquée. Plusieurs causes avaient pu l'y déterminer. Et d'abord, son esprit assez ouvert et intelligent ne répugnait point aux innovations de ce genre. De plus, la vue de ce qui se passait dans d'autres États de l'Europe était de nature à le faire réfléchir. Lors donc que des manifestations libérales se produisirent à Copenhague et que des assemblées populaires y réclamèrent une constitution représentative, il jugea plus prudent d'accéder à ces vœux. Enfin, une crise venait d'éclater dans les duchés, et tellement grave qu'il ne serait évidemment possible d'en venir à bout qu'avec le concours du peuple danois tout entier. De là, nécessité absolue d'éviter la moindre mésintelligence entre la nation et le gouvernement. Frédéric VII y réussit complètement. Il jouit, dès les premiers mois de son règne, d'une popularité très considérable, et la conserva jusqu'à la fin de sa vie.

Soulèvement dans les duchés ¹. — Le projet de constitution contenu dans la proclamation de janvier 1848 avait causé un certain mécontentement dans le royaume. Certaines dispositions tendaient à faire deux parts dans la monarchie, opposant en quelque sorte le royaume aux duchés. Dans les duchés, ce même projet souleva des récriminations et des colères plus vives encore. On lui reprochait, au nord du Kongeaa, de sacrifier le royaume aux duchés; au sud, de méconnaître les droits légitimes de ceux-ci. Le parti schleswig-holsteinois, qui suivait le duc d'Augustenborg, avait à plusieurs reprises déjà manifesté ses tendances allemandes. L'état d'effervescence qui régnait alors en Allemagne et la nouvelle des événements qui s'y déroulaient l'excitèrent donc et le poussèrent à faire valoir ses revendications. Une réunion tenue à Rendsborg, le 16 mars 1848, décida d'envoyer une députation au roi pour lui demander une constitution commune aux deux duchés et l'incorporation du Schleswig

1. Voir ci-dessus, t. X, p. 686.

dans la Confédération germanique. Mais avant même que la délégation eût apporté le refus du roi, le 23 mars, à Kiel, quelques soldats se mutinèrent et arrachèrent leurs cocardes danoises; le même soir, un gouvernement provisoire se constituait, et dès le lendemain le duc d'Augustenborg s'emparait de la forteresse de Rendsborg. Les duchés étaient en révolte ouverte et le temps des confuses discussions constitutionnelles était passé.

La première conséquence de ces événements fut de faire taire en Danemark les discussions de partis et de montrer que le roi était parvenu à s'assurer l'appui du pays tout entier. Des mesures furent prises pour réprimer l'insurrection et un corps de 10 000 hommes se concentra dans le Schleswig septentrional; l'armée schleswig-holsteinoise, forte d'environ 7 000 hommes, se composait de quelques régiments qui avaient abandonné la cause danoise, et de nombreux volontaires. S'étant avancée vers le nord, elle rencontra les troupes royales à Bov, et fut mise en déroute. Deux jours après, les Danois réoccupaient la ville de Schleswig. Le roi de Danemark semblait donc devoir rétablir très rapidement son autorité; toutefois, les choses changèrent bientôt de face, car la question des duchés cessa d'être purement danoise pour devenir, en quelque mesure, européenne.

Un des premiers soins du duc d'Augustenborg et de ses partisans avait été de chercher des appuis au dehors. Une députation se rendit à Francfort, auprès du Parlement, et le duc lui-même alla à Berlin. Les délégués furent favorablement accueillis, leurs revendications estimées justes, et la Prusse reçut mandat de les appuyer (12 avril 1848). Frédéric-Guillaume n'avait, du reste, pas attendu cette requête pour agir : quelques jours auparavant, le 6 avril, sans avoir préalablement déclaré la guerre au Danemark, il avait fait entrer une petite armée dans les duchés. D'autres États allemands, le Hanovre notamment, l'imitèrent, et bientôt les 10 000 hommes qui représentaient toutes les forces danoises dans le Schleswig se trouvèrent aux prises avec des adversaires trois fois plus nombreux. La première bataille eut lieu le 23 avril, jour de Pâques, aux portes même de la ville

de Schleswig; l'armée danoise fut battue et se retira sur Flensborg, d'où elle passa ensuite dans l'île d'Als, qui n'est séparée de la terre ferme que par un canal très étroit : elle devait être ainsi en mesure de se porter sur les derrières de l'armée allemande si celle-ci se dirigeait vers le Jutland. Et en effet, les Prussiens marchèrent vers le nord, jusqu'aux environs d'Arhuus, après avoir laissé en observation en face de l'île d'Als les contingents hanovriens; ceux-ci furent culbutés à la bataille de Dybbøl (28 mai 1848). Pendant que les opérations se poursuivaient ainsi sur terre, avec des fortunes diverses, les Danois avaient sur mer des avantages marqués. A vrai dire, il n'y avait même pas de lutte, aucun de leurs adversaires n'ayant de marine militaire à opposer à la leur. Ils profitèrent donc de cette situation pour bloquer étroitement les ports et paralyser complètement le commerce prussien.

Intervention des puissances. Armistices de Malmö.

— La diplomatie, d'autre part, ne demeurait pas inactive. Les insurgés avaient trouvé des secours en Allemagne, le Danemark essaya d'intéresser l'Europe en sa faveur. Diverses puissances, la France et l'Angleterre notamment, avaient garanti au Danemark la possession du Schleswig. Mais c'étaient là des engagements très anciens. La France adressa néanmoins quelques observations à Berlin, et l'Angleterre offrit sa médiation. La Suède, de son côté, se montrait inquiète des avantages de la Prusse et du danger que courait le Danemark. Poussée par le désir de sauvegarder sa propre sécurité, et aussi par les sentiments scandinavistes dont nous avons déjà parlé et auxquels nous aurons encore à revenir, elle fit, dès le mois de mai, des représentations énergiques à Berlin, déclarant qu'elle ne tolérerait point une occupation du Jutland; et, pour donner plus de force à ses réclamations, elle arma une escadre et concentra des troupes. La réponse du cabinet de Berlin ne l'ayant pas satisfaite, elle envoya un corps d'armée dans l'île de Fionie. La Russie protestait de son côté. Estimant, selon les propres expressions de Nesselrode, « que la guerre menaçait... de porter atteinte à la paix générale, au commerce et aux intérêts des puissances riveraines de la Baltique », elle adressa également

des observations à Berlin et les appuya par l'envoi d'une escadre sur les côtes danoises. Des manifestations aussi énergiques disposèrent naturellement le gouvernement prussien à la conciliation. Les négociations pendantes depuis quelque temps déjà s'accéléchèrent, et, le 2 juillet 1848, un armistice de trois mois était signé à Malmö, en Suède, sous la médiation de l'Angleterre. Il stipulait, entre autres choses, que le gouvernement des duchés serait confié jusqu'à la paix définitive à des commissaires danois et prussiens qui éliraient un président pris en dehors d'eux et chargé de les départager. Bien que très régulièrement conclu, cet armistice ne fut pas exécuté. En même temps que les négociations de Malmö, des pourparlers se poursuivaient entre l'état-major danois et le général en chef prussien Wrangel. Celui-ci voulut apporter des modifications aux stipulations de Malmö et insérer en outre une clause réservant la ratification par le vicaire de l'Empire. Le général danois s'opposant à ces prétentions, les hostilités recommencèrent le 24 juillet, et le Danemark déclara immédiatement le blocus de tous les ports prussiens. En présence de cette attitude énergique, la cour de Berlin se prêta à de nouveaux pourparlers, et le 26 août la Prusse, munie de pleins pouvoirs du gouvernement fédéral, signait, toujours à Malmö, un nouvel armistice, conclu cette fois sous la médiation de la Suède et la garantie de l'Angleterre. Aux termes de cet acte, conclu cette fois pour sept mois, le Schleswig et le Holstein, évacués par les troupes allemandes et danoises, seraient gouvernés par des commissaires nommés par le roi de Danemark et par le roi de Prusse, ainsi qu'il avait été convenu au mois de juillet.

Reprise des hostilités. Paix de Berlin. — L'armistice, une fois signé, les négociations se poursuivirent en vue d'arriver à la conclusion d'une paix définitive. Celle-ci était difficile, les intentions des partis différant sensiblement. Si la Diète de Francfort vota la ratification de l'armistice, ce ne fut point sans protestations, et ce vote même provoqua chez les patriotes une explosion de colère qui témoignait de leur intention bien arrêtée d'incorporer les duchés à l'Allemagne qu'ils rêvaient. En Danemark, au contraire, on entendait maintenir l'intégrité

absolue de la monarchie, et un ministère qui conseillait au roi de consentir à certaines concessions touchant l'administration du Schleswig, fut obligé de se retirer. Les Danois enfin ne tardèrent pas à s'apercevoir que la prolongation de l'état de choses établi par l'armistice de Malmö était tout à leur désavantage, car leur retraite avait complètement livré les duchés à l'influence allemande. Lors donc qu'à l'ouverture de la Diète, le 23 octobre 1848, le ministère annonça que des négociations étaient en cours, il insista sur la nécessité d'augmenter les armements et, de fait, les préparatifs militaires furent poussés avec ardeur. Enfin, le 21 février 1849, Frédéric VII fit savoir qu'il reprendrait les hostilités à l'expiration de l'armistice, soit le 26 mars. A cette date, le Danemark mit en ligne 33 000 hommes environ ; les troupes confédérées envoyées dans les duchés s'élevèrent à plus de 60 000 hommes. Malgré cette disproportion, la campagne se poursuivit avec des fortunes diverses. Les Danois essuyèrent des pertes fort sensibles. Deux de leurs vaisseaux, s'étant approchés trop près des batteries ennemies, furent détruits ; un corps dut se réfugier de nouveau dans l'île d'Als. Le reste se replia vers le nord : une partie se maintint dans la forteresse de Frédéricia ; une autre passa dans l'île de Fionie, une troisième enfin se réfugia dans la péninsule de Helgœnaes. La situation du Danemark était à ce moment très critique. Mais, grâce à sa supériorité maritime, les troupes d'Als et de Helgœnaes furent transportées en Fionie, et les 20 000 hommes ainsi concentrés attaquèrent, le 6 juillet 1849, les Schleswig-Holsteinois qui assiégeaient Frédéricia, et leur infligèrent une défaite complète.

Cependant, les mêmes causes qui avaient déterminé la Prusse à signer l'armistice de Malmö continuaient à agir ; d'autre part, la situation toujours plus troublée de l'Allemagne lui faisait souhaiter la fin des difficultés. Les négociations entamées depuis quelque temps déjà sous la médiation de l'Angleterre s'activèrent donc brusquement et aboutirent, le 10 juillet, à Berlin, à la signature d'un armistice et d'un protocole arrêtant les préliminaires de paix. Aux termes de l'armistice, les troupes allemandes devaient évacuer le Jutland et le Schleswig septentrional,

qui serait gardé provisoirement par des troupes suédo-norvégiennes ; le Schleswig serait administré par une commission de trois membres : un Danois, un Prussien et un Anglais. Le protocole posait les principes de la constitution à donner aux duchés. Il était entendu que tous les liens politiques unissant le Schleswig au Holstein seraient rompus, et cette clause pouvait être considérée comme avantageuse pour le Danemark, puisqu'elle limiterait peut-être l'ingérence de la Confédération. Mais elle était largement compensée par le fait très grave que le Danemark négociait les principes de droit constitutionnel qu'il appliquerait dans le Schleswig et promettait de ne rien décider à cet égard sans l'intervention de la Prusse. C'était préparer toute une ère de difficultés nouvelles : elles ne se firent pas attendre. Les négociations pour la paix définitive à peine engagées, les vues du Danemark et celles de la Prusse touchant la situation future du Schleswig apparurent comme absolument inconciliables : le premier n'entendait concéder qu'une simple autonomie provinciale ; la seconde souhaitait un état de choses ressemblant fort à une union personnelle. Les pourparlers se prolongèrent sans aucun résultat. Pendant ce temps, une querelle particulière surgissait entre la Prusse et les pouvoirs fédéraux qui estimaient que les intérêts de la Confédération avaient été sacrifiés dans les actes de Berlin. En même temps, les puissances neutres se montraient de plus en plus disposées à intervenir : leurs représentants se réunissaient à Londres pour s'occuper des affaires du Danemark, que la Russie paraissait vouloir soutenir assez énergiquement. Dans ces conditions, la Prusse voulut se borner pour le moment à réserver l'avenir, et ainsi le traité signé à Berlin, le 2 juillet 1850, se borna à rétablir la paix en laissant pendantes toutes les questions litigieuses.

Répression de l'insurrection des duchés. — La paix de Berlin avait mis fin à l'intervention allemande dans les duchés, mais la paix n'y était pas rétablie par cela même : restaient en effet les insurgés, ceux-là même dont l'Allemagne était venue soutenir les revendications. Ces revendications subsistaient aussi : le Danemark était simplement

assuré maintenant de pouvoir imposer sa volonté dans le Schleswig et réclamer l'intervention des autorités fédérales allemandes pour le rétablissement de l'ordre dans le Holstein. Une nouvelle campagne commença donc. L'armée danoise fut complètement victorieuse à Isted (25 juillet) et l'autorité du roi de Danemark rétablie dans tout le Schleswig. Le roi de Danemark s'adressa ensuite à la Diète; l'Autriche, qui depuis Olmütz reprenait en Allemagne une situation prépondérante, prit en main l'affaire. Ses troupes, appuyées par des corps prussiens maintenus en réserve, occupèrent le Holstein. Le gouvernement holsteinois fut dissous et l'autorité confiée provisoirement à trois commissaires, un Danois, un Autrichien et un Prussien (janvier 1851).

Deux ordres de questions restaient à régler : les difficultés depuis longtemps pendantes avaient pour origine la situation complexe et bizarre des duchés et l'impossibilité où se trouvait le roi de Danemark de les considérer comme partie intégrante de son royaume : il fallait donc préciser quelle serait leur situation constitutionnelle. D'autre part, Frédéric VII n'avait point d'héritier direct, et bien qu'il fût âgé seulement de quarante-deux ans, on ne devait point compter qu'il en eût jamais d'apte à lui succéder, car il venait de conclure un mariage morgana-tique. Or la loi de succession en cas d'extinction de la descendance directe était-elle la même dans le royaume et dans les duchés? La question, on s'en souvient, avait été controversée et formait précisément le fond des revendications du duc d'Augustenborg. Pour éviter des complications nouvelles, il convenait donc de désigner immédiatement un héritier pour toutes les parties de la monarchie.

Mais il fallait nécessairement que cet héritier fût reconnu par l'Europe. Le roi de Danemark, d'autre part, ne pouvait trancher les questions constitutionnelles de sa seule autorité. Le Holstein était membre de la Confédération germanique; d'où, nécessité de tenir compte des vues de cette dernière; l'intervention active de la Prusse et de l'Autriche et les assurances qui leur avaient été données rendaient un accord avec elles indispensable; enfin, les diverses puissances qui s'étaient occupées

plus ou moins activement du conflit ne pouvaient se désintéresser maintenant des solutions définitives ; et, en effet, dans une conférence tenue à Londres le 2 août 1850, les plénipotentiaires de Grande-Bretagne, de France, de Russie et de Suède-Norvège, rédigèrent une déclaration à laquelle l'Autriche accéda et qui, posant le principe du maintien de l'intégrité de la monarchie danoise, prenait acte de l'intention du roi de Danemark de fixer à nouveau l'ordre de succession. Deux négociations s'ouvrirent donc pour régler : 1° la succession au trône ; 2° la situation constitutionnelle des duchés en appliquant les principes posés dans les actes de Berlin.

Loi de succession. — Le prince désigné pour succéder à Frédéric VII fut Christian de Glücksbourg, qui se trouva réunir en sa personne des droits nombreux. Par lui-même, il descendait de mâle en mâle de Christian III et avait épousé une fille de Louise-Charlotte, sœur de Christian VIII, mariée au landgrave de Hesse. Or, aux termes de la loi admettant pour le royaume la succession cognatique, l'héritier de la couronne aurait dû être le fils de cette même Louise-Charlotte : par un accord de famille, il transmit tous ses droits à son beau-frère. L'empereur de Russie avait, en sa qualité d'Oldenbourg, des droits soutenable, au moins sur certaines parties du Holstein ; par un autre acte, il s'en démit, lui aussi, en faveur du prince Christian. Ces divers arrangements furent ensuite solennellement ratifiés et garantis par un traité que les cinq grandes puissances et la Suède-Norvège signèrent à Londres le 8 mai 1852. D'autres États, le Hanovre et la Saxe notamment, accédèrent à cet acte, mais il est à remarquer que la Confédération germanique n'y adhéra point. Enfin, le duc d'Augustenborg, descendant lui aussi de Frédéric III et dont les droits primaient ceux du prince de Glücksbourg au point de vue de la descendance agnatique, fut amené à traiter avec le roi de Danemark. Tous les domaines qu'il possédait en Danemark lui furent achetés 6 000 000 de couronnes, en échange de quoi il signa, le 30 décembre 1852, un acte par lequel il s'engageait à ne plus provoquer de troubles et reconnaissait l'ordre de succession. La nouvelle loi de succession fut promulguée en 1853.

Exécution du Traité de Berlin. — La situation constitutionnelle des duchés était difficile à résoudre à cause de la complexité de leur situation de droit que nous avons indiquée déjà. Il fallait arriver en outre à concilier les désirs légitimes du Danemark d'établir solidement son autorité avec les aspirations du pangermanisme et les susceptibilités des puissances allemandes. Mais ce n'était point tout : la constitution danoise du 5 juin 1849 étant fort libérale, la Prusse et l'Autriche, approuvées en cela par la Russie, la voyaient d'assez mauvais œil et souhaitaient qu'elle ne fût appliquée dans aucune partie des duchés. Le roi de Danemark aurait désiré tout d'abord incorporer complètement le Schleswig à la monarchie, conception que l'on appela dans le jargon politique, celle du « royaume jusqu'à l'Eider » (Eiderstat). Cette conception n'étant pas approuvée, précisément pour les raisons que nous venons de dire, le Danemark y renonça peu à peu et on arriva à admettre le principe dit de « l'État complexe ». Le Schleswig ne conserverait plus aucun lien avec le Holstein, mais ne serait pas non plus absolument réuni au royaume : chacun des duchés, tout en restant séparé à certains égards, serait réuni par une constitution commune. Cette doctrine fut développée dans un manifeste royal du 28 janvier 1852, qui annonça l'élaboration de la constitution commune. L'Autriche et la Prusse se déclarèrent satisfaites; la Diète approuva leur conduite et déclara qu'en ce qui concernait le Holstein et le Lauenbourg le manifeste du 28 janvier ne contenait rien de contraire à la constitution fédérale (juillet 1852). Les duchés furent donc complètement évacués par les troupes allemandes (février 1852).

La « Constitution commune » de 1855. — L'application des principes posés dans le manifeste du 28 janvier ne laissait pas que de présenter des difficultés sérieuses. Il ne s'agissait point simplement de tenir compte des tendances inconciliables de l'opinion publique dans les duchés et dans le royaume, mais les procédures mêmes qu'il fallait appliquer se trouvaient être embarrassantes et compliquées. Avant de doter la monarchie entière d'une constitution commune, force était

bien de donner à chacune de ses parties une constitution séparée en harmonie avec l'œuvre projetée, et pour cela reviser la constitution du 5 juin 1849 en la limitant au royaume, et doter chacun des duchés des lois nécessaires. Le roi soumit des projets aux États du Schleswig et à ceux du Holstein. Les uns et les autres, les derniers surtout, firent des objections très vives; mais comme ils n'avaient que voix consultative, le roi passa outre : la constitution du Schleswig fut promulguée le 15 février 1854, et celle du Holstein le 11 juin suivant. Leur trait essentiel était d'accorder aux États provinciaux voix délibérative en ce qui concernait les affaires locales.

Dans le Danemark proprement dit, les choses allèrent moins aisément. La constitution du 5 juin garantissait à la Diète des pouvoirs étendus et la majorité des députés se montraient mécontents de la solution donnée à la question des duchés, voire de la nouvelle loi de succession. L'opposition devint plus vive encore, à la suite d'incidents de politique purement intérieure. Le ministère alors aux affaires n'avait point les sympathies du parlement; le roi fit une dissolution, mais en même temps composa un nouveau ministère ultra-conservateur qui tenta de profiter de la revision nécessaire de la constitution pour restreindre les libertés publiques. De là naquit un conflit aigu où Frédéric VII perdit même pour un temps sa popularité. Au milieu de cette crise une constitution commune fut promulguée par un décret du 26 juillet 1854, mais sans être toutefois immédiatement et complètement applicable, puisque certains votes nécessaires n'avaient pu être obtenus encore de la Diète danoise. De nouvelles élections n'ayant fait que renforcer l'opposition, le roi changea de politique et composa un ministère plus libéral; la Diète se montra aussitôt traitable, vota les mesures qu'on lui proposait, si bien que la constitution commune fut enfin régulièrement promulguée le 2 octobre 1855. Différant assez sensiblement de la constitution beaucoup moins libérale promulguée l'année précédente, elle instituait une Diète commune aux différentes parties de la monarchie en lui laissant des pouvoirs assez étendus.

La constitution de 1855 ne fut pas une solution. Dès la pre-

mière session de la Diète commune, onze députés des duchés protestèrent contre la situation faite à leurs pays et qu'ils jugeaient insuffisante. Aussitôt la Prusse et l'Autriche appuyèrent diplomatiquement ces revendications et, peu après, la Diète de Francfort, saisie par les députés protestataires, intervint à son tour et déclara qu'en ce qui concernait le Holstein et le Lauenbourg, la constitution commune de 1855 était inconstitutionnelle au point de vue du droit public fédéral. La crise recommençait donc. L'Angleterre tenta de s'interposer et parla de soumettre la question à une conférence : le projet échoua devant l'attitude de la Prusse qui déclarait l'affaire purement allemande (1861). Livré à ses seules forces, le Danemark essaya des concessions. Un décret avait, dès 1858, abrogé dans le Holstein et le Lauenbourg la constitution de 1855. Puis des projets nouveaux furent soumis aux députés de ces provinces, en même temps que des négociations très confuses s'engageaient avec la Diète de Francfort où l'on recommençait à parler d'exécution fédérale (1859-1860). En même temps, les puissances allemandes s'appliquaient à élargir le débat et à remettre en question la situation du Schleswig, qui pourtant ne faisait point partie de la Confédération. Entre temps, les Danois, reconnaissant les inconvénients de la constitution commune, se mettaient en devoir de la modifier. Renonçant à la théorie de « l'État complexe », un manifeste du 30 mars 1863 déclara rompus tous les liens constitutionnels entre le Holstein et le reste de la monarchie, et une nouvelle constitution, s'inspirant de ces principes, fut votée par la Diète commune le 13 novembre suivant : elle ne prononçait pas l'incorporation complète du Schleswig, mais revenait cependant au principe du « royaume jusqu'à l'Eider. » Or c'était là précisément ce que les puissances allemandes ne voulaient pas admettre : la Diète protesta contre le manifeste du 30 mars et réclama le rétablissement de l'ancienne union entre le Schleswig et le Holstein (9 juillet) et, le 1^{er} octobre, somma le Danemark de se soumettre, sous peine d'exécution fédérale. Sur ces entrefaites, le roi Frédéric VII mourait (15 novembre 1863).

Christian IX. Seconde guerre des duchés. — L'avènement du prince de Glücksbourg, sous le nom de Christian IX, ne fit que susciter des embarras nouveaux. Les difficultés constitutionnelles demeurèrent les mêmes ; un autre litige vint s'y ajouter. Le duc d'Augustenborg, qui avait renoncé pour lui-même à ses droits, les transmit à son fils qui s'empressa d'en faire usage, annonçant aux habitants des duchés son avènement sous le nom de Frédéric VIII et le notifiant à la Diète fédérale. Celle-ci, qui n'avait jamais reconnu le traité de Londres, décida de le soutenir, refusa de laisser siéger l'envoyé de Christian IX et résolut enfin de faire occuper militairement le Holstein. En même temps, la Prusse et l'Autriche, qui avaient négocié en 1851 et 1852 le règlement des difficultés constitutionnelles et envers qui le Danemark se trouvait avoir pris de ce fait certains engagements, prétendirent que ces engagements n'étaient pas fidèlement exécutés, manifestèrent l'intention d'intervenir de leur côté, et ce, malgré l'opposition de la majorité des membres de la Confédération, qui voyaient une telle démarche avec jalousie. Elles adressèrent un ultimatum au Danemark, l'invitant à abroger la constitution du 13 novembre 1869 dans le Schleswig, ce qui tendait à séparer de nouveau celui-ci du royaume (janvier 1864). Ne jugeant pas la réponse obtenue suffisante, elles firent avancer des troupes. Il se produisit donc à ce moment, en Danemark, deux interventions militaires allemandes, parallèles mais distinctes : des contingents saxons et hanovriens occupèrent le Holstein au nom de la Confédération, une armée austro-prussienne traversa le Holstein pour envahir le Schleswig.

L'issue de la guerre qui commençait ainsi ne pouvait guère être douteuse. Pour des raisons tenant à leur politique particulière, et que l'on trouvera indiquées au moins implicitement dans les chapitres se rapportant à chacune d'elles, aucune des puissances européennes n'était disposée à secourir efficacement le Danemark ; le roi de Suède seul fit une démarche que nous rapporterons plus loin en en montrant l'insuccès. Or les forces de Christian IX ne lui permettaient pas de résister longtemps aux efforts combinés de la Prusse et de l'Autriche. Les hosti-

lités commencèrent le 1^{er} février 1864. Quelques jours plus tard, les Danois se voyaient obligés d'évacuer, presque sans coup férir, les positions du Dannevirke; en mars, le gros de leur armée était refoulé dans l'île d'Als tandis que le Jutland était envahi, et le 9 mars un armistice dut être conclu. Depuis quelques semaines déjà, les puissances signataires du traité de Londres, auxquelles se joignit la Diète germanique, avaient entamé des négociations dans l'espoir de trouver enfin une solution définitive de la question des duchés; mais les pourparlers ne servirent qu'à faire ressortir la divergence absolue des opinions. Tandis que l'Angleterre parlait de séparer du Danemark le Holstein et les districts méridionaux du Schleswig, la Diète, la Prusse et l'Autriche se refusaient absolument à admettre un morcellement de ce dernier duché : elles étaient néanmoins loin de s'entendre entre elles, car la Diète tenait toujours pour le duc d'Augustenborg et réclamait pour lui le Holstein et le Schleswig entiers, alors que la Prusse et l'Autriche, hostiles au duc, voulaient unir de nouveau les duchés par un lien déclaré indissoluble et les rattacher ensuite à la monarchie danoise par une union personnelle. Le Danemark, enfin, ne se résignait pas encore à accepter des propositions trop rigoureuses. Les opérations militaires recommencèrent donc à la fin de juin. Au milieu du mois suivant, les troupes austro-prussiennes étaient parvenues à Skagen et, le 1^{er} août, le Danemark, définitivement écrasé, signait à Vienne les préliminaires de paix qui furent confirmés par le traité du 30 octobre 1864; par ces actes, le roi de Danemark renonçait purement et simplement, en faveur de la Prusse et de l'Autriche, à toute souveraineté sur les duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg. La question des duchés était définitivement tranchée en ce qui concernait le Danemark.

La perte des duchés soulevait, en Danemark même, de nouvelles difficultés constitutionnelles. Deux lois fondamentales étaient en vigueur : la constitution commune du 13 novembre 1863 et la constitution du 5 juin 1849. Les duchés abandonnés, une seule suffisait, mais il ne suffisait point de décider que la constitution commune était abrogée, car plusieurs de ses disposi-

tions étaient indispensables, tout ce qui concernait certaines catégories d'affaires ayant été supprimé dans la loi de 1849 au moment de la mise en vigueur de la première constitution commune de 1855 : une revision générale de la constitution s'imposait donc. Elle se poursuivit lentement au milieu des discussions parlementaires, et ce fut seulement le 28 juillet 1866 que la nouvelle loi fondamentale put être promulguée.

II. — Suède et Norvège.

Oscar I^{er}. — Le règne de Charles-Jean avait été marqué, en Suède comme en Norvège, par d'importants progrès¹ : ils continuèrent sous le gouvernement de son fils Oscar qui lui succéda en 1844. Grâce à d'heureuses mesures législatives, le développement du commerce et de l'industrie se poursuivit. A peu près toutes les branches de l'administration, l'enseignement public, les finances, les affaires ecclésiastiques, furent successivement améliorées. Les lois pénales et le régime des prisons reçurent notamment des améliorations heureuses, car le nouveau souverain s'intéressait très personnellement aux questions pénitentiaires, sur lesquelles il avait écrit un ouvrage. Et l'initiative de la plupart des mesures ainsi prises ne provenant point des Diètes, l'activité réformatrice dont le gouvernement témoignait contrastait assez vivement avec les efforts que Charles-Jean avait toujours faits, durant les dernières années de sa vie, pour éviter les changements. En s'occupant d'améliorer la situation intérieure de ses royaumes, le nouveau roi demeurait cependant fidèle aux traditions paternelles. A un autre point de vue, il s'en écartait complètement.

Bien qu'âgé de quarante-cinq ans lors de son avènement, le roi Oscar avait eu jusque-là un rôle assez effacé. Sauf en de rares occasions, son père l'avait systématiquement écarté des affaires, le tenant, surtout à la fin de sa vie, en véritable suspicion. Par contre, le prince royal jouissait d'une popularité

1. Voir ci-dessus, t. X, p. 680 et suiv.

considérable parmi les partis d'opposition, qui saluèrent avec enthousiasme son arrivée au pouvoir. Ces deux jugements étaient, à vrai dire, également exagérés. Libéral, Oscar I^{er} l'était, sans contredit, plus que son père, néanmoins avec beaucoup de réserve. Mais surtout, ses idées politiques étaient effacées, incertaines et flottantes. Des incidents médiocres pouvaient déterminer chez lui des revirements à peu près complets, et c'est ainsi que son règne se divise en deux périodes caractérisées par des tendances presque opposées. Prenant le pouvoir au milieu des acclamations des libéraux, il fut d'abord libéral. Certaines des mesures législatives auxquelles nous faisons allusions tout à l'heure en pourraient déjà témoigner. Il fit abroger également des mesures politiques auxquelles son père avait toujours attaché grande importance : la loi de 1812, par exemple, qui interdisait toute relation avec les membres de la dynastie détrônée en 1809, et les dispositions des lois sur la presse permettant de supprimer brutalement les journaux. Les intentions du nouveau monarque apparurent du reste clairement au lendemain même de son avènement : la plupart des ministres de Charles-Jean furent éloignés et remplacés par des libéraux modérés.

Mais bientôt survinrent les événements de 1848. La situation générale de la Suède et de la Norvège et les libertés politiques dont elles jouissaient devaient leur éviter les crises violentes qui se produisirent dans nombre d'États. Les événements de France et d'Allemagne eurent cependant des contre-coups, notamment à Stockholm, et il y eut même, du 18 au 20 mars, des bagarres sanglantes dans les rues. Le roi se rapprocha alors des conservateurs et forma un nouveau ministère composé d'hommes d'opinions très variées. La tempête libérale de 1848 fut suivie dans la plupart des États de l'Europe d'une réaction marquée : il en fut de même en Suède, encore qu'elle ne s'y justifiait point. Le roi modifia de nouveau et profondément la composition de son conseil et les conservateurs s'y retrouvèrent en majorité (1852). Les tendances du gouvernement se trouvaient dès ce moment opposées à celles manifestées au début du règne. Ces changements de personne suffirent donc à faire ressortir les variations successives des opinions

d'Oscar I^{er} : elles apparaissent plus clairement encore lorsqu'on considère l'histoire des projets de réformes constitutionnelles.

Questions constitutionnelles. — Malgré l'opposition de Charles-Jean diverses retouches avaient été apportées sous son règne à la loi fondamentale de 1809. De même, aussitôt après sa mort, dès 1844, l'influence des États se trouva indirectement accrue, une loi ayant décidé que la Diète se réunirait dorénavant tous les trois ans. Mais ces réformes partielles ne pouvaient suffire à satisfaire des libéraux. Ceux-ci ne souhaitaient rien moins qu'une modification radicale du système de la représentation nationale et, depuis près d'un quart de siècle, mettaient périodiquement en avant des projets variés mais tendant tous plus ou moins directement à doter la Suède d'un Parlement analogue à celui des autres États constitutionnels. Aucun de ces projets n'avait été adopté; toutefois la dernière Diète du règne de Charles-Jean avait pris en considération un projet de ce genre : la première Diète du règne d'Oscar I^{er}, celle de 1844-1845, se trouva donc appelée à en délibérer. Les discussions auxquelles il donnait lieu manifestèrent clairement le renversement des partis provoqué par l'avènement d'Oscar I^{er}. Tout le monde étant convaincu qu'en cas d'adoption la sanction royale serait immédiatement accordée, les conservateurs, devenus l'opposition, multiplièrent leurs efforts. Ils finirent, du reste, par l'emporter, car la réforme votée par les bourgeois et les paysans fut rejetée par la noblesse et le clergé.

Au cours des débats, le gouvernement, trompant peut-être dans une certaine mesure les espérances des libéraux, avait gardé une stricte neutralité. Il témoigna toutefois de son intention de faire aboutir les réformes réclamées avec tant d'insistance. Un des membres du Conseil déclara officiellement à la Diète que l'amélioration du système de représentation s'imposait; puis, les États ayant adressé au roi une requête pour le prier d'étudier la question et de prendre l'initiative d'une proposition, une commission spéciale fut instituée en 1846 et élaborait un projet qui fut soumis à la Diète suivante, en 1847, mais non point sous forme de proposition royale. Ce projet supprimait la représentation par ordres et remplaçait la Diète

par un parlement composé de deux Chambres, nommées suivant un système censitaire compliqué; elles ne compteraient aucun membre de droit, mais la couronne nommerait à vie une partie des membres de la Chambre haute. Ce projet souleva un mécontentement assez général : les conservateurs étant opposés au principe même de la réforme, et beaucoup de libéraux le jugeant trop timide. Les plus avancés, déçus dans leurs espérances, s'en prirent même au gouvernement et commencèrent contre lui une campagne violente. Sur ces entrefaites se produisirent les incidents de 1848 qui accrurent encore la surexcitation. Le roi ayant alors, comme nous l'avons vu, changé son ministère, profita de la circonstance pour intervenir directement, et un projet élaboré sur son ordre fut déposé le 1^{er} mai 1848. La proposition royale était sensiblement plus libérale que le projet de la commission de 1846 : les dispositions générales étaient à vrai dire les mêmes, mais les conditions d'électorat et d'éligibilité différaient, et la couronne renonçait notamment au droit de nommer des membres de la Chambre haute. Ces concessions ne furent pas suffisantes aux yeux des libéraux avancés; néanmoins le projet fut pris en considération et renvoyé à la Diète suivante.

Celle-ci se réunit à la fin de 1850. L'évolution que nous avons signalée dans les opinions d'Oscar I^{er} était à peu près accomplie, et ce n'était un mystère pour personne que la couronne se désintéressait à peu près de son propre projet; les conservateurs d'autre part ne l'approuvaient point, et les libéraux avancés le critiquaient également, le jugeant encore insuffisant. Dans ces conditions, l'issue des délibérations n'était guère douteuse; le projet fut repoussé. Dans le discours de clôture de la Diète prononcé le 4 septembre 1851, le roi annonça son intention de n'en présenter aucun autre. Il tint parole. La Diète fut saisie de diverses propositions émanant de l'initiative privée, mais aucune d'elles ne put aboutir, et c'est ainsi que la solution de la question constitutionnelle se trouva renvoyée au règne suivant.

Les dernières années d'Oscar I^{er} furent uniquement marquées, à l'intérieur, par des réformes administratives ou finan-

cières. Le roi, du reste, tomba bientôt gravement malade et, à partir de l'automne de 1857, la régence fut confiée au prince royal qui, à la mort de son père, survenue le 8 juillet 1859, monta sur le trône sous le nom de Charles XV.

Politique étrangère d'Oscar I^{er}. — Quand éclata, en 1848, le conflit entre le Danemark et les puissances allemandes, l'émotion fut considérable en Norvège et en Suède. Nous avons parlé déjà du scandinavisme, ce sentiment de solidarité entre les trois peuples du Nord, qui n'avait cessé de se développer malgré la désapprobation du gouvernement de Charles-Jean. Le danger que courait le Danemark fournit à ce sentiment une occasion de se manifester : de nombreux volontaires partirent de Suède et de Norvège pour aller s'engager dans l'armée danoise. Le gouvernement lui-même intervint. Pressé par l'opinion publique et guidé par des raisons de sentiment autant que par le souci de sa propre sécurité, il se décida aux démarches que nous avons exposées plus haut.

Peu après, la Suède et la Norvège se trouvèrent menacées d'un conflit avec la Russie. Des groupes de Lapons norvégiens ayant depuis longtemps l'habitude d'hiverner sur le territoire russe, le gouvernement impérial réclama brusquement, à titre de compensation, le droit pour des Lapons finnois de pêcher sur le territoire norvégien, voire la concession d'un district où ils pourraient s'établir. Ces prétentions, contraires au traité de limites de 1826, étaient en outre inquiétantes, semblant témoigner du désir de la Russie d'avancer vers l'ouest de manière à s'établir sur des fjords norvégiens que les glaces ne bloquent jamais. Le gouvernement suédo-norvégien refusa donc, et, la guerre de Crimée ayant éclaté sur ces entrefaites, se montra disposé à chercher un appui en se rapprochant des puissances alliées. Celles-ci, de leur côté, estimaient que le concours de la Suède faciliterait une attaque en Finlande. Le rapprochement s'opéra donc sans difficulté, et aboutit au traité du 15 novembre 1855 qui garantissait l'intégrité des territoires suédois et norvégiens en échange d'une coopération contre la Russie. Mais la suspension des hostilités, puis la paix, intervinrent avant le terme fixé.

